This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

II Q
441
.S66

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

PUBLIÉS PAR LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

GENÈVE. — IMPRIMERIE RAMBOZ ET SCHUCHARDT.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

PUBLIÉS

PAR LA SOCIÉTÉ

D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

TOME TREIZIÈME

GENÈVE

CHEZ JULLIEN FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS

CHEZ A. ALLOUARD, LIBRAIRE

Rue Pavée St-André des Arts, 3

1863

Lunning
Nijhoff
F 89-24
19600

TABLE DES MATIÈRES DU TOME XIII

PREMIÈRE PARTIE

Pages.

La plus ancienne monnaie décimale à Genève, par M. Fréd. Soret. . . 1
La chronique du marchand de Genève, par M. G. Revilliod. 23
Deux députations genevoises auprès des Provinces-Unies des Pays-Bas, pendant le XVII[e] siècle, par M. Théophile Heyer. 40
Notice sur le professeur J.-E. Cellérier, par le même. 114

BULLETIN

Personnel de la Société 126
Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société 128
Souvenirs historiques sur la famille Godefroy 132
Médaille en l'honneur de M. F. Soret. 138
Ouvrages et documents relatifs à l'histoire de Genève. 139
Dons de manuscrits 144
Ouvrages reçus ou acquis par la Société. 146

SECONDE PARTIE

RECUEIL DES FRANCHISES ET LOIS MUNICIPALES DES PRINCIPALES VILLES DU DIOCÈSE DE GENÈVE

— Introduction, par MM. P. Lullin et Ch. Le Fort III
— Texte des franchises 1
— Table. 241

PREMIÈRE PARTIE

LA

PLUS ANCIENNE MONNAIE DÉCIMALE

A GENÈVE

Lettre aux membres de la Société d'Histoire et d'Archéologie.

MESSIEURS,

Il existe sur le caractère, comme sur la vie politique et sociale des nations, certains préjugés, certaines opinions préconçues, qui, pour être généralement adoptées, ne résistent pas à l'examen; c'est ainsi qu'on attribue à la Suisse et plus particulièrement à Genève, le dangereux privilége de servir de point de départ à l'explosion d'idées nouvelles, à des modifications politiques qui viennent à certaines époques ébranler les plus antiques institutions et leur faire subir de profondes réformes. Si la cause première des événements ne remontait pas beaucoup au delà du moment où ils se manifestent, cette opinion, que l'examen superficiel des faits rend assez spécieuse, pourrait être parfaitement fondée; mais pour peu qu'on étudie avec quelque attention la marche générale des idées, on peut voir qu'elles ont d'ordinaire dans notre pays une source beaucoup plus étendue et lointaine, qu'elles sont bien souvent la manifestation prématurée de certains besoins ou sentiments généraux, et que, dans le plus grand nombre des cas, elles nous arrivent du de-

hors. Mais pourquoi prennent-elles une forme active là où peut-être leur épanouissement est le moins nécessaire? C'est que la Suisse est de tous les pays de l'Europe celui où règne la plus grande somme de liberté, où le peuple est le plus fort, le pouvoir gouvernemental le plus faible; celui où l'on peut le plus impunément manifester au grand jour ses mécontentements comme ses espérances; d'ailleurs la réalisation de ces dernières n'est point rare chez un peuple où les minorités ont toujours la chance de voir leurs succès momentanés se transformer en institutions permanentes; en un mot, pour nous servir d'une métaphore déjà employée, nous sommes, à l'égard de la grande machine à vapeur européenne, le point faible de la chaudière où se fait d'abord l'explosion; quant à la prétention d'avoir fait naître la première étincelle, il n'y faut point songer; elle doit partir des centres les plus puissants et les plus populeux; nous devons presque toujours en laisser la gloire et surtout la responsabilité, aux grands États qui nous environnent.

Cette introduction au sujet que je compte traiter semblerait devoir annoncer quelque étude approfondie sur un point important de politique ou de philosophie, et vous serez peut-être un peu surpris, Messieurs, de la voir précéder un modeste travail relatif à un point spécial de notre histoire monétaire. Cette surprise pourra être plus grande pour ceux d'entre vous qui ne s'occupent point de numismatique, si je leur dis que l'adoption du système décimal pour la monnaie à Genève a précédé, en fait, son introduction dans le puissant pays qui l'a conçu et créé [1]. Personne n'ignore cependant l'existence des décimes et des Genevoises; mais peu de gens ont pris garde peut-être à ce fait, que frappées en 1794, elles ont été mises en circulation quelques mois avant la monnaie décimale en France. C'est là

[1] Ce n'est point à dire que cette singulière circonstance n'ait pas été déjà signalée, en particulier M. Blavignac dans son Armorial genevois, M. E. Lombard dans son Mémoire sur le système monétaire en Suisse et à Genève, ont rappelé ce fait, mais sans en faire l'objet d'une étude particulière.

un exemple de la réalisation prématurée d'une conception prenant sa source à l'étranger et répondant à un besoin réel, qui, s'il n'était pas bien senti par les masses, l'était par des esprits avancés; au reste ce coup d'Etat tenait à des causes plus profondes, qui toutes n'étaient pas également avouables, et dont quelques meneurs gardaient le secret; s'il n'a pas été étudié jusqu'à présent, que je sache, je crois qu'il faut attribuer cet oubli à la répugnance toute naturelle que des contemporains éprouvent à rappeler de pénibles souvenirs; cependant cet épisode peut être jusqu'à un certain point détaché des circonstances qui l'ont provoqué et sur lesquelles notre intention n'est point de nous appesantir; nous nous bornerons à l'exposé rapide des faits qui ont immédiatement précédé et motivé l'introduction du nouveau système monétaire.

A cette époque, la plus désastreuse de notre histoire, l'organisation du corps spécialement chargé de l'administration de la monnaie était restée, du moins nominalement, ce qu'elle avait été dès l'origine; le 22 octobre 1793 il fut composé par voie d'élection et pour le terme d'une année, des citoyens: le président Janot comme général de la monnaie, Ducloux garde et Darier essayeur; une inscription fut ouverte pour la place de graveur à laquelle prétendirent cinq candidats, les citoyens Léonard Guédin, Pierre Ferrier, Josué Jacquet, J.-M. Teron, Charles Wielandi, ce fut ce dernier qui fut nommé; mais l'action de ce corps régulièrement organisé ne tarda pas à se voir paralysée par celle d'une volonté plus puissante.

Une des premières et des plus inévitables conséquences de la révolution française que vint aggraver pour Genève celle qui s'opéra dans nos murs, fut une crise financière portée à son comble par la tourmente de 1794: il fallait aviser aux ressources les plus extrêmes, et c'est alors qu'après un assez long intervalle de repos, on retrouve dans les registres de nouvelles traces de l'administration de la monnaie.

Un extrait des registres de la commission révolutionnaire, en

date du 2 août, annonce que le Département des Finances est appelé à faire une reconnaissance de la vaisselle d'argent provenant des dons patriotiques pour la faire fondre et en battre monnaie; elle nomme en outre une commission spéciale de trois membres chargée de faire la répartition de la matière d'argent disponible; partie pour les besoins de la fabrique, partie pour la monnaie, à la frappe de laquelle on devra immédiatement procéder.

Le lendemain 3 août, un nouvel arrêté de ce corps chargé de pouvoirs dictatoriaux, fait savoir que tous les possesseurs d'un capital au-dessus de 12,000 livres sont tenus d'en faire la déclaration et invite tous les citoyens à continuer leurs offrandes patriotiques, comme à compte de contributions qui devront être réglées plus tard.

Le 9 août, la commission extraordinaire pour le monnayage ayant constaté qu'il n'était plus possible, vu l'absence presque totale du numéraire, de s'en passer plus longtemps, présente un rapport sur ce sujet et demande qu'il soit immédiatement procédé à la frappe d'une monnaie nouvelle; en insistant sur la convenance de donner aux types qui seront adoptés un cachet vraiment révolutionnaire.

A la suite et dès le lendemain de cette ouverture une nouvelle publication plus explicite que celle du 3 août requiert de tous les citoyens et citoyennes qu'ils aient d'ici au 13 à effectuer à la monnaie le dépôt de toute leur vaisselle d'or et d'argent, leur laissant la faculté d'en garder douze onces pour leur usage; il sera donné reçu de ce dépôt, sur lequel on prélèvera le montant de la contribution; le remboursement du surplus devant être effectué dans le terme d'une année.

La commission des monnaies (qu'il ne faut pas confondre avec le département régulier des monnaies élu en 1793 par le conseil administratif et dont l'action était paralysée), s'étant mise à l'œuvre, arrêta les bases d'un projet que le conseil administratif devait être chargé d'exécuter; elle posa en principe, qu'il

serait frappé des écus de 4 livres à la taille de 8 au marc, au titre de 10^d 12′ au remède de 2 grains; soit 20^d 20′ de fin absolu pour l'écu; que ces écus équivaudraient à 12 florins de Genève et auraient la valeur intrinsèque de 6 livres de France; que les divisions antérieures du quart d'écu seraient mises hors de cours, et qu'on frapperait des florins, des 6 sols, des $^1/_8$ de sol pour les appoints.

Ce travail préparatoire approuvé le 23 août par la commission révolutionnaire, fut transmis au comité législatif par l'organe du syndic Gasc, qui avait été adjoint le 4 à la commission des monnaies: parmi les considérants du préambule, il est dit, que la commission révolutionnaire ayant été investie de pouvoirs suffisants par les clubs insurgés qui l'ont nommée, vu l'impossibilité de consulter la volonté du souverain[1] dans les circonstances actuelles, vu le besoin urgent d'espèces qui se fait sentir sur la place, a décidé que le conseil administratif serait chargé de faire frapper une nouvelle monnaie sur les bases proposées par la commission des monnaies. Viennent ensuite les développements relatifs à l'exécution du projet, en particulier la proposition d'adopter pour l'écu de XII florins un type dont le coin est déjà tout prêt et dont les principales légendes: *Monnaie Révolutionnaire*; 19 *Juillet* 1794, sont particulièrement destinées à conserver le souvenir de cette époque.

Je n'ai pas su retrouver dans les registres du Conseil la date précise de la remise du rapport, mais pendant qu'il était à l'étude, il s'opérait une espèce de transformation dans les vues de quelques membres de la commission révolutionnaire; peut-être, qu'à défaut du souverain, les clubs insurgés avaient-ils trouvé

[1] Pour les lecteurs étrangers à l'*Histoire des Constitutions genevoises*, il est bon d'observer que dès l'origine de la république et jusqu'à sa fin en 1798 le souverain était l'ensemble des citoyens jouissant des droits politiques et les exerçant en Conseil général dont les pouvoirs beaucoup plus réels qu'ils ne sont aujourd'hui, ne se bornaient pas à l'élection des premiers magistrats, mais embrassaient la sanction ou le rejet des lois élaborées et proposées par les Conseils.

mauvais que leur opinion n'eût pas été consultée ; peut-être les partisans secrets des idées françaises trouvèrent-ils le moment opportun pour chercher à les faire adopter ; ce qu'il y a de plus sûr, c'est que la commission révolutionnaire, revenant sur son premier arrêté, décida le 12 septembre d'en donner connaissance aux clubs insurgés, chargea le conseil administratif du soin de le publier [1] et fit suspendre toutes les opérations préparatoires du monnayage, jusqu'au moment où l'on connaîtrait la volonté des clubs ; en même temps, elle donna l'ordre de prélever mille marcs d'argent sur la vaisselle déjà déposée à la monnaie pour les besoins de la frappe, et d'en faire la distribution par petites portions en mains des ouvriers de la fabrique.

On retrouve une partie des faits que nous avons relatés, ou que nous serons appelés encore à passer en revue, mentionnée dans le bel et savant ouvrage dont notre collègue M. Blavignac a enrichi nos mémoires sous le titre *d'Armorial Genevois*, mais ils y sont étudiés spécialement sous le point de vue des modifications apportées aux Armoiries de la République ; une note relative au nouvel écu proposé renferme une erreur, qui d'ailleurs s'explique aisément, mais qu'il importe de relever, il y est dit que le rapport de la commission fut présenté *le* 19 *Juillet* 1794 [2] ; la mention de cette date commémorative sur la monnaie avait une tout autre portée que celle de rappeler un fait aussi insignifiant, elle avait pour but de consacrer le souvenir du jour le plus néfaste de notre histoire, celui où l'action des pouvoirs légaux paralysée par l'insurrection des clubs s'effaçait devant leurs volontés, et qui allait voir le premier tribunal révolutionnaire commencer son œuvre de sang.

[1] Le même jour, par un arrêté signé Mouchon, le Conseil administratif, vu l'extrait des registres de la commission révolutionnaire, décide l'impression du rapport.

[2] Vol. 6, p. 233, la même note donne la description du coin dont il existe quelques rares empreintes en bronze et en laiton.

Nous venons de mentionner la principale cause de l'espèce de temps d'arrêt manifesté dans l'action de la commission révolutionnaire; elle avait trop présumé de son pouvoir dictatorial; il fallait tenir compte de la volonté du peuple représenté dans ce moment par les clubs; mais ce ne fut point l'arrêté publié le 12 septembre qui fut soumis à leur approbation, il resta dans l'ombre et pendant tout un mois les documents officiels sont muets sur les travaux de la commission des monnaies; il n'est pas facile de combler ce vide, mais on peut s'expliquer les profondes modifications qui dans ce court intervalle de temps furent apportées au projet.

A peine les victimes de nos dissensions politiques étaient-elles tombées, qu'une réaction prononcée vint se manifester dans les sentiments des citoyens même les plus irrités contre l'aristocratie; ils eurent horreur d'excès qu'ils n'auraient pas soufferts sans la terreur exercée sur eux par les clubs, et la majorité du peuple ne tarda pas à répudier de plus en plus ouvertement toute solidarité avec les chefs du mouvement insurrectionnel; il ne pouvait donc plus être question d'émettre une monnaie révolutionnaire destinée à rappeler des souvenirs que la conscience publique se refusait à consacrer, mais on pouvait encore lui donner un cachet tout à fait nouveau, par l'adoption d'un système monétaire différent de celui qui, pendant plusieurs siècles s'était maintenu dans nos murs, et c'est alors que les partisans des idées françaises, repoussés sur le terrain révolutionnaire, eurent encore assez d'influence pour mettre en avant le système qui était à l'étude en France, et pour le faire adopter dans le nouveau projet de loi; mais il faut se hâter de le dire à la décharge de la commission des monnaies, elle ne se prêta point à l'idée d'une imitation servile, et tout en adoptant la division décimale, elle eut soin de lui donner un cachet spécial destiné à sauvegarder l'autonomie genevoise; enfin le projet d'édit que le comité législatif vint soumettre le 17 octobre 1794, non plus à la volonté des clubs insurgés dont le règne

était passé, mais à celle du souverain, prit force de loi, et fut en partie exécuté à la suite d'une votation régulière. Il est bon d'en donner connaissance; quant aux considérants qui le précèdent, nous nous bornerons à dire qu'ils sont motivés sur la convenance de mettre en harmonie autant que possible la nouvelle monnaie avec les divisions qu'on vient d'adopter dans les États voisins; que cette harmonie est particulièrement désirable pour les monnaies et pour les mesures, et que, quant à la différence dans le choix de l'unité monétaire et de ses subdivisions, comme la valeur de l'écu est la même dans les deux systèmes [1] il sera toujours très-facile par le calcul décimal d'établir le rapport entre les deux monnaies, etc., etc.

Voici maintenant le texte de l'édit.

1° La république de Genève adopte pour la division de la monnaie d'argent la division décimale, en prenant pour unité l'once poids de marc, au titre de 10 d. 10 gr.

2° Les pièces représentant l'unité seront les plus grosses pièces d'argent, elles seront divisées en 10 décimes et les décimes en dix centimes.

3° Les grosses pièces seront frappées au titre de 10 d. $^1/_2$ de fin, leur poids sera d'une once poids de marc, mais la fabrication sera estimée bonne quand elles ne différeront que de 3 grains du titre prescrit.

4° Les décimes seront frappées (sic) au titre de 9 d. 3 gr. de fin, leur poids sera d'un marc par 72 pièces [2], mais la fabrication sera estimée bonne quand elles ne différeront que de 3 grains du titre prescrit; ou quand 74 pièces seulement équivaudront au poids d'un marc.

5° Les centimes seront frappées (sic) au titre de 34 grains $^2/_{24}$ de fin; leur poids sera d'un marc par 207 pièces.

[1] C'était encore l'écu de six livres qui avait cours en France à cette date.

[2] Soit 2 deniers 14 grains la pièce.

6° Outre les grosses pièces, les décimes et les centimes, il sera frappé des pièces de demi-décimes ou cinq centimes et des pièces de quart de centime.

7° Les demi-décimes seront frappées (sic) au titre de six deniers de fin; leur poids sera d'un marc pour 100 pièces, mais leur fabrication sera bonne quand elles ne différeront que de 3 grains du titre prescrit, ou quand 106 pièces seulement équivaudront au poids d'un marc.

8° Les quarts de centime seront en cuivre, ils devront peser un marc pour 100 pièces.

9° Les grosses pièces porteront pour empreinte l'emblème des républiques, savoir une tête de femme coiffée d'une tour, avec cette légende : *République Genevoise* et dans l'exergue : *Liberté, Égalité, Indépendance.*

Au revers : deux épis de blé entre lesquels sera cette inscription : *Prix du travail*, avec cette légende : *Après les ténèbres la lumière* et à l'exergue 1794 *l'an* 3 *de l'Égalité.*

10° L'empreinte des décimes sera une aigle déployée tenant une clef dans ses serres et entourée d'une guirlande de feuilles de chêne ou couronne civique, avec cette légende : *Après les ténèbres la lumière* et dans l'exergue 1794.

Au revers : trois abeilles et une fleur ; au milieu le mot *Décime* ; pour légende : *Égalité, Liberté, Indépendance* et pour inscription : *l'Oisiveté est un vol.*

11° L'empreinte des centimes sera une tête d'aigle au-dessus du soleil levant, avec cette légende : *Après les ténèbres la lumière*, et à l'exergue : 1794.

Au revers, un faisceau avec cette légende : *Égalité, Fraternité*, et pour inscription : *Centime.*

12° L'empreinte des demi-décimes sera une ruche d'abeilles avec cette légende : *Travail et Économie*, et dans l'exergue : *Genève* 1794.

Au revers ; un cadran avec cette légende ; *Les heures sont des*

trésors. Pour inscription : *cinq centimes*, et dans l'exergue : *l'an 3 de l'Égalité.*

13° L'empreinte du $^1/_4$ de centime sera l'emblème de la Liberté, savoir un bonnet sur une pique, et dans l'exergue : *Égalité.*

Au revers, l'inscription *quart de centime*, et dans l'exergue : 1794.

14° Les pièces de cinq décimes seront frappées au même titre que celles de dix décimes et auront la moitié de leur poids; elles porteront la même empreinte, si ce n'est qu'à l'inscription : *Prix du travail* sera substituée celle de la valeur : *Cinq décimes.*

15° La dénomination de ces pièces se tirera de l'emblème qu'elles représentent, ou de leur valeur; les pièces de dix décimes s'appelleront *Genevoises*, les pièces de cinq décimes, *Demi-Genevoises*; les *décimes* et les *centimes* conserveront leur dénomination; les demi-décimes s'appelleront pour abréger : *Mi-décimes* et les $^1/_4$ de centimes : *Minimes.*

16° Les écus de 10 florins 6 sous seront reçus pour 84 centimes; les pièces de 21 sols pour 14 centimes; les pièces de 10 sols $^1/_2$ seront reçues pour 7 centimes; les pièces de 6 sous seront reçues pour 4 centimes; les pièces de 3 sous seront reçues pour 2 centimes; les pièces de 6 deniers seront reçues pour 1 centime; les pièces de 9 deniers ou deux quarts seront reçues pour 2 minimes; trois pièces de un sol seront reçues pour 2 centimes; trois pièces de 6 deniers seront reçues pour 1 centime.

17° Dans les stipulations en monnaies idéales le change des livres courantes sera de 28 centimes pour une livre et de 8 centimes pour un florin [1].

[1] La livre courante était une monnaie idéale employée dans toutes les comptabilités, elle n'avait d'autres représentatifs que la pièce de 21 sous, demi-livre courante, et celle de 10 sous $^1/_2$, quart de livre. Sa valeur en argent monnayé était donc de 3 florins 6 sous; douze sous faisant le florin.

18° Le Conseil administratif fera dresser une instruction sur les avantages de cette nouvelle monnaie et un tarif de ses rapports avec l'ancienne, ainsi qu'avec celles des États avec lesquels la République est en relation de commerce.

19° En réimprimant la loi sur les contributions publiques, les valeurs comptées en florins, sols et deniers seront converties en décimes et en centimes.

Signé : VERNES, *Président.*
ROCHETTE, *Secrétaire.*

La votation en Conseil souverain eut lieu comme nous l'avons dit le 17 octobre; le chiffre le plus élevé des citoyens qui y prirent part fut de 1139. Les 19 articles du projet furent votés en cinq groupes dont voici le résultat :

Art. 1 et 2	adoptés par	587	voix contre		454
» 3 à 8	»	622	»	»	517
» 9 à 14	»	590	»	»	447
» 15	»	535	»	»	498
» 16 à 19	»	588	»	»	447

Ce Conseil général si peu nombreux, cette faible majorité de cent voix qui, par un singulier rapprochement, se trouvait être une fraction décimale, la dixième partie seulement du nombre total des votants, pouvait déjà faire pressentir le sort qui attendait une loi votée sous l'influence d'un reste de pression.

Le Conseil administratif se trouvant désormais régulièrement chargé du soin d'exécuter l'Édit, le Général de la monnaie reprit ses fonctions qui avaient été suspendues pendant la crise dont nous avons tracé les principales phases, et le 22 octobre, sur la proposition du Département des monnaies qu'il présidait, on arrêta les dispositions suivantes :

1° Que l'État fournirait l'argent essayé, le cuivre et les outils.

2° Que le monnayeur aurait à sa charge les autres frais.

3° Qu'il lui serait payé pour la confection des Genevoises deux décimes et accordé 6 grains de remède par marc.

4° Que pour les décimes il aura 2 décimes, et 4 centimes plus 12 grains de faiblage au marc.

5° Que l'essayeur recevra par marc 2 centimes ; les graveurs 2 centimes ; l'inspecteur $^1/_5$ de centime ; le tout en maximum.

Pendant que le projet d'Édit s'élaborait, le Département des Beaux-Arts avait été chargé de surveiller la bonne exécution des coins ; ce département créé en vertu d'un arrêté de la commission révolutionnaire, sous le titre de Département provisoire des Arts, de l'Industrie, du Commerce et des Monnaies, fut composé dans l'origine des quatre membres de la commission des monnaies invités à s'adjoindre un certain nombre de personnes ; 18 citoyens furent appelés à en faire partie, et le nouveau corps fut régulièrement constitué le 17 septembre 1794. Les registres ne donnent que d'assez faibles renseignements sur la mise au concours des nouveaux coins projetés. Celui qui portait la tête de la Genevoise ayant été rompu, le syndic Gasc ne put en présenter qu'une empreinte en étain qui parut être satisfaisante.

Quant au modèle de double décime soumis au Département par Ferrier, il ne fut pas accepté, parce que le décime devant être la monnaie la plus répandue doit présenter un haut degré de perfection dans son exécution ; le projet du citoyen Wielandi finit par obtenir la préférence ; enfin le 17 novembre le syndic Gasc put annoncer au Conseil administratif que le Département des Beaux-Arts, satisfait des modèles de la Genevoise et de la Décime, en proposait l'adoption en désignant les citoyens Wielandi et Chalon pour les exécuter.

Le 29 décembre le Conseil administratif charge le Département des finances de prendre les mesures nécessaires pour que tous les comptes de l'État soient tenus sur le nouveau système.

De semblables transformations devaient nécessairement avoir

lieu par voie législative pour tous les employés rétribués par l'État ; je dois à l'obligeance de notre collègue, M. l'ancien Conseiller d'État LeFort, la communication de deux lois votées, l'une le 21 décembre, l'autre le 28, pour régler les appointements des employés dépendant du département de l'instruction publique. En vertu de la première, les maîtres des écoles primaires devront être rétribués comme suit :

Maîtres de lecture	21,000 centimes	soit fl.	2,625
Maîtres d'écriture	24,000 »	»	3,000
Maîtres d'école de campagne	12.000 »	»	1,500

Plus par mois pour chaque écolier une indemnité de 11 centimes soit 21 sous pour fourniture d'encre et de plumes.

Le traitement des maîtresses d'école en proportion.

Par la seconde loi on arrête que le traitement sera :

Pour les régents du collége de 21,000 à 30,000 centimes soit fl. 3,000 à 3,750 outre le logement.

Pour les maîtres d'anglais, d'italien de 6,000 c. 750 fl.

Chaque professseur de l'académie » 35,000 » 4,375 »

Le professeur de philosophie et de physique expérimentale » 55,000 »

Ces deux lois à peine mises à exécution en nouvelles monnaies, furent suspendues par l'Édit du 1er février 1796.

Comme aucune des monnaies anciennes nationales ou étrangères ayant cours à Genève n'était retirée de la circulation, et que le tarif contenu dans l'article 16 de l'édit du 17 octobre était insuffisant, le gouvernement dut s'occuper d'un tarif plus complet qui fut publié le 31 décembre.

Il convient de le transcrire ici, non-seulement comme document sur la valeur relative des monnaies à Genève à cette époque, mais aussi pour signaler les nombreuses fractions qui devaient être une des premières pierres d'achoppement dans l'emploi de la nouvelle monnaie.

OR.

Pièces de	48	liv. de France et	32	liv. de Berne	valent	80	déc.
»	24	»	»	16	»	»	»	40	»
»	24	» du Piémont				»	48	»
»	12	»	»			»	24	»

ARGENT.

Écu de	6	livres de France	100	centimes ou	10	décimes
Petit écu		»	50	»	5	»
Pièce de	30	sous	»	25	»	2 ½
»	15	»	»	12 ½		1 ¼
10	Batz de Berne		25		2 ½	
5	»	»	12 ½		1 ¼	
10	Kreutzer	»	6 ¼			
Pièces Fr. de	20	s. de Genève	13 ½			
»	10	»	6 ⅔			
»	12	»	8			
Piastres d'Espagne			90	centimes	9	décimes
½	»	»	45		4 ½	
¼	»	»	22 ½		2 ¼	
Écu de Piémont de	6	livres	120		12	

½ et ¼ d'écu de Piémont au prorata.

BILLON.

Batz de Berne	2 ½	centimes
½ Batz	1 ¼	»
Autres Batz	2 ⅓	»
Autres ½ Batz	1	»

Le premier versement en monnaies nouvelles dans les caisses de l'État eut lieu le 31 décembre; il fut de 2,000 Genevoises; et le 3 janvier 1795, trois mille autres pièces furent versées et mises en circulation.

Ceci était loin de suffire même aux premiers besoins; la fabrication des Genevoises et des Décimes se poursuivait avec activité; on ne s'occupait point encore de celle des pièces d'une moindre valeur, et les demi-décimes, dont les coins étaient prêts, ne furent frappées qu'en très-petite quantité, malgré la diminution toujours plus sensible de la petite monnaie; la gêne qui en résultait était si grande, que le Conseil administratif prit le parti de demander au Comité législatif, s'il ne pourrait pas, sans outre-passer ses pouvoirs, utiliser les anciens coins de deux quarts pour en faire frapper un certain nombre? Dans le cas où la chose ne paraîtrait pas praticable, il insistait pour que la question fût de suite soumise au Souverain. De son côté, le Comité législatif ayant reconnu certaines imperfections dans les dispositions de la nouvelle loi, avait délégué le 2 janvier le Dr Odier auprès du gouvernement pour lui soumettre les incohérences qui existaient dans l'emploi de l'ancien deux quarts et sa valeur d'un tiers de centime dans le système décimal. Le syndic Gasc ayant exposé les moyens de résoudre cette difficulté, le Dr Odier se chargea d'en faire part au Comité législatif.

Dès le lendemain l'arrêté suivant fut pris: « Les syndics et Conseil, ouï le rapport de la Commission des monnaies sur la fabrication des minimes au poids fixé par le Souverain, voyant que l'État ferait une perte de 25 pr °/₀, proposent, vu la rareté du cuivre, de fondre les minimes; l'échantillon du flan joint au présent extrait de registres frappé à raison de 100 pièces par marc, montre que ces pièces seraient trop grosses; il y aurait au contraire 21 p. °/₀ de bénéfice à les battre à raison de 160 pièces par marc; par ces motifs, le Comité législatif est invité à voir s'il ne conviendrait pas d'en faire la proposition au Souverain. »

Ce projet, profondément modifié, fut présenté au Conseil général le 8 janvier 1795 sous la forme suivante:

« Sur la proposition du Comité législatif, et vu la rareté du cuivre, il est proposé de modifier la loi sur les minimes. »

« Les minimes prescrites par la loi du 17 octobre 1794 seront frappées en cuivre allié au même titre que les pièces de six deniers dites deux quarts de 1788, c'est-à-dire au titre de 12 grains de fin, soit huit deniers par marc, mais à la taille de 380 pièces au marc au lieu de 300. »

La votation eut lieu le 11 janvier et la proposition fut rejetée par 915 votants contre 410.

Ce fut le premier symptôme officiel d'un mécontentement qui n'avait pas attendu jusque-là pour se manifester dans toutes les classes de la population; la simple vue du tarif et des fractions dont il était hérissé, aurait suffi pour effrayer cette partie influente de la société qui a le plus besoin de l'usage journalier des petites monnaies courantes, justement celles qu'il était le plus difficile de réduire en valeurs décimales; les marchands en détail, les revendeurs, les domestiques, toutes les maîtresses de maison, étaient d'accord pour repousser cette innovation incommode; elle n'eut pas offert d'ailleurs des inconvénients très-réels, que l'attachement naturel des populations à d'antiques habitudes aurait suffi pour inspirer le même esprit de résistance. Nul doute non plus que, pour un très-grand nombre de citoyens, l'idée que la nouvelle loi reposait sur un principe emprunté à la France, n'eût fait naître dans leur esprit un sentiment prononcé de répulsion et augmenté la juste méfiance que des menées annexionistes avaient déjà soulevée. On ouvrait les yeux sur lès sourdes tentatives d'un parti peu nombreux, il faut se hâter de le dire en l'honneur de notre pays, qui travaillait sous main au projet de réunir Genève à son puissant voisin, lequel cherchait de son côté à faire renaître des troubles favorables à ce but secret. Déjà le 5 janvier on avait dû prendre des mesures de sûreté pour mettre la Monnaie à l'abri d'un complot ourdi, à ce que disent les registres, dans le but de la piller, et le 6 on suspendit l'usage des tarifs, vu la difficulté d'exécuter cette

ordonnance, tant qu'il n'y aurait pas une plus grande quantité de nouveau numéraire en circulation ; d'un autre côté, comme les nouvelles Genevoises tombaient dans un discrédit inquiétant, on autorisa un certain nombre de citoyens à publier qu'ils étaient prêts à les prendre au pair des anciens écus de 12 fl. 9 sous, ce qui d'ailleurs était leur valeur réelle.

Enfin cette résistance prit un caractère plus officiel et plus positif par la présentation au Comité législatif d'une pétition signée par 64 citoyens; dès lors on reconnut la nécessité de revenir sur une mesure universellement condamnée, et le 22 janvier 1795 les syndics Gasc et Janot proposèrent le renvoi à la commission des monnaies de la pétition qui venait d'être communiquée au Conseil administratif. Celle-ci, dans son rapport, opina pour remettre la mise en vigueur du système décimal à Genève au moment où la république française l'aurait adoptée en pratique, et de se rattacher provisoirement au système monétaire suisse; le Département des Beaux-Arts, consulté à son tour sur l'opportunité de cette nouvelle mesure, fit observer que les difficultés éprouvées pour l'introduction du système décimal venaient en grande partie des manœuvres des agioteurs et des malveillants, et qu'on éprouverait la même résistance si l'on voulait essayer d'introduire le système suisse. On pourrait peut-être chercher à éclairer l'opinion publique en publiant quelques instructions claires et précises sur les avantages du système décimal et en faisant bien comprendre que l'État n'oblige point les citoyens à s'y conformer dans la pratique; mais cette mesure ne suffirait peut-être pas pour donner pleine satisfaction à l'opinion publique qu'il serait dangereux de braver; d'ailleurs, le système décimal ne sera vraiment beau que lorsqu'il s'étendra aux poids et aux mesures, et il ne faudrait pas s'exposer à vouloir pousser jusque-là. D'un autre côté, il serait dangereux de vouloir entièrement abolir tout ce qu'on a déjà fait; le moment est arrivé de fournir le numéraire nécessaire à l'établissement d'une caisse d'escompte; une foule

de citoyens ont été renvoyés aux secours qu'elle doit leur offrir ; si l'on retire les Genevoises de la circulation, l'argent indispensable pour cet établissement fera défaut, etc. En conséquence et après un mûr et sérieux examen, le département confie au citoyen Cornuaud la rédaction d'un préavis qu'il adopte le 23 janvier, et dont nous supprimons les considérants que nous venons de mentionner.

« Le Département, considérant, etc. Arrête d'adresser à l'administration le préavis suivant:

« Les Genevoises déjà en circulation ne seront point rappelées à la Monnaie, elles seront considérées comme des gros écus valant 12 florins 9 sous, ainsi que celles qui restent encore à battre et qui seraient avec la clef et l'aigle; les $^1/_2$ Genevoises seront en conséquence considérées comme des petits écus et vaudront 6 florins 4 sous; les deux pièces valant intrinsèquement les écus de 6 et 3 livres, il n'y a pas d'inconvénient à leur donner cette valeur numérique relative à nos anciennes monnaies.

« Les décimes déjà toutes prêtes à frapper seront, ainsi que les petits écus, frappées à l'ancienne effigie, et l'on refondra environ 300 marcs de décimes déjà frappées pour éviter la bigarrure, attendu que cette petite refonte n'est pas de grande conséquence; cette dernière pièce vaudra 15 sols et la nation n'y perdra point, car la valeur intrinsèque de cette monnaie porte encore un remède de titre en sa faveur. Le Département propose encore de frapper des pièces de 2 et de 4 sols à l'ancienne effigie de Genève, comme toutes les précédentes, outre notre billon d'usage, tant pour la commodité du public que pour écarter les mauvaises pièces de la même valeur qui pullulent chez nous, priant l'administration d'en donner connaissance au Comité législatif et de requérir de lui de demander au Souverain l'urgence sur cet objet, aussi pressant qu'intéressant pour le public. »

Signé : J.-G. Odier, Secrétaire ad interim.

Le Comité législatif, à son tour, après avoir pris connaissance de ce préavis, prit, en date du 26 janvier, la résolution de convoquer le Souverain pour le 8 février et de lui soumettre un nouveau projet d'Édit, motivé par la pétition des 64 citoyens, et par les divers considérants dont il est fait mention plus haut; il ne propose pas l'abrogation pure et simple de la loi qui entraînerait pour l'État une perte de 19 à 20,000 florins sans compter les frais d'apport et de fonte, mais le retour à l'ancien système avec quelques modifications. Voici la teneur de ce nouvel Édit.

1° La loi du 17 octobre 1794 est abrogée.

2° Les pièces actuellement en circulation sous le nom de Genevoises seront reçues sous le nom de gros écus pour 12 florins 9 sous.

3° Si l'on frappe des gros écus ils seront au poids d'une once, remède 3 grains; au titre de 10 d. 12 g. d'argent fin, remède 3 grains.

Leur empreinte sera: d'un côté les armes de l'ancienne république, de l'autre la désignation de leur valeur qui sera de 12 florins 9 sous.

4° Si l'on frappe des petits écus, ils seront du poids d'une demi-once, remède 3 gr. au titre de 10 d. 12 gr. remède 3 gr. Leur empreinte sera la même que celle des gros écus, leur valeur sera de 6 florins 4 sous 6 deniers.

5° Le Conseil administratif est autorisé à frapper des pièces de 15 sols au titre de 9 d. 3 gr. remède 3 gr. et du poids de 72 au marc, remède de 4 pièces.

Leur empreinte sera une aigle déployée, tenant une clef dans ses serres et entourée d'une couronne de feuilles de chêne avec cette légende: *Post tenebras lux*, et dans l'exergue 1794 (sic) — au revers un soleil portant au milieu la dénomination de leur valeur et pour légende: *Égalité, Liberté, Indépendance.*

6° Le Conseil administratif est autorisé à frapper des pièces

de billon au titre, au poids et à l'empreinte en usage avant la loi du 17 octobre 1794.

L'adoption de ce nouvel Édit fut votée par une majorité de 923 contre 328 [1].

Ainsi prit fin, après environ quatre mois d'une existence fort agitée, ce premier essai d'adoption de la monnaie décimale à Genève, monnaie qui ne pénétra dans la circulation qu'en s'assimilant à l'ancienne, et dont il ne resta plus tard que les Genevoises sous l'ancienne dénomination d'écus; quant aux décimes qui ne paraissent avoir été distribuées qu'en très-petite quantité et qu'on avait retenues à la Monnaie pour les refondre, leur transformation en pièces de 15 sous, au même titre et du même poids qu'elles, ne tarda pas à prendre grande faveur.

Cette nouvelle monnaie s'étant trouvée fort commode pour la comptabilité en florins de Genève, l'on n'hésita pas à en répandre dans la circulation pour de très-fortes sommes. — La frappe des demi-décimes à la ruche s'est bornée à un très-petit nombre de pièces, comme nous l'avons déjà dit. Celle des centimes et des minimes n'a pas eu lieu, ou s'il en existe, ce n'ont été que des pièces d'essai.

On rencontre chez quelques amateurs un très-petit nombre de pièces au type de la décime mais d'un flan beaucoup plus épais; qu'on a prises quelquefois pour la véritable décime, et celles au flan ordinaire pour des demi-décimes; c'est une erreur, ce seraient plutôt des doubles décimes, dont la loi ne fait pas mention, à la vérité, mais qui doivent avoir été projetées, puisque nous voyons qu'il en est question dans les registres du département des beaux-arts à l'occasion d'un essai présenté par Ferrier: à mes yeux ces soi-disant doubles-décimes doivent être consi-

[1] Ce dernier chiffre offre un certain intérêt politique parce qu'il représente, à ce qu'il nous semble, celui des citoyens les plus avancés, soit par leur adhésion au parti des clubs représentés par la commission révolutionnaire, soit pour un petit nombre d'entre eux par leur sympathie pour les idées françaises.

dérées comme des Piéforts. Il en est de même pour une pièce à la roche, du poids et de l'épaisseur de la décime que M. l'antiquaire Kuhn a eue en sa possession.

Il est presque certain que la nouvelle loi n'aurait pu se maintenir lors même qu'elle n'aurait eu contre elle ni les répugnances nationales, ni l'horreur des déplorables événements qu'elle rappelait, ni les difficultés de son application dans la pratique; si elle avait été conçue dans une époque de calme et de sécurité, le projet n'aurait pas été au delà des études préparatoires, car ce n'est point chose facile de lutter contre les habitudes d'un peuple, sanctionnées par plusieurs siècles d'existence, tellement enracinées à Genève que, pendant toute la durée de la domination française, l'usage de l'ancienne monnaie de Genève s'est religieusement conservé, non-seulement dans cette petite ville mais aussi dans toute l'étendue du rayon assez vaste où les relations du commerce l'avaient fait pénétrer; le pays de Gex, le Chablais, le Faucigny; à partir de 1798, la monnaie française décimale fut introduite dans toutes les tractations officielles et devint tout naturellement de plus en plus familière aux Genevois, mais aucune mesure restrictive ne fut prise par le gouvernement pour interdire ou pour retirer graduellement de la circulation les anciennes monnaies genevoises, qui fournissaient à la ville, ainsi qu'aux contrées voisines, une grande quantité de petit numéraire.

Dans la pratique, l'emploi simultané des deux systèmes n'offrait d'ailleurs aucun inconvénient, parce que la valeur du sol genevois était si rapprochée de celle de 4 centimes, que la réduction dans toutes les transactions courantes était des plus faciles; aussi, lorsque les Genevois furent rendus à leur ancienne indépendance, ils n'eurent rien à changer à leur mode de vivre, si ce n'est à faire frapper du nouveau billon pour remplacer l'ancien devenu rare. Cependant l'usage de la monnaie française était de plus en plus familier à toutes les classes de la société, la supériorité du système décimal sur le système duodécimal,

au point de vue de la facilité du calcul, se faisait toujours mieux comprendre, mais tout un quart de siècle dut s'écouler encore avant que le législateur put considérer le peuple genevois comme assez éclairé sur la convenance d'un pareil changement pour l'adopter d'une manière définitive, et nous avons encore le souvenir présent des oppositions assez vives qui s'élevèrent contre cette loi et faillirent la faire échouer, non-seulement par suite de la répugnance provenant des habitudes du marché ou des petites boutiques, mais aussi par la résistance vigoureuse d'un certain nombre de financiers dont l'autorité au sein du Conseil Représentatif ne laissait pas que d'exercer une assez grande influence. J'espère, Messieurs, pouvoir vous entretenir plus tard des incidents d'ailleurs peu dramatiques qui amenèrent l'adoption définitive du système décimal, me bornant à rappeler ici que ce ne fut point une imitation pure et simple du système français; on fit la part des habitudes du passé, et sans avoir égard au système métrique rigoureux adopté en France pour la petite monnaie en argent, on n'hésita pas à préférer l'usage du billon pour toutes les espèces inférieures à la valeur de 50 centimes; celles-ci furent en outre subdivisées en fractions de francs dont l'usage était inconnu en France, par exemple en pièces de billon de 25, 10, 5, 4, 2 et 1 centimes. Les 4 et 2 centimes qu'on supprima plus tard étant destinés à faciliter la transition en représentant les anciens sous et deux quarts. Cette disposition législative donna à la monnaie genevoise une autonomie précieuse sous le rapport de l'esprit national, tout en ajoutant aux avantages du système décimal certaines facilités de comptabilité que la population a pu apprécier pendant près de douze ans.

F. S.

LA CHRONIQUE

DU

MARCHAND DE GENÈVE

NOTICE PRÉLIMINAIRE

Senebier, dans son Histoire littéraire de Genève[1], et G.-E. de Haller, dans sa Bibliothèque de l'Histoire suisse[2], mentionnent l'existence d'une chronique imprimée, faite par un marchand de Genève, et racontant les événements accomplis dans cette ville de 1532 à 1534. L'un et l'autre signalent cet ouvrage comme étant d'une extrême rareté, et jusqu'ici aucun bibliophile genevois, ni aucun amateur d'histoire nationale n'ont pu s'en procurer, ou en découvrir un seul exemplaire : on n'en possé-

[1] Senebier, *Histoire littéraire de Genève*, 1786, t. I, p. 75. — « La Guerre et la Delivrance de la Ville de Genève, fidellement faite et composée par un Marchant demeurant en icelle, in-4. Genève, 1535, chez Jean Belot : on y trouve le récit des événements dès 1532-1534. Ce livre est d'une extrême rareté. »

[2] Haller's *Bibl. der Schweizer-Geschichte*, 1787, t. V, p. 142. — « N° 475. La guerre et desliurance de la Ville de Genesue. Fidèlement faicte et composée par ung marchant demourant en icelle. S. l. et a. in-4, 23 Seiten, mit deutschen Buchstaben. Ist eine Erzählung der 1532, 1533, 1534, zu Genf vorgefallenen Begebenheiten und ist von der grössten Seltenheit ; hat aber sonst nicht viel wichtiges. Es ist wahrscheinlich dass sie zu Genf beim Jean Belot, anno 1535 oder 1536, sey gedruckt worden. Der Verfasser unterschreibt sich N. S. J. C. Das Buch ist aüsserst selten. S. Senebier, *Hist. litt.* I, p. 76. »

dait même à Genève aucune copie manuscrite. On pouvait ainsi désespérer de connaître un document qui se rapportait à une époque importante de notre histoire et qui devait, par sa qualité de récit contemporain dû à la plume d'un laïque, offrir un intérêt spécial. Aujourd'hui, grâce à la découverte faite par l'un des membres correspondants de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, nous sommes en mesure de satisfaire la curiosité éveillée au sujet de la chronique du marchand et d'en insérer le texte dans nos mémoires.

M. le professeur George de Wyss, de Zurich, nous annonçait naguère qu'il venait de trouver, dans un recueil manuscrit de la bibliothèque de cette ville, un opuscule intitulé : *La guerre de Genève et sa délivrance fidellement faitte et composée par un marchant demeurant en icelle.* Il ajoutait que cette pièce était précédée des mots : *Copie d'un livret imprimé in-4° en lettre gotique sans année ny lieu de l'Impression, tirée d'une copie faite de la main de Monsieur le libraire Jean Bardin.* M. de Wyss nous demandait en même temps si cet ouvrage était connu à Genève et si l'on en possédait un exemplaire imprimé.

En remerciant notre correspondant de sa communication, nous recourûmes à son obligeance pour obtenir une copie du manuscrit et pour réclamer quelques renseignements sur sa provenance. Voici le résumé des indications que M. de Wyss a eu la bonté de nous fournir : « La copie de la *Guerre de Genève*, etc., se trouve dans les volumes manuscrits de Leu (in-4°, t. I, p. 185), conservés dans la Bibliothèque publique de Zurich. Le bourguemaître Leu, mort en 1768, auteur du grand dictionnaire historique et géographique suisse, avait pendant sa longue carrière formé une nombreuse collection de manuscrits historiques, principalement relatifs à la Suisse. Cette collection passa à son fils, le conseiller Leu, mort en 1782, et fut l'année suivante donnée à la bibliothèque de la ville, où elle est conservée dans son ensemble. La note préliminaire ou avant-titre qui mentionne le libraire Bardin, est écrite par le conseiller

Leu, tandis que le corps même de la copie est de la main d'un secrétaire de son père, dont l'écriture se retrouve souvent dans les manuscrits ayant appartenu à celui-ci. L'orthographe et le caractère de l'écriture sont de la seconde moitié du dix-huitième siècle. »

Ces renseignements sont assez précis pour ne laisser aucun doute sur la date et l'authenticité du manuscrit signalé par M. de Wyss. Les frères Bardin étaient des libraires connus à Genève durant la seconde moitié du dernier siècle; il est dès lors naturel qu'il existât des relations suivies entre eux et le savant bourgmestre de Zurich, et que les papiers de ce dernier renfermassent la copie d'un document déjà sans doute fort rare à cette époque.

Quant à l'existence de l'original imprimé, on peut la regarder maintenant comme démontrée par les mentions successives de Bardin, de Senebier et de Haller, quoique leurs indications ne concordent pas entièrement. Bardin et Haller mentionnent tous deux qu'il s'agit d'un livret imprimé en lettres gothiques, sans année ni lieu d'impression. Haller ajoute que ce livret contient 23 pages, et l'article qu'il lui a consacré n'est pas précédé d'un astérisque : ces deux circonstances font supposer qu'il a eu l'ouvrage sous ses yeux. Senebier, au contraire, n'en a évidemment vu aucun exemplaire, et nous croyons qu'il a fait erreur en attribuant son impression à Jean Belot, tandis qu'on ne connaît aucun ouvrage sorti des presses de cet imprimeur après l'année 1513. Cette erreur paraît avoir été déjà soupçonnée par Haller, puisque celui-ci se borne à dire, en citant Senebier, qu'il est vraisemblable que l'ouvrage a été imprimé chez Jean Belot. Du reste Haller lui-même s'est aussi trompé en prenant les dernières lettres du titre : N. S. J. C. (Notre Seigneur Jésus-Christ) comme des initiales du nom de l'auteur.

La chronique du marchand reste donc anonyme, mais en la lisant, on demeure convaincu qu'elle a bien été écrite par un membre de la bourgeoisie de Genève, ayant adopté les idées

nouvelles d'où allait sortir la transformation religieuse et politique de la cité. Son écrit s'arrête à la fin de 1534, et s'il ne contient pas des faits nouveaux, il confirme du moins, dans leurs points essentiels, ceux qui ont été racontés par d'autres chroniqueurs, et fait apprécier la nature et l'énergie des impressions sous lesquelles une partie des citoyens de Genève voyaient se dérouler les événements.

Nous publions cette chronique d'après la copie conservée dans les manuscrits de Leu, sauf la rectification de quelques légères erreurs dues probablement à l'inexpérience chez le secrétaire du bourgmestre des noms de localités genevoises. On retrouvera donc à la fois, dans notre texte, les caractères de l'idiome du seizième siècle et l'orthographe du dix-huitième.

Gustave Revilliod.

LA

GUERRE DE GENEVE ET SA DELIVRANCE

Fidellement faite et composée par un

MARCHANT DEMEURANT EN ICELLE.

A TOUS CEUX QUI DESIRENT

Sçavoir et entendre de la Guerre et Delivrance de la Ville de Geneve

Salut par N. S. J. C.

A cause que Plusieurs Personnages seront émerveilléz des Guerres, Divisions et debats qui ont eté principalement depuis trois ans en ça faits dans une ville de Geneve ay bien voulu rediger et mettre par ecrit toutes ces choses manifestes et publiques a un chescun de la ville a fin que tous ceux qui la connoissent est autres sachent comment les Citoyens, Bourgeois et Habitans d'icelle ont eté demenés et conduicts, et comment Dieu et sa parole, et grande Consolation de Cœur l'ouir, voir racompter et dire, mais aux Ennemis traitres et adversaires de Dieu et de la ville, grande desolation ignominie et confusion, en quoy ne faut etre emerveillé que Dieu nous aye si miraculeusement delivré de nos Ennemis pour neant et sans que l'eussions merité ne deservy, car c'est toujours l'œuvre de Dieu que aux choses desesperées, selon les hommes de montrer sa vertu et puissance afin que l'honneur et la Gloire luy soit du tout baillée, ainsy qu'il luy appartient lequel ne regarde ne la force ne la multitude de ses adversaires, mais tant seulement la foy et la confiance qu'on a en luy, car il est aussi puissant ou plus en la faiblesse politesse, méprisement ou Contemption des siens que en la Hautesse, Sagesse et Prudence des autres, et ne

petit nombre donner la Victoire que en grande multitude comme il a fait a Nous et a plusieurs autres du temps passé.

Mais si jamais misericorde fut faitte a Peuple, elle a eté a Nous, voire si je l'ose dire plus grande, car pour un Ennemy, nous en avions deux, pour une Tyrannie nous en avions mille. pour un Pharao, cent, pour une malice, envie et obtination, cent mille. Bref, c'est chose impossible a un tel marchant que moi le pouvoir ne sçavoir assés souffisamment ecrire, mais si Dieu touche le Cœur à quelque bon personnage plus souffiçant que moi, ayant le langage plus second, des mots plus exquis, le declara, vous priant ne regarder à ce style ou a la rudesse du langage, car le païs est l'etat de Marchandise doit faire l'excuse.

Si comme en toutes choses faut commencement aussi pour scavoir et entendre dont est venue et procedée cette derniere guerre faut premierement savoir et entendre l'orrigine et commencement d'icelle a quelle fin, pour quelle raison, et de qui a eté faitte et demenée et trouvé que ce Commun Proverbe:

Qui reveille le chien qui dort
Sil le mord, il n'a pas tort.

Convient à ceux qui l'ont reveille, lesquels voulant batailler contre Dieu et sa parole, ont bataillé contre eux memes et par tant.

Que mal cherche et le trouve, nè pert pas son temps ainsi que ont fait ces Tirans, Brigands et Meurtriers qui sous ombre de maintenir la foy et loy du Pape ont excusé leurs briganderies; pour extirper et annichiller la vraye parole de Dieu et les libertes et les franchises de la ville. Car il est chose veritable que de tout temps depuis que cette ville de Geneve a eté edifiée et construitte, a esté et est en grande liberté et franchise sans subjection quelconque ainsi que conste par ecrit dedans la maison de ville ayant authorité déslire Sindicques pour juger et ordonner des causes en toute Justice et Equité, la quelle Justice

non seulement par force de tirannie, le duc de Savoye, avec ses Gentils Eveques et Prestres l'ont voulu plusieurs fois usurper et tollir, ainsi tout ce qui leur appartenoit, voire la vie, les femmes et les filles des bons Marchands, les quelles n'étoient assurés avec leurs Peres, Meres et Parens, mais étoyent violées et ravies par force aupres de leurs propres Maris sans que personne contredit, car celui qui grounisioit, étoit persecuté et ceci n'a pas duré et regné peu de temps sinon par l'espace d'ung trente ans, la quelle chose voyant etre insuportable a tous Gens d'honneur et de Cœur, ne l'ont pu endurer et souffrir, ainsi ont declaré a ce Prince a fin qu'il fit Justice, pensant qu'il fut amy de la ville veu les plaisirs et service qu'ils lui avaient faits, tels et plus que s'il eut été leur Prince et Seigneur, mais au lieu d'avoir Justice et raison, permettoit secretement de faire de pis en pis, et ceux qui ont voulu maintenir les libertés et franchises les faisoit mourir miserablement, les envoyant querir du Piémont à foy et fiance et les faisit mourrir et chappeler, Et qui plus est, Les renvoyoit Sallés dans Tonneaux en toute dérision et mouquerie; Tellement qu'il n'a jamais cessé de persecuter cette pouvre ville, cherchant tous les moyens qu'il a sceu trouver pour la detruire et ruiner, tant par famine, Guerre que autrement. Mais DIEU qui a eu pitié des siens n'a voulu permettre telles injures leurs estre faites, leur donnant Cœur d'aller faire alliance avec Messieurs de Berne et Fribourg, pour a cette fin qu'ils fussent maintenus en leurs franchises et libertés en toute Justice et Equité.

Ce Duc voyant donc qu'il perdroit ses plumes, a tant fait et machiné de çà et de là, qu'il a eu grandes alliances avec plusieurs Princes et Seigneurs, mais tout cela n'a rien servy sinon de soy estre Prophete, c'est de ce qu'il avoit peur de perdre son païs, comme cela lui est arrivé ces derniers jours, de sorte qu'on peut dire, Femmes boutéz hardiment pusins couver car les Ducs ne les mangeront plus.

Cette premiere alliance a eté cause d'engendrer grandes trahi-

sons contre la ville grosses moutions les uns contre les autres, beaucoup perte de biens, par ceux qui tenoyent la partie des Ennemis, en sont vennues et comme traitres se sont fouys prenant le nom des Mammeller [1], delaissans les aydguenos en grandes peines et labeurs, resistans aux Ennemis et trafiques d'iceux, car jamais n'ont depuis cessé de marchiner trahisons avec les Eveques, Pretres, Moines et Nonnains contre la ville que premierement n'ayent eté detruits.

Non contens de toutes ces injures et outtrages innumerables faits, lesquels je laisse pour eviter prolixité, cinq ans sont deja passéz, qu'ils suscitèrent une guerre contre la ville de la quelle ne sont trouvéz pouvres marchands, car de vieux Gendarmes, dit-on, nouveaux Coquins, leurs Chateaux en furent bruléz, les pouvres Gens détruits, leur Duc condamné au principal et depens vingt et un mille Ecus, et son Pays confisqué en jamais contrevenant a sa promesse et ville, comme il a fait, aussy celuy Duc voyant sa perte, les maux et outtrages faits ne veut cesser, mais notre Bon Dieu ayant pitié de son pouvre peuple, le voyant ainsi pillé, mangé, vexé et tourmenté l'a voulu delivrer du temps même que les traitres avoyent le Gouvernement de la chose publique dans Geneve, Syndicques faits à leur plaisir, voulans livrer la ville, par plusieurs fois aux Ennemis, ayans conspiré XVI trahisons principales par les quelles aucuns ont perdu la vie, les autres dechasséz et les autres deshonorés, car la moindre dicelles etait assez souffisante non seulement livrer et perdre une ville, mais un Royaume si Dieu par sa grace n'y eut pourveu au mode qui s'ensuit.

Et premierement trois ans sont deja passéz que les Syndicques furent faits au plaisir de l'Eveque, Chanoines et Pretres, au grand prejudice et detriment de la ville, de ces temps là survint Guillaume Farel Precheur de l'Evangile avec autres ses Compagnons et freres, venans de visiter aucunes Eglises Chre-

[1] *Sic*, au lieu de Mamelucs.

tiennes et passant parmy Geneve voulsy precher Jésus et iceluy crucifié publiquement, soy ouffrant a la mort sy disoit ne prechoit chose qui ne fut contenue en la sainte Escripture, mais à ce ne fut admis, craignant bien ce qui leur est advenu. Les Syndicques et conseil de la ville qui pour lors étoyent, l'appellerent au Conseil, auquel fut fait deffence n'avoir a precher dans leur ville, ainsi vuider dicelle, sur cela mes fins Renars, Chanoines, Pretres et Moines bien jugeux, et de l'envoyer querir en leur Conseil à foy et Fiance pour disputer et rendre raison de sa foy, comme il fit, mais iceux tenans les propos d'Anne et Cayphe cherchoyent le mettre à mort disant *Quid indigemus testibus, reus est mortis* auxquels repondit disant les paroles de Jesus Christ et non de Cayphe, lesquels furent plus indignéz à l'encontre de luy, et comme Chiens enragés vindrent sur luy et ces compagnons les frappant et battant en leur Synagoges, et aucun delacha une harqueballe pour les tuer et meurtrir, mais comme l'heure n'etoit pas encore venue tomba en pièces à terre comme leur vouloir et arbitre : Peu en suivant vint un bon personnage, toutefois de leur Secte pour precher Jésus et sa parole, la quelle est grandement differente à la leur, comme bien leur montra par deux Sermons, auquel donnerent place veu qu'il etoit rasé comme eux, non obstant different à leur doctrine, mais pour ce qu'il ne prechoit à leur folle coutume et fantasie, est de chasse peu apres.

En suitte de celuy cy vint Antoine Froment lequel ne pouvant avoir autre lieu que les rues et places communes se print a parler au Peuple la Parole de Dieu ainsi qu'il donnoit à parler, tellement que plusieurs étoyent gagnéz à notre Seigneur et firent precher a la place commune du Mollard, mais cette Vermine Papale ne scavent faire si non de le dechasser.

Un temps apres non obstant toutes ces choses il est retourné au Nom de Dieu, auquel temps vint aussi pour precher et maintenir la foy Papale, un Docteur de Paris nommé Furbuty, et Dieu sçait quels preches ce Docteur de Bouteille faisoit,

quels Blasphemes quelles injures contre Dieu et sa parole disoit, contre Messieurs de Berne et autres qui ont reçeu l'Évangile comme il Debaccoit ainsi que bien scavent faire ces Caffars quand matiere leur fault, les appelant Chiens et Caignes plus mechans que Juifs, et Payens et tout plein d'autres choses les quelles je laisse en sa dispute. Voire jusqu'à dire que Jésus avoit eté dans le ventre de la vierge Marie comme une fourmis pour lever les autres et que le Pretre est plus digne que la vierge Marie, ayant puissance de faire venir Jesus du Ciel en soufflant ne une oblie forgée entre deux ferchaux moyennant qu'il dit: *Hoc est enim Corpus meum*, tellement que le plus adversaires etoyent scandaliséz de luy l'ouir ainsi parler contre la pure parole de Dieu, la quelle nous enseigne de croire que Jesus Christ est assis à la Dextre de Dieu le Pere, jusqu'a ce qu'il vienne juger les vifs et morts: Il y eut un certain personnage qui ne pouvoit souffrir ces blasphemes sans le reprendre devant tout le monde, ainsi qu'il fit, Soy offrant a la mort si ne pouvoit montrer qu'il avait failly comme faux Prophete, Menteur et Seducteur du Peuple la quelle offerte fut agreable au commun Peuple desirant tous voir la definition de la cause, mais les Pretres et adherans d'iceux, comme sont leur mange soupes, Ribaudes et Macqueraux ne peuvent porter et ouir la declaration de la cause, ainsi emeurent la tourbe contre luy pour le prendre et meurtrir si l'heure etoit venue, et comme Dieu permit un autre fut prins en son lieu, lequel fut ravi de leurs mains par la Justice et puis banny de la ville, car autrement les Pretres l'eussent lapidé, mais luy failloit mourir à Paris et d'une mort plus amere, ainsi qu'il était de Dieu ordonné.

Je laisse par une Civilité humaine racompter et dire comme l'Eveque entra dans la ville en grande Pompe et authorité aussi comme il fut reçu d'aucuns Bourgeois lui montrant toute l'artillerie de la ville etre a son Service et commandement, lesquels incontinant, comme il a de coutume faire grande chere ivrogner et paillarder envoye querir les principaux et ceux qui luy plait

de la ville, lesquels venus a luy et tenans a son plaisir les a traitez honnetement comme larrons et brigans enferrés comme chiens enragés les voulant mener et conduire par eau hors la ville pour en faire a son plaisir, mais Dieu empecha son vouloir en rompant sa mechante entreprise, et iceluy voyant son coup rompu, hativement laissa la ville pour machiner Guerres et trahisons, comme il a fait, et tout plain d'autres mechancetéz baillant lettres de pleniere remission pour tuer et meurtrir tous ceux qui luy plairoit, ainsi que ont fait ses serviteurs et officiers; et Secretaire, faisant lettres pour constituer et ordonner autres Superieurs dans la ville que ceux qui y sont. Mais un peu paravant les Pretres avoyent fait plusieurs Mutination, Monopoles et assemblées d'armes contre la ville pour les subjuguer et mettre soubs leur main, mais en faisant la fosse, sont tombés dedans sous la main de Dieu et de la ville car se mettant en armes au son de la grosse Cloche s'en sont mal trouvés.

Conséquemment après que ce Docteur Furbiti fut publicement reprins, Messieurs de Berne avoyent eté informés des Blasphemes et injures qu'il prechoit, et a leurs instances fut arreté pour maintenir ce qu'il disoit, veu qu'il s'etoit offert à le maintenir par la Sainte Ecriture, lesquels envoyerent Guillaume Farel et Pierre Viret pour disputer a l'encontre de luy, mais nullement voulloit parler a ceux, les meprisant et rejettant comme Gens idiots, ne sachant parler a luy, demandant Docteurs et autres Gens scavants tant de Paris que d'autre part pour parler a luy, car ceux cy, dit il, ne sont suffisans pour repondre, auquel fut dit, quand ceux cy seront confondus, nous en feront bonne justice, et puis en aurés d'autres; Ce n'est pas la reponse qu'il cherchoit et pensent au moyen d'evader de leurs mains mon Caffart demande etre remis à l'Eveque, ainsi de rendre raison de sa foy et de maintenir ce qu'il a preché, la quelle chose ne peut, a cause de quoy a eté condamné par le conseil a soy dédire veu qu'il ne le sçait et peut maintenir

comme il s'etoit offert, a la quelle Sentence n'a voulu obeir, ainsi est demeuré longtemps prisonnier bien traité bien nourry et entretenu, jusques à ce que le Roy de France l'aye demandé à Messieurs de Berne et a la ville auquel n'ont voulu et ne voudroyent faire refus de si peu de chose, tout ainsi que nous lirons de Paul étant en Asie, grande Turbation fut faite de la voye de notre Seigneur, aussi quand ces prechers furent venus non petite turbation fut faicte dans la ville, tellement qu'il y avoit bien peu de Gens, pouvant porter armes et batons, qui ne fussent prets a l'allarme baillée au son de la Cloche, voire le Pere contre le fils, les Pretres leurs adherans et traitres etoyent en grand nombre d'un Coté pour les avoir, et ceux qui aimoyent Dieu et sa parole de l'autre en petit nombre pour soy deffendre, a fin que rien ne fut fait sans bonne justice, les quelles deux parties demeurerent en armes par l'espace de trois jours les uns contre les autres et sans que personne eut point de mal.

Finalement l'on vint a precher, non obstant toute deffence et empechements faits, mais non pas sans grande contradiction, de la quelle predication les adversaires furent si marris, indignés et mal contens qu'ils vinrent jusqu'à delaisser la ville et se retirer a un Chateau nommé Pinney dans lequel ont amassé d'un côté et d'autre tant de Brigans et Meurtiers qu'ils ont pu trouver, et ce par la faveur et instigation de l'Evesque, Pretres et Gentils hommes du pays lesquels ont fait des maux innumbrables, horribles à racompter, meurtres, pilleries, violances de femmes, larrecins, ravissemens de biens, brulemens de maisons et qui pis est d'hommes, et ce a duré par lespace de deux ans ou environ sans que jamais on y aye pû mettre ordre. Ils avoyent si bien machiné et traffiqué d'un coté et d'autre, avec le Duc et autres, qu'il n'y avoit homme ne femme, qui eut pu sortir de la ville sans etre prins et mené en captivité, et puis les uns brulés, les autres décapitéz assaisonnes et pendus. Bref la chose etait tellement demenée qu'il n'entroit rien dans la ville, tant par deffences d'Excomuniement que par la

grande multitude d'Ennemis etans a l'entour d'icelle, pour la detruire, ruiner, et annichiller pour tuer femmes et enfans.

Ces venerables Brigans ne pouvant venir a leur desir ont voulu reculer pour mieux sauter, mais en sautant sont tombés à la renverse, et tous les moyens qu'ils ont pu et sceu inventer et trouver pour detruire l'Evangile et ceux qui le portent l'ont fait, mais tout ne leur a de rien servi si non de ruine et de confusion, car leurs deffences de non parler de l'Evangile en maniere que ce soit ne en public ne en particulier ont emeu le Peuple douir et parler d'icelui, leurs maledictions ont eté Benedictions, excommuniemens absolutions, pouvretés richesses, miseres consolations, trahison assurance, pleurs joye, Bref le mal Bien, voire empoisonnemens Santé, mais mort et condamnation a eux et a une femme, la quelle à l'instigation d'aucuns pretre, avoit empoisonné Pierre Viret avec intention le faire a tous les autres, mais Dieu l'empecha, ce voyant ces pouvres miserables etre frustrés de leur mechant espoir, en ont pensé et imaginé un autre non moindre que celuy ci, et ce sont assembléz à Thonon beaucoup d'Eveques, Pretres, Princes et Seigneurs avec le Duc de Savoye, par la qu'elle assemblée ont eté beaucoup de fraix, missions et depens dont Impots et Tailles en sont sortis sur le pouvre peuple, et principalement par le moyen des pretres et leur grande assemblée faite a Géx les quels au lieu de conferer des Escritures pour repondre a ceux qui se sont elevés contre eux, ont machiné autres choses offrant leur corps, or et argent pour fournir a la Gendarmerie tellement qu'il ny a pas eu un si pouvre et miserable ton lu Rache de Curé qui n'aye à 10 Florins de Savoye eté taillé, ce neantmoins tout leur a eté et est redondé en grande confusion et de ceux qui ont vendu et de ceux qui l'ont acheté, car qui mal achète mal vend.

Je laisse beaucoup d'autres choses particuliers a raconter et dire a celle fin que personne ne soye offencé avec les assaults et Escarmourches des Ennemis qu'on faisait jour et nuit,

et principalement au temps de la froid soufflant leurs ongles. Couchant sur les champs, dechasséz et repousséz tous par 4 hommes de la ville tenans garnison à la grasse, contre les quels ne failloit batailler car ils etoyent assez battus et aussi on dit communement. Qui bon maitre sert, guerdon attend. Cependant que les assauts se bailloyent, le Peuple se edifiait et tous les jours croissoit en la Doctrine de notre Seigneur en telle maniere que aucuns Pretres, Moines et nonnains confessoyent leurs fautes, erreurs et pechés devant toute l'eglise renonçant à l'antechrist mesme le Gardien des Cordeliers, qui pour lors maintenoit leur cause envoya lettres a leur Chapitre General qui se faisoit a Grenoble les priant pour l'honneur de Dieu puis qu'ils sont si pres assemblés d'envoyer Gens Scavans pour disputer et maintenir l'affaire, mais aucun ny voulut venir, pourquoi ont resolu d'abandonner la ville.

Et finallement Dieu ayant touché le Cœur a un bon Personnage de la ville nommé Claude Savoye pour aller declarer à nos bons freres et fideles amis de l'Eglise de Neufchatel les injures et outrages qu'on fait à Dieu puis a nous, les priant pour son honneur et sa Gloire, secourir et ayder a leurs freres affligéz et tourmentéz pour sa parole, car autrement sont delaisséz de tout aide humain, et si n'est homme qui leur puisse aider ne secourir, ainsi ceux qui le pourroyent et devroyent faire sont memement contr'eux; Et leurs bons freres et fideles Combourgeois Messieurs de Berne ont tant des autres grandes charges et affaires qu'il ny peuvent entendre pour le present; Ceux ci de Neufchatel voyant la grande Captivité en la quelle etions detenus ont eté emeus de pitié, et au nom de Dieu se sont assemblés environ de 400 h. pour venir a l'aide et Secours de leurs freres, mais ce voyant Prangy leur Gouverneur fait grandes deffences qu'ils n'ayent à sortir hors de la Comté a laquelle deffence n'ont point voulu obeir, mais se sont mis en devoir pour leurs freres et avec grande difficulté ont passe le pays de Bourgogne à cause des armes, ce non obstant sont

vennus bien avant sur le pays du Duc de Savoye jusques à un lieu auquel fut fait bataille, nomme Gingy, là estoient grand nombre d'Ennemis au regard D'eux, tellement qu'il etait impossible passer veu tant de gens à l'encontre d'un si petit nombre, et meme advint que trahissons se machinoyent contreux pour les deffaire, mais s'etans mis en deffence, non obstant qu'ils fussent lassez et travaillez tant du chemin que faute du manger, par trois fois repoussassent leur Ennemis avec grande effusion de Sang de sorte quil en demeura sur le champs plus de 400, et des autres de Neufchatel 7 hommes tues et blessés lesquels furent a l'Hotellerie a foy et fiance, mais comme infidelles ont rompu, et un Moine leur coupa leur gorge dans leur lict; une femme de Schwusse avait defait 4 Savoisiens dans cette journée, qu'estre que ces hommes devoyent faire, mais cependant leurs Ennemis prindrent la fuitte et il vint un Ambassadeur de Berne nommé Diesbach lequel les en fit retourner apres qu'ils eurent gaigné la bataille et mis leurs Ennemis en fuitte et le pays en branle de Subjection, de laquelle chose furent bien etonnés, non seulement Ceux cy, mais ceux de Geneve lesquels avoyent entendu leur secours venir vont au devant pour les trouver avec Gens de cheval Pietons et artillerie, mais quand furent venus à my chemin à la ville de Copet, Cette Ambassade les fit retirer, ainsi que les autres, leur donnant a entendre que leur secours s'en etait retourné, mais qu'il traitoit la paix avec leurs Ennemis a quoy ne voulurent desobeir, disant qu'il desirant aussi la paix etre faite et pour icelle traiter, trois de notres a foy et fiance entrarent dans la ville, comme ils ont coutume de faire, et puis ont eté maltraités dans la Forteresse de Chillon, laquelle prinse fut grande desolation a toute la ville de Geneve et a la Gendarmerie; Folie consentir et croire à la voix d'un homme.

Mais comme Dieu veut pourvoir aux Siens il toucha le Cœur a un bon capitaine du Roy de France Gentil homme de la chambre nomme Monseign : de Vercy pour aider et bailler

secours a Geneve, le quel comme vaillant et preux Capitaine qu'il est bien exercité en Guerre, vouloit venir du Coté du Dauphiné accompagné de 300 h. de pied, mais pour la difficulté du Chemin au temps qu'il faisait, et le grand nombre d'Ennemis etant autour de la ville, fut contraint soy retirer en france, lequel n'ayant abbatu le Cœur pour peu de Chose, ainsi que un vray Chretien et fi lele doit avoir n'etant en rien effeminé, derechef avec grands Costz, missions et non petit labeur a ramassé Gendarmerie, chevaux legers, avec grand nombre de Pietons, pour et a celle fin nous delivrer d'une telle extremité en laquelle etions detenus, mais comme Dieu veut seulement avoir l'honneur et Gloire ne peut passer sa Gendarmerie ainsi sont derechef repoussez sur la montagne de St Claude. Tout cecy n'est suffisant d'amortir un Cœur d'un tel Capitaine le quel ne regarde ne la difficulté de passer ses Ennemis, mais avec petit nombre de Gens passa l'armée des Ennemis en grand danger de mort, et luy seulement quatrieme vint aux portes de la ville blesse de nos Gens propres, pensant qu'il fut des Ennemis, tellement que luy pensa coster la vie, mais sa Gendarmerie fut arretée des Ennemis les uns prins et saccagez, les autres reculés, auquels a fait des merveilleux assaults d'un coté et d'autre comme ils ont bien senti principalement a la derniere bataille faitte aupres de la ville à un lieu nommé Coullogny, auquel lieu les Ennemis renvoyent de tous cotéz et en grand nombre etoyent deja assembles au regard des notres.

Ce vaillant Capitaine Monsieur de Vercy accompagne de 25 h. a cheval et de 120 Pietons par le conseil du Manifique Messgret, sage et prudent en tels affaires, sont venus à l'encontre de l'Ennemy les Chevaucheurs d'un coté et Pietons de l'autre, des quels chevaucheurs qui se sont mis a l'escarmouche et ont trouvé une bande des Ennemis la quelle a eté repoussée et aucuns deffaits a un lieu nommé Chesne, et un des notre blessé, cela fait sont venus au secours des autres au susdit lieu de Coullogny bien lassez par le grand

travail qu'ils ont eu en bataillant, mais Dieu leur a donné le cœur derechef batailler par l'espace de 4 heures en telle maniere que des Ennemis en sont morts plus que de notres n'etoyent de nombre bataillant et meme si ils neussent eu pitié d'eux n'en fut pas resté un pour labourer les Terres, de sorte qu'a aucuns sont sauvé la vie les prennant a rançon, les autres blessés, et les autres egarés par les voyes en viande des oiseaux, et des notres un tant seulement blessé.

A la fin Messieurs de Berne nos bons freres, Combourgeois et amis, ne pouvant plus porter les injures et outrages que ces Traitres et Larrons faissoient contre Dieu et sa parole, etans aussi informés de la pouvreté, Captivité et famine en la quelle etoyent detenus leurs bons Freres et amis, de les en sortir ont eté de pitié émeus, et de ce qu'ils ont tant differé, n'est pas sans cause, car ils craignoyent grande Sang, ce qu'il eut eté s'ils fussent attendus de leurs Ennemis, plusieurs neantmoins etoyent etonnés de leur longue attente.

Les Bernois cheminans en bon ordre, biens armés, toujours en rang de bataille, avec force artillerie, faisant bonne et droite justice à un chacun, ainsi que de tout temps on fait les Allemans baillant recompense aux affligés, punissant les mechands, brulant les Cavernes des Larrons et Brigans, extirpant du pays toute Idolatrie, deffendant a leur Gendarmerie tout blaspheme, tous jeux, toute paillardise, ivrognerie, pilleries et larecins, en mettant le pays a eux obligé, sous leur main et subjection, lequel pays etoit auparavant mangé, pillé et tirannisé, et maintenant sera protegé et garanti de tous et contre tous Hommes.

DEUX DÉPUTATIONS GENEVOISES

AUPRÈS DES

PROVINCES-UNIES DES PAYS-BAS

PENDANT LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

Dès les premiers temps de l'existence des Provinces-Unies des Pays-Bas comme Etat indépendant, il s'établit entre cette république et celle de Genève des relations très-amicales. Les princes d'Orange avaient, déjà antérieurement, échangé des lettres avec les chefs de notre Eglise ou de notre gouvernement. Plusieurs jeunes gens de diverses parties des Pays-Bas avaient séjourné à Genève pour y étudier; de retour dans leur patrie, ils contribuèrent sans doute à entretenir des liaisons qui, entre deux peuples si éloignés et si différents en importance, s'expliquent pourtant par une conformité de sentiments et une communauté de vues. Un grand nombre de pièces, dans nos dépôts publics, constatent ces rapports et ces liaisons; on pourrait, en les réunissant, former un recueil digne d'intérêt.

Il y a déjà quelques années, j'ai présenté à la Société le petit épisode relatif aux lettres patentes accordées par les Provinces en faveur de notre Académie [1]. Le député genevois, Jacob Anjorrant, chargé de cette négociation, ayant reçu un double mandat, je dus naturellement mentionner les secours pécuniaires

[1] Présents mémoires, XI, p. 161.

qu'il obtint de la générosité du peuple néerlandais, en 1594 et 1598. J'ai aussi occasionnellement parlé de ceux qui furent accordés à Jacques Lect, et j'ai cité la lettre des Etats généraux, qu'il rapporta à son retour. Cette lettre, du 16 novembre 1590, et diverses pièces relatives à la mission de Lect auprès des Provinces-Unies se trouvent également dans les publications de la Société historique d'Utrecht [1].

Aujourd'hui, je me propose de faire connaître d'une manière un peu détaillée deux autres députations envoyées dans les mêmes contrées pour solliciter en faveur de Genève de nouveaux secours, l'une en 1621, l'autre en 1661.

I

Le traité de St-Julien, conclu le 11-21 juillet 1603, par l'entremise des cantons suisses, entre le duc de Savoie Charles-Emmanuel et Genève, semblait assurer le repos de cette ville. Elle dut toutefois exercer une continuelle vigilance sur son voisin, et comme elle avait, pendant la guerre, épuisé ses finances et contracté des dettes, Henri IV, qui avait compris qu'elle ne pouvait se mettre à l'abri d'une surprise qu'en entretenant une garnison, s'était engagé à l'aider par un secours mensuel de 6,000 livres. Au reste, ce n'était pas une pure générosité de la France, mais une façon de rembourser à notre république des avances assez considérables. Cette subvention fut payée jusqu'à la mort de Henri IV et pendant les premières années du règne de Louis XIII.

Bien souvent, après le traité, la conduite de Charles-Emmanuel excita les soupçons des Genevois, et spécialement vers le milieu de l'année 1621. Il faisait des levées de troupes, et tout portait à penser qu'elles étaient destinées à servir contre nous.

[1] *Kronijk van het historisch genootschap gevestigd te Utrecht*, 1855, 18, — 1861, 78 et 226.

On croyait même qu'il s'était adressé au roi de France pour l'engager à abandonner notre défense.

Le Petit Conseil redoubla d'activité. Entre autres mesures, il demanda des secours aux gouvernements de Zurich et de Berne, qui firent d'abord passer dans la ville 200 hommes du Pays de Vaud. Il écrivit aussi à Louis XIII. Ce monarque répondit qu'il s'était employé auprès du duc, son oncle, pour le détourner de tous mauvais desseins à notre égard; il déclara même qu'il était prêt à nous soutenir, si, contrairement à son désir, le duc venait à nous attaquer.

Cependant, comme on était à bout de ressources, et que les préparatifs de Charles-Emmanuel devenaient de plus en plus inquiétants, on prit, le 7 septembre, la résolution d'avoir encore recours aux Provinces-Unies et « d'envoyer en diligence vers Messieurs les Estats et vers Monsieur le Prince d'Orange le sieur Turetin, ministre, pour les prier de nous assister d'argent[1]. »

Parmi les zélés partisans que la foi protestante s'était gagnés en Italie, on doit compter François Turrettini, qui, quittant Lucques, sa ville natale, séjourna dans divers lieux, notamment à Anvers, et arriva à Genève vers la fin de l'année 1575. S'étant marié et établi définitivement, il rendit plusieurs services au pays dans lequel il avait trouvé un refuge, et donna, dans maintes circonstances, des preuves d'une généreuse charité. Il eut un grand nombre d'enfants, dont l'aîné fut nommé *Bénédict*.

Bénédict Turrettini, né à Zurich en 1588, fit ses études à Genève, et cela d'une manière si brillante, qu'en 1609, âgé seulement de 21 ans, et alors qu'il allait sortir de l'Auditoire de théologie, le Petit Conseil se réunit à la Compagnie des pasteurs pour demander à F. Turrettini de ne pas permettre à son fils de s'engager ailleurs. « C'est une perle, » disaient les ministres. Au reste, de grandes instances n'étaient guère nécessaires, car

[1] Archives de Genève, *Registres du Conseil de l'ancienne République de Genève*, vol. de 1621, f° 229.

le pieux Lucquois avait déjà répondu « qu'il n'était point en autre intention, sinon l'ayant donné à Dieu, de le dédier aussy à l'église. Bien luy a donné congé d'aller cest esté prochain en France pour six ou sept mois, mais que ce sera pour revenir après ledict temps[1]. »

En 1611, B. Turrettini fut chargé de donner des leçons de théologie. L'année suivante, il fut nommé définitivement professeur et consacré au saint ministère. En 1616, il s'allia avec une famille également venue de Lucques, en se mariant avec Mlle Louise Micheli. En 1620, on le prêta, suivant l'expression de nos registres, pendant six mois, comme pasteur, à l'Eglise de Nimes, qui fit de vains efforts pour le conserver plus longtemps. Il s'était d'ailleurs fait connaître par divers écrits, notamment par une réfutation de l'ouvrage du Jésuite Cotton intitulé : *Genève plagiaire*. Enfin, en 1621, il se trouvait recteur de l'Académie, et c'était à lui qu'était confiée une mission bien en dehors, semble-t-il, de ses études et de son genre de vie ordinaire.

Les instructions données au député, en date du 9 octobre, portaient que, s'il ne pouvait obtenir de subvention, il devait chercher à emprunter au plus bas intérêt possible, soit de l'Etat, soit des particuliers, mais préférablement de l'Etat et des villes[2].

Turrettini se mit bientôt en route, emportant des lettres adressées aux Etats généraux, à ceux de Hollande et de Zélande, au prince d'Orange et à divers seigneurs[3]. Nos Archives contiennent[4] en un dossier vingt-huit des lettres qu'il écrivit lui-même aux autorités genevoises : elles témoignent de son activité et de son zèle pour le service d'une ville dont il n'était pas même bourgeois, à laquelle il avait consacré ses talents, et qu'il traitait bien comme sa véritable patrie. Mais avant de

[1] *Reg. du Cons.*, vol. de 1609, fol. 219, 11 décembre.
[2] Voir dans l'Appendice la pièce n° 1.
[3] *Ibid.*, nos 2 et 3.
[4] *Portef. des Pièces histor.*, n° 2689.

citer ou d'extraire quelques-unes de ces lettres, il est nécessaire de jeter au moins un rapide coup d'œil sur le pays dans lequel notre député allait se rendre.

Depuis le commencement du XVII^e^ siècle, les Provinces-Unies avaient continué leur marche ascendante vers une prospérité qui devint fort remarquable. En 1609, une trêve de douze ans, conclue avec l'Espagne, leur permit de se reposer des longues guerres qu'elles avaient soutenues contre cette puissance. Toutefois une grande partie de ce temps de répit fut malheureusement remplie par des luttes intestines. Les longs débats théologiques entre les Arminiens et les Gomaristes furent terminés par la complète victoire de ces derniers dans le synode de Dordrecht, auquel assistèrent deux ecclésiastiques genevois, Jean Diodati et Théodore Tronchin. Ensuite vinrent de sanglantes exécutions, qui assurèrent, dans la jeune république, la prépondérance de Maurice de Nassau, prince d'Orange.

Cependant, en 1621, la trêve étant arrivée à son terme, les hostilités recommencèrent. Le général espagnol Spinola entra d'abord dans le pays de Juliers; il assiégea la capitale, où les États tenaient une garnison, et s'en rendit maître au bout de cinq mois. Mais les Espagnols ne réussirent pas si bien dans leurs entreprises sur l'île de Cadsant et sur le port de l'Écluse, car le courage des Zélandais les força à se retirer.

Outre la guerre qui venait de recommencer, les Provinces avaient encore d'autres embarras. En 1618, les Bohémiens avaient choisi pour roi l'Électeur palatin Frédéric V, neveu du prince d'Orange, et les États lui fournirent de l'argent et des troupes; mais, vaincu par la ligue catholique, en 1620, à la bataille de Prague, il se réfugia avec sa famille à La Haye. De plus, la ville de La Rochelle, qui armait contre Louis XIII, comptait sur l'aide au moins pécuniaire des Provinces, et les malheureux protestants grisons, après les massacres qui avaient désolé leur pays, tournaient leurs regards du même côté.

C'est au milieu de ces circonstances, peu propres à faire

bien favorablement accueillir une nouvelle demande d'argent pour secourir une ville éloignée, que Turrettini devait se présenter.

Arrivé à Calais le 10 novembre 1621, il y fut retenu par le mauvais temps; puis, ayant pu atteindre la capitale de la Zélande, il écrivit à Messieurs les Syndics et Conseil de Genève, en ces termes :

« Magnifiques et très-honnorés Seigneurs,

Dès mon arrivée en ce lieu, j'escrivois à Vos Seigneuries, mais la haste du porteur ne m'ayant permis d'achever, je ne suis pas marri maintenant que le délay d'un jour me donne le moyen d'escrire plus solidement. Le long séjour de Calais m'a retardé douze jours, comme j'escrivois à V. S. naguères de là, plein d'anxiété que je ne fusse arresté bien davantage, par autres vents que ceux de l'air, ainsi que les exemples des scrupuleuses recerches et rétention de personnes en des ports, surtout à Bologne, n'ont pas esté nouveaux en ceste saison. Calais est plus libre, et Dieu m'y ayant préservé, puis en la mer, délivré d'un dangereux ensablement près du port de Calais, m'a aussi donné bref et heureux passage en ceste province, où estant abordé mardi 13-23 de ce mois, hier le Mécredy 24 [1] a tout esté donné à nos affaires. Premièrement estant instruit par un ami de l'ordre à tenir, et ayant sceu de M. Mammaker et de M. le secrétaire Boreel que je pouvois, sans difficulté et sans crainte de préjudicieuse conséquence, avoir audience au Conseil de Messieurs les Estats de ceste province et au Conseil de la ville de Middlebourg, j'ay empoigné ceste bonne occasion, et dès le matin ayant présenté vos lettres et fait ma proposition en la Compagnie de Messieurs les Bourgmaistres, Eschevins et Conseil de la ville, j'ay aussi rendu les lettres et esté ouï le soir au Conseil de Messieurs les Estats.

En l'un et en l'autre endroit, accueil gracieux; remerciemens de la sou-

[1] La correction du calendrier généralement introduite sous le pape Grégoire XIII, ne fut adoptée à Genève qu'au commencement de l'année 1701. Jusque-là, nos registres suivent l'ancien calendrier, mais Turrettini se conforme au nouveau pendant son voyage.

venance que vous avez d'eux et de la confiance que prenent V. S. en leur amitié ; tesmoignages de compassion en nos afflictions, et de regret aussi que le faix effroiable qu'ils soustiennent ne permet tout et tant qu'ils voudroient : quoy non obstant, asseurances très cordiales de leur propension à seconder le but de nos propositions selon leur pouvoir et conformément à l'ordre qu'ils tienent en semblables occurences, qui est que Messieurs de l'un et de l'autre Conseil, en assemblée des Estats de la Province, qui se tiendront dans peu de temps, representans et animans selon leur zèle cest affaire, y porteront aussi le poids de leurs inclinations, qui sont très bonnes. Les affaires de telle nature ne pouvant estre résolues qu'en un tel corps, où soit que la Province se dispose à devancer par sa générosité libérale et donner exemple aux autres de nous bien faire, soit qu'ils attendent à se déclarer et nous favoriser en la généralité pour leur part, j'ose dès cet heure asseurer V. S. que Dieu aidant, ce ne sont point espérances frivoles. Quant à la forme particulière de l'assistance par nous désirée en un temps de siége, je désire la prendre à la Haye pour ne rien spécialiser de ce point sans avoir esté à la source, ici suffisant de exposer les nécessités et raisons, requérir aide à présent et laisser si bonne disposition des volontés à nous affectionner, que, à l'advenir, si Dieu nous réduit en telles nécessités, le fonds de leur charité ne nous soit pas stérile.

Je ne m'esten point à vous représenter, Magnifiques Seigneurs, les vives et ardentes affections, qui embrassent avec une fraternelle charité la cause de nostre Estat. Il suffit de dire que si aucune part il y a communion, fraternité, entrailles, ardeur pour l'Eglise de Genève à cause de la parole de Dieu, c'est en ceste bonne province, aux Seigneurs du Conseil de laquelle j'ay bien expressément déclaré les vifs ressentiments que nous avons de leur très ferme bienveillance envers nous ; et que la souvenance qu'ils ont et conservent de quelque courtoisie et soin paternel qu'on a eu d'eux ou des leurs autresfois en nos quartiers, nous est un aisguillon à recercher tous moyens de leur rendre tout service possible en semblable suject et en autre. Ce serait superfluité de vous rapporter les infinies despenses qu'ils supportent. Ils ne perdent pourtant courage, résolus de n'oublier rien ni par terre ni par mer, qui soit nécessaire à une juste guerre.

Les nouvelles d'Angleterre disent que le Millord Digbi revenu en Court, le Roy s'est fort esmeu contre l'Espagnol et pour le Palatinat, rappelle le Parlement pour la fin de ce mois, différé auparavant jusqu'en février. Ceci a apporté beaucoup de joye en ce pays et s'il continue portera beaucoup de fruict, duquel nos affaires se pourroient bien ressentir, tant en

Angleterre qu'ici. Aucuns de ces messieurs, en devis particulier, m'ont fort enquis si l'on a envoyé en Angleterre, et espèrent que si le Parlement se tient, c'est une très bonne occasion. Je leur ai respondu ce que je sçavois en général. Monsieur d'Aerssens est sur son départ vers le dit Royaume, envoyé en Ambassade pour traitter du différent touchant la navigation et de la liberté des ports de Flandre, assiégez par les navires Hollandois. Je tascheray de le voir avant qu'il s'embarque afin de participer au bien de sa faveur, en tous les sens qu'il se pourra. Son Excellence[1] est encores au camp et, si tost il ne vient à la Haye, je me rendray incontinent près de sa personne.

Il y a en ce pays des députés de l'Assemblée de La Rochelle qui ont obtenu des collectes ecclésiastiques, qui se font, et ce, pour équipper quatre ou cinq navires de guerre. Les avantages qu'ils ont nouvelles d'avoir gagnés sur mer, par deux fois, contre la flotte du Roy, sont fort grands et tels qu'ils sont par ce moyen comme maistres de la mer et de leurs costes. Messieurs les Estats retenus par raisons politiques et esmeus par conjonction de religion ne les aident pas ouvertement, et ne leur nuisent pas ouvertement.

Devant que fermer la lettre j'ay encores ce jourd'huy veu plusieurs de ces Messieurs qui tesmoignent une grande affection. M. Boreel secrétaire du Conseil de MM. les Estats de la Province m'a fort assisté. M. Mammaker qui est de la part et au nom de M. le Prince au Conseil, nous oblige grandement. Ils m'ont voulu traitter ce matin, pour tesmoignage particulier de bienveillance. J'ai veu aussi quelques ecclésiastiques, personnes graves, pieuses, et fort zélées pour nous, qui n'oublieront pas nostre cause. Il faut que demain je leur donne une prédication. Après quoy je prends, Dieu aidant, le chemin de Hollande. C'est ce que j'ay peu faire ou apprendre jusques à présent sur le subject de nostre négotiation. Dieu veuille espandre sa bénédiction sur les commencemens et me faire la grace de rendre quelque utile service à la patrie. Je le prie, Magnifiques et très honnorés Seigneurs, qu'il conserve V. S. et les remplisse de toutes graces et prospérités. Vostre très humble et très obéissant serviteur B. Turrettini[2].

De Middelbourg ce 25 novembre 1621.

Après avoir inséré cette lettre tout entière comme échantillon

[1] Le Prince d'Orange.

[2] On voit ici comment notre député écrivait son nom. A Genève, on a longtemps écrit et prononcé Turretin.

du style de notre savant député, je pourrais aisément extraire de ses autres missives les principaux faits relatifs à l'affaire qui l'occupait; mais je pense qu'on me saura gré de le laisser parler lui-même, au risque de quelques longueurs. N'est-ce pas souvent par de petits détails qu'on arrive à mieux comprendre l'histoire d'une époque?

(La Haye, 1er décembre 1621.) ..... Pour ceste heure, réservant discours plus ample aux premières par Amsterdam, il suffira dire qu'en ces deux jours que j'ay desjà passé ici depuis mon arrivée, j'ay commencé à voir ces Messieurs et à reconnoistre les formes qu'il faut tenir. Je courrois à S. E., n'estoit qu'il est au chemin du retour, visitant les forteresses des frontières, et qu'on me conseille d'attendre et demander audience à sa venue. Cependant je ne perds aucune minute de temps, employant tout le jour à informer Messieurs des Estats généraux en particulier, afin que les bonnes volontés préparées soient d'autant plus favorables. M. de Vosberghen nous a semé par ses bons offices de bons commencemens d'espérance. M. d'Aerssens, auquel j'ay rendu des vostres, m'a tesmoigné de l'affection; mais estant sur son départ pour Angleterre en ambassade solennelle, il m'a remis à M. Duyk, advocat de Hollande, lequel j'ay veu et verrai souvent, veu le pouvoir qu'il a et la sincérité qu'il apporte pour la bonne cause. Aussi plusieurs amis particuliers et des connaissances de nos amis se monstrent bien affectionnés. Les oppositions qu'on me fait sont : paix en France, déclaration faite par le Roy en nostre faveur, que M. l'Ambassadeur asseure; les fraix infinis que font Messieurs les Estats, la charge qu'ils portent; le concours de tant de demandeurs, le roi de Bohême en leurs bras, le Palatinat, les Grisons, etc. Néantmoins, on promet que la bienveillance surmontera les difficultés, mais que les difficultés la restreindront.

On me demande presque partout si V. S. ont pas député en France; si on n'envoye pas en Angleterre, veu que l'occasion est si bonne par l'ouverture du Parlement qui au 4 juin expressément a prié le Roy d'avoir soin des Eglises d'outremer. M. d'Aerssens promet de avoir nos affaires à cœur et de les y aider si occasion s'offre. Quelque Seigneur m'a poussé plus outre, et estime que cette ouverture seroit bonne non pour nous seulement, mais aussi pour Messieurs de Berne, que ledit Roy prendroit telles recerches à honneur, et que le Parlement les rendroit fructueuses. Je laisse le jugement de toutes ces propositions à V. S., qui sçauront discerner trop mieux

par de là que l'on ne peut d'ici, ce qui est expédient. — L'Angleterre a équippé une flotte, mais on ne sçait quelle route elle prend : on veut croire que S. M. de la Grande Bretagne est fort irritée des menées espagnoles. Le Député de MM. les Grisons a obtenu quelque assistance, mais j'espère par la prochaine voye escrire plus et mieux de ces affaires, en ayant plus d'instruction. Je prie Dieu, etc.

(La Haye, 5 décembre 1621.) .....Je suis maintenant obligé à déduire plus au long les acheminemens de nos affaires.

En Zélande, j'ay ou trouvé ou fait de si bons amis, que j'espère beaucoup de fruict de leur zèle, autant que le temps pourra permettre. Messieurs du Conseil des Estats m'ont défrayé au logis et Messieurs de la ville de Middelbourg à la veille de mon départ, par un de Messieurs les Bourgmaistres et le Pensionnaire, m'y sont venus offrir les asseurances de leur amitié envers V. S., promettans pour leur part en la généralité, et ont bien donné quasi asseurance de leur particulier, si je les ai entendus, quand la généralité ne pourroit. A Dordrecht, ayant salué les principaux, et rendu des vostres, ils m'y ont voulu pareillement caresser. En ce lieu, j'ay trouvé que M. de Vosberghen, sur les lettres escrites de part et d'autre, s'estoit bien employé. Mais les apparences d'estre libres ceste année, et que la France nous défendoit, ont fait escouler la proposition qui se mettoit sur le tapis de nous faire tenir par provision quelque médiocre partie. M. d'Aerssens est sur son départ pour ambassade en Angleterre, afin de composer les difficultés touchant la navigation et faire en sorte que les particularités ne préjudicient au bien général de la cause commune. Son esloignement nous est mal à propos, veu la force et la bonté de cest instrument. Mais le vent contraire à son passage nous estant favorable pour le retenir quelques jours, je luy ai rendu lettres de V. S., sur lesquelles, après les remerciemens de l'honneur et de l'estime en laquelle V. S. l'ont, m'a dit qu'il feroit tout son pouvoir, que la saison estoit à eux très-difficile, qu'il sçavoit aussi nostre danger, m'a remis à M. Duyk advocat de Hollande, lequel je voi souvent et verrai Dieu aidant, veu que par sa direction, aujourd'huy, passent la pluspart des affaires. Il m'a donné conseil et presque tous après luy, d'attendre le retour de S. E. qui est attendu d'heure à autre, ses gardes estans jà arrivées. En ce petit délay de quatre ou cinq jours, j'ay visité MM. les Estats Généraux un par un, et recommandé l'affaire, aux uns en François, aux autres en Latin. Aucuns se souviennent

de Genève pour y avoir esté. Autres ont mémoire de MM. les députés à Dordrecht, et quelques uns ayans receu lettres de M. Diodati, offrent leur faveurs. D'ailleurs une bonne ouverture se trouve, que les Estats de Hollande sont sur pied, auxquels je me présenteray après avoir eu audience de Messieurs les Estats généraux. Tous me disent et nous le sçavons, qu'ils soustiennent un faix incroyable : trois armées de l'ennemi sur les bras ; qu'ils ont plus souldoyé d'hommes ceste année que jamais ; nul de leurs alliez ne les assiste, ni leur rend ce qu'il leur ont fait ; de France, Angleterre, Suède, Venise, Allemagne, pas un denier ; le Roy de Bohême en leur sein ; le conte de Mansfeld partie sur leurs espaules ; les Grisons, les Eglises de France recourent à eux, et tous avec raison ; que durant la tresfve ils n'ont peu rien espargner : que si alors néantmoins V. S. les eussent requis, ils auroient eu plus de pouvoir, encore que à présent leur bon vouloir ne manque, et qu'ils s'efforceront tant que leur estat le portera. C'est à peu près le sommaire de leur response en particulier. A quoy je repars advouant la vérité de leur dire, et démonstrant l'artifice de nos adversaires à nous combattre de tous costés tout d'un coup, leur intérest conjoint à nostre conservation, et que si maintenant on ne fait effort un peu extraordinaire leurs difficultés croistront et leurs poures frères souffriront, etc. Aucuns nous font hors de danger, veu la déclaration de la France ; mais autres tesmoignent qu'ils sçavent nos nécessités en tout sens.

J'estois en peine comme je devois me conduire en la visite de Monsieur du Maurier ambassadeur de France... Mais par advis des principaux que j'ay consultés sur ce subject afin de ne faillir d'entrée, sachant qu'ils trouvoient très-bon que je ne tardasse à le voir, je l'ay visité et salué de la part de V. S., prié de nous aider par deçà en ce qu'il peut, que V. S. avoient envoyé à Soleurre [1], escrit au Roy, etc. Il m'a dit qu'ayant esté eslevé à Genève, il l'affectionneroit tousjours ; qu'il approuvoit la résolution de l'envoy par deçà pour obtenir subvention, attendu que les mouvemens de France rendoient infructueuses les assignations, qu'ila voit de bonne part que le Roy avoit fermement repoussé les demandes du duc de Savoye et que jamais on ne les luy accorderoit, que S. M. ne trouveroit mauvais que nous usassions des bénéficences de nos amis, que c'estoit bien fait à nous de nous garentir, munir, fortifier... que ce seroit aussi bien fait d'envoyer en Angleterre, car rien ne doit estre mesprisé par qui a faute de plusieurs aides. J'ai veu depuis M. Carleton, ambassadeur d'Angleterre

[1] Auprès de l'ambassadeur de France en Suisse.

qui nous offre faveur, dit sçavoir que ces Messieurs sont bien engagez en affaires, ne défaillent en volonté, mais sont fort pressez maintenant; a demandé qui estoit député en Angleterre,... estant expédient en ce temps de se renforcer de toutes parts. Je luy ai respondu ce que je sçavois, le laissant en quelque opinion que V. S. jectent aussi les yeux de delà la mer.....

Peut-être est-il à propos de rappeler ici que le comte de Mansfeld était l'un des chefs des bandes de troupes qui avaient combattu en Allemagne pour l'Electeur palatin.

La lettre suivante est datée d'Amsterdam, le 4 janvier 1622:

J'ay receu en ceste ville celles qu'il a pleu à V. S. m'escrire du 28e novembre pour response desquelles je déduiray briefvement ce à quoy je me suis employé dès mes dernières, et doresenavant me conformerai à l'intention qui m'est déclarée.

Il y a quatorze jours que j'ay eu audience en l'Assemblée de Messieurs les Estats de Hollande, où selon l'advis de quelques bons et confidans amis, j'empoignai cette seconde occasion d'expliquer au long et au large nos nécessités, nos demandes et raisons, sans rien oublier de ce qui pouvoit servir à la cause, selon que Dieu me donnoit à connoistre. Ils m'ont escouté en grand'patience une heure : plusieurs tesmoignans l'esmotion que leur portoit la représentation des maux de l'Eglise. La response a esté sur le champ : remerciemens à V. S. pour ce qui leur estoit déclaré tant par vos lettres que par mon discours, déclaration du desplaisir de nos maux, asseurance que de leur costé ils se porteroient avec affection et diligence à la considération de mes propositions, lesquelles je leur ai le lendemain délivrées par escrit (conformément au discours baillé à Messieurs les Généraux) pour solliciter response pleine, qui a esté que charge estoit donnée à Messieurs les députés d'Hollande, dans le corps de Messieurs les Généraux, de promouvoir cest affaire, favoriser l'intention de nos demandes, et donner la voix de la part de la Hollande, et que ils estoient résolus de ne nous délaisser pas et faire selon leur pouvoir en ceste saison. En particulier, on m'a dit que si je ne pouvois obtenir beaucoup selon le désir, au moins il y auroit de quoy avoir contentement en ce temps. J'ay recerché de connoistre quelle somme; mais voyant que ce point estoit encore clos, et ne voulant par curiosité indiscrète m'y enfoncer, je n'ay laissé de sousentendre qu'ils ne projettoient

de passer en la totale somme les dix ou douze mille escus. En après j'ay sollicité MM. les susdits députés de faire leur rapport, et pressé M. le Président. Mais ayant reconnu qu'en leurs délibérations ces Messieurs ne font rien qu'avec meure et longue consultation, mesmes trouvant quelques Provinces ne vouloir opiner sans en escrire à leurs principaux, j'ay prins ce temps pour dresser et bailler vos lettres aux députés des susdites provinces, prenant d'eux-mesmes advis et conseil pour l'envoy d'icelles; et parce que en plusieurs ou les Estats se tiennent ou s'y tiendront bientost, par leur conseil aussi, j'ay adjousté une mienne d'excuse de n'y aller, de prière et recommandation de l'affaire proposé en bref, renvoyant le supplément, en défaut de ma présence, aux propositions dont copie est mise au pacquet. En Frize et Groningue, j'ay escrit en Latin, ailleurs en François. A Leuvarden spécialement, j'ay escrit à Monsieur le Conte Ernest, selon l'adresse qu'il m'en donnoit naguères, et à M. Bogermann, pasteur de grande autorité en ce pays et affection envers nous, auquel aussi j'ay envoyé une lettre de nostre Compagnie. A Groningue, je me suis aidé de la connoissance de M. Gomarus.

Cependant, jugeant bien que les grandes difficultés où ils sont restreignent les moyens de la libéralité à présent, j'ay creu devoir aussi essaier quelque chose sur le deuxiesme chef, de quelque estat à faire en cas de siége, et ai commencé d'en communiquer avec des principaux, taschant de polir et aiguiser tellement ceste proposition qu'elle s'insinue aisément sans se reboucher dès l'entrée. J'y apporte toute sorte de réserves et circonspections, et leur ai demandé en particulier s'ils pourroient, pour un an ou deux, nous asseurer que, en cas de siége, ils nous ottroyeroient quelque subside par mois, pour trois ou quatre mois durant, selon que leur affection voudroit et l'estat pourroit. Et en cas que *Ærarium publicum* fust trop chargé, s'ils ne nous concéderoient pas une collecte qui satisferoit amplement à ce petit subside; que la parole donnée d'un tel secours en tel cas, dès à présent nous seroit utile pour nostre accouragement, pour réputation, etc., et ne leur cousteroit rien; que leurs bonnes volontés de nous aider à nos extrémités seroient infructueuses au temps du besoin, si dès cett'heure elles n'estoient déclarées; mais que la seule déclaration nous serviroit comme d'une petite réserve chés nos amis. Je laisse diverses raisons que j'y employe, pour vous dire que l'on ne m'esconduit pas du tout en ceste demande, de sorte que je pren courage, retournant à La Haye, de bien consulter derechef ceci avec les amis et en faire les ouvertes propositions selon l'adresse qu'ils m'en donneront, soit devant Messieurs les

Généraux soit en ceux de Hollande, et aussi d'en faire despesche expresse à des amis de Zélande qui sont ès Estats à présent assemblés.....

Les Estats de Hollande s'estans séparés pour retourner au commencement de ce mois et faire Noël chés eux, j'ay prins aussi l'occasion de faire une course en ceste ville, pour sonder et reconnoistre ce que nous pourrions espérer..... Par conseil d'amis qui sont en dignité, j'ay réservé l'ouverture ou l'essai public de ceste proposition après la response de Messieurs les Estats. Cependant j'ay veu Messieurs les 4 bourgmaistres de ceste année en leur maison, salué de vostre part, offert service, remercié de leur affection (comme en effect M. le Pensionnaire Pauw m'a tesmoigné grande amitié à La Haye et zèle pour nostre Eglise) et prié de nous la continuer, remettant quelque proposition particulière à mon retour ici, d'autant que Messieurs les Estats de Hollande se rassemblant, il ne me faut perdre de temps. J'ay conféré sur ce suject privément et confidemment à quelques seigneurs qui m'ont esté indiqués comme bien affectionnés. J'ay veu la pluspart de Messieurs les pasteurs et recommandé qu'ils nous aidassent de leur recommandation et sollicitation, pour disposer les esprits afin qu'à mon retour soit que j'obtienne promesse de collecte, pour le cas d'un siége, soit autrement, je puisse sonder si en tel temps de semblables nécessités nous ne pourrions faire estat d'avoir d'eux en prêt sans intérest quelque partie. On m'a descouvert des difficultés qui s'y rencontreront : mais je croy que V. S. n'improuveront que j'essaie toutes les voyes d'espérance de ce costé, regardant surtout à nostre souverain Protecteur et, de luy attendant et souhaitant bénédiction sur ces petits moyens humains.

Quant aux cappitaines et experts, j'ay parlé la 4e fois à Son Excellence, qui m'a dit qu'ils ont manquement d'ingénieurs d'expérience ; car d'autres qui n'ont que la théorie, il s'en trouve assez. Je l'ay prié de jetter les yeux sur le plan qu'il a de Genève, tel que M. de Bethune [1] luy avoit donné, et sur les délinéamens des nouveaux travaux que j'avois fait tenir à M. de Vosberghen, et luy à S. E. Il m'a enquis soigneusement de tout, approuvé ce qu'il a veu, autant que par ma parole j'ay peu sur le papier représenter es situations, recommande qu'on face ce qu'on peut garder ; trouve bon que l'on garde les nouveaux dehors pour ne pas les laisser saisir, m'a

[1] L'écriture de Turrettini n'est pas mauvaise, mais elle est chargée d'abréviations portant soit sur des mots ordinaires, soit encore sur des noms propres, qu'il est quelquefois téméraire de chercher à deviner. Ici l'on trouve dans le manuscrit : *M. de Bet*e.

beaucoup interrogé du costé de St. Gervais, de la largeur de nos fossés, montré par où on peut nous approcher, mesme par le bas, et autres petites singularités qu'une lettre ne peut porter ; demandé si nos batteliers sçavent gouverner la voile à tout vent, si nous n'avons pas deux ou trois petits navires de guerre, etc. ; combien de canons et de poudre, de laquelle surtout il advertit qu'il faut grand amas..... J'atten sa désignation touchant les cappitaines, bien aise que je n'aye encor despesché aucun avant la venue des lettres de V. S. qui me résolvent sur ma doute et me commandent d'en asseurer. On m'a parlé d'un M. de Maisonneuve qui a fait deux ans fonction de sergent-major en un régiment françois, et maintenant en poursuit le tiltre, homme qualifié, pie, prudent, modeste, entendu ès fortification, de bonne conduite, expérimenté au siége d'Ostende et qui a de tout bon tesmoignage jusqu'à ceste heure. Je le trouve aussi de bonne volonté quand S. E. le nommeroit. On m'a nommé un M. du Motet lieutenant-colonel d'un régiment, signalé en zèle et probité, viel cappitaine qui a esté à Ostende et a obtenu à présent congé pour 3 mois, pour s'en aller en sa maison qui est en l'Auxerrois. Si S. E. le nomme, je le prieray, que V. S. luy faisans sçavoir leur volonté, il donne un coup d'esperon jusques par delà. Ces deux susnommés sont grands amis, et croyent qu'il est expédient, en cas que quelqu'un soit nommé, que l'un aille devant pour conférer, entendre les nécessités et faire venir d'ici ce qu'ils connoistront nécessaire, comme quelques officiers de moindres charges non moins habiles. J'estime qu'il n'y aura difficulté d'obtenir qu'ils demeurent en la solde de Messieurs les Estats, car aussi autrement à peine les gagneroit-on sans grands avantages. Mais outre ce, il faudra quelque gratification pour leur voiage et despens, afin qu'ils n'ayent à perdre s'ils n'ont à gaigner. Il y a d'autres cappitaines de bonne volonté. Quelques uns ont obtenu et à grand'peine congé d'aller en France, comme l'un des frères Sr du Verger, et le cappitaine Bois.

Je feray pour l'un et l'autre article ce qui sera en mon pouvoir. Je tasche de ne omettre aucune occasion qui nous soit utile. La semaine entière il faut courir et le Dimanche je ne leur peux refuser les prédications. Rien ne m'est grief pourveu qu'il plaise à Dieu donner quelque succès à l'affaire et me consoler de l'asseurance que V. S. n'improuveront mes petis efforts.

Messieurs de La Rochelle avoient commencement d'une collecte secrete ; mais tout a esté arresté. Les bonnes résolutions du Parlement d'Angleterre donnoient de bonnes espérances, mais il semble que le Roy n'ait

agréé leurs désirs. On tasche de resveiller s'il y a rien de vif en Allemagne. On est en grand peine de l'estat des Suisses et en général de l'Eglise. Dieu veuille desployer son bras, les hommes sont trop faibles. Je le prie...

On m'a fait asseurer des bonnes volontés du roy de Dannemarck, et conseillé de conférer avec son agent, ce que je feray, et si j'avois blanc-signé propre, je hazarderois, cas qu'il le conseillast quelque lettre. J'espère que je pourrai avant le temps de la responce à celle-ci estre en chemin du retour, s'il plaist à Dieu. Neantmoins si peut estre les affaires ou le temps me trainent encores jusques à la fin de février, je pourrois recevoir sur ce fait et autre response de V. S.

Une lettre que Turrettini écrivit le 10 janvier, étant de retour à La Haye, ne contient guère que des choses déjà dites ou qui se retrouveront plus tard. On y voit cependant que l'ambassadeur de France continuait à se montrer bien disposé, et que, sur de nouvelles instances du pape à la cour de Versailles, pour que le roi se rangeât aux désirs du duc, Louis XIII s'était fermement déclaré en notre faveur.

Les deux lettres qui viennent ensuite sont datées de la même ville.

(La Haye, 17 janvier 1623.) J'espérois par cet ordinaire pouvoir donner à V. S. une response concluante, mais ne l'ayant encores peu recevoir, aussi ne la peux-je bailler. Ce que j'ay apprins touchant nos affaires, depuis mes dernières, est que le suffrage de Messieurs les Estats de Hollande prins en leur assemblée a esté moins advantageux que quelques uns ne m'avoient donné à entendre. Car ils ont déclaré en l'assemblée de Messieurs les Généraux qu'ils estoient d'advis qu'à présent on nous donnast pour somme totale 20 mille florins de ceste monnoye ; si nous sommes pressez, asseurance de ne nous abandonner, avec lettres au duc de Savoye, qu'ils s'intéresseront pour nostre défense s'il nous assiége. Sur quoy je suis allé parler à S. E. qui a trouvé la somme trop médiocre et jugé à propos, tandis que les susdits Estats sont encore sur pied, de faire une recharge ; pour quelle fin j'ay veu et communiqué avec quelques députés, tracé un escrit pour leur présenter, pour essaier de promouvoir leur liberalité de quelque pas, et recercher moyen par lequel la générale déclaration de leur bonne volonté

soit exposée en sorte que nous en puissions faire quelque estat et percevoir du fruict. Je ne peux céler ce que tous me disent, que jamais ils n'ont esté ni si rudement assaillis, ni si fort chargés de tous leurs amis, ni tant abandonnés. Ils s'esvertuent encor à présent de donner quelque somme au C^te^ de Mansfeld, afin qu'il conserve les restes du Palatinat jusques à ce que l'on voye clair ès affaires d'Angleterre, à présent bien incertaines, pour les contradictions du Roy et du Parlement, et préjugées ici de peu de consolation à cause du mariage.

Quant aux cappitaines, S. E. derechef comme je l'ay supplié de me désigner spécialement, s'est arresté aux deux nommés en mes précédentes, adjoustant qu'il croyait que Messieurs les Estats ne fairoient difficulté de leur continuer leur solde tandis qu'ils seroient à vostre service. Le S^r^ du Motet, connu par M. d'Aubonne[1], lieutenant-colonel d'un régiment françois, est parti il y a huict jours pour aller en sa maison d'Arthé en Auxerrois, prest si V. S. le mandent. Le S^r^ de Maisonneuve retournant en sa garnison, m'a promis qu'il se tiendroit prest au premier advis de la volonté de S. E. J'atten sur ce fait vos commandemens de jour en jour, afin que, si l'un ou l'autre ou tous deux doivent aller, ils le facent en temps, comme aussi S. E. jugeoit qu'il valoit mieux qu'ils partissent plus tost que plus tard. J'ay discouru de nos fortifications avec le S^r^ de Maisonneuve et un ingénieur qui est d'Yverdun, lesquels disent ne pouvoir sur le papier donner advis bien fondé, mais en gros recommandent de ne s'arrester pas seulement à munir un endroit. S. E. mesme demandoit si l'on n'avoit rien fait sur le costau de St. Jean.

J'eusse bien désiré avoir ordre particulier de V. S. sur la disposition des deniers qu'on pourra toucher. La pistole vaut ici huict florins de ceste monnoie et croist tousjours.....

(La Haye, 27 janvier 1622.) J'ay escrit à V. S. le 17^e^ de ce mois, et dit l'estat où se trouvoient nos affaires, par le suffrage moins avantageux que quelques-uns, qui sont en charge, n'avoient espéré et me faisoient entendre. Cela m'a fait employer toute la semaine passée à la poursuite de quelque progrès, tandis que les responses des Provinces pourroient venir

[1] Théodore Turquet de Mayerne, médecin de Henri IV, puis des rois d'Angleterre Jacques I^er^ et Charles I^er^, avait acquis la baronnie d'Aubonne, dans le Pays de Vaud. Il était né à Genève, et s'employa dans plusieurs circonstances pour rendre service à notre république.

et que les Estats particuliers de Hollande estoient encores sur pied, auxquels j'ay présenté un escrit selon que mesme S. E. avoit trouvé bon. Et voyant d'y gaigner peu, j'ay supplié Sa dite Excellence de vouloir y porter le poids de sa recommandation, ce qu'il a fait : mais la sinistre rencontre du temps, auquel on ne faisoit que parler d'inventions nouvelles pour trouver le payement d'une levée de 10,000 (hommes) qu'il faut faire ce printemps, pour résister aux efforts extraordinaires que fait et s'appreste à faire l'Espagnol, n'a pas favorisé nostre proposition, quoy que j'eusse parlé presque à tous les principaux depputés de la noblesse et des villes. Ils m'ont, par la bouche de M. Duyk, déclaré que ils demeuroient aux 20,000 florins si la généralité le trouvoit bon, et 10,000 en cas de guerre, avec promesses de s'efforcer plus selon leur estat, quand nous serions attacqués, remettant la conclusion et décision de tout à Messieurs les Généraux.

Ceste semaine j'ay commencé à retourner aux dits sieurs Généraux pour obtenir response à la fin : l'affaire a esté proposé et, à ce qu'on me dit, les volontés y sont fort bonnes, quelques provinces prestes, ou au moins consentantes à ce que feroit la Hollande ; mais aucuns depputés non encores instruits des intentions de Messieurs leurs Principaux, sur ce suject. Les estranges froidures et glaces qui durent dès six semaines ont empesché la tenue des Estats de Zélande. Leurs Depputés ne feront pas difficulté pour ce que dessus ; mais l'estime de leur zèle me fait désirer que nous ayons advis formel de leur part, pour aider s'il se peut à l'eslargissement, à quoy je travaille et employe amis et recommandations. Aussi de nouveau j'y ai escrit, tant à ceux qui ont la direction de la province que aux ecclésiastiques, pour aider par intercession et recommandation. Et si nous tardons plus de huict jours à avoir response, je demanderay tousjours par provision quelque partie, ce qui ne sera pas refusé.

Si cest article une fois est vuidé, comme j'espère, dans peu de jours, je traitteray du second pour obtenir le plus d'expression qu'il se pourra pour le temps du cas désigné, et ne laisseray de demander pour ce temps-là, l'assistance d'une collecte, de laquelle ceste Province m'a fait difficulté, mais non telle qu'il ne faille encores essaier.

Les considérations de leur propre estat infiniment aggravé d'amis et d'ennemis les retienent : le peu d'espérance qu'ils ont d'Angleterre, la bonne, que quelques-uns nous donnent de France, rattiédissent aucunement les affections. Je suis marri que je n'ay ordre particulier de V. S. touchant les dispositions et remises, pour lesquelles je feray le mieux, soit pour la seureté, soit pour la diligence, qu'il me sera possible.

J'ay naguères confermé à V. S. l'advis touchant les deux cappitaines que S. E. m'a qualifié des plus expérimentés des troupes françoises. J'escri maintenant à l'un et à l'autre, afin qu'ils se tienent prests quand V. S. ordonneront de leur venue. Aussi croije avoir adjousté que S. E. me dit qu'il estimoit la continuation de leur solde, non obstant le prest, sans difficulté, et que Messieurs les Estats ne le refuseroient à Genève. Je tien que le sieur du Motet, lieutenant colonel de M. de Hauterive, est en sa maison d'Arthé, près de Toussi en Auxerrois, plus proche de nos quartiers que d'ici, et luy escri que si V. S. ont affaire de luy elles luy feront sçavoir ou le manderont expressément. Le gouverneur du château de Chastillon sur Loin le connoist particulièrement; mais, à ce qu'il m'a dit, l'adresse de qui vient d'Auxerre à Toussi et de là à Arthé ne peut faillir.

Quant aux fortifications, ayant communiqué avec un ingénieur de S. E., et requis son advis, iceluy a dressé un mémoire que S. E. a considéré particulièrement, et sur ce m'envoyant appeler m'a dit qu'il ne trouvoit bon que l'escrit fust envoyé, veu le danger qu'il y a de se mesprendre ne voyant aucun modelle parfait; qu'en général il conseilloit de se servir de ce qu'on avoit de fait et, si le temps le permettoit, selon les sommes que V. S. auroient, de jetter encores ailleurs quelque ouvrage en dehors où l'on jugera plus nécessaire. Je n'ay laissé de retirer une petite note d'advertissement selon la practique de par deçà, pour en tirer, s'il y a rien à nostre usage, comme V. S. verront et feront considérer aux experts.

Comme j'escrivois ces lettres, j'ay receu celles de V. S. du 19e décembre, sur lesquelles j'ay prins encores occasion de faire une recharge envers ces Messieurs et recommandé de nouveau l'affaire à S. E. C'est ce que je peux dire à présent de nostre négotiation, dont je pourray escrire plus amplement dans peu de temps par un qui ira droit à Lion, dès que le vent sera propre.

L'Espagnol tient Juliers assiégé de loin pour l'affamer, mais par homme venu de là, on entend qu'ils ont vivres pour quatre ou cinq mois. Le camp devant l'Escluse persiste nonobstant les froidures extrêmes de ceste année, et la mortalité qui a diminué leur armée. Messieurs de deçà tienent Casand bien gardé, et quoy qu'ils ayent commodité, on y trouve des soldats morts de froid. Les nouvelles levées et préparatifs qui se font du costé de Brusselles, resveillent ces Messieurs aussi à se préparer. Ils s'esbahissent que M. le Cte de Mansfeld qui a des succès en Alsace trouve Messieurs les Suisses si enclins à seconder plustost les demandes de l'Archi-

duc Léopold que les intérests de leurs propres affaires. Il y a une altercation entre M. le Lantgrave de Hesse et le Conte de Valdek, qui peut porter du trouble en cet endroit-là. La Compagnie des Indes occidentales n'est encores establie veu les empeschemens naissans de ce que les uns veulent la reigler d'une sorte, que les autres ne veulent souffrir. Ils travaillent à venir à bout de la conclusion. Je prie Dieu, etc.

La lettre du 19 décembre, dont il est parlé ci-dessus, se retrouve dans les *Copies de lettres*. On y lit ces mots : « Les avis que nous avons touchant les desseins de Son Altesse continuent et ses troupes sont tousjours logées à 4 ou 5 lieues près de nous, mesmes grossissent de jour à autre, et nous sommes menacés d'une guerre ouverte au mois de mars prochain. Sur quoy nous sommes obligés de faire de grandes et extraordinaires dépenses. »

Dans une lettre écrite encore de La Haye, le 31 janvier, Turrettini dit d'abord qu'il a obtenu une ordonnance pour qu'on lui livre 10,000 florins à compte du subside; mais que le receveur a fait difficulté de payer, ne sachant si cette somme devait être prise sur les deniers de Hollande, ou s'il fallait attendre « les quottes de chaque province; » il annonce ensuite qu'il envoie « un mémoire de quelques remarques et inventions utiles selon l'usage de ces quartiers, pour un siége. » Puis il continue ainsi :

Je n'ay encores peu deviner à quoy montera ce que ces Messieurs accorderont, ni quelles certitudes ils donneront pour l'advenir, comme ils promettent. Aussi la résolution n'en a pas encores esté prise, en l'attente de laquelle je sçauray à Amsterdam s'il y aura jour pour un prest, cas que les nécessitez y obligent.

Juliers, que j'escrivois devoir tenir encores plusieurs mois, selon que tous disoient ici, se rend faute de provision de bouche, qui devoit durer deux mois davantage, selon le calcul; mais le misnage n'ayant pas esté tel, le Conte a failli. On a nouvelles d'Angleterre que le Roy promet entretenir 8000 (hommes) de pied et 1500 de cheval au Palatinat. Digby va en

Espagne pour le mariage[1]. Les députés de La Rochelle ont fait et font une collecte qui monte à somme fort notable. J'entends que M. de Mayerne y est finalement arrivé, par le moyen duquel V. S. auront certitude pour leur affaire.....

Le Petit Conseil de Genève tenait toujours son député au courant des nouvelles qu'il avait du duc de Savoie, l'exhortait de presser le 1er article de ses instructions relatif à un prêt d'argent, lui prescrivait de remettre, aux personnes que lui désignerait son père, l'argent qu'il pourrait recevoir, et lui envoyait des blanc-seings[2].

Turrettini, de son côté, continuait ses démarches dans la capitale de la Hollande.

(La Haye, 11 février 1622.) « J'ay receu ce jourd'huy celles qu'il vous a pleu m'escrire du 9e janvier et non encores celles du 8e. J'ay veu aussi tost S. E. et, sus les advis preignans, pressé la pluspart de ces Messieurs selon l'intention de V. S., les suppliant que les délais ne rendent tant leurs promesses que nos espérances sans fruict, en un si évident péril.....

(La Haye, 14 février 1622.). .. Je disois à V. S. les difficultés qui m'ont donné beaucoup d'exercice à la poursuite du payement des 10,000 florins. Mais l'affaire ayant esté trois ou quatre fois débatu par Messieurs les Estats à cause d'un différent survenu, pource que Hollande ne vouloit desbourser que les autres n'eussent consenti. Finalement ils ont conclu d'accorder 20,000, combien que les responses d'aucunes provinces soient encores à venir. J'esperois que la proposition faite par Hollande seroit amplifiée..... Je tasche à les induire de venir jusqu'à 30,000. Le prince d'Orenges en a parlé ce jourd'huy en nostre faveur; je ne sçay si sa recommandation produira l'effect désiré. Pour le payement de la susdite partie des 20,000 fl. il n'y aura difficulté: Hollande en fournira une bonne somme à présent, et le reste viendra plus à loisir, à cause de la distance des lieux. Ces prolongations qui procèdent partie de la coustume, partie de l'hyver, ont retardé mon retour en Amsterdam.....

[1] Le roi Jacques Ier désirait marier le prince de Galles avec une infante d'Espagne. Il envoya Digby, comte de Bristol, à la cour de Madrid pour traiter de ce mariage, qui ne se fit pas.

[2] *Reg. du Cons.* vol. de 1622, fol. 2, 3, 12, 17, etc.

Quant aux nouvelles de ces quartiers, on apprend que S. M. de la Grande Bretagne continue en la résolution d'entretenir 10,000 hommes de pied et 1600 chevaux au Palatinat..... De deçà, nous oyons grands préparatifs de l'Espagnol, qui estant maistre de Juliers devra courir sur le jeune duc de Brunsvic, qui fait contribuer les ecclésiastiques, s'estant logé dans Paderborne, Zoest et Lippestat. Ces Messieurs d'autre part ont l'œil aux démarches de Spinola pour ne laisser succomber le dit duc de Brunsvic.....

Le 21 février, Turrettini raconte une nouvelle conversation qu'il eut avec le prince d'Orange au sujet des fortifications de Genève:

« S. E. voyant ce qui a esté tracé sur le costau de Champel, dès l'Arve, a prins la patience d'ouïr la lecture que je luy ai faite du discours, et ayant appelé un ingénieur, a loué le dessein, improuve un fort, préfère un retranchement, y a marqué luy mesme deux bastions et demi au lieu des pièces destachées et courtines mal flanquées, qui y estoient pourtraites, adjoustant qu'il en parloit à veue de papier et sans la marque des justes mesures qu'il eust fallu avoir. Aussi, considérant toutes les avenues, croyoit que par le bas, le long du lac, se pouvoient faire approches, non moins, quoy que non si commodément qu'ailleurs. Et que par conséquent faut ouvrir les yeux à tout..... Les nouvelles de ce pays sont que le marquis Spinola après avoir prins Juliers, vient en Flandre, et fait tous efforts contre l'Escluse...

Il parle encore des lenteurs qu'il faut subir; cependant la répartition de la somme que lui paiera chaque province a été faite. Il engage de nouveau le Conseil à profiter de ce que M. du Motet se trouve momentanément dans le voisinage de Genève, pour demander ses services. Mais le Conseil avait déjà écrit à cet officier, qui arriva quelques semaines plus tard[1] dans notre ville.

(25 février 1622.)... Finalement j'ay receu l'assignation de la quotte de Hollande qui est de 11,662 florins ou francs d'ici, sur Messieurs les bourg-

[1] *Reg. du Cons.*, 1622, fol. 33.

maistres d'Amsterdam..... Je pars maintenant pour Amsterdam afin d'y recevoir et remettre le dit argent le mieux que je pourrai, me servant des adresses et amis de mon Père et de son nom, comme je luy en escris..... Je suis maintenant en peine comment me conduire au reste de la poursuite, et voudrois estre plus proche, pour ne rien faire que par commandement. Car les espérances qui me sont données d'un costé m'avancent, et d'ailleurs les craintes et considérations de la constitution présente me retienent. Voici le 3e mois de mon séjour en ce lieu auquel à la fin s'est esclose la délibération, avant le sceu de laquelle je n'ay peu entreprendre autre expédient, obligé de attendre leur response. Aucuns me disent que l'ottroyé est pour un commencement, que ce n'est pas encores l'expédition. Et la plus part distinguent la crainte, d'avec le péril, faisans bien entendre qu'en tel cas ils iront plus outre. Sur quoy je n'ose encores presser leur déclaration, tousjours désirant et essaiant de promouvoir le bénéfice et subside d'a présent, attendant que si de Zélande où les Estats se tienent, me viendra quelque bon vent (quoy que les approches de l'Espagnol à l'Escluse et les nouvelles difficultés pour réfréner les Dunkerkois sur mer les occupent bien fort). Aussi les Estats de Hollande s'assemblans dans huictaine, j'espieray s'il y auroit quelque opportunité pour nostre intention. Après quoy je ne voy autre chose à faire que ou à requérir collecte présente, ou, se contentant de l'obtenu à présent, demander certitude des espérances à venir... Messieurs de Franketal ont impétré en considération du siége souffert, une collecte pour refaire leurs fortifications, de laquelle j'ay fait dimanche dernier moy mesme publication et exhortation au temple françois....

(Amsterdam, 1er mars 1622.) J'ay ce matin escrit à V. S. par Paris. J'adjouste ceste-ci, qui va par Allemagne... J'ai receu celles du 22 et 30e qu'il vous a pleu m'escrire, et travaille sans intermission autant que la constitution de cet estat et de ceste saison le peut porter, afin que nous atteignions ce qui est de vos intentions. Messieurs les Bourgmaistres de ceste ville m'ont donné parole du payement des onze mil six cens et soixante deux francs d'ici, qui sont un peu plus foibles que en France, comme appert par la diversité de la valeur des espèces. J'ay requis qu'il leur pleust m'assigner au banc, où l'argent est meilleur. Ils ont dit que pour accommoder V. S. ils feroient payer ce qu'ils auroient au banc et qu'ils n'y avoient que 3000 livres; le reste devant estre conté par le Thrésorier de la ville, qui a remis la response à demain... Les autres parties des Provinces viendront un peu plus tard. Pour les haster, j'ay escrit en Zélande et

prié un des amis et correspondans de mon Père de les recevoir, et tascheray d'en faire autant à Utrecht, et de faire venir la partie de Frise en cette ville, s'il y a moien, afin que les susdites sommes venans ès mains de MM. Latfeur, Calandrin et Vandermeulen, mon Père, auquel j'en escris, pourvoye qu'au plus tost elles soient remises à Lion pour en faire à la volonté de V. S.....

Je voy ici Messieurs les Pasteurs, et les trouve bien disposés à fomenter les bonnes affections qui sont dans le corps de cette Eglise pour nous, afin d'en sentir l'effect au besoin ; mais ils se pleignent de plusieurs obstacles. Le magistrat de ceste ville défend collectes. Le zèle des particuliers se rallentit. Les dangers du public croissans, ils regardent plus au prochain qu'à l'esloigné..... J'ay aussi distribué et envoyé lettres de nostre Compagnie aux fins de recommander nos affaires... afin que l'essay que j'y désire encores faire, pour obtenir quelque eslargissement de faveur ne soit en vain, s'il est possible. Je ne abandonne pas la poursuite, parce que S. E. daigne s'y employer et qu'on me laisse un filet d'espérance qu'il ne faut pas lascher.....

(Amsterdam, 8 mars 1622.).... J'ay visité Messieurs les Bourgmaistres de ceste ville et personnes d'autorité, les priant d'affectionner nostre défense et nous favoriser en l'assemblée qui à présent est sur pieds ; à quelle fin aussi, à Harlem, j'ay veu et parlé à MM. les Bourgmaistres et Pensionnaire. En outre, ici me trouvant au jour de la tenue du Consistoire de l'église de ceste ville, j'ay donné lettres de nostre Compagnie à MM. les pasteurs et anciens de ceste église, et parlé dans leur assemblée pour la recommandation du mesme affaire : en suite de quoy ils ont député de leur corps vers Messieurs les magistrats et promis, quant à eux, de nous avoir et nostre estat à cœur. Aussi s'en sont-ils souvenus en une collecte secrète faite à l'occasion de la demande de MM. de La Rochelle, pour les poures des églises estrangères affligées..... De Middelbourg on me donne espérance que la quotte de Zélande sera tost payée. .

L'Espagnol a haussé et avancé avec fort grande diligence, non obstant les mauvais temps, deux ou trois forts près de l'Escluse pour cannoner la ville, incommoder le passage aux navires et se faciliter l'entrée en Casand... De l'autre costé le duc de Brunsvic se tient à Lypstat, y assemble le plus qu'il peut de gens et d'argent. On voit que l'Allemagne se resveille.....

Le Petit Conseil ne cessait point de faire parvenir des avis et des recommandations au député. Ainsi, le 6 février, on lui annonçait de nouveaux passages de troupes dans nos environs, et on lui communiquait que le gouvernement de Savoie s'opposait à la sortie des blés, violation manifeste de l'article 1^er^ du traité de Saint-Julien; le 13 mars, on l'engageait à s'efforcer d'obtenir le plus d'argent possible pour les fortifications déjà commencées sur le coteau de Saint-Jean, on le chargeait de remercier le prince d'Orange de ce qu'il avait bien voulu s'occuper du projet relatif à Champel, et on lui disait que M. du Molet, à qui on avait envoyé un exprès à Arthé, était attendu d'un jour à l'autre, mais qu'on ne jugeait pas nécessaire pour le moment de donner à M. de Maisonneuve la peine de venir [1].

Nous avons vu assez de preuves du zèle et de l'activité que déployait le savant professeur chargé de cette mission, nous avons assez longuement emprunté à la collection d'ailleurs incomplète de ses lettres pour nous contenter dès à présent d'un petit nombre d'extraits.

(La Haye, 14 mars 1622)... Dès mon retour d'Amsterdam,... j'ay veu S. E. et représenté la vérité et la grandeur de nostre danger (que plusieurs jusqu'à cet heure ne se pouvoient persuader) par l'augmentation des troupes, avoisinement d'icelles, défenses de blé, l'occasion du printemps, et les troubles de France avec ce que j'apprens par lettres de M. E. Diodati de Paris des instances sans intermission que le Nonce et l'Ambassadeur de Savoye font contre nous; du tiltre que le Duc prend, des difficultés à conclure la paix, et de trop d'apparences de guerre. Dequoy S. E. trouvant à propos que je donnasse advis à Messieurs les Etats Généraux, et de Hollande tandis qu'ils sont sur pied, j'ay demandé et obtenu incontinent audience le 11 mars en Conseil de Messieurs les Généraux, et le lendemain, selon leur demande, ai baillé par escrit mes propositions contenantes les advis que dessus, avec remerciemens du passé, prières pour quelque eslargissement et raisons concernantes ce mesme suject. Maintenant je vien

[1] *Reg. du Cons.*, vol. de 1622, folios 21 et 50.

aussi de requérir audience de Messieurs de Hollande en particulier, et l'espère avoir pour demain.

Cependant j'employe les amis à recommander encores les uns et les autres de ces Messieurs; M. le Président Crommons et M. de Vosberghen y apportent une grande affection et sollicitude. Hier j'ay prins occasion de saluer et prier MM. de Delft, ayant esté prié de donner une prédication en leur ville. J'espère que leur response ne sera pas si tardive que la précédente, mais je n'ose plus rien dire de l'issue, laquelle quelques amis me font espérer médiocre, nonobstant les perpétuelles excuses sur leurs charges et exactions qu'il faut faire de nouveau.

L'ennemi s'avance vers l'Escluse, a fait un fort proche de la mer pour incommoder l'entrée du port. On luy resiste; et par l'ordre donné on fait deux forts en Casand, on coupe les dicques, lesquelles si on eust ouvertes dès le commencement, l'Espagnol n'avoit point de pied. Aussi espère-on qu'il y perdra son temps.....

(La Haye 15 mars 1622)... Les lettres à M. de Savoye ne seront pas refusées; mais avec vostre permission, je préten ce matin presser vivement le principal, comme aussi S. E., avec qui j'en conférois hier après neuf heures du soir, croid que S. A. ne s'esmouvra pas par du papier. Quand on m'a offert ceste faveur, j'ay dit n'avoir ordre de demander lettres, et ne l'ay pas rejettée. Maintenant que V. S. le trouvent à propos, on les obtiendra pour l'ordinaire prochain, cestuy-ci s'en allant partir.....

(La Haye 29 mars 1622). Depuis mes dernières du 21, j'ay obtenu response de Messieurs les Estats de Hollande, le dernier jour de leur Assemblée. Et sans diligente sollicitation, à travers le flot de leurs affaires, on nous renvoyoit à la tenue des Estats prochains, au premier recès, qu'ils appellent. M. Duyk le Pensionnaire, m'a dit, que, si les autres Provinces consentoient, on adjousteroit dès à présent 10 aux 20 (mille florins) précédens et, en cas de siége, permission à V. S. de tirer sur Messieurs les Estats Généraux 10 (mille) par mois, et ce pour trois mois; que si estoit le temps de la trefve, ils s'eslargiroient affectueusement à davantage, mais qu'à présent ils prenent de ce qui est de leurs propres nécessités pour nous soulager. J'avois demandé 15 (mille) par mois; mais sachant où ils condescendoient, je me suis pour cet heure contenté, asseuré, qu'après 3 mois de telle extrémité, que Dieu veuille destourner, ils ne refuseroient le 4e. J'ay creu, comme j'escrivois naguères, devoir tellement modérer nos demandes, que

leur quantité, ou qualité ne se bouchast dès l'entrée le passage ; et j'espère aussi que V. S. jugeront qu'il vaut mieux avoir une ouverture, pour médiocre qu'elle soit, que tout à fait une porte fermée. Je n'adjouste pas ce qui journellement m'est représenté, que nous devons nous esvertuer de trouver en nous mesmes le plus qu'il nous est possible, selon la grace de Dieu, les moyens de subsistance, comme par leur exemple ils connoissent que s'ils ne s'efforçoient, les secours de dehors ne les aideroient guères. V. S. sçavent trop mieux que je ne puis dire, ces choses. Par mes responses je les asseure de nostre diligence, résolution, fermeté pour la bonne cause ; de la vigilance et soin de V. S., de la charité envers tant de poures réfugiés, etc. ; leur déclare que l'accouragement qui nous vient de leur part, outre l'estroite obligation que nous leur en aurons, redoublera la vigueur, zèle et force en si juste querelle, et nous excitera tous d'autant plus à prier Dieu pour eux ; sans oublier que V. S. les remercieront plus dignement. Or ce n'est pas encores fait : car il me faut derechef poursuivre vers Messieurs les Généraux pour impétrer l'ordonnance de la Généralité, en conformité de l'advis de Hollande qui estoit attendu. Et ce temps pendant, je n'ay laissé de leur rafraischir la mémoire de nos affaires par fréquents extraits d'advis et rapports de nos nouvelles, et prières d'en charger leurs Députés ès Provinces pour haster la response. Samedi passé Messieurs de Hollande ont fait leur rapport et déclaration de leur suffrage, qui sera maintenant escrit aux Provinces vers lesquelles je presse et sollicite par lettres. J'ay escrit en Zélande, et apprins que l'accroissement du subside y avoit esté ordonné nagueres sur la recommandation de Messieurs les Pasteurs de Middelbourg.....

(La Haye 8-18 avril 1622)... Voyant que les affaires d'ici, que je n'ose jamais perdre de veue, me donneroient bien trefves de deux ou trois jours, et que le Synode des églises wallonnes se tenoit à Utrecht, j'y suis allé faire une course. Et premièrement ay veu Messieurs les Estats de la dite Province en leur collége où ayant aussi tost obtenu audience, je les ai asseurés de vos affections, remerciés de leur consentement pour le passé, prié à l'advenir, discouru de nostre estat, etc. Leur response a esté de réciproques asseurances de leur bienveillancc et m'ont deffrayé au logis. J'ay veu Messieurs du Synode en leur assemblée, rendu une lettre de nostre Compagnie, prié de vouloir dresser un article lequel porte que, en cas de siége ou guerre, ils recommanderont efficacieusement à Messieurs les Estats, aux Magistrats des Villes, aux églises flamandes et à leurs troupeaux

l'affaire, afin que assistance nous soit donnée par quelque voye que ce soit, soit contribution gratuite du Public, soit des particuliers, et l'Église d'Amsterdam chargée d'y veiller et d'advertir les autres. J'ay prins ce chemin pour les causes ci devant déduites, et leur ai remontré le besoin qui est à présent, et combien les libéralités seroient utilement et pieusement employées. Mais qu'en cas qu'à présent, on ne puisse ou veuille pour certaines causes, au moins ils nous donnent parole de faire tout effort en cas d'extrémité. Ils m'ont receu et respondu fraternellement et cordialement.....

Je tiens le mesme langage aux pasteurs des Églises flamandes. Ainsi en ai-je parlé à Messieurs les ministres d'Utrecht.....

(La Haye 15-25 avril 1622)... Depuis mon retour d'Amsterdam d'où j'envoyai à V. S. la quote de Hollande, voyant un rencontre opportun de quelques advis qui sur l'heure mettoient cette Court en sollicitude pour nostre Estat, avec la circonstance du printemps, qui exigeoit provision et déclaration sans délay, cas que l'ennemi eust voulu attacquer ; voyant la faveur de S. E. qui s'estoit employée pour nous avancer jusques à 30 (mille florins) encores ouverte ; oyant des personnes entendues et connoissant que si je laissois eschapper la tenue des Estats de Hollande d'alors et la concurrence de la tenue des autres Estats (qui ne se tienent qu'une ou deux fois l'an en quelques provinces, non souvent comme en Hollande) jesttois renvoyé bien loin,.... je prins résolution de demander pour la deuxiesme fois audience, commençant par Messieurs les Estats Généraux, et puis en la Chambre de Hollande. Envers Messieurs les Généraux, je me contentois de demander eslargissement de libéralité ; mais en Hollande, trouvant quelques bonnes heures pour nous à cause des appréhensions d'un siége, après avoir bien préparé les députés, employé tous amis, représenté par escrit à S. E. tout nostre affaire, je n'ay fait difficulté de m'y discourir plus spécialement et requérir fort expressément un accroissement absolu et quelque déclaration et spécification de la promesse à moy faite en gros et sans spécification en cas de siége. Car il faloit prendre l'occasion au poil, et veu qu'ils tesmoignoient leur bonne volonté, c'eust esté sans raison d'attendre à leur parler de siége ou quand la crainte en seroit passée ou quand le moyen de nous aider auroit esté prévenu par les empeschemens et entreprises de nos ennemis.....

(La Haye 9 mai 1622)... Je trouve à la fin de la lettre de V. S. un mot que j'ay bien souhaité et attendu, asçavoir de promesse de congé. C'est pourquoy je m'employerai cette semaine en visites de ces messieurs et recommandations de nos affaires, afin qu'eschéant danger leur parole soit accomplie; cependant viendront les suffrages de Frise et Gronningue, d'où on attend journellement députés. Après, il ne me reste qu'à faire une course en Amsterdam pour laisser instruction et mandemens nécessaires pour recevoir ce qui ne sera encores retiré; durant lequel temps, si je reçoy lettres de V. S. pour remercier ces messieurs et prendre congé, ce sera très-à propos, me préparant et disposant pour reprendre le chemin du retour dans quinzaine, Dieu aidant. Et me faudra passer jusques à Londres pour y voir mon frère, où, si V. S. m'y auront commandé quelque chose, j'y trouverai leurs lettres, résolu de m'arrester le moins que je pourrai au voiage, pour la seureté duquel il faudra prendre conseil, dépendant de la providence de Dieu, qui m'a conduit jusqu'à cet heure.....

(La Haye 16-26 mai 1622). Je reçoy à présent celles de V. S. du 17 avril, qui me portent le désiré congé, lequel ne fera aucun préjudice à nos affaires qui sont proches de leur conclusion.....

En partant d'ici je prierai M. de Vosberghen très digne Conseiller au Grand Conseil et principal entre les Conseillers de Son Excellence de avoir nos affaires en recommandation. Je laisseray aussi charge à un advocat de mes amis, de poursuivre s'il y escherra à faire quelque chose.....

J'oubliois de dire à V. S. que hier jour de Pentecoste après avoir presché, je suis allé trouver Messieurs les Pasteurs et Anciens de l'église Flamande auxquels j'ay fait la mesme prière qu'à ces Messieurs du Synode Wallon.....

(La Haye 22 mai 1622)... A cet instant je reçoy celles de V. S. du 20 février, qui portent la continuation et confirmation des acheminemens de nos dangers, ce que je prévoyois par celles de Paris. J'ai fait toutes mes poursuites, et animé ces Messieurs par les plus efficacieuses raisons, que le temps, et les affaires dictent assez. Je peux asseurément dire qu'ils en sont esmeus et en peine.....

Le 1er juillet suivant, Turrettini parut devant le Petit Conseil [1] pour lui rendre un compte final de la mission confiée à

[1] *Reg. du Conseil*, vol. de 1622, fol. 120.

sa sagesse. Il raconta succinctement les principaux faits déjà connus par ses lettres. Il avait été admis dans l'assemblée des Etats généraux, mais il avait rencontré bien des difficultés et trouvé plusieurs compétiteurs, « le roi de Bohême, le comte de Solms, les députés du marquis de Yegrendorf, du comte de Brunswick, des Grisons, de la Rochelle, de Francdal et autres..... Voyant que la Hollande estoit la principale roue, il demanda audience en leur Conseil; ils furent esmeus en quelque façon.... » Après avoir expliqué qu'en suivant l'avis du prince d'Orange, il s'était décidé à demander 50,000 fr., et que les Etats généraux lui en avaient accordé 30,000, il ajouta qu'il « les remercia de leur bonne volonté et affection. Eux respondirent qu'ils ne pouvoyent mieux faire, et qu'il n'en faloit imputer le défaut qu'à la nécessité de leurs affaires. Ils luy dirent aussi qu'il fist entendre à Mes-seigneurs qu'ils eussent à se conserver par une bonne prévoyance et en entretenant une bonne paix et concorde au milieu d'eux et veillant les uns sur les autres. » Il déposa une lettre des Etats généraux, ainsi qu'une déclaration formelle du même corps. Enfin le prince d'Orange, de qui il rapportait aussi une lettre amicale [1], lui avait témoigné beaucoup de bienveillance et lui avait dit : « Assurez Messieurs de Genève que je seray toujours prêt et en toute occasion de leur rendre très-affectueux services. »

Outre le don fait par les Etats généraux, le député avait encore recueilli des secours des villes de Hambourg et de Brême; la première lui remit environ 1800 thalers, et la seconde 1500 fr.

Turrettini fit également un rapport à la Compagnie des Pasteurs, dans lequel on lit « qu'ayant rendu compte à Messieurs de ce qu'il avoit eu en maniement, il ne pouvoit que faire entendre la singulière affection des églises du Païs bas envers

[1] Voir dans l'Appendice ces diverses pièces, ainsi que la copie d'une lettre adressée au duc de Savoie par les États généraux, sous les Nos 4, 5, 6 et 7.

celle-ci, pour la seule cause de la vérité de Dieu, dont ils tiennent cette Eglise comme un chandelier. » Il terminait en annonçant qu'il avait reçu « quelque subvention particulière pour les pauvres de cette Eglise [1]. »

Le Petit Conseil se montra fort satisfait du résultat obtenu par son député. Cinq ans plus tard, il accorda la bourgeoisie au vieux seigneur lucquois, François Turrettini, et à ses deux fils Jean et Bénédict. Celui-ci demanda et obtint facilement [2] d'être tenu et réputé bourgeois depuis le moment où il avait prêté le serment de pasteur et eu égard à ce que la Seigneurie l'avait employé à son service aux Pays-Bas. Cet excellent citoyen mourut le 4 mars 1631, âgé seulement de 42 ans.

Nous avons vu qu'outre le secours pécuniaire accordé par les Provinces-Unies, un officier du génie, M. du Motet, avait été chargé de venir à Genève pour aviser aux moyens de mettre la ville en état de défense. Cet ingénieur s'employa à ce but avec beaucoup d'activité et demeura dans nos murs jusqu'à la fin de 1622, toujours à la solde des Provinces. A son départ, le Conseil voulut lui donner comme témoignage de sa reconnaissance 200 pistoles qu'il refusa, « protestant ne vouloir rien prendre et d'être entièrement content et satisfait de Messeigneurs en ce qu'ils l'avoyent receu avec toute faveur et courtoisie et mesmes l'avoyent défrayé; qu'en toutes occasions qui se présenteront il exposera tous ses biens et sa vie pour le service de ceste République et y employera le crédit et la faveur de ses amis [3]. » On décida alors d'employer la même somme à l'achat d'une chaîne d'or avec une médaille qui lui furent envoyées et dont il se montra fort honoré.

La promesse d'une subvention en cas de siége, n'eut pas lieu d'être mise à exécution. La vigilance du gouvernement et de tous les citoyens, sans doute aussi l'appui qu'ils trouvaient à

[1] *Reg. de la V^e Compagnie des pasteurs*, vol. F, fol. 41, 5 juillet 1622.
[2] *Reg. du Conseil*, 1627, 30 novembre et 15 décembre.
[3] *Ibid.*, vol. de 1622, folio 232, 13 décembre.

l'étranger arrêtèrent le duc Charles-Emmanuel; du moins ne renouvela-t-il plus de tentative du genre de celle de l'année 1602. Victor-Amédée I, qui lui succéda en 1630 fut toujours en bonne intelligence avec Genève. Ce prince mourut en 1637, laissant deux fils en bas âge : l'aîné, François-Hyacinthe, ne lui survécut qu'une année ; le second, Charles-Emmanuel II, resta jusqu'en 1648 sous la régence de sa mère Christine de France, fille de Henri IV, qui ne nous fut point hostile. D'ailleurs des luttes intestines n'auraient guère permis, dans ce temps, à la maison de Savoie de s'occuper de notre république.

II

La deuxième députation, dont nous allons nous occuper, fut confiée à l'un des fils du député de 1621.

François Turrettin (c'est ainsi qu'il signait ordinairement), né à Genève en 1623, fut consacré ministre du saint Evangile en 1645, après avoir complété ses études dans les universités les plus célèbres. Nommé, en 1648, pasteur de l'Eglise italienne de notre ville, on le reçut en même temps au nombre des membres de la Compagnie des pasteurs de Genève. En 1650, il fut appelé à la chaire de philosophie, qu'il ne voulut point accepter; en 1653, il fut élu professeur en théologie, et en 1654 recteur de l'Académie.

Notre gouvernement ayant conçu de nouveau des inquiétudes relativement à des tentatives projetées contre la ville, s'occupa des moyens de la fortifier. Pour cela, il fallait se procurer de l'argent. En octobre 1655, M. d'Ommeren, ambassadeur des Provinces-Unies auprès des cantons évangéliques et auprès du duc Charles-Emmanuel II, à l'occasion des persécutions exercées par ce dernier contre les Vaudois du Piémont,

vint à Genève et renouvela les assurances des bonnes dispositions des Pays-Bas en notre faveur. On pensa dès lors à profiter de sa présence pour obtenir un secours; mais on apprit que le moment n'était pas bien choisi et qu'il convenait d'ajourner toute demande de ce genre.

Au commencement de l'année suivante, on envoya vers les Etats le professeur Ezéchiel Spanheim, qui commençait ainsi la carrière diplomatique à laquelle il se consacra plus tard, mais au service étranger. Spanheim revint au mois d'octobre 1656, annonçant une subvention de 30,000 livres, puis, deux mois plus tard, M. d'Ommeren écrivit que la somme une fois votée, il n'y avait pas eu moyen de se mettre d'accord sur quels fonds elle serait payée et qu'il fallait attendre.

On ne perdit point à Genève cet objet de vue. En 1660, les craintes d'une attaque non-seulement de la part du duc de Savoie, mais aussi du roi de France, firent que dès le 10 juillet on résolut de nommer un député pour aller dans les Provinces-Unies demander les 30,000 livres promises. Les renseignements qui parvenaient ici, par suite des nombreuses correspondances que diverses personnes, particulièrement les pasteurs, avaient avec la Hollande, faisaient juger le moment favorable. Le choix du Conseil tomba sur le professeur François Turrettin.

Comme prédicateur et comme professeur, Turrettin avait acquis une réputation qui s'étendait au dehors de sa ville natale, et, à un autre point de vue, son nom devait être connu dans les Provinces-Unies, puisqu'il avait été chargé, avec le pasteur Antoine Léger, de la répartition des généreux secours accordés par elles et par le Protecteur d'Angleterre aux malheureux Vaudois du Piémont.

Il chercha d'abord à s'exempter de cette charge et fit comprendre qu'il convenait de différer encore. Mais sur de nouveaux indices favorables, le 10 février 1661, on décida qu'il devait se préparer à partir au plus tôt, et cependant, le 4 mars, il parut en conseil et s'efforça encore de s'en défendre. « S'il

est demeuré en quelque retard, disait-il, on ne doit pas croire que ce soit manque d'affection pour sa patrie, ni de respect et soumission aux volontés du Conseil, puisqu'il le révère avec tous les respects dont il est capable et ne cédera jamais à qui que ce soit en zèle, à l'exemple de ses prédécesseurs. Mais s'il a esté en quelque suspens, ce n'est que pour ses grandes appréhensions de ne pouvoir correspondre à l'attente du Conseil et en rapporter le succès qu'il se propose, dans le sentiment qu'il a non-seulement de sa foiblesse, mais particulièrement au sujet des inconvénients qu'il y prévoit. »

Selon lui, on ne retirerait que peu d'argent. Il parla des difficultés inhérentes au pays où on voulait le faire aller, dans lequel il ne s'agit pas de s'adresser à un monarque ou à un Conseil d'Etat, mais bien à une réunion de députés; là il ne faut qu'une seule personne qui s'oppose aux bonnes intentions des autres pour tout arrêter. Enfin il objecta quelques embarras dans sa famille « outre le grand aage de Demoiselle sa mère, qui ne verroit son départ qu'avec chagrin. » Puis il se hâtait d'ajouter : « Mais pourtant, sans s'arrêter à toutes ces considérations quoy que très-fortes, qui devroyent obliger le Conseil à jetter les yeux sur quelque personne qui fust plus éclairée aux affaires du monde et plus sçavant des intrigues que luy, pour ne s'estre attaché qu'à sa profession, s'il plaist au Conseil de luy imposer cette nécessité indispensable, il fera tout son possible de tesmoigner la passion qu'il a pour le service de sa patrie, etc.[1] »

De grands changements s'étaient opérés dans les Provinces-Unies depuis la députation que Genève y avait envoyée en 1621. Leur puissance s'était accrue par d'importantes conquêtes, et en 1648, après quatre-vingts ans de guerres, l'Espagne, dans le traité de Westphalie, les avait reconnues comme Etat libre et souverain. Mais aussi des luttes intérieures s'étaient renouvelées.

[1] *Reg. du Cons.* vol. 1661, p. 64, séance du 4 mars.

Quant à la maison d'Orange, elle ne se trouvait plus placée de manière à nous offrir l'appui qu'elle nous avait accordé précédemment. Maurice, qui reçut si bien le député genevois de 1621, avait terminé sa carrière dès 1625; son frère et successeur, Frédéric-Henri, était mort en 1647. Le fils de ce dernier, Guillaume II, gendre du roi d'Angleterre Charles Ier, essaya d'étendre ses prérogatives et vit le parti républicain gagner en force et en pouvoir; il succomba à une maladie qui l'enleva, bien jeune encore, en 1650. Peu de jours après cet événement, la veuve du prince accoucha d'un fils. Mais en 1654, les Etats de la province de Hollande, à la demande de Cromwell, s'engagèrent à ne jamais élire le prince d'Orange ni ses descendants pour leur stathouder ou pour leur amiral; cet acte d'exclusion avait été annulé en 1660, après le rappel de Charles II en Angleterre.

Si les renseignements parvenus à Genève permettaient généralement d'espérer un bon succès de cette députation, il n'en est pas moins vrai que Turrettin pouvait concevoir des doutes. Une lettre de Hollande, reçue après la séance du 4 mars, justifiait complétement ses appréhensions. Nous sommes, disait le correspondant, tellement énervés par les guerres du Nord, et nos trésors sont si épuisés que nous avons grand'peine à nous procurer l'argent nécessaire à l'armement de 40 vaisseaux de guerre, lesquels doivent se mettre en mer à la fin de ce mois, sous la conduite de deux vice-amiraux : l'un pour purger la Manche et les côtes de France des pirates qui incommodent la navigation; l'autre pour s'opposer aux corsaires turcs, si puissants en mer qu'il n'y a plus un seul vaisseau qui puisse leur échapper. En outre, les Etats ne voudront rien faire qui déplaise à la France, avec laquelle ils désirent s'allier étroitement, puisque le roi d'Angleterre veut protéger le Portugal aux Indes orientales. Il est peu probable que la députation rencontre beaucoup d'appui si elle parle de nouvelles fortifications; mais si elle dit que Genève s'est fortifiée et endettée à cause des em-

bûches du duc de Savoie, cela pourra faciliter une collecte auprès des Eglises. MM. de Groningue et les Etats de Gueldre et de Frise donnent facilement des espérances de secours, parce qu'ils contribuent fort peu; mais la province de Hollande, qui paie le plus, a l'oreille un peu dure et rejettera le tout sur l'alliance avec le canton de Berne, qu'on regarde comme très-puissant et aussi comme fort intéressé, ainsi que les autres cantons protestants, à ce que Genève ne se rende pas sous l'obéissance de la France ou de la Savoie [1].

Quoi qu'il en soit, Turrettin partit le 3 mai 1661 accompagné de son frère Bénédict qui remplissait auprès de lui les fonctions de secrétaire.

Les instructions qu'on lui remit, fort longues, fort minutieuses, lui enjoignaient en définitive d'exposer la nécessité, pour Genève, de faire exécuter des travaux de fortifications et l'impossibilité d'y pourvoir à elle seule; de demander l'autorisation de faire une collecte dans les Provinces-Unies. Si la collecte n'était pas accordée, il devait prier qu'on voulût bien donner les 30,000 livres précédemment promises et plus s'il était possible.

Turrettin emportait avec lui plusieurs lettres du gouvernement et de la Compagnie des pasteurs [2]. Il en avait pour les Etats généraux et pour ceux de Hollande, pour M. d'Ommeren, etc. Il en avait pour la princesse douairière et même pour le jeune prince d'Orange, alors âgé seulement de dix ans et demi; le Petit Conseil profitait de l'occasion pour lui faire un compliment de condoléance sur la mort de sa mère, la princesse royale, décédée à Londres au commencement de l'année 1661.

[1] Une copie de la lettre dont on vient de voir la substance et qui est datée du 14 avril se trouve, ainsi que la plupart des pièces relatives à cette députation, dans le dossier n° 3397 des *Portefeuilles des pièces historiques.*

[2] On trouvera dans l'Appendice, sous les n°s 8 et 9, les lettres adressées aux Etats généraux par le Conseil et par la Compagnie.

Il passa par l'Allemagne où il obtint facilement diverses recommandations pour les Provinces-Unies. Il arriva le 24 à Harlem, le 25 à Utrecht et le 26 à Amsterdam, visitant dans chacune de ces villes quelques personnages influents, et se trouvait à La Haye le 30 mai, soit le 9 juin, suivant le calendrier ordinaire.

Voici sa première lettre :

Magnifiques et très-honorés Seigneurs. Aiant esté jusques à présent en voiage, je n'ay pas creu qu'il fust nécessaire d'importuner Vos Seigneuries par mes lettres, attendant d'estre au lieu où je me devois rendre pour leur donner quelques nouvelles de l'affaire qu'ils m'ont fait l'honneur de me confier. A présent que Dieu m'a fait la grâce de me conduire heureusement ici, je ne manquerai pas de leur faire part de tout ce qui s'y passera, et quoique dès le peu de jours que je suis ici je n'y aie pas peu encores beaucoup avancer, je ne laisserai pas de faire sçavoir à V. S. selon mon devoir tout ce que j'ay fait. D'abord que suis arrivé ici à La Haye, où les ordres de V. S. m'obligeoient de me rendre à droiture, je n'ay pas manqué d'aller voir incontinent Monsieur Van Ommeren à qui j'estois adressé, pour prendre son advis dans la conduite de nostre affaire, et lui aiant rendu les lettres de V. S. et communiqué mon dessein, il m'a tesmoigné d'estre fort obligé à l'honneur qu'elles lui faisoient, qu'il prenoit fort à cœur nos intérests et que quoique la conjoncture où l'on se trouvoit à présent rendist nostre négociation plus difficile, à cause des affaires de Portugal et de l'Angleterre qui donnera beaucoup d'appréhensions, il ne laisseroit pas d'y servir autant qu'il pourroit par son crédit et par celui de ses amis, ce que je vois aussi qu'il fait avec beaucoup d'affection. Et comme il m'a indiqué quelques-uns des principaux membres de l'Assemblée de Messieurs les Estats Généraux qui ont beaucoup de pouvoir et qui sont des plus zélés, et qu'il a trouvé bon que je les visse d'abord et mesmes si j'avois des blancs-signés que j'en remplisse quelques-uns pour les leur présenter de la part de V. S., suivant son conseil j'en ai desjà rempli quatre et en ai rendu trois, celui pour qui j'avois dressé le quatriesme n'estant pas à présent à La Haye. Tous ces Messieurs à qui j'ay présenté ces lettres se sont senti fort obligés de l'honneur que V. S. leur font et m'ont tesmoigné beaucoup de bonne volonté et d'affection pour nostre

Estat. Néantmoins quand je suis venu à toucher en particulier le moien de la collecte que V. S. me chargent de demander, ils y ont trouvé de grands obstacles, et les mieux intentionnés pour nous, qui sont Messieurs de Zélande, m'ont dit franchement qu'ils ne croioient point que la chose pust passer; qu'outre qu'elle n'estoit pas fort honorable pour nous, il y avoit tant de conséquence qu'ils appréhendoient fort qu'on ne la voulust pas permettre, comme on la refusée depuis peu à divers qui estoient en plus mauvais estat que nous, et que quand on la permettroit, ils ne croioient pas qu'on en tirast ce qu'on pouvoit s'en promettre, veu que les peuples ne voiant point de danger ni de calamité présente, n'y seroient pas fort disposés. Monsieur de With, Pensionaire de la Province de Hollande, qui y est sans doute le plus puissant et presque dans tout l'Estat, m'en a dit à peu près autant, quoi que d'ailleurs il ait promis de nous favoriser. J'ay veu aussi quelques autres de ces Messieurs qui tombent dans ce sentiment. Ainsi V. S. peuvent bien croire que je ne suis pas sans de grandes difficultés et appréhensions, prévoiant desjà que si on veut presser la collecte, on s'expose quasi infailliblement à un refus qui seroit et honteux et préjudiciable à nôtre Estat. Je tascherai pourtant de faire tout mon possible pour surmonter ces obstacles, et à n'oublier rien de ce qui peut estre nécessaire pour bien acheminer l'affaire si Dieu le veut. Je n'ay pas encor demandé audience de MM. les Estats Généraux, désirant auparavant voir s'il est possible, les principaux de l'Assemblée en particulier. J'ay trouvé ici à mon arrivée MM. les Estats de Hollande extraordinairement assemblés avec MM. les Estats de Zélande qui sont venus ici en corps pour conférer ensemble touchant les affaires de Portugal, et voir si on pourra trouver quelque moien d'accommodement, à quoi il semble que MM. de Zélande qui y sont les plus intéressés ne veulent pas entendre. Si je puis me prévaloir de cette occasion pour faire proposer mon affaire à MM. les Estats de Hollande, de qui, sans doute, dépendra principalement la résolution qu'on devra prendre, je ne manquerai pas de le faire après avoir eu audience de MM. les Estats Généraux; mais je crains qu'ils ne se séparent auparavant, outre que n'estant députés que pour cette seule affaire, ils n'ont point de pouvoir de délibérer sur d'autres, mais seulement de la rapporter en leurs provinces. Je commence à voir par là que les négociations sont fort longues ici et sur tout celles qui sont de la nature de la nostre, où il faut l'unanimité du sentiment de toutes les Provinces et de toutes les villes de chaque Province, pour pouvoir résoudre quelque chose. V. S. doivent cependant estre persuadées, s'il leur plaist, que je ferai toutes

les diligences possibles pour l'accélérer autant que Dieu m'en donnera les moiens. Je ne manquerai pas de les informer ponctuellement dans la suite de tout ce qui se passera. Ce qu'attendant, je prie Dieu de tout mon cœur qu'il tienne V. S. et tout vôtre Estat toujours en sa sainte garde, qu'il préside en vos conseils et qu'il fasse réussir tous vos bons desseins à sa gloire et au bien de l'Estat. Je suis avec tout le respect dont je suis capable, magnifiques et très honorés seigneurs de V. S., le très humble et très obéissant citoyen et serviteur. F. Turrettin.

A La Haye, ce 14/4 juin 1661.

On le voit, le professeur François Turrettin reçut le meilleur accueil à son arrivée en Hollande ; les mêmes assurances d'intérêt qu'on avait témoignées à son père, quarante ans auparavant, lui furent répétées. Mais si ces marques de bienveillance envers sa patrie devaient lui être agréables, il comprit tout de suite que l'idée d'une collecte dans les Provinces n'avait pas chance d'être admise. C'était pourtant ce que ses instructions lui enjoignaient de presser en premier lieu. Il se trouva donc fort embarrassé. A la distance où il était de Genève et avec la lenteur des moyens de communication, il ne savait trop quel parti prendre. Il craignait, s'il s'attachait strictement aux ordres qu'il avait reçus, de s'attirer un refus qu'il aurait considéré comme peu honorable pour ses commettants ; d'autre part il voyait la convenance de solliciter sans retard une audience des Etats généraux afin de profiter ensuite de ce que les Etats de Hollande et de Zélande étaient aussi réunis pour se présenter devant eux. Il se décida le 16 juin (nouveau style) à demander l'audience : elle lui fut aussitôt accordée pour le lendemain à midi. Il se promit en même temps de suivre l'avis de ses amis, c'est-à-dire, de se tenir dans des termes généraux, et de ne point parler de collecte, se réservant de s'expliquer plus complétement devant des commissaires.

« Je ne dois pas oublier, dit-il, dans une lettre écrite le 21 juin, de faire relation à V. S. de la manière de ma réception, afin qu'elles voient

l'honneur qu'on a fait à nôtre Estat. Messieurs de l'Assemblée m'aiant envoié quérir dans un de leurs carrosses, par leur Agent et fait recevoir au haut de l'escalier par deux de leur Corps députés à ce sujet, qui me conduisirent dans la sale du Conseil, où se rencontrèrent aussi Messieurs les Estats de Zélande qui estoient venus ce jour là dans l'Assemblée pour conférer de quelques affaires. Estant là, on me fit incontinent asseoir vis-à-vis de M. le Président et couvrir. »

Cette question d'étiquette avait naturellement de l'importance aux yeux de notre député. C'est après délibération qu'on avait adopté pour lui le cérémonial usité à l'égard des envoyés des Etats souverains.

Etant ainsi régulièrement introduit et convenablement placé, il prononça le discours suivant :

Très Hauts et Très Puissans Seigneurs. Quoy què l'esclat de ceste auguste Assemblée devant laquelle j'ay l'honneur de paroistre aujourd'huy me donne juste sujet de craindre, néantmoins la persuasion que j'ay de la bonté que Vos Altesses tesmoignent à ceux qui s'adressent à elles, et l'affection cordiale qu'elles ont tousjours porté à la République et à l'Eglise au nom de laquelle j'ay à leur parler, me font espérer qu'elles escouteront favorablement les choses que j'ay ordre de leur représenter.

C'est en ceste confiance, Très Hauts et Très Puissans Seigneurs, que je prens la liberté de me présenter devant V.V. A.A. pour leur faire entendre que Messeigneurs les Syndics et Conseil de la République de Genève m'ayant fait l'honneur de me députer vers elles, comme elles verront par les lettres de créance que j'ay présentées de leur part à M. le Président. Ils m'ont donné charge expresse devant toutes choses d'asseurer V.V. A.A. de la continuation de leurs profonds respects et des vœus qu'ils font à Dieu sans cesse pour le parfait et constant bonheur de leurs florissants Estats.

Et de vray, si toutes les Eglises Réformées considérans l'importance de ces belles Provinces, et le grand avantage que la cause de Dieu qu'elles soustiennent si puissamment, reçoit de leur zèle et de leur piété, sont obligées de faire des prières continuelles au Seigneur pour leur glorieuse subsistance, celle de Genève y est sans doubte engagée plus que toutes les autres, puisqu'outre ces considérations générales et communes, elle en a

tant de particulières qui ne lui permettent pas de s'en dispenser sans se rendre coulpable d'ingratitude, aiant ressenti dès longtemps les effects singuliers de leur sincère affection et de leur charitable bénéficence. Aussi puis-je bien dire, T. H. et T. P. S., que si sa foiblesse ne lui a pas permis de vous en tesmoigner ses justes ressentimens, autrement que par des remerciements très humbles qu'elle réitère encor par ma bouche, elle en conserve néantmoins très précieusement la mémoire, et qu'elle n'oubliera jamais tout ce qu'elle doit de reconnoissance, d'honneur et de service pour toutes les faveurs qu'elle a receu de V.V. A.A. Elle voit avec admiration les grandes merveilles que Dieu a faites dans leurs puissans Estats, comme les ayants tirés par main forte et par bras estendu d'une dure servitude et les ayant fait passer par une mer rouge de calamités, il les a eslevés entre les puissances les plus considérables de la Chrestienté. Elle regarde avec ravissement de joye la glorieuse paix qu'il leur a donnée après la fascheuse guerre qu'elles ont soustenue si long temps avec tant de courage, et les riches et abondantes bénédictions qu'il y a espandu jusques à présent et qu'il y espand encores. Elle ne cesse point de supplier sa Divine Majesté de leur rendre de si grands biens constans et perpétuels. Elle luy demande tous les jours que ce grand Dieu qui a esté jusques à présent leur soleil et leur bouclier, continue tousjours à les accompaigner de sa grâce et à les favoriser de sa protection, afin qu'ils soient tousjours l'object de son amour, la terreur des meschans et la consolation des fidèles.

Et comme mesdits Seigneurs sont persuadés que V.V. A.A. ont des inclinations envers eux aussi favorables qu'avoient leurs généreux Ancestres, comme ils en ont eu encor naguères diverses preuves bien expresses et particulièrement par les asseurances réitérées que leur en donna de la part de V.V. A.A. le très excellent seigneur Monsieur Van Ommeren, ci-devant leur député pour l'affaire des pauvres Vaudois durant le séjour dont il a honoré nostre ville, ils ont creu qu'elles n'auroient pas désagréable les représentations qu'il m'ont ordonné de leur faire pour verser dans leur sein les divers travaux, dangers et nécessités qui les pressent, et requérir de leur faveur quelque soulagement et quelque assistance.

Je n'ay pas besoin de représenter à VV. AA. la condition de la ville de Genève. Je me persuade que selon la grande lumière qu'elles ont, elles cognoissent assés qu'elle en peut estre l'importance aussi bien que la foiblesse. Elles sçavent sans doute que depuis que Dieu l'a honorée de sa conoissance et qu'il y a establi la pureté de son service, elle n'a pas manqué d'estre exposée à la fureur du diable et du monde. La Cour de

Rome, dans les desseins qu'elle a dès longtemps d'extirper la Religion Réformée, l'a tousjours considérée pour un des principaux objets de sa rage et de son animosité, comme elle a regardé avec un desplaisir extrême sa subsistance miraculeuse. Elle n'a cessé de brasser contre elle mille machinations, comme les diverses entreprises qui ont esté formées de temps en temps et descouvertes par la providence de Dieu le justifient assés.

Et quoi que Dieu qui s'est monstré jusques à présent d'une façon si merveilleuse nostre Protecteur et notre Garand n'ait pas permis que les armes forgées contre nous vinssent à bien et que, dissipant les divers orages qui sembloient devoir fondre sur nous, il nous ait fait subsister par un miracle de sa bonté et de sa puissance dont nous ne sçaurions assés luy rendre de louanges et d'actions de grâces, nous n'avons pas laissé de voir et de reconoistre visiblement que la mauvaise volonté de nos ennemis duroit tousjours et s'augmentoit au lieu de diminuer, et qu'ils n'espioyent que l'occasion favorable de nous perdre pour triompher, s'il estoit possible, de la vérité par nostre destruction et ériger les trophées de l'idole sur le tombeau de nos ruines.

Nous avons d'autant plus de subject de l'appréhender que, dans le temps où nous sommes, auquel on voit la superstition redoubler ses efforts plus que jamais contre l'Eglise du Seigneur, nous n'en avons veu que trop d'acheminements, mesmes tout fraischement la dernière année par les bruits constans qui furent espandus de tous costés de nostre destruction prochaine, comme nous ne doutons pas qu'ils ne soyent parvenus aux oreilles de VV. AA. Ces pernicieux desseins, qui ne nous sont que trop cogneus, ont tenu et tiennent la ville en de grandes et continuelles appréhensions, et l'ont obligé après la protection du Ciel qu'elle a tousjours recerché par ses prières et dans laquelle elle met toute sa confiance, de jetter aussi les yeux sur les légitimes moyens humains que Dieu luy met en mains pour sa conservation, et surtout pour se mettre en quelque estat de défense, de travailler comme il a esté jugé absolument nécessaire à une meilleure et plus régulière fortification, à quoy nous avons mesmes esté puissamment exhortés de près et loin par tous ceux qui s'intéressent à nostre conservation, pour n'attendre pas l'extrémité qui ne nous permettroit pas de le faire.

Nous avons jusques à présent contribué tout ce qui estoit de nos forces pour avancer cest ouvrage, et du public et des particuliers; mais comme c'est un travail de longue haleine et qui demande une grande et extraor-

dinaire despense (comme VV. AA. le peuvent sçavoir assés), nous sommes obligés de leur dire que nous trouvans desjà espuisés par les grandes despenses qu'il nous y a fallu faire, outre celles que nous avions desjà faites ci-devant pour les nécessités de l'Estat, nous nous voyons dans l'impuissance totale de pouvoir venir à bout de ce dessein, aussi bien que de pourvoir à diverses autres nécessités très urgentes, si nous ne sommes assistés de quelque secours estranger, nostre petit revenu ne suffisant pas à beaucoup près à porter les charges ordinaires de nostre Estat.

C'est pour ceste considération et pour garantir leur conduite de toute sorte de blasme et de reproches, que mes dits Seigneurs se sont enfin disposés, aux instantes supplications de leur peuple, de recercher la favorable assistance de ceux qui nous font l'honneur de s'intéresser à nostre conservation, et surtout, dans la confiance qu'ils ont en la bonté de VV. AA., de recourir à leur générosité et charité pour obtenir quelque soulagement en leur nécessité, selon le très grand pouvoir qu'il a pleu à Dieu de leur mettre en main.

C'est là, T. H. et T. P. S. le sujet de ma députation vers VV. AA., et j'ose espérer du grand zèle qu'elles ont tousjours fait paroistre au service de Dieu et au soulagement des Estats évangéliques, domestiques de la foy, surtout de la singulière affection dont elles ont tousjours honoré celuy de Genève, qu'elles jugeront sans doute n'estre pas d'une petite importance; j'ose, dis-je, espérer qu'elles auront la bonté d'escouter favorablement les prières de tout ce peuple qui leur parle par ma bouche et de nous faire trouver des cœurs et des mains ouvertes pour nostre soulagement.

J'aurois à adjouster beaucoup d'autres choses pour justifier à VV. AA. la justice de nos appréhensions et la grandeur de nos nécessités. Mais craignant d'abuser de leur patience et de leur dérober des momens qui leur sont précieux et qu'elles employent si utilement pour le bien public, je me contenterai de les supplier très humblement qu'il leur plaise de députer telles personnes de cest illustre Corps que VV. AA. trouveront à propos, afin que je puisse les informer plus particulièrement de nostre estat et de nos besoins et de plusieurs choses importantes qui concernent la conservation de nostre ville et le bien de la cause commune, et qu'ensuite suivant leur rapport, il plaise à VV. AA. nous donner une favorable résolution en nous accordant, par les moyens qui seront indiqués, la grâce que nous leur demandons.

Cependant, VV. AA. me permettront de dire que c'est avec beaucoup de desplaisir que Genève se voit contrainte d'importuner de nouveau

VV. AA., et je puis bien dire avec vérité que l'une de ses plus sensibles afflictions est d'estre si souvent nécessitée de recourir à ses amis et d'importuner par ses demandes ceux qu'elle désireroit de tout son cœur pouvoir reconoistre par ses services.

Mais comme elle voit croistre tous les jours ses besoins et ses nécessités, et qu'elle sçait que la haine du monde n'a point d'autre fondement que la Religion qu'elle embrasse et l'Evangile de Christ dont nous ne devons point avoir de honte, pour l'amour de luy elle supporte doucement les chagrins qu'elle a de se voir réduite en cest estat, et se persuade tant de la faveur et bienveillance de ses frères, que la haine excessive que le monde luy porte sera récompensée par leur sincère et véritable charité, et qu'ayant l'avantage d'estre unie avec eux par les liens d'une mesme foy et d'un mesme esprit, elle trouvera aussi de la sympathie à ses maux, et des cœurs et des affections ouvertes en charité.

D'ailleurs elle espère qu'on fera quelque considération d'une ville et d'une Eglise qui a tant contribué pour l'œuvre admirable de la Réformation et dont la conservation est bien importante à tout le bon parti, que Dieu a tant honorée que de la rendre la mère et la nourrice de plusieurs autres Eglises, qui a servi de pépinière et de séminaire pour eslever quantité de belles plantes pour le jardin du Seigneur, qui est comme la clef et le boulevard de la Suisse Réformée, et qui sert dès long temps pour une retraite et un asyle à une infinité de pauvres fidèles persécutés qui y sont venus de tous costés pour y trouver quelque abri et quelque consolation, ayant esté establi pour cest effect des Eglises en son enceinte de plusieurs langues et nations Voyant donc combien d'intérest toutes les autres Eglises ont à sa conservation, elle a creu estre obligée en conscience de descouvrir de bonne heure à ceux qui luy font l'honneur de l'aimer l'estat de sa nécessité tandis qu'on peut y remédier, de peur d'encourir le juste reproche qu'on luy pourroit faire si, par une honte taciturne, elle laissoit tomber ses afflictions en un estat incurable et désespéré.

Mais pour ne s'arrester pas à présent sur ces considérations qui pourront estre plus amplement déduites ailleurs, Genève fonde sa demande principalement sur la bienveillance spéciale de V. V A. A. qui ayant daigné avoir souvenance d'elle en divers rencontres, ne l'oublieront pas sans doubte en celuy-ci qui lui est des plus importants, et couronneront tant de faveurs passées par de nouveaux effects de leur bénéficence pour prévenir de bonne heure le malheur que nous appréhendons, qui autrement est

humainement inévitable et quelles ne pourroient pas voir sans doubte sans un indicible regret.

« Comme V. V. A. A. ont sceu ce que c'est que d'estre en destresse par les espreuves par lesquelles Dieu les a fait passer, elles ont aussi appris ce que c'est que d'avoir compassion des misérables et d'estre malades par la froissure de Joseph en communiquant aux nécessités des saints. Dieu qui leur a donné les richesses de la mer, l'abondance du peuple, grand nombre de belles et de puissantes villes et tant d'autres avantages qui les rendent aujourd'huy si considérables dans le monde, les a voulu aussi rendre organes de sa bonté pour l'appuy et le soustien des foibles, comme des sources publiques qui ont fourni abondamment les eaux de rafraischissement et de consolation aux nécessiteux. C'est une couronne de gloire que Dieu a donné à cest Estat non seulement d'avoir le pouvoir de bien faire, mais d'en avoir aussi la volonté et de s'y porter généreusement. La charité de V. V. A. A. aussi bien que leur foy est renommée par tout le monde. Les Roys, les Princes, les Estats et les Républiques, ceux-là mesmes qui sont esloignés de pays et séparés de religion n'en ont pas esté frustrés. Il n'y a presque point d'endroit dans la Chrestienté où vous n'ayés jetté les bénites semences de vos libéralités et où vous n'ayés fait passer les effects de vos bénéficences : l'Allemaigne, l'Irlande, la Poloigne et d'autres provinces, l'ont assés expérimenté, et nos pauvres frères Vaudois qu'elles ont eu la bonté de soustenir et de retirer par manière de dire du tombeau par leur prompte et abondante subvention, en ont eu de trop grandes preuves pour ne confesser pas que leurs charités sont sans exemple, et qu'elles n'ont pas moins de plaisir et de satisfaction à assister les autres qu'à se maintenir elles-mesmes.

« Genève se persuade qu'elle ne sera pas en moindre considération, estant si estroitement conjointe par les liens d'une mesme foy ; et d'autant plus a elle de suject de le croire que les expériences du passé lui doivent faire bien espérer pour l'avenir, et que V. V. A. A. s'estans desjà si obligeamment intéressées pour sa conservation, ne laisseront pas ceste bonne œuvre imparfaite et voudront avoir la gloire qui leur sera légitimement deue d'estre, après Dieu, les principaux instrumens de sa subsistance.

« C'est l'asseurance de ceste bonté toute particulière qui la fait recourir à V. V. A. A. pour les conjurer par leurs propres affections, par les liens inviolables de la foy et de la charité qui nous unissent les uns avec les autres et par le sacré et glorieus nom de nostre commun Seigneur et

Sauveur, de faire réflexion sur ces prières pour luy faire l'effect de leur bienveillance.

« Ce que V. V. A. A. feront pour elle sera un sacrifice de bonne senteur devant l'Eternel, une semence sainte et un levain de grâce qui, au lieu d'amoindrir leurs facultés, les augmentera : Dieu, pour l'amour duquel elles l'auront fait, en sera luy mesmes le rémunérateur et fera multiplier le fruict de leur justice en bénédiction sur cest Estat. Pour Genève, véritablement elle ne peut pas offrir des récompenses du monde pour sa reconoissance, ni des réciproques devoirs en esgale mesure. Mais bien peus je dire en asseurance, Très Hauts et Très Puissans Seigneurs, qu'elle offre de très bon cœur à V. V. A. A. les plus vives et plus intimes affections de tout son Peuple, qui conservera inviolablement le souvenir de ceste faveur et ne laissera point passer d'occasion de leur en tesmoigner ses justes reconoissances. Mais surtout elle continuera à présenter à Dieu sans cesse ses vœus et ses prières ardentes et en public et en particulier afin qu'il luy plaise d'affermir par sa bonté le reigne de son fils en ces Illustres Provinces, y conserve l'union et la paix dans l'Estat, qu'il rende tousjours plus florissantes ces belles Eglises, accroisse tousjours la gloire et la prospérité de ces Puissans Estats, et qu'il bénie de plus en plus V. V. A. A. de toutes ses bénédictions temporelles et spirituelles, faisant prospérer leurs bons desseins et leurs sages conseils à la gloire de son grand nom et à la consolation de ses fidèles.

« Ce sont les vœus et les souhaits ardens de Messeigneurs de toute la République et Eglise de Genève dont j'ai charge de leur faire la protestation, réitérant à Vos Altesses les asseurances de leurs profonds respects et de leur très humble service. »

Cette harangue, dans laquelle on reconnaît le prédicateur, fut écoutée avec attention. Le Président, M. Krick, de la province d'Over-Yssel, ne parlant pas français, répondit en latin, que MM. les Etats avaient entendu la proposition et qu'ils en délibéreraient. Après quoi le député fut reconduit avec le même cérémonial suivi pour son entrée. Des Commissaires furent nommés, et à leur tête M. d'Ommeren.

Le 18 juin, Turrettin fit une visite à l'ambassadeur de France, M. de Thou, qui le reçut fort bien et assura qu'il avait

ordre de l'aider de ses bons offices. L'ambassadeur ajouta quelques remarques sur le pays où ils se trouvaient; il dit que MM. les États n'ayant pas de chef, on a beaucoup de peine à négocier avec eux, et que ce sont des gens qui prennent facilement les impressions qu'on leur donne.

Le 19, qui était un dimanche, Turrettin prêcha; plusieurs des membres des Etats assistèrent à son sermon.

Notre député avait espéré obtenir une audience des Etats de Hollande, aussitôt après celle des Etats généraux, mais elle fut renvoyée d'une semaine et il profita de ce temps pour visiter quelques membres de l'assemblée de la province de Hollande, comme le Grand Pensionnaire de Witt, M. de Nieubourg, l'amiral d'Opdam, etc.

Le 22, à midi, il apprit que le Pensionnaire avait demandé audience pour lui et qu'elle était fixée au lendemain. Quoiqu'il eût à préparer un discours, il continua ses visites. Le 23, il fut appelé à une conférence avec les Commissaires : il leur parla d'une collecte, puis leur remit un mémoire et une copie de sa première harangue. Les Commissaires lui adressèrent diverses questions sur la nature des ouvrages que le gouvernement de Genève se proposait d'élever, sur ce qu'on avait déjà exécuté et sur ce qu'on avait dépensé. Il répondit de son mieux, expliquant que ce qui était fait coûtait déjà plus de 50.000 écus, sans compter que le peuple avait contribué de son travail. Les Commissaires promirent de faire un rapport aux Etats.

Deux heures après son retour au logis, Turrettin dut suivre l'Agent des Etats de Hollande qui le conduisit à l'Assemblée, de la même manière qu'on l'avait mené aux Etats Généraux.

Ici, nouvelle harangue, plus longue que la première, mais généralement dans le même genre. On y remarque toutefois une plus grande pompe de langage :

« Genève ne peut pas cacher la joye et la satisfaction extraordinaire qu'elle en a tousjours receu d'apprendre les graces excel-

lentes dont Dieu a favorisé cette Illustre Province et les glorieuses merveilles qu'il a fait en sa faveur, l'ayant si hautement annoblie par les exploits extraordinaires de sa puissance, qu'elle a esté véritablement mise en un estat renommé sur la terre et comme une puissante digue que Dieu a eslevé au milieu de la mer orageuse de ce monde, pour arrester les flots et les eaux bruyantes et impétueuses de l'Ante-Christ, comme d'une couppe d'étourdissement pour confondre les adversaires et comme un appuy très grand et très considérable pour le soutien et la consolation des foibles et surtout de ceux qui aiment le Seigneur Jésus... Genève est un lieu lequel Dieu a le plus honoré par sa miséricorde, l'ayant rendu l'habitacle de son arche et le dépositaire de ses saints oracles. Il a esté aussi l'un de ceux que le diable a le plus hay et persécuté, et contre lequel on a brassé mille et mille machinations... » Il y a avantage à la soutenir, « non seulement parce que c'est une république libre et souveraine que ses amis ne doivent pas laisser opprimer, mais encor parce que sa situation est si advantageuse qu'elle est comme le centre et le milieu entre plusieurs royaumes et estats puissans, comme une clef et un rempart de la Suisse, et que venant à estre abandonnée, elle tire après soy infailliblement la perte de plusieurs autres. C'est comme une digue qui estant une fois percée ou rompue, l'innondation passeroit bientost plus avant. »

L'orateur se montre plus communicatif qu'aux Etats généraux :

« Elle (Genève) sçait que tout ce qu'elle a de fortification sont fort imparfaittes et irrégulières, qui ne sçauroient la garentir d'une surprise, beaucoup moins d'un siége formé, une grande partie de la ville estant encore presque toute à descouvert et sans deffence.... Divers ouvrages ont esté jugés absolument nécessaires.... C'est à cela qu'on s'est desjà occupé les années passées et qu'on travaille encor journellement avec beaucoup de

chaleur, chaque membre de l'estat, soit magistrat, soit pasteurs, citoyens, bourgeois et habitans ne s'épargnans point dans une si bonne œuvre. On a fait tout ce qu'on a peu pour avancer l'ouvrage, on a tiré du publicq, on a cottisé les particuliers indifféramment et sans exception, on a doublé la pluspart des imposts, etc. »

Et revenant à la Hollande :

« C'est vous H. et P. Seigneurs qui tenés le grand ressort et qui estes comme le premier mobile de tout ce puissant Estat. V. V. A. A. servent de modelles et d'exemples à tous les autres et s'il leur plaist d'escouter favorablement nos remonstrances, comme nous les en supplions, nous sommes asseurés que nous n'aurons point de peine ny de difficulté à obtenir ce que nous demandons. ».....

Cette assistance, « nous ne la demandons pas pour des estrangers ou des barbares qui leur soyent tout à fait incognus et qui n'ayent point de liaison avec eux, nous la demandons pour des frères et des frères qui les touchent de si près et qui les affectionnent si tendrement. Nous ne la demandons pas de gayeté de cœur et sans suject, mais contrains par une indispensable nécessité et ne voyans point de moyens de secours ailleurs. Les autres amis qui nous affectionnent et qui nous sont voisins ayant assez à faire aujourd'huy chez eux sans penser à autruy. Nous ne leur demandons pas pour leur estre à charge ny pour amoindrir de beaucoup leurs facultés, puisque l'Ecriture nous enseigne que la Charité est une semence sainte qui fait multiplier nos biens et nous apporte une grande et abondante moisson. Nous demandons seulement qu'un petit ruisseau de leur belle et claire source découle jusques à nous pour arrouser nos sécheresses. Nous demandons que V. V. A. A. permettent que nostre petit esquif qui va flottant au grez des vents et est en danger à tout coup de faire naufrage soit attaché par quelque

cordage à vostre grand et puissant vaisseau. Ce qui n'ébranlera pas le grand, mais soulagera bien le petit. »....

Puis, se rappelant qu'il parle devant les députés d'une province renommée par sa charité, il y trouve des motifs pour espérer, et il s'écrie : « Non certainement je n'en doutte point maintenant et il me semble qu'en contemplant les visages aimables et gracieux de V. V. A. A., que je puis desjà lire dans leurs cœurs les bonnes inclinations qu'ils ont pour nous et la response favorable qu'ils se préparent à nous donner... Vos Altesses obligeront en cela non des oisifs et des ingrats *qui sibi secordes aliis graves vivant*, mais un peuple qui recognoistra éternellement cette faveur et qui fait tous ses effors pour se maintenir de luy mesme pour n'estre plus à charge, s'il est possible, à ses amis.... »

Lorsque le député genevois eut terminé son discours, de Witt lui répondit que les Etats de Hollande avaient toujours eu beaucoup d'inclination pour la ville de Genève, qu'ils avaient tâché de le montrer en toutes occasions et qu'ils ne manqueraient pas de le faire paraître encore en celle-ci ; qu'ils examineraient sa demande et lui feraient savoir la réponse.

Dès le lendemain, en effet, on s'en occupa : la collecte fut repoussée, pour plusieurs motifs et en particulier comme n'étant honorable ni pour la Hollande ni pour nous. Il fut décidé de nous donner un subside de 50,000 florins, à payer par les provinces.

Turrettin fut surpris d'une si prompte résolution ; mais il apprit que le Pensionnaire s'était hâté parce que l'Assemblée devait se séparer le même jour.

Voyant l'idée d'une collecte rejetée par la Hollande, il commença à en désespérer ; il continua cependant à la recommander, et il chercha à obtenir au moins une augmentation dans le subside. Il comptait sur l'effet produit pas les détails dans lesquels il était entré auprès des commissaires des Etats

généraux. Ceux ci firent leur rapport le 27 juin, et l'Assemblée en délibéra le 28. La province de Gueldre proposa de porter le subside à 75,000 florins, les autres provinces se rangèrent à cet avis ; la Hollande seule fit d'abord quelque difficulté et finit par céder. Ce n'était encore qu'une résolution préparatoire ; il fallait qu'elle fût approuvée par toutes les Provinces, et le Conseil d'Etat leur adressa à cet effet une pétition datée du 8 juillet [1].

Dans l'intervalle, Turrettin prit le parti de se rendre dans les principales villes des Provinces pour recommander lui-même son affaire, et cela d'après le conseil du Grand Pensionnaire. Il commença par celles de la Hollande. A Amsterdam il eut audience des Bourgmestres auxquels il remit une des lettres qu'il avait en blancs-signés. Le président, M. Scaap, lui répondit que Messieurs de Genève ne s'étaient pas trompés dans la bonne opinion qu'ils avaient d'eux, qu'ils avaient toujours considéré Genève comme une ville importante surtout pour la religion, et qu'ils contribueraient de tout ce qu'ils pourraient pour sa conservation.

Il visita successivement un grand nombre des villes des provinces et fut partout bien accueilli. Il ne négligea pas la famille des princes. C'est ainsi qu'il alla voir le jeune prince à Leyde et la princesse douairière à Turhout en Brabant. La veuve de Frédéric-Henri lui dit qu'elle savait que Genève avait toujours aimé la maison d'Orange et prié pour elle, qu'elle pouvait assurer que les princes d'Orange l'avaient aussi toujours fort affectionnée et qu'elle ne manquerait pas de faire ce qui dépendrait d'elle en cette occasion. Plus tard il vit aussi Guillaume-Frédéric de Nassau, gouverneur de la province de Frise, qui parut également fort bien disposé.

Il revint à La Haye, continua ses sollicitations, et présenta un mémoire aux Etats de Hollande le 2 août; puis apprenant

[1] Appendice, nº 10.

que la ville de Rotterdam faisait opposition, il s'y rendit. Enfin le 22 l'affaire fut de nouveau discutée aux Etats généraux, où les provinces de Gueldre, de Groningue et d'Utrecht firent encore attendre leur consentement, qui arriva au bout de quelque temps.

Dès ce moment, Turrettin désira revenir à Genève et le demanda plusieurs fois à ses chefs, mais notre Petit Conseil lui donna l'ordre de rester jusqu'à ce qu'il eût retiré la somme promise. Dans ses lettres, il se montre uniquement occupé de sa négociation ; il raconte successivement les délais qu'elle éprouve; il réclame des remercîments officiels pour le Grand Pensionnaire de Witt. Il ne donne aucune nouvelle relative aux événements du temps, et s'il sort du sujet qui le préoccupe, c'est pour exprimer son impatience de reprendre ses occupations ordinaires et ses études; c'est encore pour témoigner le chagrin qu'il a éprouvé en apprenant la mort d'un magistrat, l'ancien syndic Mestrezat et celle d'un de ses collègues, Antoine Léger, professeur à la faculté de théologie et pasteur de l'église italienne. A cette occasion il parle à ses « magnifiques et très honorés seigneurs » de notre Académie, et cherche à leur montrer « combien il importe de la fournir de personnes capables et bien méritantes qui puissent y travailler avec fruit et en soustenir et accroistre la réputation, afin que comme elle a esté cidevant un des principaux ornemens de leur ville et qui la fait considérer avec vénération par toutes les églises comme une pépinière sainte pour eslever des plantes au Seigneur, elle puisse encore servir ci-après à cette bonne œuvre avec sa bénédiction. » Il s'afflige ensuite de ce que la petite église italienne se trouve « à présent sans pasteur et sans exercices, et en danger de se dissiper s'il n'y est pourveu promptement. »

Ce ne fut qu'au milieu du mois de décembre que l'argent de toutes les provinces fut fourni à La Haye, en mains du receveur général, et le 25 du même mois Turrettin obtint du Conseil d'Etat un ordre adressé à ce fonctionnaire de lui remettre la

somme. Quand il l'eut obtenue, il déposa à la banque d'Amsterdam 70,000 florins qui parvinrent ensuite à Genève, le reste paya les frais de la députation.

Turrettin fut encore admis dans l'Assemblée des Etats généraux, le 4 janvier 1662. Il y exprima, au nom de ses commettants, toute sa reconnaissance. « Ce n'est pas, dit-il, ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que Genève a reconu l'affection sincère que V. V. A. A. ont pour elle. Il y a lontemps qu'elle est en possession de recevoir des preuves réelles de leur amitié . . . . mais le tesmoignage que V. V. A. A. vienent de lui en donner encores tout fraischement par la libéralité qu'elles lui ont accordée, augmente encores de beaucoup le prix de ses bénéfices et le nombre de ses obligations. V. V. A. A. n'ont pas plus tost ouï la représentation de ses craintes et de ses nécessités, qu'elles ont ouvert et le cœur et les mains pour la soulager . . . . Que si, autresfois on a donné le nom d'Evergètes, je veux dire bienfaiteurs, à quelques princes, parcequ'ils faisoient volontiers des libéralités, on peut bien dire que si VV. AA. n'en portent pas le nom, elles en ont pourtant l'effet et la vérité, puisqu'elles se plaisent si souvent à bien faire. »

Le président répondit par des vœux pour notre Etat et pour l'heureux voyage du député.

Turrettin employa encore quelques jours à faire des visites à La Haye et dans d'autres villes des Provinces, puis il prit la route de Paris, où il se trouvait au commencement de mars.

Le 14 avril (ancien style) après une absence qui avait duré 11 mois et demi, il se présenta devant le Petit Conseil de Genève pour rendre compte de sa mission. Les résultats nous sont suffisamment connus.

Turrettin rapportait avec lui des lettres des Etats généraux, de ceux de Hollande et West Frise, de la princesse douairière et du prince Guillaume-Frédéric de Nassau [1]. On fit des réponses

[1] Voir les trois premières de ces lettres dans l'Appendice, nos 11 à 13.

convenables, et l'on écrivit aussi des remerciements à MM. de Witt, d'Ommeren, etc.

Notre gouvernement avait lieu d'être fort satisfait du résultat obtenu. Il donna à celui qui avait été chargé de cette négociation, une gratification de 300 écus, soit environ 1454 francs. Les travaux de fortification furent activés. On s'occupait alors de construire un mur pour soutenir le bastion situé derrière la Monnaie et qui prit le nom de *bastion de Hollande*[1]. Il fut décidé qu'on mettrait dans ce mur une inscription pour rappeler le don généreux des Provinces-Unies. Elle était ainsi conçue :

OPPUGNA OPPUGNANTES ME
EX MUNIFICENTIA CELSISSIMORUM
ORDINUM FŒDERATI BELGII, 1663[2].

Turrettin prêcha plusieurs fois en Hollande, et sa prédication fut goûtée, puisqu'on s'efforça de le retenir. On lui offrit une place de pasteur, d'abord à l'église wallone de Leyde, puis à l'église française de La Haye. Il répondit qu'il ne s'appartenait pas, étant au service de l'église et de l'Académie de Genève. Les Etats de Hollande et même les Etats généraux écrivirent à notre Conseil des lettres forts pressantes. On lit dans celle des Etats généraux, en date du 1er février 1662 : « Pendant le séjour que le sieur Turrettin a fait en cette ville, pour le service de vostre République, il y a donné de très signalées preuves, non seulement de sa suffisance en l'affaire pour laquelle il avait esté envoyé, mais aussy d'une rare piété et d'une très éminente doctrine. Ces deux dernières qualitez ont particulièrement paru aux sermons qu'il a faits dans l'église françoise de la ditte ville avec tant d'approbation et d'applaudissement de tous ceux qui sont capables de juger de l'un et de l'autre, que nous nous trouvons obligés de seconder les bonnes

[1] Depuis la destruction de nos fortifications, on a réservé, sur le même emplacement, une *rue de Hollande*.

[2] Gautier, *Histoire de Genève* (manuscrit des Archives), t. IX, p. 459.

intentions et les louables désirs que le consistoire de la même église a pour sa personne. Sa modestie, l'employ qu'il avait icy et l'attachement qu'il a à sa patrie, en plusieurs façons, ayant empesché l'ouverture qui lui en a esté faite, nous croyons devoir intervenir, etc. »

Cet homme éminent était trop nécessaire à Genève, pour que, malgré tout le désir qu'on devait avoir de ne point désobliger les Provinces, on pût se résoudre à renoncer à ses services. Il reprit donc son enseignement et toutes ses occupations habituelles. Quelques années plus tard, il eut encore à refuser une place de professeur que lui offrit l'université de Leyde, et après une vie extrêmement laborieuse [1] il mourut en 1687 à l'âge de 64 ans. Il s'était marié en 1669 [2] et laissa un fils, Jean Alphonse Turrettin, qui suivit la même carrière que son père et que son aïeul et la remplit avec une grande distinction.

En réunissant les principales pièces relatives aux deux députations envoyées, pendant le dix-septième siècle, dans les Provinces-Unies, pour solliciter des secours pécuniaires en faveur de Genève, et en les accompagnant de détails empruntés aux sources officielles, j'ai pensé contribuer à faire connaître les mœurs d'une époque pour l'étude de laquelle nous n'avons pas ici beaucoup de renseignements particuliers. Notre république,

[1] « M. Turrettin est un homme d'un grand sçavoir, mais qui lui coûte bon, puisque pour l'acquérir il lui a coûté les forces qu'il a perdues par un travail aussi assidu qu'on puisse porter. Il est né riche, cependant on ne voit rien en sa personne qui sente l'abondance, et comme son corps est abattu, son cœur a une humilité très-grande; il n'y a que sa charité laquelle montre qu'il a de l'abondance, en ce qu'il fait de grandes aumônes. » Burnet, *Voyage en Suisse et en Italie ès années 1685 et 1686*. Rotterdam 1687, p. 220.

[2] Toutes les lettres que le député de 1661 écrivit de Hollande au gouvernement de Genève sont signées *Turrettin;* dans son contrat de mariage, rédigé par B. Guenand, notaire, 21 septembre 1669, la signature porte *Turrettini*. C'est une bizarrerie très-fréquente dans ce temps et qui montre qu'on tenait peu à la régularité pour l'orthographe des noms propres.

grâce à la bonne renommée qu'elle s'était acquise, savait intéresser à sa conservation des Etats puissants, et le Petit Conseil, quand il choisissait ses députés parmi les membres les plus distingués du clergé, faisait preuve d'adresse. D'ailleurs, si cette disposition à aller quêter dans d'autres pays sort généralement des habitudes actuelles, il est juste de rappeler que bien souvent, et de lieux fort éloignés, on avait aussi recours à Genève.

Je voudrais encore chercher si l'on peut déterminer, au moins approximativement, la valeur de tout ce que Genève reçut de la générosité des Provinces-Unies, soit dans les années 1590[1], 1594[2] et 1598[3], soit dans le dix-septième siècle. C'est ce qui me reste à examiner.

En 1590, le professeur Jacques Lect rapporta 14,000 *francs*. Ce dernier mot semble difficile à expliquer. Cependant, comme dans l'argent que recueillit Anjorrant, en 1594, il se trouve une somme venant d'Emden, et qui est indiquée tantôt par 900 francs, tantôt par 900 florins de Hollande[4], il en résulte que les mots francs et florins désignaient une même chose. On en doit dire autant du mot *livre*, qui est souvent pris par les deux derniers députés comme équivalent de florin.

Cela posé, nous avons:

		Florins de Hollande.
En 1590	. . . . .	14,000
En 1594	1° 7550 flor., dont il faut déduire 300 flor. pour un cadeau fait à Th. de Bèze, reste	7,250
	2° Abandon de 3 années d'intérêts, à 6 °/₀ par an sur 29,000 flor.	5,220
En 1598	1°	12,000
	2° Intér[s] pendant 5 ans des mêmes 29,000 florins.	8,700
Total des sommes reçues dans le seizième siècle .		47,170

[1] Présents mémoires, t. XI, p. 162.
[2] Ibid. p. 167.
[3] Ibid. p. 175.
[4] *Reg. du Cons.* 1594, fol 55 et 120, 15 avril et 26 août.

Ce sont, est-il dit, des florins de 20 patards, et 65 patards font 8 florins de Genève; de plus, 1 franc vaut 2 $^1/_6$ de nos florins. En sorte qu'on arrive à trouver que les 47,170 florins de Hollande, donnés par les Provinces à la fin du seizième siècle, reviennent à près de 53,590 francs.

En 1622, nous avons reçu	30,000 livres.
En 1662, » »	75,000 »
Total des dons dans le dix-septième siècle.	105,000 livres.

Or, nous trouvons[1] que ces livres sont telles que 2 $^1/_2$ livres font 10 $^1/_2$ florins de Genève; par conséquent, les Provinces-Unies nous ont donné dans le dix-septième siècle 203,538 francs.

Chacun sait que la valeur réelle d'une somme d'argent diffère de sa valeur absolue, et que, par exemple, 53,590 francs, pendant les dernières années du seizième siècle, représentent aujourd'hui une somme beaucoup plus forte. Mais il n'est pas facile d'indiquer au juste l'équivalent. Je suis disposé à croire que l'on peut arriver à se faire une idée assez exacte de la différence de la valeur de l'argent à deux époques distinctes, en comparant le prix de la journée de l'ouvrier le plus faiblement rétribué, celle du manœuvre, à ces deux mêmes époques. Par exemple, cette journée étant actuellement payée chez nous 2 fr. 50 c., soit 65 de nos anciens sous, tandis qu'à la fin du seizième siècle, on la payait 8 sous, j'en conclus que le rapport de l'argent est $^{65}/_8$, c'est-à-dire qu'il faut multiplier par 8 $^1/_8$ une somme d'argent de la fin du seizième siècle pour avoir son équivalent aujourd'hui. Nous aurons ainsi 435,418 francs pour les sommes données à Genève par les Provinces-Unies de 1590 à 1598.

Pour convertir pareillement les 203,538 francs reçus dans le dix-septième siècle en valeur actuelle, il faudrait, en raison-

[1] *Reg. de la Chambre des comptes*, n° 3, fol. 158.

nant d'une manière analogue, les multiplier par 4, et l'on aura 814,152 francs.

Enfin si l'on additionne les dons du seizième et du dix-septième siècle, on arrive à 1,249,570 fr.

Ce sont là des appréciations sur lesquelles on est loin d'être d'accord. Ainsi un auteur[1] qui, dans notre pays, s'est occupé de ces sortes de questions, estime que, pour évaluer approximativement des sommes d'argent relatives à la moitié du dix-septième siècle, *il faut les décupler*. A ce compte, il faudrait multiplier au moins par 15 la somme relative au seizième siècle, et, au lieu du nombre total 1,249,570 obtenu ci-dessus, on aurait 2.839,230 francs.

Je pense avoir indiqué des valeurs plus approchées de la vérité. Mais laissons ces calculs. De quelque manière qu'on s'y prenne, on ne manquera pas de reconnaître que les Provinces-Unies des Pays-Bas ont fait à Genève des dons considérables, et il semble à propos de rappeler ici un petit fragment du dernier discours adressé par Fr. Turrettin aux Etats généraux, le 4 janvier 1662.

« Il est vrai, disait-il, que Genève ne peut rien rendre à Vos Altesses qui approche de leurs bienfaits. Elle n'a point de forteresses, de terres ni de biens qu'elle puisse leur offrir en récompense. Elle n'a que les cœurs de tout son peuple à vous présenter, mais des cœurs tout pleins de gratitude, qui protestent de n'oublier jamais les faveurs qu'on leur a faites. »

Ces paroles, prononcées par un homme savant et respectable qui énonçait ainsi la pensée de tous ses concitoyens, datent de deux siècles; mais si les faits auxquels elles se rapportent sont déjà bien éloignés, les sentiments qu'elles expriment sont de ceux qu'on aime à rappeler et qui ne sauraient jamais vieillir.

[1] Grenus, *Notices biographiques*, p. 44.

APPENDICE

N° 1

Instructions pour le professeur B. Turrettini, député aux Pays-Bas, 9 octobre 1621.

Archives de Genève. Registres du Conseil, vol. de 1621, fol. 265.

Premièrement vous ferez toute diligence et tascherez de vous rendre au plustost auprès des Très Hauts et Très Illustres Seigneurs Messieurs les Estats des Provinces Unies des pays bas et Monsieur le Prince d'Orenges, vers lesquels nous vous députons, et après leur avoir délivré nos lettres de créance vous leur ferez entendre le resentiment que nous avons de tant de tesmoignages qu'ils nous ont donné ci devant de leur bienveillance, et nos vœux et prières continuelles, publiques et particulières pour la conservation de leurs Estats et augmentation de leurs Grandeurs, avec les offres de nostre bien humble service.

Après cela, vous leur remonstrerez les advis continuels que nous avons des desseins du duc de Savoye contre nostre Ville, qui nous menacent d'un siége dans peu de temps, et les appréhensions où nous entrons pour l'advenir ; l'estat de l'Eglise en divers endroicts, à cause de quoy nous sommes obligez pour nostre conservation de faire des despenses grandes et extraordinaires tant en fortifications et entretenement de nostre garnison qu'en provisions de munitions de bouche et de guerre, ausquelles il nous est impossible de fournir si nous ne sommes aydez et assistez par la bénéficence de ceux qui affectionnent nostre conservation. Que la subvention que nous avions accoustumé de tirer de la France a esté intermise depuis trois ans en çà, en tant que les assignations qui avoyent esté baillées à nostre député, nous sont demeurées infructueuses jusques à présent, sans

espérance d'en pouvoir estre payez de longtemps, veu l'estat auquel sont aujourd'huy les affaires du dit Royaume.

C'est pourquoy vous les supplierez de nostre part qu'il leur plaise nous ayder de quelques sommes de deniers en la nécessité présente où nous nous trouvons, et si vous trouvez que vous puissiez ne pas induire Leurs Excellences à telle assistance présente, vous tascherez de sçavoir d'eux quelle somme nous pouvons espérer de leur bénéficence à l'advenir, au cas que nous soyons pressez par un siége.

Que si vous recognoissez qu'en vous addressant aux Gouverneurs et Magistrats des villes des dits pays qui sont portez de bonne affection envers nostre Estat, il y ait moyen de retirer d'eux quelques deniers pour le présent, ou asseurance pour l'advenir, en ce cas vous leur présenterez des lettres de nostre part que vous dresserez sur les blancs signez qui vous seront baillez, ainsi que jugerez nécessaire, et les prierez d'estendre ceste bonne volonté, à condition néantmoings que Messieurs les Estats n'en entrent en aucun ombrage Mais si vous voyez que vous ne puissiez rien obtenir de ce que dessus, vous cercherez un troisième moyen, c'est assavoir d'emprunter de l'argent en nostre nom au moindre intérest que faire se pourra soit de Messieurs les Estats soit des particuliers, et tousjours plustost de *Messieurs les Estats, soit des Villes que des particuliers.*

Vous nous ferez sçavoir par lettres fréquentes, le progrès de vostre négociation et le succès que vous y trouverez à celle fin que selon cela et l'estat des affaires par deçà nous vous puissions aussi donner advis de nos intentions. Et généralement vous ferez en ceste négociation tout ce qui sera de vostre pouvoir, ce que remettans à vostre prudence, diligence, et fidélité, nous prions Dieu qu'il vous y veuille bénir et qu'il vous ait en sa saincte garde.

N° 2

Lettre des Syndics et Conseil de Genève, aux États généraux, 9 octobre 1621.

Copie de Lettres, vol. de 1620-1621, fol. 195.

Très Illustres et très Puissans Seigneurs.

Il y a quelque temps que sur les advis que nous avions des desseins du duc de Savoye à l'encontre de nous et des préparatifs de guerre qui se

faisoyent en son pays, nous suppliames V. E. de nous conserver en leur bienveillance, et avoir nostre Estat en recommandation. Maintenant voyans que ces préparatifs continuent de plus fort, et que S. A. a fait de grandes levées de cavalerie et infanterie en Lorraine par le Baron de St-Rican, qui passent desjà à 4 lieues près de nous et ont leur rendez-vous en Savoye, outre autres levées qui se font au Comté de Bourgogne, au pays de Bassigni et autres lieux pour le service de sa dite Altesse, et que suyvant les advis que nous avons de divers lieux, nous sommes menacez tout ouvertement d'un grand effort et siége dans peu de temps, nous avons député vers V. E. le Sr Turetin, fidèle pasteur et professeur en ceste Eglise, auquel nous avons donné charge de vous représenter les nécessitez et difficultez ausquelles nous nous trouvons à présent par la grande et extraordinaire despense qu'il nous convient supporter, et pour supplier V. E. que suyvant leur ancienne bienveillance, de laquelle elles nous ont donné tant d'asseurances aux occasions qui se sont présentées dont nous leur demeurons à jamais obligez, il leur plaise continuer envers nous les effects de leur bénéficence en nous assistans de tout leur pouvoir. Et nous remettans à ce que le dit Sr Turetin vous dira plus particulièrement de nostre part, nous prions Dieu, Très Illustres et Très Puissans Seigneurs, qu'il luy plaise conserver V. E. soubs sa saincte protection faire prospérer leurs armes et augmenter la grandeur de leurs Estats.

N° 3

Lettre au Prince d'Orange, 9 octobre 1621.

Ibid., fol. 196.

Très Haut et Très Illustre Prince.

Sur la continuation des advis que nous avons des entreprises et desseins du duc de Savoye contre nostre ville, nous avons député vers V. E. le Sr Turettin, fidelle pasteur et professeur en ceste Eglise, auquel nous avons donné commission de vous représenter l'estat présent de nos affaires. Nous vous supplions qu'il vous plaise d'adjouxter créance à ce qu'il vous dira de nostre part, et de nous continuer en la nécessité où nous nous trouvons

les tesmoignages de vostre faveur et bienveillance de laquelle nous tascherons nous rendre dignes, en prians Dieu journellement pour la grandeur et prospérité de V. E. et demeurans à jamais, Très Haut et Très Illustre Prince, les très humbles et très affectionnez serviteurs.

N° 4

Copie d'une lettre adressée au duc de Savoie, par les États généraux, 1er avril 1622.

Portefeuilles des pièces historiques, dossier n° 2706.

Sérénissime Ducq. Ayants apprins par continuels advis, que Vostre Alteze a faict des grandes levées, tant hors que dedans son Pays, avec autres appareils de guerre, et que, par son Ambassadeur en France, elle faict solliciter instamment le Roy Très chrestien, de n'empescher pas son desseing et tirer sa raison de ce que icelle prétend sur la Ville de Genève et le Pays de Vaulx, et qu'en suite de cela Vostre Alteze auroit faict approcher ès environs d'icelle Ville beaucoup de troupes, qui la mettent en ombrage et perplexité, et nous resouvenants des propositions et remonstrances très véritables et très considérables pour tous Roys, Princes et Républiques qui ont suspecté la Monarchie Espaignole, et se désirent maintenir et conserver leur Estat et liberté, que Vostre Alteze nous a faict porter de vive voix par le Seigneur Conte Johan de Nassau, et le Sieur de Monthou, vostre Ambassadeur, respectivement ès années 1615 et 1617, lesquels ilz nous ont laissé par escript (qui nous tesmoignent vostre sincère affection et bonne volonté au maintenement de nostre Estat) ensemble de noz responses, que respectivement sur icelles ils ont rapportées à Vostre Alteze, par lesquelles elle a peu cognoistre nostre très prompte et libérale résolution, d'assister Vostre Alteze, pour la conservation de ses Estats, contre la dite grande convoitise des Espaignols, en une guerre si injuste qu'ilz vous faisoient lors, pour vous priver de la liberté de laquelle voz Ancestres avoient paisiblement jouy. Tout cela, Sérénissime Duc, nous faict espérer, que Vostre Alteze ne prendra en mauvaise part, si pour l'estroitte amitié, intelligence et correspondance que nous avons et entretenons avec la Ville de Genève,

tant à cause de la Religion que nous avons commune avec icelle, que pour diverses raisons d'Estat (qui mesmes regardent en conséquence celles qu'il a pleu à Vostre Alteze nous faire représenter comme dict est) nous vous prions très affectueusement par ceste, de ne vouloir rien entreprendre ou, attenter par voye d'offense ou aultrement, contre la dite ville de Genève et le Pays de Vaulx, si ainsy est que vostre dessein seroit tel (ce que à Dieu ne plaise) parce que cela indubitablement causeroit par les dites raisons d'Estat, et des intérestz particuliers, des nouveaulx troubles et remuements en la Chrestienté, qui desjà n'y sont que trop, et qui tous, soit ouvertement ou couvertement, se trouveront à la parfin avoir aidé l'Espaignol, à monter à sa prétendue Monarchie, qui entretemps que les aultres Roys et Princes sont occupez en particulières guerres et noises contre leurs propres subjects ou voisins, ne faudra à se prévaloir des grandes pièces qui jusques ores luy ont empesché son dit dessein, pour puis après donner la loy à Vostre Alteze, et les dits autres Roys et Princes, qui alors se trouvants sans appuy seront constraincts de ployer à son joug, à quoy vous peut servir d'exemple l'occupation du Valtellino et les invasions en Almaigne. Et que pour ce regard il plaise à Vostre Alteze d'y regarder de plus près, et en détournant vos desseins ailleurs, continuer à la dite ville de Genève et le Pays de Vaulx vostre amitié et bonne voisinance avec une sincère correspondance pour les desombrager et rasseurer contre toute aultre opinion ou impression, si aulcune ilz en ont. Ce que nous tiendrons comme un effect et gage de la continuation de vostre bonne volonté envers nous, à laquelle nous ne faudrons de correspondre Vostre Alteze très affectueusement à toutes occasions d'aussy bon cœur que nous prions Dieu, Sérénissime Ducq, de vouloir conserver la personne de Vostre Alteze en très parfaicte santé et ses Estats en paix et repos. De la Haye, le premier d'Apvril 1622.

N° 5

Lettre des États généraux, 27 mai 1622.

Portefeuilles des pièces historiques, dossier n° 2708.

Très honorez et Magnificques Seigneurs.

Nous avons meurement délibéré sur ce que de la part de voz Seigneuries nous a proposé le Sieur Bénédict Turretin, Pasteur et Professeur en Théologie, vostre deputé vers nous le 13e Décembre 1621 et le 26e de Mars 1622, en vertu de la lettre de créance de voz Seigneuries, et là dessus prins et luy donné par escript une telle résolution que noz présentes affaires le nous ont permiz, comme voz Seigneuries entendront par le contenu d'icelle, et ce que le dit Sr Turretin vous en rapportera de plus, lequel vous tesmoignera aussy la singulière affection que nous portons à la prospérité de voz affaires, et la conservation de vostre Estat. Ne pouvants passer sans luy rendre ce tesmoignage qu'il s'est comporté en la conduite de ceste sa charge fort prudement, et de telle manière qu'il convenoit pour l'advancement d'icelle ; à quoy doncq nous remectans, prions le Créateur, Très honorez et Magnificques Seigneurs, de vouloir conserver voz Seigneuries et leur Estat en prospérité, très parfaicte santé et très longue vie.

De la Haye 27 de May 1622.

(Signé) G. Schaffer.

De voz Seigneuries très affectionnez pour vous complaire et servir, les Estatz Généraulx des Pays Bas uniz. Par ordonnance d'iceux.

(Signé) Aerssens.

N° 6

Déclaration des États généraux, 27 mai 1622.

Ibid.

Les Etats Généraulx des Provinces Unies du Pays Bas, ayants ouy les propositions faictes en leur Assemblée le 13e de Décembre 1621 et 26e de Mars de ceste présente année 1622, et depuis présentées par escript de

la part des Très honorez et Magnifiques Seigneurs, les Syndicques et Conseil de Genève, par le Sr Bénédict Turretin, Pasteur et Professeur en Théologie, Député de la ditte Seigneurie de Genève, en vertu de la lettre de créance d'icelle Seigneurie du 9 d'Octobre 1621, et examiné les raisons et considérations amplement déduictes en icelles, avec les apparences et circumstances y représentées, assavoir que leurs adversaires se servant de la présente occasion des remuemens et troubles de la Chrestienté, tâcheront d'exécuter contre eulx et la ditte Ville quelques malheureux desseins (pour ausquels pouvoir résister et se conserver, la ditte Seigneurie requiert des dits Seigneurs Estats d'y vouloir à ceste fin contribuer en deniers, ce qu'ils pourront). Et sur le tout meurement délibéré, déclairent Iceulx Seigneurs Estats, nonobstant qu'eux mesmes se trouvent surchargez des grands fraiz et despens de leur présente guerre, en laquelle ilz sont retombez après l'expiration de la tresfve, lesquels à présent ils sont contraints de porter seuls, sans aide ne support aucun extérieur, ains sont nécessitez de rehausser toutes sortes des impositions et daces, pour les tirer par ces moyens de leurs peuples, et de la promptitude et bienveillance de leurs Provinces, pour se défendre contre un ennemy le plus reformidable de la Chrestienté, et pour éviter leur ruine, et que mesmes ils soient encore contraints de contribuer des grands subsides au dehors, pour le maintienement des autres, et notamment au Palatinat, afin que le bien et la cause commune et la vray Religion Chrestienne ne soyent entièrement abandonnées à l'appétit des ennemis communs, et que par ainsi ils se trouvent tellement accablez des despens, qu'ils ne sçavent bonnement où les prendre et trouver. Toutesfois pour démonstrer par effect à la dite Seigneurie de Genève combien ils la désirent gratiffier, ayder et subsidier, au maintienement et conservation de leur Estat et Eglises, ils leur ont consenti et accordé pour cest effect, ung subside de trente mille livres, de quarante gros pièce, qui seront furniz comptant. Et pour aultant qu'il se demande un eslargissement de ceste libéralité en cas d'extrémité de guerre et siége de la ditte Ville, et non aultrement, Iceulx Seigneurs Estats consentent en cest événement du Siége (ce que Dieu ne plaise) et non aultrement ung autre subside à la ditte Seigneurie de Genève, à sçavoir de trois mois durant le dit siége, dix mil livres chascun mois, lesquels ils pourront en tel cas de siége effectuel tirer par change sur Iceux Seigneurs Estats, pour cependant avoir temps de adviser ce qu'ils pourront faire pour l'ultérieur maintenement de la ditte Seigneurie de Genève, au cas que leur

siége, besoings et extrémitez se trouveroient durer davantage, demeurant résolus en ce cas et tous autres de faire pour leur défense tout ce que leur Estat pourra aulcunement permectre, avec ceste confiance que les dits Seigneurs Syndiques et Conseil de Genève s'évertueront aussi par tous debvoirs et moyens de faire et apporter pour leur conservation tout ce qui leur sera aulcunement possible, comme aussi les dits Seigneurs Estatz les en prient et recommandent très expressement à leur propre exemple, aux perplexitez où ils se trouvent maintenant, et au dit Sr Turretin d'en vouloir faire le rapport. Ainsy faict, résolu et consenti en l'Assemblée des dits Seigneurs Estats Généraulx le 27e de May 1622.

(Signé) G. SCHAFFER.

Par ordonnance des dits Seigneurs Estatz Généraulx.

(Signé) AERSSENS.

N° 7

Lettre de Maurice prince d'Orange, 31 mai 1622.

Portefeuilles des pièces historiques, dossier n° 2709.

Messieurs. Le Sr de Turretin vostre Député n'a rien obmis de ce qui estoit de sa charge, pendant le temps qu'il a séjourné par deça; aussi vous sçaura-il rapporter de la mesme promptitude, ce que la dessus il a obtenu. A quoy j'ay très volontiers apporté ce qui a dépendu de mon pouvoir: et en feray autant à toutes autres occasions qui s'en présenteront au bien de vostre ville, de laquelle et de vous, Messieurs, je suis très affectionné à vous faire service.

(Signé) MAURICE DE NASSAU.

Quant au Capitaine du Motet, le dit Sr de Turretin vous dira la résolution que Messieurs les Estatz ont prinse sur ce qui regarde son séjour de dela.

De la Haye ce 31 may 1622.

A Messieurs les Syndiques et Conseil de Genève.

N° 8

Copie d'une lettre des Syndics et Conseil de Genève aux États généraux, 30 avril 1661.

Portefeuilles des pièces historiques, n° 3397.

Très Hauts et Très Puissans Seigneurs. Les dangers évidens que Dieu par sa providence admirable a destourné de dessus nous en ces derniers temps, et les menaces continuelles des ennemis de nostre liberté et de nostre Religion, dont le bruict se sera sans doubte espandu jusques à Vos Altesses, nous ont donné subject de nous animer à redoubler nos soins pour nostre conservation. Ceux qui prennent part à nos intérests nous y ont très instamment invitez par leurs bons conseils, et nous nous y sommes employez avec toute la chaleur et l'affection possible. Nous avons commencé l'année proche passée et advancé des travaux assez considérables pour nostre fortification. Mais comme les grands frais que nous avions soustenu les années précédentes, surtout au temps des troubles de nos très-chers alliez et voisins de Suisse, nous avoient desjà fort esprouvé et que les derniers nous ont presques espuisé, dans l'estat où nous nous rencontrons de nécessité de continuer à nous fortifier et de nous engager en des despenses immenses pour pourvoir à ce qui nous défaut et à tous les moyens de nostre subsistance, nous prenons la liberté de recourir à la bonté et charitable zèle de V.V. A.A., pour leur exposer confidemment nos besoins en l'asseurance que nous osons prendre sur les divers tesmoignages et effects qu'il leur a pleu nous faire sentir cy devant et de leur précieuse bienveillance et de leurs favorables inclinations envers nostre Estat et nostre Eglise, que V.V. A.A. ont bien voulu considérer comme importante à plusieurs autres pour la gloire de Dieu auquel il plaist se servir de nous pour de grands usages au bien commun de son Eglise, et dont nous luy rendons louanges et grâces immortelles.

Nous supplions très humblement V.V. A.A. qu'il leur plaise faire les réflexions qu'elles jugeront convenables sur ces choses et sur ce qui leur sera représenté plus amplement par le sieur François Turrettin l'un de nos Pasteurs et Professeurs en Théologie, que nous leur avons député à ce subject et de luy vouloir donner créance, et nous départir libéralement les effects de la continuation de leurs bontez envers nous par le zèle incomparable que V.V. A.A. ont tousjours tesmoigné pour l'advancement du Ré-

gne de Dieu et son pur service. Nous l'invoquerons incessamment par nos prières publiques et particulières qu'il en soit le rémunérateur et qu'il verse de son ciel ses plus abondantes grâces et riches bénédictions sur les très illustres personnes de V.V. A.A. et sur leurs Puissans Estats. Ce sont les vœux très ardens que nous faisons, nous disans avec respect, etc.

N° 9

Copie de la lettre de la Vénérable Compagnie des Pasteurs et Professeurs aux États généraux.

Dossier, n° 3397.

Très Hauts et Très Puissans Seigneurs. Nous ne pouvons jamais nous représenter la grandeur de Vos Altesses et la prospérité de leurs florissans Estats, que nous n'adorions du plus profond de nos cœurs les bontés infinies de Dieu envers elles. Voyans comme il a pleu à sa divine Providence de les eslever glorieusement dans le rang qu'elles tiennent entre les puissances les plus considérables de la Chrestienté et de les conserver depuis si lontemps pour estre le théatre de ses merveilles, après avoir couronné d'une sainte et glorieuse liberté les grandes souffrances de leurs illustres Ancestres et la constance admirable qu'ils ont tousjours fait paroître dans leurs combats. Ces combats et ces souffrances ont esté d'autant plus glorieuses qu'aiant esté entreprises pour la cause de Dieu et pour l'avancement de son Evangile, V.V. A.A. luy ont consacré toutes leurs victoires, ont sanctifié tous leurs avantages et si bien employé leur prospérité en faveur des fidèles membres du Seigneur Jésus, que la grandeur de leur zèle et l'éclat de leur charité les a fait reconoitre par tout pour estre véritablement du nombre de ces boucliers d'or que Dieu tient en sa main pour la protection de ses enfans. Ce qui fait que nous pouvons dire avec beaucoup de raison que ce trousseau de flèches que porte le Lion de vos Armes ne marque pas seulement la parfaite union qui fait subsister vos Illustres Provinces sous la protection de ce Lion de la Tribu de Juda, mais encore la sainte communion que vous entretenés avec tous les autres Estats qui lui font hommage. Et c'est de quoy V. V. A. A. ont donné bien souvent

des tesmoignages très authentiques par le soin qu'elles ont eu de subvenir aux nécessités de plusieurs poures Eglises et de leur faire trouver par leur assistance le soulagement et la consolation sans laquelle elles devoient apparemment périr. Il n'y a encore que bien peu d'années que des troupeaux désolés ont esté rassemblés par les effets de leur ardente charité. Et sans en cercher des preuves chés nos voisins, nous nous souvenons de l'avoir esprouvée nous mesmes plus d'une fois par les libéralités que V. V. A. A. ont ottroyé à cette Eglise. L'expérience heureuse que nous en avons faite, et le précieux souvenir qui nous en demeure bien avant dans le cœur, nous fait prendre encor aujourd'huy la mesme hardiesse, puisque l'Estat où nous nous rencontrons le demande autant que jamais. Nous ne nous estendons pas, Très Hauts et Très Puissans Seigneurs, à vous représenter quelles sont nos justes craintes et nos pressantes nécessités, les dangers extrêmes desquels Dieu nous a tirés et dans lesquels nos ennemis travaillent encore à nous jetter, ni quelle est la situation de cet Estat et l'importance de cette Eglise. Nous ne doutons pas que V. V. A. A. n'en aient desjà assés de connoissance, et nous nous persuadons que nôtre Magistrat leur en rendra encore conte plus particulièrement par ses lettres et par la bouche de Monsieur Turrettin, Pasteur et Professeur en Théologie, nôtre très cher et honoré frère que Nos Seigneurs ont voulu choisir de nôtre corps pour leur en porter les informations et les prières. Seulement les supplions-nous très humblement d'escouter favorablement la voix de tout cet Estat et Eglise, et d'avoir la bonté de faire réflexion suivant leur sainte prudence et leur grande générosité sur ce qui leur sera proposé par nostre dit frère pour nous accorder la faveur que nous leur demandons. Nous osons asseurer V. V. A. A. qu'elles feront une œuvre très agréable à Dieu et à tous les vrais fidèles, que ce Maistre commun que nous servons tous en sera lui mesme le rémunérateur et que, de nostre part, dans le ressentiment que nous aurons tousjours d'une obligation si particulière, nous continuerons incessamment de faire retentir et en public et en particulier leurs louanges devant Dieu et devant les hommes et de présenter nos vœus et nos prières très ardentes au Seigneur pour la gloire et prospérité de V. V. A. A. et la conservation et accroissement de leurs Puissans Estats. Estans tousjours avec tout le respect dont nous sommes capables, Très hauts et très puissans Seigneurs, de vos Altesses, etc.

N° 10

Copie d'une lettre des États généraux aux diverses provinces, sur leur résolution d'accorder une subvention de 75,000 livres. La Haye, 8 juillet 1661.

Portefeuilles des pièces historiques, dossier n° 3400.

Hauts et Puissans Seigneurs. Nous avons veu la proposition et le mémoire que le S^r^ Turrettin, Envoyé des Syndics et Conseil de Genève, a fait et présenté à vos Hautes Puissances, touchant quelque subside pour supporter les frais des fortifications de la dite ville de Genève.

Nous estimons d'un costé que, de la part de ceste ville, on veille avec grande prévoiance et sagesse pour la seureté et conservation de leur Estat, et de l'autre costé que V. H. P., suivans les traces et le louable zèle de vos Prédécesseurs au Gouvernement, devroyent les secourir par une généreuse assistance et un libéral subside.

Il est assés cognu en quel quartier du monde la République de Genève est située, et combien il est nécessaire qu'Elle et ses habitans soient mis en seureté, après Dieu, avec une fortification forte et bien régulière, et aussi avec toute sorte de provisions et munitions pour leur défense.

V. H. P. pourront aussi se souvenir que ceste ville est particulièrement gratifiée du Seigneur Dieu entre plusieurs, et eslue comme la principale place où son Eglise réside pour y faire prescher la véritable Religion Chrestienne suivant la Réformation et pureté de Doctrine et que, par le moyen de leur service, plusieurs autres Eglises mesmes dans ce pays sont délivrées du joug de l'idolatrie et superstition sous lequel elles avoient si longtemps gémi et ont esté amenées à la cognoissance de la parfaite et pure vérité qui est, par la gracieuse bénédiction de Dieu, encor enseignée et confessée parmi eux.

On peut aussi facilement comprendre que ces bons bourgeois, dans leur petit traficq et incommodé par les estrangers, auroyent deu succomber sous la pesanteur de si grandes despenses, si V. H. P. et autres Potentats Réformés ne les avoient par fois assistés par leur générosité et libéralité; et puisque les mesmes raisons n'ont pas encor cessé, et que la haine que le monde a contre leur Estat, qui continue aussi seulement à cause de la Religion dont on y fait profession, et de l'Evangile de Christ

qu'on y enseigne, suivant toute apparence ne cessera jamais, nous estimerions que V. H. P. devroient prendre en particulière considération ceste bonne ville et Eglise qui a tant contribué pour la Réformation et contribue encor tous les jours, estant la mère et nourrice de tant d'autres Eglises, et ne devroient aucunement souffrir qu'elle tombast en quelque malheur par faute de moyens. Que partant V. H. P. les devroient animer à faire leur possible pour se mettre à la fin dans un entier estat de défense et de repos, et pour ceste fin d'achever une fois parfaitement leurs fortifications, et se bien pourvoir de toutes choses nécessaires, et que V. H. P. les y devroyent encourager par un libéral subside qui ne devroit pas estre moindre de septante cinq mille francs, ne doutans pas que tous les Alliés y contribueront très volontiers chascun le leur avec affection et zèle. Partant nous prions très instamment qu'on y donne au plustost les consentemens requis et qu'ils soyent promptement suivis des effects afin que le dit sieur Envoyé puisse estre renvoyé avec joye et satisfaction, et qu'une si bonne œuvre ne demeure pas négligée ou accrochée par quelque delay.

Fait au Conseil d'Estat à la Haye le 8 Juillet 1661. Estoit paraphé Andries de Graaf par ordonnance du Conseil d'Etat

(Signé) EYCKBERG.

Pétition particulière de 75,000 florins pour Genève.

A TOUTES LES PROVINCES.

Nobles et Puissans Seigneurs. Le Conseil d'Estat de ces Provinces Unies, a fait et aujourd'huy nous a délivré la particulière pétition ci jointe de septante cinq mille francs, pour estre fournis à Messieurs les Syndics et Conseil de Genève pour un subside, et pour fournir aux ouvrages de fortification de leur Ville. Nous avons trouvé, après avoir fait lecture de la susdite pétition, que les raisons qui y sont alléguées sont prégnantes, suffisantes et valables. De sorte que nous n'avons autre chose à faire là dessus que de prier ardemment et très sérieusement V. N. Puissances à ce qu'il leur plaise prendre les considérations requises là dessus, et en suite non seulement d'apporter au plustost un fructueux consentement pour les septante cinq mille francs, et d'en faire faire ouverture dans nostre Assemblée, mais aussi de mettre promptement ordre pour cela, et de pourvoir en façon afin que la Cottisation de leurs N. Pces de la susdite somme parvienne au plustost effective au Comptoir du Sr Receveur Général Doublet

ici à la Haye, et soit fourni en argent contant, et afin que de la part de cest Estat elle soit fournie ou contée pour le besoin de la dite République de Genève aux fins que dessus conjointement avec l'argent des autres Provinces. Sur quoy nous attendants, nous vous recommandons à la protection de Dieu. A la Haye le 8 Juillet 1661.

N° 11

Lettre de la princesse douairière d'Orange. Turnhout, 26 juillet 1661.

Dossier, n° 3397.

Messieurs. J'ay receu la lettre qu'il vous a pleu m'escrire par le Sieur François Turretin l'un de vos Pasteurs et Professeurs en Théologie.

Je l'ay prié de vous remercier très affectueusement de ma part, de tant de civilitez et de bontez que vous me tesmoignez et de vous asseurer de la continuation de ce zèle, et cette particulière affection que j'ay tousjours eue pour le bien et service de vostre Estat, à l'exemple du feu Prince mon très honoré Espoux de très heureuse Mémoire. Je souhaicterois de tout mon cœur, Messieurs, de vous en pouvoir donner de réelles preuves, et particulièrement en cette occasion en recommandant vostre très-juste demande envers Messieurs les Estats Généraux ; et suis très marrie de ne l'avoir pu faire de bouche à cause de mon absence ; mais je l'ay faict par lettres, et m'asseure que vous ne manquerez pas d'obtenir de leur libéralité les subventions requises pour le maintien d'une Cité et Estat qui a servi et sert encore d'Azyle a plusieurs fidèles persécutez pour l'Evangile. Je vous supplie d'estre persuadez, Messieurs, qu'en toutes rencontres où il s'agira de leur conservation, et de l'advancement de leurs intérests, je m'estimeray fort heureuse d'y pouvoir contribuer, et que je tascheray aussi de faire eslever le Prince mon Petit-Filz, dans les mesmes favorables sentimens et inclinations, que les defuncts Princes ses Prédécesseurs ont eus pour le bien de vostre Républicque, espérant que Dieu luy fera la grace de suivre leurs traces en cela, comme en toutes autres qualitez vertueuses. C'est en quoy nous demandons encore la continuation de vos sainctes prières,

et de celles de vostre Eglise, comme j'addresse les miennes à Dieu pour la prospérité de vostre Estat en général, et pour sa bénédiction sur vos personnes et emplois en particulier, estant Messieurs vostre très-affectioné servante,

(Signé) AMELIE D'ORANGE.

N° 12

Lettre des États de Hollande et de Westfrise. La Haye, 3 décembre 1661.

Dossier n° 3397.

Très honorés et Magnifiques Seigneurs. Le sieur Turettin nous a livré vos lettres du XXX^e^ d'Avril passé, et en vertu d'icelles nous avons eu aggréable et sa personne et ce qu'il nous a représenté de vostre part, tant au regard du subject de sa commission, que pour la sage conduite dont il a tousjours usé en la poursuite de ses affaires. C'est pourquoy que (non obstant les grosses engagements desquels nos finances sont encores accablez par des guerres successives, que cest Estat a soustenu) nous nous sommes tellement déclarez en faveur et pour la conservation de vostre bonne ville de Genève, en considération de l'union des Saincts et pour le maintien de la vraye Religion réformée, que nous ne doubtons nullement que vous n'y trouviez de quoy vous contenter, vous asseurants que vos intérests nous seront tousjours à coeur. Et au reste nous remettants à ce que le sieur Turettin vous dira touchant nos comportements au dict subject de sa commission.

Très honorez et magnifiques Seigneurs nous prions Dieu qu'il vous ait en sa saincte garde. De vos Seigneuries, très affectionnez Amis à vous faire service, les Estats d'Hollande et Westfrise.

N° 13

Lettre des États généraux. 4 janvier 1662.

Dossier n° 3397.

Messieurs. Le Sieur Turettin, Ministre et Professeur en la saincte Théologie, vostre envoyé en ces Provinces Unies, nous ayant faict entendre aujourd'huy que son intention est de retourner vers vous pour faire rapport de sa négotiation, nous ne l'avons pas voulu laisser partir sans luy rendre ce tesmoignage, que par sa sage et prudente conduite il s'est acquité très dignement de sa charge et de son employ, pendant le séjour qu'il a faict auprez de nous, dont il nous a donné une entière satisfaction. Nous nous promettons de son intégrité et probité qu'à son retour il vous asseurera qu'il nous a trouvez et laissez tout portez et disposez à la continuation de l'ancienne, bonne et estroitte correspondance qui a tousjours esté et est encore entre cest Estat et Vostre Républicque, et sur ce prions l'Eternel, Messieurs, qu'il vous ait en sa sainte garde. A la Haye, le 4e janvier 1662.

De Vos Seigneuries, très affectionnez Amis à vous faire service, les Estats Généraux des Provinces Unies des Païs Bas.

NOTICE

sur

LE PROFESSEUR J.-E. CELLÉRIER

Par Th. HEYER
Secrétaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie.

Lue à la séance du 27 novembre 1862.

Messieurs,

Depuis sa dernière séance, notre Société a perdu l'un de ses doyens, l'un de ses membres les plus assidus et les plus actifs. Vous ne vous attendez pas, sans doute, à ce qu'on vienne ici vous retracer en détail la vie si utile et si digne de M. le professeur Cellérier. Une carrière consacrée à l'enseignement théologique et vouée tout particulièrement au bien de l'Eglise ne saurait devenir l'objet de nos études, peu de jours après qu'elle a été terminée. Toutefois, vous trouveriez étrange, je m'assure, que votre Comité restât complétement muet dans cette circonstance. Recueillons-nous donc aujourd'hui quelques instants, pour ainsi dire autour de cette tombe récente, afin de nous occuper ensemble de notre ancien président.

Jacob-Elisée Cellérier naquit le 12 décembre 1785, à Satigny, dans ce riant village appartenant au territoire de la république de Genève, où son respectable père remplissait les fonctions de pasteur avec une grande distinction. Il fit dans le

presbytère ses premières études, et fut admis, le 2 août 1799, dans l'auditoire des belles-lettres de notre ville. Il eut alors le bonheur d'être reçu chez M. le professeur Weber, ami de son père, et il rencontra dans cette famille des soins affectueux dont il avait conservé le souvenir le plus reconnaissant.

A cette époque, le jeune étudiant n'avait rien de fort remarquable, et de ses travaux, qu'une santé chancelante faisait souvent interrompre, on ne pouvait rien présager d'extraordinaire pour l'avenir. Il se décida à embrasser l'état ecclésiastique, et fut admis en théologie en 1804. C'est vers ce temps qu'il entra dans le pensionnat de M. le professeur Vaucher, et y donna quelques leçons. Il fut consacré au saint ministère en 1808.

Dès 1807, étant devenu instituteur dans l'une des premières familles de Genève, il fut bien placé pour voir quelquefois la société la plus brillante. Mais il sut aussi mettre à profit ses loisirs, en perfectionnant et en approfondissant les connaissances qu'il avait acquises. Déjà, en 1804, il avait été le promoteur d'une société *pour l'avancement des études*, qui se recrutait parmi les jeunes gens les plus studieux, et qui comptait au nombre de ses membres des noms devenus célèbres. Dans son ardeur de savoir, il s'occupait de beaucoup de choses, entre autres, de botanique. Je ne saurais dire s'il avait déjà le goût de cette science quand il alla demeurer chez M. Vaucher, mais au moins peut-on supposer que ce botaniste distingué dut contribuer à l'entretenir et à le développer chez M. Cellérier, qui, ayant passé une grande partie de sa vie à la campagne, a toujours trouvé du plaisir à une étude si propre à élever l'âme. Parfaitement en état de déterminer une plante, il aimait surtout, en la contemplant et en l'admirant, à saisir l'occasion d'exalter la puissance et la sagesse du Créateur.

Les sciences théologiques l'attiraient principalement, et il s'appliquait d'une manière spéciale à la langue hébraïque. Outre les travaux divers auxquels il se livrait, on doit penser qu'il se ménageait aussi du temps pour aider parfois son père

dans l'exercice des fonctions pastorales. Qui ne se rappelle cette belle page dans laquelle un grand écrivain, opposant aux pompes du culte catholique la simplicité du culte réformé, décrit une cérémonie religieuse à Satigny? Permettez-moi de vous en citer quelques lignes :

« ..... Au milieu de cette réunion rustique, où manquaient toutes les splendeurs humaines, on voyait un homme pieux dont le cœur était profondément ému par la mission qu'il remplissait. Ses regards, sa physionomie, pouvaient servir de modèle à quelques-uns des tableaux dont les autres temples sont parés; ses accents répondaient au concert des anges.....

« Il descendit de sa chaire pour donner la communion aux fidèles qui vivent à l'abri de son exemple. Son fils était comme lui, ministre de l'Eglise, et sous des traits plus jeunes, il avait, ainsi que son père, une expression pieuse et recueillie. Alors, selon l'usage, le père et le fils se donnèrent mutuellement le pain et la coupe..... Le fils ne voyait dans son père qu'un pasteur plus avancé que lui dans l'état religieux qu'il voulait suivre; le père respectait dans son fils la sainte vocation qu'il avait embrassée. Tous deux s'adressèrent, en communiant ensemble, les passages de l'Evangile faits pour resserrer d'un même lien les étrangers comme les amis; et, renfermant dans leur cœur tous leurs sentiments les plus intimes, ils semblaient oublier leurs relations personnelles en présence de la Divinité, pour qui les pères et les fils sont tous également des serviteurs du tombeau et des enfants de l'espérance.

« Quelle poésie, quelle émotion, etc.[1] »

Vers la fin de l'année 1814, le vénérable et éloquent pasteur de Satigny ayant désiré prendre un repos, que sa santé toujours délicate lui faisait juger nécessaire, la Compagnie élut pour le remplacer le fils de cet heureux père (16 décembre 1814). Quel choix, en effet, pouvait lui être plus agréable et semblait

[1] Mme de Staël, *De l'Allemagne*, IVe partie, chap. IV.

plus propre en même temps à prolonger pendant de longues années, au milieu d'une population dont il s'était fait chérir, les bienfaits de son ministère?

Mais le nouveau pasteur se sentait porté à diriger d'un autre côté son zèle pour l'Eglise. M. De Roches, professeur de langues orientales à la Faculté de théologie, étant mort dès les premiers jours de 1816, on ouvrit un concours. M Cellérier fils se présenta, et le 29 mars, à la suite d'examens, il fut appelé à remplir cette chaire. Il avait alors 30 ans.

Peu de mois après, il perdit sa mère, qui avait toujours eu sur lui une très-heureuse influence; mais il conserva beaucoup plus longtemps son père, qui mourut nonagénaire en 1844. En 1817, il se maria avec M^lle^ Henriette Lasserre, et ayant rencontré en elle toutes les qualités aimables qu'il pouvait désirer, il jouit du bonheur domestique le plus complet jusqu'en 1854, où la mort lui enleva la compagne de sa vie.

En 1823, une grave maladie au cœur le força à suspendre ses travaux et à renoncer pendant plusieurs années à la prédication. Cependant, des soins et des précautions lui permirent bientôt de reprendre son enseignement. On introduisit quelques modifications dans la chaire qu'il occupait à l'Académie : il fut déchargé de l'hébreu, et conserva l'exégèse du Nouveau Testament, la critique et les antiquités sacrées, jusqu'en 1854, époque où il passa au rang des professeurs émérites. Dans l'intervalle, il rendit d'autres services à l'Académie et à l'Eglise. C'est ainsi qu'il fut recteur de 1840 à 1843, et de 1846 à 1847. Quand, en 1842, la Compagnie des pasteurs dut choisir dans son sein quinze des membres du Consistoire, M. Cellérier fut élu pour le terme de deux ans, puis de nouveau en 1844; il présida ce corps de 1845 à 1846, et fut en même temps élevé à la charge de modérateur de la Vénérable Compagnie. La constitution de 1847 ayant adopté pour le Consistoire l'élection populaire, M. Cellérier fut nommé pour quatre ans au nombre des six membres ecclésiastiques. Dans toutes ces fonctions, il

se distingua par son zèle et par son activité, et quand il fut appelé à présider, on remarqua toujours son impartialité et l'excellente direction qu'il savait donner aux débats.

La voix publique a proclamé les heureux fruits de l'enseignement de M. Cellérier. Elle nous a dit que, grâce à l'étendue de ses connaissances, il le modifiait en profitant de tous les progrès, de toutes les découvertes; qu'il se conciliait le respect et l'affection de ses élèves. Mais vous le comprenez, Messieurs, ce n'est pas à moi qu'il appartient de caractériser cette carrière académique. Je devais me borner à rappeler brièvement les principaux faits de la vie de notre regretté collègue, et je me hâte de le considérer maintenant comme membre de la Société d'histoire et d'archéologie.

A l'approche du Jubilé de 1835, la Vénérable Compagnie ayant pensé qu'il serait bon de mettre entre les mains de toute la jeunesse protestante du canton un récit de l'établissement de la Réformation à Genève, chargea M. Cellérier de la rédaction de cet ouvrage. A cette époque, deux hommes seulement s'occupaient chez nous d'histoire nationale : MM. de Grenus et Galiffe le père; mais leurs utiles recherches, comme aussi les œuvres de nos anciens historiens, ne pouvaient suffire à M. Cellérier. Il dut donc se livrer à des travaux d'un genre nouveau pour lui. Il s'y mit avec ce zèle, avec cette conscience qu'il portait en toutes choses, et l'on vit paraître au temps fixé : *Le Jubilé de la Réformation. Histoires d'autrefois*, 1 vol. in-12 de 256 pages.

Ce petit volume répondit parfaitement au but que l'on s'était proposé. On y respire, d'un bout à l'autre, les sentiments de piété et de charité qui étaient propres à l'auteur. Malgré quelques erreurs, généralement relatives à des dates, d'ailleurs de peu d'importance et faciles à corriger, comme il est d'une lecture fort agréable, il peut être encore d'une grande utilité.

La composition de cet ouvrage inspira probablement à

M. Cellérier un goût qui ne l'abandonna plus, quoique ses occupations habituelles ne lui permissent pas alors de le satisfaire. Il avait fouillé dans beaucoup de vieux livres et de manuscrits relatifs à notre histoire ; on lui en avait prêté ou donné un grand nombre ; il prit plaisir à cette étude, qui devint le délassement de sa vieillesse.

La création de notre Société date de l'année 1837. M. Cellérier n'en fut pas un des fondateurs ; il ne s'y fit recevoir qu'en 1840 (23 juillet), et il ne parut que rarement dans nos réunions jusqu'en 1854, année où il fut déchargé de ses fonctions de professeur. Depuis cette époque, et aussi souvent que sa santé le lui permit, il devint un membre régulier et actif : nos procès-verbaux en font foi.

Ce fut le 28 décembre 1854 qu'il commença à nous lire un important mémoire ayant pour titre : *L'Académie de Genève*. Ce n'étaient, se hâtait-il de le dire d'emblée, que « quelques faits et quelques idées sur l'histoire de l'Académie de Genève. » On peut regretter que M. Cellérier n'ait pas eu le temps de composer un ouvrage complet sur cette matière ; personne plus que lui n'en eût été capable. Au reste, il nous a donné beaucoup plus qu'il ne promettait. Mais ce mémoire, tel qu'il a été publié [1], ne comprend pas la totalité des recherches de l'auteur, qui nous lut, le 27 janvier 1858, une série de notes additionnelles et d'esquisses biographiques.

En étudiant l'histoire de l'Académie, notre savant et consciencieux collègue avait rencontré parmi les anciens professeurs genevois des figures caractéristiques sur lesquelles il s'était plu à approfondir ses investigations : je veux parler du jurisconsulte et conseiller Jacques Lect, d'Isaac Casaubon et de Jean-Robert Chouet. Il s'occupa à plusieurs reprises de ces trois hommes remarquables. Il donna sur le dernier, en janvier 1855, une

[1] *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* IVe année, 1855, nos 1 à 8.

séance publique dans laquelle il raconta avec beaucoup d'animation et de talent la vie de ce professeur qui, après s'être distingué à Saumur et à Genève, devint l'un des premiers magistrats de notre république. Il nous a entretenus (24 janvier 1856) des poésies latines de Lect. Il a inséré dans les *Etrennes religieuses* pour 1857 un article sur les *Ephémérides* de Casaubon, dans lequel il s'attacha à faire connaître, par des extraits bien choisis, le cœur aimant et la véritable piété de ce célèbre érudit. Plus tard (8 avril 1858), il releva au milieu de nous les erreurs commises par un récent biographe du même écrivain.

Charles Perrot, pasteur genevois au seizième siècle[1], tel est le titre d'un autre ouvrage de M. Cellérier, dont nous avons eu les prémices (25 octobre et 22 novembre 1855), mais auquel il s'était déjà essayé bien des fois sans avoir pu jusqu'alors vaincre de très-grandes difficultés. C'était un véritable tour de force que d'arriver à faire revivre, par autant de détails intéressants, la personnalité d'un penseur original dont aucun écrit n'était venu jusqu'à nous. Mais il s'agissait d'un homme éminemment pieux, charitable, tolérant : ce caractère était fait pour plaire à notre collègue; aussi, avec quel amour, avec quelle persévérance il l'étudia! Quel fut encore son bonheur, quand il apprit que quelques portions de la correspondance de son héros avaient été trouvées à Paris! Toutefois, ce bonheur ne fut pas sans mélange. Voici ce qu'il disait dans le *post-scriptum* d'un billet consacré à tout autre chose et daté du 11 janvier 1859 :

« Imaginez ce qui m'arrive. Je reçois en ce moment de M. Jules Bonnet des notes sur des correspondances de Charles Perrot, mon Charles Perrot, qu'il a retrouvées et dont il m'envoie quelques extraits fort édifiants et touchants. Hélas! si je pouvais.... je partirais pour Paris, je copierais ou ferais copier, puis je publierais. Mais, à mon âge et dans mon état de santé, tout est impossible. »

[1] *Mémoires et documents*, XI, p. 1-68.

Lorsqu'il eut enfin de nouveaux matériaux, il se remit à l'œuvre. Il a donné, dans les *Etrennes religieuses* pour l'année 1861, quelques fragments des lettres de Ch. Perrot, et il est assez probable qu'il aurait voulu nous en dire davantage.

Les volumes publiés par notre Société contiennent encore de M. Cellérier : *Recherches sur l'origine, l'histoire et les effets de la Chambre des blés* [1], et *Du rôle politique de la Vénérable Compagnie dans l'ancienne république de Genève, spécialement dans la crise de 1734 et années suivantes* [2]. Ces deux mémoires, d'un genre fort différent et également pleins de faits jusqu'alors ignorés ou peu connus, furent accueillis dans nos séances (27 novembre 1856, 24 mars et 28 avril 1859) avec les marques du plus grand intérêt.

Aucune branche des sciences historiques n'étant étrangère à M. Cellérier, il a pu nous faire des communications nombreuses et variées. Ainsi, le 28 février 1856, il nous entretenait de l'adoucissement introduit à Genève, pendant le cours du dix-septième siècle, à l'égard des condamnations judiciaires; le 26 mars 1857, il lisait un rapport sur la première livraison de la *Revue de l'art chrétien*, publiée par M. l'abbé Corblet. Il nous présenta, le 10 et le 25 mars 1858, un compte rendu très-détaillé sur l'*Indicateur d'histoire et d'antiquités suisses*, le 12 janvier 1860, un mémoire sur l'*Enseignement des belles-lettres à Genève pendant le dix-huitième siècle*, et le 26 décembre 1861, un rapport scrupuleux et instructif sur un ouvrage relatif à la place du Saint-Sépulcre, que nous avait envoyé l'un de nos savants correspondants, M. V. Langlois.

N'étant devenu que tardivement un des nôtres, on a lieu de s'étonner qu'il ait eu le temps de nous offrir autant de travaux. Habitué depuis bien des années à compter avec la maladie, il s'était fait un devoir de ne point fatiguer les autres de ses maux;

[1] Tome XI, p. 132-160.
[2] Tome XII, p. 189-307.

mais aussi il savait profiter des moments favorables, et il ajoutait à la facilité naturelle dont il était doué un grand esprit d'ordre dans les recherches.

Ce n'est pas seulement par des communications écrites ou orales que le rôle de M. Cellérier dans notre Société était considérable. Il est impossible d'avoir assisté, ces dernières années, à quelques-unes de nos réunions, sans l'avoir entendu, après la lecture d'un travail fait par l'un de nous, présenter des réflexions toujours éclairées et bienveillantes. Rien n'est propre à encourager, comme l'approbation ou même la critique d'un homme instruit qui montre qu'il a écouté avec intérêt, et qui donne des conseils avec tact et bonté.

En 1858, M. Cellérier, qui était déjà membre du Comité depuis deux années, fut sollicité d'accepter la présidence de la Société. Nous avions récemment perdu des collègues éminents. M. Cellérier comprit qu'il serait utile, et ne refusa pas. De la part d'un homme qui se sentait vieux et faible, c'était pourtant un véritable sacrifice.

Une fois qu'il eut pris son parti, il s'acquitta de toutes ses nouvelles fonctions, même des plus minutieuses, avec une conscience, un entrain bien remarquables. Courses et démarches pour alimenter les séances, pour hâter les publications, rien ne lui coûtait, rien n'était oublié ou négligé. Quand vint la fin de sa présidence, il se disposait à faire un rapport sur les travaux de l'année, dans la séance qui devait avoir lieu le jeudi 27 janvier 1859. Mais, au commencement du mois, il se trouva indisposé; dès le 11, il craignit d'être forcément retenu à Malagnou. Le 16, il écrivait au secrétaire:

« Je tousse. C'est là mon occupation par excellence, et comme, en outre, j'ai maintenant de la fièvre, je n'ai aucune chance de pouvoir sortir le 27 pour présider, lire et causer. C'est un peu ennuyeux de finir comme cela ma présidence, plus gaiement commencée. *Atrum desinit in piscem.* Qu'y faire? Je

vais, en dépit du malaise, tâcher de rédiger ce rapport pour l'envoyer, et j'espère bien en venir à bout. »

Le 23 au soir, il écrivait encore :

« Ma santé est toujours à peu près au même point; mais il n'y a aucune chance quelconque que je puisse sortir jeudi. Je viens d'écrire au vice-président de vouloir bien présider à ma place.

« Donc, il n'y aura point de rapport. Je ne puis en prendre mon parti aussi vite que vous. C'était mon poste, mon devoir, c'était une bonne chose en soi. L'absence de ce rapport diminue et l'intérêt de la séance, et les bons effets des mesures prises ou commencées. Cela ôte un stimulant aux jeunes membres, et peut-être au Comité futur. Aussi, comme j'ai une vieille expérience, et que l'énergie donne bien des forces au corps et à la tête, j'ai deux fois essayé de rédiger ce rapport qui est tout entier dans ma tête, et deux fois j'ai dû me retirer avec perte. Je renonce donc et me résigne, mais comme à une véritable et pénible mortification. Que si quelques bonnes heures me surviennent jusqu'à jeudi soir en séance, croyez possible de voir encore arriver de mon écriture, quoique cela soit maintenant très-improbable. »

La séance dont il s'agit fut privée du rapport du président.

Je n'ai pas craint, Messieurs, d'insister sur ces menus détails, pour montrer jusqu'où allait la conscience de M. Cellérier. Elle le dirigeait de même dans les circonstances plus importantes. Ecoutez, par exemple, ce qu'il répondait, vers le milieu de 1853, à une personne qui lui avait écrit au sujet de sa démission des fonctions de professeur, annoncée d'avance :

« Oui, je devais quitter; non pour me reposer, je ne le demande ni le désire, mais pour n'avoir de devoirs qu'en proportion avec mes forces. Ma capacité et même mes facultés pour les études historiques et critiques ont beaucoup diminué, et depuis quelques années la science se renouvelle rapidement. Livres nouveaux, théories nouvelles, objections nouvelles, prin-

cipes nouveaux, tout est à rapprendre. Il faut s'y plonger, même pour combattre ou pour guider. Je l'ai fait ou du moins je l'ai tenté, et l'on me dit que l'auditoire m'en a su gré, et que cela a exercé sur lui une bonne influence. J'en bénis Dieu, mais cet effort même m'a fait reconnaître les limites de mes forces, et je suis maintenant en présence de l'impossible. Aussi je m'arrête. »

M. Cellérier aimait notre Société [1]. Et lui, qui ne l'aurait pas aimé! Qui n'aurait déjà été gagné, charmé par l'extrême douceur de son regard!

C'était un homme en qui la religion était vivante. Elle lui sortait, si l'on ose ainsi dire, par tous les pores. Tout en lui révélait de célestes espérances. Mais comme sa religion, empreinte d'humilité et de charité, était aimable! Bien que ses pensées fussent habituellement sérieuses, il ne craignait pas, dans l'intimité, les élans d'une gaieté qui chez lui était parfaitement inoffensive. Toujours prêt à accorder l'aide de son expérience et le secours de ses bons conseils, sa reconnaissance pour de légers services était si grande, que l'on aurait été tenté d'en trouver l'effusion exagérée si l'on n'avait connu son amour pour la vérité; aussi, lorsqu'on avait eu la bonne chance de l'obliger, on se sentait disposé à recommencer au plus vite. Sa confiance en Dieu était absolue. Peu de jours avant sa mort, il disait à l'un de ses plus anciens et de ses meilleurs amis : Je suis heureux, je ne souffre pas et je me sens complétement dans la main de Dieu, bien sûr qu'il me gardera autant qu'il le jugera convenable.

Ce ministre de Jésus-Christ a été retiré à sa famille et à sa patrie, à l'âge de 77 ans; il est mort sans agonie le 17 novembre au matin. *Heureux*, est-il écrit, *heureux ces serviteurs que le Maître, à son arrivée, trouvera veillant.*

[1] Quelques jours après la lecture de cette notice, le comité a eu connaissance d'une disposition testamentaire de M. Cellérier contenant, en faveur de la Société, une précieuse marque d'intérêt et de confiance.

Sans doute, parmi les nombreux disciples du professeur Cellérier il y en aura qui se plairont à nous rappeler, d'une manière un peu complète, les services qu'il a rendus à l'Académie et à l'Eglise, à signaler les divers ouvrages de théologie et d'édification qu'il a publiés. Ce sera une tâche douce pour eux.

La mienne était beaucoup plus facile. Je n'avais, Messieurs, qu'à vous entretenir familièrement d'un excellent collègue dont la voix fut toujours écoutée ici avec respect, et je pouvais compter sur toute votre sympathie. Mais devant des personnes qui n'auraient point eu le plaisir de l'approcher, je craindrais de n'en pas parler d'une manière assez digne. C'est donc avec le sentiment de mon insuffisance que, pour emprunter encore une fois sa plume, je dis de lui, en terminant, ce que lui-même disait d'un autre :

« J'aime cet homme et ce caractère. Je voudrais le faire connaître, parce que, s'il était bien connu, il serait mis à un rang élevé dans le nombre des chrétiens intelligents et fervents qui ont honoré l'Eglise de Genève et cherché le règne de Dieu. Son souvenir serait cher aux âmes pieuses, et son nom vénéré parmi nous[1]. »

[1] *Étrennes religieuses*, 1861, art. sur Ch. Perrot.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

FÉVRIER 1863

Personnel de la Société.

Depuis notre dernier Bulletin (janv. 1860, t. XII, p. 327), la Société a perdu cinq de ses membres ordinaires, savoir: M. le professeur Diodati, un de ses fondateurs, (mort le 11 Juillet 1860); M. Rigaud-de Constant, professeur honoraire de droit et ancien Président de la Cour de Justice civile et criminelle (mort le 16 Mai 1861); M. Charles de Loriol de Portes (mort le 21 Juin 1861); un de ses anciens Présidents, M. le professeur Cellérier (voyez la notice qui précède) et M. Eynard-Lullin, (mort le 5 Février 1863).

Notre Société a eu connaissance du décès de quatre de ses correspondants: M. Lagoy, M. Mooyer, de Minden, M. le colonel Wurstemberger et M Tudot.

D'autre part, elle a reçu au nombre de ses membres ordinaires :

1860. MM. Fick, Edouard, Dr en droit et en philosophie.
Gampert, Adolphe, notaire.
Fazy, Henri.
Dufour, Louis.
Hammann, H., graveur.

1861. MM. Chauvet, Michel, banquier.
Briquet, Alphonse, ministre du S. Ev.
Chastel, Etienne, professeur d'histoire ecclésiastique.
de la Rive, William.
de Saussure, Henri.
Duval, André, Dr méd.
Streckeisen-Moultou, George.
de Morsier, Frank.
1862. Archinard, pasteur.
Chantre, pasteur.
de Stoutz, Frédéric, étudiant en droit.
Chaponnière, Edouard.
1863. Gaud, Pierre, receveur, à Meyrin.
Malan-Sillem, ancien pasteur.

Et au nombre de ses correspondants :

MM. de Godefroy-Ménilglaise, à Paris.
Dr J.-J., Blumer, à Glaris.
Burkhardt, L.-Rod., à Bâle.
de Charrière, Louis, à Lausanne.
Fechter, professeur, Président de la Société d'Histoire, à Bâle.
Dr Aug. de Gonzenbach, à Berne.
Dr B. Hidber, à Berne.
Dr H. Meyer, à Zurich.
Père Gall Morel, archiviste de l'abbaye d'Einsiedeln.
Pupikofer, doyen, à Bischofzell.
Dr Ant.-Phil. de Segesser, à Lucerne.
Vieusseux, Pierre, de Genève, à Florence.
Wolf, professeur, à Zurich.
de Mülinen, Fréd., à Berne.
Philippe, Jules, à Annecy.
Spach, archiviste du département du Bas-Rhin, à Strasbourg.
Jaffé, Philippe, à Berlin.
Protat, E.-H., à Dijon.
de Mandrot, A., lieutenant-colonel fédéral, à Neuchâtel.

Mémoires, Rapports, etc.

Présentés à la Société d'Histoire depuis son dernier Bulletin jusqu'à la fin de l'année 1862.

Séance du 26 Janvier 1860. — Rapport de MM. Ad. Gautier et H. Fazy sur un ouvrage de M. Tudot intitulé: Collection de figurines en argile de l'époque gallo-romaine.

Notice sur les monnaies de Catherine II, par M. Seguin.

Séance du 23 Février 1860. — Mémoire de M. A. Roget sur la révolution des Pays-Bas au seizième siècle. *(Impr. dans la Bibl. univ. de Genève, Novembre 1860.)*

Séance du 29 Mars 1860. — Extraits d'un journal tenu sur les événements de Genève, de 1797 à 1814, par M. le professeur Picot.

Fragments des Mémoires originaux de Gœtz de Berlichingen, traduits par M. Gustave Revilliod.

Observations de M. Merle d'Aubigné sur les chroniqueurs genevois du temps de la réformation, Froment, Bonivard, Roset, etc., et sur leur valeur historique, comparée à celle des registres officiels.

Séance du 10 Mai 1860. — Mémoire de M. Gaberel sur les réfugiés français venus dans la Suisse romande, à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes. (Cette notice, lue à l'Académie de Sciences morales et politiques le 20 Juin 1860, a été publiée dans le *Compte rendu* de cette Académie et tirée à part.)

Notice de M. H. Fazy sur trois documents, déposés dans les archives de la Société, à laquelle ils ont été envoyés par M. Henri Bordier, savoir :

1° Quittance donnée par le Sr d'Asney au Sr de Marnix, trésorier de Marguerite d'Autriche, en 1518.

2° Lettre de la duchesse de Rohan, résidant à Neuchâtel, dans laquelle elle se disculpe de l'accusation portée contre elle sur ce qu'elle aurait participé à l'entreprise dirigée contre Besançon, en 1575.

3° Lettre d'un agent espagnol envoyé en 1667 dans les cantons suisses pour contre-balancer l'influence exercée par la France.

Séance du 25 Octobre 1860. — Notice sur Jean Kessler, chroniqueur St-Gallois, par M. Edouard Fick. (Cette notice, imprimée par son auteur, forme une jolie plaquette in-12 de 40 pages, tirée à 75 exemplaires.)

Notes biographiques sur la famille Godefroy et spécialement sur le professeur Denis Godefroy, par M. Th. Heyer (voy. plus loin p. 132).

Compte rendu par M. H. Fazy de *La Chronique du Roi François I*, publiée avec des notes par M. George Guiffrey. (Imprimé dans la *Revue critique* des livres nouveaux, de M. Joël Cherbuliez, Novembre 1860.)

Séance du 22 Novembre 1860. — Notice sur la neutralité de la Franche-Comté au XVI^e^ siècle, par M. Henri Fazy.

Relation du siége de Coni, entrepris en 1744 par les armées française et espagnole, sous les ordres du prince de Conti; lue par M. Eug. de Budé d'après un manuscrit du général de Montfort.

Séance du 13 Décembre 1860. — Analyse des dernières publications de la Société d'Histoire de Belgique, par M. Amédée Roget.

Notes et documents biographiques sur le professeur Jean Steck, par M. Ch. Le Fort.

Note de M. Aug. Serre sur les pièces de deux francs récemment frappées par la Confédération.

Séance du 24 Janvier 1861. — Rapport fait par M. Gustave Revilliod, président de la Société durant la dernière année.

Noblesse et roture. Etude sur l'état de la Société française au temps de Louis XIV, par M. Amédée Roget.

Séance du 14 Février 1861. — Notice sur l'introduction du système décimal dans la monnaie de Genève, par M. Fréd. Soret. (Présent volume, pages 1 à 22).

Notice sur les secours accordés par la Hollande à l'ancienne République de Genève, spécialement au XVII^e^ siècle, par M. Théoph. Heyer (présent volume, pages 40 à 113).

Communication, par M. le professeur de la Rive, d'une proclamation adressée au peuple italien, en avril 1815, par Pellegrino Rossi, en qualité de commissaire général du roi Joachim.

Séance du 28 Février 1861. — Notice sur la fondation et les premiers développements de l'Université de Bâle (d'après l'ouvrage du professeur W. Vischer, intitulé : *Geschichte der Basler Universität)*, par M. Ed. Fick.

Notice sur la chronique de Klingenberg, par M. Rilliet-de Candolle (*Bibliothèque universelle*, Mars 1861).

Communication, par M. Alex. Lombard, de deux lettres adressées, en 1782, par M. de Lubières au professeur Perdrian.

Séance du 28 Mars 1861. — Rapport de M. H. Fazy sur les antiquités

récemment découvertes aux environs de Genève, sur l'installation, dans une des salles du Palais de Justice, du Musée cantonal d'Archéologie, et sur le placement qui y a été effectué des inscriptions romaines déposées auparavant dans les cours du Musée académique.

Aperçu sur les monnaies d'or de Russie, par M. F. Seguin.

Rapport de M. Lullin-Dunant sur divers documents inédits relatifs à l'histoire de Genève au moyen âge.

Séance du 25 Avril 1861. — Les Origines de la Confédération suisse; mémoire de M. Rilliet-de Candolle. Première partie : jusqu'au traité du 1er Août 1291.

Séance du 31 Octobre 1861. — Etude sur Aboulféda, historien arabe, par M. Paul Chaix (imprimé dans les *Nouvelles Annales des voyages*, Janvier 1862).

Notice sur des antiquités romaines, découvertes à Annemasse; par M. Henri Fazy.

Rapport de M. Lullin-Dunant sur des courses archéologiques en Savoie, notamment sur les vestiges des divers châteaux ayant appartenu aux Comtes de Genevois.

Compte rendu de l'ouvrage de M. Frédéric Troyon sur les *Habitations lacustres*, par M. Ch. Le Fort.

Séance du 28 Novembre 1861. — Le procès de Bolsec, par M. Eug. de Budé.

De l'origine des guerres de Bourgogne, étudiée d'après les documents autrichiens; par M. Amédée Roget.

Séance du 26 Décembre 1861. — Rapport sur une brochure de M. V. Langlois, relative à la situation du St-Sépulcre, par M. le professeur Cellérier.

La chronique du marchand de Genève; compte rendu bibliographique et analytique, par M. Gustave Revilliod (voy. le texte de la chronique, ci-dessus pages 23 à 39).

Notice sur les Spanheim, par M. le pasteur Archinard. (Cette notice a été publiée en allemand dans la *Real-Encyclopedie für protestantische Theologie* du professeur Herzog.)

Séance du 9 Janvier 1862.— Rapport du Président (M. Ch. Le Fort) sur les travaux de l'année.

Compte rendu de la collection des anciens recès fédéraux, par M. Rilliet-de Candolle (imprimé dans la *Bibliothèque universelle de Genève*, Février 1862).

Traversée du passage de la Gemmi en Mai 1591. Document publié dans le *Basler Taschenbuch* de 1862, et trad. par M. Ad. Gautier.

Séance du 13 Février 1862. — Rapports de Marguerite de France, duchesse de Savoie, avec la république de Genève, par M. Théoph. Heyer.

Relation inédite des persécutions exercées en France sur une famille protestante, à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes.

Séance du 27 Février 1862. — Fragments du journal du major de Morsier, relatifs à la bataille de Villmergen; communiqués par M. Fr. de Morsier.

Renseignements sur divers documents, conservés aux archives de Turin et relatifs à l'histoire suisse; par MM. Ch. Le Fort et F. Forel-Morin.

Séance du 27 Mars 1862. — Souvenirs de la révolution de 1789 et des émeutes de Lyon en 1792, par un témoin oculaire; fragments du journal de M. Eynard-Châtelain, communiqués par M. Ch. Eynard.

Etude historique sur la vallée de Poschiavo, par M. Binet-Hentsch (*Bibl. univ. de Genève*, Mai 1862).

Séance du 24 avril 1862. — Fragments de l'histoire de la réformation genevoise, par M. Merle d'Aubigné.

Les tribunaux sous Louis XIV, par M. Amédée Roget.

Séance du 13 Novembre 1862. — Notices sur Théodore, Daniel et Louis Tronchin, par M. le pasteur Archinard (imprimées dans l'*Encyclopédie* de Herzog).

Rapport de M. Lullin-Dunant sur la carte du diocèse de Genève, destinée à accompagner le Regeste genevois.

Communication sur l'ancienne abbaye de Bellelay, par M. P. Chaix.

Séance du 27 Novembre 1862. — Notice sur M. le professeur Cellérier, par M. Th. Heyer, secrétaire (voy. ci-dessus, pages 114 à 125).

Notice sur les documents inédits, relatifs au concile de Bâle, conservés à Genève, par M. le professeur Chastel.

Introduction au recueil des Franchises municipales du Diocèse de Genève, par MM. Paul Lullin et Charles Le Fort. (Présent volume, 2e partie.)

Séance du 26 Décembre 1862. — Notice sur les antiquités de Nyon (*Colonia Equestris*), par M. Henri Fazy:

Communications du même, relatives 1° à un vase de poterie, trouvé sur les Tranchées; 2° aux manuscrits de Lévrier.

Rapport de M. Antoni Durand sur la médaille frappée en l'honneur de M. Frédéric Soret (voy. p. 138).

Souvenirs historiques sur la famille Godefroy.

Le Conseil administratif de la ville de Genève a reçu, pour la bibliothèque publique, le portrait de l'un des plus anciens professeurs de notre Académie, celui de Denis Godefroy. Ce cadeau de M. le marquis de Godefroy Ménilglaise, représentant actuel d'une famille qui a trop vite disparu de notre République, nous fournit l'occasion de rappeler ici des détails rétrospectifs dont, peut-être, une partie de nos lecteurs nous sauront gré.

Parmi les hommes remarquables, à tant de titres, que les persécutions religieuses de la seconde moitié du seizième siècle firent perdre à la France, il est impossible de ne pas compter, et dans les premiers rangs, Denis Godefroy, dit l'*ancien* ou le *jurisconsulte*, pour le distinguer de ceux de ses descendants qui portèrent le même nom et le même prénom.

Issu d'une noble famille de robe alliée aux de Thou, aux de Harlay, il naquit à Paris, en 1549. Son père, Léon Godefroy de Guignecourt, était Conseiller au Châtelet. Denis suivit aussi la carrière du droit et alla perfectionner ses études dans diverses universités étrangères. De retour à Paris, il s'y maria, en 1573, avec Denise de Saint-Yon.

Avait-il adopté depuis longtemps la foi réformée, en avait-il puisé les principes au milieu des siens ou pendant le cours de ses études, particulièrement à Heidelberg? nous ne saurions le dire. Mais ce fut sans doute pour la pratiquer en liberté qu'il vint à Genève.

La première fois que nous le trouvons mentionné dans les registres de notre Petit Conseil, c'est à la date du 2 novembre 1579, où l'on annonce que le « Sieur Godefroy désire lire en droit; » on ajoute que les ministres le verraient avec plaisir parce « qu'il est fort sçavant, » et l'on déclare « qu'on lui permet d'essayer. » Pour se rendre plus digne encore de remplir des places dans l'enseignement, il se fit recevoir docteur à Orléans vers la fin du mois suivant.

Un peu plus tard, aux séances du 11 et du 14 mars 1580, il fut de nouveau question, dans le Conseil, de Denis Godefroy, dont le nom était associé à celui d'un célèbre italien, Jules Pacius; on les cite comme

« deux personnages de grand sçavoir et très-versés dans la jurisprudence, » et l'on décide qu'on les nommera professeurs s'ils veulent se contenter « du gage des autres » avec 100 florins pour indemnité de logement. Ce *gage*, fort modeste, se composait de 400 florins en argent (environ 185 fr.), et de quelques coupes de blé. Ils acceptèrent et prêtèrent le serment de leur office.

Godefroy se mit immédiatement à l'œuvre en cherchant à être utile à ses élèves, puisque le 10 mai il demanda et obtint pour cinq ans le privilége d'imprimer « le simple texte du cours civil en lettre nonpareille ou petit texte, sans aucuns cas ne sommaires, sinon ceux qu'il verroit incidemment estre expédiens. » Enfin, le 14 juillet de la même année 1580, sur sa demande, il fut reçu bourgeois et cela gratuitement, en considération des services qu'il rendait à l'Académie.

L'année suivante, on en parle encore dans le registre, d'abord à la séance du 2 juin, où un congé de six semaines lui est accordé « pour aller jusques à Paris retirer son bien, » et le 20 septembre, où on lui permet de suspendre ses leçons « pendant le temps qu'il doibt vaquer à faire imprimer ung cours civil accompagné de plusieurs observations tirées tant des anciens que des modernes. »

Nous ne suivrons pas plus loin ces petits détails ; ils lasseraient le lecteur. Disons seulement qu'au commencement de 1587, Godefroy fut mis dans le Conseil des Deux Cents, et qu'au mois d'octobre de la même année il est cité comme professeur en activité ainsi que Jacques Lect et David Colladon, bien qu'en 1586 l'état misérable des finances de la République eût forcé de faire dans l'Académie de regrettables économies.

Plus tard, en 1589, soit que Godefroy désirât rentrer dans sa première patrie, soit qu'il fût mû par la pensée assez naturelle de chercher à obtenir une meilleure position, il accepta des fonctions de juge mage ou de grand bailli dans le pays de Gex et il fut nommé Conseiller surnuméraire au Parlement de Paris. Mais il ne jouit pas longtemps de ces dignités, car le duc de Savoie ayant envahi la contrée soumise à sa juridiction, il perdit tout ce qu'il possédait, et en particulier sa bibliothèque devint la proie des flammes.

Après ces tristes événements, Godefroy se rendit à Bâle où il publia, en 1590, divers ouvrages, et de là il fut appelé à l'université de Strasbourg : il y professa avec beaucoup de succès le droit romain, de 1591 à 1600. A cette époque, l'électeur-palatin Frédéric IV l'attira à Heidelberg ; mais mal accueilli de ses nouveaux collègues, il retourna à la fin de 1601 prendre son poste

à Strasbourg. En 1603, Henri IV, qui avait déjà cherché inutilement à le faire rentrer en France, lui fit offrir la chaire de Bourges que Cujas avait illustrée. Godefroy refusa et sembla même vouloir revenir s'établir à Genève. Il y fit au moins une visite, car voici ce qu'on lit dans le registre du Conseil, à la date du 1er août 1603 : « A esté proposé par M. le premier syndique, que M. Goulart luy ayant dit hier qu'il seroit expédient de parler au Sieur Gothefroy, juriste et ancien bourgeoys de la ville, s'il voudroit demeurer icy pour la profession du droit, suivant ce qu'il s'est fait entendre d'en avoir quelque volonté, voire à moindres gages de la moitié qu'il n'a ailleurs, il luy auroit parlé, lequel luy respondit qu'il estoit de très bonne volonté pour faire service à Messieurs, voire à moitié moins de ce que luy est donné à Strasbourg, là où il a 450 fl. d'Allemagne en argent et environ 60 coupes de bled et une fort belle habitation. Arresté qu'on surçoye ceste délibération veu la nécessité présente du public. » Puis, au 17 octobre : « M. Goulard, ministre, a rapporté à M. le premier syndique que spectable Denis Godefroy, qui est à Strasbourg, désire sçavoir si on voudra qu'il vienne faire la profession du droit en ceste ville. A esté arresté, que M. Lect luy escrive que s'il se peut contenter de la pension ordonnée aux professeurs d'ici, il sera le bien venu. » Le 7 février suivant, il fut décidé de lui promettre 1500 florins (près de 700 francs) et 28 coupes de blé par an, « avec 50 ducatons, qu'on lui baillera pour son voyage. » C'étaient là des appointements bien supérieurs à ceux qu'il avait précédemment reçus à Genève ; nous ne pensons pas qu'aujourd'hui, dans notre pays, on en puisse donner de plus considérables, toute proportion gardée.

Mais les bruits de guerre le firent renoncer à ce projet, et, sur de nouvelles instances de l'électeur palatin, il retourna, en 1604, à Heidelberg. Cette fois il s'y trouva si bien qu'il refusa dès lors toutes les places nombreuses et variées qui lui furent offertes ailleurs. En 1618 l'électeur Frédéric V lui confia une mission à la cour de Louis XIII ; ce monarque chercha vainement à le retenir. Godefroy retourna à Heidelberg, où il vivait heureux, respecté et près de ses deux filles qu'il avait mariées honorablement.

Ce tranquille bonheur ne fut pas de longue durée. La guerre de Trente ans bouleversait alors l'Allemagne. A la suite d'une grande défaite, Frédéric V eut ses États envahis et ravagés par les armées impériales commandées par de Tilly. A l'approche de ces hordes redoutables, Godefroy prit la fuite ; on l'attendait à Genève vers la fin d'octobre 1621. Mais ses

amis le retinrent à Strasbourg, où il ne fit plus guère que languir jusqu'au 7 septembre 1622, jour de sa mort. Il conserva jusqu'à la fin toutes ses facultés, notamment une prodigieuse mémoire; et l'ancien collègue chez lequel il avait trouvé une bienveillante hospitalité dans les derniers mois de sa laborieuse carrière, l'a représenté comme un vieillard vénérable dont le commerce était aussi agréable que la lumière du soleil couchant.

Les ouvrages dus à ce savant jurisconsulte sont nombreux. Quelques-uns, comme des éditions de Cicéron et d'anciens grammairiens, font preuve de son érudition classique ; la plupart sont relatifs à la jurisprudence. Voici ce qu'un homme bien compétent a dit du principal de ces derniers : « Son édition du Corps de droit romain, avec les notes qui « l'accompagnent, a fait époque dans l'histoire de la science ; malgré les « critiques dont il fut l'objet, ce travail est encore, après plus de deux « siècles, digne de l'éloge que le chancelier d'Aguesseau faisait de son « auteur, d'être le plus docte et le plus profond de tous les interprètes « des lois civiles [1]. »

Denis Godefroy vécut 49 ans dans la plus parfaite union avec sa femme, qui lui donna cinq enfants, dont quatre survécurent à leur père. Nous avons déjà mentionné ses deux filles. Il laissait encore deux fils, nés à Genève, savoir, Théodore, en 1580, et Jacques, en 1587.

Les bornes de cet article consacré à Denis Godefroy, ne nous permettent pas de nous étendre autant sur sa descendance. Nous ne pouvons cependant la laisser complétement de côté.

Théodore Godefroy, après avoir commencé ses études à Genève, alla les achever à Strasbourg, et, en 1602, il se rendit à Paris où il abjura le calvinisme pour rentrer dans le giron de l'église romaine. Dès lors il occupa en France divers emplois honorables; en 1617, il fut nommé historiographe ; il mourut en 1643 à Munster en Westphalie où il avait été envoyé en qualité d'adjoint aux plénipotentiaires chargés de traiter de la paix. Il publia sur le droit et sur l'histoire plusieurs ouvrages fort estimés. — Denis II, fils de Théodore, naquit à Paris, en 1615, obtint, en 1640, la survivance de la place d'historiographe de son père, fut envoyé à Lille, en 1668, pour la rechérche et la garde des titres et archives de la Chambre des Comptes, et y mourut en 1681 ; il a publié de bon-

[1] Notice sur Jacques Godefroy, par feu le professeur Bellot. Discours prononcé à la cérémonie des promotions en juin 1825 et inséré dans la *Bibliothèque universelle*, n° de décembre 1837.

nes éditions d'ouvrages historiques, et laissa six fils. — L'aîné, nommé Jean, lui succéda comme garde des archives de la Chambre des Comptes de Lille et poursuivit les études dans lesquelles son père et son aïeul s'étaient illustrés. Le second, Denis III, fut conseiller du roi et garde des livres de la Chambre des Comptes de Paris. — J.-B. Achille, fils de Jean, obtint de même la place de garde des Archives de Lille, et rédigea quelques écrits historiques, la plupart restés inédits. Son fils Denis-Joseph fut admis à lui succéder dès l'âge de 19 ans, en considération des services rendus par sa famille ; il émigra pendant la révolution, rentra à Lille, en 1800, et y mourut en 1819 ; c'est le père de M. de Godefroy-Ménilglaise.

Jacques Godefroy, fils cadet de Denis I, fut, suivant l'expression du professeur Bellot, « tout à Genève et tout pour Genève. » Il commença à remplir des fonctions de professeur en droit dans notre Académie dès 1619; la même année il fut élu membre du Conseil des Deux Cents; en 1622, il entra dans celui des LX, et en 1629 dans le Petit Conseil. Il remplit l'emploi de secrétaire d'Etat de 1633 à 1636 et il fut élu syndic en 1637, 1641, 1645 et 1649. Lorsqu'on avait rempli cette charge pendant une année, on ne pouvait alors y être appelé de nouveau qu'après un intervalle de trois ans. Plusieurs missions, en Suisse, en Savoie et en France, lui furent confiées et il déploya chaque fois autant de zèle que de talent; il se trouva à la cour de Louis XIII au moment de la mort de ce monarque, auprès duquel il avait été député par la République. Non-seulement lorsqu'il était à Genève il continuait ses cours à l'Académie et y attirait des élèves de pays fort éloignés, mais encore il s'occupa à réunir, avec infiniment de soins, les éléments épars de notre histoire; enfin, jusqu'à sa mort, il employa si bien le temps que lui laissaient de nombreuses occupations publiques, une correspondance étendue, une santé toujours chancelante et des ennuis domestiques, qu'il composa un très-grand nombre d'ouvrages par lesquels il s'est acquis une réputation durable. Quelques-uns de ses ouvrages ne parurent qu'après lui, par les soins de son ami le syndic Esaïe Colladon. Ses principaux titres de gloire sont ses travaux sur le Code Théodosien et sur les XII Tables. Le Code Théodosien ne parut que dix ans après sa mort; il y avait travaillé trente ans et en confia la publication à Antoine Marville, savant professeur de Valence, qui y consacra dix années.

Ce jurisconsulte célèbre, ce savant versé dans une foule de sciences variées, ce citoyen si utile, ce magistrat toujours prêt à sacrifier des convenances particulières, mourut en 1652. Bien que marié deux fois,

il ne laissa aucun enfant, et son nom n'est plus resté chez nous qu'un souvenir.

Rappelons enfin, à l'honneur de Théodore et de Jacques Godefroy, que, quoique séparés par la religion, quoique servant des patries différentes, ils ne cessèrent jamais d'être unis par les liens d'une affection toute fraternelle.

M. de Godefroy-Ménilglaise, pendant un séjour qu'il fit à Genève, s'est plu à recueillir tous les documents relatifs à sa famille qui sont conservés dans nos dépôts publics, afin de les joindre aux importants papiers qu'il possédait déjà. Dans l'intéressante introduction d'un ouvrage [1] dont la publication est due à ses soins patients et éclairés, on lit ce qui suit :

« Descendant des savants historiographes qui, au dix-septième siècle, « ont bien mérité de la France par leurs vastes et profondes investiga- « tions sur son passé, par la mise au jour de tant de précieux documents, « nous avons cru obéir à une vocation de famille non moins qu'au goût « de notre époque, en étudiant et publiant une chronique encore peu « connue, qui jette une vive lumière sur une contrée de nos provinces du « Nord. »

Sans doute le nom qu'il porte lui impose, pour ainsi dire, la tâche de poursuivre les mêmes études. Mais nous espérons que les riches matériaux concernant les éminents personnages auxquels il succède, ne resteront pas enfouis dans sa bibliothèque ; et comme il est l'héritier de la branche cadette, aussi bien que de la branche aînée, nous voudrions, lorsqu'il viendra à nous raconter l'histoire de son illustre arrière-grand-oncle, qu'il se rappelle le patriotisme dont était animé cet homme vénérable, qu'il s'y associe en quelque sorte, afin de pouvoir mieux nous retracer, avec les beaux travaux du savant et du professeur, la vie active et dévouée d'un ancien magistrat genevois.

Th. H.

[1] *Chronique de Guines et d'Ardre*, par Lambert, curé d'Ardre (918-1203), textes latin et français en regard, revue sur huit manuscrits, avec notes, cartes, glossaires et tables, Paris 1855, un vol. in-8 de 540 pages ; publication que l'Académie des inscriptions et belles-lettres a honorée en 1855, d'une mention très-honorable.

Médaille en l'honneur de M. F. Soret.

S'il existe un numismate qui mérite une marque de distinction de la part de ses confrères, c'est certainement notre estimable collègue, M. F. Soret; aussi, c'est avec un véritable plaisir que, dans le cours de cette année, nous avons fait frapper une médaille pour rendre hommage à sa vaste érudition dans la numismatique orientale ainsi qu'à l'élévation et à la bienveillance de son caractère.

Pour mener à bonne fin ce projet, il fallait obtenir un certain nombre de souscriptions; nous nous sommes donc adressés aux principaux numismates de l'Europe, qui tous ont répondu à l'appel qui leur était fait, en approuvant hautement notre heureuse idée.

Voici le résultat obtenu :

Suisse	38	souscripteurs.
France	4	»
Russie	6	»
Belgique	2	»
Hollande	1	»
Londres.	5	»
Berlin	1	»
Turin	1	»

On en a offert un exemplaire à chacun des établissements suivants :

Au Musée de Genève;
A la Société numismatique de Londres;
Au Musée britannique;
A la Société numismatique belge;
Au Cabinet de Weimar;
Au Cabinet royal de Berlin;
Au Cabinet impérial de l'Ermitage, à Saint-Pétersbourg;
Au Cabinet impérial des médailles et antiques, à Vienne;
Au Cabinet royal de Turin.

On en a frappé 77 exemplaires en bronze pour les souscripteurs et les

dons indiqués ci-dessus, et *un seul* exemplaire en argent, que nous avons eu le plaisir de remettre à notre ami, M. Soret.

La médaille est comme suit :

Fridericus Soret Genevensis. Nat. A. D. MDCCLXXXXV. Tête nue, à g. Ex°. A. Bovy.

R. Dans une guirlande formée d'une branche de chêne à gauche, et une branche de laurier à droite, fermée en haut par l'écusson de la famille Soret, l'inscription suivante : Peritissimo Artis Numismaticæ Investigatori Faventes Amici. — Genevæ MDCCCLXII. (Diamètre: 55 millimètres.)

Cette médaille frappée, comme on vient de le voir, à un nombre restreint d'exemplaires, est destinée à toujours rester une rareté numismatique, d'autant plus qu'elle ne se trouve pas dans le commerce.

Nous ne pouvons terminer cet article sans offrir nos sincères remerciements à M. Ant. Bovy, pour les soins et le désintéressement qu'il a apportés dans l'exécution de cette œuvre d'art. Toutes les lettres que nous avons reçues des souscripteurs s'accordent à considérer cette médaille comme un de ses chefs-d'œuvre.

Nous possédons dans notre collection de médailles de numismates le médaillon, exemplaire unique en bronze, coulé avec le médaillon type, de la pièce ci-dessus décrite, avec cette simple inscription : Frédéric Soret. Diamètre : 158 millimètres. Les divers amateurs qui l'ont vu s'accordent à le trouver encore plus beau que la médaille même.

A. Durand.

Lancy, décembre 1862.

Ouvrages et Documents relatifs à l'histoire de Genève antérieure à 1798.

Publiés de 1860 à 1862.

De Saulcy. Guerre des Helvètes. Première campagne de Jules-César. (*Revue archéologique*, 1860, t. II, p. 165, 242, 313. Réimprimé dans *les Campagnes de Jules-César dans les Gaules*, 1re partie. Paris, 1862, un vol. in-8°.)

H. Fazy. Lettre sur un article de M. de Saulcy. (*Revue archéologique*, tome 11, p. 432.)

J. Wurstemberger. Geschichte der alten Landschaft Bern. 2 vol. in-8°. Berne 1862. (Histoire de l'ancien territoire de Berne.) Cet ouvrage, dont le second volume a paru après la mort de l'auteur, s'arrête à l'année 1218, mais dans cette limite il offre un cadre plus considérable que le titre ne semble l'indiquer. Il embrasse en effet l'histoire de l'Helvétie occidentale dès les temps les plus anciens jusqu'à l'extinction de la dynastie des Zæhringen. Voici les sujets et l'étendue respective de chacun des livres dont il se compose : I. Constitution physique du pays (tome I, p. 1 à 19). II. Les plus anciennes populations (p. 20 à 105). III. Domination romaine (p. 106 à 177). IV. *Allemani* et Burgondes. Premier royaume de Bourgogne (p. 178 à 260). V. Rois francs de race mérovingienne (p. 261 à 318). VI. Carolingiens (319 à 370). VII. Second royaume de Bourgogne (tome II, p. 1 à 150). VIII. Les empereurs franconiens et les comtes de la Haute-Bourgogne (p. 151 à 203). IX et X. Epoque des Zæhringen (p. 204 à 444).

F.-E. de Mulinen. Helvetia sacra oder Reihenfolge der Obern und Oberinnen, etc. (Helvetia sacra ou suite chronologique des supérieurs et des supérieures ecclésiastiques dans les évêchés, les collégiales et les cloîtres actuellement existants ou supprimés dans les limites de la Confédération suisse.) 2 vol. in-fol. Berne 1858 et 1861.

La liste des évêques de Genève se trouve t. I, p. 16. Les monastères de l'Evêché de Genève qui figurent dans cet ouvrage sont : Dans le 1er volume, les prieurés de Saint-Jean (Bénédictins), de Saint-Victor et de Perroy (ordre de Cluny) et de Nyon (chanoines réguliers de Saint-Augustin), l'abbaye de Bonmont (ordre de Cîteaux) et la chartreuse d'Oujon. Dans le 2me volume, Notre-Dame de Grâce, les Dominicains du Palais, les Cisterciennes de Bellerive et les Sœurs de Sainte-Claire à Genève.

E.-F. Gelpke. Kirchengeschichte der Schweiz. (Histoire ecclésiastique de la Suisse.) Tome 1er, Berne, 1856. Tome II, Berne, 1861. — L'histoire de l'introduction du christianisme à Genève et celle des évêques de cette ville jusqu'à la fin du premier royaume de Bourgogne sont étudiées tome Ier, p. 5-47 (voy. aussi tome II, introd., p. XIX, XXIII, XXIV). L'histoire des évêques sous la domination des rois francs et durant le second royaume de Bourgogne forme l'objet des p. 41-73, du tome II.

F. de Gingins. Note sur Guy de Faucigny, évêque de Genève et sur sa parenté. (*Indicateur d'histoire et d'antiquités suisses*, Janvier 1862.)

Bulletin de l'Institut national genevois, tome IX, Genève, 1859-1861, comprenant : A.-C. GRIVEL. Liste chronologique des syndics et des secrétaires d'Etat de Genève jusqu'en l'an 1792 (p. 1-89). — E.-A. BÉTANT. Liste chronologique des principaux et des régents du Collége de Genève depuis sa fondation jusqu'à la fin de l'ancienne République (p. 90-101.) — J. VUY. Le dernier sire de Copponex (p. 177-209).

J.-B.-G. GALIFFE. Notices généalogiques sur les familles genevoises depuis les premiers temps jusqu'à nos jours. Tome IV, seconde série ou livraison contenant les articles : Ameaux, Audéoud en France et à Genève, Benoit à Genève et à Berne, Boissier, branche française; Duval à Genève et en Angleterre, Fazy, Gautier, Horngacher, de Pitigny, de Sellon, de Sovernier, de Trie en France et à Genève, de Visencier, Weber à Schwytz et à Genève, et divers matériaux pour servir à l'histoire de Genève au XVI^me^ siècle. Genève, 1860, in-8°.

GALIFFE et DE MANDROT. Armorial historique genevois, seconde série, in-4°. Cette série complète l'ouvrage et comprend les familles genevoises postérieures à la Réformation.

J. GABEREL. Histoire de l'Eglise de Genève depuis le commencement de la Réformation jusqu'à nos jours, t. III. Genève, 1862, in-8°. — Ce volume, qui termine l'ouvrage, est consacré aux XVII^me^ et XVIII^me^ siècles.

ARCHINARD. Genève ecclésiastique, ou livre des spectables pasteurs et professeurs qui ont été dans cette Eglise depuis la Réformation jusqu'à nos jours. 1861, br. in-8°, 84 p.

H. VON GOLTZ. Die reformirte Kirche Genf's im neunzehnten Jahrhundert. Bâle et Genève, 1862, in-12. — Cet ouvrage (traduit en français sous le titre de : *Genève religieuse au XIX^me^ siècle*, par M. C. Malan fils, ancien pasteur) renferme dans son Livre premier une esquisse de l'histoire de l'Eglise de Genève durant les XVI^me^, XVII^me^ et XVIII^me^ siècles.

ODIER-CAZENOVE. L'Hôpital de Genève depuis son origine jusqu'en 1842. Imprimé par ordre de l'Assemblée constituante. Genève, 1862, br. in-8°. — Mémoire, autographié en 1842, à un très-petit nombre d'exemplaires. (Voyez Bulletin d'Avril 1843, mém. II, p. 237.)

Le Livre du Recteur. Catalogue des étudiants de l'Académie de Genève de 1559 à 1859. Genève, imprimerie de J.-G. Fick ; 1 vol. in-8°. — Cet ouvrage a été publié à la suite du Jubilé triséculaire de l'Académie (XII, 329), par MM. Ch. Le Fort, Gust. Revilliod et Ed. Fick. Il comprend aussi la liste des professeurs et celle des recteurs.

Henri Fazy. Le Livre du Recteur. Etude historique sur l'Académie de Genève. Lausanne 1862, br. in-8°, 24 p.

Am. Roget. La Suisse romande pendant les guerres de Bourgogne. Cinq articles du journal l'*Esprit public*, du 6 janvier au 10 février 1862.

— Genève et les Suisses au XVI^me^ siècle. Série d'articles du même journal, jusqu'au 1^er^ janvier 1863.

Charpenne. Histoire de la Réforme et des réformateurs genevois. 1 vol. in-8. Paris 1861.

J.-H. Merle d'Aubigné. Histoire de la Réformation en Europe au temps de Calvin. Tomes I et II. Genève et France, 1862. 2 vol. in-8°. Ces volumes renferment une relation étendue des luttes politiques et religieuses de Genève au seizième siècle jusqu'au mois de juillet 1532.

Félix Bungener. Calvin, sa vie, son œuvre et ses écrits. Genève et Paris, 1862. Cherbuliez libraire ; 1 vol. in-12.

Epistre de Iaques Sadolet, cardinal, envoyée au Sénat et au peuple de Genève : par laquelle il tasche de les reduire soubz la puissance de l'Evesque de Romme avec la response de Jehan Caluin : translatées de latin en francoys. Imprimé à Genève par Michel du Bois, MDXL. Réimprimé à Genève par les soins de M. Gustave Revilliod, chez J.-G. Fick, 1860, 160 p. in-12.

J.-B. Galiffe. Quelques pages d'histoire exacte, soit les procès criminels intentés à Genève, en 1547 pour haute trahison, contre Ami Perrin et contre son accusateur, Laurent Maigret dit le Magnifique, suivi de considérations sur l'état des partis politiques et religieux sous Calvin. 1862, br. in-4° de 135 pages.

Sammlung der eidgenœssischen Abschiede (Collection des anciens recès fédéraux). Deux volumes de ce recueil ont été publiés durant ces trois dernières années. Ils intéressent l'un et l'autre l'histoire de Genève. L'un embrasse les années 1556 à 1586 et renferme une série de documents officiels sur les alliances conclues ou projetées durant cette période entre Genève et divers cantons suisses ; l'autre (1712 à 1743) comprend diverses pièces relatives aux troubles de 1734 à 1738 et à la médiation qui eut lieu, à cette occasion, de la part de Zurich et de Berne.

J.-G.-G. Galiffe et Ed. Fick. Genève délivrée. Comédie sur l'escalade composée en 1662, par Samuel Chappuzeau, homme de lettres 1862, in-8°. — Dans l'*avant-propos* M. Galiffe retrace la vie de Chappuzeau qui vécut à Genève dans la deuxième moitié du dix-septième siècle.

Genève et Constantinople. Sous ce titre la Société de l'histoire du pro-

testantisme français a publié dans son Bulletin, X et XIe année, les documents qui lui ont été communiqués par M. Th. Heyer, sur les relations entretenues au dix-huitième siècle entre la communauté réformée de Constantinople et les autorités de Genève.

A. Sayous. Le dix-huitième siècle à l'étranger. Histoire de la littérature française dans les divers pays de l'Europe depuis la mort de Louis XIV jusqu'à la révolution française, 2 vol. in-8°. — Une partie considérable de ces deux volumes est consacrée à l'étude de l'histoire littéraire de la Suisse française : elle occupe en particulier tout le second livre : *Genève et la Suisse au temps de Voltaire et de Rousseau* (t. I, p. 157-463, t. II, p. 1-155).

Aimé Steinlen. Charles-Victor de Bonstetten, étude biographique et littéraire. Lausanne 1860, 1 vol. in-12. — Bonstetten vécut à Genève à plusieurs reprises. Durant un premier séjour de 1763 à 1765 il se trouve en rapports avec le syndic Jean Cramer, Abauzit, Moultou, Voltaire, Charles Bonnet, etc. et assiste à plusieurs incidents des troubles politiques. Bonstetten fut durant quelques années bailli de Nyon et mêlé de près aux événements de Genève : enfin il s'établit définitivement dans cette ville dès 1803 jusqu'à sa mort.

Œuvres et correspondances inédites de J.-J. Rousseau, publiés par M. Georg. Streckeisen-Moultou. Paris, Lévy, 1861.

Th. Heyer. Ami Argand, inventeur des lampes à courant d'air, 1861, br. in-8°, 68 pages. Extrait des bulletins de la classe d'industrie.

Rod. Wolf. Biographien zur Naturgeschichte der Schweiz. (Biographies pour servir à l'histoire intellectuelle de la Suisse.) 4 vol. in-12. Cet ouvrage comprend environ 80 biographies de naturalistes, mathématiciens ou physiciens suisses. Les savants genevois qui figurent dans cette galerie sont :

Barthélemy-Micheli Du Crest, physicien (1690-1766), I, 229-260.
Simon Lhuillier, professeur de mathématiques (1750-1840), I, 401-422.
Jacques André Mallet, prof. d'astronomie (1740-1790), II, 249-268.
Henri-Albert Gosse, pharmacien (1754-1816), II, 309-318.
Gabriel Cramer, prof. de mathématiques (1704-1752), III, 203-226.
Charles Bonnet (1720-1793), III, 257-290.
Marc-Auguste Pictet, professeur de physique (1752-1825), III, 373-394.
Jean Jallabert, professeur de mathématiques (1712-1768), IV, 149-166.
Georges-Louis LeSage (1724-1823), IV, 173-192.

Jaques-André DeLuc (1727-1817), IV, 193-210.
Horace-Bénédict de Saussure (1740-1799), IV, 245-274.
Augustin-Pyramus de Candolle (1778-1841), IV, 349-374.
Charles-François Sturm (1803-1855), IV, 375-389.

On trouvera en outre, soit dans le texte soit dans les notes, une foule de renseignements biographiques et bibliographiques sur un nombre très-considérable de personnes se rattachant à l'histoire de Genève. — Le quatrième volume, dédié à l'Académie de Genève en souvenir de son troisième Jubilé séculaire, renferme le portrait d'H.-B. de Saussure.

Il nous sera permis, en terminant cet article, de franchir les limites du canton de Genève pour signaler une publication d'un de nos collègues, intéressant d'une manière générale l'histoire intellectuelle de la Suisse, nous voulons parler de la *Vie de Thomas Plater*, traduite pour la première fois en français, par M. Ed. Fick.

Dons de manuscrits.

Durant les trois dernières années, un grand nombre de manuscrits ont été offerts en don à la Société.

M. le comte Amédée de Foras nous a adressé la copie faite par lui, d'après un recueil manuscrit du dix-septième siècle, d'une *Moralité jouée à Genève, en la place du Molard, le dimanche des Bordes l'an 1523.* Une partie de ce drame populaire a été publiée dans le premier volume des présents Mémoires (p. 153) par MM. les docteurs Chaponnière et Coindet, d'après un ouvrage imprimé au dix-huitième siècle. Mais cet ouvrage étant extrêmement rare, et le manuscrit copié par M. de Foras offrant un certain nombre de variantes, l'obligeante communication, faite à la Société d'histoire, a une valeur réelle au point de vue historique et littéraire.

La Société a reçu, en 1861, des héritiers de M. l'ancien syndic Masbou, par l'intermédiaire de M. Ph. Roget, une précieuse collection de recueils manuscrits et imprimés relatifs à l'histoire de Genève, spécialement au dix-huitième siècle.

En 1862, M. le docteur Butini a fait don d'une masse considérable de manuscrits et de brochures, qu'il tenait en majeure partie de la famille Rocca : ces manuscrits se composent essentiellement soit de relations et

de notes rédigées par François Rocca, commissaire général, sur les événements du dix-huitième siècle, dont il avait été le témoin, soit de copies ou extraits de documents officiels et de journaux particuliers, recueillis par lui et par son fils Jean-François Rocca, et se rapportant à toutes les périodes de l'histoire de Genève.

Enfin, le 3 décembre 1862, le Comité a reçu de la famille de M. le professeur Cellérier, communication des lignes suivantes, renfermées dans ses dispositions de dernière volonté, en date du 3 mai 1860 :

« La mort de M. Edouard Mallet ne me permettant plus, à mon bien grand regret, de lui laisser, comme je le faisais dans un précédent testament, tous les manuscrits en ma possession, relatifs à l'histoire de Genève, et que j'ai presque tous reçus, il y a plus de vingt-cinq ans, de M^mes^ Mallet de Troinex, ses parentes, je me vois contraint d'en disposer autrement. En conséquence, j'offre les susdits manuscrits (ou recueils de pièces les unes manuscrites, les autres imprimées) à la *Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, dont je suis membre et à laquelle ma vieillesse a pris beaucoup d'intérêt et dû beaucoup de jouissances. J'ai la confiance que ces manuscrits, dont quelques-uns sont véritablement précieux, seront bien placés dans le dépôt de cette Société, parce qu'ils y seront soigneusement conservés, et que là ils pourront être facilement utilisés.

« Je prie encore la même Société d'accepter le dépôt des lettres de Charles Perrot, ainsi que des travaux commencés ou du moins réunis par moi, au sujet de cet homme si intéressant, si original et si peu connu, dont depuis quelques années j'ai été fréquemment occupé. Je sais bien que, selon toute apparence, ces documents seront inutiles et oubliés. J'ai toutefois à cœur que, si quelqu'un voulait une fois s'en occuper, il trouvât là des matériaux et des documents. »

Nous espérons pouvoir publier un catalogue détaillé de ces divers manuscrits.

M. Revon, conservateur du Musée d'Annecy, a eu l'extrême obligeance de donner à la Société d'histoire une série considérable d'empreintes de sceaux.

Quelques autres empreintes ont été envoyées par M. le notaire Bonnefoy de Sallanches.

Ouvrages reçus ou acquis par la Société.

Bibliothèque spéciale d'histoire de la Suisse.

La bibliothèque de la Société d'histoire, installée actuellement dans une des salles du Casino, a été formée essentiellement d'ouvrages reçus à titre d'échange ou offerts en don par les auteurs. Néanmoins, afin de faciliter les recherches et les travaux relatifs au passé de notre patrie, la Société, sur la proposition de M. Rilliet-de Candolle, a décidé de pourvoir d'une manière plus directe à l'accroissement de sa bibliothèque, en ce qui concerne l'histoire suisse. Elle a, dans ce but, ouvert entre ses membres une souscription et provoqué des dons de livres. Il a paru surtout utile de réunir certaines catégories d'ouvrages qui se rencontrent rarement dans des collections particulières, et que des bibliothèques plus vastes, mais embrassant l'ensemble des sciences, ne renferment pas toujours d'une manière complète : ainsi d'anciennes publications périodiques, des recueils de documents, des monographies, des écrits biographiques et bibliographiques, des feuilles du jour de l'an, etc. Des ouvrages consacrés à des pays limitrophes de la Suisse, et dont l'histoire, durant le moyen âge, se lie à la sienne, doivent également prendre place dans cette bibliothèque spéciale.

Les ouvrages acquis en suite de la souscription dont il vient d'être parlé, sont désignés par un astérisque. Les ouvrages qui ne portent aucune indication de provenance et qui sont compris sous la lettre A ont été envoyés, à titre d'échange, par les éditeurs; ceux qui se trouvent sous la lettre B ont été donnés par les auteurs.

A.

Publications des Sociétés historiques et recueils périodiques.

* Helvetische Bibliothek. Zurich, 1735-36, 4 vol. in-8.

* Museum Helveticum Tiguri. 1746-1753. 28 parties en 15 vol. in-8°.

* Schweizerisches Museum. Zurich 1783 à 1790, 12 vol. in-8°.

Neues Schweizeriches Museum. Zurich, 1794 à 1795. 5 vol. in-8°.

Der Schweizerische Geschichtsforscher. Bern, 1812-32. Vol. 1 à 8 in-8°. *(Don de M. Rilliet-de Candolle).*

Solothurnisches Wochenblatt. 1810 à 1834. 25 vol. in-12. *(Don de MM. Le Fort-Mestrezat.)*

* BALTHAZAR. Helvetia. 1823-1833. 8 vol. in-8°.

* Historische Zeitung. 1853, 1854. 1 vol. in-8°.

Archiv für schweizerische Geschichte. Vol. XIII. Zürich 1862.

Mittheilungen der antiquarischen Gesellschaft zu Zürich. XII und XIII^{er} Band; XIV^{er} Band, 1tes Heft. Die Pfahlbauten, 4ter Bericht.

Archiv des historischen Vereines des Kantons Bern, 4ter Band. 5er Band, 1es Heft.

Feuilles du jour de l'an, publiées par la Société historique de Berne, savoir: 1860 Die Schweizer in Italien. In-4°.

1861 Waadt wird Schweizerisch durch die Berner. In-4°.

1862 Die Berner im Veltlin unter ihrem Anführer Nikolaus von Mülinen. In-4°.

Der Geschichtsfreund. (Publication de la Société historique des cinq cantons, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald et Zug.) 16ter, 17ter und 18ter Band. Einsiedeln, 1860 à 1862, in-8.

Archives et mémoires de la Société d'Histoire de Fribourg, 6^{e} cahier. Fribourg 1859, in-8.

Beiträge zur vaterländischen Geschichte. Herausgegeben von der historischen Gesellschaft zu Basel. 7ter Band. Bâle 1860, in-8.

Mittheilungen der Gesellschaft für vaterländische Alterthümer in Basel. VIII^{tes} und IX^{tes} Heft. Bâle, 1860, 1862, in-4°.

Mittheilungen der vaterländischen Geschichte. Herausgegeben vom historischen Vereine in St. Gallen. 1es Heft. St. Gallen 1862.

Feuilles du jour de l'an publiées par la Société historique de St-Gall :

1861. Aus der Urzeit des Schweizerlandes.

1862. Das Helvetien unter die Römer.

1863. Das Kloster von St. Gallen, 1.

Argovia. Jahresschrift der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau für 1860. Un vol. in-8°.

— für 1861. Un vol. in-8°.

Taschenbuch der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau für 1860, br. in-12.

— für 1861 und 1862, br. in-12.

Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte. Herausgegeben vom historischen Vereine des Kantons Thurgau. Erstes, zweites und drittes Heft, 1862-1863.

Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande. Tome XVIII, 1re livraison (Nécrologe de l'Eglise de Lausanne).

Tome XIX, 1re livraison (Première partie du Régeste de la Suisse romande.)

Tome V renfermant : Les sires de Cossonay ; la ville de Cossonay. (*Don de M. L. de Charrière.*)

Bulletin de la Société d'histoire de France. Années 1859, novembre et décembre ; années 1860, 1861 et 1862.

L'Institut, journal des sciences et des sociétés savantes. Section des sciences historiques, novembre et décembre 1859, années 1860 à 1862.

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie, 1860, 1861, 1862.

Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest (Poitiers.) Années 1858-59, 1860-1861. 2 vol. in-8.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 13e, 14e, 15e et 16e vol. (1er et 2me trim.)

Mémoires de la Commission des antiquités du département de la Côte-d'Or, tome V ; 2me livraison.

Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, tomes 2, 3.

Publications de la Soc. arch. de Montpellier. Ne 17 (coutumes de Perpignan), in-4°.

— Nos 23, 24, 25, 26, in-4°.

Thalamus parvus. — Le petit thalamus de Montpellier, publié pour la première fois d'après les manuscrits originaux, par la Soc. arch. de Montpellier, 1 vol. in-4°, 1841.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon, mémoires, compte rendu, année 1860, br. in-8.

Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, nos 34 à 41.

Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Châlon-sur-Saône ; tomes I, II et III, 2me partie, IV, 1re et 2me parties.

Abbé Bougaud. Etudes historiques sur Ste Bénigne. *(Publication de la Société Eduenne.)*

Annales de la Société Eduenne. *(Idem.)*

Catalogue des plantes de Saône-et-Loire, par le Dr Cariou. *(Idem.)*

Revue savoisienne, publiée par l'Association florimontane, années 1860 à 1862, 15 janvier et 15 février 1863.

Mémoires et documents, publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie; tomes IV, V et VI, in-8

* Documents publiés par l'Académie impériale de Savoie. 2 vol. in-8°.

Kronijk van Het historisch Genootschap gevestigd te Utrecht, 1846 à 1861 et 1862, feuilles 1 à 24. *(Publication de la Société historique d'Utrecht.)*

Codex diplomaticus neerlandicus, 2e série, tomes II, 2, III à V. *(Idem.)*

Berigten van het historisch Genootschap te Utrecht, I, 1, 2, III, 1, 2, V, 1, 2, VI, 1, 2, VII. *(Idem.)*

Dagverhaal van San van Riebeeck eerste gouverneur aan de kaap de gœde hoop, 1651. — Utrecht, 1848. (*Idem.*)

De Stryd der Friezen en Franken eene Voorlezing door B. J. L. de Geer. Utrecht, 1850. (*Idem.*)

Revue de la numismatique belge, 3e série, tomes IV, V et VI.

Mémoires de Frédéric Perrenot Sr de Champagnac, avec notice et annotations par de Robaux de Soumoy. Bruxelles, 1860. *(Publiés par la Société de l'histoire de Belgique.)*

Commentaires de Bernardino de Mendoza, avec notices et annotations du colonel Guillaume, tome I, 1860. *(Idem.)*

Mémoires anonymes sur les troubles des Pays-Bas. Bruxelles, tome II, 1860, tome III, 1861. *(Idem.)*

Mémoires sur le siége de Tournay (1581), par Philippe Warny de Wisenpierre, avec notice et annotations, par Chotin. Bruxelles, 1860. (*Idem.*)

Mémoires de Pontus Payen, tomes I et II. *(Idem.)*

Mémoires de Francisco de Enzinas, etc., publiés par Ch. Campan, tome I, en deux parties. Bruxelles 1862. *(Idem.)*

Procès de François Anneessens, publié avec notices et annotations, par L. Galesloot, tome I. Bruxelles 1862. *(Idem.)*

Verhandlungen des historischen Vereins von Oberpfalz und Regensburg, 19ter Band, 20ter Band. Regensburg, 1860-1861.

Anzeiger für Kunde der deutschen Vorzeit, Organ des germanischen Museums, 1860, 1861, 1862. Janvier 1863.

Mittheilungen des historischen Vereins für Steiermark, 9tes, 12tes, Heft, Gratz 1859 à 1862, in-8.

Dr Georg Göth. Das Johanneum in Gratz geschichtlich dargestellt zur Erinnerung an seine Gründung vor 50 Jahren. Gratz 1861.

Archiv zur Kunde der Ostereichischen Geschichtsquellen. Herausgegeben von der historischen Commission. I à XXVIII, 1es Heft. (*Publications de l'Académie impériale de Vienne.)*

Monumenta habsburgica. *(Idem.)* Abthg. I. *Chmel.* Actenstücke und Briefe zur Geschichte des Hauses Habsburg im Zeitalter Maximilian's des ersten. Erster, 2ter und 3er Band. Wien, 1854-58, in-8.

Abthg. II. *Lanz.* Actenstücke und Briefe zur Geschichte Kaiser Carl V. Erster Band. Wien, 1857, in-8.

Notizenblatt, 1851 à 59, 9 vol. in-8. *(Idem.)*

Bericht über die Leistungen der Kaiserlichen Akademie der Wissenschaften. Wien 1860, br. in-12. *(Idem.)*

Zeitschrift des Vereins für Geschichte und Alterthum Schlesiens. Dritter Band, erstes Heft. Breslau 1860, in-8.

Codex diplomaticus Silesiæ, 3er Band in-4°. *(Publ. de la même Société.)*

Ladurner. Urkundliche Beiträge zur Geschichte des deutschen Ordens in Tirol. Inspruck 1861, in-8. *(Publication du Ferdinandeum d'Insprück.)*

Ferdinandeum, 29ter Bericht des Verwaltungsauschusses über die Jahre 1860, 1861. *(Idem.)*

Historic society of Lancashire and Cheshire Transactions, vol. VIII à XI. Londres, 1856-1859, in-8°.

A library of national antiquities. A series of volumes, illustrating the general Archæology and history of our country. Published under the direction and the expense of *Joseph Mayer*, I. A volume of Vocabulariels, 1 vol. in-8. *(Envoi de la même Société.)*

Rev. Bryan Faussett. Inventarum sepulchrale, 1 vol. in-4°. *(Idem.)*

Report of the Smithsonian Institution for the Year 1860. Washington 1861, 1 vol. in-8.

Mémoires de la Société d'archéologie de Saint-Pétersbourg, 1861. In-4° (en russe).

B.

Ouvrages et Brochures.

Histoire générale.

R. Wolf. Zeittafeln für jeden Tag des Jahres, 1 vol. in-12.

P. Odier. Esquisse du droit féodal, in-8°.

Haag. Histoire des dogmes chrétiens. Paris 1862, 2 vol. gr. in-8.

Histoire des pays étrangers à la Suisse.

Carte de la Gaule, sous le proconsulat de César, dressée à l'aide des documents géographiques et topographiques du département de la Guerre, par la commission spéciale instituée au ministère de l'Instruction publique des cultes, d'après les ordres de S. M. l'Empereur, 1861. (*Don du ministère français de l'Instruction publique.*)

Tudot. Carte des voies romaines du département de l'Allier. Paris 1859, in-fol°.

Valentin Smith. Notices historiques sur les Burgondes, 2 br. in-8. Lyon 1861.

Chronique de Guines et d'Ardre, publiée par M. le marquis de Godefroy-Ménilglaise. Paris 1855, in-8°. (*Don de l'éditeur.*)

Mémoires de la Ligue. Amsterdam 1758, 6 vol. in-4°. (*Don de M. Lullin-Dunant.*)

P. Roger. Noblesse et chevalerie du comté de Flandre. Amiens 1843, gr. in-8. (*Don de M. Ant. Durand.*)

— Bibliothèque historique monumentale, ecclésiastique et littéraire de la Picardie et de l'Artois. Amiens 1844, gr. in-8. (*Idem.*)

— Archives historiques et ecclésiastiques de la Picardie et de l'Artois. Amiens 1842, gr. in-8. (*Idem.*)

L. Spach. Deux voyages d'Élisabeth d'Autriche, épouse de Charles IX, roi de France. Correspondance inédite du seizième siècle. Colmar 1855, br. in-8°. Pièces justificatives. Colmar 1856, br. in-8°.

— Christian Bartholmess. (Extrait de la Revue d'Alsace.)

Jules Philippe. Notice historique sur l'abbaye de Talloires. Chambéry 1861, in-8°.

Mémoire pour servir à la construction du fort de l'Annonciade.

R. Chalon. Fabrice de Bassecourt. Bruxelles 1857, in-8°.

— Un coup d'État manqué (1722). Bruxelles 1860, br. in-8°.

— Le dernier duc de Bouillon. Bruxelles 1860, br. in-8.

— Les Seigneurs de Muno. Bruxelles 1860, br. in-8.

— Recherches sur la Seigneurie des Hayons. Bruxelles 1862, br. in-8.

— Statistique rétrospective, in-8°.

* Stælin. Würtembergische Geschichte. Stuttgardt und Tübingen 1841 à 1856, 3 vol. in-8°.

Mone. Urgeschichte des badischen Landes. Carlsruhe, 2 vol. in-8°. *(Don de M. Ch. Le Fort.)*

Vanotti. Die Grafen von Montfort und Werdenberg. 1845, in-8°. *(Id.)*

Kopke. Die Gründung der König Friedrich-Wilhelms-Universitæt zu Berlin. Berlin 1860, in-4°. *(Envoi de l'Univ. de Berlin).*

Sacra universitatis litterariæ ante L annos institutæ die XV mensis octobris anni MDCCCLX celebranda indicunt Rector et Senatus, br. in-4°. *(Id.)*

Maercker. Prolog zur ersten fünfzigjährigen Jubelfeier der Universitæt zu Berlin, br. in-4°. *(Id.)*

E. de Septenville. Victoires et conquêtes de l'Espagne. Paris 1862, 1 vol. in-12.

— Victoires et conquêtes du Portugal. Paris 1863, 1 vol. in-12.

V. Langlois. Mémoire sur les relations de la République de Gênes avec le royaume chrétien de la petite Arménie pendant les XIII^me^ et XIV^me^ siècles. Turin 1861, in-4°.

— Rapport sur les archives de Turin, in-8°.

Histoire suisse.

* Simler. Von dem Regiment der Löblichen Eydgenossenchaft. Zurich 1722. 1 vol. in-4.

* Loys de Bochat. Mémoires pour servir à l'histoire ancienne de la Suisse. Lausanne 1747 à 1749, 3 vol. in-4.

* Histoire des révolutions de la haute Allemagne, contenant les ligues et les guerres de la Suisse. Zurich 1766. 2 vol. in-12.

* Historie der Eidgenossen, 1768. 3 vol. in-8°.

* Neugart. Episcopatus Constantiensis Allemanicus. 1 vol. in-4.

* Codex diplomaticus Allemaniæ et Burgundiæ. 2 tomes en 1 vol. in-4.

Thesaurus historiæ helvetiæ, renfermant : Johannis Vitodurani chronicon ; Hemmerlin de Suisensium ortu, etc. Glareani descrips. Helvetiæ ; Plantini Helvetia antiqua et nova, etc. Tiguri 1737, 1 vol. in-folio. *(Don de M. Lullin-Dunant.)*

Schillings burgundische Kriege. Bern 1743, 1 vol. in-4. *(Idem.)*

* Haller. Bibliothek der Schweizergeschichte. Bern 1787 à 1788, 6 vol. in-8.

* L. von Sinner. Bibliographie der Schweizergeschichte. 1 vol. in-8.

Kopp. Geschichte der eidgenössischen Bunde. Vol. III, erste und zweite Abtheilung (1291-1308). Berlin 1862.

Amtliche Sammlung der æltern Eidgenossischen Abschiede. 1er vol. (1291-1420). Publié par J.-E. Kopp. *(Don de M. Le Fort, anc. cons.)*

— 4e vol. 2e section (1536-1586), par l'archiviste Krütli. *(Envoi du département fédéral de l'intérieur.)*

— 7e vol. 1re section (1712-1743), par le docteur Fechter. *(Idem.)*

Rilliet-de Candolle. Recueil officiel des anciens recès fédéraux. Compte rendu. Broch. in-8.

Ant. Morin. Histoire politique de la Suisse. Genève 1856-1857, 3 vol. in-12.

G. von Wyss. Ueber eine Zürcher-Chronick aus dem fünfzehnten Jahrhundert und ihrem Schlachtbericht von Sempach. Br. in-8. Zürich 1862.

* Das Habsburgisch-österreichische Urbarbuch. Herausgegeben von Dr Fr. Pfeiffer. Stuttgardt 1850, in-8.

H. von Liebenau. Förderung der Eidgenossenschaft durch des Hauses Habsburg innere Verhæltnisse. Lucern 1847, in-4.

Pipitz. Die Grafen von Kybourg. Leipzig 1839, in-8.

* H. Gelzer. Schweizergeschichte bis zur Reformation. Basel 1840, in-8°.

* Remigius Meyer. Die Waldstætte vor dem Bunde von 1291, br. in-8.

* Hottinger. De la tâche à remplir par la Confédération suisse telle qu'elle résulte de son histoire. Zurich 1850, br. in-8.

* Die Chronik des Weissen Buches im Archive Obwalden (edidit G. von Wyss).

Wolf. Biographien zur Kulturgeschichte der Schweiz. Zürich 1858-1862, 4 vol. in-12. *(Don de M. l'ancien conseiller Le Fort.)*

* E. von Rodt. Die Feldzüge Karls des Kühnen, Herzogs von Burgund und seiner Erben. Schaffhausen 1843-1844. 2 vol. in-8.

Chronique (manuscrite) de Bullinger et continuation par Jean Haller. 5 vol. in-folio. *(Don de M. Gustave Revilliod.)*

Hisely. Note sur les Menaides, br. in-8.

Fiala. Schweizerischer Todtenkalender für des Jahr 1859.

* Feuilles du jour de l'an, publiées à Zurich par la bibliothèque de la ville. 1759 à 1860.

— * par la Société de la Chambre des chanoines. 1779 à 1845.

— * par la Société de secours. 1819 à1848 (sauf 1821 et 1822).

— * par la Société des artificiers. 1828 à 1832, 1843, 1847, 1850 à 1852.

— * par la maison des orphelins. 1849 à 56, 58 à 60.

— * par la Société des artistes. 1828, 1829, 1831.

G. v. Wyss. Kaiser Karl's des Grossen Bild am Münster. Zürich, in-4. (Feuille du jour de l'an de la Biblioth. de la ville, pour 1861.)

Fragments historiques de la ville et république de Berne. 1re partie, 2me édit. Neuchâtel 1759. 2me partie, 1re édit. Neuchâtel 1737. *(Don des héritiers de M. Masbou.)*

Trouillat. Monuments de l'histoire de l'ancien évêché de Bâle. 4me vol. Porrentruy 1861. *(Don de M. de Stürler.)*

* Lauterburg. Berner Taschenbuch. Années 1861 à 1863; 3 vol. in-12.

* Morel. Abrégé de l'histoire et de la statistique du ci-devant évêché de Bâle. Strasbourg 1813. In-8.

* Gruneisen. Niclaus Manuel. Stuttgardt und Tübingen 1837. in-8.

* von Rodt. Geschichte des Kriegswesens der Berner. Bern 1831-34, 3 vol. in-8.

* Albert Jahn. Chronik des Kantons Bern alten Theils. Bern und Zürich 1857, 1 vol. in-4.

* C.-A. Blösch. Geschichte der Stadt Biel. Biel 1855-1856. 3 vol. in-8°.

* Frickard. Beschreibung des Twingherrenstreits im Jahr 1470. Herausg. von E. von Rodt. Bern 1837, 1 vol. in-8.

* Fassbind. Geschichte des Kantons Schwiz. Schwiz 1832-34, 4 vol. in-8.

Die Legende von S. Meinrad. Herausgegeben von P. Gall Morell. In-12.

Gall Morell. Augustin Reding, Fürstabt von Einsiedeln, als Gelehrter und Schulmann. Br. in-4.

* Businger. Geschichte des Volkes von Unterwalden. Lucern 1827-1828, 2 vol. in-8.

* Rœmi de Bertigny, Héliodore. Chronique de Fribourg. Fribourg 1852, 1 vol. in-8.

* Mémorial de Fribourg, rédigé par l'abbé Gremaud. Fribourg 1854-1857, 4 vol. in-8.

Schmitt. Mémoires historiques sur le diocèse de Lausanne, publiés et annotés par l'abbé Gremaud. Fribourg 1858, 1859. 2 vol. in-8 formant les vol. V et VI du Mémorial. *(Don de M. Gremaud.)*

* Kuenlin. Dictionnaire du canton de Fribourg. Fribourg 1832, 2 vol. in-12.

Fiala. P. Urban Winistörfer. Soleure 1860. In-4.

Schmid. Alexander. Die Kirchensætze, die Stifts- und Pfarrgeistlichkeit des Kantons Solothurn. Soleure 1857. 1 vol. in-8.

* Ochs. Geschichte der Stadt Basel. Bâle 1786-1822. 8 vol. in-8.

* Fechter. Geschichte des Schulwesens in Basel. 2 br. in-8.

Aug. Chantre. Jubilé de l'Université de Bâle. 1860. Br. in-8.

Fechter. Basler Taschenbuch für das Jahr 1862, in-12.

— — für Jahr 1863, in-12.

* Ildefons von Arx. Geschichte des Kantons St-Gallen. 3 vol. in-8.

C. v. Mohr. Archiv für die Geschichte der Republick Graubündens. 1er und 2er Band. Coire 1848, 1851. 2 vol. in-8. *(Don de M. A. de Flugi.)*

Des Maréchal de Camp Ulysses von Salis Marschlins Denkwürdigkeiten. Herausgegeben von Conradin von Mohr. Coire 1858. *(Don de l'éditeur.)*

Gesammelte Schriften von J.-U. von Salis-Seewis. Herausg. v. Conradin von Mohr. Coire 1858. *(Idem.)*

Codex Diplomaticus. Sammlung der Urkunden-Geschichte Chur-Rætiens und der Republik Graubündens. Herausgegeben von Conradin von Mohr. Tome III. Coire 1861. *(Idem.)*

Barth. Anhorn's Pündner Aufruhr im Jahre 1607. Herausg. von Conradin von Moor (sic). Coire 1862. *(Idem.)*

Catalogue de la Bibliothèque cantonale d'Argovie. 2 vol. in-8.

* Pupikofer. Geschichte des Thurgaues. Bischofzell 1828-1830, 2 vol. in-8.

— Die Landgrafschaft Thurgau vor und nach ihrem Ueber-

gange an die Eidgenossenschaft. Frauenfeld 1861, br. in-8.

— Bischofzell vor und wæhrend der Revolution von 1798. Frauenfeld 1856, in-8.

* De Grenus. Documents relatifs à l'histoire du pays de Vaud. Genève 1817. In-8.

L. de Charrière. Recherches sur le prieuré de Saint-Pierre et Saint-Paul de Cossonay. 1 vol. in-8.

Le Bailliage de Chillon en 1660. Publié en 1861. Vevey, in-8.

Chartes, titres et pièces justificatives publiés par la famille de Palezieux dit Falconnet, en réponse à l'ouvrage intitulé : Le Bailliage de Chillon en 1660. Lausanne 1861. In-8.

E. de Mellet. Second appendice au Bailliage de Chillon, en réponse aux pièces justificatives produites par la famille de Palezieux dit Falconnet. Vevey 1861. In-8.

Blanchet. Lausanne dans les temps anciens. Lausanne 1862. In-8.

De Gingins. Sur l'*étymologie du nom d'Eburodunum*. Br. in-8.

* S. Furrer. Urkunden welche Bezug haben auf Wallis. Sitten 1850, in-8.

* Spon. Histoire de Genève. Genève 1730, 2 vol. in-4.

* Béranger. Histoire de Genève. 6 vol. in-8.

Galiffe. Notices généalogiques sur les familles genevoises, 4e vol., 2e série. Genève 1860.

Galiffe et de Mandrot. Armorial historique genevois, seconde série.

Le livre du Recteur. Catalogue des étudiants de l'Académie de Genève, 1559 à 1859. Genève 1860, in-8.

H. Fazy. Le livre du Recteur. Etude historique sur l'Académie de Genève. Lausanne 1862, br. in-8.

Th. Heyer. Ami Argand. Genève 1861, br. in-8.

A. Roget. Souvenirs de la Restauration genevoise. Genève 1862, in-4°.

Un grand nombre de brochures relatives à l'histoire de Genève, comprises dans les dons Masbou et Butini, ou remises par divers sociétaires : le catalogue en sera publié ultérieurement.

Archéologie.

Pictet, Ad. Essai sur quelques inscriptions en langue gauloise, br. in-8. *(Don de M. F. Soret.)*

MORLOT, A. Etudes archéologico-géologiques en Danemark et en Suisse, br. in-8.

FR. FOREL. Notice sur les objets en silex et les ossements trouvés dans les cavernes de Menton, br. in-8.

H.-J. GOSSE. Note sur des silex taillés trouvés dans le bassin de Paris, br. in-4°.

DE GILLES. Notice sur le Musée de Tsarskoi Selo. Saint-Pétersbourg.

Descriptive Account of the Cathedral Church of Canterbury. Canterbury 1839, gr. in-8. *(Don de M. Ant. Durand.)*

PICCARD. Mémoire sur la forme et la provenance des chiffres servant à la numération décimale. Lausanne, br. in-8.

V. LANGLOIS. Un chapitre inédit de la question des Lieux-Saints. Paris 1861, in-8.

STICKEL. Dissertation sur une inscription grecque.

ROACH SMITH. Illustrations of roman London. London 1859, in-4.

— Report of excavations made on the site of the roman Castrum at Lymne in Kent. London 1852, in-8.

— Etchings of ancient remains illustraticle of the habits, customs, and history of past ages. London 1857-1862, 2 br. in-8.

Dr MULLER. Ueber Alterthümer des ostindischen Archipels insbesondere die Hindualterthümer auf Java, Madura und Bali, 1 vol. in-8.

PROTAT. Etudes sur les inscriptions gallo-romaines, in-4°.

— Deuxième étude sur les inscriptions des enceintes sacrées gallo-romaines, in-4°.

— Troisième étude sur les inscriptions des enceintes sacrées gallo-romaines. Dijon, in-4°.

— Les Graffiti de Neuvy sur Baranjon, in-4.

— Recherches sur l'inscription du Vieux Poitiers, in-4 lithogr.

Numismatique.

D'ANGREVILLE. Numismatique vallaisanne : Époque mérovingienne. Genève 1861, in-4°.

DE GILLES. Lettre à M. Langlois sur une monnaie attribuée à Oleg, roi de Nougorod. Paris 1861, in-8.

Catalogue des monnaies de feu M. Norblin, in-8. *(Don de M. Soret.)*

LAGOY. Description de plusieurs fiertons. Paris 1858, in-8°.

ROBERT, CH. Denier au temple, frappé à Valenciennes, in-8°.

— Tiers de sol de Mauriac, in-8°.

— Description d'une monnaie gauloise, in-8°.

— Monnaie de Louis de Montpensier, in-8°.

— Médailles trouvées en Crimée, in-8°.

RENAULT DE VAUCOULEURS. Monnaies mérovingiennes, in-8.

CHALON, R. Recherches sur les monnaies des comtes de Namur. Bruxelles 1860, in-4.

— Denier de Charles le Chauve, frappé à Famars, br. in-8.

— Médaille hispano-mexicaine de Ferdinand VII, br. in-8.

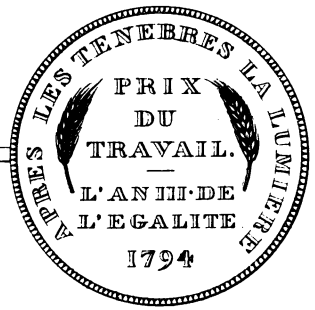
— Curiosités numismatiques, br. in-8.

Collection Jean Rousseau, br. in-8°.

V. LANGLOIS. Supplément à l'essai de classification des suites monétaires de la Georgie, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, br. in-8.

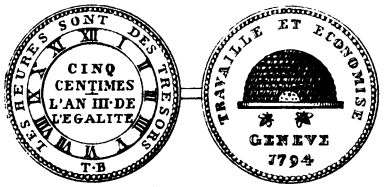
PROJET.

GENEVOISES.



DÉCIMES. 15 SOLS.

DEMI-DÉCIMES.



Pilet & Cougnard à Genève.

SECONDE PARTIE

RECUEIL

DES

FRANCHISES ET LOIS MUNICIPALES

DES PRINCIPALES VILLES

DE L'ANCIEN DIOCÈSE DE

GENÈVE

PUBLIÉ PAR LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE GENÈVE

INTRODUCTION

Nous avons, dans la préface d'un autre volume de ces Mémoires (tome XIV), fait connaître la mission confiée à la Société d'histoire et d'archéologie au sujet de la publication des documents rassemblés par son ancien président, Édouard Mallet. Appelés, au nom de cette Société, à mettre au jour un premier recueil, renfermant les chartes inédites relatives à l'histoire de la ville et du diocèse de Genève, et antérieures à l'année 1312, nous avons rencontré dans les portefeuilles de notre collègue les franchises municipales accordées, du treizième au quinzième siècle, à quelques-unes des villes du diocèse, telles qu'Aubonne, Évian, Annecy et Rumilly. L'importance de ce genre de pièces nous a engagés à les éditer toutes dès à présent, quelle que fût leur date, et à les réunir, à cet effet, dans une collection spéciale. Nous désirions en outre rendre cette publication plus complète et plus utile en y comprenant, soit quelques statuts déjà imprimés, soit même d'autres chartes de franchises encore inédites, dont Mallet n'avait pas pu se procurer des copies, mais qui devaient être conservées sans doute dans quelques dépôts publics ou particuliers.

Nos recherches à cet égard ont été couronnées de succès, grâces à l'obligeance de plusieurs amis des études historiques,

principalement de MM. Costa de Beauregard, Adrien Bonnefoy, Jules Philippe et Lecoy de la Marche, archiviste de la Haute-Savoie. Leur concours sympathique et dévoué nous a permis d'augmenter considérablement notre recueil, et de placer à la fois sous les yeux du public plus de soixante documents, en majeure partie inédits, relatifs aux libertés municipales de dix-neuf villes ou communautés de l'ancien diocèse de Genève.

Voici la liste de ces localités, et la date des chartes que nous publions pour chacune d'elles.

AUBONNE . . 1234.
ÉVIAN . . . . 1265, 1279, 1285, 1298, 1322, 1324, 1330, 1346, 1365, 1387, 1392, 1418 et 1433.
CRUSEILLES. 1282 et 1372.
SEYSSEL. . . 1285.
RUMILLY. . . 1291, 1320, 1372, 1376, 1383, 1418, 1438 et 1440.
CHAMONIX. . 1292, 1330, 1368, 1386 et 1412.
GEX . . . . . 1292, 1353, 1397, 1453 et 1479.
SALLANCHES. 1293 et 1310.
CLUSES . . . 1310, 1329, 1347, 1397 et 1432.
LULLIN . . . 1310.
BONNE. . . . 1310, 1318, 1341, 1464 et 1538.
FÉTERNE . . 1322 et 1392.
THONON. . . 1324.
YVOIRE . . . 1324.
CHATELARD. 1324.
LA ROCHE. . 1335, 1386, 1396 et 1412.
THONES . . . 1350, 1369, 1464 et 1546.
ANNECY . . . 1367 et 1412.
BONNEVILLE. 1377, 1432 et 1500.

Si les franchises concédées à Genève, en 1387, par l'évêque Adémar Fabri, n'ont point été reproduites, c'est que le texte et une ancienne traduction en ont été publiés avec le plus grand soin par Édouard Mallet, dans le second volume de nos Mémoires. On peut observer toutefois que, d'après l'ordre chronologique adopté dans le tableau précédent, Genève se trouverait après toutes les autres villes du diocèse; mais la charte qui lui fut tardivement accordée, n'est en majeure partie que la promulgation écrite d'anciens usages, et elle consacre d'autre part un en-

semble de libertés et d'attributions municipales plus complètes que toutes celles conférées aux autres communes.

Il n'est pas nécessaire d'exposer longuement les motifs de notre publication.

Chacun sait que la *Commune* forme une des faces les plus remarquables de l'histoire du moyen âge. Par la constitution de la commune, le régime féodal est ébranlé : une société nouvelle, composée d'hommes libres, essentiellement voués à l'industrie et au commerce, vient en effet prendre sa place au milieu de classes de population rigoureusement séparées les unes des autres par l'inégalité de leur condition, et s'occupant exclusivement de la guerre ou de la culture du sol; on voit renaître ou s'établir des institutions politiques et des règles de droit qui, circonscrites d'abord dans l'enceinte municipale, modifieront peu à peu l'organisation des plus grands États, et deviendront le droit commun de nations entières. Aussi, d'éminents historiens et de savants jurisconsultes se sont-ils appliqués de nos jours à explorer tout ce qui concerne les communes : leurs origines lointaines et complexes, leur organisation légale, leur vie intérieure, les modifications qu'elles ont subies et les influences qu'elles ont exercées. Mais ce champ d'études, malgré le mérite des auteurs qui s'en sont occupés, est loin d'être épuisé. Le moyen âge offre dans ses manifestations sociales et politiques une extrême variété, et les esquisses générales les plus consciencieusement tracées laissent en dehors d'elles beaucoup d'exceptions à constater et de faits spéciaux à enregistrer. Il est d'ailleurs des contrées, et celles qui nous entourent sont de ce nombre, qui ont, moins que d'autres jusqu'ici, attiré l'attention des historiens.

La base première et indispensable de tout travail approfondi sur l'organisation communale est la publication des chartes de franchises et de libertés accordées aux communes ou sanctionnées par les souverains dont elles dépendaient. De simples analyses

de ces documents, ou des résumés systématiques de leurs dispositions, ne sauraient tenir lieu des textes eux-mêmes. Ceux-ci seuls fournissent, soit sur l'origine et la constitution graduelle des communes, soit sur les mœurs, le droit et le mouvement industriel et commercial, une foule de renseignements tous précieux à recueillir, et qu'un autre mode de publication risquerait fort de laisser échapper.

La science historique moderne, justement dominée par un esprit de précision et de critique, réclame donc avant tout, dès qu'il s'agit de communes, la mise au jour des chartes et lois municipales, sans se laisser arrêter par l'apparente aridité de celles-ci ou la similitude extrême qui se rencontre souvent dans la plupart de leurs dispositions. Cette marche a été suivie dans de nombreux ouvrages publiés récemment par des gouvernements, par des sociétés savantes ou des éditeurs isolés. Nous rappellerons dans la première catégorie les *Monuments de l'histoire du Tiers-État*, publiés en France sous la direction d'Augustin Thierry, et le volume consacré aux *Lois municipales* dans l'importante collection entreprise à Turin sous le titre de : *Historiæ patriæ monumenta*. Pour les contrées qui nous environnent, des matériaux précieux ont été recueillis dans les Mémoires des académies de Turin et de Besançon, dans ceux de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, de la Société d'histoire de la Suisse romande, ainsi que dans les Mémoires des principales sociétés historiques de la Suisse allemande. Enfin, en dehors de ces collections, d'autres textes relatifs à des localités de Suisse et de Savoie ont été mis au jour par le zèle et le dévouement de plusieurs savants : nous n'avons point à les énumérer ici, car leurs ouvrages sont entre les mains de tous ceux qui s'intéressent à ces questions.

La Société d'histoire et d'archéologie de Genève a tenu à honneur de prendre part à cet ensemble d'efforts et de travaux, tout en se renfermant dans les limites de l'ancien diocèse, qui forme déjà le cadre d'autres publications qu'elle a entreprises.

Le présent recueil est un complément nécessaire aux documents publiés par elle depuis vingt années et tout récemment encore, sur les annales de nos contrées au moyen âge. Il pourra offrir, en outre, pour l'étude comparée du régime municipal et des institutions juridiques, un intérêt scientifique d'un caractère moins local. Les peuples de l'ancien royaume de Bourgogne occupant, en effet, une position intermédiaire entre la France, l'Italie et l'Allemagne, et ayant subi l'influence des grandes nationalités plus compactes qui les entouraient, ce n'est pas sans fruit qu'on étudiera chez eux les coutumes des habitants, la naissance et le développement de la vie urbaine : on discernera des traits remarquables d'analogie entre leurs statuts municipaux et ceux de cités souvent lointaines.

Nous avons nous-mêmes, en publiant ces chartes, pressenti et constaté plus d'une fois les résultats intéressants qu'elles peuvent fournir au double point de vue qui vient d'être signalé; mais nous n'avons point la pensée de les consigner ici. Ce qui concerne la ville de Genève et l'ancien diocèse de ce nom, antérieurement à l'année 1312, trouvera sa place dans le Régeste ou répertoire analytique dont nous avons annoncé la mise en œuvre; et pour les siècles suivants, le quatorzième et le quinzième, un grand nombre de documents locaux, qui devraient être rapprochés des chartes communales, attendent encore leur mise au jour. D'autre part, pour entreprendre une étude comparée des statuts municipaux de divers pays, et déterminer ainsi la formation et l'origine réelle de nos franchises, il nous manque tout près de nous, quelques anneaux intermédiaires, dans cette chaîne d'influences entrecroisées qui s'étendait sur l'Europe au moyen âge: telles sont les chartes accordées par des princes de la maison de Savoie à plusieurs localités du Valais et les franchises de la portion du Pays de Vaud qui ne dépendait pas au temporel de l'évêque de Lausanne. Ces pièces ont bien été recueillies par les soins de la So-

ciété d'histoire de la Suisse romande, mais n'ont pas encore pris place dans les Mémoires de cette Société.

Nous nous bornerons donc à esquisser rapidement la série historique des chartes municipales du présent recueil et à signaler ensuite quelques-uns des groupes de dispositions qui méritent d'attirer plus spécialement l'examen des investigateurs.

Quelques-unes des cités qui, en Suisse ou en Allemagne, ont le plus promptement acquis une organisation communale complète et indépendante, étaient construites sur le sol de l'Empire et ne reconnaissaient pas au-dessus d'elles d'autre pouvoir que celui du successeur germanique des Césars. Aucune des villes du diocèse de Genève ne s'est trouvée dans cette position. Toutes dépendaient de seigneuries ou souverainetés territoriales, laïques ou ecclésiastiques, qui, très-diverses quant à l'étendue du pouvoir politique ou à la hiérarchie féodale, se répartissaient entre elles le territoire du diocèse. L'évêque lui-même était au nombre de ces souverains : son pouvoir temporel, pour lequel il relevait immédiatement de l'Empire, s'étendait sur la cité épiscopale, une étroite banlieue et trois mandements ruraux.

Un des huit décanats dont se composait le diocèse, celui d'outre-Rhône, comprenait à lui seul un certain nombre de seigneuries, entre autres celle de Gex possédée par une branche cadette de la maison de Genève et qui passa, vers le milieu du treizième siècle, dans celle de Joinville. Venaient ensuite, en remontant les rives du lac, les domaines moins étendus des sires de Prangins, de Mont et d'Aubonne. Cette dernière seigneurie, qui embrassait la petite ville du même nom, appartenait au commencement du treizième siècle à trois frères : Jaques, Guerric et Pierre. C'est à la suite de discussions existant entre eux sur leurs attributions respectives, qu'une sentence arbitrale, rendue en 1234, formula d'une manière précise les droits des seigneurs et ceux des bourgeois. Notre recueil s'ouvre

par cet acte: sa teneur non moins que sa forme le distingue de la plupart des autres franchises que nous publions; ainsi, nous ne retrouverons nulle part la mention des *aides* féodales. Elles étaient dues aux seigneurs d'Aubonne, lorsqu'ils se rendaient à Rome, au delà des mers, ou à St-Jaques de Compostelle, lorsqu'ils étaient prisonniers, lorsqu'ils mariaient leurs filles, enfin lorsqu'ils acquéraient des terres (1).

Le territoire qui s'étend depuis la rivière d'Arve, à un quart de lieue de Genève, jusqu'à l'extrémité sud du lac d'Annecy, était au treizième siècle sous la domination des comtes de Genevois. Les principales villes étaient : Annecy, Rumilly, Alby, Thônes, La Roche et Cruseilles, cette dernière formant, sous la suzeraineté du comte, l'apanage d'autres membres de sa famille. La baronie de Faucigny qui, par une série de mariages, passa de la maison indigène dans celle de Savoie, puis de celle-ci dans deux races successives des dauphins de Viennois, avait sous sa dépendance la presque totalité du bassin de l'Arve, et possédait les villes de Bonne, Bonneville, Lullin, Cluses et Sallanches. Vers les sources de la même rivière, au pied du Mont-Blanc, les vallées de Chamonix et de Valorsine appartenaient à un prieuré bénédictin, relevant de l'abbaye de Saint-Michel de La Cluse en Piémont. Enfin, les territoires du diocèse non compris dans les limites de ces seigneuries étaient soumis à la maison de Savoie. Les possessions de cette maison étaient ainsi disséminées sur tout le pourtour du diocèse et comprenaient : soit la partie du Chablais située au midi du lac Léman, où l'on trouvait les villes et bourgs d'Evian, de Féterne, de Thonon et d'Yvoire; soit le plateau montueux des Beauges, entre Faverges et Chambéry; soit le décanat de Ceizérieu sur la rive droite du Rhône, dans le département actuel de l'Ain.

(1) Aubonne, art. 2. — Voyez : Notice historique sur le château et les sires d'Aubonne, par D. Martignier, dans *Le pays de Vaud et la Suisse romande.* Lausanne 1838, p. 97.

Ce morcellement multiple de souverainetés a peut-être contribué à hâter, pour plusieurs villes, l'obtention de franchises communales, car en parcourant les dates de leurs concessions, il semble qu'une sorte de rivalité a régné sous ce rapport, à certaines époques, entre les divers seigneurs du pays.

Après la sentence arbitrale d'Aubonne, la première charte de franchises dont le texte nous soit parvenu date de 1265. Elle fut accordée à Evian par ce Pierre de Savoie, surnommé *le petit Charlemagne*, dont l'habileté politique et la valeur guerrière donnèrent une impulsion si grande au pouvoir et à l'influence de la maison de Savoie (2). Cette maison qui aspirait à fonder sur les débris de maintes seigneuries une souveraineté étendue et homogène, avait de bonne heure envisagé comme un des plus utiles moyens d'action, la concession de franchises municipales, grâces auxquelles, dans ses domaines au delà et en deçà des Alpes, se formait, au détriment de la petite noblesse, une classe moyenne industrieuse et volontiers affectionnée au souverain. Les franchises de Suze remontent à Amédée III, mort en 1148: elles furent confirmées le 25 février 1198 (3) par le comte Thomas, qui en accorda également à Aoste (4) et à Pignerol, et de ce côté-ci des Alpes à Ville-

(2) Un de nos compatriotes récemment enlevé à son pays et à la science historique, le colonel Wurstemberger a consacré à Pierre de Savoie un ouvrage d'une remarquable érudition, qui fait connaître, outre la carrière et l'œuvre politique de ce prince, l'ensemble des événements et des institutions de cette époque. Il est intitulé: *Peter der zweite, Graf von Savoyen, sein Haus und seine Lande.* Berne et Zurich 1856 à 1858, 4 vol. in-8. Le quatrième volume, entièrement en latin est consacré aux preuves historiques: il forme un cartulaire chronologique de tous les actes de Pierre de Savoie.

(3) La charte d'Amédée III n'a pas été conservée: celle de Thomas est imprimée dans: Historiæ Patriæ Monumenta, Leges municipales, p. 41.

(4) Hist. Patr. Mon. Leges, p. 33. Voyez: Cibrario, *Storia della monarchia di Savoia*, t. I, p. 234, et Wurstemberg, *Peter der zweite*, t. III, p. 246.

neuve de Chillon en 1214 (5), à Yenne en 1215 (6) et à Chambéry le 14 mars 1232 (7). Un an plus tard, le fils aîné et successeur de Thomas, Amédée IV, conféra à Montmélian (8) une charte à peu près semblable à celle de Chambéry, et Béatrix, veuve de Thomas, de concert avec un autre de ses fils, à Saint-Genis d'Aoste (9). Tout en suivant les traditions de sa famille, Pierre de Savoie se conformait à l'esprit général de sa politique, lorsqu'il dota les bourgeois d'Evian de leurs premières franchises. Il s'était trouvé de bonne heure en contact avec les cités créées ou consolidées par les Zæhringen : Berne et Morat l'avaient désigné comme leur protecteur, et il avait pu apprécier la puissance qu'elles tiraient de leurs institutions ; lorsqu'en 1263, il avait conclu un traité d'alliance avec les citoyens de Genève, il avait cherché à favoriser leurs idées d'émancipation et ceux-ci le regardaient comme un promoteur des franchises municipales (10). L'on doit observer cependant que, dans cette première charte de 1265, Pierre n'a pas érigé Evian en corps de commune, agissant collectivement par l'intermédiaire de représentants tirés de son sein. Ce nouveau degré de développement est dû à un statut du comte Philippe qui, en 1279, sans modifier la charte de son frère, introduit une magistrature élec-

(5) L'existence de ces franchises est signalée dans une convention intervenue, en 1252, entre Amédée IV et le métral de Villeneuve. Il est question dans cet acte de la construction de la ville et de la liberté *quam dominus Thomas pater ipsius fecerat hominibus dicte ville.* Un extrait de ces franchises est donné par Wurstemberger, ouvrage cité, t. III, p. 250, d'après une ancienne collection manuscrite de documents sur l'histoire du pays de Vaud. Il place la date de ces franchises en 1214.

(6) Cibrario, *Storia*, etc. t. I, p. 264.

(7) Le texte en a été publié dans Cibrario et Promis, *Documenti*, etc. p. 126. Voyez : Ménabréa, *Histoire municipale de Chambéry*, ouvrage que la mort prématurée de l'auteur a laissé inachevé ; et Wurstemberger, ouvr. cité, t. III, p. 249 et suiv.

(8) Texte publié dans les Mémoires de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, t. II, p. 257.

(9) Texte dans les Mém. de la Soc. savois., t. IV, p. 134.

(10) Ed. Mallet, présents Mémoires, t. VII, p. 241.

tive, composée de quatre prud'hommes (*probi homines*) nommés chaque année par les bourgeois et chargés spécialement de percevoir les contributions que les habitants s'imposeront pour leurs affaires et de recevoir les nouveaux bourgeois. C'est la première mention de magistrats municipaux dans les chartes de nos contrées.

La maison de Genève ne tarda point à entrer dans la même voie, peut-être même y avait-elle, dans notre diocèse, précédé celle de Savoie. En effet, Guillaume II, comte de Genevois, mort en 1252, avait concédé à Rumilly des franchises dont le texte primitif n'a pas été conservé, mais qui furent relatées et confirmées dans une charte de 1291. Le 25 avril 1282, Guy de Genève, évêque de Langres et seigneur de Cruseilles, accorde à cette ville, de concert avec son neveu le comte régnant et avec son frère l'évêque de Genève, une charte détaillée de franchises que nous reproduisons, avec quelques corrections, d'après le texte donné déjà par la Société savoisienne. En lisant les chartes de Cruseilles et de Rumilly, on verra qu'elles suivent le même ordre, qu'elles renferment des dispositions presque identiques. La première a été, suivant toute apparence, modelée sur la charte primitive de Rumilly, qui, à son tour, fut reproduite en 1291 avec quelques développements de rédaction.

Au même type appartiennent évidemment, quoique émanées d'un prince de la maison de Savoie, Amédée V, les franchises de Seyssel de 1283. Mais dans les années 1292 et 1293, divers statuts du même ordre, se rattachant à trois souverainetés différentes, nous offrent des caractères tout particuliers. A l'est du diocèse, c'est une sentence arbitrale rendue entre le prieur de Chamonix et ses sujets, à la suite d'une insurrection ou plutôt d'une retraite d'une partie de ceux-ci sur les domaines du comte de Genevois (11). La sentence statue sur seize points de

(11) Comparez la première Charte de franchises de Chamonix, du 26 juillet 1292, avec les pièces sur la même localité, des 19 mai et 21 octobre 1289, publiées présents Mémoires, t. XIV, nos 214 et 217.— Jean Péclos,

droit public et civil controversés entre les parties, dont les prétentions respectives sont duement ténorisées. Quoique fréquemment rendues dans le sens de la communauté, les décisions de l'arbitre révèlent chez les sujets du prieur une condition civile assez inférieure à celle des habitants des villes de la plaine; ce sont des tempéraments apportés à la taillabilité plutôt que l'avénement définitif de la liberté.

A l'extrémité opposée du diocèse, les coutumes proclamées par Léone, dame de Gex, et par son fils Guillaume, insistent beaucoup plus que celles de Savoie et de Genevois sur les droits des seigneurs; la commune est instituée, mais le château la domine et conserve des attributions considérables.

Une autre Dame souveraine, souvent en démêlés avec Léone, tint comme celle-ci d'une main ferme et pendant de longues années, les rênes de son petit Etat. Béatrix de Faucigny, fille du comte Pierre, avait accordé des franchises à Bonneville; ce fait est rappelé dans un acte postérieur émané des bourgeois de cette ville, mais nous ne connaissons ni la date, ni le texte de la charte donnée par Béatrix. Les seuls statuts conservés jusqu'à nos jours, en tête desquels son nom figure, concernent Sallanches et datent de 1293; ils ne renferment qu'un petit nombre de prescriptions essentiellement relatives aux poids et mesures et à la vente du vin, mais, ce qui mérite d'être signalé, c'est que ces prescriptions ont été, du consentement de Béatrix, qui se borna à les promulguer, librement établies par les bourgeois et jurés de Sallanches.

Cette même ville de Sallanches et d'autres villes du Faucigny furent, vingt ans plus tard, dotées de franchises détaillées qui forment dans notre série de documents un groupe à part, une famille en quelque sorte distincte. Béatrix mourut le 21 avril 1310. Immédiatement après, son petit-fils et successeur,

qui était en 1289 chef des hommes du prieur retirés à Passy, se retrouve, en 1292, à la tête de la communauté de Chamonix, lorsque celle-ci traite avec le même prieur de leurs droits réciproques.

Hugues Dauphin, concéda à Cluses en mai, à Sallanches en juin, à Bonne et à Lullin en août, des franchises presque identiques, rédigées dans un ordre méthodique et avec une certaine élégance de style. L'organisation communale y est très-développée: les bourgeois ont pour organes et instruments de leur volonté, non-seulement quatre prudhommes appelés ici *sindics*, élus chaque année, mais deux officiers désignés par ceux-ci, avec des attributions déterminées. Ces officiers sont: le contrôleur du vin, *cridator vini*, appelé à percevoir la taxe sur ce liquide, et le portier, *porterius*, chargé, soit de garder la ville au moyen de guêts ou védettes dont il est le chef, soit d'exercer une sorte de police municipale.

Les dernières années du règne d'Amédée V de Savoie et la première de son fils Édouard nous présentent en matière municipale une extrême activité législative. En outre de quelques statuts portant sur des points spéciaux, on rencontre, soit dans leurs domaines appartenant au diocèse de Genève, soit dans leurs autres États, une série de chartes toutes sur le même modèle, les unes concédées pour la première fois, les autres développant ou confirmant des franchises précédentes. Telles sont celles qui furent accordées le 17 novembre 1322, par Amédée V, à Saint-Branchier en Valais, puis la confirmation, le 17 novembre 1323, de celles de Saint-Georges d'Espéranche par le comte Édouard. Celui-ci signe de même, en février 1324, les chartes d'Évian, de Thonon et de Saint-Maurice d'Agaune; en mars, celles de Châtelard en Beauges, de Léaz et de Billiat; enfin, en novembre, celles de Saint-Laurent du Pont et d'Ambronay. Quatre de ces chartes ont pris place dans notre recueil, mais toutes les autres peuvent utilement en être rapprochées (12).

Enfin nous trouvons, au milieu du quatorzième siècle, trois franchises des comtes de Genevois, à peu près identiques

(12) Le texte de ces Chartes, à l'exception de celles de St-Maurice, encore inédites et de celles de Billiat, se trouvent dans le tome IV des Mém. de la Soc. savois. p. 164 et 181 et suiv. Voyez la note à la fin du présent recueil.

entre elles, savoir celles de La Roche en 1335, de Thônes en 1350, et d'Annecy en 1365.

Nous venons ainsi de parcourir la série entière des concessions originaires, ou tout au moins des premières chartes connues. Chacune d'elles, pour la plupart des villes, est suivie de plusieurs confirmations ou additions, provoquées, soit par les circonstances politiques, soit par les besoins financiers des souverains, car le prix des concessions ou des confirmations va sans cesse en augmentant, soit par le désir des bourgeois d'interpréter des clauses obscures, ou de se faire reconnaître de nouveaux droits, à l'imitation de leurs voisins, et d'étendre les attributions de leur communauté et de leurs magistrats. Ces ordonnances successives nous font assister au développement des germes de liberté et d'indépendance déposés dans les chartes primitives; elles impriment un cachet particulier à des histoires municipales, dont le point de départ est presque semblable.

A un autre point de vue, néanmoins, en avançant dans l'ordre des temps, la diversité fait place à l'unité : entre les dynasties dont les noms alternaient en quelque sorte en tête des chartes, il en est une qui s'y trouve ensuite presque seule. Le Faucigny, la baronie de Gex, sont réunis à la Savoie au milieu du quatorzième siècle, et le comté de Genevois au commencement du quinzième. C'est donc aux princes de la maison de Savoie que sont dus dès lors, si l'on en excepte Chamonix, toutes les confirmations ou extensions de franchises. Ces chartes ne sont bientôt plus que des dérogations spéciales aux *Statuta Sabaudiæ* qui, publiés en 1430, formèrent dès lors le droit commun de presque tout le diocèse. Nous avons arrêté, en général, à cette même date, la série des documents que nous pensions utiles de mettre au jour.

Les franchises municipales touchent tour à tour à l'histoire générale, au droit public, au droit pénal et à l'instruction criminelle, à toutes les branches du droit civil et de la procédure,

enfin, à l'administration financière et à la police. Pour toute recherche relative à l'une ou à l'autre de ces matières, on trouvera dans nos vieilles chartes de villes quelques articles utiles à consulter et à invoquer; mais si l'on veut saisir la vraie portée et la valeur historique de leurs dispositions, il ne faut pas oublier que, malgré la diversité de leur objet, celles-ci se rattachent toutes à une pensée fondamentale et qu'avec des points de départ ou des formes variables, elles poursuivent un but uniforme. En concédant ou en sanctionnant des franchises, le souverain se proposait essentiellement de déroger en faveur des habitants des villes à la condition générale de ses autres sujets, de les préserver de l'arbitraire et des abus qu'il entraînait: il assurait à une classe spéciale de ses ressortissants un ensemble de garanties et de droits et créait, dans une enceinte déterminée, un régime de liberté, de paix et d'activité industrielle. On ne doit point chercher dès lors dans le texte des franchises d'une ville, la totalité des usages et des institutions qui gouvernaient alors la société, mais en considérer plutôt les dispositions comme des exemptions ou des exceptions apportées à la loi commune de l'époque. Les franchises procèdent d'ailleurs de diverses manières: tantôt elles fixent avec précision, l'étendue des attributions politiques et des redevances que le seigneur se réserve et promet de ne jamais dépasser; tantôt elles consacrent formellement des droits et des libertés reconnues individuellement aux bourgeois ; tantôt enfin, elles créent une organisation collective pour la commune qui, par l'intermédiaire de représentants de son choix, peut désormais exercer des pouvoirs déterminés et légalement reconnus. Ces trois points de vue, que l'on a pris quelquefois pour des chefs distincts de classification, sont intimement liés entre eux, ils se complètent et s'appuient, quelquefois même ils se confondent. Ainsi la détermination exacte des droits du seigneur constitue une liberté véritable pour le bourgeois qui dès lors échappe à l'arbitraire et voit réduites les charges pe-

sant sur lui ; d'autre part, l'affranchissement absolu qu'il obtient à certains égards, n'est que le dernier terme et le plus favorable dans la série des concessions qui distinguent les membres de la commune de tous les autres sujets; enfin, les droits individuels trouvent leur sanction et leur complément dans les attributions confiées à une magistrature communale.

Nous avons dit que le régime exceptionnel créé par les franchises, s'applique à un territoire rigoureusement circonscrit. Cette délimitation est consignée, pour la plupart des villes dans une des premières chartes obtenues; elle a lieu, tantôt au moyen d'indications topographiques qui peuvent offrir encore un certain degré d'intérêt, tantôt, comme à Evian (1265, art. 32), par la fixation d'un rayon de circonférence partant des fossés de la ville et s'étendant soit sur terre soit sur eau. Le sol enfermé dans ces limites est une terre de liberté; elle l'est pour le serf et le taillable qui, après y avoir séjourné durant un an et un jour sans réclamation de leur maître, sont à l'abri de toutes poursuites (13); elle l'est pour le bourgeois qui, le serment prêté et en se soumettant aux obligations vis-à-vis du seigneur et des autorités communales, jouit des droits stipulés, qui même peut, à volonté, quitter la ville (14), devant être à son départ escorté durant un jour et une nuit; elle l'est enfin, pour les étrangers eux-mêmes, simples voyageurs ou mar-

(13) Cette disposition se trouve dans toutes nos franchises, sauf dans celles de Chamonix et de Thonon. Elle constituait, comme on sait, le principe fondamental du droit municipal, et était exprimée par cet adage : « l'air de la ville rend libre ; » mais jusqu'où doit-on remonter pour en chercher l'origine? Comment se rattache-t-elle à la procédure germanique et à la saisine d'an et jour? Ces questions mériteraient à elles seules un examen détaillé. Déjà notre traité de Seyssel de 1124 reconnaît à l'évêque le droit de jurisdiction sur les aubains après un an et un jour de résidence à Genève. — Evian, 1265, art. 1, indique seul de quelle manière la preuve peut être faite. A Annecy, 1367, art. 46, le délai est porté à deux ans pour les taillables des bourgeois de la ville.

(14) A Thônes, cependant, le bourgeois ne pouvait renoncer au serment qu'il avait prêté, qu'avec l'approbation du châtelain et de dix bourgeois, c'est-à-dire moyennant les mêmes formalités que lors de sa réception.

chands, qui, sans être sur un pied d'égalité avec les habitants de la cité, connaissent l'étendue exacte des redevances qu'ils ont à payer, les règles qui leur sont appliquées pour la garantie de leurs personnes et de leurs biens.

Mais cette liberté n'est point l'anarchie et n'exclut pas des obligations multiples vis-à-vis du souverain. Elles lui sont dues à la fois comme au chef de la société politique et comme au seigneur foncier, deux qualités qui, dans le régime féodal, sont étroitement liées et reposent d'ordinaire sur la même tête. Les franchises ne se contentent pas de prescrire, que le comte (nous parlons surtout des villes du Genevois et de la Savoie) doit être reçu honorablement et avec des manifestations de joie, *recepiatur cum magno gaudio*; ses droits sont plus réels. S'il est en guerre, les bourgeois suivent sa bannière, mais le devoir de chevauchée est enfermé dans d'étroites limites. Le temps pendant lequel ils sont tenus de servir à leurs propres dépens, fixé pour Evian à un mois, pour Yvoire à quinze jours, est réduit généralement pour les autres villes, à un jour et une nuit (15). Là même où le délai est le plus long, des prescriptions d'une autre nature viennent alléger le poids du service: ainsi, les bourgeois d'Evian ne sauraient être conduits au delà des diocèses de Sion, de Lausanne et de Genève; ceux d'Yvoire en dehors de ces deux derniers, ni assez avant dans les terres pour qu'ils ne puissent revenir en un jour sur leurs bateaux. Les bourgeois sont en outre tenus envers leur seigneur, à travailler aux murailles de la ville et à former des guets pour sa défense. Ce dernier service est envisagé comme reposant moins sur les individus que sur les maisons: nous voyons, en effet, qu'à Seyssel (art. 13) les maisons appartenant aux chevaliers en sont exemptées; il en est de même à Gex, pour celles où sont les fours, et pour toutes celles où vient d'accoucher la femme ou la belle-fille du propriétaire, appelé seigneur de la maison (16).

(15) Au Châtelard et à Billiat, soumis l'un et l'autre au comte de Savoie, la durée de ce service était de deux jours et deux nuits.

(16) Gex, 1292, art. 23 : « Maison, où gist d'enfant la femme du seigneur

La justice formait, comme la guerre, un des attributs principaux de la puissance publique. A cet égard, le souverain était représenté habituellement par des officiers, nommés Châtelains, qui devaient veiller à la sécurité des personnes et des propriétés. Mais leur protection n'était que trop souvent l'occasion ou le prétexte, soit dans la poursuite des accusés, soit lors de la condamnation, d'abus d'autant plus graves que les peines pécuniaires prononcées dans la plupart des cas étaient, pour le seigneur et ses agents, une des sources les plus abondantes de revenus. Aussi l'instruction criminelle et le droit pénal forment-ils l'objet de prescriptions nombreuses et détaillées.

Une distinction fondamentale est, dans toutes les chartes, à la base de ces deux matières. On y voit constamment séparés : d'une part, une série de crimes envisagés comme attentatoires à la sûreté générale, tels que haute-trahison, brigandage, homicide, hérésie, etc.; d'autre part, tous les autres délits et contraventions, quelle que soit leur nature et leur gravité. Les officiers du comte ont le droit de saisir et de retenir en prison, nonobstant toute offre de cautionnement, les individus accusés des crimes ci-dessus indiqués. La peine qu'ils encourent n'est pas explicitement énoncée, mais ils sont placés sous le pouvoir absolu du seigneur, *in misericordia Domini sunt*, lequel est dès lors en droit de les priver de la vie et de confisquer leurs biens. Quant à tous les autres délits, la condamnation, toujours pécuniaire (17), est exactement déterminée, et lors des poursuites, le prévenu est mis en liberté dès qu'un bourgeois se porte caution pour lui; en tout cas, il ne peut être retenu que dans la prison curiale et non dans le cachot, *in raterio*, où l'on jette les homicides et les traîtres (18).

ou du fils du seigneur, est quitte de guet et echargnet, et de chevauchée, ensemble les maisons où sont les fours. »

(17) D'après les chartes du Faucigny, l'amende est, en cas d'insolvabilité, transformée en une punition corporelle : *levat de corpore ad arbitrium castellani et alicujus sindicorum*. Sallanches, 1310, art. 16; Cluses, id., art. 25, etc.

(18) Voy.: Annecy, 1367, art. 28; Rumilly, 1372, art. 4.

Les articles des franchises se rapportant à des délits et contraventions sont donc, comme ceux des coutumiers des peuples germaniques, de vrais tarifs très-détaillés, dans lesquels il est tenu compte, moins peut-être du dommage causé, que du mode de perpétration de l'acte et du trouble apporté à la paix ou à l'ordre. Les atteintes aux personnes sont prévues et énumérées avec minutie; on distingue celui qui donne un coup avec le poing, avec la paume de la main, avec un bâton, avec une pierre; celui qui tire les cheveux des deux mains, qui sort du fourreau la moitié de son épée, ou qui la sort de la longueur d'une coudée; celui qui jette une pierre de telle sorte que le coup en soit marqué sur le sol ou sur la paroi; celui qui amène une effusion de sang, ou la rupture d'un os ou d'un membre, etc. L'adultère est puni d'une amende, en général de 60 sols, qui est envisagée comme le rachat d'une punition corporelle et humiliante (19); mais la peine à infliger préoccupe moins les rédacteurs des chartes que les moyens de constater le fait, et que la procédure destinée à mettre un terme à de scandaleux abus; ils déterminent quelles serout pour ce délit les preuves légales, ou bien ils font intervenir dans la poursuite les membres de la commune à l'exclusion du châtelain et de ses agents (20). Quoique les délits contre la propriété soient moins détaillés, on en signale néanmoins plusieurs, et la maison du bourgeois, son jardin, ses vignes sont l'objet d'une garantie toute spéciale. Tous les règlements de police, ainsi que tous les devoirs envers le souverain sont, en outre, placés sous la sanction d'une amende exactement fixée.

La condamnation pécuniaire comprend pour la plupart des délits, deux sommes: l'une fixe, l'autre indéterminée. La première, le ban, *bannum*, est due au seigneur, et elle est réduite

(19) Evian, 1265, art. 14 : *Deprehensi in adulterio ambo simul, nudi per villam fustigentur, vel dedecus suum redimant, si maluerint, sexaginta solidis.*

(20) Voy. Seyssel, art. 22; Chamonix, 1292, art. 11 des plaintes des habitants, et même art de l'arbitrage.

de moitié lorsque le délinquant est une femme; la seconde, attribuée à l'offensé à titre d'indemnité est évaluée, pour chaque cas, d'après les circonstances. C'est le Châtelain qui prononce sur les condamnations. Il le fait en s'entourant du conseil de notables de la ville et spécialement de ceux qui ont été élus comme représentants de la commune. Les bourgeois ont de plus le droit d'introduire dans le système pénal de nouveaux délits en fixant les bans qui y correspondent.

Nous ne quitterons pas ce sujet sans signaler quelques cas d'impunité se rattachant, soit au principe de la légitime défense, soit à une sorte de petite police exercée par les bourgeois eux-mêmes. Telle est l'absence de pénalité pour la mort d'un voleur nocturne (21). Telle est aussi la disposition très-générale des franchises, d'après laquelle lorsqu'un homme ou une femme de mauvaises mœurs, *garcio vel garcia*, *fatuus vel fatua*, tient des propos déshonnêtes à un homme ou à une femme honorable, l'offensé ou tout autre assistant peut donner impunément au premier un soufflet, *unam alapam vel unam esclaffam*.

En abordant ce qui concerne le droit civil, nous rencontrons également sur ce domaine, étroitement liées les unes aux autres, les attributions du seigneur et les libertés des bourgeois.

Le premier droit des bourgeois, est d'avoir la libre disposition de leur fortune privée, et c'est, en effet, par la proclamation de ce principe que commencent, en général, toutes les chartes de franchises. On disait des taillables : qu'ils vivaient libres et mouraient serfs. Les bourgeois d'une ville affranchie vivaient et mouraient libres. Ils pouvaient disposer de leurs biens par testament, et s'ils préféraient mourir *ab intestat*, ils étaient assurés que leur fortune passerait à leurs parents jusqu'au quatrième degré de computation canonique. Elle n'était dévolue, au seigneur, qu'à défaut de tout héritier légitime, et

(21) Voy. en particulier la charte de Gex de 1292, art. 45, où les conditions exigées pour l'impunité sont prévues avec précision.

*

après l'attente d'un an et d'un jour, pendant laquelle les biens du défunt étaient confiés à deux notables chargés de payer les dettes; même alors, le seigneur était tenu de défalquer une portion de l'héritage pour les pauvres, et dans les franchises du Faucigny, la fortune en déshérence devait être tout entière consacrée à la réparation des ponts et des routes.

Deux classes de personnes étaient, dans les âges précédents, exceptées de la libre disposition de leurs biens après décès : les bâtards et les usuriers. S'il n'est parlé des premiers, pour les affranchir de cette exception, que dans la seule charte d'Yvoire (art. 6), c'est probablement parce que dans les autres villes comme dans celle-ci, ils étaient assimilés de fait aux autres bourgeois. L'article relatif aux usuriers se retrouve dans plusieurs franchises, et l'on peut juger par le soin avec lequel la confiscation de leurs biens est repoussée, combien étaient grands antérieurement les abus de la fiscalité introduits sous prétexte de commerce usuraire (22). Néanmoins, quelques chartes de villes n'accordent aux usuriers le droit testamentaire et à leurs héritiers celui de leur succéder, qu'autant qu'ils se sont reconciliés avec l'Eglise.

Quant aux biens-fonds placés dans les limites des franchises, ils demeuraient sous la directe du souverain; en conséquence, celui-ci, outre la cense qui pouvait lui-être due par convention, comme à tout autre propriétaire, prélevait un droit de mutation en cas de vente, droit généralement fixé à un douzième ou treizième du prix. Dans quelques villes, le seigneur avait, durant quinze jours, un droit de préférence. Les donations entre vifs sont exemptes de toute taxe pourvu qu'elles ne couvrent point frauduleusement une vente. Enfin, le droit perçu par le seigneur sur chaque toise des maisons faisant front à la rue, constituait un impôt foncier plutôt qu'une redevance, et il tendait constamment à s'abaisser; ainsi de

(22) A Evian, ce n'est qu'en 1298 qu'Amédée V renonce expressément à la confiscation des biens des usuriers.

sept deniers, en 1232, à Chambéry, il est encore de six deniers, en 1265, à Evian (art. 25.) ; puis dans le siècle suivant généralement de deux deniers par toise.

L'industrie et le commerce constituaient dans les villes l'occupation dominante des bourgeois, et y attiraient des cultivateurs ruraux et d'autres personnes étrangères à la commune. Les règles qui se rapportent à cet important sujet sont nombreuses, car elles ont à tenir compte de la position inégale de ces deux classes, et à réserver au seigneur des droits et priviléges multiples. Pour s'en rendre compte, il faut distinguer, du régime des foires et des marchés, les professions industrielles installées d'une manière permanente dans la cité.

Le seigneur intervient dans ces professions, soit par des monopoles appelés bans ou banalités, soit par des redevances pécuniaires ou en nature. A titre de bannalités, il possède d'ordinaire le moulin et le four, parfois même le battoir et l'abreuvoir. Nul ne peut ailleurs moudre son blé, cuire son pain, à moins, disent les chartes, que le meunier ne fasse attendre plus d'un jour et d'une nuit, le fournier assez longtemps pour que la pâte se détériore. Les salaires dus pour ces services sont fixés avec précision, mais les termes employés indiquent que le monopole n'est pas absolu. Le seigneur a en outre le ban du vin durant un mois (23), pendant lequel les bourgeois ne peuvent vendre leur vin au détail sous peine de soixante sols d'amende. Ce droit n'est pas du reste sans restrictions : le vin offert en vente par le seigneur doit être franc et de bon goût, *francum et sapidum*, et le prix ne doit pas dépasser de plus de deux deniers par octave celui auquel on l'a communément vendu le mois précédent. En temps ordinaire, cette vente est le privilége exclusif des bourgeois, mais alors le seigneur prélève une redevance en nature (24).

(23) En général le mois de mai. A Yvoire, art. 11, les quinze premiers jours de mai seulement ; au Châtelard, art. 34, un mois à volonté.

(24) A Evian, 1265, art. 15, cette redevance est fixée à une octave par

Parmi les professions astreintes à des redevances, on peut mentionner encore celles des bouchers, des boulangers et des cordonniers, assujettis à un cens, payable tantôt en argent, tantôt en nature (25). Enfin la position géographique de quelques villes donnait à certaines industries une importance exceptionnelle qu'il est curieux de retrouver dès cette époque dans leurs chartes de franchises. Telles sont la pêche et la vente des poissons, formant en quelque sorte l'objet d'une législation spéciale à Yvoire et à Evian (Charte d'Amédée VIII en 1418); le commerce des bois à Lullin, Bonne et Rumilly; la fabrication des fromages et des vacherins à La Roche, Bonneville; etc.

Les foires et marchés formaient un élément indispensable de toute communauté urbaine, aussi les franchises renferment-elles à leur égard beaucoup de dispositions : fixation des jours pendant lesquels ils doivent se tenir; défense de vendre en dehors de la place même du marché ou de la foire; défense d'acheter à une demi-lieue des portes de la ville ce qu'on apporte pour vendre dans celle-ci; revendication du prix des choses volées, lorsqu'elles ont été involontairement vendues au marché (Evian 1324, art. 11), etc. Mais ce qu'il importe d'examiner, ce sont les obligations imposées aux marchands étrangers et la condition qui leur est faite. Si, d'une manière générale, on leur promet aide et protection, on exige d'eux

muids, puis est réduite de moitié en 1324, art. 26. A Rumilly, 1291, art. 20, et à Annecy, 1367, art. 69, elle n'était que d'une coupe, et il est dit que cette mesure équivalait à la seizième partie de ce qu'un cheval peut porter. Dans d'autres villes, cette redevance est due une seule fois par année. Voyez Bonneville, art. 28.

(25) La redevance des cordonniers consiste généralement en une paire de souliers par an. Des prescriptions analogues avaient lieu fréquemment au moyen âge; ainsi à Neuchâtel, en 1214, le seigneur avait droit à quatre paires de souliers, qui ne devaient être ni des meilleures, ni des plus mauvaises, *nec de melioribus nec de pejoribus*. Dans quelques-unes de nos chartes, un résultat analogue est obtenu par un procédé bizarre : « Avant que le percepteur fasse son choix, le cordonnier est autorisé à prendre dans chaque main une paire de souliers. » Voy. Rumilly, 1291, art. 21 et toutes les chartes du Faucigny en 1310.

un ban double pour les délits commis sur la place du marché, et leurs marchandises sont astreintes à deux genres de taxes : à l'entrée des Etats, le péage, et pour la plupart des ventes, la leyde; les bourgeois sont souvent exempts du premier et constamment de la seconde.

La leyde, dont le tarif détaillé figure dans la plupart des franchises, est régulièrement exigible au moment même du marché, et celui qui la fraude est tenu de l'amende de soixante sols, une des plus fortes stipulées dans nos chartes. Celles-ci accordent néanmoins pour le paiement de la leyde et par conséquent pour l'exemption de l'amende, un certain délai diversement fixé : à Evian (1265, art. 24) jusqu'à la nuit ; à Rumilly (1291, art. 6) jusqu'au retour du marchand dans ses foyers, s'il la fait payer par un tiers. Cette tolérance est même complétée dans quelques franchises par une disposition qui peint naïvement les mœurs de l'époque et qui était destinée à sauvegarder le marchand de bonne foi : « S'il ne trouve personne, disent-elles, qui se charge de porter en ville le montant de la leyde, qu'il le dépose sous une pierre en en plaçant deux l'une à droite et l'autre à gauche en signe de mémorial, et que huit jours après il reprenne son dépôt en présence de témoins et le remette à qui il est dû : il sera quitte alors de toute peine » (26).

Lorsque appelé dans la commune, soit par le commerce, soit par toute autre circonstance, l'étranger venait à y mourir, à qui appartenaient ses biens ? La question devait d'autant plus être résolue dans les franchises que le droit d'aubaine des seigneurs était consacré partout ailleurs dans leurs états. Nos chartes ne consacrent ce droit qu'à Yvoire (art. 18) et encore avec quelques restrictions : les legs faits par l'étranger défunt, sont respectés, et ses vêtements sont attribués à son hôte. Dans les autres franchises, on suit en général la même marche que pour

(26) Voy. : Seyssel, 1285, art. 4 ; Rumilly, 1291, art. 4 ; Châtelard, 1324, art. 5 ; et généralement toutes les franchises de cette partie du diocèse. Une disposition analogue se retrouve dans celles de Chambéry et de Montmélian.

la fortune des bourgeois morts *ab intestat*, c'est-à-dire l'on attend durant l'an et jour la présentation d'un héritier, et après ce terme seulement, les biens sont dévolus au seigneur.

Nous ne prolongerons pas cet aperçu jeté sur nos franchises, et cependant combien de dispositions remarquables ne resterait-il pas à signaler? Crédits accordés aux comtes de Savoie et de Genevois, lorsqu'ils séjournent dans leurs villes ; obligation des marchands, pendant le même séjour, de ne pas refuser la vente de leurs marchandises; prescriptions relatives aux procès des indigents ; règles sur les gages et cautionnements en matière de dettes, ainsi que sur la vente des choses engagées ; droits des propriétaires sur les meubles de leurs locataires; facilités accordées aux indigents dans la poursuite de leurs procès ; règlements pour la propreté et la salubrité des villes ; surveillance sévère des poids et mesures, etc. Notre examen a d'ailleurs porté principalement sur les libertés individuelles conférées aux bourgeois mais leurs attributions collectives dues à une organisation municipale et développées à chaque confirmation de leurs franchises, ne mériteraient pas moins une exploration détaillée : on y rencontrerait les droits de la communauté ou de ses chefs électifs, relativement aux forêts et pâturages, à la réception de nouveaux bourgeois, au contrôle de l'instruction criminelle, au prélèvement des taxes, à l'interprétation des franchises douteuses, enfin à la rédaction de nouveaux statuts municipaux. La seule énumération de tous ces points suffit à montrer qu'il faudrait, pour approfondir ce qui concerne chacun d'eux, non une simple introduction, mais un ouvrage étendu ou un ensemble de dissertations spéciales.

Obligés en outre de baser la plupart de nos observations sur celles des chartes du diocèse qui offraient entre elles le plus de points de contact, et fournissaient ainsi une sorte de moyenne du régime communal, nous n'avons pu signaler qu'accidentellement celles qui se rattachent à des localités placées dans des positions exceptionnelles, telles que Gex et Chamonix.

Les franchises de Gex qui se distinguent par leur caractère tout féodal, sont en outre, quant à la forme, les seules du treizième siècle qui soient rédigées en langue française ; elles pourraient ainsi être l'objet d'une étude à la fois philologique et juridique d'une certaine valeur.

Quant à Chamonix (27) la prépondérance de l'organisation seigneuriale ecclésiastique, le caractère tout rural des communautés qui en faisaient partie, et la nature spéciale de son territoire alpestre, se réunissent pour imprimer à la série de ses franchises une physionomie à part, et pour leur donner une valeur particulière. Tout en observant la différence entre la position des sujets du prieur et celle des bourgeois de villes fermées, on suivra avec intérêt les efforts persévérants des premiers pour augmenter leurs droits et limiter ceux de leur seigneur; on reconnaîtra les productions de cette haute vallée ou l'industrie de ses habitants, dans la nature de leurs redevances, telles que la dîme due au prieur sur les peaux d'écureuil et son droit sur les animaux conduits dans les chalets ; enfin la nature du sol y sera manifestée par des règles relatives aux pâturages de montagnes, aux avalanches et aux blocs de pierres entraînés par les torrents. N'y aurait-il pas là tous les éléments d'une monographie intéressant à la fois le jurisconsulte, l'archéologue et le naturaliste?

Un mot en terminant sur la marche que nous avons suivie dans cette publication.

Les textes que nous avons pu nous procurer n'étaient point des originaux, mais des copies, les unes datant du seizième ou

(27) Les chartes de Chamonix mentionnent trois communautés dépendant du Prieur : Chamonix, Valorsine et le Lac. Les deux premières sont assez connues, la troisième l'est moins, et le hameau de ce nom ne figure que sur les cartes fort détaillées. Cette commune, aujourd'hui très-réduite, occupe les pentes du mont Vaudagne, situé à droite de la route entre Servoz et les Ouches. On y remarque les ruines du château dit de *Saint-Michel*, bâti en 1289 par Béatrix de Faucigny. Voy. présents Mémoires, t. XIV, n° 217, p. 219.

dix-septième siècle, remplies d'abréviations et d'une écriture difficile à déchiffrer, les autres transcrites elles-mêmes sur des copies précédentes et présentant ainsi une double chance d'erreurs. La comparaison entre plusieurs textes d'une même charte et celle que nous avons faite entre les chartes bien conservées et les copies défectueuses d'autres localités, nous ont permis de corriger quelques erreurs évidentes des copistes, mais il doit rester dans une publication du genre de la nôtre bien des imperfections auxquelles un lecteur attentif pourra suppléer, et sur lesquelles nous appelons son indulgence.

Dans un petit nombre de cas, les copies renfermaient des mots illisibles ou corrodés que nous avons dû remplacer par des points. Enfin, la division en articles se trouvait déjà adoptée dans les chartes copiées par Mallet et dans quelques-unes de celles qui nous ont été communiquées ; nous avons donc adopté cette forme pour toutes les franchises, même pour celles qui ont été déjà imprimées, estimant que cette division facilite leur lecture et rend seule possibles les citations ou les comparaisons d'une ville à l'autre.

Il nous reste à souhaiter, que cette publication provoque et encourage des recherches sérieuses, sur l'histoire comparée des institutions et du droit, ainsi que sur la vie sociale et économiques dans nos contrées, au moyen âge.

Paul LULLIN. Charles LE FORT.

RECUEIL

DES

FRANCHISES ET LOIS MUNICIPALES

DES

PRINCIPALES VILLES DU DIOCÈSE DE GENÈVE.

AUBONNE.

Avril 1234.

Franchises d'Aubonne, contenues dans un arbitrage intervenu entre Guerric, Jaques et Pierre Putou, seigneurs d'Aubonne.

Nos Michaël Bonimontis, et Humbertus de Lacu Jurensi, abbates, Willelmus de Alione et Rodulfus de Estue, priores, omnibus presentibus et futuris presentem cartam inspecturis, rei geste memoriam in perpetuum cum salute. — Universitati vestre tenore presentium declaramus, quod Guerrico, Jacobo, Petroque Putou Dominis Albone discordantibus ad invicem in quibusdam, prudentium virorum consilio, pax est in eosdem reformata in nostra presentia, sub hac forma, quod ipsi juraverunt, se bona fide manutenturos et conservaturos universa jura et usagia subscripta dicte ville vel Castelli, com omnibus que infra ipsius ville et Castelli terminos continentur. Inter que, tam dicti Domini quam milites et burgenses loci memorati, res Bonimontis et de Lacu et de Estue ecclesiarum nominatim tenentur juramento quasi res proprias conservare. Juraverunt eciam sibi invicem milites et burgenses ville vel Castelli sepe dicti cum predictis Dominis, quod ipsi manutenebunt et conservabunt dicta jura et usagia omnia, que in villa et Castello dicto tenentur vel habentur. Sub eodem juramento nichilominus promittentes se ipsa contra omnes defensuros, si quis contra hec facere attentaret.

Jura autem Dominorum sunt hec.

1. Omnes homines de predicta villa et Castello debent sequi predictos Dominos in expeditionem per unam diem et noctem, in expensis propriis, propter eorum guerram propriam et Dominorum ligiorum. — Si vero Domini ipsos amplius voluerint detinere, eisdem in expensis providebunt. Qui ab expeditione defuerit, debet sexaginta solidos, nisi eum possit evidens necessitas excusare.

2. Dominis eciam ad transmarinas ituros, vel ad Sanctum Jacobum aut Romam peregrinantibus, vel filias suas maritantibus, vel terram ad utilitatem suam et ville acquirentibus, vel captis eciam et redemptis, debent homines eorum eosdem moderate de suo adjuvare. Qui, si donum cuiuslibet eorum nollent acceptare, non possent eis vim facere, sed ad cognitionem nostram, vel ad minus unius ex nobis secum habentis duos milites et duos burgenses juratos, ésset emendandum, sive pacifice terminandum.

3. Venditores victualium debent accipere vadimonia terciam partem plus revendenda valencia, ad nummatas scilicet incisas, vel taxatas, et ad ferra equorum. Qui vadimonia nollet accipere debet tres solidos. Sciendum est preterea quod vadimonia Dominorum per annum et diem, juratorum per dies quadraginta, aliorum quorumlibet per septem, debent custodiri. Conmutari eciam debent semel vadimonia Dominorum et juratorum terciam partem plus sorte valentibus illis vadimoniis pro quibus prima fuerint commutanda.

4. Dominus eciam pro eodem precio pro quo et burgenses prius habuerint res que venales fuerint habiturus.

5. Poterunt eciam Domini hospites suos mittere ad burgenses qui possint ipsis in stabulis et in lectis, preter lectum proprium, providere. Quicunque vero renuerit debet tres solidos.

6. Infractores mercati, adulterj testibus ydoneis comprobati, false mensure, sanguinis effusio violenta, et qui per noctem de bastimento ville ceperit, debent sexaginta solidos. Qui de eodem bastimento per diem ceperit, et quilibet violentus percussor, et gladij exemptor, debent tres solidos. Simplex proclamatio debet sex denarios.

7. Quicunque vadimonio laneo, vel lineo, se induerit, vel in lecto se operuerit, proclamatione facta ad Dominum ab eo cuius erit vadimonium, super hac re soluet Domino tres solidos, et conquerenti peiorationem vadimonij restaurabit.

8. Quociens quilibet, contra quem proclamatio coram Domino vel mi-

nisteriali fiet, fide jubere renuerit, debet tres solidos. Hoc excepto, quod si fide jubere nequiverit, jurabit se non posse, ac per juramentum factum sua vadimonia indicans Domino et exponens faciet jus sub eodem juramento.

9. Omnes leges solvantur ut concordatum fuit ad misericordiam Dominorum.

10. Qui vadimonium in mercato vendiderit, jurabit, si pro legitimo homine habeatur, se legitime vendidisse.

11. Fures et proditores de villa vel de Castello erit Domini illius ad cuius dominium pertinebit. Extranei vero ipsius erunt cujus homines ceperint, sive servientes.

12. In rebus communibus, nichil novi fiet, nisi de consensu Dominorum et juratorum ville.

13. In casalibus autem propriis, Domini edificare poterunt et facere quicquid in eorum venerit voluntatem.

14. Recognitum est siquidem in hac compositione, neminem Dominorum habere usagium alterum super alterum, preter furnagia et molendina que in partem Domini Guerrici devenerint. Qui G. molendina et furnos Albone se manutenturum bona fide promisit ad bona usagia et antiqua.

15. Quelibet domus burgensium mittens porcos ad glandem in nemus Domini Jacobi quod est apud Estue, debet eo anno eidem J. unum ueru dou custil et de lumbo.

Verumtamen jura Burgensium sunt hec :

16. Quicumque domum vel focum in villa habuerit, super faciendo communia ville faciet juramentum, alioquin Domini et jurati non sustinebunt ipsum infra villam.

17. Advena eciam qui in villa manere voluerit, in primis secundum usagia ville faciet juramentum. Pro burgensi habendus, si in villa per annum et diem pacifice fuerit demoratus. Si autem ab aliquo fuerit infra annum reclamatus, aliis juratis suo eum consilio foventibus, per Dominum ville suum scilicet jus faciet reclamanti, et Domini eidem et rebus eius per unam diem et noctem conductum prestabunt, si a villa de jure recedere compellatur. Preterea si aliquis Dominorum futurorum nollet facere juramentum, jurati ville sui et alii, donec ipsum juramentum faceret, in nullo ei penitus tenerentur.

18. Si quis burgensium a villa recedere voluerit, petita licencia a Domino suo.

19. Si domum suam vendere voluerit, primo ipsam Domino submonebit, pro minori precio quam alij dimissurus eidem. Dominus vero si emere noluerit, vendicionem faciendam debet, salvo jure suo, concedere et laudare.

20. Qui eciam Dominus et jurati ville per unam diem et noctem conductum prestabunt abeunti, et res eius remanentes, intactas locis omnibus conseruabunt.

21. Sciendum est preterea, quod predicti Domini juramento tenentur, burgenses et res eorum pro posse suo manutenere locis omnibus et tueri.

22. Ipsi itaque burgenses in nemoribus Dominorum infra castellaniam talem habent usum : vivum nemus ad villam claudendam et domos construendas, hoc tamen prius eisdem Dominis indicato; mortuum nemus indifferenter ad cremandum.

23. Mercatores siquidem victualia que ad villam ad vendendum apportantur ad revendendum emere non debebunt, donec Domini et burgenses ad expendendum pro sua ex eis emerint voluntate.

24. Si denique inter Dominos in invicem, vel inter burgenses in invicem, vel inter Dominos ex una parte, et burgenses ex altera, aliquando quicquam emerserit questionis, ad cognitionem nostram debebit emendari, et inter eos concordia reformari.

25. Que omnia ut rata et inconcussa permaneant in futurum, ad universalem sepedictorum Dominorum, juratorum et burgensium petitionem, presentem cartam sigillis nostris fecimus communiri.

26. Notandum vero quod vadimonia burgensium non debent custodiri, nisi per septem dies.

27. Si quis preterea villam aliquando fregerit, vel aliquam in ea violentiam fecerit, jurati ville qui viderint, juramento prestito tenentur ipsum adducere ad Dominum, si venire noluerit spontanea voluntate.

Datum et actum publice apud Albonam Anno Domini m°. cc°. xxx°. iiij°., mense Aprili.

(Collationné par E. Mallet sur l'original aux Arch. d'Aubonne. — Une copie ancienne de ces franchises existe aux Arch. de Laus. Aubonne, N° 1.)

ÉVIAN.

1265 à 1433.

I

1265, Mai. — *Premières franchises concédées aux habitants d'Evian par Pierre, comte de Savoie.*

Nos Petrus Comes Sabaudie, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos pro nobis et successoribus nostris donamus et concedimus hominibus de Aquiano, qui modo sunt in dicta villa et pro tempore erunt, libertates et franchisias infrascriptas, que sunt hec, scilicet :

1. Si quis per annum et diem juratus extiterit sine calumpnia repetentis, postea est habendus ut burgensis. Et si infra annum et diem repetitus fuerit et probatur foro repetentis, villa non debet eum retinere. Probationis enim modus talis est. Primo debet probare hominem suum esse talliabilem vel in tallia, et ad eum pertinere jure hereditario, emptionis, dotis vel donationis, per juramentum suum cum tribus ydoneis testibus, vel duobus, ibidem jurantibus, et quod ita viderint et audierint. Homines tamen nostri, talliabiles vel liberi, non debent recipi ad juramentum dicte ville sine consensu nostro speciali. Burgenses vero, et quicunque per annum et diem steterit ut burgensis, si voluerit redire et alibi se transferre, libere potest, et Dominus et villa debet ipsum et bona sua conducere per unum diem et unam noctem.

2. Burgensis et quicumque per annum et diem in dicta villa steterit ut burgensis, libere potest in foro emere et vendere, et non debet leydam. Potest etiam burgensis burgensi pure et libere vendere, unus alteri, res suas et omnia bona sua, pro censu eis imposito, exceptis domibus et casalibus infra villam Aquiani existentibus, de quibus Dominus habebit a venditore duodecim denarios, et ab emptore tercium decimum denarium. Et Dominus potest, si velit, domos et casalia pro eodem precio retinere infra quindecim dies postquam ei, vel nuncio suo, fuerit nunciatum, et non ultra. Dare poterit domum et casale burgensis burgensi, dummodo non det in fraude, vel simulatam fecerit donationem. Quod si fecerit,

Dominus debet percipere jus suum, ut dictum est, tanquam esset facta venditio.

3. Si burgensis insciviter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus requisierit et eam probaverit esse suam, burgensis suum precium non amittat.

4. Item burgenses possunt condere testamenta sua, et quos volent de jure heredes instituere, exceptis usurariis manifestis, quorum bona quecunque, si decesserint, sunt in voluntate Domini, nisi habeant filium vel filiam de uxore legitima. Et talis filius vel filia habebit immobilia, mobilia erunt in voluntate Domini. Si autem burgensis intestatus decesserit sine liberis, nepotibus, vel aliis propinquis usque ad quartum gradum, Dominus ei succedit, et bona ipsius defuncti ponat in manu duorum proborum hominum vel poni faciat, qui clamores defuncti per consilium Castellani emendent et sedent, usque ad valorem bonorum defuncti, et si quid residuum fuerit, sumpserit. Uxor superstes predicti defuncti, dotis dotalitiique quod ei datur secundum usum patrie, sit contenta.

5. Et si quis extraneus, peregrinus vel viator moritur in villa, Dominus debet per annum et diem bona ipsius defuncti custodire per duos probos homines, et si infra annum et diem venerit aliquis, et probaverit bona illius defuncti ad se pertinere, restituantur ei bona defuncti, expensis factis pro exequiis dicti defuncti deductis. Si vero infra predictum tempus nullus venerit, Dominus de dictis bonis sedabit clamores et solvet debita jamdicti defuncti, et si quid residuum fuerit, suum erit.

6. In villa vel infra terminos nemo debet capi, nisi fuerit latro vel proditor, vel ville seu Domini malefactor, sine judicio vel cognitione.

7. Pascua communia non debet Dominus accensare, nisi de consensu burgensium.

8. Omnes burgenses et advene, ac omnes habitatores, sunt de jurisdictione Domini, et debent in sua Curia litigare.

9. Si clamorem burgensis faceret de aliquo debitore, vel de injuriante ei, usque ad quantitatem decem solidorum et infra, de pleno clamore solvat duodecim denarios; a decem solidis superius, tres solidos. Adversarius adversario suo restituat dictos tres solidos vel duodecim denarios, et debitum solvat, et illatam injuriam ad dictum Curie Domini emendabit.

10. Qui percutit de pugno, dabit Domino tres solidos, et passo duodecim denarios. Si de palma, quinque solidos, et passo viginti denarios. De pede septem solidos, et passo duos solidos et quatuor denarios. Et si quis aliquem ceperit per capillos cum duobus manibus, debet Domino

decem solidos, et passo tres solidos et quatuor denarios. Si cum una manu, Domino quinque solidos et passo viginti denarios. Si sanguinem extraxerit injuriose, et sanguis sit sparsus, debet Domino sexaginta solidos et passo triginta solidos. Qui percutit de baculo sine sanguinis effusione vel mortis periculo, debet Domino viginti solidos. Si sanguis exit, debet Domino sexaginta solidos. Si percussus moritur, ille qui percussit est in misericordia Domini. Qui projicit lapidem contra aliquem volens eum percutere, si ictus lapidis appareat in terra vel in pariete, vel si percutit sine mortis periculo de lapide, debet Domino sexaginta solidos. Si quis extraxerit gladium suum contra aliquem, debet sexaginta solidos. Si quis de lancea vel de aliis gladiis, qui non consueverat deferre stigma fecerit aliquem fraude debet Domino sexaginta solidos. Si quis autem occiderit, bona occidentis et corpus sunt Domini.

11. Bona furum qui confessi sunt de furto vel convicti, sunt in misericordia Domini, et bona etiam proditorum.

12. Si quis de die domum vicini sui fregerit maliciose et in villa, debet Domino sexaginta solidos. Si de nocte, tanquam latro, est in misericordia Domini.

13. In omnibus autem injuriis supradictis, si passus injuriam clamorem fecerit, per visum Curie Domini debet ei satisfactio fieri competenter.

14. Deprehensique in adulterio ambo simul, nudi per villam fustigentur, vel dedecus suum redimant, si maluerint, sexaginta solidos.

15. Item de quolibet modio vini venditi, debet habere Dominus dimidium octavum vini, de dimidio unum quartum, et inferius prorata. Et Dominus habet unum mensem integrum ad vendendum vinum suum, quod debet esse purum et sine právo sapore, infra quem mensem nullus debet vendere vinum, videlicet in mense Maii. Et si quis infra dictum mensem vinum vendiderit, vinum si quod in vase remanserit est in misericordia Domini, et si totum vas venditum fuerit, venditor tantumdem Domino debet dare.

16. Quotiescunque Dominus voluerit, potest facere venire ad se omnes mensuras, et ille penes quem reperta fuerit falsa mensura, debet Domino tres solidos et mensuram perdit. Si quis similiter falsa ulna, vel falsa mensura, vel falso pondere utatur, est in misericordia Domini. Et si quis haberet duas mensuras vel duo pondera, videlicet parvam et magnam, vel parvum pondus et magnum, ut ad magnam vel magnum emerit, et ad parvam vel parvum venderit, in misericordia Domini est.

17. Omnes ementes vel vendentes, venientes ad forum, debent esse sub custodia Domini et ville, videlicet a flumine Arva usque ad S. Mauricium et per totum lacum, eundo per unum diem, morando et residendo per alterum diem. Et si quis frangit forum aliquem ibidem percutiendo, vulnerando vel trahendo, vel utique rebus suis spoliando, debet sexaginta solidos de bampno, et injuriam passo emendam facere competentem. Et si percussus vel vulneratus propter hoc moritur, ille qui vulneravit est in misericordia Domini.

18. Die vero quo mercatum fuerit, nemo debet vendere in villa extra domum mercati seu fori, bladum, carnes, vel alia que debent vendi in domo mercati. Quod si fecerit, illud quod vendit erit in misericordia Domini.

19. Leydam habebit Dominus, videlicet de blado, secundum quod consuevit dari in foro. De bove et vaca habebit Dominus de leyda unum denarium; de equo, mula et jumento, quatuor denarios; de asino et asina duos denarios; de porco, ove, mutone, yrco et capra, obolum; de vitulo, capriolo qui venduntur duo solidos et ultra, similiter obolum; si inferius, nichil. De panno, tela, mercibus, et de hiis que in mercato venduntur ad pondus, quia mercatores stationes fori solvunt, alia leyda non debetur de predictis.

20. Burgenses, cum opus fuerit, in cavalcatas Domini ibunt propriis expensis, tantum semel in anno per unum mensem, videlicet in episcopatu Gebennensi, Lausannensi et Sedunensi. Si vero ultra ducuntur, debet eis providere Dominus in expensis.

21. Si aliquis de perjurio convictus fuerit, ponatur in scala, aut solvat sexaginta solidos de bampno.

22. De rixis que fiant in villa, debetur credi illis qui interfuerunt utriusque sexus tam parvis quam magnis.

23. Navigium est illorum de Aquiano et de villa, et Dominus debet habere quartum denarium de lucro, nullis deductis expensis. Dominum, et omnes illos qui secum irent, debent portare per lacum, et Dominus tunc debet eis in cibo et potu providere, vel pro singulo homine pro qualibet commessione duos denarios.

24. Si autem aliquis recedat de foro, qui aliquid de quo leydam deberet vendiderit et leydam asportat, debet Domino sexaginta solidos de bampno, nisi infra noctem ipsam reddiderit.

25. Dominus capit teysas domorum et casalium in villa, pro qualibet quarum debetur ei sex denarios per annum, ad festum S. Michaelis.

26. Dominus habet molendina et furnos in villa, et burgenses debent molere in dictis molendinis et furnare in dictis furnis.

27. In supradictis omnibus emendis que fiant passis dampna vel injurias, potest Dominus facere taxationem et moderationem, si viderit expedire.

28. In hiis vero omnibus in quibus homines incurrunt bampna, mulier, si incurrat illa, non debet solvere nisi medietatem ipsius bampni.

29. Concedimus etiam eisdem nundinas in festo B. Dionysii per tres dies durantes.

30. Retinemus tamen nobis quarantenam in dicta villa, videlicet credenciam per quadraginta dies, secundum bonam consuetudinem aliarum villarum francharum de Sabaudia, quem credenciam dicti homines de villa pro se et successoribus suis nobis concedunt.

31. Item qui carnes truycinas vendiderit in macello, vel unam carnem pro alia, solvat de bampno decem solidos. Qui vero carnes morticinas, vel morbosas, vel gravatas, vel aliter viciosas, in macello vendiderit, nisi emptorem de morbo vel vitio certioraverit, solvat pro bampno viginti solidos. Et quilibet macellaverit, teneatur accusare venditorem hujus modi.

32. Termini vero predicte libertatis, et infra quos predicte libertates servari debent, sunt hii : videlicet ducente teysie circumquaque villam ex utraque parte, tam per terram quam per aquam.

33. Item concedimus eisdem hominibus, quod nullus in die fori extra portas ville per dimidiam leucam aliquid emat quod ad forum adportatur, et quicunque emerit, solvat pro bampno tres solidos et res emptas amittat.

34. Propterea concedimus eis, non obstante quod supra diximus, quod homines nostri liberi recipi possint ad juramentum dicte ville, ita tamen quod mansum tenerent in villa sicut ante, et quod pretextu libertatis predicte non possint ad alium Dominum se transferre.

Et ut predicta omnia et singula robur obtineant perpetue firmitatis, presentem litteram impressione sigilli nostri fecimus communiri. Actum A. D. m°. cc°. lx°. quinto, mense Maii.

(Bibl. de Laus. Chroniq. Prevost, f° 25. — Wurstemberg, Peter der zweite, T. IV, N° 687, p. 377.)

II

1279, 22 Juin. — *Philippe, comte de Savoie, accorde aux habitants d'Evian le droit d'élire quatre prudhommes chargés de percevoir les contributions qu'ils s'imposeront pour leurs affaires, et de rerevoir tous ceux qu'ils voudront, sauf les hommes du comte, au serment et aux franchises de la ville. Il leur concède en outre des droits de pâturage sur son domaine.*

Nos Philippus Comes Sabaudie, notum facimus universis, quod nos pro nobis et successoribus nostris, damus et concedimus hominibus nostris de Aquiano qui nunc sunt et pro tempore fuerint, quod ipsi possint pro voluntate sua eligere, et eligant et ponant quatuor probos homines ex ipsis, qui levent et recuperent et percipiant in castellania Aquiano, authoritate sua propria, sine Castellano et mistrali nostro, levas quas nunc ipsis facient tam pro cavalcatis quam pro aliis suis negociis, ita quod de hiis que levabunt et recuperabunt predicti quatuor homines probi nobis coram aliis probis hominibus dicte ville legitimam rationem et computum reddere teneantur. — Item damus et concedimus dictis hominibus quod ipsi utantur et fruantur de pascuis communibus, pro libito voluntatis eorum, per totum nostrum dominium a rippa lacus usque ad Vginam, et a Drancia usque ad nemus de Brest. — Item damus et concedimus dictis hominibus quod predicti quatuor probi homines possint recipere et recipiant quandoque volunt quoscunque homines ad juramentum et suam franchesiam dicte ville, sine nostro Castellano et nostro mandato, exceptis nostris hominibus. Quos ipsi percipiant, habeant et teneant prout continetur in franchesia dicte ville. — In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum apud Aquianum, die jovis ante festum B. Johannis baptiste, anno Domini m° cc° septuagesimo nono.

(Cette charte ainsi que les suivantes ont été copiées par E. Mallet d'après la Chron. Prevost, Bibl. de Laus.)

III

1285, 30 Août. — *Amédée V, comte de Savoie, accorde aux quatre prudhommes nommés par les habitants d'Evian, le droit de disposer de la forêt de Brest et d'y établir un forestier.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, notum facimus universis quod nos pro

nobis et successoribus nostris, volentes hominibus ville Aquiani qui nunc sunt vel pro tempore fuerint graciam facere specialem, damus et concedimus eisdem quod quatuor probi homines quos ipsi ponunt ex ipsis communiter pro levis suis faciendis et recuperandis, et aliis suis negociis faciendis, possint prout eis videbitur pro voluntate sua facere et ordinare quidquid voluerint de nostro nemore de Brest, cum omnibus ejus pertinenciis et appendenciis, tam in monte quam in planitia, ad opus et utilitatem hominum dicte ville : et quod ipsi ponant pro voluntate sua ibidem foresterium qui presentetur nostro Castellano Aquiani, et juret servare bampna que nos et predecessores nostri habemus, et hactenus consuevimus habere ibidem. Dantes et concedentes possessionem et proprietatem dicti nemoris hominibus supradictis. Mandantes et precipientes nostro Castellano Aquiani qui pro tempore fuerit, quatenus servet et custodiat, et ab omnibus faciat inviolabiliter observare ordinationem factam vel fiendam supra dictum nemus per dictos quatuor probos homines, et possessionem et proprietatem dicti nemoris dictis hominibus ab omnibus et contra omnes manuteneat et deffendat. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum duximus presentibus litteris apponendum. Datum Aquiani in crastino decollationis B. Johannis baptiste, anno Domini m°. cc°. octuagesimo quinto.

IV

1298, 10 Novembre. — *Amédée V, comte de Savoie, réduit au quinzième, au lieu du douzième ou du treizième, le droit à percevoir par lui sur les immeubles de son fief, qui sont vendus dans le territoire d'Evian hors de la ville. Il renonce aussi à la confiscation des biens des usuriers, et reçoit pour ces concessions cinquante livres lausannoises.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, notum facimus universis quod, cum questio verteretur inter nos ex una parte, burgensesque et habitatores nostros Aquiani ex altera, super eo quod nos dicebamus dozenum et trezenum ad nos pertinere debere in omnibus rebus immobilibus de nostro feudo existentibus in territorio Aquiani, extra villam ipsius loci, quocumque nomine censeantur, quocienscunque contingeret ipsas vendi. Item super eo quod dicebamus omnia bona usurariorum morantium in ipsa villa et morientium ad nos similiter pertinere. Nos de predictis omnibus et sĩngulis ad bonam pacem, concordiam et transactionem amicabiliter componendo

cum dictis burgensibus et habitatoribus nostris dicte ville, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, devenimus in hunc modum, videlicet quod de omnibus rebus immobilibus in dicto territorio extra dictam villam existentibus de feudo nostro, que vendentur de cetero ibidem, percipere et habere debeamus solummodo quinzenum, quem quinzenum venditor et emptor communiter nobis solvere teneantur. Et de predictis omnibus, dictos burgenses et habitatores nostros ipsius ville qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint et eorum heredes et successores, ut melius possumus, pro nobis et nostris liberamus, absolvimus et quittamus pro quindeno predicto ut prelegitur solvendo, et pro quinquaginta libris Lausanen. quas a dictis burgensibus et habitatoribus confitemur nos habuisse et recepisse per manum Humberti de Balmo Castellani nostri dicti loci, in bona pecunia numerata, de quibus ipsos et eorum heredes solvimus et quittamus. Nolumus itaque quod bona aliquorum usurariorum in dicta villa habitantium de cetero morituronum impediantur, seysiantur, vel aliquathenus turbentur per aliquos Castellanos vel familiares nostros qui nunc sunt vel pro tempore fuerint, ex eo quod sint vel esse dicantur usurarii. Quod si fieret, illud esse volumus irritum et inane, et ipsos usurarios et eorum heredes a manu mortua, racione usurarie pravitatis, pro nobis et nostris solvimus et quittamus. Et est actum ex pacto inter nos et dictos burgenses super predictis, quod si alique venditiones sive alienationes aliquo modo usque nunc facte fuerint per dictos burgenses super rebus de nostro feudo existentibus extra dictam villam in territorio ipsius ville, propter quas nobis esset jus aliquod acquisitum, ratione dictorum duodeni et trezeni, quod illud jus supradictis burgensibus quittaremus. Igitur illud jus, si quod nobis competit occasione predicta erga ipsos burgenses, sibi et suis similiter remittimus et quittamus. Promittentes bona fide predicta omnia rata habere perpetue ac tenere, et non contra facere vel venire. In quorum omnium robur et testimonium, sigillum nostrum duximus presentibus apponendum. Datum apud S. Mauricium Aganen. die Lune ante festum B. Martini yemalis, A. D. m°. cc°. nonagesimo octavo. Expeditum per D. Nycolaum de Billens, legum doctorem, clericum nostrum. Datum ut supra.

V

1322, 20 Septembre. — *Galesius de Balme, bailli de Chablais et de Genevois, afin de pourvoir à la construction des murs et des fortifications d'Evian, ordonnée par le comte Amédée, établit, d'accord avec la majorité des prud-hommes de cette ville et pour le terme de six ans, un nouvel impôt sur certains objets vendus au marché ; puis il adjuge publiquement le fermage de cette taxe.*

Le 3 octobre suivant, Amédée V, comte de Savoie, approuve ces dispositions et reçoit des adjudicataires vingt sols de gros.

Nos Galesius de Balma, miles, Ballivus Chablasii et Gebenn. et Castèllanus Aquiani et Fisterne pro ill. viro D. Amedeo Comite Sabaudie, notum facimus universis quod, cum per dictum D. nostrum nobis expresse nunciatum fuerit, quod nos villam Aquiani claudi et bastiri de muris et aliis necessariis faceremus per universitatem burgensium ville Aquiani supradicte, nos pro predictis exequendis majorem partem proborum hominum dicte ville venire fecimus coram nobis, et quia ad presens commode fieri vel levari non potest aliqua levata vel contributio per universitatem predictam, quibus predictis clausuris possent celeriter expediri, nos de consilio et consensu dictorum proborum hominum, modum dictarum clausurarum faciendarum ordinavimus prout inferius continetur.

1. Quod omnis habens casalia in villa predicta, a parte clausurarum, ipsas clausuras faciant ad expensas suas proprias de muro quatuor pedum in egresso quocum precedunt quomodolibet calce in fronte, et quod illis facientibus illas clausuras calce necessaria de communi inferius declarato.

2. Item quod porte et alie clausure extra dicta casalia faciende, fiant et fieri debeant de communi infrascripto.

3. Quod commune, ad requisitionem dictorum proborum hominum vice nomine dicti D. nostri, considerata ejus utilitate, percipi et levari concessimus et dedimus per probos homines predictos ad opus dictarum portarum et clausurarum. Dictum commune dandum ut supra, per sex annos in festo B. Martini yemalis currente A. D. 1322 incohandos, et eadem die ipsis sex annis revolutis finiendos. Commune vero predictum tale est, videlicet quod levetur de quolibet equo vel equa venditis in foro Aquiani duos denarios, de quolibet bove vel vacca unum denarium, de qualibet bestia minuta unum obolum, de qualibet duodena caseorum

et de quolibet sero unum obolum, de quolibet modio spullis seu corticis sex denarios, de quolibet sextario vini venditi ad tabernam unum quarteronum, de quolibet modio vini apportato infra villam Aquiani per extraneos ad vendendum quatuor solidos gebenn. — Quibus sic actis et ordinatis ut dicte clausure fieri possint citius et compleri, preconizari publice fecimus si aliquis esset qui dictum commune, sive collectam istam, vellet per dictos sex annos emere ad hoc quod precium inde receptum ad usum predictum ..... implicet. Et tunc apparuerunt Girardus Badais et Guill. de Castillione, qui de dicto communi, sive collecta, dare obtulerunt per dictos sex annos centum libras gebenn. Nos vero iterum, semel et pluries, publice preconizari fecimus si quis esset qui de dicto communi, sive collecta, per dictum tempus plus dare vellet, et ulterius preconizationem predictam per unius mensis temporis intervallum, et quod nemo apparuit qui tantum vel plus dare vellet, nos de consensu dictorum proborum hominum, dictum commune, vel collectam percipiendam et levandam per sex annos predictos, concessimus prefatis Girardo et Guilliermo pro precio supradicto. Quod precium ipsi Girardus et Guillermus solvere et implicare tenentur in clausuris predictis infra proximum festum nativitatis B. Johannis baptiste, ad consilium nostrum vel Castellani Aquiani qui pro tempore fuerit, et quatuor sindicorum ville Aquiani. — Volumus etiam et concedimus, vice et nomine quibus supra, quod duo homines qui pro predictis Girardo et Guilliermo dictum commune, sive collectam, per dictos sex annos colligent et levabant, ab omnibus calvacatis et bampnis calvacatarum sint liberi et immunes. In quorum testimonium sigillum nostrum nos Ballivus predictus duximus presentibus apponendum. Datum Aquiani, vigesima die mensis septembris A. D. m°. ccc°. vigesimo secundo.

Nos Amedeus Comes Chablasii, Sabaudie, etc., notum facimus universis quod, nos commune, sive collectam, concessas burgensibus nostris Aquiani per D. Gal. de Balma, Ballivum nostrum Chablasii, prout continetur in litteris hic annexis, laudamus et approbamus burgensibus supradictis, una cum venditione facta de dicto communo Girardo Badais et Guillermo de Castillione, et hoc pro viginti solidis grossorum, quos de precio dicti communis habuimus et recepimus a dictis Girardo et Guillermo. — Datum Chamberiaci, tertia die octobris A. D. m°. ccc°. vigesimo secundo.

VI

1324, 1er Février. — *Edouard, comte de Savoie, confirme aux bourgeois et habitants d'Evian leurs franchises antérieures et leur en accorde de nouvelles. Il reçoit pour ces rénovation et concession quatre livres fortes tournois.*

Edduardus Comes Sabaudie et in Italia Marchio, universis presentibus et futuris rei geste memoriam cum salute. Per dilectos burgenses et habitatores ville nostre Aquiani nobis extitit sepissime supplicatum quod, cum olim per inclite recordationis D. D. Petrum et Phillipum patruos nostros, ac carissimum Dominum et patrem nostrum D. Amedeum, quondam Comites Sabaudie predecessores nostros, franchesie, libertates et immunitates quam plurime concesse fuerunt burgensibus et habitatoribus predictis a diu . . . . . litterarum voluminibus collecte, quod quia per totidem scripturarum multitudinem quodam modo confusio perditionis ac oblivionis periculum sequebatur, dignaremur omnes litteras franchesiarum, libertatum et immunitatum ville predicte in unum volumen redigere, et si quid in eisdem ambiguum fuerit, presentibus litteris declarare. Nos ipsorum burgensium et habitatorum supplicationi et precibus inclinati, et dictorum nostrorum predecessorum vestigiis inherentes, infrascriptas franchesias, libertates, immunitates et privilegia, prefatis burgensibus et habitatoribus ville nostre predicte et posteritati eorumdem, pro nobis et heredibus ac successoribus nostris renovamus, declaramus, concedimus et donamus, et ipsas renovationem, declarationem, concessionem et donationem, ne propter oblivionis dispendium processu temporis evanescant, per modos infrascriptos scriptura presenti duximus eternandas.

1. In primis quidem volumus et concedimus quod, si quis per annum et diem burgensis et juratus ville predicte extiterit sine calumpnia repetentis, ex inde habendus est ut burgensis. Et si infra annum et diem repetitus fuerit et probatus fore repetentis, villa eum non debet retinere. Probationis autem modus super repetitione talis est. Primo debebit repetens hominem repetitum probare suum esse talliabilem vel non talliabilem et ad eum pertinere jure hereditario, emptionis, dotis vel donationis per juramentum suum cum tribus ydoneis testibus, vel saltem duobus jurantibus illud idem. Homines tamen nostri talliabiles non debent ad juramentum et burgesiam dicte ville recipi sine nostro consensu speciali.

2. Item volumus et concedimus quod predicti burgenses et habitatores ville predicte qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, possint, et eis liceat quandocumque voluerint et eis videbitur expedire, eligere, ponere et ordinare quatuor probos homines ex ipsis, quos duxerint eligendos, et ipsos quatuor constituere et facere Syndicos, procuratores et yconomos dicte ville et habitatorum in eadem. Qui quidem quatuor sic electi possint et eis liceat levas et contributiones communes inter ipsos burgenses et habitatores facere, ordinare, recipere et recuperare : et pro ipsa recuperatione pignorare auctoritate sua propria, sine licencia Castellani, vel mistralis, vel alicujus alterius magistratus, tam pro calvacatis et expensis calvacatorum quam pro aliis suis negociis quibuscumque. Ita tamen quod, de hiis que predicti quatuor Sindici pro predictis recipient et levabunt, aliis probis hominibus dicte ville bonum computum et rationem legittimam reddere teneantur.

3. Item volumus quod predicti quatuor Sindici possint et eis liceat, quandocumque voluerint, recipere ad juramentum et franchesiam dicte ville omnes et singulos homines quicunque sint et cujuscunque conditionis existant, mandato nostro vel alicujus officiarii nostri super hoc minime requisito, exceptis hominibus nostris talliabilibus ut supra. Et hoc nobis salvo, quod homines nostri liberi ad predictum juramentum et franchesiam recepti in ipsa villa, nostri remaneant, et quod pretextu libertatis presentis non possint ad aliud dominium se transferre. Et in omnibus aliis casibus volumus ipsos presenti franchesia gaudere.

4. Item volumus et concedimus quod predicti quatuor Sindici, qui pro tempore positi fuerint et electi, ab omnibus calvacatis sint liberi et immunes, obsidionis necessitate et casu de foreri dumtaxat exceptis, et exceptis illis de dicta villa qui debent vel assueti fuerint ad calvacatas ire cum equo vel corserio valente triginta libras gebennenses.

5. Item volumus et concedimus quod dicti burgenses et habitatores dicte ville utantur et fruantur pascuis communibus, pro suis libito voluntatibus, per totum districtum et dominium nostrum, a ripa lacus usque ad aquam de Ugina, et a Drancia usque ad nemus de Brest. Et ipsa pascua accensare alicui non debeamus sine consensu burgensium predictorum.

6. Item Burgenses et quicunque per annum et diem vel plus steteret ut burgensis, si recedere voluerit et alibi se transferre, libere potest, et Castellanus et villa debent ipsum et bona sua conducere per unum diem et unam noctem.

7. Item Burgenses dicte ville, qui per annum et diem in villa steterint

ut burgenses, libere possunt in foro dicte ville emere et vendere sine leyda per ipsos solvenda.

8. Item de domibus et casalibus que venduntur infra villam Aquiani habere debemus, videlicet a venditore duodecim denarios et ab emptore tertium decimum denarium. Et ipsas domos et casalia, pro pretio inter ipsos quesito, si volumus retinere, infra quindecim dies postquam nobis, vel castellano nostro dicti loci qui pro tempore fuerit, extiterit nunciatum et non ultra.

9. Item Burgensis burgensi dare poterit domum aut casale, dummodo non det in fraudem, vel simulatam faciat donationem Quod si fecerit, percipere debemus jus nostrum, ut supra dictum est, ac si jure venditio esset facta.

10. Item de omnibus rebus immobilibus, extra villam predictam in toto territorio Aquiani existentibus de nostro feudo, que venduntur, habere et percipere debemus quindecimum pretii denarium, quo quidem emptor et venditor solvere communiter teneantur.

11. Item si burgensis inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venerit et eam probaverit esse suam, burgensis suum pretium non amittet.

12. Item volumus et concedimus quod omnes et quilibet burgenses dicte ville possint et eis liceat condere testamentum et de bonis suis ordinare inter vivos per donationes, vel modo alio quocunque, aut in ultima volontate testando, codicillando, legando, donando causa mortis. Et quos voluerit eligere et heredes instituere cuiuscunque conditionis existant, sive sit legitimus, sive illegitimus vel bastardus, sive usurarius manifestus. Et quod eius ordinatio valeat et inconcussa firmiter teneatur.

13. Item si aliquis burgensis diete ville sine testamento vel ordinatione alia decesserit, bona ipsius decedentis mobilia et immobilia pertineant primo ad liberos si quos habet, alioquin ad proximiores heredes usque ad quartum gradum consanguinitatis inclusive, computatis gradibus secundum canonicam equitatem, etiam si decedens bastardus vel illegitimus fuerit vel usurarius manifestus.

14. Nolumus itaque quod bona aliquorum usurariorum in dicta villa habitentium processu temporis moriturorum impediantur, saisiantur vel aliquatenus perturbentur per aliquos Castellanos vel familiares nostros, seu Justiciarios nostros, occasione aliqua qua sint, esse, vel fuisse dicantur usurarii. Quod si contra fuerit illud volumus esse irritum et inane. Et

ipsos usurarios et heredes eorum et bona a manu mortua ratione usurarie pravitatis pro nobis et nostris perpetue solvimus et quittamus.

15. Si autem burgensis intestatus decesserit sine liberis, nepotibus vel aliis propinquis usque ad quartum gradum, Dominus ei succedet, et bona ipsius defuncti ponet vel poni faciet in manu duorum proborum hominum, qui clamores defuncti per consilium Castellani emendent et sedent usque ad valorem bonorum defuncti, et si quod residuum fuerit Domini erit. Uxor vero superstes predicti intestati, pro dote et dotalitio quod ei datur secundum usum patrie, sit contenta.

16. Et si quis peregrinus vel viator moriatur in villa, Dominus debet per annum et diem bona ipsius per duos probos homines facere custodiri, et si infra annum et diem venerit aliquis et probaverit bona illius defuncti ad se pertinere, restituantur ei dicta bona, espensis factis in exeguiis dicti defuncti deductis. Si vero infra dictum tempus nullus venerit, de dictis bonis sedabit clamores et solvet debita jam defuncti, et si quid residuum fuerit suum erit.

17. Item volumus et concedimus quod nullus personaliter capi debeat vel detineatur in dicta villa Aquiani, vel infra ipsius ville franchesiarum terminos, sine judicio vel cognitione, nisi fuerit latro vel homicida, vel proditor, vel nisi tale delictum enorme commisierit per quod meruerit sententiam capitalem.

18. Item omnes burgenses, advene et habitatores dicte ville sint de jurisdictione Domini, et debent in sua Curia litigare.

19. Item si clamorem burgensis vel aliquis fecerit de aliquo debitore, vel de injuriante, usque ad quantitatem decem solidorum et infra, de plano clamore solvat duodecim denarios. A decem solidis vero superius, tres solidos. Adversarius adversario restituet dictos tres solidos vel duodecim denarios et debitum solvet, et illatam injuriam ad dictam Curiam Domini emendabit.

20. Qui percutit de pugno debet Domino tres solidos et passo duodecim denarios. Si de palma, quinque solidos et passo viginti denarios. De pede, septem solidos et passo duos solidos quatuor denarios. Et si aliquis aliquem ceperit per capillos cum duabus manibus, debet Domino decem solidos et passo viginti denarios.

21. Qui sanguinem ab aliquo extraxerit injuriose et sanguis sit superfusus, debet Domino sexaginta solidos et passo triginta. — Qui percutit de baculo sine sanguinis effusione et mortis periculo, debet Domino decem solidos. Si sanguis erit, debet Domino sexaginta solidos. — Si percussus

moriatur ex ictu illius, qui percussit est in misericordia Domini. — Qui projicit lapidem contra aliquem volens eum percutere, si ictus lapidis appareat in terra vel in pariete, vel si percutit sine mortis periculo de lapide, debet Domino sexaginta solidos. — Si quis aliquem occidit, bona occidentis et corpus sunt Domini.

22. Bona furum qui confessi sunt de furto vel convicti, sunt in misericordia Domini et bona etiam predictorum.

23. Si quis de die domum sui vicini fregerit maliciose in villa, debet Domino sexaginta solidos. Si quis nocte, tanquam latro, est in misericordia Domini.

24. In omnibus autem injuriis supradictis, si passus injuriam, clamorem fecerit per visum Curie Domini, debet ei satisfactio competenter fieri.

25. Deprehensique in adulterio ambo simul, per villam fustigentur, vel dedecus suum redimant, si maluerint, sexaginta solidis.

26. Item de quolibet modio vini vendito ad minutum seu tabernam debet habere Dominus dimidiam octanam vini. De dimidio modio vini, unum quarteronnum, et inferius pro rata.

27. Item Dominus habet unum mensem integrum in anno, videlicet mensem Maii, ad vendendum vinum suum, quod debet esse purum et sine pravo sapore. Infra quem mensem, nullus alius debet vinum vendere ad tabernam, sive ad minutam mensuram. Et si quis infra dictum mensem vinum vendiderit, vinum si quod in vase remanserit est in misericordia Domini. Et si totum vas venditum fuerit, venditor tantundem Domino debet dare. Volumus tamen quod, infra dictum mensem, quilibet burgensis possit vinum suum vendere in grossum cuilibet qui vinum voluerit emere ad portandum extra dictam villam, dum tamen ipsum vinum in grosso venditum non remaneat infra parrochias Aquiani et Novacelle.

28. Item quotienscunque Dominus voluerit, potest ad se facere venire omnes mensuras, et ille penes quem reperta fuerit falsa mensura debet Domino tres solidos, et mensuram perdit. — Si quis falsa ulna vel falso pondere utatur est in misericordia Domini. — Et si quis habet duas mensuras vel duo pondera, videlicet parvam vel magnam, vel parvum pondus et magnum, et ad magnum emeret et ad parvum vel parvam venderet, est in misericordia Domini.

29. Item omnes ementes vel vendentes ad forum Aquiani debent esse sub custodia Domini et ville, videlicet a flumine Arve usque ad sanctum Mauritium et per totum lacum, eundo per unum diem, morando et re-

deundo per alterum. Et si quis fregerit forum aliquem ibi percutiendo, vulnerando vel trahendo, vel aliquem rebus suis spoliando, debet sexaginta solidos de banno et injuriam passo emendam facere competentem. Et si percussus vel vulneratus propter hoc moritur, ille qui vulneravit est in misericordia Domini.

30. Item die qua mercatum fuerit in dicta villa, nemo debet vendere in villa extra domum vel plateam mercati, seu fori, bladum, vel carnes, vel que in domo mercati vendi debent. Quod si fecerit, illud quod vendet sit in misericordia Domini.

31. Item Dominus habebit leydam, videlicet de blado, et secundum quod consuevit dari in foro. De bove et vacca habebit Dominus pro leyda unum denarium. De equo, mulo et jumento quatuor denarios. De asino et asina duos denarios. De porco, ove, moutoné et capra unum obolum. De vitulo, capricolo vel agnicolo qui venduntur duos solidos vel ultra, similiter unum obolum, et inferius nihil. De pannis, et telis, mercibus et de hiis que in mercato venduntur ad pondus, quia mercatores solvunt oblationes fori, alia leyda non dabitur de hiisdem.

32. Item burgenses, cum opus fuerit, exceptis quatuor Syndicis ut supra, ibunt in calvacatis Domini propriis expensis tantum semel in anno per unum mensem, videlicet in episcopatibus Gebenn. Lausann. et Sedunen. Si vero ultra ducantur, debet eis providere Dominus in expensis.

33. Si quis de perjurio convictus fuerit, ponatur in scala, aut solvat sexaginta solidos de banno.

34. Item de rixia que fiunt in villa, debetur credi illis qui interfuerunt utriusque sexus tam parvis quam magnis.

35. Item navigium est illorum de predicta villa et Dominus debet habere quartum denarium de lucro, nullis deductis expensis.

36. Item Dominum et omnes illos qui secum irent debent portare per lacum, et Dominus debet eis in cibo et potu providere, vel pro singulo homine et pro qualibet comestione dare duos denarios.

37. Item si aliquis recedat de foro qui aliquid de quo leydam debeat vendiderit, et leydam absportet, debet Domino sexaginta solidos de banno, nisi infra noctem ipsam reddiderit.

38. Item Dominus habet theysias domorum et casalium in villa, videlicet pro quolibet theysia a parte anteriori domus sex denarios gebenn. per annum, in festo beati Michaelis.

39. Item Dominus debet habere in villa molendina et furnos, et Burgenses debent molere in dictis molendinis et furneare in dictis furnis.

40. Item in omnibus supradictis emendis que fient passis damnum vel injuriam, potest Dominus facere taxationem et moderationem competentem si videbit expedire. In hiis vero omnibus in quibus homines incurrunt bamnum, mulier si incurrat illud, non debet solvere nisi medietatem illius bamni.

41. Item concedimus dictis burgensibus nundinas in dicta villa, quolibet anno, quarta die festi B^i. Martini hyemalis, duraturas per tres dies.

42. Item retinemus nobis quarentenam in dicta villa vel credentiam pro quadraginta dies, secundum bonam consuetudinem aliarum villarum de Sabaudia, quam credentiam dicti burgenses, pro se et suis, nobis concedunt.

43. Item qui carnes truyneas vendiderit in macello, vel unam carnem pro alia, solvat pro bamno decem solidos. Qui vero carnes morticinas, vel morbosas, vel gravatas, vel aliter viciosas in macello vendiderit, nisi emptorem de morbo, vel vitio, certioraverit, solvat pro bamno viginti solidos. Et quilibet macellarius teneatur accusare venditorem hujus modi per suum juramentum.

44. Item confines et termini predictarum franchesiarum, libertatum, immunitatum, et infra quos predicte libertates et immunitates servari debent, sunt hii : videlicet ducente thesie circumquoque dictam villam ex utraque parte tam per terram quam per aquam.

45. Item volumus quod nullus, die fori Aquiani, extra portas dicte ville per dimidiam leucam aliquid emat quod ad forum adportetur. Et si quis contra fecerit, solvat pro bamno tres solidos et rem emptam amittat.

46. Item si aliqua vilis persona dixerit verba contumeliosa burgensi, et burgensis cum pugno vel de palma percusserit, sine tamen sanguinis effusione, nisi leviter per nares vel per os, ad bamnum minime teneatur.

47. Item de verbis injuriosis dictis non in presentia Judicis vel officiorum nostrorum, si injuriatus sibi petit emendam adjudicari, nullum bamnum debetur Domino, nisi sunt verba talia pro quibus possit induci duellum.

48. Item quod nullus possit vendere vinum ad tabernam in dicta villa, nec infra confines predictos franchesie dicte ville, nisi burgensis ville ejusdem.

49. Item volumus et concedimus, quod domus burgensis alicujus dicte ville non possit vel debeat claudi, vel ostia domus fermari, pro casu aliquo, nisi pro usagiis Domini, pro dicta domo debitis recuperandis, dum tamen alia bona sufficientia Domini dicte domus reperiantur.

50. Item prohibemus ne aliquis officiarius noster vel familiaris Curie percipiant vel exigant exactionem aliquam pro saysina, vel de saysina cujusvis rei saysiate; sed contenti sint de satisfactione laboris sui secundum statuta Sabaudie Comitatus. Et si casus pro quo saysina facta fuerit talis sit quod pro clamore debeatur, ipsum percipere debeamus.

51. Item prohibemus quod nullus familiaris Curie, nisi Ballivus, Judex vel Castellanus dicti loci, possint et eis liceat aliquas penas seu mulctas alicui burgensi imponere, nisi esset pro eminenti periculo, scandalo, vel rixa, pro quibus periculum sit in mora. Et tam in illo casu, quam in alio, si pene sive mulcte jam dicte imposite sunt, ad arbitrium et examen Judicis postea reducantur.

52. Item prohibemus quod nulle capre, cujuscunque sint, sustineantur vel permittantur depasci in nemore de Brest, in quo nos, pro furnis nostris Aquiani, et burgenses pro suis necessitatibus, usum habemus. Et hanc nostram prohibitionem servari perpetue jubemus per Castellanos nostros Aquiani qui pro tempore fuerint, sub bamno quinque solidorum pro qualibet capra que ibidem reperta fuerit, cujus bamni duodecim denarios foresterio et reliquum nobis integraliter applicetur.

53. Item volumus quod omnes usum habentes in dicto nemore de Brest, cujuscunque conditionis existant, ad expensas utiles et necessarias que fient pro pastu et utilitate dicti nemoris contribuere teneantur. Ita tamen quod ad taxationem fiendam in contributione ipsarum expensarum vocentur duo homines de qualibet parrochia de extra predictam villam Aquiani.

54. Item volumus quod nullus familiaris Curie exigere vel percipere debeat pro labore suo, quando mittuntur ad pignorandum, vel alios quoslibet actus, nisi prout et in quantum in statutis Comitatus Sabaudie continetur.

55. Item nolumus, sed expresse prohibemus, quod nullus quicunque sit vendat vinum in dicta villa, nisi de vino crescente in territoriis vinearum dicti loci, quamdiu predicti burgenses et habitatores de vino ipsorum territoriorum habuerint ad vendendum et ibi invenietur venale; nisi per Syndicos predictos aliter fuerit ordinatum.

56. Item volumus quod, si aliqua ambiguitas processu temporis oriretur in depositione alicujus presentium libertatum, quod melior interpretatio et juri propinquior semper fiat pro burgensibus supradictis.

57. Item volumus quod omnes et singule littere per predictos predecessores nostros olim concesse, super franchesiis et immunitatibus ville predicte, in suo robore perpetuo perseverent.

Pro predictis autem remuneratione, declaratione, concessione et donatione, habuisse confitemur a burgensibus supradictis quatuor libras grossorum Turonensium in pecunia numerata.

Promittens bona fide nostra omnia et singula supradicta, pro nobis et heredibus et successoribus nostris, rata, grata et firma habere perpetuo et tenere, nullo tempore contra facere vel venire.

Mandantes et precipientes tenore presentium Ballivo, Judici nostri Chablasii procuratori nostro et Castellano Aquiani et Festerne qui pro nunc sunt et pro tempore fuerint, quatenus omnia et singula supradicta inconcussa teneant et observent, sub juramentis quibus ratione officiorum suorum nobis et nostris heredibus tenebuntur, nec aliquo colore exquisito modo aliquo contra faciant vel opponantur.

In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum et actum in castro Chillionis die mercurii prima die mensis februarii, anno Domini sumpto a nativitate ejusdem millesimo tercentesimo vigesimo quarto. Eduardus.

(Cibrario, Mém. de l'Acad. de Turin, t. XXXVI, p. 119. — Comparé avec une copie communiq. par M. le marquis Léon Costa de Beauregard.)

VII

1330, 13 Janvier. — *Aymon, comte de Savoie, ordonne au Juge de Chablais et de Genevois et au châtelain d'Evian de contraindre les nobles et clercs, possesseurs d'immeubles dans les limites des franchises d'Evian, à contribuer avec les bourgeois de cette ville aux charges et taxes municipales.*

Aymo Comes Sabaudie, dilectis nostris Judici Chablaisii et Gebenn., et Castellano Aquiani qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, salutem et dilectionem. Supplicationem dilectorum burgensium nostrorum ville Aquiani nos recepisse noveritis, continentem quod nonnulli nobiles et clerici, res, possessiones et bona habentes et possidentes infra libertates ville nostre Aquiani et libertatibus dicte ville et franchesiis uti volentes in suis necessitatibus et gaudere, in necessitatibus, expensis et contributionibus dicte ville, excubiis et calvacatis incombentibus dicte ville, contribuere diffe-

runt et recusant, ex quo alii comburgenses dicte ville asserunt multipliciter se gravari, cum instantia requirentes sibi super predictis per nos de opportuno provideri remedio. Igitur vobis precipimus et mandamus, quatenus omnes possessores rerum existentium infra limites et confines dicte franchesie Aquiani compellatis ad contribuendum cum ceteris burgensibus dicte ville ad onera que sibi incombent, nisi causam rationabilem pretenderint quare non teneantur ad contributionem predictam. Quam si pretenderint, vobis Judici predicto precipimus et mandamus, quatenus super hiis, vocatis quorum intererit, faciatis et decernatis breviter et de plano, sine strepitu et figura judicii, quod fuerit rationis, taliter in predictis agendo quod ob vestri deffectum ad nos ulterius propter hoc non habeatur recursus. Datum apud Contegum, die tridecimo mensis Januarii A. D. m°. ccc°. trigesimo. — Per Dominum in Consilio, Joh. Reynaudi.

VIII

1330, 21 Janvier. — *Ordonnance du comte Aymon qui renouvelle la défense de laisser paître des chèvres dans le bois de Brest, dont les bourgeois d'Evian ont l'usage.*

Aymo Comes Sabaudie, dilecto nostro Castellano Aquiani qui nunc est et qui pro tempore fuerit, salutem . . . Dilectorum burgensium nostrorum Aquiani supplicationem recepimus, continentem quod cum ipsi habeant, tam pro se quam pro furnis nostris, usum suum in nemore de Brest, et inclite recordationis D. Amedeus quondam Comes Sabaudie, genitor noster carissimus, ad ipsorum burgensium supplicationem, et communem ac publicam utilitatem, ordinavit pro conservatione dicti nemoris, quod nulle capre, cujuscunque sint, immittant seu substineantur depasce in dicto nemore de Brest sub banno quinque solidorum pro qualibet capra que reperiretur ibidem. Quas consuetudinem usus predicti et ordinacionem dicti D. patris nostri, idem D. genitor noster, et D. ac frater noster carissimus laudabilis memorie preceperunt et per Castellanos Aquiani firmiter observari, quod aliqui Castellanorum dicti loci quandocunque differunt exequi ordinationem predictam in dampnum nostrum et dictorum burgensium prejudicium et jacturam. Quodcirca tibi precipimus et mandamus, quatenus ordinationem dicti D. genitoris factam super usu dicti nemoris,

nec non litteras et mandata ipsius super dicta ordinatione factas et facta observes et penitus exequaris, prout in ipsa contineri videbis, nullo alio mandato a nobis super hoc expectato. Datum apud Turrim Viviaci, die vigesima prima mensis Januarii A. D. m°. ccc°. trigesimo.

IX

1346, 17 Avril. — *Amédée VI, comte de Savoie, à la demande des bourgeois d'Evian, leur accorde pour vingt ans la perception des taxes sur certains objets qui se vendent au marché. Cette concession est faite avec l'autorisation de ses tuteurs, Louis de Savoie, seigneur de Vaud, et Amédée, comte de Genevois.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, notum facimus universis quod cum, pro parte dilectorum burgensium nostrorum Aquiani, nobis fuit expositum quod ipsi nostri burgenses pluribus sint communibus, expensis et oneribus oppressi, que nisi per nos graciose subveniatur eisdem, non possent, sicut asserunt, sustinere. Cujus occasione per concessionem infrascriptam communi per nos sibi supplicaverunt provideri. Quorum supplicationibus inclinati, volentes eis pro viribus subvenire, favoribusque dictos burgenses prosequi graciosis, ut sub nostris favoris et gracio suffragio dicta possint omnia supportare, et in melius conditio reformetur, considerantesque infrascriptum commune pro majori parte per inclite recordationis D. Eduardum Comitem Sabaudie, Dominum et patruum nostrum carissimum olim fuit eis ad certum tempus concessum, jam elapsum, cum authoritate carissimi patrui, fratrisque et tutorum nostrorum DD. Ludovici de Sabaudia Domini Vuaudi, et Amedei Comitis Gebennensis, pro nobis et nostris successoribus, dictis nostris burgensibus commune damus et concedimus infrascriptum, quod ipsos aut alium eorum nomine, per viginti annos proximos et complendos die presenti incohundos, percipiendum et levandum, et in oneribus et expensis ipsorum communibus convertendum. 1. Videlicet, quod in sextario vini ad mensuram Aquiani, in quo solebat esse triginta duo quarteroni, fiant triginta tres, et quarteronum dicti burgenses percipiant et habeant ratione communis supradicti. — Item pro quolibet modio corticis quod a dictis locis et castellania extrahatur, tres denarios gebenn. — Item de quolibet equo vel jumento vendendo in mercato dicti loci, duos denar. gebenn. — Item de quolibet bove, vacha, vel

asino vendendo ibidem, unum denar. gebenn. — Item de qualibet minuta bestia, unum obol. gebenn. — Item de qualibet duodena caseorum vendenda ibidem, et que de Aquiano extrahetur, unum obolum gebenn. 2. Item ultra predicta, dictis burgensibus per dictum D. Comitem Eduardum concessa, damus et concedimus eisdem, quod de quolibet seracio ibidem vendendo et a dicto loco extrahendo, unum obolum gebenn. — Item et de quolibet sextario olei vendendi ibidem et in castellania dicti loci et inde extrahendo, duodecim denarios gebenn. ratione communis percipere deberent et habere, durante termino supradicto. Mandantes tenore presentium cum authoritate predicta, Castellano nostro Aquiani, et hiis qui pro tempore fuerunt, quod nostram concessionem presentem firmiter attendant . . . . . Datum Chillionis, die decima septima aprilis, anno Domini mill°. tercentesimo quadragesimo sexto. — Nos vero tutores predicti, autorizantes et confirmantes omnia et singula supradicta, nostro sigillo communiri unacum sigillo dicti Domini nostri. . . . . .

X

1346, 18 Avril. — *Le comte Amédée, avec l'autorisation de ses tuteurs, ordonne au Juge du Chablais et au châtelain d'Evian d'observer les franchises de cette ville, de ne rien exiger en sus des droits de lods et de vente, et de ne poursuivre le paiement des amendes qu'en exécution de jugement antérieur.*

Amedeus Comes Sabaudie . . . . . dilectis Judici nostro Chablasii et Gebenn., Aquiani Castellano, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, salutem. Quod ad supplicationem dilectorum fidelium burgensium nostrorum Aquiani, quorum infrascriptas graves querelas recepimus, eisdem, ut sequitur, authoritate tutorum nostrorum, duximus providendum vobis ut ea observetis juxta sequentem ordinationem nostram precipimus et mandamus.

1. Quia eorumdem querelas audivimus, quam uterque ei indifferenter fiunt contra eos inquisitiones nullo denunciatore precedente, hoc fieri, nisi tamen in illis qui permissi sunt a jure casibus, inhibemus. Cumque per exactionem solutionum, copiarum, inquisitionum, multoties asserunt se gravari, volumus quod cum proinde excessive solutiones exiguntur, processu temporis, per vos Judicem, prout vobis videbitur, mandetur, et vestra inde fienda taxatio propterea observetur.

2. Item, quod eorum querimonie continebant quod Castellani in laudationibus alienationum feudorum nostrorum, sub eorum sigillorum pretextu, exactiones faciunt illicitas, nolumus quod ultra laudes et vendas nobis debitas presument aliquid extorquere, ceteris tamen nostris juribus semper salvis.

3. Item quia eisdem conquestionibus nobis fuit demonstratum, quod frequenter Castellani plures penas eis imponunt subsequenter nulla cognitione precedente, executiones faciunt pignorando, alium cohercendo, ordinamus quod nisi cognitione precedente, non fiat executio predictorum.

4. Item ad supplicationem eorumdem dicentium, quod super exactione sententiarum que fiunt in judicio et salariorum familiarium curiarum qui pro pignorationibus et aliis executionibus percipiunt, modus debitus exceditur, in his statuta Sabaudie Comitatus precipimus observari.

5. Item quia audivimus querelas eorumdem, quod plures lani sutorum seu excofferii, coria affectant et aptant cum . . . . . fraudulenter in eadem castellania et ressorto, volumus quod vos Judex et Castellanus, ad consilium proborum virorum, super contraditione falsitatis hujusmodi bampnum imponi faciatis, et contra facientibus exigi cum effectu.

6. Item quod super deobservatione libertatum suarum sunt conquesti, volumus quod vos Judex libertates eis observari faciatis quas a nobis et nostris predecessoribus obtinuerunt.

In quorum testimonium, sigillum Consilii nostri Chamberiaci, absentibus nostro sigillo et Cancellario, presentibus est appositum. Datum Chillionis, die decima octava mensis Aprilis, Anno Domini mill°. tercentesimo quadragesimo sexto.

XI

1365, 24 Février. — *Le comte Amédée accorde aux bourgeois et habitants d'Evian la propriété de plusieurs biens mouvants de son fief, mais qui, par défaut de successeurs légitimes, étaient tombés en commise. Il reçoit pour cette concession trois cents florins d'or bon poids.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie . . . . . notum facimus universis, quod cum per Guill. de molendino procuratorem nostrum Chablasii et Gebenn., et commissarium ad extentas nostras faciendas in Gebenn. et

Chablasio, a quampluribus burgensibus, habitatoribus et incolis ville nostre Aquiani, Thoverie et suburbiarum dicti loci, peterentur in commissum quamplures et diversas res quas tenebunt a nobis, tam in feudum . . . . . quam sub taillia accensata, et aliter pluribus et diversis rationibus atque causis, et quod aliqui ipsorum ipsas res que sub taillia accensata a nobis moventur acquisierunt, et ipsas tenentes decesserunt absque liberis legitimis et naturalibus, ita quod ipse res que sub dicta tallia a nobis movebant, idem procurator proponebat ad nos insolidum pertinere. Dictis burgensibus proponentibus ex adverso, quod tam ipsi quam eorum predecessores sunt et fuerunt in possessione pacifica de premissis, per spacium tanti temporis quod de contrario hominum memoria non existit, absque eo quod nos, aut aliqui pro nobis, successiones ipsarum rerum habuissemus aut apprehenderimus ab ipsis qui absque liberis legitimis decesserunt. Quorum occasione, dicti nostri burgenses, habitatores et incole, ad nostri presentiam venientes, nobis humiliter supplicaverunt ut supra predictis graciose velimus agere cum eis. Nos igitur predictis omnibus intentis, volentes ipsos burgenses, habitatores et incolas prosequi favoribus graciosis . . . justis in hac parte supplicationibus benigniter inclinati, omnem commissionem pariter et excheutam, et omne jus commissionis et excheute nobis in rebus quibuscunque quas tenent a nobis in locis et Castellania Aquiani et Fisterne, et in predictis successoribus competentem, quomodocunque predictis causis et aliis quibuscunque ad nos pertinentibus, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, eisdem burgensibus, habitatoribus et incolis pro se, suis heredibus, successoribus et posteritatibus quibuscunque, remittimus et quittamus, directo dictarum rerum dominio, homagio, usagio, et aliis servitutibus nobis et nostris successoribus in posterum reservatis. Et proinde trecentos florenos auri boni ponderis ab eisdem . . . habuisse confitemur. Mandantes . . . . . — Datum Morgie, die vicesima et quarta februarii Anno Domini mill°. tercentes°. sexages°. quinto . . . . . presentibus Domini Preposito Montisjovis, G. de grines . . . G. destres Cancellario, Symone de Chantenay.

XII

1365, 24 Février. — *Le comte Amédée confirme pour vingt ans l'impôt pour les fortifications, qu'il avait autorisé les bourgeois d'Evian à lever sur certains objets qui se vendent au marché.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie ..... notum facimus universis quod, cum per dilectos fideles burgenses nostros Aquiani fuit propositum coram nobis, tam pro clausuris et fortaliciis dicti loci, quam causis aliis pluribus, multa onera eisdem principaliter incombant, et successive incombere sint parata, que sine nostri suffragio commode sustinere non possint, nobis humiliter supplicantur equaliter sibi per concessionem communis infrascripti sibi providere dignemur, nos igitur, consideratis predictis, volentes ipsos prosequi favoribus graciosis, suis factis nobis in hac parte supplicationibus benigniter, ut convenit, annuentes, pro nobis et nostris successoribus, dictis burgensibus et suis successoribus commune contentum in nostris litteris presentibus annexis, cum ipsius exitibus, perceptionibus et emolumentis quibuscunque, confirmamus et de novo concedimus eisdem, levandum, percipiendum et habendum per se et suos nuncios, per viginti annos proximos continue computandos in fine termini nostre concessionis in dictis litteris contente incohandos. Adicientes etiam et concedentes quod pro singulis cuppis nucum, castanearum et aliorum fructuum arborum, qui venduntur et de Castellania dicti loci extrahuntur, percipiant et habeant unum obolum gebenn. ab extrahente eadem de Castellania predicta. Cujus communis exitus et proventus in clausuris et fortificationibus ipsius loci prius et principaliter debeant implicari. Mandantes..... Datum Morgie, die vicesima quarta februarii Anno Domini mill°. tercentes°. sexagesimo quinto. — Per Dominum, presente D. G. Destres Cancellario.

XIII

1387, 21 Février. — *Le comte Amédée VII confirme pour soixante ans l'impôt pour les fortifications, concédé aux bourgeois d'Evian.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, Dux Chablasii et Auguste et in Ytalia Marchio et Princeps, notum fieri volumus universis, quod nos, circa forti-

ficationem et reparationem meniorum et clausurarum loci nostri Aquiani, totis semper vigiliis intendentes, considerantes etiam quod burgenses et habitatores ibidem, dilectissimi et fideles nostri, eadem onera et quedam alia que pro necessitatibus communitatis loci predicti subire convenit, sine nostre auctoritate auxilio supportare non possent, sicut etiam dictorum burgensium nostrorum frequens exhibita nobis queremonia patefecit. Volentes ipsis burgensibus nostris sponte super hiis benigniter subvenire, eisdem burgensibus et habitatoribus nostris Aquiani et suis posteris, pro nobis et nostris benivole concedimus et largimur commune, subventionem et auxilium subscriptum et per modum inferius declaratum. Quodquidem commune, subventionem et levam dicti homines, per se et deputandos ab eis, colligere et levare possint, et valeant per tempus et terminum sexaginta annorum integrorum, continuorum et complendorum die festi paschalis Domini nostri Jhesu Christi currente anno mill°. tercentesimo octuagesimo septimo incohandorum, et in reparationibus et fortificationibus clausurarum et fortaliciorum et aliis necessitatibus dicti loci implicare. — In primis volumus, statuimus et tenore presentium ordinamus, quod in quolibet sextario vini ad mensuram Aquiani, in quo solent esse triginta et duo quarteroni, fiant ab inde in antea per tempus predictum triginta et tres quarteroni, ita quod supradictus quarteronus dicti burgenses et habitatores habeant et percipiant, et ad eos pertineat pleno jure ratione communis predicti. — Item, pro quolibet modio corticis quod de dicti loci Castellania extrahetur, tres denarios gebenn. — Item de qualibet cupa corticis, unum obolum gebenn. ab emptore, et totidem a venditore. — Item de quolibet equo et jumento quod in mercato Aquiani vendi contingerit per tempus predictum, duos denarios gebenn. — Item de quolibet bove, vacha vel asino vendendo ibidem, unum denar. gebenn. — Item de qualibet minuta bestia vendenda ibidem, unum obolum gebenn. — Item de qualibet duodena caseorum vendendorum ibidem, unum obolum gebenn. a venditore, et totidem ab emptore. — Item, de quolibet seraceo ibidem vendendo, unum obolum gebenn. a venditore, et consimiliter totidem ab emptore. — Item de quolibet sextario olei vendendo ibidem in Castellania Aquiani et inde extrahendo, duodecim denarios gebenn. — Item, de qualibet cupa nucum, castagnearum et aliorum fructuum arborum que vendentur, ab emptore unum denarium gebenn., et totidem a venditore. — Item dictis burgensibus et habitatoribus nostris licenciam et auctoritatem probamus ut ipsi, et deputandi super dictis meniis et fortaliciis fabricandis, possint et valeant auctoritate propria accipere ubique, per

totam villam et alia loca circonvicina jacentia, lapides utiles ad menia construenda, ubi eos reperire poterunt, dummodo tales non sint lapides qui in muris calcis et arene sint positi, et qui ad retentionem terrarum et possessionum non sint dediti et infixi, quoniam eos simul infixos manere volumus, ita quod de valore et precio talium lapidum quibus sint satisfaciat temporibus affecturis. Mandantes tenore presentium Castellano et Capitaneo nostris Aquiani presentibus et futuris, vel eorum locatenentibus, quatenus nostram concessionem presentem, et omnia et singula supradicta firmiter attendant et observent, in nulloque contrafaciant vel opponant, sed dictum commune et cetera supradicta per dictos nostros burgenses aut alium eorum nomine, modo predicto et per dictum tempus, percipi, levarique pacifice faciant et permittant, et ad ea levandum fortes faciant eosdem, et dicti communis et ceterorum debitorum ad solvendum dictis burgensibus de supradicto communi et aliis coherceant efficaciter et compellant. Datum Aquiani, die vigesima prima Februarii Anno Domini mill°. tercentesimo octuagesimo septimo, sub signeto nostro. — Per Dominum, presente D. Priore Burgeti.

XIV

1392, 25 Juillet. — *Confirmation des anciennes franchises d'Evian par Bonne de Bourbon, tutrice d'Amédée VIII, comte de Savoie. Elle y ajoute quelques dispositions nouvelles, et reçoit cinq cents florins d'or.*

Nos Bona de Borbonio, Comitissa Sabaudie, administratrix, etc., tutrixque et tutorio nomine Ill. carissimi filii nostri Amedei Comitis Sabaudie, notum facimus . . ., quod nos, ad exaltacionem, augmentum et decorem loci Aquiani, nec non dilectorum fidelium nostrorum burgensium et incolarum ibidem habitancium et qui imposterum habitabunt, totis semper desideriis inclinantes, ad supplicationem et requisitionem humilem nobis factam pro parte dictorum burgensium, habitatorum et incolarum dicti loci Aquiani, omnes et singulas libertates, immunitates, franchesias, ac privilegia quecunque dictis burgensibus, habitatoribus et incolis data et concessa, seu etiam confirmata per felicium recordationum Dominos nostros Sabaudie Comites quondam, bonosque usus, mores et consuetudines dicti loci, prefatis burgensibus, habitatoribus et incolis, et suis perpetuo suc-

cessoribus, nostro et filii nostri et successorum suorum nomine, laudamus, approbamus, ratifficamus, auctorizamus, emologamus, et tenore presentium confirmamus juxta ipsorum formam, continentiam et tenorem, et ea sibi de novo concedimus.

1. Et volentes ipsos burgenses, habitatores et incolas ampliori semper libertate fovere, eisdem burgensibus et habitantibus concedimus, ac in privilegium et libertatem perpetuam largimur, ut omnes nostri Ballivi, Judices, Castellani, Curiarum nostrarum clerici, commissarii, et alii officiarii qui nunc sunt et pro tempore fuerint, quocienscunque ad aliqua dicti loci officia nostra ibidem accesserint, teneantur jurare super evangelia Dei sancta, in manibus Sindicorum dicti loci, quod ipsi libertates, immunitates et franchesias predictas, ac privilegia quecunque dicti loci, observabunt et observari facient. — Et si forte aliquis ipsorum juramentum hujusmodi, ante ingressum sui officii, vel post, quandocunque requisitus fuerit, prestare distulerit . . . vel aliter recusarit, volumus quod tali officiario nostro nulla obediencia, reverencia vel subjectio alia debita impendatur, donec juramentum prestiterit memoratum, nec penis, multis vel bannis eisdem inferendis per tales obediencia aliqua per eos impendatur.

2. Item eisdem hominibus, burgensibus et habitantibus Aquiani, in privilegium et libertatem perpetuam concedimus, quod nullus habitator, burgensis vel incola dicti loci ad castrum compariturus, vocari vel citari possit per aliquem officiarium nostrum, vel dicti filii nostri, vel alium quemcunque, pro aliquo casu vel causa civili vel criminali, nisi fuerit pro latrocinio, homicidio vel proditione, vel nisi talis persona tale delictum enorme commiserit per quod meruerit sententiam capitalem, vel membri mutilationem. Si igitur aliquis dictorum burgensium, habitatorum vel incolarum pro aliquo alio delicto citandus fuerit, volumus ipsum citari et vocari debere coram nostris officiariis tunc presentibus in bancha de nostre Aquiani, ubi jus dicitur, redditur et tenetur, non in castro nostro predicto, maxime quia in aliis ipsorum franchesiis specifice continetur quod aliquis dictorum burgensium in castro destineri non possit, qui satisdederit ydonee de stando juri in nostra Curia, nisi in casibus latrocinii, homicidii, proditionis, vel nisi tale delictum commiserit, per quod meruerit sententiam capitalem.

3. Item dictis burgensibus, habitatoribus et incolis concedimus, quod tam ipsi quam eorum procuratores vel Sindici possint unum et plures familiares et nuncios eligere, constituere et ipsos revo-

care pro levis, tailliis, subsidiis, donis et muneribus eis undecunque occurrentibus, tam pro nostris quam communitatis negociis et impensionibus exigendis, qui signum armorum Sabaudie Comitum in ensibus vel aliis locis secum publice deferant, et omnimodam potestatem habeant quoscunque pignorandi . . . et debitores compellendi, ipsa pignora vendendi . . . sine Judicis, Castellani, vel aliorum officiariorum nostrorum . . . auctoritate, vel licencia.

4. Item eisdem burgensibus . . . concedimus perpetuo . . . quod quisquam dictorum burgensium et habitatorum Aquiani extra judicaturam nostram Chablasii et Gebenn. per . . . quemvis officiarium nostrum citari non possit, nec aliter evocari pro aliquo casu civili vel criminali, nisi sit pro facto nostro et filii nostri proprio, vel nisi foret pro facto commensalium et domesticorum nostrorum familiarium, vel nisi foret pro facto oriendorum extra fines nostrorum dominiorum, superioritatum vel resortuum Comitatus. Si igitur per quemquam adversum factum fuerit, illud irritum et inane fore decernimus et ipsos citationibus et evocationibus hujusmodi parere non debere. . . .

5. Item eisdem burgensibus . . . in privilegium et beneficium graciose concedimus . . . ut ipsi tam per eos quam eorum Sindicos . . . possint . . . quandocunque communitati Aquiani viderint expedire, carnes bovinas, mutoninas et porcinas . . . ad pondera et libralia in dicto loco vendi facere, et precia que eis videbuntur licita venditoribus et macelariis imponere, et macellarios ad vendendum compellere. . . Qui macellarii, si desides, vel servire nolentes fuerint, illos . . . possint repellere, et officium vendendarum carnium eis interdicere perpetuo vel ad tempus . . . et alios ydoneos macellarios . . . . deputare, sine nostra, vel dicti filii nostri aut Castellani sui, seu alterius licencia.

Pro quibus omnibus, quingentos florenos auri boni ponderis ad rationem quatuor decim denariorum grossorum pro quolibet floreno, ab eisdem burgensibus recepisse confitemur. — Mandantes . . . Ballivo, Judici, procuratori Chablasii et Gebenn., Castellano Aquiani et Fisterne, et ceteris officiariis nostris et filii nostri Comitis . . . quatenus predictis burgensibus, habitatoribus et incolis, successoribus et posteritatibus eorumdem, predicta omnia . . . teneant et observent. — Datum Chamberiaci, die vigesima quinta Julii, anno Domini mill°. tercentesimo nonagesimo secundo. — Per Dominum, presentibus D. D. Ybleto Domino Chalandi et Montisjoveti, Joh. de Conflens Cancellario Sabaudie et Jac. Championis . . .

XV

1418, 25 Février. — *Amédée VIII, duc de Savoie, accorde aux bourgeois et habitants d'Evian de nouvelles franchises pour la pêche, et fixe les règles qui doivent être observées pour la vente du poisson. Il reçoit pour cette concession cent florins petit poids.*

Nos Amedeus Dux Sabaudie, etc. . . . . notum fiat universis quod dilectorum hominum burgensium, incolarum, habitantium et communitatis ville nostre Aquiani fidelitas indissolubilis, plurimaque obsequia nobis impensa per eosdem, ac onera multifaria que ipsi pro nobis et gentibus hospicii nostri non renuerunt et frequenter supportare, nos inducunt ut franchesias, libertates et prerogativas infrascriptas ejusdem loci ultra alias jam dudum concessas eidem communitati postulanti prout sequitur largimur.

1. Pro nobis igitur et successoribus nostris tenore presentium concedimus et largimur imperpetuum eidem communitati . . . quod omnes . . . piscatores qui in lacu Gebenn. ab aqua Drancie usque ad pinetam de ediez, et a medio dicti lacus citra a parte Aquiani, de cetero piscabuntur, teneantur et debeant prestare validum juramentum in manibus Sindicorum dicte communitatis, quod omnes pisces quos infra dictos confines capient, eidem communitati seu ab eadem subrogatis aut subrogandis qui sint de dicta communitate vendent pro justo seu moderato et competenti precio, non autem cuiquam alteri persone, saltim sine licencia communitatis predicte aut subrogatorum ab ipsa.

2. Item quod dicta communitas, seu ab ea subrogati . . . quibuscunque piscatoribus infra dictos terminos piscantibus denegantibus pisces ipsos eidem communitati et subrogatis . . . vendere precio justo et alteri persone vendentibus, ... possit et valeat ac licitum existat prohibere perpetuo et ad tempus, nomine nostro, piscationem predictam sub pena amissionis rerum et navis, nec non sexaginta sol. per ipsorum quemlibet contra facientem vice qualibet qua contrarium fecerit committenda et nobis applicanda, et etiam sub pena amissionis dictorum piscium qui eo casu dicte communitati applicentur, et etiam ipsos piscatores et pisces a predictis relaxare valeat ipsa communitas aut ab ea subrogati.

3. Item et quod piscatores predicti teneantur et debeant vendere

dictos omnes pisces dicte communitati aut ab ea subrogatis justo precio prius soluto, sub pena predicta, et casu quo ipsi piscatores predicta facere renuerint, quod dicta communitas et ejus subrogati . . . possint . . . impune dictos pisces accipere et ad villam Aquiani portare . . . et quando erunt in dicto loco Aquiani, dicta communitas seu dicti subrogati et dicti piscatores teneantur . . . eligere quatuor probos viros, scilibet quelibet pars duos, qui quatuor probi taxent dictos pisces prout eis videbitur legaliter faciendum. Et si fortassis dicti quatuor probi sint in dicta taxatione discordes, eo casu recurrant dicte partes ad Castellanum nostrum Aquiani . . . qui per alios quatuor probos per ipsum eligendos debeat facere taxari dictos pisces : quibus sic taxatis, dicta communitas . . . ipsos pisces retinere possit pro precio inde taxato prius soluto.

4. Item quod nemo predicta sciens, sit ausus infra dictos limites pisces emere sine licencia dicte communitatis . . . sub pena predicta sexaginta sol. . . et amissionis navis, ipsorumque piscium.

5. Item quia forte singulis annis expedit fieri per dictam communitatem Aquiani . . . provisionem piscium necessariam ad usum hospicii nostri et ill. consortis nostre carissime Duchisse, que tamen provisio plerumque fieri nequit, nisi pisces emantur in quacunque parte dicti lacus possint reperiri, ea propter volumus . . . imperpetuum quod ipsa communitas possit pro dicta provisione emere et habere quoscunque pisces qui in dicto lacu capientur in quacunque parte ipsius lacus, a civitate Gebenn. usque ad villam novam, pro justo moderatoque et competenti precio, prout . . . preteritis temporibus fuit in talibus consuetum : sub conditione tamen . . . quod dicti communitas et subrogati ab ea communitate debeant semper vendere et dimittere in dicto loco Aquiani nobis et nostris pro dicta provisione dictos pisces eodem precio quo ipsos emerint et pro uno denario grosso de pluri ad rationem cujuslibet libre precii hujusmodi piscium : quemquidem denarium grossum cum qualibet libra dicti precii nos et nostri debeamus solvere dicte communitati seu subrogatis ab eadem pro suo labore et non ultra.

6. Item quod si aliquis dicte communitatis . . , reperiret aliquem, ipsos pisces infra dictos confines emptos tam super aqua quam in terra portantem, sine licencia dicte communitatis, aut etiam in aliqua domo repositos, quod ipsi . . . possint . . . impune ipsos pisces accipere auctoritate propria, portantibusque removere et suos facere tanquam confiscatos dicte communitati, et ipsos Castellano nostro Aquiani presentare pro banno super hoc commisso exigendo ad opus nostri . . . eo tamen

excepto quod si et ubi dicta communitas seu subrogati pisces predictos fortassis emere recusarent, eo casu liceat dictis piscatoribus et personis ipsos pisces habentibus alteri cui voluerint vendere aut portare quo-voluerint impune.

Pro quibus premissis sic concessis centum florenos parvi ponderis a dicta communitate nos habuisse . . . confitemur manu . . . Guigoneti Marescalci thesaur. nostri generalis. Mandantes, etc. . . . . Datum Chamberiaci die vigesima quinta februarii, Anno Domini mill°. quatercentes°. decimo octavo.

XVI

1433, 23 Octobre. — *Amédée VIII, duc de Savoie, confirme et concède à perpétuité l'impôt municipal pour les fortifications, autorisé pour vingt ans par son aïeul Amédée en 1365. Il reçoit cent ducats d'or pour cette concession.*

Amedeus, Dux Sabaudie, Chablasii, Auguste, etc. . . . universis, fiat manifestum, quod nos visis litteris . . . Illustri Domini et inclite recordationis avi nostri presentibus annexis, iterate supplicationi dilectorum fidelium Sindicorum et communitatis ville nostre Aquiani super hiis nobis facte, favore benivolo inclinati, attendentes quod opitulatione tributorum, ut in ipsis litteris actenus concessorum, ipsa villa meniis extitit circumvallata, que siquidem menia continua restauratione indigere, ymo etiam in foribus ejusdem ville longe majoris fortificationis impendenda censentur, quas tamen ipsi fideles nostri, aliis diversis obruentibus onusti, ex alio quam ipso tributo commode facere et manutenere non possunt, idcirco nos, ex nostra certa scientia ipsa omnia tributa et impositiones, modis et formis quibus in ipsis annexis litteris concessa fuere per tempus in eisdem annexis litteris descriptum, ratifficamus, et ulterius ex uberiori gracia de novo ex nunc et imperpetuum concedimus et largimur, pro et mediantibus centum ducatis auri per nos propterea, ab eisdem fidelibus nostris, habitis, manibus Mich. de Ferro thesauri nostri Sabaudie generalis. — Etiam hoc expresse adjuto, quod exitus et emolumenta ex ipsis tributis proveniencia, in ipsis fortificationibus nec non et in aliis dicte ville necessitatibus et comoditatibus legaliter debeant implicari. Mandantes . . . Ballivo, Ju-

dici et procuratori Chablasii, nec non Castellano, commissarioque extentarum et scribe Curie Aquiani, ac ceteris officiariis nostris, quatenus litteras nostras . . . . . observent . . . . Datum Thononii, die vigesima tertia octobris, Anno Domini mill°. quatercentesimo trigesimo tertio. Per Dominum presentibus Ill. ejus primogenito Lud. de Sabaudia Comite Gebenn., nec non DD. G. Ep°. Maurian., P. Ep°. Yspuensi, Jo. preposito Montisjovis, Jo. de Belloforti Cancellario, M. ex Marchionibus Saluciarum, Marescalco, Henr. de Collomberio, Nycodo de Menthone, Humberto de Gleren, Jo. de fonte, Urbano Civiserii, P. de Montevuagniardo mag. hospicii. Ant. de draconibus et Fr. de Aurilliaco Judice Chablasii.

CRUSEILLES.

1282—1372.

I

1282, 25 Avril. — *Franchises accordées à Cruseilles par Guy de Genève, évêque de Langres et seigneur de Cruseilles, ainsi que par l'évêque Robert son frère et par le comte Amédée leur neveu.*

In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti Amen.

Nos Guido divina miseracione Lingonensis Episcopus dominus Crusillie racione patrimonii nostri, et nos Robertus eadem miseracione Gebennensis Episcopus, et nos Amedeus Comes Gebenn., notum facimus universis presentes licteras inspecturis quod nos pro nobis et successoribus nostris franchimus villam Crusillie et omnes habitantes in eadem villa sub hac forma.

Forma autem dicte franchesie et libertatis hec est.

1. Homo qui venit seu est in villa Crusillie et moratur ibidem, et fuerit sine impedimento, liber est, et quod acquisivit vel quod acquiret potest

dare et vendere cuilibet voluerit, salvo jure domini. Et si voluerit recedere a villa, illi de villa debent eum conducere per unum diem et unam noctem.

2. Si burgensis moriatur in villa Crusillie sine herede, qui non fecerit testamentum, Dominus dicte ville debet commendare res ipsius duobus probis hominibus dicte ville cum consilio proborum hominum dicte ville, et illi debent easdem res custodire per annum et diem. Et si infra annum venit heres legitimus, res ejus debet habere. Si non venit, Dominus debet cum consilio proborum hominum Crusillie facere elemosinam, et quod superest debet habere. Si vero mercator aut viator aut peregrinus moritur infra dictam villam, hoc idem fieri debet.

3. Si quis frangit forum, Dominus debet recuperare fractionem, et fractor debet sexaginta solidos Domino.

4. Qui furtim portat leydam, debet sexaginta solidos. Si forte retromiserit per aliquem, quictus est. Si nullum invenit per quem remictat leydam, debet ponere sub lapide et duos lapides hinc et inde in testimonium, octava die debet ibi accipere coram testibus, et reddere, et per hoc est quictus.

5. Burgensis qui steterit per annum et diem in dicta villa et etiam nunc habitantes non debent leydam nec pedagium.

6. Qui venit ad forum leydam debet, ex quo recedit a domo sua donec reversus sit, et debet esse securus. Et si infirmatur, quocumque jaceat, debet esse securus donec possit redire ad domum suam.

7. Qui percutit in dicta villa Crusillie seu infra franchesiam de pugno, tres solidos debet, de palma quinque solidos. Qui trahit cutellum sexaginta solidos debet. Qui trahit dimidium ensem sexaginta solidos debet. Qui trahit lanceam extra domum unum cubitum, sexaginta solidos debet. Qui percutit de petra sexaginta solidos debet. Qui trahit lapidem ita quod ictus appareat in terra aut in pariete, sexaginta solidos debet. Qui effundit sanguinem, ita quod appareat, sexaginta solidos debet. Qui tirat capillos ambabus manibus, decem solidos debet. Qui percutit de baculo, decem solidos debet. Qui rumpit violenter domum vicini sui, sexaginta solidos debet. Qui facit adulterium, sexaginta solidos debet. Mulier vero debet medietatem legis.

8. Dominus ville debet facere venire ante se, si vult, quolibet mense, omnes mensuras, et si aliquam falsam invenerit debet tres solidos, et qui vendit in falsa mensura est in misericordia Domini. Qui duas mensuras habet quibus mensuret, unam magnam et aliam parvam, in misericordia Domini est.

9. Omnes debent sequi Dominum per unum diem et unam noctem ad expensas suas, et ultra ad expensas Domini. Et si facit exercitum et mictit bannum suum, ille qui non vult ire debet sexaginta solidos, nisi racionabilem causam ostenderit.

10. Manifesti usurarii quos ecclesia non recepit Domino sunt.

11. Nullus debet capi infra terminos ville nisi sit latro aut proditor, aut alias juste possit detineri et capi.

12. Quilibet tabernarius debet unam cupam vini et qui vendit vinum in nundinis.

13. Qui vendit domum aut casale, debet unam cupam vini et laudam et vendam Domino, si sit de feudo Domini.

14. Bolengeria debet eminatam panis semel in nundinis.

15. Lingue bovum et vacarum interfectarum percipiantur ut consuetum est.

16. Si mercator alienus emit in foro animalia, solvat ut consuetum est. De stalis et de aliis usibus fori, fiat ut consuetum est.

17. Omnes debent leydam sicut consuetum est, exceptis habitantibus in villa et juratis ville facientibus usum ville.

18. Si quis falsum clamorem fecerit, debet tres solidos. Qui de pede percusserit debet decem solidos. Si quis in foro alieno se miserit dum alter rem mercatur, debet tres solidos. Qui emit aliquam rem die fori extra portam ville, debet tres solidos.

19. Qui juratus est et facit usum ville, non debet leydam post annum et diem de quacumque villa sit, sed debet ponere in communi.

20. Quicumque voluerit manere in villa, debet ponere in communi quamvis non sit juratus.

21. Quilibet potest domum aut casale libere vendere, et ille qui emit debet reddere Domino a quo casale movetur censum suum et illud quod ultra debet.

22. Qui percussus fuerit in aliquo nemore aut de nocte, per unum testem potest probare lesionem suam, et si probare non potest, ille de quo fit clamor juret quod non fecerit, et sic est quictus. Si autem probatur, debet sexaginta solidos pro banno.

23. Si quis de juratis emat aliquam rem, et aliquis alienus juvet eum in illa empcione, ratione juvaminis non debet partem habere in re empta, nec ipsi cum illis. Juratus ville, si juvet alienum quando emit alienam rem, debet habere partem in re empta, prout hactenus consuetum est.

24. Passo injuriam in villa, libera debet fieri emenda ad arbitrium judicis vel castellani.

Qui insultat aliquem in domo sua debet duplex bannum.

25. Quicumque voluerit venire morari in villa, debet prius facere satisfactionem Domino suo.

26. Quodque bannum voluerint ponere burgenses, Castellanus debet illud concedere.

27. Omnes debent ire ad molendinum Domini et ad furnum. Quod si non fecerint, debent tres solidos pro banno. Molendinum debet expectare per unum diem et unam noctem, furnum quousque pasta pejoretur. Postea potest ire ubicumque voluerit.

28. Molendinum debet habere tercesimam partem tantum, asinus vel portitor. De quatuor cupis unam manatam. Si minus, furnum et furnarius debet habere pro qualibet cupa duos denarios. Et fornerius debet ministrare ligna. De cortice fiat sicut consuetum est.

29. Si Dominus ville venerit, honeste recipiatur, et qui gratis voluerit ipsum servire, serviat. Et omnes qui habent res venales, de quocumque ministerio sint, debent tunc eas vendere. Quod si non fecerint, per annum et diem non debent vendere, nisi se emendaverint ad voluntatem Domini, et res venales sint in misericordia Domini.

30. Comes nullum bannum vendendi habet in villa.

31. Quadraginta dies debet habere de creuci. Si dimictit pignus et valet plus in tercia parte, debet servari pignus per annum et diem, post potest vendi. Extranei debent illud tradere hospiti suo ad servandum.

32. Si burgenses vel jurati committunt in foro talem legem, debent qualem aliis diebus. In aliis personis duplicatur secundum statutum ville.

33. Qui venit in villa, villa debet eum fovere in jure suo.

34. Omnia casalia debent duos denarios pro teysa.

35. Adulterium non potest probari nisi secundum quod de jure est vel de consuetudine.

36. Nullus debet vadiari in foro nisi de voluntate Domini.

37. Si viator transit per villam, non debet detineri, sed statim debet eidem fieri judicium.

38. Si jurato ville fiat injuria, vel res sua quecumque sit aufferatur, debet eidem reddi.

39. Si quis vendit mutonem, ovem, vel capram pro castrone, vel troyam pro porco, debet tres solidos.

40. Si quis falsit renunculos bestie interfecte in macello, debet tres solidos.

41. Si quis in curtili alterius vel vinea intrat, invicto domino, herbas, rappas, ligna, vel sepem, vel alia ibi capiendo, debet tres solidos de die, de nocte sexaginta solidos.

42. Si Dominus habuerit baptentorium, qui voluerit batere solvat tres denarios pro die, et pro nocte totidem.

43. Qui vendit infra portas ville, non debet pedagium nisi prout consuetum est. Portans furtim pedagium debet sexaginta solidos.

44. Quicumque muntaverit vinum sine voluntate Domini debet sexaginta solidos.

45. Novi census non imponantur in rebus que tenentur a Domino, nisi de consensu Domini. Si contra presumpserit aliquis, illud incidat in commissum.

46. Omnia ista debent fieri cum misericordia et secundum posse delinquentis.

47. Quandoque Castellanus vocat juratos vel burgenses, ipsi tenentur venire sacramento, et si non venit, debet tres solidos. Et tunc potest statuere et tractare secundum rationem quod voluerit sine ipsis.

48. Quicumque voluerit vendere debet facere mensuram, sive sit bladum, vinum, vel alium. Quod si non fecerit, debet tres solidos.

Et hec omnia supradicta universa et singula nos predicti Guido et Robertus, episcopi Lingonensis et Gebennensis promictimus bona fide, et nos predictus Comes pro nobis et successoribus nostris, per juramentum nostrum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, actendere firmiter, fideliter et inviolabiliter observare et contra non venire. In cujus rei robur et testimonium sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Datum et actum apud Crusilliam, septimo Kalendas Maii, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo.

(Mémoires de la Soc. Savois. d'hist. et d'arch., t. IV, p. 157, collationn. avec une copie communiq. par M. Jules Vuy.)

Ces franchises furent confirmées sans modifications par Hugues de Genève, seigneur de Cruseilles, d'Anthon et de Varey, suivant un acte non daté. Mêmes Mém., p. 162.

II

1372, 17 Septembre. — *Confirmation des anciennes franchises de Cruseilles, explication de certaines clauses et addition de plusieurs dispositions nouvelles, par le cardinal Robert de Genève, seigneur de Cruseilles, et par son frère le comte Pierre, du consentement de Mathilde de Bologne, leur mère.*

Nos Robertus de Gebennis, sancte Romane Ecclesie Deique gracia Cardinalis, Dominus Crusillie racione patrimonii nostri, et Petrus comes Gebennensis, notum facimus universis per presentes quod nos, dilectorum fidelium subdictorum nostrorum Burgensium Crusillie supplicationem recepimus, quod franchesias, libertates, immunitates et privilegia hactenus per predecessores nostros eisdem datas et concessas, videlicet per Reverendos in Christo Patres dominos Guidonem Lingonensem Episcopum, tunc dominum Crusillie racione patrimonii sui, et Robertum Gebennarum Episcopum, ac Illustrem Principem Amedeum Comitem Gebennensem, de quibus fidem faciebant per licteras publicas et autenticas sigillis dictorum predecessorum nostrorum impendentibus sigillatas et datas sub anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, septimo Kalendas May, ipsis supplicantibus confirmare benigniter dignaremur. Quodque cum aliquibus ex ipsis aliquando dubium vertatur et oscuritas, ut clariorem intellectum, addendo, sive detrahendo, apponi faceremus in eisdem, ut clarioribus verbis appositis oscuritas tollatur in futurum insuper, et quasdam franchesias et libertates quas nobis per scripta tradiderunt de novo eis concedi, nobis humiliter postularunt, et sibi eorumque heredibus et successoribus graciam et misericordiam super quibusdam processibus per comissarios nostros contra ipsos factis fieri postulantes, nostre liberalitatis beneficium liberaliter implorantes.

Nos vero, interveniente consensu et voluntate carissime domine matris nostre Mathilde de Bolognia Gebennensis Comitisse, habito respectu ad multiplicia beneficia et probitatis merita dictorum Burgensium nostrorum, quibus nos et predecessores nostros solicitis studiis honorarunt, quia dignum est ut cujus precellemus munere illi eciam prebeamus in opere gratias, postulatis per ipsos insignire volentes. Idcirco franchesias, libertates, immunitates et privilegia, ut premictitur, per dictos predecessores nostros concessas et concessa, de quibus fuimus sigillatim et expresse

informati, constat de rasatura predicta verborum sequencium quibus hactenus vera consueverunt, nec non de puntuacione illorum verborum presentibus agnexatarum, ex certa nostra sciencia laudamus, confirmamus et approbamus, et ipsorum bonos et antiquos usus et consuetudines dicte ville Crusillie ipsis burgensibus confirmando, et approbamus illos eis custodire volentes, et eciam dictas franchesias et libertates de novo petitas et peticiones ex nostra certa sciencia etiam concedimus inviolabiliter et perpetuo servaturas. Quas franchesias, libertates, bonos usus et consuetudines antiquas et novas petitas per baillivos, judices, castellanos et ceteros officiarios nostros et successores ipsorum presentes et futuros precipimus non infringi, sed eas inviolabiliter observari, ordinamus et mandamus.

Secuntur addiciones franchesiarum antiquarum.

1. Et primo cum contineatur in dictis franchesiis quedam franchesia que talis est : — « Si dominus ville venerit, honeste recipiatur et qui gratis ipsum voluerit servire, serviat eum. Et omnes qui habent res venales, de quocumque ministerio sint, debent tunc eas vendere ; quod si non fecerint, per annum et diem non debent vendere, nisi se emendaverint ad voluntatem Domini, et res venales sint in misericordia Domini. » — Additur dicte franchesie : dum tamen res tunc essent exposite venales publice, et non alias, vel aliter, nisi de voluntate vendentis res venales habentis.

Secuntur franchesie et libertates de novo concesse.

2. Item volumus et concedimus quod non inquiratur in et de maleficiis, nisi intervenerit accusator vel denunciator legitimus, aut de mandato judicis, vel contra publice defamatos, et quod accusator vel denunciator teneatur et debeat primo cavere in presencia partis ydonee si cadat in causa resarcire et solvere quod de jure esset et fuerit faciendum judicatumque erit. Et si accusator vel denunciator in probacione deficiat, in expensis legitime condempnetur et ad ipsas solvendas compellatur, nisi justa causa excuset ab expensis, quod relinquitur arbitrio et judicis consciencie.

3. Item quod Dominus, Comes et omnes Domini novi Crusillie qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, jurent et jurare debeant et teneantur super sancta Dei evangelia se servaturos jura, statuta, libertates, privilegia, franchesias, et bonas et antiquas consuetudines, bonosque usus ville Crusillie et dictorum burgensium, nec non res et bona ipsorum, ubicumque sint in villa Crusillie et extra in toto Comitatu gebennensi, deffendere, servare prout Dominus tenetur subditos suos et eorum bona deffendere et servare, antequam ab eis recipiat juramentum.

4. Item, quod Castellani et officiarii dicti loci et judex, imperpetuum teneantur facere consimile juramentum antequam ipsis obediatur, et quod per judices nostros quoscumque assisie in dicta villa in loco publico teneantur.

5. Item, quod omnes alie franchesie ipsorum et singule clausule ejusdem franchesie per dictos predecessores nostros concesse remaneant imperpetuum in suo robore, posito quod non essent usi de ipsis, vel aliqua ipsarum, vel non uterentur in futurum eciam per tantum tempus quod memoria hominum in contrarium non existeret, et posito quod Dominus vel officiarii ejus uterentur de contrario quod non esset eis prejudicium, nec in possessione, nec in proprietate, nec in aliquo imperpetuum, sed haberetur ille usus pro non usu, eciam si usi essent dicti Dominus et officiarii, vel uterentur in futurum per tantum tempus quod memoria hominum in contrarium non existeret.

6. Item, quod burgenses, habitatores et jurati facientes usum ville Crusillie vendere possint denariatas suas quocumque nomine mensurentur precio quo poterunt, infra dictam villam, quociescumque voluerint, nonobstantibus contentis in dicta franchesia contrarium facientibus, dum tamen mensuram facient legalem.

7. Item, quod omnes burgenses et habitatores et jurati ville Crusillie qui habent et habebunt domum seu domos et possessiones infra dictam villam qui nunc sunt et fuerint in futuro, nunc et imperpetuum, qui dictis franchesiis et libertatibus gaudebunt, teneantur contribuere in oneribus et necessitatibus supportandis et imposicionibus fiendis per villam seu universitatem ville Crusillie nunc et in antea, et solvere sine querela et lite quantum erit eis taxatum per procuratores seu sindicos ville Crusillie qui nunc sunt vel fuerint pro tempore, seu deputatos vel deputandos pro taxa facienda, et per Castellanum ad solvendum compellantur ad requisicionem illorum qui expensas fecerint et ipsas expensas et imposiciones equabunt seu talliabunt, et omnes usus ville facere. Et quod habitatores et novi burgenses qui nunc sunt in dicta villa et qui pro tempore fuerint futuro, juramentum prestare teneantur, quam primo fuerint requisiti, pro parte dicte ville, super sancta Dei evangelia, quod ipsi facient et procurabunt proficium, comodum et utilitatem ville et universitatis Crusillie, et quod jura, statuta et libertates, privilegia et franchesias, bonas et antiquas consuetudines, bonos et antiquos usus dicti loci servabunt.

8. Secuntur limites franchesiarum ville Crusillie quibus hactenus uti consueverunt qui sunt hii, videlicet a villa de albergamento exclusive

tendendo versus calciatam magni stagni, et a dicta calciata, tendendo per chauda cavaz, versus crosum guibet, et a croso guibet, tendendo per juxta terras de novillar, versus fontem dou soex, et a dicto fonte tendendo versus luz bachez qui est in via Annessiaci, et a dicto bachecio tendendo versus luz preret de la bruery, et a dicto loco tendendo versus fontem de treynay, et a dicto fonte tendendo per la meysoneta versus nantum de rochina, et a dicto nanto tendendo versus dictam villam de albergamento.

9. Insuper, cum per gentes commissariosque nostros generales contra dictos nostros burgenses, habitatores et incolas dicti loci Crusillie proponerentur et super hoc certi fiebant processus, quod licet ipsi eorumve predecessores essent et fierint pro majori parte homines nostri talliabiles et predecessorum nostrorum, et esse debebant, nichilominus ipsi se gerebant pro liberis in nostri prejudicium et gravamen, et petebant per curiam nostram cognosci et declarari ipsos esse esseque debere homines nostros talliabiles, ipsosque debere obsequia et servicia talliabilia nobis prestare in futurum et pro preterito tempore, quia se non gesserunt pro hominibus nostris talliabilibus, interesse et dampna nobis resarciri postulantes; ipsis burgensibus in contrarium asserentibus et dicentibus eciam se esse et fuisse longissimis temporibus, scientibus et scire volentibus predecessoribus nostris Dominis Crusillie, in possessionem vel quasi libertatis, eciam pretextu franchesiarum et licterarum per predecessores nostros concessarum eisdem, si aliquo reperiretur ab inicio talliabiles. Nos, licet aliqua per gentes nostras in contrarium replicarentur, ex nostra certa scientia, provide et appensate, pro nobis heredibus et successoribus nostris, volumus et dictis nostris burgensibus utriusque sexus concedimus, quod ipsi, eorumque heredes et successores imperpetuum sint liberi, franchi et immunes ab omni jugo et servitute talliabili, si qui de ipsis reperirentur talliabiles, ipsosque et eorum heredes et successores, liberantes, affranchiantes ab eadem tallia servituteque talliabili, plenam libertatem et immunitatem de eadem servitute talliabili concedentes, salvo quod, si aliquis ipsorum teneat aliquas res que sint de nostro feudo talliabili recognite in novis extentis talliabiles ipsas tenentes, nobis teneantur deservire pro eisdem rebus, et servicia realia pro eisdem rebus nobis debita prestare, nisi de ipsis retenti fuerint per predecessores nostros sub certa censa, vel affranchiati. Persona tamen burgensis sic tenentis nichilominus sit libera, ut premictitur, a personali servitute talliabili, exceptis hominibus nostris talliabilibus in dicta villa commoran-

tibus, contentis et nominatis in novis extentis ibidem factis per Guillelmum de Mornay.

10. Item, cum per dictas gentes nostras nostrosque commissarios proponeretur, contra dictos nostros burgenses et subditos Crusillie, quod ipsi, singulique eorum, tenebant et possidebant in dicta villa Crusillie ejusque mandamento certas hereditates, domos, casalia, et alias res de feudo nostro, nobis commissas et appertas propter homagia non prestita, investituras non petitas, servicia non soluta, et aliis racionibus et causis, potissime propter theysias et cupas vini non solutas nobis debitas de casalibus et domibus venditis in dicta villa Crusillie, quarum theysiarum et cuparum vini arreragia et retente temporum preteritorum solvi nobis postulabant. Nos dicti Robertus Cardinalis et Petrus Comes, ex nostra certa scientia et ex liberalite nostra, pro nobis et nostris heredibus et successoribus, dictas commissiones nobis quacunque racione, titulo, vel causa, usque ad diem hodiernam pertinentes, eisdem nostris burgensibus utriusque sexus et eorum heredibus remictimus, quictamus et donamus, ita tamen quod servicia, census, et alia tributa que pro ipsis rebus nobis debentur nobis sicut dignum est solvantur, retentas et arreragia dictarum theysiarum et cuparum vini pro tempore preterito eisdem remictentes et quictantes.

Promictentes nos prefati Cardinalis et Petrus Comes, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, bona fide, per stipulacionem sollempnem, premissa omnia universa et singula supra dicta, rata, grata et firma perpetuo habere et tenere, ac inviolabiliter observare, et contra ipsa, in toto vel in parte, de jure vel de facto, in judicio vel extra, per nos seu per aliquam personam interpositam, imposterum ullo tempore non venire, nec alicui contravenienti in aliquo consentire.

In quorum rei testimonium sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Datum Annessiaci die decima septima mensis septembris, anno Domini millesimo tercentesimo septuagesimo secundo. Per Dominos Cardinalem et Comitem, presentibus dominis Reymondo de Reynerio, Guillielmo de Ruppecula milite, judice gebennensi, Humberto de Navi, Iohanne Monsseres, Jacobo de Extanz, Aymone de Bosserone.

(Mémoires de la Soc. Savois. d'hist. et d'arch. t. IV, p. 149, collation. avec une copie communiq. par M. Jules Vuy.)

Les franchises de Cruseilles ont été confirmées : 1° Le 13 janvier 1396, à Cruseilles, par Humbert de Villars, comte de Genevois. — 2° Le 18 dé-

cembre 1463, à Annecy, par Janus de Savoie, comte de Genevois, baron de Faucigny et de Beaufort. — 3° Le 19 mai 1302, à Chambéry, par Philibert, duc de Savoie. — 4° Le 27 septembre 1526, à Annecy, par Philippe de Savoie, comte de Genevois, baron de Faucigny et de Beaufort. — Note communiq. par M. Jules Vuy.

SEYSSEL.

6 Avril 1285.

Franchises accordées à Seyssel par Amédée V, comte de Savoie, qui reçoit deux cents livres viennoises pour cette concession.

Nos Amedeus Comes Sabaudie et in Italia Marchio, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos considerantes bonam affectionem, quam dilecti nostri Burgenses et habitatores nostri Seysselli ad nos et nostros habent et hactenus habuerunt, eisdem pro nobis et successoribus nostris in perpetuum iura et libertates quibus regantur, prout melius intelligi possint, concedimus et donamus. Predicta autem iura et libertates sunt hec, videlicet :

1. Quod homo qui venit apud Seyssellum et moratur ibi per unum annum et diem sine impedimento liber est, et quidquid acquisierit potest dare et vendere, aut si voluerit recedere libere a villa, debet eum Dominus conducere per unum diem et unam noctem.

2. Si Burgensis moriatur sine herede et non fecerit suum testamentum, Dominus eiusdem ville debet commendare res eius duobus probis hominibus, ac illi debent eas custodire per annum et diem, et si infra annum venit legitimus heres, ille eas debet habere, et si non venit, Dominus debet de consilio proborum hominum facere inde eleemosinam, et si quid superest, illud debet habere. Et si aliquis mercator aut peregrinus vel viator moritur, hoc idem debet fieri.

3. Institutiones fori. Si quis frangit forum, illi debent recuperare et emendare illum qui frangit, qui debet sexaginta solidos de banno.

4. Item qui furtim portat leydam debet sexaginta solidos. Si forte per aliquem retromiserit, quittus est, et si nullum invenerit per quem remittet leydam, debet ponere sub lapide et duos lapides hinc et inde in testimonium, octava die debet ibi accipere per testes et reddere et per hoc est quittus.

5. Burgensis non debet leydam, nec pedagium, ex quo steterit in dicta villa per annum et diem.

6. Qui venit ad forum, leydam debet solvere sicut statutum est, et ex quo recedit de domo sua donec reversus fuerit sit securus. Si quis venit ad forum et infirmatur, securus debet esse in quocumque loco iaceat, donec possit redire in domum suam.

7. Qui percutit de pugno tres solidos debet, de palma quinque solidos. Qui extrahit ensem, sexaginta solidos. Qui percutit de petra, sexaginta solidos. Qui evellit vel trahit capillos alterius ambabus manibus, decem solidos solvet. Qui effudit sanguinem, ita quod appareat, sexaginta solidos. Qui percutit baculo, tres solidos. Qui rumpit violenter domum vicini sui, sexaginta solidos.

8. Si garcia dicat aliquid probo homini et mulieri quod sit turpe, et probus homo vel mulier dat ei unam eclaffam, non debet bannum.

9. Dominus ville potest facere venire ante se omnes mensuras, et si aliquam falsam invenerit, tres solidos debet ille penes quem inventa fuerit. Qui duas mensuras habet, magnam et parvam, in misericordia Domini est.

10. Qui adulterium fecit bannum debet sicuti statutum est.

11. Qui contendit ponere fidejussorem de plano clamore qui cognitus est debet tres solidos.

12. Omnes debent sequi Dominum per unum diem et noctem ad expensas suas, si Dominus facit exercitum et mittit bannum suum. Ille qui non vult debet sexaginta solidos, nisi occasionem rationabilem habuerit.

13. Casalia militum non debent excubias nisi Burgensis ea emerit.

14. Item, infra terminos ville nullus debet capi nisi latro aut traditor.

15. Quilibet tabernarius debet unam cuppam vini in festo sancti Andree.

16. Qui vendit domum aut casale, debet Domino unam cuppam vini et tenetur solvere in festo sancti Martini.

17. Omnes debent excubias, exceptis sacerdotibus et militibus.

18. Tabernarius qui vendit vinum per totum annum et alius qui vendit vinum in festo sancti Martini debet unam cuppam vini.

19. Carnifices debent linguas bovum et vaccarum ex quocumque loco venerint.

20. Mercerius alienus debet de leyda unum obolum in die fori, de equo quatuor denarios, de asino quatuor denarios, de duodecim ulnis tele unum denarium. De omnibus aliis rebus que vendantur scilicet de vitris, ollis et aliis rebus, usque ad duos solidos, accipitur leyda.

21. Casalia Comitis quicumque teneat, debet duos denarios de teysia, alias non.

22. Adulterium non potest probari per familiares Castellani, nec per ipsum, sed tantummodo per duos legitimos homines, qui sint de villa et qui viderint adulterium in opere.

23. Mercator alienus qui vendit pannos suos in foro, debet quatuor denarios de leyda, et minus si minus vendit.

24. Ille qui preest ville debet facere omnia cum consilio proborum hominum ville.

25. Si quis falsum clamorem fecerit, tres solidos debet.

26. Si quis de pede percusserit, decem solvere debet.

27. Si quis mercatur aliquam rem et aliquis supervenerit, non ei debet nocere, qui primo cepit habere rem, donec cedat.

28. Quilibet potest vendere casale suum cuilibet libere et absolute, et ille qui emit debet reddere Domino censum suum a quo casale movetur.

29. Qui interfecit bovem vel vaccam ad opus suum, non debet linguam.

30. Castellani et clerici liberi sunt, nec debent ponere in communi nec in munitione ville.

31. Qui juratus est non debet leydam post annum et diem, quacumque ville sit, sed debet ponere in communi.

32. Qui percussus fuerit ab aliquo in nemore aut de nocte, per unum testem potest probare lesionem, et si non probare potest et ille de quo clamor fit juret quod non fecerit, est quittus.

33. Si aliquis percussus fuerit et propter hoc sexaginta solidi dentur de banno, percusso debent dari triginta solidi; et sic medietas secundum pretium banni debet dari percusso vel cuilibet alii. Qui insultat aliquem in domo sua duplicem legem debet.

34. Qui vult venire in villam, prius debet satisfacere Domino suo.

35. Quodcumque bannum burgenses voluerint ponere, Castellanus debet concedere.

36. Si Comes vult habere furnos vel molandinos, villa debet eos tenere, et si velint se deffendere, Castellanus debet eos cogere.

37. Si dives habet causam cum paupere, villa debet ei dare consilium habita equitate.

38. Si quis vocat aliquem latronem aut traditorem, ei qui non vult se deffendere, in misericordia Domini est, que misericordia fiat ad consilium Burgensium ville.

39. Si Comes venit in villam, cum magno gaudio recipiatur et qui gratis ei servire voluerit, serviat.

40. Nullum bannum vendendi Comes habet in villa.

41. Nullus potest accipere vadimonium in foro, nisi venditio aut fidejussio fiat in foro. Si fiat in aliis diebus, vadimonium potest accipi sine Castellano.

42. Qui vendit bladum et piscem non debet leydam.

43. Si viator transit per villam, non debet detineri aliqua causa, sed debet ei judicium fieri.

44. Preterea nos dictus Comes volumus et dictis nostris Burgensibus concedimus, quod in usuris manifestis vel non manifestis, sive decedant testati, sive non qualiter, et quocumque loco decedant, de rebus eorum nihil possimus exigere vel habere ratione usurarum, nec in vita, nec in morte, nec post mortem ipsorum, sed res eorum et bona deveniant ad heredes vel propinquiores. Item prohibemus ne in bonis vel super bonis talium defunctorum, occasione predicta, fiat aliqua sequestratio vel seysina, et si forte facta fuerit, nulla maneat ipso facto.

Hanc autem libertatem et jura prout superius exprimuntur, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, bona fide et per juramentum supra sancta Dei Evangelia prestitum a nobis, promittimus attendere firmiter et servare, nec aliquo tempore per nos vel per alium contra ire, confitentes nos a predictis nostris Burgensibus ex concessione hujusmodi ducentas libras bonorum Viennensium habuisse.

In quorum omnium premissorum robur et testimonium, sigillum nostrum presentibus literis duximus apponendum. Datum apud Seyssellum die Sabbathi ante ramos palmarum anno Domini mill°. ducentesimo octuagesimo quinto.

(Guichenon, Bresse et Bugey. Preuv. de Bugey, p. 244.)

RUMILLY.

1291 - 1440.

(Les chartes de Rumilly ont été transcrites par E. Mallet d'après une copie peu soignée du dix-septième siècle.)

I

1291, 4 Août. — *Amédée, comte de Genevois, confirme les anciennes franchises de Rumilly, dont il relate la teneur, et qu'il déclare avoir été accordées à cette ville par son aïeul le comte Guillaume et par les fils de celui-ci, Henri et Robert de Genève, ses oncles.*

Nos Amedeus comes Gebenn., notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos volentes sequi vestigia majorum nostrorum quantum ad bona faciendum, videntes cumque predecessores nostri, videlicet inclite recordationis D. Vuillermus Comes Gebbenn. avus noster et ejus filii, videlicet Henricus de Gebenna et R. in Christo pater D. Robertus quondam Episcopus Gebenn. patrui nostri, dederunt et concesserunt libertates, franchesias burgensibus de Rumiliaco, nos omnia predicta confirmamus, pro nobis et successoribus nostris dictas libertates, eisdem concedimus iterum et donamus, que libertates, jura municipii, conventiones et statuta inferius continentur.

1. Inprimis quod omnis homo qui moratur in villa de Rumiliaco per annum et diem sine revocatione Domini, liber est et homo Domini, ita tamen quod faciat usum ville sicuti alii et burgenses et juret salvum ville.

2. Item quicunque habitator ville Rumiliaci domicilium mutare voluerit, potest hoc facere et ordinare quidquid voluerit de bonis suis, juste tamen, et Dominus et burgenses debent eum ducere et conducere et res suas et guidare per noctem et diem pro posse suo.

3. Si burgensis de Rumiliaco moriatur, si faciat testamentum vel aliam ordinationem, illa vel illud, quantum de jure est, observetur et bona sua non saisiantur.

4. Si vero aliquis moriatur intestatus, proximiores ejus habeant bona sua, prout juris est, nec bona ipsius saisiantur.

Si vero aliquis moriatur intestatus qui non habeat legitimos successores, Dominus ville vel ejus Castellanus debet duobus probis hominibus electis de consilio proborum hominum jubere, ut dicta bona capiant et juramento fidelitatis custodiant, et expectent per annum et diem quod nichil removeatur soluto ere alieno, et infra annum appareat heres legitimus dicta bona sine diminutione habeat. Si vero infra dictum tempus nullus heres appareat, Dominus de consilio proborum hominum faciat elemosinam de dictis bonis, et quod desuper fuerit, sit Domino.

5. Institutiones fori. Si quis frangat forum faciendo maleficium, Dominus recuperet fractionem, et fractor debet 60 solidos.

6. Qui furtim . . . . portat laydam debet 60 sol. si forte per aliquem remiserit antequam sit domui, quictus est.

7. Habitator qui in villa steterit per annum et diem et usum ville fecerit ut ceteri burgenses, non debet laidam nec pedagium, ceteri vero qui usagia ville non faciunt solvant laidam et alia sicut extranei.

8. Si quis ad forum venit, ex quo domum suam exit sit securus pro posse donec cum rebus suis domum sit reversus.

9. Qui percutit maleficiose aliquem infra banna ville de pugno, debet 3 sol. sine fractione ossis et membri : si vero frangat os vel membrum, debet 40 solidos. Item qui percutit de palma debet 5 sol. Item qui trahit cutellum supra aliquem, debet 60 sol., et si percutiat, debet 10 libras si vulnus non letale sit. Item qui trahit dimidium ensem debet 60 sol., et si percutiat de ense 12 libras, si vulnus non sit letale. Qui trahit lanceam supra aliquem unum cubitum debet 60 s., et si percutiat solvet 10 libras, si vulnus non sit letale. Qui percutit aliquem de petra, debet 60 s. Qui trahit lapidem contra aliquem, ita quod ictus appareat in parieti vel in terra, licet illum non tangat, debet 60 s. Qui trahit capillos hominis ambabus manibus, debet 10 s. si ad unam manum, solvat 5 s. Qui effudit ab homine gladio sanguinem, ita quod appareat, debet 60 s. pro sanguine. Qui percutit de baculo debet 10 s., nisi os vel membrum fuerit ruptum, et tunc solvat 60 s.

10. Si quis infra banna ville Rumiliaci hominem interfecerit, secundum quod jure est puniatur.

11. Qui domum alicujus burgensis Rumiliaci violenter ruperit, solvat 60 s. Et in omnibus predictis maleficiis, injuriis vel furtis Castellanus cum consilio proborum hominum passo incontinenter faciat fieri congruam emendam ad dictum dicti Castellani et proborum hominum.

12. Si garcio vel garcia, fatuus vel fatua, facit vel dicit aliquid probo

homini turpe, probus homo vel alius de circumstantibus potest eis dare unam alapam impune.

13. Dominus ville, vel locum suum tenens, potest facere ante se quolibet mense venire omnes mensuras, et si aliquam falsam invenit, ad arbitrium proborum hominum falsarius debet 3 solid., et quod vendit tunc in illa mensura, est in misericordia Domini, et hoc credatur juramento contrahentium.

14. Qui duas mensuras habet, unam magnam et unam parvam, quibus utatur cum extraneis, tanquam falsarius puniatur.

15. Qui requisitus a Castellano de plano clamore ut fidejubeat et fidejubere non velit, postquam ter monitus fuerit, debet 6 den. Domino qualibet vice qua fidejubere noluerit pro posse suo.

16. Si fiat clamor de re excedente 10 s., victus solvat 3 s. Domino : de minori summa, solvat 12 d.

17. Omnes burgenses debent sequi Dominum per unum diem et unam noctem ad expensas suas et non plus, quando facit exercitum vel mandatum ; et ille qui noluerit ire vel mittere nuncium idoneum, debet 60 s., nisi causam rationabilem ostendat.

18. Si in villa Rumiliaci essent aliqui burgenses exercentes usurariam pravitatem manifestam, tales quod ecclesia cum eis non communicet in vita nec in morte, bona sua, solutis clamoribus, Domino sunt. In bonis vero illorum cum quibus ecclesia in vita vel in morte communicat, Dominus nichil accipiat, nec saisiat, sed habeant ea successores eorumdem.

19. Infra terminos ville nullus homo rapiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus, aut etiam malefactor qui non velit vel possit fidejubere.

20. Item quilibet tabernarius debet unam cupam vini in nondinis Rumiliaci, que sit tanta quod unus equs portet sexdecim cupas.

21. Quilibet sutor debet accipere in manu qualibet sotulares, et post receptam laidam quales voluerit accipiat.

22. Qualibet bolongeria det eminatam panis in nondinis.

23. Lingue boum vel vaccarum Domino sunt si facte sint in macello vel alibi in villa causa venditionis.

24. Si mercator alienus emerit in foro animalia et ducit alibi, debet de bove unum denarium et de vacca unum den., et de porco et aliis parvis pecoribus unum obolum : de asino 4 den., de equo 4 den.

25. Mercerius alienus det in nondinis 4 den., vel quolibet foro unum obolum.

26. Quicunque extraneus mercator tenens stationem in nondinis, debet 4 d., vel quolibet foro obolum : si vero sine statione, det de libra 4 d.; si minus, det minus.

27. Si quis vendit minus 2 solidorum de vitris, de ollis terreis et aliis minutis, non debet laidam.

28. Equus oneratus de ferro exiens de foro, debet 4 d. Currus 8 d. balles 3 d.

29. Si quis emit equm extra villam et ducit eum per villam, debet 4 d., bos unum den., vacca 1 d., porcus, ovis, capra et aries, obolum; cossia salis, obolum; buccus 1 d.

30. Item qui pede aliquem percusserit, debet 10 s.; si frangat os vel budellum rumpat, debet 40 s.

31. Si quis se in foro alieno immiscuerit, debet 3 s. .

32. Qui in die fori extra portam aliquid emerit, debet 3 s.

33. Qui juratus est ville et facit commune, gaudet privilegio burgensium, licet non moretur in villa.

34. Quicunque voluerit in villa stare, debet ponere in commune et facere usum burgensium.

35. Quilibet potest vendere domum suam, aut casale, et qui emit, debet reddere censum Domino a quo movetur.

36. Qui percussus fuerit in nemore de die, aut alibi de nocte, per unum testem debet probare lesionem suam, et si non potest probare, reus purget se juramento suo : si autem probetur, debet 60 s. pro banno et emendam passo per Castellanum ad arbitrium proborum hominum.

37. Quodcunque bannum burgenses voluerint concedere, Castellanus debet ponere.

38. Comes habeat in villa furnos et molendinum, et omnes eant ad molendinum et furnum Comitis. Qui contra fecerit debet 3 s. pro banno molendini. Expectent per diem et noctem furnum quousque pasta pejoretur, et tunc eat quilibet ubique voluerit. Molendinarius capiat tricesimam partem pro emina tantum. Furnum et furnerius capiat de cupa 1 den. tantum, et debet portare furnerius medietatem panis, et ille cujus est panis aliam medietatem.

39. Si Comes in villa venerit, honorifice recipiatur, et qui habet res venales, de quocunque ministerio sint, debet eas vendere Quod si non fecerit, per annum non vendat, nisi se emendaverit ad voluntatem burgensium et Castellani.

40 Comes nullum bannum vendendi habeat in villa, sed habeat credulitatem si dimittat pignus per 40 dies, et si pignus valet plus in tertio pretio, debet servari per annum et diem, et postea potest vendere.

41. Si burgenses committunt in foro talem legem debent qualem aliis diebus. In extraneis duplicatur.

42. Casalia, quicumque ea tenet, debet 2 d. pro tesia.

43. Adulter debet 60 s. pro banno, et mulier 30 s. sed adulterium non potest probare nisi legitime, et si injuste familiaris curie aliquem vituperaverit, legitime puniatur.

44. Nullus vadiet in foro nisi venditio aut fidejussio fiat in foro, et tunc cum consensu Castellani et sine expensis.

45. Si viator transit per viam et conqueritur de aliquo, vel aliquis de ipso, statim fiat justitia.

46. Si quis portaverit pedagium, debet 60 s.

47. Si jurato ville fiat injuria, Dominus et jurati adjuvent eum quousque sit ei emendatum.

48. Si quis vendit mutonem, vel ovem, vel capram pro castrone, vel porcam pro porco, debet 10 s.

49. Si quis falsit renunculos debet 3 s.

50. Si quis in curtile alterius intrat, herbas, rapas, ligna vel cepem, vel alia ibi capiendo de die, debet 3 s., de nocte debet 60 s., et qui in predictis bannis non est solvendo ad emendam si banna alias puniatur per Castellanum cum consilio proborum hominum.

51. Homines talliabiles burgensium juratorum qui faciunt usum ville, non recipientur in juramento ville sine voluntate Dominorum, nisi ibidem morati fuerint pacifice per duos annos et sine requisitione.

52. De serviciis, taliis et censibus, potest quilibet vadiare sine licentia Castellani.

53. Quotiescunque Castellanus vocat burgenses, ipsi debent venire. Si non venerint, non veniens debet 3 s. pro banno, si presens est quando vocatur nec habet legitimam excusationem, et tunc Castellanus potest statuere et tractare quidquid voluerit cum consilio presentium et consensu.

54. Cause pauperum, orphanorum et viduarum, sine dilatione cum consilio proborum hominum terminentur.

55. Si quis vendat vinum non foratum, debet 3 s.

56. Quicunque vendit aliquid, faciat mensuram legalem, alias perdet quod vendit illa vice, et debet 3 s. pro banno.

57. Quicunque vinum mutaverit sine consensu burgensium, debet 60 s.

58. Omnia ista debent fieri cum misericordia, secundum posse delinquentis, habita ratione sexus et etatis, et cum consilio proborum hominum ville.

59. Volumus, confirmamus et ordinamus nos prefatus Comes, quod in quolibet septenio Castellanus dicti loci cum consilio 10 vel 12 proborum hominum faciat juramentum ville renovare, et quod omnes habitantes jurent se servare libertates predictas, dummodo sint puberes, et qui jurare noluerint, nullum habeant privilegium libertatis.

60. Item volumus quod si super predictis statutis seu aliquo eorumdem, aliqua oriatur dubitatio, quod nos dictus Comes et dicti burgenses eligamus duos probos homines et unum medium, ad quorum arbitrium dicta dubitatio dirimatur pacifice et quiete.

Quas libertates et conditiones nos dictus Comes damus et concedimus dictis burgensibus presentibus et futuris, removentes penitus omnes alias consuetudines et servitutes, et omnia alia que contra jus et libertates hominum et rerum suarum inducta sunt et hactenus usitata, seu possint in posterum usitari, approbantes et confirmantes easdem libertates et omnia supradicta pro nobis et successoribus nostris, predecessorum nostrorum vestigia imitando. Promittentes et jurantes super sancta Dei evangelia omnia supradicta firmiter observare et contra predicta de cetero non venire, nec contra ea non venire, nec etiam contra facere volenti in aliquo consentire, nec aliquid facere in posterum contra predicta vel aliquid predictorum. Volentes quod quicunque pro nobis et successoribus nostris in dicto loco Castellanus fuerit, vel ejus locumtenens vel famulus, vel Judex pro nobis, vel alius officiarius noster, in introitu officii sui juret super sancta Dei Evangelia se predicta omnia firmiter observare, nec et quousque istud fecerit obediatur. Hec acta fuerunt Aneciaci burgi, in domo Stephani Eschaqueti, testibus presentibus ad hec vocatis et rogatis discretis viris D. Emone decano de Avullionay, Jacobo Eschaqueti, D. Rodulpho de Ponte vitreo, D. Guillermo Conversi de Avalone, militibus, Henrico Panater de Rupe, Bono Johanne et Guicherdo Converii de Rumiliaco. Et ego Villermus de Consilia, clericus publicus, auctoritate imperiali et D. Comitis Gebennensis Notarius, eis premissis presens fui, et de mandato predicti D. Comitis super premissis tria instrumenta feci, et ea tradidi signata signo meo, quorum duo instrumenta debent habere burgenses de Rumi-

liaco, et dictus D. Comes tertium instrumentum. In quorum robur et testimonium, nos predictus Comes huic presenti instrumento sigillum nostrum duximus apponendum. Datum secundo nonas Augusti A. D. mill°. ducentesimo nonagesimo primo.

II

1320, 19 Mai. — *Guillaume III, comte de Genevois, accorde aux bourgeois de Rumilly le droit de couper du bois et de faire du charbon dans la montagne voisine de cette ville, et les autorise à nommer un forestier.*

Nos Guillermus, Comes Gebennarum, universis tam presentibus quam posteris per presentes fieri volumus manifestum, et nos considerata et in animo nostro revoluta affectione, quam progenitores nostri temporibus retroactis habuerunt, et nos etiam habuimus et habemus erga dilectos et fideles speciales burgenses et juratos nostros Rumilliaci in Albanesio, tam nobiles quam innobiles, detento etiam bono portamento quod dicti burgenses et jurati tam nobiles quam innobiles erga predecessores nostros et nos etiam impenderunt, et sint remuneratione digni, dictis nostris burgensibus Rumilliaci nobilibus et innobilibus, heredibus presentibus et futuris, usum plenum montis Rumilliaci predicti, prout et in quantum limites dicti montis per totum mendamentum Rumilliaci se extendunt, pro nobis et heredibus nostris confirmamus, et de novo ex certa scientia concedimus et donamus, itaque dicti burgenses et jurati nobiles et innobiles qui nunc sunt et eorum heredes qui pro tempore fuerunt, et non aliqui alii cujuscunque conditionis existant, in dicto monte possint libere ligare, bocherare, et raffurnum seu raffurnos, carbones et omne genus meriarum facere, et breviter omnia alia pro libita voluntate facere que eisdem utilia videbuntur, hoc excepto quod in dicto monte nulla exusta nova quocunque fieri valeant in futurum. Volentes et dictis burgensibus et juratis concedentes, ut supra hoc eisdem, pro nobis et heredibus nostris, bona fide promittentes et nulli alii de consensu nostro utentur aliquatenus de cetero dicto monte, nisi duntaxat burgenses et jurati nostri Rumilliaci, salvis nobis et retentis . . . . censibus et abergamentis usque ad presentem diem, per nos, seu predecessores nostros, factis temporibus retroactis, et etiam salvo et retento nobis et heredibus nostris ut nos

possimus et debeamus, non obstante presenti concessione, uti dicto monte, videlicet pro nostris necessariis propriis, raffurnos faciendo, bastimenta et omnes merias necessarias faciendo, si et quandocunque voluerimus et nobis videbitur opportunum.

Concedimus insuper dictis burgensibus et juratis Rumilliaci nobilibus et innobilibus, quod pro dicto monte custodiendo ad utilitatem eorumdem . . . . possint et debeant . . . . pacto presenti, ponere in dicto monte missilierum seu foreterium idoneum, qui quando ponetur per eosdem, Castellano nostro Rumilliaci qui pro tempore fuerit presentetur, et in ipsius Castellani manibus jurare teneatur, dictum officium bene et legaliter exercere, nec alicui aliquid de dicto monte vendere vel donare, nec alicui de dicto monte capere volenti aliquatenus consentire, jura et banna nostra nobis seu Castellano nostro Rumilliaci et de eisdem bonum computum et legale reddere. Qui foreterius, pro labore suo, pro qualibet vice et pro quolibet non burgense et jurato reperto in dicto monte, percipiat quatuor denarios et non ultra.

Quam confirmationem, donationem seu concessionem bona fide prèmittimus et dictis burgensibus et juratis Rumilliaci tam nobilibus quam innobilibus presentibus et solenniter recipientibus ad opus sui omniumque successorum suorum in dicto loco Rumilliaci habitantibus et habitaturis de cetero et etiam extra locum Domini burgenses et jurati dicti loci existant, semper ratam, gratam et firmam perpetuo tenere et inviolabiliter observare, et dictum montem, dictis burgensibus et juratis et eorum heredibus, per modum supradictum deffendere ab omnibus, propriis nostris sumptibus et expensis, et etiam contra omnes manutenere et observare.

In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum Rumilliaci, die sabbati in vigilia pentecostes, que sunt decima nona mensis Maii. A. D. m°. tercentesimo vigesimo sigillatum.

III

1372, 4 Novembre. — *La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre confirment les franchises de Rumilly du 4 août 1291 et y ajoutent quelques dispositions nouvelles.*

Nos Mathildis de bolognia comitissa, et Petrus ejus filius comes Gebennesii, notum facimus universis presentes franchesias inspecturis,

quod nos dilectorum fidelium nostrorum subjectorum burgensium Rumiliaci supplicationem recepimus, ut franchesias, libertates et privilegia hactenus per predecessores nostros eisdem concessas et concessa, confirmare dignaremur, quasque cum aliquibus ex ipsis aliquando dubium oriatur et obscuritas, ut clariorem intellectum contineant.... etiam quoddam addendo et detrahendo apponi faceremus in eisdem, ut clarioribus verbis et additionibus obscuritas in futurum tollatur. Insuper quasdam franchesias et libertates per predecessores nostros eisdem concessas, quas nobis ostendunt, de novo eisdem concedi nobis humiliter postularunt, liberalitatis nostre beneficium misericorditer implorantes.

Nos vero, respectu habito ad multiplicia beneficia probitatis merita dictorum burgensium nostrorum, quibus nos et predecessores nostros sollicitis studiis honorare, et volentes sequi vestigia predecessorum nostrorum, tam franchesias, libertates et privilegia hactenus per predecessores nostros ipsis burgensibus nostris et eorum predecessoribus concessas et concessa, quas tenore presentium approbamus, confirmamus et laudamus, unacum eorum bonis usibus et consuetudinibus, quod alias de novo petitas ipsis nostris burgensibus, pro ipsis et eorum successoribus, damus, renovamus et largimur ex nostra certa scientia prout et quemadmodum inferius continentur et declarantur. Et franchesie vero antique de quibus superius fit mentio per nos confirmate sequuntur ut infra.

(Suit la teneur des franchises ci-dessus, du 4 août 1291.)

Additiones vero nove franchesie eisdem per nos noviter concesse sequuntur ut infra :

1. Videlicet, dicti Burgenses in villa et inter limites franchesie commorantes habeant usum montis Rumiliaci prout et in quantum limites dicti montis per totum mandamentum Rumiliaci se extendunt, videlicet bochassiandi pro affocagio suo, et facere possint ibidem raffurnum seu raffurnos pro clausuris dicte ville, pro ecclesia, vel hospitali, seu pro pontibus aut aliis operibus publicis et communibus dicte ville.

2. Item, quod dicti Burgenses scindere possint fraxinos in dicto monte pro suis doliis ligandis et preparandis tantummodo.

3. Item quod omnes persone cujuscunque status et conditionis existant, domus infra dictam villam habentes, debeant usum ville facere et in communi contribuere, quamvis non sint jurati.

4. Item, infra terminos ville nullus homo capiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus, qui fecerit tale delictum pro quo debeat capi et non

recipi fidejussio ab eo. Si vero sit delictum tale quod fidejubere debeat, si habeat bona sufficientia infra districtum Domini ad solvendum banna superius nominata, vel majora alia si ad hec teneretur emendare . . . . . , illa bona rapiantur et non persona ejus, et vendantur. Si vero bona non sufficerent, et delinquens non vult fidejubere vel non potest, tunc capiatur per Castellanum. Si bannum sit sexaginta solidorum vel plus, et in eo casu taliter fidejubere volens vel non volens, si capiatur, non ponatur in ratero, nec poni debeat sua persona ubi proditores vel latrones ponuntur, sed in magis curiale presone ville. Et si Castellanus vel familiares ejus non vellent accipere eum, vel non essent presentes, illi de villa possent eum capere si voluerint, et custodiatur per Curiam quousque satisfecerit Domino de banno et emendaverit damnis passo.

5. Item, quod burgenses et jurati domum in dicta villa habentes et commune ipsius facientes, vendant grosse et minute vinum quantum voluerint et poterint, et eum, si velint, proclamari faciant, clausulis et contrario dicentibus remotis, nisi sindici dicte ville de consilio burgensium et universitatis, vocato Castellano si interesse potuerit, vellent ad requisitionem dicte universitatis aliud ordinare.

6. Item, quod omnes homines mandamenti dicte ville, boves et alia animalia ad carrucandum habentes, convocari debeant ad eundum carragio pontium et aliorum operum publicorum dicte ville per Castellanum dicti loci aut ejus familiarem, prout juris est hactenus consuetum.

7. Item, quod jurati dicte ville non debeant jurari, neque pro charreagio Domini quicunque per Castellanum et ejus officiarium, nisi hactenus aliter sit consuetum.

8. Item, volumus quod non inquiratur nisi intervenerit accusator vel denunciator, aut de mandato Judicis, vel contra publice defamatos, et quod accusator vel denunciator teneatur et debeat primo cavere partis idonee, si caderet in causa, excipere et solvere quod de jure esset et fuerit faciendum, judicatumque erit. Et si accusator in probatione defficiat, in expensis legitimis condemnetur, ad ipsos solvendum compellatur, nisi justa causa excuset ab expensis, quod relinquatur arbitrio et Judicis consciencie.

Promittentes nos prefati Comitissa et Comes, pro nobis et heredibus successoribus nostris, bona fide, per stipulationem solempnem, premissa omnia universa et singula supradicta, rata, grata et firma habere perpetuo et tenere, ac fideliter et inviolabiliter observare, et contra predicta in toto vel in parte, de jure vel de facto, in judicio vel extra, per nos

seu aliquam interpositam personam, in posterum ullo tempore venire, nec alicui contravenire volenti in aliquo consentire. Promittentes etiam juramento quo supra, non facere aliquas novitates in dicta villa nec contra dictos burgenses, nec aliquid ab eis ultra predicta exigere, nisi de sua processerit voluntate.

Datum Anneciaci die quarta mensis Novembris, anno a nativitate Domini mill°. tercentesimo septuagesimo secundo. Per Dominum et Dominam, presentibus D. D. Reimondo de Chissie, Guillelmo de Rupecula, militibus, judice Gebennesii, Humberto de Navi, Aymoneto de Rosseriis.

IV

1376, 8 Novembre. — *La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre accordent aux bourgeois de Rumilly un impôt municipal à percevoir sur chaque charge de blé qui sera vendue dans la ville et le mandement.*

Nos Mathildis de Bolonia Comitissa, et Petrus filius ejus Comes Gebennesii, notum facimus universis presentes nostras litteras inspecturis, quod audita supplicatione dilectorum fidelium nostrorum universitatis ville nostre Rumiliaci in Albanesio, supplicantium nobis et humiliter postulantium, quia universitas eadem maxima et infinita onera habet supportare et in futurum habet in constructione et recuperatione pontium, januarum, clausurarum et aliorum necessariorum dicte ville, ex quibus faciendum commune ipsorum ibidem et in mandamento et castellania dicte ville levari et percipi consuetum sufficere non potest ad premissa facienda, sed in periculo destructionis defectu financiarum parata sunt eidem universitati dictum commune augmentare de eorum proprio dignaremur et liberaliter concedimus.

Nos ea propter Comitissa et Comes prefati, relatione fide digna certificati premissa esse vera, que etiam notoria sunt omnibus videntibus dictam universitatem que optatis voluntatibus nobis et nostris predecessoribus in omnibus fideles fuerunt et cordiali affectu in omnibus complacere voluerunt, volentes ipsos exinde consolatos cum juste et pro utilitate publica postulent id quod petunt, pro nobis et successoribus nostris, non per errorem aut improvide, sed ex nostra certa scientia et animo deliberato, dicte universitati pro se et suis in futurum damus, largimur

et concedimus per presentes, ut ipsi et eorum successores in futurum, ultra aliud commune quod levari solitum est (premittitur quod erat: de qualibet sommata que minutim vendebatur in villa et castellania predicta venditores duos ulceos vini solvebant, et de qualibet bestia onerata blado quod extra villam venale extrahebant, tres obolos solvebant et denarium Dei prout consueverunt) reciperent. Item commune harum tenorum confirmantes ab hinc in antea perpetue ut premissa onera supportare valeant et in statu tenere opportuno, levent, percipiant et exigant super et de qualibet sommata que in dicta villa et castellania minutim vendetur per quoscunque status et conditionis existant, alios duos ulceos vini levent a venditore et exigant, et sic erunt tam de antiquo quam de novo pro sommata quatuor ulcei.

Item et de qualibet sommata que in dicta villa Rumiliaci vendetur in grosso, dum statim per emptorem ad vendendum minutim non exponat infra villam predictam duos ulceos vini levent ex venditore et exigant ipsos tamen venditores tam in grosso quam minutim de hujusmodi augmentatione relevare volentes, ordinamus, et dicte universitati concedimus per presentes, quod ipsas mensuras, scilicet ulceos sive picotos et alias mensuras minores diminuant, decrescant pro sommata de duobus ulceis : itaque sommata vini que sexaginta sex picotos continet et continere solebat, sexaginta octo de cetero contineat, auctoritatem, licentiam et mandatum dicte universitati et successoribus eorumdem dantes harum tenore et pleno concedentes dictas mensuras minuendi ut prefertur et dictum commune, tam antiquum quam de novo concessum per modum supra declaratum, levandi, perlegendi, sine assensatore et Sindico dicte ville percipiendi, exigendi, et pro ipsis impune pignorandi, et pignora vendendi pro solutione premissorum integriter obtinenda licentia cujusque mensure super hoc acquirenda.

Mandantes Judici, Castellano, et aliis officiariis nostris qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, quatenus in premissis dicte universitati nullum apponant nec apponi permittant impedimentum seu contradictionem quamcunque, sed omnia et singula firmiter observent et per quoscunque firmiter faciant observare, et per recollectores communes fuerint requisiti preconizare faciant et sub certis penis quod omnes et singuli qui vinum vendent, ut prefertur, quantitates venditas revelent dictis recollectoribus, et commune solvant sine fraude. Promittentes bona fide omnia premissa observare et contra non venire. Datum Annessiaci die octava Novembris A. D. m°. ccc°. septuagesimo sexto,

sub sigillis nostris in testimonium premissorum. Per Dominum et Dominam, presentibus D. Girardo de Terniaco, milite, cancellario, Judice Gebenn. et Petro de Marlio.

V

1383, 22 Mai. — *La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre donnent l'interprétation d'une des clauses des anciennes franchises de Rumilly et fixent les limites de cette ville.*

Nos Mathildis de Bolonia Comitissa et Petrus Comes Gebenn. ejus filius, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum per commissarios nostros mota esset questio contra burgenses nostros Rumiliaci super prima clausula in primis franchesiis descripta, cujus clausule tenor sequitur in hunc modum : « In primis omnis homo qui moratur in villa de Rumilliaco per annum et diem sine revocatione Domini, liber est et homo Domini ville, et tunc et heredes sint, quandiu in villa predicta morabitur, ita tamen quod faciat usum ville sicuti alii burgenses, et juret salvum ville. » In virtute cujus clausule dicti commissarii petebant et requirebant quod burgenses qui morati fuerunt in dicta villa per annum et diem, confiterentur esse homines Domini ville : proponentes ipsi commissarii quod dicti burgenses, tanquam inobedientes, plures penas seu mulctas commisserint, ex eo quod dictum homagium confiteri et recognoscere recusaverunt, ad hoc tendentes dicti burgenses quod non tenentur ad aliquod homagium seu fidelitatem prestare virtute dicte clausule, quia loquitur dicta clausula de advenis et forentibus qui in et de extra veniant in villa moraturi, qui habuerunt alium Dominum, et talis fuit intentio inclite recordationis D. Amedei Comitis Gebenn. qui dictas franchesias concessit, et aliorum ejus predecessorum, et hoc patet per consequentias dicte clausule, ubi continetur : ita tamen quod usum ville faciat sicuti alii burgenses, et juret salvum ville : nec autem sunt intellecturi hominibus franchis et liberis ab omni onere et vinculo homagii, neque concesse fuerunt libertates franchesie in servitutem ipsorum burgensium dicte ville, sed in ipsorum profitium et favorem, dicteque ville augmentationem, in quibus franchesiis absque protestatione seu recognitione homagii sunt dicti burgenses et fuerunt, steteruntque

eorum predecessores . . . . ante dictas franchesias concessas et post per tanti temporis spacium, quod de contrario hominis memoria non existit. Promittentes ipsi burgenses quandam clausulam contentam in dictis eorum franchesiis per prefatos Dominam et Dominum confirmatis et de novo concessis, in quibus continetur : removentes penitus alias consuetudines et servitutes que contra jus et libertates hominum et rerum suarum in dicta sunt et hactenus usitata, seu possent in posterum usitari. Et si forte aliqui essent in villa, qui Dominum habuerunt et petitionem dictorum commissariorum dubitantes et villam absentarent, quod fieri potest, quia homo Domini ville non dicitur nisi quandiu in villa moratur, hoc esset in detrimentum et deteriorationem dicte ville, et ad evitandum quod dicta villa ad presens vel in futurum gentibus diminuatur, sed ut ex venientibus et habitantibus repleatur, supplicaverunt nobis dicti burgenses quatenus illa verba propter que per dictos commissarios nostros inquietantur, videlicet « et est homo Domini ville ex tunc et heredes ejus » nobis placeret removeri mandare, et per alia verba dictam clausulam mutare, ut contra habitantes dictam villam nulla petitio homagii pro dictis franchesiis, seu pretextu dictorum verborum in ipsa clausula contentorum, fieri debeat in futurum, et hoc sine prejudicio seu correctione aliqua dictarum franchesiarum ; supplicantes etiam terminos et limitationes dicte ville per gentes nostras ad plena loca dictorum limitum visa et examinata atque declarata de loco ad locum ipsis burgensibus per litteras nostras declarari, in eorum franchesiis adjungi. Nos Comitissa et Comes, habito respectu ad multiplicia probitatis merita dictorum burgensium nostrorum, augmentumque et statum dicte ville cupientes, atque eisdem in eis et majoribus complacere volentes, predicta per ipsos supplicata eisdem graciose concedimus et donamus prout inferius declaratur.

Et primo quod clausula dictarum franchesiarum tenoris subscripti cassa sit et vana, nullumque effectum contineat per verba ibidem contenta, ut a modo in antea non sit obscuritas vel dubium in eadem clausula, nec aliquod homagium ratione seu occasione franchesiarum ab aliquibus habitantibus in villa eadem peti debeat in futurum, et loco dicte clausule habeant dicti burgenses clausulam et capitulum franchesiarum earum tenoris infrascripti.

Primo, omnis homo qui moratur et morabitur in villa Rumilliaci per annum et diem sine revocatione et contradictione Domini sui, liber sit, et libertate et franchesiis dicte ville gaudeat quandiu morabitur seu domicilium habebit in dicta villa, et faciat usum ville, et in presentia Sindi-

corum juret salvum ville, videlicet esse fidelis et legalis Domino ville, seque servaturum statuta et libertates ejusdem, et hoc nisi esset homo noster aliunde. Propter quam mutationem dicte clausule, non intendimus dictas franchesias aliquo modo fore corruptas in aliis, sed ipsas in nostris litteris presentibus approbamus, ratificamus et confirmamus, promittentes bona fide nostra contra predicta et infrascripta seu aliqua de eisdem nullo modo facere, vel venire volenti in aliquo consentire.

Terminos vero et limites dicte ville, in quibus franchesie prout in villa debent observari, ex relatione plurium fidedignorum per gentes et commissarios nostros alias ad plura loca dictorum limitum destinati fuerunt, esse volumus et declaramus prout infra : videlicet a perrosa ultra fines poni debet terminus tendens prope Crosetam de Martenay versus angulum sessie prope nemus de martenay; debet poni terminus a dicto loco protendendo per subtus domum de savoirouz; poni debet terminus prope dictam viam a dicto loco protendendo prope seu juxta vadum de motz; alius terminus poni debet a dicto vado protendendo per viam nominatam oboligelinam, juxta grangiam Domini francisci Candie, que quondam fuit Domini Guichardi Calandreti; poni debet alius terminus a dicto loco, protendendo per summitatem nemoris Domini de meyz supra dictum nemus; debet alius terminus poni a dicto loco termino protendendo versus grossum lapidem existentem in via de subtus clausum ; remaneat dictus lapis pro termino a dicto grosso lapide protendendo per superius domum Johannis de Lecherene versus molendinum Broysi, quod molendinum infra dictos limites inclusum pro termino remaneat; a dicto molendino protendendo versus alium molendinum de Copeto, remaneat dictum molendinum pro termino infra limites inclusum ; a quo molendino protendendo versus grossum lapidem nominatum petra farnosa remaneat dictus lapis pro termino ; a dicto lapide protendendo versus primum locum de perrosa ponantur termini, per quos usque ad dictum locum possint dicti limites sine dubio remanere, et si sint aliqui termini a dictis locis distantes alter ab altero, ponantur termini intermedii, ut non in futurum oriatur dubitatio. Ad quorum nostrorum burgensium supplicationem tenore presentium precipiendo, mandamus dicto nostro Castellano dicti loci Rumilliaci seu ejus locum tenente, quatenus terminos lapideos in locis predictis . . . . . poni faciant.

Pro quibus suprascriptis confitemur nos habuisse et recepisse a dictis nostris burgensibus per manum Aymoneti de bossone, receptoris nostri, centum florenos auri pro nobis et viginti pro Consilio nostro.

Datum Balme die vicesimo secundo mensis Maii A. D. m°. cc°. octuagesimo tertio, sub sigillis nostris in testimonium premissorum, in nostri Comitis absentia quoniam in recessu nostro litteras nostras sic fieri ordinavimus.

Per Dominam prefatam genitricem Domini, et Dominam consortem Domini in ipsius absentia, presentibus DD. Petro bastardo de Gebenn., Guillermino de Rupecula . . . . . cancellario Gebenn., Nicodo de Altavilla, et commissario Aym. de Rosseriis.

VI

1418, 10 Mars. — *Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Rumilly et ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Amedeus, Dux Sabaudie, Chablesii et Augusti princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontis et Gebenn., notum facimus tenore presentium universis ut condilecti, fideles, nobiles, incole et habitatores et subditi nostri ville nostre Rumilliaci in Albanesio, nobis humiliter supplicaverint hactenus eorum franchesias, libertates, capitula, privilegia et immunitates per inclitarum recordationum predecessores nostros Comites Genevenses eis hactenus concessas et largitas, benevole eis confirmare et de novo concedere dignaremur, quos quidem franchesiarum, libertatum, capitulorum, privilegiorum et immunitatum tenores de verbo ad verbum sequitur per hec verba.

(Suivent les chartes relatées ci-dessus, de 1291 à 1383.)

Quibus quidem franchesiis, libertatibus, capitulis, privilegiis et immunitatibus suprascriptis visis et inspectis, volentes supplicationi dictorum nobilium, burgensium, incolarum, habitatorum et subditorum terminorum dicte ville nostre Rumilliaci super hiis, ut prefatur, nobis facte, favore benevolo annuere, attentis et consideratis gratis et acceptabilibus serviciis per ipsos nobis continue factis, consideratis etiam oneribus per ipsos quam pluries supportatis, tam in expensarum nostrarum solutione quám aliter, certisque aliis causis justis nos ad hec moventibus, nos Dux prefatus, pro nobis notrisque heredibus et successoribus universis, dictas franchesias, libertates, capitula, privilegia, et immunitates suprascriptas, secundum eorum formam, tenorem et effectum, prout et quemadmodum superius scripta sunt atque narrata, dictis nobilibus, burgensibus, in-

colis, habitatoribus et subditis nostris dicte ville Rumilliaci et eorum heredibus, successoribusque et posteritatibus quibuscunque, laudamus, confirmamus et de novo concedimus et largimur per presentes.

Preterea volentes dictos nobiles, burgenses, incolas, habitatores et subditos nostros tractare gracia ampliori, pro nobis nostrisque heredibus et successoribus universis, predictis in libertatis beneficium graciose damus, largimur et concedimus, presentium tenore, ultra predictas franchesias et libertates suprascriptas, dictis nobilibus, burgensibus, habitatoribus, incolis et subditis nostris dicte ville nostre Rumilliaci, et suis heredibus successoribusque et posteritatibus quibuscunque, libertates, franchesias, capitula, privilegia et immunitates subscriptas :

1. Et primo, si quis burgensis vel juratus ville aliquam rem mercatus fuerit, nullus eidem in foro suo se immiscat, nec eidem cupienti rem habere noceat donec recesserit, et qui contrarium fecerit solvat quinque solidos pro qualibet vice.

2. Item, quociescunque Sindici ville Rumilliaci pro negotiis ville predicte peragendis evocare voluerint burgenses dicte ville, ipsi burgenses et jurati venire teneantur ad locum ubi evocati fuerint, et non veniens pro qualibet vice qua defecerit solvat quinque solidos.

3. Item, quod Castellanus dicte ville Rumilliaci, sive alius quicunque officiarius non debeat nec possit per penas aliquem burgensem vel juratum dicte ville assignare vel assignari facere in castro seu in vicedomni . . . . . , pro quocunque delicto, si fidejubere se offerat, nisi sit latro aut proditor manifestus, aut pro debito submissus.

4. Item, qui domum alicujus burgensis vel jurati fregerit seu ruperit violenter, pugniatur ad duplicem secundum juris ordinem.

Promittentes bona fide nostra, per juramentum nostrum et sub nostrorum omnium obligatione bonorum, dictas franchesias, libertates, capitula, privilegia et immunitates suprascriptas, per nos laudatas, confirmatas et de novo concessas et largitas, ut prefertur, pro nobis et nostris predictis habere perpetuo ratas, gratas et firmas et non contra facere, dicere vel venire volenti in aliquo consentire. Dantes ulterius presentibus . . . . . in mandatis Ballivo, Judici, procuratori Gebenn., Castellano dicti loci Rumilliaci et ceteris officiariis nostris presentibus et futuris et eorum loca tenentibus, hactenus dictas franchesias, libertates, capitula, privilegia, immunitates suprascriptas, per nos laudatas, confirmatasque et de novo concessas, et omnia et singula in presentibus litteris nostris contenta et comprehensa, cum eorum bonis usibus et consuetudinibus,

dictis nobilibus, burgensibus, habitatoribus, incolis et subditis nostris dicte ville nostre Rumilliaci et ipsorum heredibus et posteritatibus quibuscunque, teneant, attendant et observent cum effectu, et in nullo contra faciant quomodolibet vel opponant.

Datum Camberiaci die decima mensis Marcii A. D. m°. quatercentesimo decimo octavo. Per Dominum, presentibus D. D. Jo. de Belloforti, cancellario, bastardo de Sabaudia, Jacobo de Villeta, Jo. de Fonte, P. Andreveti et P. Amblardi. — R. litt. port. Petrus Gaveti.

VII

1438, 25 Avril. — *Louis de Savoie, lieutenant général de son père le duc Amédée, accorde des exemptions aux étrangers qui viendront habiter la ville de Rumilly, dévastée par des incendies.*

Ludovicus de Sabaudia, princeps pedemontii primogenitus, locum tenensque generalis Ill^mi^. D. genitoris mei D. Amedei Ducis Sabaudie, Chablesii et Auguste principis, Marchionis in Italia, Comitis pedemontii et Gebenn., Valentinensisque et Dyensis, universis modernis et posteris serie presentium fiat manifestum, quod cum dilecti fideles nostri homines, burgenses et incole Rumilliaci in Albanesio, causantibus ipsorum multifariis, ignis incendio, combustionis ceterisque oneribus per ipsos hactenus supportatis et subtentis, nobis humiliter supplicarunt ut sibi indultum seu premium aliquod conferre dignaremur, propter quod ipsa villa Rumilliaci, que totaliter depopulata est, et fere medietas domorum illius ville una cum meniis et pontibus ejusdem in ruinam perversa, restaurari, populari et refici possit et valeat, quorum supplicationi favore benevolo inclinati, potissime premissis et loci situationi, etiam certis aliis piis moti respectibus, maturaque deliberatione super hiis prehabita, de precepto prefati Domini mei, exque plenitudine nostre potestatis, pro nobis et nostris statuimus et ordinavimus, ac in villa illa in speciale privilegium concedimus et largimur, quod Joh. Guichardi, Petrus Perrini, Nicolaus Galliont, forenses, presentialiter residentes in dicta villa Rumilliaci et ceteri alii extranei et forenses, ibidem venire ad residentiam continuam facere volentes, sint immunes et exempti, per quatuordecim annos continuos et integros die qua intraverunt et intrabunt ipsam villam incohandos ut successive et finiendos, ab omnibus talliis, subsidiis, donis

et aliis quibuscunque tributis et oneribus prefato Domino meo et nobis spectantibus et spectare debentibus. Quavis occasione sive causa, ipsum Johannem, Petrum et Nicolaum, ac ceteros alios forenses, premissis de causis, presentium tenore, a predictis talliis et ceteris aliis oneribus exhimimus, et immunes, quietos et liberos esse volumus, ita tamen quod lapsis dictis quatuordecim annis predicti forenses in ipsa villa Rumiliaci teneantur et debeant morari et domicilia sua facere, atque predicta tributa et onera solvere, sicut et alii vilici in eadem villa Rumilliaci habitantes. Ballivo Gebenn. Castellanoque dicti loci Rumilliaci et ceteris aliis officiariis prefatis Domini mei atque nostris, presentibus et futuris ad quos presentes pervenerint et presentate fuerint, seu ipsorum locatenentium et cuilibet eorumdem propterea mandantes quatenus predictis hominibus forensibus et cuilibet ipsorum has nostras gracie et privilegii litteras teneant, attendant et inconcusse observent, et per quoscunque observari faciant, in nulloque contrafaciant quomodolibet vel opponant. Datum Thononii, die vicesimo quinto mensis Aprilis A. D. mill°. quatercent°. trigesimo octavo. — Per D. principem, presentibus DD. Johanne Domino belloforti Cancellario, Petro Domino Barjacti Marescallo, P. Marchiandi, Barthol. Chabodi, Rodol°. Domino Coudree, Jo. de Compesio, de draconibus, Jac. Rosseti Judice Chablesii, Fr. Lanesii magistro hospitii, Guill°. de foresta. — R. lit. port. — Jacobus Gallife.

VIII

1440, 16 Mars.—*Louis, duc de Savoie, en suite d'une requête qui lui est adressée, confirme les exemptions précédentes accordées aux étrangers venant habiter Rumilly.*

Vobis Illustrissimo Domino nostro Sabaudie Ducî, supplicatur humiliter pro parte vestrum pauperum judiciarii Petri Perrini habitatoris ville vestre Rumilliaci in Albanesio, quod cum in libertatem et franchesiam dederit omnibus foresteriis habitatoribus, et continuam mansionem in eadem villa facere volentibus, quod ipsi essent exempti et immunes ab omnibus talliis, donis, subsidiis et aliis oneribus vobis spectantibus et pertinere debentibus per quatuordecim annos, ad eo quod dicta villa populartur, augmentaretur et repararetur : que totaliter, proh dolor! vertetur in ruinam, ut constat quadam littera per Secretarium vestrum

Jacobum Gallife signata, cujus copiam idem supplicans exhibet tabellionatam, nichilominus Castellanus vester Rumilliaci modernus nititur ipsum supplicantem urgere et compellere ad solvendum dictum subsidium, quod facere non debet ex tenta dicti privilegii in littera, hactenus Dominationi vestre placeat sibi super premissa de remedio providere opportuno, mandando, si placet, dicto Castellano, seu ejus locumtenenti, ut dictas litteras privilegii eidem supplicanti observet, nec ipsum quovismodo ad solvendum subsidium predictum compellat vel molestet : vestram super premissis excelsam Dominationem humiliter implorando.

Ludovicus Dux Sabaudie, dilecto Castellano nostro Rumiliaci, seu ejus locumtenenti, salutem. Visis copia privilegiorum et supplicatione presentibus annexis, ipsarumque tenore considerato, certisque aliis justis moti respectibus, volentes ipsas litteras forensibus in ipsa villa Rumiliaci residere et mansionem continuam facere volentibus inviolabiliter observari, ut ipsa villa augmentari et populari possit, ideirco tibi mandamus expresse actenus dictas litteras et contenta in eisdem dicto supplicanti teneas, attendas, et inconcusse observes, nec ipsum ad solvendum donum seu subsidium de quo supplicatur, contra ipsarum formam compellas seu molestes : et si quid adversus dictum supplicantem supplicationis occasione factum fuerit, illud ad statum pristinum reducas, quod etiam reducimus per presentes. Datas Thononii die decima sexta Marcii A. D. mill°. quatercent°. quadragesimo. Per D., presentibus DD. Jo. Domino Chautagnie, Rod. Domino Coudree, Barth. Chabaudi presidenti computurum, Ant. de draconibus presidenti Gebenn., P. de Menthone, Fr. de Bonisso et Fr. lavaji magistro hospitii. — R. lit. port. — Jac. Galliffe.

Datum pro copia a suo orig^i. extracta . . . per nos not^os. subsignatos.

P. Durand, Fr. Judicis.

CHAMONIX.

1292 - 1412.

(Les chartes de Chamonix ont été communiquées par M. Adrien Bonnefoy, notaire à Sallanches.)

I

1292, 26 Juillet. — *Premières franchises de Chamonix, résultant d'une sentence arbitrale rendue sur seize points controversés entre le prieur Richard et les habitants de la vallée.*

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo, indictione quarta, die sabbati post festum beate Marie Magdallenes, coram me notario et testibus infra scriptis, Religiosus vir frater Richardus prior prioratus de Campomunito, Gebennensis diocesis, nomine suo et dicti sui prioratus, non deceptus, coactus, nec alicujus dolo inductus seu circonuentus, ut dicebat, ex una parte, et Jacobus Peclos, Melieretus de Pratis, Mermetus de Dues, Aymonetus Paniotti, Johannes Paniotti, Perretus de Ponte, Michael Saddouz, Rannisius de la Molla et Melieretus Mavilliat, Paniottus de Pratis et Jacobus Bossentys, Sindici, ut dicitur, ad articulos infra scriptos universitatis et hominum parochie de Campomunito . . . . . a loco qui dicitur les Montaes usque ad collem de Balmes, exclusa Valle Ursina, nomine suo proprio, et dicte universitatis et nomine cuiuslibet singularis persone existentis infra dictos confines, compromittunt se alte et basse in nobiles et discretos viros, videlicet in dominum Guidonem de Portis, dominum Emericum, et Dominum Gedeonem de Aquabella, et dominum Jacobum Eschaqueti, jurisperitos, tanquam in arbitros arbitratores et amicabiles compositores, super omnibus et singulis causis, litibus, questionibus, controversiis et querimoniis infrascriptis.

1. Videlicet super eo quod dictus dominus prior, nomine suo quo supra, dicebat se habere successiones in dictos homines et quilibet eorum in hunc modum, scilicet quod si contingebat patrem habitare seorsum a filio vel e contra, vel duos fratres esse divisos, dictus dominus prior, nomine quo supra, dicebat tertiam partem bonorum mobilium personne

decedentis in predictis casibus, vel aliis casibus cuiusque personne decedentis, ad se, nomine quo supra, pertinere ; dicti vero sindici nomine quo supra in contrarium asserebant. Et hoc est primum capitulum.

2. Item super eo quod dictus dominus prior, nomine quo supra, dicebat quod si aliquis de predictis hominibus aliquid de bonis suis immobilibus pignori obligabat vel tradebat in gageriam, quod inde debebat percipere vendam, scilicet duodecimam partem quantitatis pecunie pro qua obligabatur ; predicti sindici nomine quo supra in contrarium asserebant. Et hoc est IIm. capitulum.

3. Item super eo quod dictus dominus prior vetabat seu prohibebat dictis hominibus ne facerent domum vel edificium in superioribus presie[1] sue ubi erat nemus ; dictis vero sindicis asserentibus, nomine eorum quorum presie erant, in contrarium. Et hoc est IIIm. capitulum.

4. Item super eo quod dictus dominus prior prohibebat hominibus predictis inalpare bestias suas in alpe que dicitur alpis arsa[2] et ibi fena fecebat ultra voluntatem dictorum hominum. Dicto priore nomine quo supra asserente hoc sibi de jure licere tanquam de re sua propria. Et hoc est IVm. capitulum.

5. Item super eo quod dictus dominus prior, nomine quo supra, nolebat prosequi vel persequi facere pignorantes dictos homines expensibus dictorum hominum. Ipsi sindici nomine quo supra asserentes quod dictus dominus prior ad hoc tenebatur cum expensis suis propriis. Et hoc est Vm. capitulum.

6. Item super eo quod dictus dominus prior nolebat deffendere dictos homines suis expensis propriis litigantes super confinibus pascuorum. Dicti sindici nomine quo supra asserentes quod dictus dominus prior tenebitur ad hoc. Et hoc est VIm. capitulum.

7. Item super eo quod dictus dominus prior volebat habere vendam quando contingebat quod duo de dictis hominibus terras suas, seu res immobiles, ad invicem permutabant ; dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserentes. Et hoc est VIIm. capitulum.

8. Item super eo quod dictus dominus prior non permittebat suos homines dare terras suas de filiolagio absque consensu suo et inde vendam se habere licebat debere. Dicti vero sindici in contrarium asserentes. Et hoc est VIIIm. capitulum.

[1] Pour *presa*, part, portion.

[2] Cette montagne s'appelle aujourd'hui *Laparsa*.

9. Item super eo quod dictus dominus prior non permittebat, sed prohibebat, dictos homines aliquid donare vel legare confratrie sancti Spiritus, vel ad alias pias causas, super terris et aliis suis bonis immobilibus. Dicti vero sindici nomine quo supra in contrarium asserentes. Et hoc est IX^m^. capitulum.

10. Item super eo quod dictus dominus prior, nomine quo supra, dicebat se habere debere decimam partem de excuriolis[1] qui capiebantur in valle de campo munito, ratione dominii sui. Dicti vero sindici nomine quo supra asserebant in contrarium. Et hoc est X^m^. capitulum.

11. Item super eo quod dictus dominus prior inquirebat vel inquiri faciebat super adulteriis, nullis indiciis, nulla fama et nullis clamoribus precedentibus. Dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserebant. Et hoc est XI^m^. capitulum.

12. Item super eo quod dictus dominus prior nolebat quod dicti homines donarent sibi ad invicem, donatione inter vivos, bona sua mobilia. Dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserentes quod hoc de jure poterat facere. Et hoc est XII^m^. capitulum.

13. Item super eo quod dictus dominus prior dicebat quod si aliquis de dictis hominibus dabat terram suam in dotem filie sue, quod ipse debebat habere vendam. Dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserentes. Et hoc est XIII^m^. capitulum.

14. Item super eo quod dictus dominus prior asserebat quod, si aliquis tradebat terram suam ad excolandum colono partiario, ipse debebat percipere vendam. Dicti sindici nomine quo supra in contrarium asserentes. Et hoc est XIV^m^. capitulum.

15. Item super eo quod dictus dominus prior nolebat quod homines qui inalpalbunt in montibus campimuniti secarent residuum herbarum que remanebant in pascuis quando animalia recesserant, nec ibi caperent folia. Dicti vero sindici asserentes nomine quo supra hoc de jure sibi licere. Et hoc est XV^m^. capitulum.

16. Item super dampnis et injuriis hinc et inde datis et allatis et super conjurationibus, conspirationibus et confederationibus usque factis. Et hoc est XVI^m^. capitulum.

Compromissum.

Dantes dicte partes, nomine supra, predictis arbitris arbitratoribus et amicabilibus compositoribus, presentibus, et compromissoribus accipien-

[1] Ecureuils.

tibus, plenum posse et liberam potestatem super predictis et singulis predictorum, et certam predictam cognitionem inquirendi, procedendi de pleno et sine strepitu indiciorum, diffiniendum, componendum et arbitrandum super predictis et quolibet predictorum inter predictas partes, secundum quod eis videbitur de jure vel de concordia et de jure unius partis alteri ad indicandum seu dandum ad eorum omnimodam voluntatem. Promittentes ad invicem dicte partes per stipulationem et juramentum vallatum actendere, servare et complere queque per dictos arbitros arbitratores seu amicabiles compositores diffinitum compositum et arbitratum fuerit inter ipsas partes super predictis et circa predicta et hoc sub pena quinquaginta librarum Gebennen. stipulatione et promissa, a parte parti ad invicem.

Arbitramentum.

Qui arbitri arbitratores seu amicabiles compositores, predictis consideratis et examinatis pro bono pacis et concordie, viam arbitratorum sequentes, tractatu habito inter predictas partes de consensu eorum et inter dictas partes amicabiliter componentes, diffinierunt, dixerunt, pronunciaverunt et arbitrati fuerunt partibus presentibus consentientibus et volentibus in modo infra scripto.

1. Imprimis quod mortuo patre vel matre, superstite vel superstitibus filio vel filiis, filia vel filiabus, quod dictus prior in dictis casibus nullam habeat vel capiat successionem.

Item quod mortuo filio, vel filia copulata viro vel non copulata, patre superstite, quod similiter dictus dominus prior nullam habeat vel capiat successionem in bonis vel de bonis seu dotibus persone defuncte. Si vero contingat quod post mortem patris, filius vel filia decedat matre superstite, et de jure vel de consuetudine aliquid de bonis persone defuncte ad matrem devoluatur, quod de eo quod sic ad matrem devolvitur dominus prior nullam habeat vel capiat successionem. Si vero de jure vel de consuetudine, ad fratres divisos a persona defuncta, vel ad patruum vel avunculum, vel amitam vel materterram, vel ad filios vel filias fratris vel sororis premortui vel premortue, quod dictus dominus prior habeat et capiat tertiam partem bonorum mobilium persone defuncte, si persona defuncta dictam tertiam partem dicto domino priori legaverit vel alias testaverit seu reliquerit, alioquin habeat et percipiat totum mobile.

Item quod mortuo fratre vel sorore superstite qui nunquam fuerunt divisi, patre vel matre non superstitibus, quod in hoc casu dominus prior nullam habeat successionem. Si vero fuerunt divisi, quod dictus prior

habeat et capiat successionem, secundum formam superius. Si vero aliquem decedere contingeat, superstitibus consanguineis germanis, id est natis de duobus fratribus vel de duabus sororibus, vel ex fratre vel sorore vel personis ulterioris gradus, uno vel pluribus proximioribus gradus personis non superstitibus, quod in hoc casu dictus dominus prior succedat in solidum tam in mobilibus quam in immobilibus.

Item quod, quando contingerit quod dictus dominus prior debeat habere tertiam partem bonorum mobilium persone decedentis, secundum quod superius continetur, si cetera bona persone defuncte tam mobilia quam immobilia sufficiant ad soluendum debita et expensa funeris persone defuncte, quod dictus dominus prior dictam tertiam habeat liberam. Si vero non sufficiant, quod dictus dominus prior de dicta tertia usque ad valorem dicte tertie teneatur solvere debita persone defuncte et expensa funeris, ad que et ad quas dicta bona non sufficerant. Et pro tanto primum capitulum sit decisum.

2. Item quod si aliquis de dictis hominibus, aliquid de bonis suis immobilibus ingagiaverit et illud redemerit infra sex annos a die gagerie facto, quod propter hoc dictus dominus prior nichil habeat vel capiat. Si vero infra dictum tempus non redemerit, quod ex tunc dictus dominus prior capiat vendam de quantitate pro qua fuit facta gageria. Et pro tanto secundum capitulum sit decisum.

3. Item quod super domibus seu edificiis faciendis vel non faciendis in superioribus partibus dictarum presiarum, committatur arbitrio majoris partis hominum parrochie de Campo munito, et illud quod super hoc major pars voluerit observetur, et dicte majori parti dictus dominus prior debeat consentire. Et pro tanto III^{m}. capitulum sit decisum.

4. Item quod dominus prior potest prohibere dictis hominibus inalpare bestias suas in alpe que dicitur alpis arsa, cum constet dictam alpam esse propriam dicti prioris et prioratus, salvo quod tempore guerre vel alterius evidentis necessitatis, dicti homines bestias suas in dicta alpe possint alpare pro alpagio consueto. Et pro tanto IV^{m}. capitulum sit decisum.

5. Item quod si aliquis de dictis hominibus in futurum fuerit gagiatus pro debitis pecuniariis propriis et claris dicti prioris et prioratus, quod dictus prior suis expensis faciat vadia seu pignora restitui gagiato vel gagiatis, alioquin ad hoc non teneantur expensis suis propriis extra terram dicti prioratus. Et pro tanto V^{m}. capitulum sit decisum.

6. Item quod si super predictis pascuis et finibus dictorum pascuorum orta fuerit contentio inter dictos homines et aliquos alios convicinos, et

dicti homines requisiverint dictum priorem vel ejus locum tenentem quod intersit dicte contentioni terminande vel cognoscende, seu sopiende, vel pro manutenendo jura dictorum hominum, quod dictus prior vel ejus locum tenens faciat expensas sibi et familie sue, ceteras vero expensas facient homines predicti. Et pro tanto VI^m^. capitulum sit decisum.

7. Item quod si duo fratres divisi vel non divisi permutaverunt ad invicem aliquid de bonis suis immobilibus, quod dominus prior nullas capiat vendas de permutatione. Si vero que ab aliis fieri contingerit, dictus dominus prior capiat vendam secundum extimationem rei vel rerum unius partis. Et pro tanto VII^m^. capitulum sit decisum.

8 Item quod sine consensu dicti domini prioris aliquis de dictis hominibus non possit terram suam vel aliud immobile dare de filiolagio, nisi tantum fratri vel sorori, sine consensu domini prioris. Ita tamen quod pro venda dictus dominus prior debeat consentire hominibus suis Campi muniti. Et pro tanto VIII^m^. capitulum sit decisum.

9. Item quod nullus de dictis hominibus possit aliquid dare vel legare confratrie sancti Spiritus, vel alias pias causas, super rebus suis immobilibus, propter quod dicta confratria vel alius pius locus posset terram vel aliud immobile dictorum hominum modo aliquo detinere, vel aliquid in prejudicium dicti prioratus facere. Et pro tanto IX^m^. capitulum sit decisum.

10. Item quod de duodena integra de excuriolis qui capientur in valle Campi muniti, dictus dominus prior in signum dominii habeat unum. De minori vero numero, dictus dominus prior nichil habeat. Et pro tanto X^m^. capitulum sit decisum.

11. Item quod nulla fama, nullo clamore, vel nullis indiciis precedentibus, dictus dominus prior vel alius pro eo non possit super adulteriis inquirere. Precedentibus vero clama, denunciatione, fama vel indiciis, quod hoc possit facere. Et pro tanto XI^m^. capitulum sit decisum.

12. Item quod dicti homines possint sibi ad invicem donare et tradere, in sanitate sua, donatione inter vivos, bona sua mobilia ad eorum voluntatem, dum tamen sine fraude. Et pro tanto XII^m^. capitulum sit decisum.

13. Item quod quilibet de dictis hominibus possit dare filie sue de terra sua in dotem, absque aliqua venda solvenda dicto domino priori, et hoc hominibus dicti domini prioris. Si vero aliquis certam pecunie quantitatem pro dote dare promiserit, et pro dicta quantitate de terra sua dederit in solutionem hominibus dicti prioris, tunc dictus dominus prior capiat vendam. Si vero inpignoraverit, propterea venda capiatur a sex

annis intra, secundum quod de gageriis ex superius ordinatum. Et pro tanto XIII^m^. capitulum sit decisum.

14. Item quod quilibet de dictis hominibus possit terram suam commandare excolendam colono partiario, absque aliqua venda solvenda dicto domino priori, dum tamen sine fraude hoc fiat et sine pecunia inde data. Si tamen inde pecunia data fuerit, quod dictus prior pro venda teneatur consentire. Et pro tanto XIV^m^. capitulum sit decisum.

15. Item quod dicti homines non possint secare residuum pascuorum in alpibus, nec ibi fenum facere, sine mandato dicti prioris, et quod animalibus existentibus in pascuis dictus dominus prior non possit herbam pascuorum vendere, vel donare, vel aliter capere. Dictis vero bestiis remotis, dictus dominus prior possit suam facere voluntatem de residuo herbarum dictorum pascuorum. Folia vero possint capere dicti homines et facere in dictis alpibus prout actenus extitit consuetudo. Et pro tanto XV^m^. capitulum sit decisum.

16. Item quod de dampnis et injuriis hunc et inde datis et illatis sit bona pax, finis et concordia inter dictas partes.

Item quod occasione dictarum conjurationum, conspirationum et confederationum, dictus dominus prior a dictis hominibus nichil possit petere, nec ipsos in aliquo punire vel condemnare.

Item quod dicti homines, de dictis conjurationibus, conspirationibus et confederationibus, non possint de cetero se juvare contra dictum Priorem et prioratum, et quod dicte partes remittant sibi ad invicem omnem odium, omnem rancorem et omnimodam malam voluntatem, ita quod dictus prior de cetero fuit bonus dominus dictis hominibus, et dicti homines de cetero sint boni homines et fideles dicto priori et prioratui, ne de cetero faciant aliquas conjurationes contra dictum priorem et prioratum, vel prejudicium ejus.

Item quod si forte in futurum super predictis vel aliquo predictorum oriretur, vel videretur esse aliqua dubietas vel obscuritas, quod predicti arbitri vel arbitratores vel amicabiles compositores, vel tres de dictis, possint illam dubietatem vel obscuritatem declarare, determinare, interpretare et sedare secundum quod eis videbitur.

Que omnia et universa, singula, coram partibus lecta, dicte partes voluerunt, confirmaverunt, emologaverunt et approbaverunt nomine quo supra, promittentes ad invicem per stipulationem, per juramenta et sub pena predicta et etiam super obligatione omnium bonorum suorum . . . .

Actum apud Campum munitum in claustro Campi muniti, testibus pre-

sentibus ad hoc specialiter vocatis et rogatis, videlicet Petro de Madio, Petro de Leschaux, Sadendo Castellano montis gaudii, Rodulpho de Vado, Aimone de Bellagarda, Amedeo mistrali et Guillelmo de Charreus. Et ego Petrus biniati, auctoritate imperiali notarius publicus hiis omnibus interfui et hanc cartam rogatus scripsi, signoque meo signavi et tradidi. In quorum omnium robur et testimonium premissorum, nos prenominati arbitri arbitratores seu amicabiles compositores sigilla nostra propria huic presenti publico instrumento una cum sigillo predicti domini Prioris duximus apponendum in testimonium rei geste.

Approbation par la communauté de Chamonix, du même jour 26 juillet 1292. (Pièce annexée à l'acte ci-dessus.)

Nos Petrus de Menthone, miles, et Guido de Portis, et Jacobus Exchaqueti, jurisperiti, notum facimus omnibus quod, cum Dominus Richardus, prior Campi muniti citasset omnes parochianos parochie Campi muniti ad diem veneris post festum beate Marie Magdalene apud prioratum Campi muniti, ad sciendum per dictos homines si ipsi dederunt mandatum Jacobo Pecloz et Aymoni Panyot et Mermeto del Ducs, ad petendum a dicto Domino Priore revocari quedam capitulum super quibus inter predictos homines et dictum Dominum priorem extitit concordatio, dicta die et loco major pars dictorum hominum comparuerunt, interrogati a nobis qui eramus dicti Judices in questionem que movebatur inter dictum dominum priorem et predictos homines, nomine suo et nomine universitatis hominum dicte parochie, an nos haberent pro judicibus, vel an nos recusarent, qui dixerunt quod nos habebant pro judicibus et nos approbabant, ratificantes quidquid per dictos Aymonem Pecloz et socios suos extitit actum et prestatum, quantum ad Capitula supra dicta. Item ipsi eligerunt coram nobis Melieretum de Pratis, Ramusum de la Mola, Perretum de Ponte et Michaelem Sadou ad litigandum coram nobis super dictis capitulis, et ad petendum jura universitatis quantum ad predicta capitula, et ad respondendum petitionibus dicti domini Prioris, et ad transigendum et compromittendum super predictis capitulis in nos et in alios tanquam in arbitros arbitratores seu amicabiles compositores, ratum et firmum habentes quidquid per predictos super dictis capitulis fuerit ordinatum, seu per arbitros electos ab eisdem. Que autem sunt illa capitula specialiter declarantur in compromisso inde facto per manum

Petri Byniaci notarii publici. Quam confessionem nos dictam cognovimus quod dicta universitas Campimuniti teneatur ad conferendum in expensis quas dicti Jacobus Pecloz et socii sui probaverunt se fecisse occasione dictorum capitulorum. Item cum per compositionem factam per nos et per Dominum Guidonem de Aquabella, et per Dominum Eymericum de Geria electos arbitros a dicto Domino Priore, et a dictis hominibus superius nominatis nomine dicte parrochie, fuerit pronunciatum quod dicti homines solvant dicto Domino Priori ducentas et trigintas libras Gebennenses, nos dicti arbitri pronunciamus quod dicta universitas ad hoc solvendum compellatur. Datum cum appositione sigillorum nostrorum die Sabbati post festum beate Marie Magdalene, Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo.

II

1330, 20 Janvier. — *Traité passé entre Aynard de Montbel, prieur de Chamonix, et ses hommes de Chamonix, de Valorsine et du Lac. Ce traité, pour lequel le prieur reçoit 220 livres genevoises, est approuvé par son supérieur, Rodolphe, abbé de St-Michel de Cluses au diocèse de Turin.*

Nos frater Aynardus de Montebello, Prior prioratus Campi muniti Gebennensis dyocesis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum olim ex parte hominum nostrorum vallis et terre Campi muniti, vallis Ursine et de Lacu, conquerendo monstratum fuerit reverendo patri Domino Rodolpho, Dei et Apostolice sedis gratia abbati monasterii sancti Michaelis archangeli de Clusa, Taurinensis dyocesis, immediato superiori nostro, quod tam immediatus noster predecessor in dicto prioratu quam nos successive concessimus magistro Johanni soli et singulari officium notarii in tota valle et terra Campi muniti et dicti prioratus, item quod nullo alio notario vel jurato liceret recipere, levare, vel conficere super quovis contractu, vel actu, instrumentum litteram sive cartam, sed dictus magister Johannes possit et debeat solus in dicta valle et terra dictum officium notarii exercere. — Quod quid ut ex parte dictorum hominum assertum extitit non solum in eorum prejudicium cedit et tendit, sed etiam in grande nostri prioratus predicti pre-

judicium et jacturam, pretendando ad hec tam facti quam juris multiplices rationes, supplicatum fuit ex parte dictorum hominum humiliter et devote prefato Domino nostro abbati immediato superiori nostro, quatenus dictam concessionem prefato Magistro Joanni per predecessorem nostrum et nos factam tanquam prejudicatam ipsis hominibus et ipsi nostro prioratui, ex causis et rationibus ex parte ipsorum hominum propositis, revocare benigniter, et ne quid tale vel simile in hoc casu per nos et quemvis ex successoribus nostris actemptaretur quocunque, imposuerunt de opportuno remedio provideri. — Prefatus vero Dominus noster abbas, recepta dictorum hominum supplicatione, instanter commisit vices suas dominis Amblardo de Bellomonte, canonico Maurianensi, et Petro Casti curato Campi muniti, cuilibet eorum in solidum, ad inquirendum super dictis querimonia et supplicatione, ac causis propositi omnimodam veritatem, et ad revocandum causis veritatis et justificatis dictam concessionem per nos et confirmationem per ipsum dominum Abbatem super hoc obtentam, et ad determinandum quod idem dominus Abbas intendebat jus suum et consuetudines in omnibus observare. - Prefati vero Commissarii, commissionem sibi factam recipientes, inquisierunt diligentissime per quamplures de predictis testes omni exceptione majores juxta traditam sibi formam et dicta inquisitione peracta reperierunt claro clarius causas, rationes, tam facti quam juris, ex parte dictorum hominum propositas, veras et sufficienter probatas fuisse, ipsas legitimas reputentes. — Quare virtute dicte commissionis, ipsi per dictum Dominum Abbatem in hac parte facta diffiniando, pronunciaverunt dictam concessionem dicto Magistro Johanni de officio dicte notarie per predecessorem nostrum et nos factam contra consuetudinem, jus et . . . . ipsorum hominum dicti nostri prioratus, et causis et rationibus ex parte ipsorum propositis non tenere, vallere, tenuisse nec et valuisse, ipsam quoque de facto processit specialiter revocantes, decernantes insuper confirmationem a dicto Domino abbate super hoc optatam tam quam veritate facta impetratem et in forma communi que jus nostrum non tribuit non debere valere.

1. De notariis. — Declarantes nichilominus predicti Commissarii quod quilibet notarius vel scriptor natus de hominibus terre dicti prioratus, prestito prius juramento in manibus prioris dicti loci qui pro tempore fuerit vel ejus locum tenentis, quod fideliter suum notarie officium exequatur et quod sit fidelis erga priorem et prioratum, nec instrumentum conficiet de his in quibus prior consueverit sigillum suum apponere,

dum tamen sit alias sufficiens et ydoneus ad officium notarie exequendum, ipsum notarie officium possit et valleat in tota dicta valle et terra libere super actu et contractu quolibet exercere. — Nos vero prenominatus prior, actendens et considerans antedictos commissarios, ex causis et rationibus coram ipsis propositis et probatis, legitime in hac parte pronunciasse ac etiam decrevisse, non pugnando quod incaute fuerit concessum, massime in prejudicium prioratus nostri predicti, caute et proinde revocare, pronunciationem et diffinitionem et declarationem per dictos commissarios in hac parte factam, ut superius est expressum, prout melius possumus, pro nobis et nostris successoribus, tenore presentium approbamus. — Promittentes bona fide in verbo religionis, nunquam alicui nato ex dictis hominibus dicte terre et vallis ad hec sufficienti et idoneo impedire vel prohibere, publice vel occulte, tacite vel expresse, in dicta terra et valle, juxta modum premissum notarie officium exercere. Et quod quamdiu sufficientes, volentes, idonei ad dictum officium, nati ex dictis hominibus, ibidem reperti fuerint, dictum officium notarie in dicta terra et valle non faciemus per alienigenam exerceri. Salvo quod nos vel successores nostri notarium tenere possumus undecumque qui libere inquisitiones et alia ad dictum officium notarie pertinentia possit exercere, dum fuerit in nostro officio et non ultra. — Declarantes et pronunciantes dicti Commissarii, quod dictus dominus prior qui pro tempore fuerit, teneatur recipere in juramentum curie sue quemcunque notarium alienigenam quotienscunque per communitatem dictorum hominum super hoc fuerit requisitus, dum tamen ipse notarius sit sufficiens, idoneus, bone fame et honeste conversationis, et in dominio ac districtu dicti prioratus continue commoretur, qui notarius, dum in dicta terra et valle continuo moram contraxerit et in juratum dicte curie receptus fuerit, possit et valeat in dicta terra et valle officium notarie exercere, prout et natis hominibus dicte terre, ut premittitur, est concessum.

2. De Bougeriis. — Propterea ex parte dictorum hominum fuit prefato domino nostro abbati et nobis humiliter supplicatum, quatenus bougerias existentes in valle et terra Campimuniti et valle Orsine et de Lacu, dignaremur ipsis hominibus dimittere in communi, et ipsis et eorum posteris conservare communes, cum si dicte bougerie, que dicuntur bogerie terre steriles, abergarentur personis singularibus vel etiam universalibus parerent dissenssionis materiam et speciem jurgiorum, nec possit inde haberi ad molumentum nomine intragii ultra triginta

libras Gebenn. semel et ipsi homines parati essent dare et solvere ultra illam pecunie quantitatem. — Nos autem dictus dominus prior volumus et concedimus, pro nobis et successoribus nostris in dicto prioratu, dictas bougerias ipsis hominibus et eorum heredibus perpetuo esse et remanere communes, pro usagiis antiquis que pro aliis terris suis fertilibus seu cultis solvere tenerentur vel consueverunt.

3. De nemoribus. — Item cum nos et successor noster quecumque nemora nostra ad manum nostram teneamus, prout nos et predecessores nostri consuevimus et ipsa, in toto vel in parte, in nullam personam aliam transferemus vendendo, donando, permutando, in feudum, amphiteosim, vel ad firmam, seu sub censa vel redditu annuo, concedendo, vel aliter quovis alienationis perpetue seu temporalis genere vel specie, transferendo.

4. Item quod quilibet ex successoribus nostris in dicto prioratu qui, quam primum ad dictum prioratum pervenerit, exegerit ab hominibus ipsius prioratus homagia et fidelitates, teneatur, prestito prius homagio per dictos homines seu per majorem partem ipsorum, postea promittere publice, bona fide et in verbo religionis, dictus prior, tactu manu dextra pectore, nunquam bonos usus antiquos ac consuetudines bonas et rationabiles dicte vallis et terre dicti prioratus in quibus predecessores nostri ipsos homines et predecessores eorum hactenus tenerunt, per se et per alium in aliquo violare, sed ipsos usus et consuetudines ipsis hominibus et eorum successoribus inviolabiliter observare.

5. Item quod in venda bladorum possint dicti homines dicte vallis et terre . . . . annis singulis, sicut hactenus extitit consuetum.

6. Item quod in causis et negotiis criminalibus, servato quod ordo juris vel consuetudinis dictat, postulat et requirit in civilibus et pecuniariis, non procedatur per quemvis modum, nisi prius vocato et citato tribus edictis competentibus illo contra quem directa fuerit querimonia, petitio, sive clama. Hoc intelligatur quoad partes injuriatas. Dominus autem de jure suo possit inquirere quandocunque.

7. Item quod rivulos, aggeres et aquarum ductus in quibus molendina vel battenteria non consueverunt fieri, neque possunt, non abergemus, seu concedamus de cetero quibusvis personis singularibus, ad rigandum vel ad aquandum prata, seu quasvis alias possessiones, sed ipsis universaliter dicte vallis et terre hominibus dimittere dignaremur communes.

8. Item quod de remanentiis pascuorum predicte vallis et terre non dimittamus de cetero singularibus quibusvis personis, quovis titulo,

sive causa, sed propter materiam jurgiorum vitandum inter homines dicte vallis et terre, universaliter dimittamus communes, prout hactenus extitit consuetum et capitulis continetur.

9. Item quod si contingat aliquam personam vel hominem infra dominium seu districtum prioratus habitare predicti, cujuscunque status vel conditionis existat, et non esse hominem ligium dicti prioris vel communitatis dictorum hominum, et ii facere vellent aliquod subsidium priori dicti loci, vel facere aliquam equantiam ad prioris dicti prioratus utilitatem, seu hominum ipsius prioratus, quod petatur ab ipso habitante per priorem seu familiam ejus, si in dicta equantia secundum facultatem suam voluerit subvenire, qui si respondit se nolle subvenire vel de equantia propter hoc facta seu facienda partem suam non solvere infra unius mensis spacium, bona cum bonis suis exeat de dicta terra, nec ex tunc in antea vocatur communitatibus dicte terre, et exire ut premittitur, compellatur.

Super quibus supplicationibus seu capitulis supplicationis, habito per nos, cum dicto domino nostro abbate immediato superiore nostro, tractatu et consilio diligenti, ac etiam deliberatione matura, cum omnibus consideratis et libratis, que ex concessione predictorum poterunt devenire, percepimus evidenter magnam et evidentem utilitatem profuturam dicto nostro prioratui Campimuniti, dicte concessioni et promissioni predictorum ipsorum hominum in hac parte supplicationis inclinati maxime, dicta evidenti utilitate pensata, interveniente in premissis et sequente consensu, licentia et auctoritate prenominati domini nostri abbatis immediati superioris nostri et venerabilis conventus monasterii predicti, cum conventum non habeamus, qui dominus abbas et conventus in premissis et sequentibus suam auctoritatem prestiterunt et consensum, pensata dicti nostri prioratus evidenti utilitate et causis quas non licet cuilibet esse notas, postulationibus et supplicationibus dictorum hominum universaliter singulis singulariter universis, prout superius exprimantur, liniter duximus, ameniter concedimus pro nobis et successoribus nostris ipsis hominibus, dicta evidenti utilitate pensata, de consensu, autoritate et licentia quorum supra, omnia et singula premissa prout pro ipsis vel pro parte ipsorum hominum postulata vel supplicata fuerunt, volentes et concedentes tenore presentium quod, si forte aliquando emerserit aliquod dubium, ambiguum vel obscurum super premissis vel aliquo ex eisdem, fiat interpretatio et declaratio secundum quod ordo juris postulaverit, sublata et rejecta omni calumniosa interpretatione et declaratione pro

nobis et successore nostro quocumque, ita quod res et concessiones pro ipsis hominibus et successoribus eorum valere potius debeant quam perire.

10. Super eo quod dicunt priorem debere eisdem hominibus prestare consilium de extra terram suis sumptibus et expensis judicando malefactores, quod in casu premisso hactenus extitit consuetum, de cetero volumus observari.

Promittentes, etc.

Renunciantes, etc.

In quorum omnium robur et testimonium presentem patentem litteram aliquibus ex dictis hominibus ad opus, securitatem et tuitionem aliorum sigillo nostro tradimus sigillatam, supplicantes insupra sepedicto domino nostro abbati immediato superiori nostro ac ejus venerabili conventui predictis quatenus in signum consensus, licentie et auctoritatis suorum in premissis ut premittitur prestitorum dignantur sigillis suis presentem patentem litteram sigillare.

Et pro premissis gratiis declarationem et concessionem, nos prefatus prior confitemur et recognoscemus, sub renunciationibus quibus supra, nos a predictis nostris hominibus habuisse et integre recepisse ducentas viginti libras bonorum denariorum Gebenn. veterum, quam pecunie quantitatem confitemur in utilitatem dicti nostri prioratus totaliter fore versam. Datum et actum in aula prioratus Megeve in presentia discreti viri domini Falconis curati dicti loci et ecclesie, ... Guillelmi de buegio sancti Genigii, Amedei de Orsino, monacorum clusinorum, dominorum, Thome emererii de Salanchie, Johannis de Monthoux presbitorum, Guigoneti tohenet destalis in viennesio et franscisci berthod de Chammoniz notarii qui presentem litteram scripsit, vocatorum testium ad predicta, die vigesima mensis Januarii currente anno Domini millesimo tercentesimo trigesimo, indictione decima tercia.

— Nos vero Rodulphus Dei et apostolice sedis gratia abbas monasterii Sancti Michaelis de Clusa, taurinensis diocesis, confitemur et recognoscimus nos in omnibus et singulis premissis supplicationibus et postulationibus personaliter interfuisse et super ipsis inter nos et dictum priorem tractatum debitum habuisse, et declaratione ac tractu premissis et concessione premissorum evidenti dicti prioratus utilitate . . . . . nos in premissorum quolibet, eidem priori, cum conventum non habeat, consensum, licentiam et auctoritatem, tanquam suus immediatus superior prestitisse, et nichilominus omnia singula premissa tanquam juste et

legitime acta et concessa, ad preces et requisitiones dictorum prioris et hominum, auctoritate qua possumus, confirmamus et presentem sigillum unacum sigillo memorali nostri conventus apponi fecimus ad majores roboris firmitates.

III

1368, 1er Décembre. — *Sentence prononcée par Pierre, abbé de St-Michel de Cluses, nommé arbitre entre Jean Bochard, prieur de Chamonix, et trois syndics agissant au nom de toute la communauté de la dite vallée.*

In nomine domini amen. Anno ejusdem millesimo tercentesimo sexagesimo octavo, indictione sexta, die prima mensis decembris, cum lis, questio et controversia esset et major verti speraretur, inter dominum Johannem Bochardi priorem prioratus nostri Sancti Michaelis de Campomunito Gebennensis diocesis, ex una parte, et michaletum filium quondam Vuillelmi dou lormey, aymonetum filium quondam Johannis lammetherii, et Girodum filium quondam falconeti de pelerino, omnes de Campomunito, sindicos et sindicario nomine, ut asserunt, totius communitatis et vallis campimuniti, ex altera parte, quequidem questio sub diversis articulis comprehenditur.

1. De Fusinis [1]. — In primo vero articulo talis est questio : dicebat dictus noster prior, quod volebat unam fusinam edificare in fine campimuniti, quod dicti sindici dicebant non posse fieri.

2. De non citando extra juridictionem. — In secundo articulo vero dicebat dictus noster prior, quod potest dictos homines seu alterum ipsorum facere citare extra juridictionem campimuniti, auctoritate litterarum apostolicarum, quod dicti sindici negabant, imo debet ipsos homines citare coram officialibus suis campimuniti.

3. De arrestis. — In tertio vero dicebat dictus noster prior, quod poterat dictos homines seu alterum eorum cogere, quod non recederent a platea seu ab aliquo certo loco, et hoc est ex aliquo debito sibi vel alteri persone per ipsos vel alterum eorum, donec satisfactum foret dictum debitum, quod dicti sindici negabant, sed debebat ipsos pignorare.

4. De modo recipiendi cautionem. — In quarto dicebat, quod si contra

[1] Fourches patibulaires.

aliquem ipsorum informaretur inquisitio et reperiretur culpabilis in aliquo facto, quod ipse poterat ipsum confinare donec concordavisset seu solvisset judicatum, quod predicti sindici negabant sed debebat ab illo malefactore recipere cautionem idoneam de stando juri.

5. De fimo defunctorum. — In quinto vero dicebat quod, si quis decessisset sine liberis ab eo descendentibus, quod ipse noster prior debebat habere tertiam partem fimi positi in possessionibus, dum tamen non esset involutum cum terra. Quod dicti sindici negabant esse verum.

6. De animalibus ducendis in chalesiis. — In sexto vero dicebat quod potest imponere penam, quod nullus ducat in chalesiis seu in alpibus aliquod animal non habens lac, sine licentia alterius ipsorum hominum, quod predicti negabant et dicebant quod non potest imponere penam sine licentia majoris partis communitatis de Campomunito.

7. De restitutione instrumentorum. — Item in septimo detinebat noster prior a dictis hominibus plura instrumenta que eidem tradiderunt dicti homines propter ejus penas, que instrumenta sunt facta manu Johannis fabri, que ipse dictus prior restituere recusat.

8. De obligationibus, possessionibus et vendis exigendis. — In octavo dicebat, quod si quis ipsorum obligavisset alteri persone quamdam possessionem nomine pignoris usque ad sex annos seu ad terminum septem annorum, quod ipse prior debebat habere vendam, quod predicti negabant.

9. De tenta et alienatione feudi. — In nono dicebat, quod poterat consentire alienationi facte persone alterius juridictionis de tenta proborum hominum de Campomunito et etiam poterat abergare terram feudalem dicti prioratus persone alterius juridictionis, que omnia negabant.

10. De tertio denario venditionum. — In decimo dicebat, quod si quis venderet terram suam et vellet a dicta villa se separare, quod debebat habere vendas ab emptore et tertiam partem pretii a venditore, ita quod occuparet possessionem donec satisfactum foret de tertia parte pretii.

11. De rebus traditis in dotem. — In undecimo dicebat, quod si aliqua res immobilis traderetur in dotem alicui mulieri, quod ipse debebat percipere vendas, quod negabant dicti sindici.

12. De nemoribus bamnitis. — In duodecimo dicebat quod, in nemoribus bamnitis quod unus tenetur alterum accusare, quod negabant

dicti sindici, quia dictus noster prior habet suos forestereos qui tenentur culpabiles accusare.

13. In tredecimo dicebat dictus noster prior, quod dicti homines seu alter eorum tenentur ei in pluribus quantitatibus spatio decem, viginti, triginta annorum, tam ratione sui quam predecessorum suorum, qui sindici dicebant sibi non teneri, quia dictus noster prior debet anno quolibet audire computatum a procuratore suo et sibi facere solvere restantem ad solvendum anno quolibet.

14. De mortaligiis. — De decimo quarto articulo dicebat, quod de liberis qui decedunt ab humanis minoribus septem annorum, debet habere quatuor denarios, et a majoribus septem annorum, a masculis tantum minoribus quatuordecim et a feminis minoribus duodecim annorum septimum et trentenarium, et a masculis majoribus quatuordecim annis et a feminis majoribus duodecim annis septimum trentenarium et annuale.

15. De successionibus. — In quindecimo dicebant dicti sindici quod, si quis ipsorum proborum virorum decesserit supervivente avunculo seu avuncula, nepote vel nepte, nichil debet percipere in bonis defuncti sive sit natus sororis et legali matrimonio, sive non, preter tertium bonorum mobilium, quod dictus noster prior asserebat contrarium esse.

16. De servitio ecclesie. — In sexdecimo dicebant dicti sindici, quod in ecclesia dicti prioratus non servitur prout debetur, quia ibi debebant esse domini monachi claustrales deo servientes.

17. De Juramento facti per priorem. — In septem decimo dicebant dicti sindici, quod quando noster prior intravit possessionem et recepit homagia ab hiisdem hominibus, quod ipse promisit ipsos omnes homines in eorum bonis usibus manutenere et garentire et ipsos bonos usus tenere et non contra facere, et predicta facere ratificare et confirmare per nos Petrum dei gratia abbatem monasterii beati Michaelis Clusarum.

Litium materiam evitare cupiens ipse Johannes prepositus, suo proprio nomine et vice et nomine dicti prioratus et successorum suorum, ex una parte, et dicti sindici seu procuratores eorum propriis nominibus et vice et nomine totius communitatis Campimuniti, ex altera parte, de omnibus et singulis questionibus supra contentis et omnibus ex his dependentibus, emergentibus et conexis, se compromiserunt in nos prolatum Petrum abbatem dicti monasterii tanquam in arbitrum, arbitratorem et amicabilem compositorem.

Promittentes, etc.

Renunciantes, etc.

Ceterum ibidem et incontinenti nos predictus abbas, onere dicti compromissi in nobis suscepto, auditis rationibus utriusque partis et que dicte partes dicere et proponere voluerunt, pro bono pacis et concordie, Dei nomine invocato, dicimus, pronunciamus et declaramus prout infra:

Et primo laudamus et confirmamus et pronunciamus ac dicimus obtinere, observare et inter ipsas partes omnia que continentur in quodam instrumento manu petri . . . . . confecto sub anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo, indictione quarta, die Sabatti post festum beate Marie Madallenes.

1. De Fusinis. — Item dicimus et pronunciamus super primo articulo dicte questionis, quod nulla fiat fusina in dicto fine.

2. De non citando extra juridictionem. — Item super secundo dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior non possit neque valeat citare, neque citari facere dictos suos homines de campo munito, neque alterum eorum, auctoritate litterarum apostolicarum, extra juridictionem campimuniti, nisi in casu necessitatis vel in culpa ipsorum hominum.

3. De arrestis. — Item super tercio dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior non possit nec valeat ipsos homines, seu alterum eorum, cogere propter aliqua debita, ut non se amoverent de platea seu de quodam certo loco, sed teneatur ipsos pignorare, nisi tenerentur seu obligati forent alicui extranee persone, que non esset de dicta juridictione campi muniti, quia bene posset tunc illos cogere, dum tamen ille obligatus non traderet sibi pignus in duplum.

4. De non recipiente cautionem. — Item super quarto dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior non possit nec valeat aliquem culpabilem, seu contra quem formetur inquisitio, confinare; ille culpabilis prestet idoneam cautionem de parendo juri, nisi casus talis esset quod cautio de jure non haberet locum.

5. De fimo defunctorum. — Item super quinto dicimus et pronunciamus, quod in fimo existente in possessione defuncti cui dictus noster prior succedit in tertia parte rerum mobilium, dum tamen non sit in fimario, sive sit in carrata sive in texata, nichil capiat dictus noster prior, secus si esset in fimario, quia tunc capiat seu habeat terciam partem.

6. De animalibus ducendis in chalesiis. — Item super sexto dicimus et pronunciamus, quod noster dictus prior non possit nec valeat aliquam

penam imponere ne ipsi homines seu alter eorum ducant eorum animalia non habentia lac in chalesiis seu in alpibus, nisi de consensu majoris partis quorum sunt chalesia, et tunc pena non excedat quatuor solidos.

7. De restitutione instrumentorum. — Item super septimo dicimus et pronunciamus quod instrumenta facta manu Johannis fabri, que instrumenta dicto nostro priori tradiderunt, quod ipse prior eisdem hominibus omnia sine aliqua redemptione restituere teneatur.

8. De obligationibus, possessionibus et vendis persolvendis. — Item super octavo dicimus et pronunciamus, quod si quis nomine pignoris tradiderit alteri persone aliquam possessionem ad tempus sex annorum vel infra, quod nullas vendas solvere teneantur. Et si terminus excedat terminum dictorum sex annorum, quod tunc ipsas vendas solvere teneantur.

9. De tenta et alienatione feudi. — Item super nono dicimus et pronunciamus, quod tenta dictorum hominum non alienetur persone alterius juridictionis, neque terra feudalis dicti prioratus homini alterius juridictionis non abergetur.

10. De tertio denario venditionum. — Item super decimo dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior nichil capiat ab emptore de re quam aliquis vendidit qui recedit a patria, preter vendas, nec occupet aliquid in possessione, nec in precio existente in manibus emptoris, sed prosequatur venditorem.

11. De rebus traditis in dotem. — Item super undecimo dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior nullas vendas percipiat in rebus traditis in dotem alicui mulieri, nisi probaretur fraus vel pravitas intervenisse, nisi sigillum . . . . . quod habere debeat.

12. De nemoribus bamnitis. — Item super duodecimo dicimus et pronunciamus, quod ipsi homines seu alter eorum non cogantur aliquam personam accusare in nemoribus bamnitis, sed si in testes producantur, teneantur jurare et dicere veritatem.

13. De prescriptione debitorum. — Item in tredecimo dicimus et pronunciamus, quod ipsi homines seu alter eorum teneantur solvere dicto priori totum illud in quo sibi tenentur ratione sui et successorum suorum a viginti annis citra, et de quibus eisdem poterit plenam fidem facere. Ultra verò non audiatur dictus noster prior.

14. De mortaligiis. — Item super quatuor decimo dicimus et pronunciamus, quod in mortaligiis liberorum minorum septem annis quatuor denarios recipiat dictus noster prior; et a majoribus septem annis, sed

a masculis minoribus xiiij annis septimum et trentenarium, et a masculis majoribus xiiij annis et a feminis majoribus xij annis, recipiat dictus noster prior septimum trentenarium et annuale.

15. De successionibus. — Item super quindecimo dicimus et pronunciamus, quod defunctis sine liberis succedat avunculus vel avuncula, nepos vel neptis et etiam natus sororis et legitimo matrimonio natus, sive naturalis, non tamen spurius, et quod dictus noster prior in talibus successionibus habeat tertium rerum et bonorum mobilium et non ultra.

16. De servicio ecclesie. — Item super sexdecimo dicimus et pronunciamus, quod providebimus in ecclesia de servitoribus idoneis.

17. De juramento facto per priorem. — Item super septemdecimo dicimus et pronunciamus, quod dictus noster prior teneatur servare bonos usus eorum. De confirmacionibus faciat suo posse, quia non potuit promittere factum alienum.

— Item dicimus et pronunciamus predicta omnia attendere et observari a partibus ante dictis. Qui dictus noster prior per se et successores suos et sub obligationem et juramentum contentum in compromisso, et dicti sindici eorum propriis nominibus et vice nomine dicte communitatis, sub obligationem predictam et corporaliter juramentum ad sancta Dei evangelia tactis scripturis, predictis omnibus presentibus, confirmaverunt, approbaverunt et emologaverunt omnia et singula superscripta. Insuper promiserunt dicti sindici se facturum et curaturum cum effectu quod omnes homines dicte communitatis predicta omnia laudabunt et ratificabunt publico instrumento inde conficiendo quando fuerint requisiti sub juramentis et obligationibus predictis. Et in quasu quo dicta communitas non consenserit predictis, nichil esse dictum et promittatum et predicta non vallere. Et ad majoris roboris firmitatem, hoc presens publicum instrumentum jussimus nostri sigilli quo ad talia utimur appentione muniri et de predictis duo unius tenoris fieri publica instrumenta. — Actum fuit in castro Janen. in camera dicti domini abbatis, presentibus Domino Bertrando priore Megeve, Domino Guillelmo priore sancti Cirini, Johanne de Laccoada domicello dicti domini abbatis, et Petro de Valicio sacrista clusarum, testibus ad hoc vocatis et rogatis. — Et ego Amedeus de Blancheto de Janen. imperiali auctoritate notarius publicus omnibus et singulis supradictis presens fui cum prenominatis testibus et hoc publicum instrumentum de mandato dicti domini abbatis et rogatus a dictis partibus recepi et publice scripsi.

IV

1386, 15 Décembre. — *Jean Bochard, prieur de Chamonix, confirme les précédentes franchises de la communauté et en interprète plusieurs articles controversés.*

In nomine Domini Amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo tercentesimo octuagesimo sexto, indictione nona, die quindecima mensis Decembris, per hoc presens publicum instrumentum cunctis liquide fiat magnifestum, quod in nominati notarii et testium subscriptorum presentia, prqpter hec que secuntur personaliter constituti, vir nobilis et religiosus Dominus Johannes Bochardi prior prioratus Campimuniti gebenn. diocesis, ex una parte, et Johannetus mistralis, Perretus de Ponte, Mocterius Fabri, Guigo Cohendat, Johannetus Michallat, Petrus de Campis, Berthodus de Pratis, Ansermus Venos, Peronetus Gillier, Johannes Bollet, Aymo et Mermetus Mocteri, et Richardus Canares, nominibus suis et totius communitatis de Chamunix, de Valle Orsine et de Lacu, ex altera. Verum cum questio et questionis materia de novo versa fuerit et suborta inter dictas partes super eo quod, altera pars alteri parti, quam plurimas petitiones et demandas promovebat, faciebat et proponebat, que clare comprehendebantur et dependent in et de capitulis et statutis dicte communitatis, et ideo non est necesse iterato ipsas litteraliter de presenti enarrare, sed prolixitates evitare, et quia Johannes mistralis, Perretus de Ponte et alii superius seriatim nominati aliunde instabant quatenus confirmare, laudare et approbare sibi placeret statuta et capitula universitatis antedicte, nec non et ipsa tenere vellet secundum eorum formam et tenorem. Hinc est quod prelibatus Dominus prior, ad supplicationem superius nominatorum inclinatus, non considerans aliqua in dictis statutis et cappitulis enovare, sed potius per se et ejus successores facta absque corruptione, ut asserit, observare predicta statuta et cappitula, antedicte universitati et communitati et singulis suis successoribus, nobisque notario subscripto more publicarum personarum stipulante et recipiente, suo nomine et ad opus universitatis antedicte et omnium aliorum quorum interest et in futurum poterit interesse, laudat, grantat, approbat, ratificat et totaliter, prout in ipsis cappitulis et statutis dictatur, de novo confirmat, ut securius potest intelligi et

notari. Promittitque ipse dominus prior sub voto sue religionis, manu ad pectus suum apposita, ut more solitum est, et sub obligatione expressa omnium bonorum suorum et dicti sui prioratus, ipsa cappitula et statuta ab inde firmiter tenere et ipsa inviolabiliter observare, ipsaque rata et firma prout . . . . habere et tenere et non contra facere vel venire per se vel per alium, directe vel indirecte, tacite vel expresse.

Preterea dicte partes dubitantes ne de infra scriptis inter ipsas partes orire possit questio, cum jam de presenti oriebatur et fiebat, et ideo ne in futurum questionis materia de subscriptis oriretur, quia melius prevenire quam preveniri, cupientesque ipse partes questionem et debatta inter ipsas et merito evitare, nec non et hiis super inferius descriptis silemptum perpetuum clara luce apponere, quoniam ubi eminet in aliquibus periculum, potissime inter dominum et sindicos debeat super ipso mature per eosdem providere, quapropter ipse partes hiis articulis, nominibus quibus supra, nobisque notario stipulante ut supra, pacta, arresta, et conventiones fecerunt infra scripta et infra scriptas.

1. De vendis bladorum. — Et primo est actum, declaratum et conventum inter antedictas partes, et dictis statutis et cappitulis, unitum, additum et annessatum ut sequitur, videlicet : quod singulis annis die mute, scilicet illa die qua vende bladorum in mandamento Campimuniti ponantur, quod per prolocutum Dominum priorem et ejus successores, seu per ejus locum tenentes, vocentur et demendentur decem vel duodecim homines probi dicti mandamenti de Chamunix, non suspecti, sed idonei et sufficientes, ad dictas vendas ponendas. Qui probi homines super missale per dictum dominum priorem et ejus successores, vel alterum nomine ipsius, positum super magno altari beati Michaelis ecclesie de Chamunix, corporaliter jurare sint astricti, illas vendas bene, probe et legaliter, juxta ipsorum conscienciam et sub periculo animarum suarum, secundum fertilitatem et sterilitatem, seu abondantiam et paucitatem bladorum dicti mandamenti de Chamunix cujuslibet anni, ponere et universaliter declarare. Que quidem vende, relatu dictorum proborum hominum posite et declarate, more consueto publicentur et cridentur. Quibus vendis sic cridatis et publicatis, dicte partes et eorum successores ipsam tenere et inviolabiliter absque diminutione vel additione penitus sint astricti, sub pacto et conditione quod ipse dominus prior, nec sui successores, nec alia persona nomine ipsorum, non possit, nec sibi licitum sit, plus nec minus dictis vendis recuperare nec etiam exigere ; et e contra gentes dicte communitatis nec eorum heredum, non possint, nec

eisdem licitum sit, plus vel minus quolibet vendarum dicto domino priori et suis successoribus expedire.

2. De solutione censarum et servitiorum. — Secundo est actum et declaratum et conventum inter dictas partes, nobisque notario stipulante ut supra, quod homines et persone dicte universitatis de Chamunix, Valle Orsine et de Lacu, qui debent censas, servitia et meneydas annuales dicto domino priori, ab inde ipsas et ipsa, sine lite et molestia quibuscunque, ad monetam veterem eidem domino priori et singulis suis successoribus, annis singulis, terminis consuetis, solvere teneantur, seu de moneta cursibili in terra foucigniaci dicte monete solvere ad valorem.

3. De solutione aliorum quorumcunque debitorum. — Tercio est actum, declaratum, conventum et arrestatum inter prenominatas partes, nobisque notario ut supra stipulante, quod qualibet persona de dominio de Chamunix, prenominato Domino priori et successoribus suis universis et singulis, aliis debitis non annualibus ad dictum Dominum priorem et ejus prioratum spectantibus, de moneta cursibili in dicta terra faucigniaci, videlicet tam de tempore preterito quam futuro, ipsa debita solvére possit et debeat sine contradictione Domini prioris vel alterius persone.

4. De gleyronis. — Quarto est actum, dictum et conventum inter partes predictas, et nobis notario stipulante ut supra, quod gleyroni qui, impetu aque areris seu aliorum torrentium vel nantium, reperiantur infra dictum mandamentum de Chamunix, ex tunc in antea sint et per inventores conserventur ad opus barrarum possessionum prope existantium, in quibus barris ad utilitatem et confirmationem dictarum possessionum ipsi gleyroni implicentur et ponantur sine contradictione Domini prioris antedicti, nec alterius cujuscumque persone.

5. De nemoribus super possessionibus admassantis. — Quinto est ordinatum et solempni stipulatione arrestatum inter superscriptas partes, nobisque notario stipulante ut supra, quod de nemoribus super propriis possessionibus sterilibus, cultis seu admassantis, hominum dicti mandamenti de Chamunix existentibus, ipse Dominus prior nec ejus successores aliqualiter non possit, nec sibi licitum sit, aliene persone dare, alienare, vel alio modo in aliquem transferre sine scitu et voluntate dictorum nemorum dominorum.

6. De Lavanchiis. — Sexto est actum, dictum, declaratum et solempniter arrestatum inter partes predictas, nobisque stipulante ut supra, quod quando et quotienscunque aliquas lavanchias scilicet de

nemoribus propriis alicujus persone dicti mandamenti de Chamunix in futurum movere, disruere contingerit, ipsisque lavanchiis super possessionibus alterius persone ipsius mandamenti evenientibus et arrestantibus, quod isto casu eveniente, totiens quotiens ipsum casum evenire contingerit, sepe dictus Dominus prior nec sui successores, in dictis lavanchiis non possit, nec debeat . . . . . nec ei licitum sit aliquid petere, demandare, vel habere, sed medietas lignorum seu fustarum in dictis lavanchiis existentium sic remaneat et esse debeat domino nemorum a quo dictas lavanchias contingerit promoveri et desrui, in recompensatione dampni facti, omnibus impedimentis cessantibus et remotis. Alia vero medietas sit, pertineat et esse debeat domini possessionis in qua dictas lavanchias contingerit remanere, in recompensationem dampni ratione dictarum lavanchiarum sibi illati et eventi, sine perturbatione persone alicujus.

— Pro quibus quidem ratiffication et aliis in presente instrumento descriptis, prelibatus dominus prior a dicta communitate habuisse et integre recepisse confitetur quater viginti florenos regine, boni auri et ponderis, quos asserit in utilitate dicti sui prioratus convertisse, et de quibus quater viginti florenis dictam communitatem, nobisque notario ut supra stipulante, solvit, liberat penitus atque quitat.

Promittentes siquidem ipse partes sibi ipsas ad invicem, videlicet una pars alteri, solempnibus stipulationibus hinc et inde intervenientibus, scilicet ante dictus dominus prior, pro se et singulis suis successoribus, juramento et obligatione quibus supra, nec non et dicti Johannetus perretus et alii in principio superius nominati, nominibus suis et totius communitatis dicti mandamenti de Chamunix, nobisque notario stipulante ut supra, omnia universa et singula supra et infra scripta, rata, grata et firma habere et tenere et non contra per se vel per alium facere vel venire, sed singula supra scripta inviolabiliter penitus observare sine fraude. — Promittensque, etc.

Renunciantes, etc.

Actum apud Chamunix in ecclesia dicti loci, presentibus testibus ad hec vocatis et rogatis, videlicet : Domino Rodulpho curato dicti loci, Domino Petro Locerandi canonico Sancti Ruphi de Valencia, presbitero, Nicoleto de Voseriaco domicello, et Antonio filio Juminii de Carmari famulo Domini prioris prelibati. Meque petro de Via de subtus saxo, clerico, auctoritate imperiali notario publico qui hoc presens instrumentum unacum Hugone Mistralis notario publico recepi, ipsumque manu

Johannis de Via notarii prenominati auctoritate michi juridice concessa scribi feci, signisque michi consuetis signavi fideliter et tradidi in testimonium premissorum. Meque Hugone mistralis de Chamunix clerico, auctoritate imperiali notario publico curieque Domini prioris jurato, qui hoc presens publicum instrumentum, unacum Petro de Via notario, recepi et in omnibus in ipso descriptis dum sic agerentur presens fui et in eodem me subscripsi, signoque meo consueto signavi fideliter in testimonium premissorum.

V

1412, 12 Décembre. — *Antoine de St-Amour, prieur de Chamonix, reçoit diverses plaintes de ses sujets et redresse plusieurs abus.*

Nos frater Antonius de Sancto amore, humilis prior et Dominus temporalis prioratus et ejus mandamenti de Chamonix, notum facimus universis, quod venientes ad nos homines nostri, videlicet : Aimonetus moterii di ducs, faber, Joannetus mermeti de eodem ejus frater, Jachetus Vinendi, Michodus musiliardi alias pelicerii de turno, Joannes mocterii rigueti, Hugo de palo, Vuillermus falddos allias Moret, anselmoz Bollet, jacquemetus Cochat alias Reyquenet, Vuillelmus moterii vicheti, Anselmus de pratis, Perretus pochat, Michodus musiliardi de Creto, Joannes chodeti, joannes Bossoney, franciscus Gabet, omnes parochianos eclesie beati michaelis de Chamonix, mocterius Pache, joannes Lumbart, michaletus Broisat, joannes Gerot, parochie beate marie de Valle urcine, Guillelmus Tissot alias pavillot et milieretus Falcheti . . . . . parochie beate marie de Lacu, nominibus suis et aliorum omnium hominum et subditorum, seu omnium aliarum personarum dictorum locorum et parochianorum totius mandamenti de chamonix, hominum et subditorum nostrorum, exponendo, dicendo et proponendo quod, a quatuor annis nuper proxime elapsis citra vel circa, fuit evidatum et prout clamatum ex parte nostra et de nostro mandato, per mestralem nostrum de Chamonix, apud Chamonix et in aliis parochiis et locis predictis et in locis consuetis et redactum seu registratum in papiris nostre Curie, quod nulla persona dictorum mandamenti et locorum superius descriptorum esset ausa aliquos liberos seu pupillos maritando . . . . sine nostri presentia vel mandato, necnon et consensu duorum vel quatuor proborum

hominum propinquorum de genere dictorum pupillorum, sub certis diversis magnis penis in dictis papiris nostre Curie descriptis. Item quod Castellanus et Clericus nostri, a dicto tempore citra, quam plurimas personas dicti nostri mandamenti compulerunt ad solvendum nobis pro saisinis et desaisinis duodecim denarios pro qualibet saisina, quod nunquam extitit vel fuit consuetum in mandamento et parochiis predictis tempore predecessorum nostrorum et dicti prioratus. Item quod a decem aut quindecim annis nuper proxime elapsis citra vel circa, ordinavimus, posuimus et habuimus multos Clericos Curie et notarios qui receperunt instrumenta, litteras et informationes in dicto mandamento et parochiis predictis facientia et facientes ad opus dictorum nostrorum hominum et subditorum, maxime et specialiter antonium Ligerii, joannem Viriz et jacobum Brossis, notarios, qui dicta instrumenta, litteras, scripturas et informationes in predicto mandamento et locis per ipsos receptas et recepta extra dictum mandamentum detulerunt et exportaverunt; qui clerici et notarii, post modum, ratione emolumentorum dictorum instrumentorum et scripturarum ut premittitur per ipsos receptorum, dictos nostros homines et subditos vexaverunt et compelli fuerunt per aliam Curiam quam nostram ad solvendum eisdem clericis et notariis dicta emolumenta. Que omnia predicta sunt et redundant in dictorum nostrum hominum et subditorum, ut asserunt, grande damnum, gravamen et prejudicium. — Quare nobis humiliter supplicaverunt prenominati homines nostri, nominibus suis et quibus supra, ut nobis placeret nobis et nostris successoribus in dicto prioratu, de remedio apponere et providere, videlicet quod, dictas cridas et penas, ut predicitur, factas de non maritando aliquos liberos pupillos sine nostri licentia et mandato, vel consensu duorum vel quatuor hominum propinquiorum de genere eorum liberorum pupillorum, revocemus, irritemus et annullemus; dictos duodecim denarios, ad quos compelluntur solvere pro qualibet saisina et desaisina, etiam annullemus et revocemus; ordinemus et inhibeamus dictis clericis notariis nostris presentibus et futuris quod, extra nostrum dictum mandamentum instrumenta et scripturas aliquas per eos in nostro mandamento recepta et receptas, recipienda et recipiendas ad opus dictorum hominum et subditorum nostrorum, non exportant vel extrahant, et quod de labore eisdem clericis notariis pertinenti ratione dictorum instrumentorum et scripturarum compelli non possint per aliquam alienam Curiam, donec a nobis vel successoribus nostris obtinuerint licentiam ipsos homines nostros compelli et vexari per aliam Curiam; et insuper quod

ordinemus quod antequam dicti clerici notarii nostri qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint positi, admissi et ordinati, non accipiant possessionem dictorum officiorum, clericaturarum et notariarum, donec juraverint ad sancta Dei Evangelia dicta instrumenta et scripturas non exportare extra dictum mandamentum vel aliquem nostrorum hominum compelli vel vexari facere per aliquam aliam Curiam, donec a nobis obtenta licentia ut supra; etiam quod Castellanis et clericis nostris presentibus et futuris ordinemus, quod aliquem ex nostris hominibus dicti mandamenti non cogant, nec compellant ad solvendum aliqua munera vel premia illicita vel sine justa causa evidenti.

Nos itaque, volentes et cupientes nostros homines subditos in suis bonis juribus moribus et consuetudinibus existere et permanere, quosque benigniter pertractare, eos ut congruit favorabiliter amplectare, et malos mores seu mala usagia, si qua sint apposita, aufferre et animam et conscientiam nostram exonerare, precibus et supplicantibus eorum inclinati, per nos nostrosque successores in dicto Prioratu supra dictas cridas et penas ut premittitur factas, revocamus et annullamus, revocatasque et annullatas perpetuo volumus, et concedimus; omniaque alia per dictos nostros homines nominibus quibus supra petita et requisita concedimus, remittimus, quittamus et donamus per presentes, mandantesque et precipientes tenore presentium dicto clerico nostro Curie predicte qui nunc est, vel qui pro tempore fuerit, quatenus ipsas cridas et penas in dictis papiris Curie nostre descriptis, cancellet, linet et de ipsis papiris totaliter removeat, quas etiam per presentes cancellamus et removemus, Castellanoque nostro presenti et futuro dictoque clerico nostro, et aliis nostris officiariis presentibus et futuris, quod a vexatione dictarum seysinarum et deseysinarum existant se et super sedeant, nec aliqua emolumenta occasione ipsarum exigant vel recuperent. Convenimusque et pactum expressum dictis nostris hominibus quibus supra facimus, ex uberiori gratia, quod his a modo in antea magis dictis penis nullatenus utemur, et quod a modo in perpetuum aliquos clericos Curie notarios in dicto nostro mandamento accipiemus vel constituemus, donec juramentum predictum et de quo supra fit mentio fecerint et prestiterint. Promittimusque et juramus sub voto nostre religionis, manu dextera apposita in pectore ut moris est in talibus, et sub obligatione omnium bonorum nostrorum et dicti nostri prioratus, pro nobis et successoribus nostris, in contrarium premissorum non venire, sed omnia universa et singula supra et infra scripta, rata, grata et firma habere et perpetuo tenere, attendere, com-

plere et inviolabiliter observare, sub omni renunciatione juris et facti ad hec necessaria pariter et cautela. Actum et datum apud Chamonix, in prioratu dicti loci, videlicet in parva camera Judicis dicti loci in presentia fratris Joannis de abinis, monachi claustralis dicti loci, nobilis petri de sancto Amore Domini Castri Villani et plurimorum aliorum, die duodecima mensis decembris anno Domini millesimo quatercentesimo duodecimo, indictione quinta, sub appositione sigilli nostri in robur et testimonium premissorum.

GEX.

1292 - 1479.

(Les pièces relatives à Gex ont été transcrites d'après un manuscrit qui appartenait à Guichenon et qui est conservé dans la bibliothèque impériale de Paris, Carton n° 11. Cartul. de l'Eglise de Genève, f° 313 et suiv. Elles ont été collationnées avec une copie en mains de M. Poncet, de Gex.)

I

1292, 7 Novembre. — *Léone, dame de Gex, et Guillaume son fils, accordent aux bourgeois de Gex des lettres de franchises, coutumes et lois municipales, qui sont aussi scellées par Guillaume (de Conflans), évêque de Genève.*

Dame Leone Dame de Gex, et Guillaume son fils, par leurs lettres données le vendredy avant la sainct Martin d'hyvert en l'an mil deux centz nonante deux, scellées de leurs sceaux, et de celuy de Guillaume Evesque de Genève, avec conseil de leurs Gentils hommes, octroyairent à leurs bourgeois de Gex, habitants audict lieu, et qui y habiteront à l'advenir, ou qui y auroient chouzes par lesquelles ilz estoient tenuz pour bourgeois, les articles cy après déclairés en vraye, pure, léable et perpétuelle franchise.

1. Octroyairent premièrement ausdits bourgeois et à leurs hoirs, leurs choses et biens, que dès lors en avant ilz ne seront tenus ausdicts seigneurs n'y à autruy donner taille ny coste, ne maneuvre, n'y charroy,

ne corvée, n'y aucune œuvre corporelle d'hommes, de bœufs, de chevaux, et d'asnes, n'y aucune autre exaction en quelque manière qu'elle soit nommée, n'y faire prest violent, et ne donner moisson au Prévost, n'y à aulcun autre de la maignie desdicts seigneurs.

2. Qui en ladicte ville de Gex aura esleu sa demeurance, payera pour chacune toise de maison estant au front de devant et pourveu qu'elle ne soit plus longue de vingt toyses, trois deniers genevois chascun an à la feste S^t^. Martin, sans accroissement n'y diminution.

3. Se vendant en la ville une maison, ou au territoire d'icelle quelque champ, pré, vigne et autre fond de terre, si la chose est de la directe desdicts seigneurs, l'achepteur payera un denier pour chascun solz du prix, et le vendeur un autre denier au seigneur.

4. Les bourgeois de Gex ne sont tenus d'aller ez chevauchées avec leur seigneur, sinon pour sa propre possession ou pour sa garnison ou pour son fief, excepté toutes fois pour la propre guerre du seigneur ils le doibvent suivre, s'il va devant, par un jour et une nuict tant seulement à leurs propres despens, et non pas souvent, mais une fois le mois, de chascune maison une personne, excepté les clercs et les vefves et les personnes des maisons privilégiées.

5. C'eux qui, pour faire pré ou terre, auront esserté les bois communs dudict territoire, payeront au seigneur pour chascune charrée de foin deux deniers, pour la terre, la tasche, c'est assavoir l'unzieme gerbe, et pour la vigne plantée en la commune, quatre deniers genevois de chascun muy, sans le quart.

6. Tous ayants maison propre ou chasal en ladicte ville de Gex seront Bourgeois, et useront de la franchise de la ville.

7. Qui fera injure à autruy par parole ou de fait, sans effusion de sang ou fraction de membre ou perpétuel affoiblissement, et s'il peut s'accorder avec sa partie sans faire clame, il ne debvra pour ce aucun bamp au seigneur.

8. Si clame en est faicte au seigneur ou au Prévost, le coulpable payera trois solz genevois au seigneur pour l'injure de la parolle, trois solz pour coup de poing, cinq solz pour un soufflet, sept solz pour un coup de pied, et sept solz pour coup de baston ou de pierre sans effusion de sang, et sans grand dommage, si clame en est faicte.

9. Ban ne se pourra lever par ledict seigneur n'y leurs successeurs pour raison de maléfice, si clame n'en est faicte, exceptés les cas pour lesquelz le malfacteur tombe en la mercy du seigneur.

10. Pour violente effusion de sang, et fraction de membres ou affoiblissement perpétuel, payera le coulpable soixante solz de genevois au seigneur.

11. A la charge que de toutes les injures soit faite au préalable émende à celuy qui aura souffert l'injure, à l'extimation de prudhommes bourgeois de Gex, qui se debvront eslire par le seigneur ou de son commandement et par deux bourgeois de Gex, et que l'effusion du sang soit à tout le moins preuvée par deux suffisants et croyables tesmoins.

12. Clame se faisant par aulcun pour sang violent, ou pour membre brizé, ou pour affoiblissement perpétuel, ou pour reproches, ou pour outraiges sur ce qu'un autre l'aura appelé larron, meurtrier, traitre, et autrement criminel, ou punais, meizel ou autrement vicieux, et par une femme sur ce que on l'aura appellée putain ou autrement criminelle, ou punaise ou autrement vicieuse, si le plaignant ne veut faire poursuitte de ce qu'il dit, il doit payer trois solz au seigneur pour sa clame, et faire compétente émende à celuy duquel il s'est plaint, avec satisfaction des despens du procès à la dicte des preudhommes bourgeois qui les doibvent taxer ainsy que dessus est dit; et le mesme se fera de celuy qui ne peut preuver sa clame.

13. Le plaignant qui preuve sa clame par deux convenables tesmoins ne debvra rien au seigneur, et celuy contre qui elle est faite debvra trois solz au seigneur pour la clame.

14. Au contraire si le plaignant deffaut en preuve, il payera trois solz au seigneur, et à celuy duquel il s'est plainct doibt faire émende compétente, et rendre les despens du plaid taxés par les preudhommes bourgeois, comme dit est.

15. De toutes les injures devant dittes, le seigneur ne doibt avoir aucun ban, si plaincte ou clame n'en est faicte.

16. Qui rue ou jette contre autruy injurieusement pierre ou fer ou autre chose qui puisse navrer, sans toutes fois l'avoir attaint, si clame en vient au seigneur avec loyable preuve, il debvra sept solz au seigneur et à l'injurié émende competente taxée comme dessus.

17. Paix ne doit abvoir avec lesdicts seigneurs n'y leurs hoirs, qui faict injure à leurs dicts bourgeois de Gex, jusques à ce que émende en soit faicte à ceux qui l'auront souffert.

18. L'homme estant de ladicte franchise qui aura faict dommage manifeste, ou qui aura détenu outre la volonté du créancier un debte preuvé, despuis que cela sera dit et manifesté au seigneur, ne se doibt

par lesdicts seigneurs, n'y aucuns de leurs gentilshommes et marchands, conduire sans la volonté de celuy auquel est faict le dommage ou à qui est la debte.

19. Celuy qui est en la ville de Gex ou qui y demeure doibt estre deffendu de toute violence s'il veut estre à droict audict lieu, ou là où il se trouvera, sinon qu'il soit larron, ou meurtrier, ou autrement criminel manifeste, ou de ce diffamé.

20. Les bans desdicts seigneurs doibvent estre mis du conseil des bourgeois de Gex, sans ce que lesdicts bans n'y peines se puissent estendre, outre sept solz réservés aux cas exprimés ausdictes lettres.

21. Gaige du seigneur doibt estre gardé quinze jours avant que se vendre, et le ban des autres gentz par sept jours, et nully est tenu de prendre gaige desdicts seigneurs n'y d'aultruy, s'il ne vaut le tiers plus que ce pourquoy on le présente.

22. Déffaillant quelqu'un à faire le guet quand celluy aura esté commandé, il doibt le double pour cette fois, et en ce le commandant est de croire.

23. Maison, où gist d'enfant la femme du seigneur ou la femme du fils du seigneur, est quitte de guet, et echarguet, et de chevauchée, ensemble les maisons où sont les fours.

24. Commandeur de guet se doibt establir par les bourgeois, en jurant par luy que féablement il fera son mestier tant pour le seigneur que pour les bourgeois.

25. Touchant la garde des vignes, le seigneur en doibt mettre une par le conseil des bourgeois, et iceux bourgeois les autres, tant que besoin sera, lesquels gardes jureront de garder les droicts des bourgeois et du seigneur, et que par crainte n'y amour ilz ne céleront ceux qu'ilz treuveront ez vignes, ne gasteront aussy les fruictz desdictes vignes n'y des arbres.

26. Qui sera repris de jour èz vignes ou ès arbres, il doibt sept solz au seigneur, et de nuict soixante solz genevois, et faire émende à celuy auquel il a fait le dommage.

27. Rien ne doibt au seigneur qui aura faict sang aux glaneurs ou viteurs en les chassant hors de sa vigne, sinon qu'il l'aye faict par malveillance auparavant conçue, si toutesfois il faict grièvе blessure, et le navré s'en plaint, il luy en doibt faire émende compétente taxée par preudhommes bourgeois de Gex.

28. C'il qui acheptera ou conquerra maisons ou possessions des bour-

geois de Gex, il doibt pour raison desdictes choses faire tous les uz du commun de la ville quels qu'ils soient, excepté les clercs et les privilégiés, et en ce le seigneur ne peut quitter aucun.

29. Ne peut aussy le seigneur decroistre, n'y donner les communs des terres ou des bois à autruy qui ne soit de la communauté, sans la volonté des bourgeois de Gex.

30. Moingtz peut il mettre n'y lever ban au commun des terres, des bois et des eaux, que par le consentement des bourgeois.

31. Si aulcun bourgeois est mainant au seigneur, le seigneur ne le peut quitter que ses possessions ne soient tenues à faire tous les uz de la ville, comme les autres possessions des bourgeois.

32. Chascun bourgeois peut vendre franchement son vin et son bled, et ses autres biens à qui, et là où il veut, et tant qu'il peut, pourveu que ne soit vin crié à taverne et que il aye droicte mesure à laquelle il ayt commencé à vendre, et n'en doibvent aucune chose au crieur ni au seigneur.

33. Les bourgeois ne doibvent vente, n'y coupponage, ny péage.

34. Vendeurs de pain qui le décroissent plus qu'ils ne doibvent selon lè marché du bled, perdent le pain que le seigneur doibt faire donner pour Dieu, et si pour ce ilz ne s'émendent, le seigneur en peut lever ban de trois solz une fois l'an de chascun qui y mesfera, faisant donner leur pain pour Dieu à toutes les fois qu'ils mesferont.

35. Gélines, foin, paille n'y autre chose, ne doibt n'y peut prendre le seigneur ou autre pour luy en la ville de Gex, n'y ès lieux de sa franchise, outre la volonté de celuy à qui est la chose.

36. Bourgeois jurés de la ville ne doibvent au seigneur garnison du chastel, n'y réparation des fossés ny de pallins, n'y corvées, sinon en temps de nécessité.

37. Franchement peuvent les bourgeois chasser par les bois communs, plaines et terres, et pescher ès rivières communes, par eux ou par autruy en quelque manière qu'ils voudront.

38. Qui se vouldra despartir de la ville et aller demeurer autre part, le seigneur s'il en est requis le doibt conduire et ses choses par un jour et une nuict, et s'il ne l'en requiert, le dict seigneur ne l'en doibt pour ce punir, estant loisible à chascun de s'en despartir à quelle heure qu'il veut comme franc.

39. Ez cas qui ne sont exprimés ès dictes lettres, les dicts bourgeois se peuvent deffendre par les bons uz et coustumes de Gex, les mauvaises laissées, et réprouvées des dicts seigneurs et de leurs hoirs.

40. Si aulcun gaige les dicts bourgeois, ou prend leurs choses ou leurs personnes pour debtes ou pour fiance des dicts seigneurs, ils les doibvent deslivrer avec leurs choses et les garantir en toute manière de dommage, à quoy seront tenus les dicts seigneurs et leurs hoirs.

41. Ayant un estranger, maison ou autres biens en la ville de Gex, les dicts seigneurs ne doibvent prendre n'y faire prendre ou empescher ses biens ou sa personne, pour guerre qu'ils ayent au seigneur du dict estranger.

42. De la batture ou injure faicte à quelqu'un des bourgeois de la ville par aucun des gens et maynie des dicts seigneurs, si celluy qui a souffert l'injure s'en plaint, la connoissance et le droict s'en fera à la cour des dicts seigneurs, ainsy que d'un autre, pourveu qu'il ne l'aye faict par correction ou pour raison d'office qu'il aye.

43. Nully est tenu du mesfaict de son filz ou de sa mesnye, ou d'autres, sinon qu'il en soit participant et consentant au faict par son commandement, pourveu aussy qu'après admonition du seigneur ou par son mandement il n'aye volu laisser sa mesnye, et aye à son sachant retiré le malfacteur, car en ces cas il en est tenu.

44. Parens doibvent franchement venir à la succession de celuy qui meurt sans faire testament, sauf le droict des femmes et des aultres.

45. Si aulcun entre en la maison des bourgeois de nuit, par force et à cachettes, ou si aucun est pris en larcin, ou en tel lieu que le preneur ne puisse avoir recours de juge ou d'aydeurs, et le dict preneur le tue par avanture, il n'en doibt rien au seigneur pourveu qu'il appelle les voysins, de sorte qu'ilz le puissent ouir, et en porter tesmoignage.

46. Les larrons publicques et de nuit deuement convaincus sont à la volonté du seigneur, sauf les douaires des femmes et les droictz d'autruy.

47. Aux bourgeois ne se peut rien demander pour raison de plaid, sinon ce qu'on donne à l'assesseur s'il y faict mestier, ou s'il y est appellé du consentement des parties.

48. Vendant à livre faulse propre ou à son marc propre faulx, payera soixante solz de Genevois au seigneur; de faulse aulne, de faulse mesure de vin soixante solz.

49. De la leide ou de la vente retenue, on ne doit émende si elle est payée dans huict jours, mais si elle n'est payée dedans huict jours celuy qui la retient doibt soixante solz au seigneur.

50. Nul bourgeois ne doibt estre pris s'il veut donner fiance ou obliger ses biens, sinon en cas pour lequel on tombe à la mercy du seigneur.

51. Qui retient par un an les anciens cens ou services des dicts seigneurs, il doit le double pour cette fois.

52. Les dicts seigneurs, ny leurs prévostz, ne peuvent recouvrer ny recepvoir ès us de la ville aucune personne suspecte.

53. Tous ceux qui seront seigneurs de Gex en leur mutation, avant qu'ilz soient reçus en la ville de Gex, viendront jurer leurs gardes de chevalier de garder fermement et entièrement les bonnes coustumes de la ville, et la franchise qui est contenue ès dictes lettres, sans venir à l'encontre, et tous les hommes de Gex depuis quinze ans en sus doibvent à la venue du seigneur luy jurer feauté s'il les en requiert, sans venir encontre ses droictz à leur sachant.

54. Pour chacun an les mainantz du seigneur, quand seront renouvellés ou changés, doibvent jurer en la présence du seigneur et des bourgeois qu'ils garderont la franchise et les droictz du seigneur avec les bons us de la ville.

55. Le scel du seigneur sera baillé à qui en voudra user, en payant pour chacun contract quatre solz de Genevois et non plus.

56. Vendanges ne se pourront octroyer par les dicts seigneurs ny leurs successeurs, sinon pour certains jours et termes establis à la volonté des bourgeois, et ceux qui vendangeront outre cet establissement perdront la vendange. Pourront toutesfois les dicts seigneurs vendanger à leur volonté leurs propres vignes.

57. Advenant quelque cas par avanture dont les dictes lettres ne fassent mention, il se terminera soubz les coustumes des autres villes franches prochaines, ou selon droict escript si les bourgeois l'aiment mieux.

58. Promirent en outre les dicts seigneurs par leur serment ausdicts bourgeois claire paix, et seurté de leurs choses et de leurs personnes, jurant sur les sainctz Evangiles que par eux n'y par autruy ilz ne prendront n'y arresteront, ou empescheront leurs personnes n'y leurs biens, et ne procureront ou machineront contre iceux, mais en toutes manière quilz pourront, les en deffendront, pourveu qu'ilz ne se mesfassent tellement qu'ils soient condamnés selon ordre de droict.

59. Et pour plus grande paix, volurent que les dicts bourgeois puissent establir et changer à leur volonté deux des leurs, et les dicts seigneurs deux autres, pour terminer par eux quatre la discorde survenant entre eux et les dicts bourgeois, à cause de ce qui appartient à la dicte franchise, s'ilz se peuvent accorder en une sentence; et à ce faire féablement

soient tenus par leur serment, avec condition que s'ilz ne peuvent accorder, ilz doibvent eslire un cinquième sçavant en droict et terminer la querelle par le conseil d'icelluy sellon droict.

60. Volurent encore que, se les bourgeois requièrent ausdicts seigneurs ou à leur commandement, qu'ilz leurs fassent payer leurs debtes sans clame, se le débiteur recognait la debte devant les dicts seigneurs ou devant leur dict command, ilz le doibvent sans délation faire gaiger, et rendre la debte au créancier jouxte le pouvoir du dict débiteur.

61. Si le bourgeois renonce son debte cogneu sans plainte au seigneur ou à son command, il n'en doibt rien au seigneur, et si clame en est faite, le coulpable payera trois solz pour la clame et rendra le debte conneu.

62. Octroyairent d'advantage que les habitans de Gex qui ont possessions non meubles en la seigneurie des dicts seigneurs, ne doibvent fiancer, quand ilz sont tirez en plaid, s'ilz veullent obliger leurs possessions, pourveu que l'excès ou la querelle ne monte plus que la valeur des dictes possessions, ou soient tels qu'ilz tombent à la mercy du seigneur, sauf le douaire des femmes et le droict d'autruy.

63. Faire enqueste ne peuvent les dicts seigneurs sans certains complaignants contre autruy, n'y l'appeller à leur jugement par aucun mesfaict s'il n'en est grandement diffamé entre bonnes gens et proudhommes.

64. Gaiges ne doibvent estre pris pour complainctes, sinon à la fin comme il sera loialement jugé.

65. Qui aura pris de la terre d'autruy jouxte la sienne ne scachant à qui elle est, s'il la veut rendre au dire des voysins, il n'en doibt aucune émende aux seigneurs quand plaincte n'en est faicte, et si clame s'en faict il leur doibt trois solz et non plus.

66. Remueur de bornes, termes ou limites, par barat ou tromperie, si clame et preuve en est faicte, doit émende à mercy du seigneur.

67. Enfans qui n'ont douze ans ne doivent émende, s'ilz font bataille ou sang entre eulx.

68. N'ayant les dicts seigneurs mestier du bien pour femer, les bourgeois en peuvent franchement user sans rien donner, ilz en doibvent toutesfois demander ausdicts seigneurs et eux leur octroyer le congé.

69. Deffence faicte de part les dicts seigneurs sans leur messaige, ou sans leur commandement, ne grefve ou nuit à personne, mais si elle se faict par les dicts seigneurs ou par leur commandement, celuy qui faict le contraire doibt trois solz ausdicts seigneurs.

70. Si gaige est pris par exprès commandement du seigneur, celui qui le recoit ou rachepte doibt aux seigneurs sept solz pour émende.

71. Aulcun prenant l'autruy gaige, avec autorité d'iceluy pour son debte conneu, le gaige ne doibt estre receu ; s'il est receu par avanture et clame en soit faicte, celuy qui le retire payera trois solz au seigneur et rendra le debte conneu.

72. Vendanges criées et establies par le conseil des bourgeois, chascun peut achepter raisins dedans les portes de la ville.

73. C'il qui achepte raisins hors la porte en menu, sans commandement du seigneur, doibt sept solz au dict seigneur, et perd la vendange par luy acheptée.

74. Peut néantmoins chascun vendre et achepter en gros, sans ban, dedans les vignes et deshors.

75. Porc treuvé ez vignes et aux bleds paie six deniers, le bœuf, le cheval et la vache chascun quatre deniers, et doivent émender le dommaige, sur quoy on doibt croire celluy qui les treuve par son serment.

76. Faiseur d'haye ou de closture aux chemins et charrières communs, ne l'ayant emendé dans huict jours après l'admonition du seigneur, debvra sept solz au dict seigneur.

77. Iceulx bourgeois de la ville peuvent eslire quatre conseillers, et les changer à leur volonté, lesquels ilz doibvent présenter au seigneur, et eulx luy jurer féaulté, ensemble qu'ilz ne viendront contre ses droictz et qu'ils n'osteront ny deffendront ses clames.

78. Ceux quatre feront le commun et leveront tant d'eux que des autres pour le besoin de la ville, appellant le command du seigneur pour contraindre si mestier est, à la charge de rendre compte des levées et cottizations devant les autres bourgeois.

79. Les moynes, clercs et religieux de la franchise ne peuvent rien lever n'y demander pour raison de commun, ny collecte ou exaction.

80. Messelliers ou bouchiers de la ville sont tenus au seigneur en l'ancien cens ou service des quatre deniers, payables à la feste St. Martin d'hyvert, et peuvent les dicts seigneurs mettre le mezel ou boucherie là où ilz veulent, fors en leur chastel, sans faire tort à autruy.

81. Toutesfois les meszelliers peuvent vendre leur chair en leurs maisons ou deshors.

82. Peuvent aussy les dicts seigneurs faire les halles de leur marché, sans préjudice d'autruy, si est ce qu'ilz ne peuvent contraindre les bourgeois à ne vendre leurs draps et denrées en leurs maisons et dehors.

83. S'il advenoit au surplus que les dicts seigneurs ou leurs successeurs treuvassent nouveaux uz et nouvelles costumes contre les franchises devant dittes, ou qu'ilz en requissent ou obtinssent aucune cortoisie ou donation, combien que les dicts seigneurs et leurs antécesseurs, plusieurs fois et par longtemps en eussent usé tant par leur force et pouvoir, que par la foiblesse des bourgeois non allegans et deffendans leurs franchises, ordonnèrent que le temps, tant long qu'il fust, n'y aucune prescription puisse ayder ausdicts seigneurs, ny à leurs successeurs, et moins porter dommage à la franchise devant ditte.

84. Déclararent conséquemment et octroyarent que si quelque bourgeois ou autre veut édiffier ou habiter dedans les termes et limites de la franchise, ilz aient telles franchises que ceux qui habitent dedans les murs de la ville.

85. Les termes de la franchise sont tels : Oudars le vieulx, les .... forches du molin du Cruez, le Crest de Chillier qui tend à la vy vers chez Gaillard, et le champ Daniel.

— Avec promesses, serments, obligations à la fin pour l'entretenement des dictes franchises et pour resceller icelles lettres quand besoin seroit.

II

1353, 12 Novembre. — *Amédée VI, comte de Savoie, ayant pris d'assaut la ville de Gex, ratifie ses anciennes franchises, promet de réparer à ses frais les murailles de la ville, et accorde aux bourgeois le droit de vendre seuls du vin au détail.*

Amé Comte de Savoye et de Maurienne, Duc de Chablais et d'Aouste, marquis en Italie, à l'humble supplication des bourgeois et habitans de Gex, faisans mention avoir perdu toutes leurs substances à l'assault, prise et bruslement du dict lieu, par ses lettres scellées et signées Nycoletus, et données en son camp devant le dict Gex le douzième de novembre 1353, après avoir narré que, combien que tous leurs corps et biens luy appartinssent par le debvoir des armes, et par ce fussent dépouillés de tout leur propre, ensemble de leur première liberté, à cause que par force légitime le dict lieu avoit esté pris par le dict Comte et ses gentz, estimant estre mieux faict de les entretenir que du tout les ruyner, attendu

le serment de fidélité à luy despuis par eux presté, ratiffia leurs dictes franchises selon la forme et teneur des dictes lettres y attachées.

Et d'abondant leur ampliant sa grâce, affin d'accroistre l'estat d'icelle ville de bien en mieux et les animer à son service, octroya que dans la dicte ville de Gex ne se puisse vendre vin en menu par aucun qui ne soit bourgeois de la dicte ville, et qui fera au contraire soit puny à l'arbitrage du dict Comte, lequel promit refaire et réparer à ses despens les portes, murailles et clostures de la dicte ville où besoin seroit, pour cette fois tant seulement.

III

1397, 28 Décembre. — *Amédée VII, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises de Gex. Il concède en outre aux propriétaires de maisons un privilège sur les meubles de leurs locataires, et autorise les syndics de Gex à exiger le serment de tous les habitants propriétaires dans la ville ou le mandement.*

Par lettres données à Bourg en Bresse le 28e décembre 1397, scellées et signées Seyturier, et attachées aux susdictes.

Amé, Comte de Savoye, Duc de Chablaix et d'Aoust, marquis en Italie, en ratiffiant les dictes franchises selon leur forme et teneur, et tout ainsy qu'ils en ont usé et sont en coustume et doibvent user, par ampliation de sa grâce envers eux, pour plus les animer à son service et causer l'accroissement de l'estat d'icelle ville, octroya que toutes les choses et biens meubles treuvés ès portes et maisons de la ville et bourg du dict Gex, qui sont baillées en louage, ne pourront n'y debvront estre sortis n'y emportés d'icelles maisons, ains louées par les locateurs, jusqu'à ce que les seigneurs des dictes maisons soient entièrement payés du louage; ains pourront les dicts seigneurs faire vendre et expédier iceulx meubles, jouxte l'usance et coustume de la cour du dict Comte au dict lieu, sauf son droict et celuy d'autruy.

Octroyant aussy que les syndicques du dict Gex présents et advenir puissent faire contraindre réellement et de faict tous les habitans de la dicte ville, et ayant maisons ou autres possessions dans la dicte ville et son mandement, jurer l'observation des dictes franchises selon la coustume, sans préjudice des droicts du dict Comte, et que nul des dicts

bourgeois et habitans puisse estre déjetté de sa possession sans préalable connoissance du juge, ains maintenu en icelle selon l'ordre du droict.

IV

1453, 25 Août. — *Louis, duc de Savoie, confirme les franchises précédentes de la ville de Gex, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Par autres lettres données à Genève le 25e aoust 1453, scellées et signées Loys et Annessie.

Loys Duc de Savoye, Chablais et Aouste, ratiffia plainement les dictes trois lettres de franchises y attachées aux hommes et communaulté du dict lieu, ville et franchise de Gex et à leur postérité, leur octroyant pour luy et ses successeurs, en privilége, liberté et franchise, ce que s'ensuyt, affin de mieux fortiffier et peupler le dict lieu.

1. Assavoir que tous et un chascun les estrangers, qui dès lors en avant à perpétuité voudront venir et habiter au dict lieu de Gex et ses franchises, seront exempts, deslivrés et quittés pour dix ans commençant au jour de leur arrivée, de tous subsides, fouages, tailles, dons, empruntz, chevauchées et autres impositions qui seront mises par le dict Duc et ses successeurs pour quelconque cause sur leurs subjectz.

2. Que les dicts bourgeois, hommes, communaulté et habitans susdicts ne soient tenus de comparoir par devant les officiers du dict Duc, en vertu des adjournementz et assignations à eux baillées pour cause civile, à l'instance de qui que ce soit, sinon qu'il y ayt un jour entre deux despuis l'assignation.

3. Les Messelliers, esleus et députés et qui sont à eslire et députer à l'advenir perpétuellement par les dicts hommes, communauté, bourgeois et habitans au dict lieu, ayent toute puissance, auctorité et licence de citer et appeller au Conseil de la ville tous les dicts hommes, bourgeois et habitans du dict Gex, à toutes les fois que le dict Conseil se tiendra pour les affaires d'icelle communauté, à peine de trois solz pour chascun contrevenant, applicables au dict Duc pour chascune fois.

4. Et aux jours des foires et marchés de la dicte ville de Gex, aucun venant au dict lieu et en ses franchises que dessus, n'y ses choses et biens de quelconque espèce qu'ilz soient, ne peuvent estre détenus

arrestés ou aultrement empeschés en vertu de quelconques lettres, sinon que ce soit en exécution du juge et après connoissance judicielle, ou pour debtes fiscaux du dict Duc ou des siens, ou par légitime succession, ou que il soit preuvé avoir failly criminellement.

V

1479, 3 Février. — *Philibert, duc de Savoie, confirme les franchises précédentes de la ville de Gex, et répond favorablement aux requêtes qui lui sont adressées en redressement de divers abus par les syndics, hommes et communauté de la dite ville.*

Par lettres données à Moncallier le troisième février mil quatre centz septante-neuf, scellées et signées Beczon.

Philibert, Duc de Savoye, de Chablais et Aouste, cónfirma les responses par luy faictes et accordées au pied de chascun des articles y attachés, à luy baillés et présentés par les syndicques, hommes et communauté de la ville, terre et mandement de Gex, pour y pourvoir, desquelles ensemble des dictes réponses la teneur est telle.

S'ensuyvent les choses sur lesquelles les manantz et habitantz tant de la terre de Gex que de la ville requièrent et supplient nostre très redoubté seigneur monseigneur le Duc de Savoye leur pourveoir.

1. Et premièrement que les statuts faitz par les prédécesseurs de mon très redoubté seigneur soient observés ainsy comme il appartient.

Mon très redoubté seigneur veut et concède aux dessus dicts de Gex que les dicts statuts s'observent selon leur forme et teneur.

2. Item, que en observation des dicts statuts le siége du juge de Gex soit continuellement au dict lieu de Gex, car mieux vault à nostre redoubté seigneur faire ses villes que les autres.

Mon dict seigneur veut et concède en privilége perpétuel ès dicts de Gex que le juge de la dicte terre de Gex présent et advenir doibve tenir les causes mues et à mouvoir par devant luy en la ville de Gex, une ou deux fois la sepmaine, et non en autre, sur peine de privation de son office.

3. Item, que considéré les grandes et extrêmes exactions des châtelains et autres officiers passés, et qui présentement exigent et recouvrent de trente, de vingt, de quinze et de dix ans en ça, et de plus que les

debtes des officiers soient et doibvent estre recouvrés dedans trois ans, aultrement soient prescriptz et perdus ; considéré trois choses : la première que ce sont debtes fiscaux et en font payement prompt, la seconde que l'on adjouste foy au papier du curial, et sur le papier se peuvent copier deux ou trois fois, la tierce que d'estre allé de vie à trespas sont les parties ou les tesmoings, et aussy que la mémoire est labile, ne peuvent scavoir leur payement, ainsy comme ilz sont payés.

Mon dict seigneur veult et concède en privilége que les officiers présents et advenir doibvent recouvrer leurs debtes advenants par leur office dedans le temps compris au dict chapitre, ou qu'ilz se fassent obliger leurs débiteurs. Autrement, passé le dict temps, ilz ne puissent d'iceux débiteurs rien exiger ; ains demeurent et soient absouls.

4. Item, que nulles personnes de la dicte ville soient traittées nullement hors que devant leur dict juge ordinaire pour la première connoissance.

Mon dict seigneur concède ès dicts de Gex et de son mandement que nulle personne ne se doibve compeller par cas civil pour la première connoissance, sinon par devant le juge du dict Gex, sur peine de dix livres pour un chascun qui fera du contraire.

5. Item, considéré les grandes et extrêmes despences que présentement se font en plaidoyant pour petite somme et plus que pour grande, qui sont inférées à nostre dict très redoubté seigneur et au pays, soit donné de grâce que les chastellains puissent connoistre de tout cas qui ne contient propryété de cinquante gros et de soixante sols en bas, sans nulle escripture, sommairement et de plain, selon la forme des statutz.

Mon dict seigneur veut que la forme des statutz de Savoye touchant ce chapitre soit observée.

6. Item, aussy qu'il plaise à nostre dict très redoubté seigneur que nul chastellain ny aussy son lieutenant ne doibge recouvrer ny faire payer en faisant les compositions nul extra n'y d'avoyne.

Mon dict seigneur veut que la forme des dicts statutz touchant le contenu de ce chapitre soit observée totalement.

7. Item, aussy qu'il plaise à mon dict très redoubté seigneur que les dicts chastellains ne doibvent faire payer nulz despens ès subjectz de la dicte terre de Gex en tenant assises faites sans leur bon vouloir et consentement.

Mon dict seigneur veult les statuts sur le contenu du dict chapitre estre observés.

8. Item, aussy que le chastellain ou son lieutenant présent et advenir, avant qu'il puisse n'y doibve exercer la dicte chastellenie, doibve jurer de tenir et observer les franchises et libertés de la dicte ville et terre de Gex ès mains des syndicques de la dicte ville, lesquels syndicques luy doibvent bailler la copie des dictes franchises, tant seulement une fois pour le temps qu'il sera chastellain ou lieutenant.

Mon dict seigneur veut et concède ès dicts de Gex le contenu au dict chapitre, tout ainsy que il est cy devant accoustumé de faire.

9. Item, qu'il plaise à nostre très redoubté seigneur de reseigner et faire reseigner tous les sergeantz généraulx, qui sont en nombre de huict en la dicte terre de Gex, à deux tant seulement, lesquels seront plus agréables à nostre très redoubté seigneur.

Mon dict seigneur veut et concède en privilége perpetuel qu'il n'aye d'icy en avant, en toute la terre de Gex, sinon un ou deux sergeants généraulx au plus, et que tous les autres soient cassés.

10. Item, aussy supplient les dicts de Gex que, selon la forme des statuts, homme ne soit tenu d'avoir plus d'un office au dict lieu et de son mandement.

Mon dict seigneur veult la forme des statuts totalement estre observée.

11. Item, que nul officier de nostre très redoubté seigneur, selon la forme des statuts, ne puisse tenir office de banneret, ny d'autres, fors de nostre très redouté seigneur.

Mon dict seigneur veut comme dessus estre observée la forme des statuts.

12. Item, supplient que le chastellain doibge faire résidence au chasteau, considéré le lieu qui est limitroffe de toutes les quatre partz.

Mon dict seigneur veut que le chastellain du dict Gex ou son lieutenant face résidence au chastel de Gex continuellement, sur peine de privation de son office.

13. Item, que tous les officiers doibvent faire une fois l'an leurs syndicques, et jurer, et fiancer de les faire tous les ans.

Mon dict seigneur veut que les officiers du dict Gex et de son mandement fassent syndicques, et que leurs franchises s'observent selon la coustume.

14. Item, que le dict chastellain ne doibve recouvrer les bleds, sinon au quart de la leyde de Gex au raisonnable.

Mon dict seigneur veut que la teneur du dict chapitre soit observée.

15. Item, que nul ne doibve prendre debtes d'autruy à recouvrer pour faire despence.

Mon dict seigneur veut, sur le contenu du dict chapitre, estre observée la forme des droictz et des statutz de Savoye.

16. Item, que le dict chastellain ne doibve faire accorder les gentz de la dicte terre des réparations des bois et chemins, sinon ainsy comme il contient au statut.

Mon dict seigneur veult estre observée la forme des statuts touchant le contenu du dict chapitre.

SALLANCHES.

1293 et 1310.

(Les chartes de la ville de Sallanches ont été communiquées par M. Adrien Bonnefoy, notaire dans la dite ville.)

I

1293, 22 Juillet. — *Béatrix de Faucigny approuve et confirme des ordonnances qui ont été délibérées, avec sa permission, par les bourgeois et jurés de la ville de Sallanches.*

Nos Beatrix filia inclite recordationis Domini Petri comitis Sabaudie, Domina Fucigniaci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis vel audituris, quod burgenses nostri et jurati de villa Salanchie, de consensu et expressa voluntate nostra et nobis auctoritatem et licentiam prestantibus, statuerunt et ordinaverunt, inter se, ea que inferius declarantur.

1. De ordine et numero mensurarum. — Inprimis statuerunt et ordinaverunt ea que secuntur, videlicet, quod in illo dymidio sestario vini in

quo modo sunt sexdecim quarteroni vini, debent fieri decem septem quarteroni vini, illius quod continget vendi ad tabernam, non remota nec minuta antiqua mensura dymidii sestarii predicti consueta, quod superius dicitur continget vendi ad tabernam in predicta villa Salanchie et infra terminos ipsius ville.

2. De electione quintatorum et officio eorumdem. — Item, quod ad consilium quatuor proborum virorum ville predicte, duo vel tres probi homines possint eligi qui mensuras que fuerunt necessarie ad vendenda vina possint facere fieri et factas tradere tabernariis et aliis personnis utriusque sexus vina vendentibus, que predicta vina vendent, et recuperare a predictis tabernariis decimum septimum quarteronum vini vel precium ejusdem. Et quod illi duo vel tres teneantur computare in fine cujuslibet anni, predictis quatuor probis viris, de obventionibus et proventibus obvenientibus de dicto decimo septimo quarterono, qui decimus septimus quarteronus retineatur ad ponendum et expendendum in communi utilitate burgensium predictorum. Et quod dicti tres homines et etiam quatuor alii probi viri possint mutari quolibet anno, quando videbitur ipsis cuilibet expedire.

3. De punitione malemensurantium. — Item, quod illi qui male mensuraverunt puniantur sub hac forma, videlicet, quod ille qui male mensuraverit non possit vendere vinum infra affranchissiamentum dicte ville, per unum annum postquam repertus fuerit malemensurasse vinum. Et quod si ad falsam mensuram mensuraverit, puniatur secundum statuta Domini et ville predicte.

4. De mercede quintatorum. — Item, quod illi tabernarii qui vina vendunt, teneantur dare et solvere, de quolibet vase vini, et bocia, sive sit magna sive sit parva, sive sit vinum purum sive limphatum, illi qui predictas mensuras sibi tradidit ad vendendum dicta vina, duos denarios monete currentis pro labore suo et pro dictis mensuris faciendis. Et si aliquis de dictis tabernariis aliquam de dictis mensuris fregerit vel amiserit, quod eam teneretur restituere et reddere, vel pretium ipsius, illi qui predictam mensuram sibi tradidit. Et quod ille qui predictos duos denarios receperit vel recuperaverit, teneatur de ipsis computare burgensibus predictis.

5. Quod Dominus non possit quinte obventiones sibi appropriare. — Item, quod si contingeret quòd predicti burgenses, de obventionibus dicti decimi septimi quarteroni vini et de aliis, possint aliquam pecuniam congregare, et balistas et alias armaturas et alia necessaria emere et acqui-

rere ad communem utilitatem burgensium predictorum, quod predictus Dominus predictas armaturas et balistas et denarios non possit nec debeat eidem appropriare, nec accipere, nec capi facere, per se vel per alium, ad opus alicujus munitionis alterius loci sive castri, vel alicujus alterius persone mutuandi, sed quod omnia predicta in communitate dicte ville, ad opus et utilitatem dictorum burgensium, semper debeant remanere.

6. De compulsione predictorum et juramento Domini. — Item, quod per Dominum dicti loci, in villa predicta et in suburbiis et infra terminos ville predicte, compellantur omnia predicta solvere et reddere prout superius dictum est et declaratum, et que omnia predicta juret Dominus predictus supra sancta Dei evangelia solvere, et tenere fideliter, et contra non venire, per se vel per alium seu suos.

7. De firmitate predictorum. — Item, quod omnia ista predicta valeant et firmitatem habeant tandiu tantummodo, quandiu eisdem burgensibus placuerit observare. Et quod predicta omnia possint revoquare dicti burgenses quotienscunque eisdem burgensibus vel majori parti eorum placuerit vel videbitur expedire.

8. Quod quilibet vendat vinum suum eo pretio quo voluerit. — Item, quod dicti burgenses et jurati habitantes infra terminos predictos possint vendere vina sua ad quodcumque precium voluerint, nonobstante aliqua consuetudine antiqua in dicta villa acthenus observata.

— Confirmatio premissorum per Dominam. — Que omnia universa et singula supra dicta, nos Beatrix predicta, considerantes utilitatem publicam predictorum burgensium nunc et in posterum posse et debere redundare, laudamus, approbamus, confirmamus et ratifficamus, promictentes et super sancta Dei evangelia jurantes per nos et successores nostros, dictis burgensibus presentibus, stipulantibus et recipientibus, pro se suisque heredibus atque successoribus, omnia universa et singula statuta seu ordinationes predictas, ut in eisdem capitulis continetur, firmiter actendere, servare et inviolabiliter custodire et contra non venire, in toto nec in aliqua parte, per nos vel successores nostros. Renunciantes ex certa scientia omni juri canonico et civili, scripto et non scripto, promulgato vel promulgando, et omni statuto et juri consuetudinario, per quod contra predicta vel aliqua de predictis venire possemus de jure vel de facto, seu aliquathenus irritare, per nos vel per aliam interpositam personam irritari facere, et juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis. Mandantes et pre-

cipientes tenore presentium, nos predicta Domina, Domina Beatrix, Castellano nostro, qui nunc et in posterum fuerit castellanus Salanchie et omnibus aliis ballivis, judicibus, mistralibus, salteriis, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, que omnia universa predicta firmiter et fideliter servent et custodiant et omnes contravenientes, eo modo quo forciori poterunt, auctoritate nostra compellant ad observationem omnium predictorum. Si quis vero tenementarius contra hujusmodi statuta, seu aliqua predictorum, sine consensu burgensium predictorum aliquid aliud actentare presumpxerit, iram et indignationem nostram se noverit incursurum. In cujus rei testimonium, nos predicta Domina Beatrix sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum et actum presentibus testibus vocatis, videlicet, domino Guillelmo de Pressier, milite, magistro Emerico de Geria, tunc temporis judice terre Fucigniaci, Guillelmo de Veramollin, canonico Gebennensi, Petro Ballister clerico civi Gebennensi, Vullermo de Buegio domicello, Vullermo de Petra notario publico. Apud Montouz xi°. Kalendas augusti, Anno Domini. m°. cc°. nonagesimo tertio.

II

1310, 11 Juin. — *Libertés, immunités et franchises accordées aux habitants de Sallanches par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.*

Nos Hugo Dalphini, Dominus Fucigniaci, notum facimus universis presentibus et futuris, quod nos, subjectorum nostrorum et hominum commodum affectantes, pro nobis et nostris universis heredibus et successoribus, damus, tradimus, concedimus et donamus libere, bono velle, ex nunc in perpetuum, plenam libertatem, immunitatem et franchesiam omnibus hominibus nunc in posterum habitantibus et habitaturis in burgo nostro Salanchie et infra terminos ipsius ville inferius anotatos et juratis ipsius burgi et ville, secundum quod inferius continetur.

1. Articulus primus. — In primis, donamus et concedimus dictis burgensibus nemora et bougerias, que et quas olim tenuerunt et possiderunt infra terminos infra scriptos.

2. Item, volumus quod habitatores dicte ville de pascuis que infra terminos, salvo jure alterius, potuerunt inveniri, uti valeant de cetero et eorum animalia pacifice et quiete.

3. Item, volumus quod in crastino penthecostes, anno quolibet de

cetero a burgensibus qui tunc residentes fuerunt in ipsa villa, seu a majori parte ipsorum, quatuor probi homines sindici eligantur, quibus electis castellano presententur per burgenses. Et si ipsa die non possent fieri, alia die sequenti fiant, et sic deinceps donec eligantur et presententur ut supra. Anno vero revoluto, si dicti sindici boni et necessarii dicte ville videantur, ab ipsis burgensibus confirmentur sindici anno consequenti et castellano presententur. Si vero aliquis ipsorum sindicorum ab ipsis burgensibus non videatur bonus et necessarius ipsi ville, dicto crastino penthecostes, seu die sequenti, ab eisdem burgensibus removeatur et alius loco ipsius eligatur ab ipsis burgensibus et castellano presentetur. Qui sindici electi ab aliis burgensibus concorditer per majorem partem ipsorum burgensium, volumus quod levas, facta et alia quecunque sint omnia negotia tangentia dictam villam et juratos ipsius, nec non et istam franchesiam, faciant, constituant, recuperent et ordinent de consilio dicti castellani, preterea que tangunt statum et personam ipsius castellani vel familie sue. Et quam cito fient dicti sindici, coram burgensibus et electoribus eorumdem, jurent super sancta Dei evangelia se dictum officium bene et fideliter procurare et quandiu sindici fuerint exercere. Et ipsi procuratores seu executores dicti officii, dum erunt sindici, debent esse immunes a cavalcatis, levis et complentis factis tempore officii sui. De consilio vero dictorum quatuor sindicorum, ponatur unus cridator vini qui debet in villa cridare, et de qualibet cridatione vini debet unum obolum habere; et dum modo erit in dicto officio, debet esse immunis ab omni cavalcata, complenta, auxilio et leva, que fiet in dicta villa a dictis sindicis et castellano pro domino vel pro ipsa villa ratione ipsius ville.

4. Item, ipsi ville ac burgensibus et juratis ejusdem et aliis omnibus morantibus in eadem, assignamus, donamus et concedamus ex nunc in perpetuum forum ibidem tenendum, ac exercendum die sabati cujuslibet septimane temporis ex nunc in autem venientis, quibus foris leydam debemus percipere prout usque nunc consuetum est. Burgenses et jurati dicte ville in dicta villa ad aliquam leydam non tenentur. De quolibet autem tenente stallum in domo vel in platea fori die mercati, unum denarium tunc modo debemus percipere pro quolibet stallo.

5. Item, volumus et concedimus, quod omnes venientes ad forum dicte ville sint salvi et securi eundo, morando et redeundo, et ipsos cum rebus suis quas secum ducent vel portabunt, per totam terram nostram in nostro recepimus guidagio et conductu.

6. Item, volumus et concedimus quod omnes vendentes et ementes die mercati, vendant in domo fori, macelli, granaterie, vel in aliis locis per castellanum nostrum et dictos quatuor sindicos ad hec vendendum deputatis, alioquin quod vendetur extra annonam burgensi, sit in misericordia nostra.

7. Item, volumus quod vendentes et ementes in dicta villa utantur mensura bladi, mensura vini, ulna pagnorum et telarum, et pondere rerum vendibilium, in minuto et in grosso, quibus nunc utuntur et usi sunt temporibus retroactis et etiam in mandamento toto ejusdem ville, et ipse mensure scinduntur et signentur de cetero a castellano et a dictis sindicis dicte ville.

8. Item, debemus percipere linguas bestiarum bovinarum interfectarum ad opus fori.

9. Item, vadia, que venduntur diebus fori seu in crastino usque ad meridiem non amittantur usque ad octo dies.

10. Item, furnos et molendinos habere volumus et retinemus infra ipsam villam per terminos infra scriptos, ita quod pro qualibet octana bladi habeamus et percipiamus duos denarios pro ipsa in furnis decoquenda. De bladis vero mollutis in dictis molendinis, habeamus quandam mensuram que consueta est, et illa mensura scindatur et signetur a dicto castellano et sindicis.

11. Item, retinemus nobis domum fori et domum macelli.

12. Item, volumus, statuimus atque concedimus burgensibus dicte ville quod quilibet castellanus, quam cito in dicta castellania et villa factus fuerit castellanus, juret super sancta Dei evangelia, antequam utatur officio castellanie, coram dictis quatuor sindicis, se tenere, servare et facere servare a familia sua, pro viribus suis, interim dum erit castellanus, hanc supra dictam et infra scriptam franchesiam et singulos articulos ipsius.

13. Item, volumus, statuimus et concedimus, quod omnes homines habitantes et habitaturi in dicto burgo et villa Salanchie, immunes existant ab omni tallia, tenta, complenta, et omni alia exactione qualibet, et ab omni opere, servicio, corvata, carreagio, feno, paleaque, dare vel facere, dicti homines nullatenus teneantur.

14. Item, volumus et ordinamus, quod si aliquis de dicto burgo et villa, infra ipsam villam, seu infra terminos ipsius ville infra scriptos, cutellum, ensem, lapidem, vel alium gladium contra aliquem ipsius burgi et ville, causa offendendi vel injuriandi, extraxerit, levaverit vel

projecerit et illum non percuxerit, quindecim solidos pro banno, curie nostre solvat, et injuria passo emendetur ad cognitionem nostre curie, de consilio duorum vel trium sindicorum. Extraneus vero triginta solidos solvat pro tali excessu. Si vero aliquis de predicto burgo et villa contra aliquem extraneum hoc fecerit, pro banno solvat septem solidos. Si vero aliquis de predicto burgo seu villa, de predicto gladio aliquem dicti loci percuxerit, si vulnus letale non fecerit et membrum abscissum vel mutile factum non fuerit, pro banno solvat triginta solidos, in extraneo vero solvat quindecim solidos. Extraneus vero in tali casu solvat sexaginta solidos. Si autem membrum abscissum vel mutile fuerit factum, solvat pro banno decem libras, pro extraneo autem centum solidos. Extraneus vero pro tali excessu et commisso solvat pro banno viginti libras. Et in predictis omnibus et singulis, fiat emenda congrua dampnum et injuriam passo. Si vero vulnus letale fecerit aliquis infra dictos terminos, secundum leges et jura puniatur.

15. Item, si aliquis pugno, palma, seu pede, aliquem percuxerit et inde sanguinem effuderit, et faciem non deformaverit vel aliud deterius fecerit, dum tamen percussus non moriatur, solvat percutiens pro banno septem solidos. Si vero percussus inde moriatur secundum leges et jura puniatur. Si quis vero percutiat aliquem pugno, palma, seu pede, et inde sanguinem non effuderit, solvat pro banno quinque solidos. Et in omnibus predictis fiat emenda injuriam passo, ad cognitionem castellani et alicujus de quatuor sindicis.

16. Item, si aliquis vel aliqua pauper injuriam vel contumeliam dixerit vel fecerit alicui, pro quo bannum debeat et non sit solvendum, luat de corpore ad arbitrium dicti castellani et alicujus sindicorum.

17. Item statuimus, quod mulier committens bannum, non teneatur nisi ad medietatem banni.

18. Item statuimus, quod in villa et infra terminos infra scriptos nemo capiatur nisi fuerit latro, vel proditor, vel omicida, vel hereticus, vel ville seu domini malefactor, sine judicio et cause cognitione.

19. Item statuimus, quod quicunque per annum et diem usagia dicte ville fecerit, sit francus et omnem istam franchesiam et libertatem plene habeat.

20. Item volumus et concedimus, quod qui falsas mensuras et falsa pondera aut ulnam falsam habere repertus fuerit vini, olei, salis, panni, tele, cere et aliorum que venduntur ad minutum, solvat pro banno quindecim solidos. Si vero aliquis falsas mensuras habere scienter re-

pertus fuerit, cum quibus vendatur ad grossum, solvat pro banno sexaginta solidos. Si vero inveniatur habere duas mensuras aut ulnas, unam magnam ad quam emat et aliam parvam ad quam vendat, solvat pro banno sexaginta solidos.

21. Item, retinemus nobis quod possimus facere furnos, molendina, forum seu mercatum, ubicunque nobis placuerit infra villam et terminos infra scriptos.

22. Item, ordinamus et concedimus et permittimus bona fide omnes homines nostros et alienos nunc et in posterum ibidem habitantes et habitaturos, cum rebus et bonis eorumdem, ex quo tamen alieni fidelitatem et juramentum ville fecerint que quilibet facere tenetur, et per annum moram ibidem fecerint deffendere, manutenere et servare ab omnibus et contra omnes, et eos cum bonis et rebus suis in nostra recepimus garda, guidagio et conductu, tanquam nostros ligios et fideles.

23. Item volumus et concedimus, quod quicumque habitantium in dicta villa receperit, sive tempore pacis, sive tempore guerre, depositum, auctoritate propria possit reddere deponenti vel ejus mandato, sine quolibet impedimento quandocunque sibi placuerit.

24. Item statuimus et concedimus, quod si contingerit quod aliquis habitantium dicte ville ad alium locum, vel ad partes alias, se et sua transferre voluerit, nos ipsum cum bonis et rebus suis debemus guidare et salvare per posse nostrum, per unam diem et unam noctem.

25. Item, concedimus ipsis burgensibus nostris dicte ville, quod sine laude, consensu et requisitione nostra possint vendere res et possessiones infra terminos infra scriptos, dum tamen res transeat cum onere suo et inde habeamus duodecimum et tredecimum denarium.

26. Item statuimus et volumus, quod non possimus per nos vel per alium inquirere contra habitatorem aliquem dicte ville, sine consensu et presentia duorum vel trium dictorum sindicorum.

27. Item, quod si aliquis ibidem furtum fecerit aut furtum receptaverit, seu consilium vel auxilium in furando prebuerit, secundum leges puniatur. Si quis vero auctoritate propria pignoraverit, solvat pro banno quindecim solidos.

28. Item statuimus, quod nullus sua possessione privetur vel spolietur sine cause cognitione. Retinemus autem nobis teysias casalium dicte ville, pro qualibet quarum debemus percipere duos denarios.

29. Item, quilibet sutor burgensis debet nobis singulis annis, in festo beati Andree Apostoli, unum par sotularium, hoc salvo quod dictus sutor prius eligat et levet duo paria sotularium in manibus suis, de aliis levet noster nuncius illud par quod voluerit.

30. Item, retinemus nobis in dicta villa bannum vini annis singulis, mense maii, et quod dictum bannum non possimus augmentare, vel vinum nostrum carius vendere in dicto mense, nisi duos denarios in qualibet octava, plus quam communiter vendebatur mense precedenti, et quod vendemus vinum francum et sapidum, aliter quilibet alius possit vinum suum vendere sine pena ad tabernam. Durante vero banno, possit quilibet vendere vinum suum in grosso, et si, durante ipso banno, reperiretur quis vinum vendere in minuto, dum vendemus vinum francum et sapidum, solvat pro banno sexaginta solidos.

31. Item, predicto banno non durante, quilibet burgensis vendat vinum suum semper secundum magis vel minus quod sibi placuerit, alii non.

32. Item volumus, quod si quis tabernarius deprehensus fuerit minus legitime mensurare, propter hoc venditio vini non impediatur, nisi vinum esset ipsius mensurantis, quod remaneat domino. Et si tabernarius alterius, puniatur ad cognitionem castellani et alicujus predictorum sindicorum.

33. Item, si tabernarius imponat penam alicui sibi solvere nollenti vel tradere pignus antequam exeat de taberna, de his que expendit ibidem et habuit illa vice, et ipse inde exierit sine satisfactione facta, teneatur tabernario ad satisfactionem debiti et nobis pro banno ad duplum ipsius debiti.

34. Item retinemus nobis, quod quilibet vendens tabernam in dicta villa, solvat nobis semel in anno, pro tabernagio, dimidiam octavam vini tantum.

35. Item volumus et statuimus, quod quicunque carnes suynas in macello vendiderit pro porcinis, vel unas carnes pro alteris, solvat pro banno decem solidos. Qui vero carnes morticinas, vel morbosas, vel aliter vitiosas in ipsa villa vendiderit, solvat pro banno viginti solidos. Et quilibet macellarius teneatur per juramentum suum venditorem hujusmodi accusare. Et generaliter volumus, quod in ipsa villa non vendatur aliqua prava seu vitiosa numata pro bona, et si reperiatur, emendetur et puniatur ad cognitionem castellani et duorum vel trium sindicorum.

36. Item concedimus ipsis burgensibus, quod nullus in diebus fori extra portas ville et infra banna ipsius, aliquid emat quod ad forum apportetur, et qui taliter extra portam diebus fori quicquam emerit, solvat pro banno tres solidos et rem emptam amictat.

37. Item, si quis recedat de foro, qui aliquid de quo debeat leydam vendiderit et leydam deportaverit, solvat pro banno sexaginta solidos, nisi infra unam diem et noctem sequentem ipsam reddiderit.

38. Item statuimus, quod qui de die domum vicini sui in villa malitiose fregerit, solvat pro banno sexaginta solidos, si de nocte, decem libras, et si non est solvendo, aliter puniatur de corpore.

39. Item, si aliquis conjugatus repertus fuerit in ipsa villa in adulterio per nuntium nostrum et duos probos homines de villa simul, solvat pro banno sexaginta solidos. Si reperiatur in lecto nudus cum nuda, vel si per nuntium nostrum inhibitum fuerit viro vel mulieri coram duobus testibus ne cohabitent soli simul, et post inhibitionem reperiantur a nuntio nostro et duobus probis hominibus de villa soli in domo hostiis clausis, non conjugatus autem, pro tali commisso nihil solvat. Pro stupro vero et incestu, solvat pro banno sexaginta solidos.

40. Item, statuimus et volumus quod burgenses et jurati ville teneantur sequi nos et ire pro nobis in cavalcatam cum expensis suis propriis per duas dies et duas noctes, et ex tunc in anno teneamur eis providere in expensis.

41. Item, burgenses ipsius ville possint libere emere vel vendere domos suas et casalia quibuscunque voluerint, et a venditione debemus habere duodecim denarios pro qualibet domo vendita seu casali. Et si voluerimus infra quindecim dies, postquam nobis vel nuntio nostro fuerit venditio nuntiata, et non ultra, poterimus ipsam domum venditam seu casale pro eodem pretio rehemere.

42. Item, quilibet burgensis potest dare et legare domum suam seu casale cuicumque voluerit.

43. Item, si aliquis burgensis inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venierit et probaverit esse suam, burgensis suum pretium non amittat, sed illud solvat ille qui rem ipsam suam rehabere voluerit, antequam sibi reddatur.

44. Item volumus et statuimus, quod quilibet burgensis possit libere testari, codicillari, donare causa mortis, et ejus ultima voluntas firmiter observetur, exceptis usurariis manifestis quorum mobilia sunt in misericordia nostra, immobilia autem ad heredes suos proximiores remaneant.

Si vero burgensis intestatus decesserit sine liberis, vel nepotibus, vel aliis proximis usque ad quartum gradum, nos ei succedemus, et bona ipsius defuncti ponentur per castellanum nostrum in manu alicujus probi hominis burgensis, qui per consilium castellani et quatuor sindicorum emendet clamorem ipsius defuncti usque ad valorem bonorum ejusdem, et si aliquid residuum fuerit, ponatur in sustentatione pontium et viarum. Uxor vero superstes ipsius defuncti, dote et dotalicio quod ei datursecundum usum patrie, sit contenta.

45. Item, si aliquis peregrinus, extraneus, vel viator moriatur in ipsa villa, nos debemus per annum et diem bona facere custodiri per castellanum nostrum et unum vel duos de predictis sindicis, et si infra annum et diem venerit aliquis et probaverit bona ipsius defuncti ad se pertinere, restituantur bona ipsius defuncti, expensis factis in exequiis ejusdem primo deductis. Si vero infra predictum tempus nullus veniret, medietas dictorum bonorum sit nostra et alia medietas ponatur in sustentatione pontium et viarium ipsius ville.

46. Item volumus, quod tutele et cure a nobis et a nostris judicibus gratis concedantur et confirmentur, excepto sigillo et scriptura pro quibus, a tercentum libris infra, leventur decem solidi, et a tercentum libris supra, quantumcunque excedant, tantum modo viginti solidi.

47. Item statuimus, quod non possimus facere, metere, vel permittere infra terminos predictos ad opus equorum nostrorum vel aliorum animalium herbas pratorum, nec capere fena vel paleas, fructus arborum vel vinearum, vel camporum, sine voluntate spontanea ejus cujus erunt.

48. Statuimus et ordinamus, quod si animalia aliena bladum, ortum, vineam seu pratum, dum sunt ibi herbe vel fructus aliqui, intraverint et ibi reperta fuerint, solvatur bannum pro predictis animalibus ut sequitur, videlicet de die, pro bove, vacha, roncino seu roncina, pro quolibet duodecim denarios, pro porco et capra pro quolibet quatuor denarios, pro singulis ovibus obolum. De quibus omnibus percipit missilarius tertiam partem si ipsas bestias caperit, aut ille qui illas ceperit. De nocte vero si custodiantur bestie scienter in predictis dampnis, nobis solvantur pro banno sexaginta solidi, et missilarius, aut ille qui ipsas capiet, jus suum percipiat prout consuevit. Et si de die quis intraverit vineam, ortum, viridarium seu pratum alterius, occasione dampni dandi, solvat pro banno tres solidos, et de nocte vero sexaginta solidos, et de dampno dato a sic intrante et a bestiis seu animalibus supradictis, fiat emenda congrua dampni passi.

49. Item volumus, quod burgenses ipsius ville possint claudere propria auctoritate hostia domorum suarum quas locaverunt, nisi inquillini sibi satisfecerint de mercede seu pensione ipsarum, nec non res ipsorum inquillinorum infra domum eis locatam retinere pro predictis mercede seu pensione.

50. Item, si quis injuriam faciat alicui dicto vel facto, si de hoc querimonia deponatur, solvat pro banno sex denarios curie nostre qui culpabilis erit.

51. Item, si quis injuriam faciat alteri, ut supra eidem teneatur ad emendam.

52. Item, de causis que in ipsa villa vel mandamento ejus coram curia nostra contingerit ventilare, pro expensis ipsius cause, pro qualibet libra quantitatis vel extimationis rei petite, leventur duodecim denarii, et solvantur a condempnato. Et si causa per compensationem decisa fuerit, quilibet solvat medietatem, scilicet actor et reus. Ante vero litem contestatam, si causa ultra non processerit, de debitis vel aliis rebus sine libello concessis, sex denarii, pro qualibet libra quantitatis vel extimationis rei petite coram curia nostra, nobis tantummodo solvantur. Si coram castellano nostro, pro omni summa questionis solvantur sex denarii pro clama tantummodo. Tandem si aliquis de predictis pro diversis excessibus, quos pecunialiter duxerit nostra curia condempnandos, reperietur esse non solvendos, corporaliter vel aliter ad arbitrium ipsius curie condempnetur.

53. Item statuimus, quod patre vel matre, vel fratribus maritantibus filiam vel filias suas, ipse sint contente de dotibus sibi a patri vel matre vel fratribus assignatis vel assignandis, et nichil aliud possint petere in bonis paternis vel maternis, nisi quod pater vellet eis conferre in sua ultima voluntate.

54. Item, si pater habet unum filium, vel filias, vel filiam que non sint maritate et pater moritur intestatus, bona et res patris ad ipsos perveniant equis portionibus dividenda.

55. Item statuimus quod, quilibet faciens panem ad vendendum, possit lucrari tantum modo in qualibet octana tres denarios, deductis expensis et labore. Et si secus aliquid fecerit, panis ille per castellanum et aliquem de dictis sindicis mendicantibus erogeretur, facta prius extimatione dicti panis et lucri per ipsum castellanum et aliquem sindicorum.

56. Item statuimus, quod habitatores in dicta villa, ex quo fimos suos extruxerint a suis domibus, ipsos removeant infra octo dies de infra villam, alioquin solvant pro banno duodecim denarios.

57. Item, quicunque habebit fondere sepum, illud fondat extra villam, alioquin solvat pro banno duodecim denarios.

58. Item, stercora animalium excoriatorum ponentur extra villam vel infra domum cujus est animal, seu in loco non publico, alioquin excorians solvat pro banno sex denarios.

59. Item, istud nec non et totam ordinationem hostalagiorum seu recipientium hospites, et eisdem hospitibus vendentium in dicta villa, expeditionem, factionem viarum, carreriarum, platearum, fori ipsius ville et limitationem casalium et ortorum, atque publicorum locorum ejusdem, omnem declarationem, atque onera vel negotia, inquillini ipsius ville et omnes habentes domos intra dictam villam teneantur predicta que superius contenta sunt.

60. Item, receptionem sacramentorum eorum qui ipsam villam jurabunt de cetero et omnem declarationem hujus franchesie, si aliqua ambiguitas super ea vel in aliqua parte sui de cetero oriatur, ordinationi et industrie castellani nostri ipsius ville et quatuor sindicorum committimus et relinquimus, et quod possint omne aliud ordinare et executioni mandare pro nobis et nomine nostro quod emergerit de cetero in ipsa villa et intra terminos ipsius, ordinando et executioni mandando propterea que continentur in hac franchesia.

61. Retinemus autem nobis in dicta villa et infra terminos ipsius omne dominium et juridictionem, merum et mixtum imperium, cohertionem, banna et justicias, et quod possimus nobilibus atque clericis gratiam quam voluerimus semper facere pre ceteris habitantibus in ipsa villa, salva franchesia supradicta.

62. Item, quoque promittimus, ordinamus, donamus, concedimus, statuimus, retinemus atque relinquimus in eadem franchesia, illud omnino facimus non solum pro nobis et ad opus nostri, sed nomine et ad opus heredum et successorum nostrorum, in dicta villa et mandamento ipsius et nomine et ad opus dictorum burgensium et juratorum et heredum ac successorum suorum, et ea per juramentum nostrum promittimus ex nunc in antea attendere et servare.

63. Item statuimus et ordinamus, volumus et concedimus dictis burgensibus et juratis, quod ipsi, in vinis que ad tabernam venduntur infra terminos dicte ville, percipiant et levent de qualibet cabellata vini prout in litteris quas habent a Carissima Domina nostra domina Beatrice, domina Fucigniaci bone memorie, super predictis, et quod infra predictam villam et terminos, non possint vendere minutim vinum nisi jurati ipsius ville.

64. Item statuimus, quod possint claudere et custodire pascua sua seu partem ipsorum, si sibi placuerit, et fructus eorum vendere et admodiare a novem annis infra, sine laude et venta, et si ulterius, videlicet a novem annis superius, percipiamus laudes et ventas prout in aliis consuevimus percipere.

65. Item volumus, quod si contingebat dictum instrumentum aliquo casu violari vel deleri, vel sigillum ipsius frangi in toto vel in parte, quod possit rescribi, refici et resigillari.

66. Item, statuimus, ordinamus et volumus terminos dicte ville, videlicet a ponte Sancti Martini versus Salanchiam, et a magna quercu de Goleta versus Salanchiam. Item, a parte Megeve a dicta magna quercu subtus aquam putam, a parte castri a muro et a porta de mota versus Salanchiam, et a parte de Chissaco a salicibus versus Bellagardam a parte de Blanchevillaz et a fontibus dictis de Vullioso inferius pascuorum du Roset versus Salanchiam.

In quorum robur omnium et testimonium firmius sigilla nostra magnum et parvum presentibus apponi fecimus.

Datum et actum apud Salanchiam, presentibus testibus vocatis et rogatis, Domino Roberto Vagniardi, Domino Petro de Avalone, militibus, Ansermo Davidis canonico Gebennensi et pluribus aliis, die jovis post pentecostem, anno domini m°. ccc°. decimo.

Post Scriptum.

67. Item, statuimus, volumus et concedimus, quod nullus preterquam burgenses et jurati vendet tenens stallum minutim numatas infra villam Salanchie.

68. Item, volumus et concedimus, quod si Castellani Salanchie qui pro tempore fuerint non vellent guiare pascua et deffendere dictis burgensibus, quod dicti burgenses possint illos guiare et terminare ad cognitionem octo vel decem proborum hominum, videlicet electorum ad dicta pascua guianda et terminanda.

Datum et actum ut supra.

CLUSES.

1310 - 1432.

(Les chartes de la ville de Cluses ont été communiquées par M. Adrien Bonnefoy, notaire à Sallanches.)

I

1310, 4 Mai. — *Libertés, immunités et franchises accordées aux habitants de Cluses par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.*

In nomine Domini amen. Nos Hugo Dominus terre Fucigniaci notum facimus universis presentibus et futuris, quod nos, subditorum nostrorum commodum asserentes, pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis, damus, tradimus, concedimus et donamus, libere, bono velle, ex nunc in perpetuum, plenam libertatem, immunitatem et franchesiam omnibus hominibus nunc et in posterum habitantibus et habitaturis in Burgo nostro Clusarum et infra terminos ipsius ville inferius annotatos et Juratis ipsius Burgi et ville secundum quod inferius continetur.

1. In primo. Termina dicte ville statuimus ab aqua et cursu aque d'Anglenaz usque ad Areram citra versus Clusas. Item ab aqua et cursu aque de Chamberon citra versus Clusas usque ad dictam Areram. Item a summitate montis de Chevrens usque ad Porteyron citra versus Clusas. Item a villa et territorio du Rissel et a summitate nemorum forneriorum prout recte tendit usque in ratel seyna miozingium citra versus Clusas.

2. Item donamus et concedimus dictis Burgensibus nemora et burgerias que et quas olim tenuerunt et possiderunt infra terminos predictos.

3. Item volumus, quod habitatores dicte ville, de pascuis que infra terminos, salvo jure alterius, poterunt inveniri, uti voleant de cetero et eorum animalia pacifice et quiete.

4. Item volumus quod in crastino pentecostes, anno quolibet de cetero, a burgensibus qui tunc residentes fuerint in ipsa villa, seu a majori parte ipsorum, quatuor probi homines sindici eligantur. Quibus electis, Castellano presententur per Burgenses. Et si ipsa die non possunt fieri, alia die sequenti fiant, et sic deinceps donec eligantur, et presententur ut supra. Anno vero revoluto, si dicti sindici boni et necessarii dicte ville videantur ab ipsis burgensibus, confirmantur sindici anno consequenti et Castellano presententur. Si vero aliquis ipsorum sindicorum ab ipsis burgensibus non videatur bonus et necessarius ipse ville, dicto crastino pentecostes seu die sequenti, ab eisdem burgensibus removeatur, et alius loco eligatur ab ipsis burgensibus et Castellano presentetur. Qui sindici electi ab aliis burgensibus concordent per majorem partem ipsorum Burgensium, volumus quod levas facte et alia quecumque sua omnia negotia tangentia dictam villam et Juratos ipsius, nec non istam franchesiam, faciant, constituant et ordinent de consilio dicti Castellani, preterea que tangunt factum et personam ipsius Castellani vel sue familie, et quod cito fiant dicti sindici, coram burgensibus et electoribus eorumdem jurent super sancta Dei evangelia se dictum officium bene et fideliter procurare, et quamdiu sindici fuerint, exercere et ipsi procuratores seu executores dicti officii. Dum erint sindici, debent esse immunes a cavalcatis, levis et contemptis factis tempore officii sui.

5. De consilio vero dictorum quatuor sindicorum ponetur unus Porterius et unus Cridator vini ad consilium Castellani in villa predicta.

6. Qui Porterius juret coram ipsis sindicis et Castellano, se bene et fideliter facere et exercere officium porterie dicte ville, et si forte bene non se haberet in eodem officio, removeatur et alter subrogetur per dictos quatuor sindicos, de consilio Castellani.

7. Item et ipse Porterius debet custodire villam, portas fermare et ipsas custodire de die et de nocte tempore guerre.

8. Item debet officium suspensionis et mutilationis membrorum ad hec damnatorum exequi, et suspensorum robas habere.

9. Item debet ponere guetas et excubias, et qualibet nocte qua ponantur excubie, predicto tempore guerre, primum circuitum excubiis debet per villam facere et guetas semel in nocte, si necesse est, evigilare, et duos denarios pro labore suo pro una excubia percipere.

10. Item debet vadiare per villam ad mandatum sindicorum et Castellani, et stare mandato ipsorum, et pro officio ipsius porterie exercendo

debet Porterius percipere a quolibet Burgense vel morante in villa et in ea panem coquente, anno quolibet in vigilia nativitatis Domini, unam manetam panis vel unum denarium.

11. Item debet habere a quolibet Burgense faciente excoriare bovem vel vaccam, unum, vel plures semel in anno, caput unius bovis vel vacce cum lingua ejusdem capitis, vel quatuor denarios. Item debet habere de omni preda guerre Domini, intrantis ipsam villam, primum vel ultimum animal quod meluerit. Item debet habere a quolibet Jurato ville morante extra villam, unum quartum vel gerbam frumenti.

12. Item Cridator vini debet in villa vina cridare, et de qualibet cridatione vini, debet unum obolum habere. Et tam predictus Porterius quam Cridator vini, interim dum erunt in predicto officio, debent esse immunes ab omni calvacata, complenta, auxilio et leva que fient in dicta villa a dictis sindicis et Castellano, pro Domino vel pro ipsa villa, ratione ipsius ville.

13. Item ipsi ville ac burgensibus et juratis ejusdem, et aliis omnibus morantibus in eadem, assignamus, donamus et concedimus, ex nunc in perpetuum, forum tenendum et exercendum die lune cujuslibet septimane temporis ex nunc in antea venientis, et nundinas ibidem tenendas et exercendas anno quolibet de cetero in festo beati Luce evangeliste, durandas per tres dies continuos et completos. Quibus foris et nundinis ledam debemus percipere prout usque nunc consuetum est. Burgenses et Jurati dicte ville in dicta villa ad aliquam ledam non tenentur. De quolibet autem tenente scallum in domo vel platea fori die mercati vel nundinorum, unum denarium debemus tantum modo percipere pro quolibet scallo.

14. Item volumus et concedimus quod omnes venientes ad forum seu nundinas dicte ville sint salvi et securi, eundo, morando et redeundo, et ipsos cum rebus suis quas secum ducent vel portabunt per totam terram nostram in nostro recepimus salvo guidagio et conductione.

15. Item volumus et concedimus quod omnes vendentes et ementes die mercati vel nundinarum vendentur in domo fori, marcelli, granaterie, vel in aliis locis per Castellanum nostrum et quatuor sindicos ad hec vendende deputatos, alioquin quod vendetur extra a non burgensibus sit in misericordia nostra.

16. Item volumus quod vendentes et ementes in dicta villa utantur mensura bladi, vini, ulna pannorum et telarum, et ponderibus vendibilium in minuto et grosso, quo nunc utuntur et usi sunt temporibus

retroactis, et etiam in mandamento toto ejusdem ville. Et ipse mensure et ulne scindantur et signantur de cetero a Castellano et dictis sindicis dicte ville.

17. Item debemus percipere linguas bestiarum bovinarum interfectarum ad opus fori.

18. Item vadia que vendentur diebus fori vel nundinarum seu in crastino usque ad meridiem non admittentur usque ad octo dies.

19. Item furnos et molendinos habere volumus et retinemus in supradicta villa per terminos supradictos, itaque qualibet octana bladi habeamus et percipiamus duos denarios pro ipsa in furnis decoquenda. De bladis vero molutis in dictis molendinis habeamus quandam mensuram que consueta est, et illa mensura scindatur et signatur a dictis Castellano et sindicis.

20. Item retinemus nobis domum fori et domum marcelli.

21. Item volumus, statuimus atque concudimus dictis Burgensibus dicte ville, quod quilibet Castellanus, quam cito in dicta villa factus fuerit castellanus, juret super sancta Dei evangelia, antequam utatur officio castellanie, coram dictis quatuor sindicis, se tenere, servare et facere servare a familia sua pro viribus suis, interim dum erit Castellanus, hanc supra scriptam et infra scriptam franchesiam et singulos articulos ipsius.

22. Item volumus, statuimus et concedimus, quod omnes habitantes et habitaturi in dicto burgo et villa Clusarum, immunes existant ab omni talia, tenta et complenta, et omni alia exactione qualibet, et ab omni opere, servitio, carreagio, feno vel pallea, que dare vel facere dicti homines de cetero nullatenus teneantur.

23. Item volumus et ordinamus, quod si aliquis de dicto burgo et villa infra ipsam villam seu infra terminos ipsius ville supradictos, cultelum, ensem, lapidem vel alium gladium contra aliquem ipsius burgi et ville, causa offendendi vel injuriandi, extraxerit, levaverit et projecerit, et illum non percusserit, quindecim solidos pro bampno curie nostre solvat, et injuriam passo emendetur ad cognitionem curie nostre et consilio duorum vel trium sindicorum. Extraneus vero triginta solidos solvat pro tali excessu. Si vero aliquis de predicto burgo et villa contra aliquem extraneum hoc fecerit, pro bampno solvat septem solidos. Si vero aliquis de predicto burgo seu villa de predicto gladio aliquem dicti loci percusserit, si vulnus letale non fuerit et membrum abscissum vel inutile factum non fuerit, pro bampno solvat triginta solidos. De extraneo vero solvat

quindecim solidos. Extraneus vero, in tali casu, solvat sexaginta solidos. Si membrum abscissum vel inutile factum fuerit, solvat pro banno decem libras. Pro extraneo autem centum solidos. Extraneus vero pro tali excessu commisso, solvat pro banno viginti libras. Et in predictis omnibus et singulis fiat emenda congrua damnum et injuriam passo. Si vero vulnus letale fuerit, aliquis infra dictos terminos secundum leges et jura puniatur.

24. Item si quis pugno, palma, seu pede, aliquem percuxerit, et inde sanguinem efuderit et faciem non deformaverit, vel alias deterius fecerit, dum tamen percussus non moriatur, percutiens solvat pro banno septem solidos. Si vero percussus inde moriatur, secundum leges et jura puniatur. Si quis vero percutiat aliquem pugno, palma, seu pede, et inde sanguinem non efuderit, solvat pro banno quinque solidos. Et in omnibus predictis fiat emenda injuriam passo ad cognitionem Castelani et alicujus de quatuor sindicis.

25. Item si aliquis vel aliqua pauper injuriam vel contumeliam dixerit vel fecerit alicui, pro quo bannum debeat et non sit solvendus, sunt de corpore ad arbitrium dicti Castellani et alicujus sindicorum.

26. Item statuimus quod mulier committens bannum non teneatur nisi ad medietatem banni.

27. Item statuimus quod in ipsa villa et infra terminos supradictos, nemo capiatur nisi fuerit latro, vel proditor, vel homicida, vel hereticus, vel ville seu Domini malefactor, sine judicio et cause cognitione.

28. Item statuimus quod quicumque per annum et diem usagia dicte ville fecerit, sit francus et omnem istam franchesiam et libertatem plene habeat.

29. Item volumus et concedimus, quod qui falsas mensuras et falsa pondera aut ulnam falsam habere repertus fuerit, vini, olei, salis, panni, tele, cere, et aliorum que venduntur ad minutum, solvat pro banno quindecim solidos. Si vero aliquis falsas mensuras scienter habere repertus fuerit quibus vendatur ad grossum, solvat pro banno sexaginta solidos. Si vero inveniatur habere duas mensuras aut ulnas, unam magnam ad quam emat et aliam parvam ad quam vendat, solvat pro banno sexaginta solidos.

30. Item retinemus nobis quod possumus facere furnos, molendinos, forum, menatum, ubicumque nobis placuerit infra villam et terminos supradictos.

31. Item volumus et ordinamus, quod habitatores dicte ville seu

burgi teneantur ad sustentationem et refectionem curstinarum ipsius ville.

32. Item ordinamus, concedimus et commitimus bona fide omnes homines nostros et alienos nunc et in posterum ibidem habitantes et habitaturos, cum rebus et bonis eorumdem, ex quo tamen alicui fidelitatem juramentum ville fecerint, que quilibet facere tenentur, et ibidem per annum moram fecerint, defendere, manutenere et servare ab omnibus et contra omnes, et hos cum bonis et rebus suis in nostra accepimus guarda, guidagio et conductu, tanquam nostros ligios et fideles.

33. Item volumus et concedimus, quod quicumque habitantium in dicta villa receperit, sive tempore pacis, sive tempore guerre, depositum, auctoritate propria possit reddere deponenti vel ejus mandato, sine quolibet impedimento quocumque sibi placuerit.

34. Item statuimus et concedimus, quod si contigerit quod aliquis habitantium dicte ville ad alium locum vel partes alias se et sua transferre voluerit, nos ipsum cum bonis et rebus suis debemus guidare et servare per posse nostrum per unum diem et unam noctam.

35. Item concedimus ipsis nostris burgensibus dicte ville, quod sine laude, consensu et requisitione nostra possint emere res et possessiones infra terminos predictos, dum tamen res transeat cum onere suo et inde habeamus duodecimum et tres decimum denarium.

36. Item statuimus et volumus, quod non possimus per nos vel per alium inquirere contra aliquem habitantium dicte ville, sine consensu et presentia duorum vel trium dictorum sindicorum.

37. Item quod si aliquis ibidem furtum fecerit, aut furtum ibidem receptaverit, seu consilium vel auxilium in furando prebuerit, secundum leges puniatur. Si quis vero auctoritate propria pignoraverit, solvat pro banno quindecim solidos.

38. Item statuimus quod nullus sua possessione privetur vel spolietur sine cause cognitione. Retinemus autem nobis theysias casalium dicte ville, pro qualibet quarum debemus percipere duos denarios.

39. Item quilibet sutor burgensis debet nobis singulis annis in festo beati Andree unum par sotularium, hoc salvo quod dictus sutor prius eligat et levet duo paria sotularium in manibus suis. De aliis levet noster nuntius illud quod voluerit.

40. Item retinemus nobis in dicta villa bannum vini singulis annis mense majo, et quod dictum bannum non possimus augmentare, nec vinum nostrum carius vendere in predicto mense nisi duos denarios in

qualibet octana plus quam communiter vendebatur mense preterito, et quod vendamus vinum francum et sapidum. Aliter, quilibet possit vinum suum vendere sine pena ad tabernam. Durante vero banno, quilibet possit vendere vinum suum in grosso, et si, durante ipso banno, reperietur quis vinum vendere in minuto dum venderemus vinum francum et sapidum, solvat pro banno sexaginta solidos.

41. Item predicto banno non durante, quilibet Burgensis vendat vinum suum semper secundum magis et minus quod sibi placuerit, alii non.

42. Item volumus quod si quis tabernarius deprehensus fuerit minus legitime mensurare, propter hoc venditio vini non impediatur, nisi vinum esset ipsius mensurantis, quod remaneret Domino, et si tabernarius alterius, puniatur ad cognitionem Castellani et alicujus predictorum sindicorum.

43. Item si tabernarius imponat penam alicui sibi solvere nolenti, vel tradere pignus, antequam exeat de taberna, de his que expendit ibidem, et habuerit illa vice, et ipse inde exierit sine satisfactione facta, teneatur tabernario ad satisfactionem debiti et nobis pro banno duplum ipsius debiti.

44. Item retiuemus nobis quod quilibet vendens tabernam in dicta villa solvat nobis, semel in anno pro tabernagio, dimidiam octanam vini tantum.

45. Item volumus et statuimus quod quicunque carnes suinas in marcello vendiderit pro porcinis, vel unas carnes pro alteris, solvat pro banno decem solidos. Qui vero carnes morticinas vel morbosas, vel aliter vitiosas, in ipsa villa vendiderit, solvat viginti solidos. Et quilibet macelarius teneatur per juramentum suum venditorem hujusmodi accusare. Et generaliter volumus quod in ipsa villa non vendatur aliqua prava seu vitiosa nominata pro bona, et si reperiantur, amendentur et punientur ad cognitionem Castellani et duorum vel trium sindicorum.

46. Item concedimus ipsis burgensibus, quod nullus in diebus fori vel nundinarum, extra portas ville et infra banna illius, aliquis emat que ad forum vel nundinas aportantur, et qui taliter extra portam diebus fori et nundinarum quidquam emerit solvat pro banno tres solidos et rem emptam amittat.

47. Item si aliquis recedat de foro et nundinis qui aliquid de quo debet leydam vendiderit et leydam aportaverit, solvat pro banno sexaginta solidos, nisi infra unum diem et noctem sequentem ipsam rediderit.

48. Item statuimus quod qui de die domum vicini sui in villa mali-

ciose fregerit, solvat pro banno sexaginta solidos, et si de nocte, decem libras, et si non est solvendus, alias puniatur de corpore.

49. Item si aliquis conjugatus repertus fuerit in ipsa villa in adulterio per nuntium nostrum et duos probos homines de villa simul, solvat pro banno sexaginta solidos. Si reperiatur in lecto nudus cum nuda, et si per nuntium nostrum inhibitum fuerit viro vel mulieri coram duobus testibus ne cohabitent soli simul, et post inhibitionem reperiantur a nuntio nostro et duobus probis hominibus de villa soli in domo, hostiis clausis, non conjugatus autem, pro tali commisso nihil solvat, pro stupro vero et incestu, solvat pro banno sexaginta solidos.

50. Item statuimus et volumus quod Burgenses et Jurati ville tenentur sequi nos, et ire pro nobis in calvacatam cum expensis suis propriis per duos dies et duas noctes, et ex tunc in antea tenemur eis providere in expensis.

51. Item burgenses dicte ville libere possunt emere vel vendere domos suas et casalia quibuscumque voluerint, et a venditione debemus habere duodecimum denarium pro qualibet domo vendita seu casali. Et si voluerimus infra quindecim dies postquam nobis vel nuntio nostro fuerit venditio nuntiata, et non ultra, ipsam domum venditam seu casale pro eodem pretio poterimus reemere.

52. Item quilibet burgensis potest dare vel legare domum suam vel casale cuique voluerit.

53. Item si aliquis burgensis inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venerit et probaverit esse suam, Burgensis suum pretium non admittat, sed illud solvat ille qui rem suam habere voluerit, antequam sibi reddatur.

54. Item volumus et statuimus, quod quilibet burgensis possit libere testari, codicilare, donare causa mortis, et ejus ultima voluntas firmiter observetur, exceptis usurariis manifestis quorum mobilia sunt in misericordia nostra, immobilia autem ad heredes proximiores remaneantur. Si vero burgensis intestatus decesserit sine liberis vel nepotibus, vel aliis proximis usque ad quartum gradum, nos ei succederemus, et bona ipsius defuncti ponentur per Castellanum in manu probi hominis burgensis qui, per consilium Castellani loci et quatuor sindicorum, emendat clamores ipsius defuncti usque ad valorem ejusdem bonorum, et si aliquid residuum fuerit, ponatur in sustentatione pontis et viarum. Uxor vero superstes ipsius defuncti, dote et dotalitio quod ei datur secundum usum patrie, contenta sit.

55. Item si quis peregrinus vel viator moriatur in ipsa villa, nos debemus per annum et diem bona ipsius facere custodire per castellanum nostrum et unum vel duos de predictis sindicis, et si infra annum et diem venerit aliquis et probaverit bona ipsius defuncti ad se pertinere, restituantur, expensis factis in exequiis primo deductis. Si vero infra predictum tempus nullus venerit, medietas bonorum dictorum sit nostra et alia medietas ponatur in sustentatione pontis et viarum ipsius ville.

56. Item volumus quod tutele et cure a nobis et nostris Judicibus gratis concedantur et confirmentur, excepto sigillo et scriptura, pro quibus a trecentis libris infra, decem solidos, et a trecentis libris supra quantumcunque excedant, tantummodo viginti solidos.

57. Item statuimus quod non possumus facere, mitere vel permitere infra terminos predictos, ad opus equorum nostrorum vel aliorum animalium, herbas pratorum, nec capere fena vel paleas, fructus arborum vel vinearum, sine voluntate ejus spontanea cujus erant.

58. Item statuimus et ordinamus quod si animalia aliena bladum, hortum, vineam seu pratum, dum sunt ibi herbe vel fructus aliqua, intraverint, et ibi reperta fuerint, solvatur bannum pro predictis animalibus ut sequitur, videlicet de die, pro bove, vacca, roncino vel roncina, pro quolibet duodecim denarii, pro porco et capra pro quolibet quatuor denarii, pro singulis ovibus obolum. De quibus omnibus percipit missiliarius tertiam partem si ipsias bestias ceperit. De nocte vero, si custodiantur bestie scienter in predictis damnis, solvantur pro banno sexaginta solidi, et missiliarius jus suum percipiat prout consuevit. Et si de die quis intraverit vineam, hortum, vel viridarium seu pratum alterius, occasione damni dandi, solvat pro banno tres solidos, et de nocte vero sexaginta solidos, et de damno dato a sic intrante et a bestiis seu animalibus supradictis, emenda congrua damno passo.

59. Item volumus quod burgenses ipsius ville possunt claudere propria auctoritate hostia domorum suarum quas locaverint, nisi inquilini sibi satisfecerint de mercede seu pensione ipsarum, nec non res ipsorum inquilinorum infra domum eis locatam retinere pro predictis mercede seu pensione.

60. Item si quis injuriam faciat alteri dicto vel facto, si de hac querimonia deponatur, solvat pro clama sex denarios curie nostre qui culpabilis erit.

61. Item si quis injuriam faciat alteri ut supra, eidem teneatur ad emendam.

62. Item de causis que in ipsa villa vel mandamento ejus quorum curia nostra contingerit ventilare, pro expensis ipsius cause, pro qualibet libra quantitatis vel estimationis rei petite, leventur duodecim denarii et solventur a condemnato. Et si causa per compensationem decisa fuerit, quilibet solvat medietatem, scilicet actor et reus. Ante vero litem contestatam, si causa ultra non processerit, de debitis vel aliis rebus sine libello confessis, sex denarii, pro qualibet libra quantitatis vel estimationis rei petite coram curia nostra, nobis tantummodo solvantur. Si coram castellano nostro, pro omni summa questionis, solvantur sex denarii pro clama tantummodo sane. Si aliquis de predictis, quos pecunialiter pro diversis excessibus duxerit curia nostra condemnandos, reperientur esse non solvendos, corporaliter vel aliter ad arbitrium ipsius curie condemnentur.

63. Item statuimus, quod patre maritante filiam vel filias suas, ipse sint contenta de dotibus sibi a patribus assignatis vel assignandis, et nihil aliud petere possint in bonis paternis, nisi quod pater vellet eis dare et conferre in sua ultima voluntate.

64. Item si ipse pater habet unum filium, vel filiam, seu filias que non sint maritate, et pater moriatur intestatus, bona et res patris ad ipsos perveniant equis portionibus dividenda.

65. Item statuimus quod, quilibet faciens panem ad vendendum, possit lucrari tantummodo in qualibet octana tres denarios, deductis expensis et labore, et si quis secus aliquid fecerit, panis ille per Castellanum et aliquem de dictis sindicis mendicantibus erogetur, facta prius estimatione dicti panis et lucri per ipsum Castellanum et aliquem sindicorum.

66. Item statuimus quod habitatores in dicta villa qui fimos extraxerint a suis domibus, ipsos removeant infra octo dies de infra villam, alioquin solvantur pro banno duodecim denarii.

67. Item quicunque habebit fundere sepum, illud fundat extra villam, alioquin solvat pro banno duodecim denarios.

68. Item stercoria animalium excoriatorum ponantur extra villam, vel infra domum cujus est animal, seu in loco non publico, alioquin excorians solvat pro banno sex denarios.

69. Item istud nec non ad totam ordinationem hostalogiorum, seu recipientum hospita et eisdem hospitibus vendentium in dicta villa, expeditionem, factionem viarum, carreriarum, platearum fori ipsius ville, et limitationum casalium et hortorum, atque publicorum locorum ejusdem, omnem declarationem atque onera, negotia, inquilini ipsius ville, teneantur

pre ceteris, preterea que superius contenta sunt, receptionem sacramentorum eorum qui in ipsam villam jurabunt de cetero, et omnem declarationem hujus franchesie, si aliquis ambiguitas super ea, vel aliqua parte sui de cetero oriatur, ordinationi et industrie Castellani nostri ipsius ville et quatuor sindicorum, committimus et relinquimus. Et quod possint omne aliud ordinare et executioni mandare pro nobis et nomine nostro quod emergat de cetero in ipsa villa et infra terminos ipsius, et executioni mandare preterea que continentur in hac franchesia.

70. Retinemus nobis autem in dicta villa et terminos ipsius omne dominium et jurisdictionem, merum et mixtum imperium, cohertionem, banna et justicias, et quod possimus nobilibus atque clericis gratiam quam semper voluerimus semper facere pre ceteris habitantibus in ipsa villa, salva franchesia supradicta.

71. Item quidquid promitimus, ordinamus, donamus, cedimus, concedimus, statuimus, retinemus atque relinquimus in eadem franchesia, illud omnino facimus non solum pro nobis et ad opus nostri, sed nomine et ad opus heredum et successorum nostrorum in dicta villa et mandamento ipsius, et nomine et ad opus dictorum Burgensium et Juratorum, et heredum et successorum suorum, et ea per juramentum nostrum promittimus ex nunc in antea attendere firmiter et servare.

72. Item statuimus et concedimus, volumus et concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod ipsi, in vinis que ad tabernam venduntur infra terminos dicte ville, ex nunc in perpetuum percipient et levent, de qualibet cabellata vini, unum quarteronem vini, ad ponendum in communi pro exigentia ville et Juratorum persolvenda, et quod dicta leva solvatur in manu dictorum sindicorum vel eorum mandato, et quod singule metiete tabernariorum minuantur et decrescentur ex mensura qua soliti sunt vendere de dicto quarterone vini per totam cabellatam, ita quod infra villam et terminos dicte ville vendatur ad minorem mensuram quod alibi in castellania Castilionis de dicto quarterono vini. Intra dictam villam et terminos non possunt vendere in minutum nisi Jurati ipsius ville.

73. Item statuimus, quod cortices que fient infra mandamentum dicte castellanie Castilionis vendantur infra mandamentum, alioquin vendens extra solvat nobis pro banno tres solidos.

In quorum omnium testimonium ad robur firmius sigillum nostrum magnum et parvum presentibus aponi fecimus. Datum et actum apud Clusas in domo Stephani Pugini clerici nostri, testibus presentibus et

rogatis, videlicet domino Roberto Vuagnardi, domino Petro Davallon, militibus, Ansermodo David, canonico genevense, et pluribus aliis, quarto nonas Maii, anno a nativitate Domini milesimo tercentesimo decimo.

H

1329, 19 Août. — *Humbert Dauphin, seigneur de Faucigny, confirme aux habitants de Cluses leurs précédentes franchises, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Humbertus Dalphini, dominus Faucigniaci, notum facimus universis presentibus pariterque futuris, quod, nos ad instantiam et requisitionem Johannis Put, Martini Onires et Guillermeri Sasselli, sindicorum ville Clusarum, petentium et postulantium nomine, vice et ad opus sui et totius communitatis ville predicte, libertates et franchesias dudum concessas dictis Clusarum Burgensibus et Juratis per bone memorie carissimum patruum nostrum Dominum Hugonem Dalphinum dominum dicte terre quondam, laudamus, ratificamus, confirmamus et approbamus dictis nostris Burgensibus et Juratis, ut in dictis literis dicte eorum franchesie seriosius continetur.

1. Postquam volentes dictos Burgenses et Juratos nostros cum eorum potestatibus semper prosequi gratiose et ipsis gratiam ampliare, volumus, et dictis Burgensibus et Juratis nostris ville predicte Clusarum concedimus, quod omnes et singuli Burgenses et Jurati dicte ville, et omnes commorantes infra terminos et franchesiam dicte ville, in auxilio per dictos Burgenses factis et faciendis contribuere teneantur, prout per probos homines super hoc ordinandos fuerit ordinatum, exceptis legitimas exceptiones habentibus super hoc proponendis.

2. Item volumus et dictis nostris Burgensibus et Juratis concedimus, quod notarii inquestas facientes infra villam et terminos ville predicte, de inquestis per ipsos factis et faciendis condemnatis per Judicem nostrum, vel de illis de quibus fierent compositiones, non recuperentur nisi duodecim denarios pro libra, et de decem solidis sex denarios tantum, nec non notarii literas contractuum facientes exigere minime valeant aliquid pro literis, nisi de cognitione Judicis nostri mediante, si contrahentes non possent cum dictis notariis concordare, et de copiis

inquestarum et actorum causarum quarumcunque per partes requisitarum non possent dicti notarii aliquid exigere donec taxatum fuerit per Judicem nostrum.

3. Item volumus et dictis Burgensibus nostris concedimus, quod, si dicti nostri Burgenses et Jurati aliquid commiserint in terminando et viando bougerias ipsorum, quod in hoc in quo commiserint seu delinquerint, remittimus et quittamus, salvo jure partis lese, et de inquestis factis super hoc vel faciendis.

Promitentes bona fide nostra predicta omnia et singula supra scripta dictis nostris Burgensibus et Juratis atendere firmiter et servare, et in contrarium de cetero non venire. Mandantes et precipientes tenore presentium Ballivo, Judici, Castelano Castilionis et omnibus ceteris familiaribus nostris presentibus et futuris, quod dictam franchesiam Burgensibus et Juratis per nos concessam et confirmatam attendant firmiter et observent, et in contrarium venire de cetero non presumant, in quantum indignationem nostram perpetue voluerint evitare, quoniam volumus dictos nostros Burgenses et Juratos uno eodem modo perpetue equaliter uti franchesia supradicta.

Datum et actum Clusis, in camera nostra domus liberorum Stephani Pugini, cum appositione sigilli nostri in robur et testimonium omnium premissorum, die decima nona mensis Augusti, anno Domini milesimo tercentesimo vigesimo nono. Expeditum per nos de consilio Domini Francisci de Chesis militis, Domini Stephani de Rupho, et Bartholomei de Balma, jurisperitorum et consiliariorum nostrorum.

III

1347, 18 Janvier. — *Béatrix, fille de Humbert Dauphin et dame de Châtillon, confirme les précédentes franchises de Cluses, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Beatrix, filia inclite recordationis Domini Humberti Dalphini Viennensis, domina de Castillione, universis et singulis presentes literas nostras inspecturis salutem et rei geste notitiam, de presentibus fidem indubiam adherere, tunc subjectorum erga Dominos sincere Charitatis pullulat et crescit devotio, cum ipsi subditi Dominorum benevolis utilitatibus et prerogativis favoribus amplexantur, presertim cum ipsos sub-

ditos libertatem transferunt liberos et immunes reddunt et efficiunt in perpetue integri liberant servitutis quod inter alia humane nature commoda fore noscitur pretiosum, sane, nos probabiliter considerantes et atendentes carissimum Dominum et nepotem nostrum Dominum Humbertum Dalphinum Viennensem et predecessores non nullas libertates et immunitates, franchesias, dona, gratias et privilegia specialiter fidelibus nostris Burgensibus et Juratis et universitati seu communitati ville Clusarum, et universaliter et singulariter Comitatibus franchesiis Baronie Faucigniaci [1], ex certis, justis, legitimis et probabilibus causis, hactenus concessisse, nec non et atendentes etiam grata et largiflua dona et servitia nobis ab ipsis fidelibus nostris Burgensibus et Juratis hactenus facta et impensa, et quas quotidie facere et impendere non cessant, de quibus adhuc non fecerunt remunerationem aliquam;

Consecuti nolentes ex hoc servitio ingratitudinis reprehendi, sed afectantes eisdem Burgensibus et Juratis tanquam bene meritis grata vicissitudine respondere, et facere remunerationem aliquam de premissis, predictas libertates, immunitates, franchesias, dona, gratias et privilegia per dictum Humbertum Dalphinum et ejus predecessores concessas, ut dictum est, eisdem communitatibus laudamus, ratificamus, et etiam ampleamus, ratasque, gratas et firmas habuimus et habemus, et nihilominus exhabundare eas et ea ampliare volentes, predictis Burgensibus et Juratis dicte ville Clusarum et eorum posteritati per presentes gratiose concedimus alias libertates, immunitates, gratias et franchesias que secuntur:

1. Videlicet quod nullus presertim de dictis Burgensibus et Juratis dicte ville quacumque causa judiciali extrahi possit extra terram Faucigniaci, nec pro facto guerrarum extra Gebennense dyocesim, nisi pro statu dumtaxat Dalphinati.

2. Item quod non possit fieri inquisitio sine denunciante suam aut suorum injuriam prosequente, exceptis lese majestatis, proditionis, raptus mulieris, homicidii, membri mutilationis, falsitatis, falsi testimonii, latrocinii, furti, criminibus, vel atrocis verberationis exqua sequetur impotentia corporis aut membrorum.

3. Item quod, de rebus acquirendis infra limites franchesie Clusarum, exceptis domibus que in sua libertate semper remanent, teneantur ipsi

[1] Béatrix, fille du dauphin Humbert I, fait ici allusion à la confirmation générale de toutes les franchises faites le 1er septembre 1341 par Humbert II, pour tous ses Etats du Dauphiné et du Faucigny, avant la translation des dits Etats à la Couronne de France. — Voy. cet acte dans Valbonais, t. II, p. 435.

Burgenses et Jurati solvere duodecimum et tertium decimum denarium dumtaxat prout in donum franchesie continetur.

4. Item quod de cetero in perpetuum non possit procedi contra ipsos Burgenses et Juratos ad recognitiones aliqualiter faciendas, tum tamen per modum debitum recognoscant. Volentes etiam ipsos Burgenses et Juratos gratia prosequi ampliori, volumus et concedimus ipsis Burgensibus et Juratis, quod si temporibus retroactis aliter recognoverint quam teneantur, illa recognitio predictis Burgensibus et Juratis nullum aferat prejudicium, quoad commissionem rerum recognitarum aut aliam penam quamcunque incurrant; ita tamen quod ipsi Burgenses ex nunc debitam recognitionem facere teneantur more solito, prout predecessores eorum recognoscere consueverunt.

5. Item quod si contingeret aut contigerit, quamcunque personam cujusvis status, conditionis aut preeminentie existat, adversus nostras et alias libertates, immunitates et franchesias per prefatum Dominum Dalphinum et predecessores ejusdem, ut dictum est, concessas, in aliquo attemptare, aut aliter ipsis libertatibus, immunitatibus et franchesiis contra ire, seu in premissis impedimentum quodcunque de facto inferre, quod absit, talis contradictio facti, attemptatis quandocunque infacta vel illata, ex nunc ut ex tunc, ex tunc ut ex nunc, pro infactis penitus habeantur et nullius momenti sive vel valoris.

Illas autem libertates, immunitates, gratias et franchesias per nos et dominum Dalphinum et ejus predecessores predictos datas et concessas laudamus, ratificamus et aprobamus, et volumus habere perpetuam roboris firmitatem.

Promitentes bona fide nostra, pro nobis et nostris heredibus atque successoribus universis, premissa omnia et singula tenere et complere et inviolabiliter observare et nos contra ea de cetero non venire, nec dare causam, occasionem seu materiam in contrarium veniendi. Mandantes presentium tenore, nostris Judici, Castellano et sigillifero, ac omnibus et singulis aliis justicialiis et officialibus nostris, qui nunc sunt, et pro tempore futuro per nos fuerint instituti, ut ipsi, concessionibus dictarum libertatum, immunitatum, franchesiarum, donorum, gratiarum et privilegiorum per prefatum dominum Dalphinum ejusque progenitores et per nos factis, Burgensibus et Juratis prelibatis pareant eficaciter et correspondeant et faciant inviolabiliter observare. Et insuper volumus quod alter vestrum alterum non expectet.

In quorum omnium et singulorum premissorum testimonium, presentes

literas dictis Burgensibus et Juratis et eorum universitati dedimus et sigilli nostri cum signo nostro fecimus convenienter roborari.

Datum et actum apud Marcossay, presentibus nobilibus et discretis viris Dominis Vullielmo de Compesio Castellano nostro Castilionis, Petro de Boegio, militibus, Joanne Moteti judice majore terre Fucigniaci, Guillelmo Henrici judice nostro ibidem, et Vuyfredo Sadoti Castellano castri nostri Bone ville, die decima octava mensis Januarii, anno domini milesimo tercentesimo quadragesimo septimo.

IV

1397, 4 Février. — *Amédée VIII, comte de Savoie, ordonne aux syndics de Cluses de fortifier leur ville, et à tous les habitants du dit mandement de travailler à ces fortifications.*

Amedeus Comes Sabaudie, dilectis, fidelibus, nobilibus et universis nostris Sindicis, Burgensibus, et ceteris nostris incolis et Juratis ville nostre Clusarum, salutem et felices ad subscriptorum premotionem successus, que utilitatem et rempublicam prospiciunt et in consequentiam sunt trahende. Cum igitur illustris, laudabilis et inclitus memorie Dominus Amedeus Sabaudie Comes, dominus et avus noster carissimus, dum in humanis agebat, ad vos et villam nostram Clusarum, inter alias terre nostre Fucigniaci gerens singularem fiduciam et sinceram dilectionem, eamdem villam Clusarum per vos fortificari statuerit et per quoscumque Castellanie et mandamenti Castillionis et Clusarum vobis ad hec manus adjutrices interponere et juvare secundum cujuslibet facultatem, cum ibi habeant oportunis temporibus refugium singulare, vestra enim facultas multis aliis oneribus lacessita in complemento tanti operis sine ipsorum adjutoris suficeret nequiret, juxta formam per ipsum Dominum et avum nostrum carissimum quondam super fortificationibus villarum et locorum suorum Sabaudie factam, cujus ordinationibus, quas fructuosas cognoscimus, effectum mancipare cupimus, ut hostium quorumlibet violentorum incursibus, duris impetibus, et voluntariis cursibus et similibus, auxiliante Deo, possitis ebriare, dictamque villam nostram in melius propagare, et habitantes in ea tunc quiescere valeant, et alia incrementa suscipere liceat, sane hujusmodi in multis considerationibus et utilitatibus revolutis, vobis serie presentium litterarum impartimur,

et expresso precipimus et mandamus, quatenus muros vestre ville, sive fossalia, et omnia alia que vestre fortificationi prospiciunt, prout vobis utilius videbitur, faciatis facere. Et nos, ut dicta fortificatio operam recipiat eficacem, literis presentibus mandamus Castelano et cunctis officiariis nostre Castelanie predicte presentibus et futuris, et eorum loca tenentibus, quatenus omnes universos et singulos ecclesiasticos et singulares in dicta Castellania habitantes, nobis mediate et immediate subjectos, cujusvis gradus et conditionis existentes, in fortificatione hujus modi faciatis, excusatione qualibet ultrojecta, ipsosque et eorum quemlibet secundum cujuslibet facultatem, adhec cohereant viriliter et compellantur penarum impositionibus, pignorationibus, saisinis et modis aliis quibus libet, quibus fortioribus poteritis, omnibus exquisitis, nullo alio a nobis expectato mandato. Datum Burgi, die quarta mensis februarii, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo septimo, interdum presentibus nobilibus Oddoleto de Vilariis Gubernatore, Joanne de Conflens cancelario, Raimondo de Challens Marescalco, Joanne de Labardis, Amblardo Gervaisii, et Petro Andre Pugini secretario.

V

1432, 14 Février. — *Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Cluses, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Amedeus, Dux Sabaudie, Chablasii et Auguste princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium et Gebennensium, Valentinensisque et Diensis, universis modernis et posteris serie presentium fiat manifestum, quod, cum dilectus Commissarius et receptor extentarum nostrarum Castilionis et Clusarum Petrus Salanchie proponeret adversus dilectos fideles burgenses ville nostre Clusarum, ipsos auctoritate eorum temeraria plures externos qui ad ipsam villam trahere venerunt incolatum in Burgenses et Juratos ipsius ville recepisse, illosque libertatibus, franchesiis et immunitatibus ejusdem ville frui facere, nixos fuisse, et quod deterius est, eosdem burgenses, quam plura feuda tam mobilia quam francha ad aliqua annua onera non astricta hactenus aquisivisse, et adhuc possidere, licet ad illa deservienda censeantur incapaces, et ulterius tam super ipsis feudis nobilibus et franchis quam etiam censatis, amphiteotecariis, censitisque et talliabilibus quam plures annuas censas et

pensiones sine nostris laude et consensu imposuisse. Que omnia, pluribus rationibus et causis per ipsum commissarium seriosius deductis, censari debent irrita nobisque commissa et aperta, ac in illis utile dominium directo esse consolidatum. Ad que ipsi fideles nostri se opponebant, et asserebant eisdem licuisse predictos Juratos et Burgenses impune recipere, dictaque feuda tam nobilia quam francha tenere, ac tam super illis quam etiam censatis, emphyteotecariis, censitisque et talliabilibus, quascunque annuas censas et pensiones imponere, et hoc tam vigore libertatum per inclite recordationis illustres Delphinos Viennenses concessarum, ac per nos et nostros successive confirmatarum, quam etiam vigore remissionis et habilitationis generalis per preclare memorie inclitum Dominum et paternum avum nostrum eisdem fidelibus nostris concessarum, constantibus suis patentibus literis datis Ripalie, die penultima mensis Augusti, anno Domini milesimo tercentesimo septuagesimo septimo, et per Johannem Galliardi signatis, suplicando ut secum super his mite agere dignaremur, quorum suplicationi favore benevolo inclinati, visis prius et maturo discussio consilio libertatibus literisque et aliis huic inde propositis et objectis, nolentes, sicut non licet, adversus ipsos fideles nostros justicia macte procedere, nec juris strictum rigorem servare, sed potius ipsorum progenitorum nostrorum vestigia imitando, cum eidem solita mansuetudine peragere, ut quanto nostre munificentie presidio se noverint sincerius pertractos, tante fidelitatis obsequiis erga nos et nostros jugiter exhibeantur promptiores. Idcirco, his et aliis laudabilibus moti causis de respectibus, ex nostra certa scientia, pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis, ad postulationem, de que voluntate et consensu ipsorum Burgensium, ac citra quamvis aliarum suarum pretactarum franchesiarum derogationem, de et super omnibus premissis et singulis cum eisdem Burgensibus pro se et ipsorum posteritatibus, ad largitiones, concessiones et declarationes infrascriptas devenimus, illasque eisdem presentium serie literarum concedimus et largimur in hunc qui sequitur modum.

1. Imprimis quod, omnes et singuli infra ipsam villam commorantes qui hactenus franchesias ipsius ville nostre Clusarum juraverunt et per alios Burgenses pro Burgensibus et Juratis retenti fuerint, a modo in antea, possint et valeant impune et sine contradictione quacunque frui in omnibus et gaudere eisdem libertatibus et franchesiis et immunitatibus quibus ceteri Burgenses originarii ipsius ville gaudeant et gaudere debent, salvis semper super illis quibuscunque juribus nostris pariter et alienis,

quibus per presentes non intendimus derogare, et ulterius quod deinceps et in posterum liceat eisdem sindicis et burgensibus dicte ville nostre Clusarum, quoscunque in ipsa villa moram trahere volentes, quamdiu tamen in eadem villa sua fovebunt domicilia, in Juratos et Comburgenses recipere, qui, si quidem sic recipiendi, quamdiu ut prefertur sua fovebant domicilia, possint et valeant, prout ceteri Burgenses originarii dicte ville, eisdem libertatibus, franchesiis et immunitatibus in omnibus cumgaudere, etiam salvis semper quibuscunque juribus nostris, ac cujuslibet alterius ratione, quibus cujuslibet per presentes non intendimus in aliquo derogare.

2. Item quod liceat eisdem Burgensibus modernis et posteris, a modo in antea, quocumque justo titulo acquirere, tenereque, habere et possidere quecunque feuda tam nobilia quam franca, oneribus tamen annuis non adstricta, in mandamento Castellanie et ressorto Castilionis et Clusarum, etiam in toto territorio Aysie consistentia, sub tamen quibuscumque oneribus pariter et honoribus eisdem feudis tam de jure quam consuetudine incumbentibus, quoniam ipsos Burgenses modernos et posteros, et quemlibet eorumdem, ad ipsa feuda tam nobilia quam franca ut premititur acquirenda, tenendaque et possidenda, sub eorum honoribus et omnibus predictis, harum indulto literarum habilitamus, habilesque et capaces decernimus per presentes.

3. Item quod liceat eisdem Burgensibus modernis et posteris, ipsa feuda tam nobilia quam franca quibuscumque personis, ditioni tamen nostre submissis sub quibuscumque tributis annualibus, prout utilitati sue noverint expedire, perpetuo abergare, nobis tamen et nostris in talibus albergamentis solvendo laudimia in consimilibus feudis, dum per nobiles patrie abergaretur, solvi consueta, et ita quod talium tributorum directum dominium, cum suis solutis emolumentis, penes nos et nostros remaneat et consistere censeatur. Directum vero dominium cum suis solutis emolumentis rerum per ipsos Burgenses sic abergandarum, penes ipsius abergantes et suos remaneat et consistere censeatur.

4. Item quod liceat predictis Burgensibus et eorum successoribus burgensibus, super quibuscumque feudis censatis et aliis emphyteosibus nostris in dictis mandamento, castellaniaque et ressorto Castilionis et Clusarum consistentibus, que tamen ad echeutam ordinariam erga nos astricta, non censentim pretiis moderatis, quascunque censas et pensiones annuas, in quacumque rerum specie consistentes, imponere, acquirere, tenereque et habere, que tamen censa et pensiones annue quartam

partem valoris annui rei super qua imponentur, deductis omnibus pro ipsa re annuatim debitis, non excedant, et hoc pure, perpetue et sine aliqua reacheti concessione. Ita quod directum dominium, cum solitis emolumentis, tam dictarum rerum quam censarum seu pensionum super eisdem imponendarum, penes nos et nostros remanere inteligantur, sic quod in impositione et alia quacumque aquisitione ipsarum censarum et pensionum laudes et vendas nos et nostri percipiamus, etiam super rebus super quibus ipse cense et pensiones imponentur, quotiens illas in futurum contingerit alienari, videlicet ad rationem solitam rei vel pensionis que sic alienabitur, juxta verum pretium quod datum fuerit particulariter de eadem.

5. Item similiter liceat, eisdem Burgensibus, super ipsis feudis censatis et emphyteositibus ad echeutam ut supra non astrictis, imponere, aut alias justis et veris pretiis quascumque censas et pensiones aquirere et habere, usque ad aliam quartam partem valoris annui rerum earumdem, deductis ut premititur oneribus pro ipsis rebus annuatim debitis, que pensiones et cense similimodo, cum re super qua imponentur, a nobis et nostris moveantur, prout supra immediate de alia quarta parte expressum est. Hoc tamen adito et mediante, quod ipsa secunda pars hujusmodi censarum et pensionum perpetuo subjiciat reacheto, illo eodem vero pretio quo fuerint vendite, unacum laudibus et vendis propter hoc pro concurrente quantitate solutis, illasque omni tempore reemere possint quicumque rerum super quibus debentur possessores, et illas sic revendendas illorum emptorum efficaciter astringantur, et ita quod hujusmodi reachetorum perpetuorum concessiones aut censarum et pensionum que eidem reacheto suberunt impositione, ipsi burgenses et sui sub colore cujuscumque contractus usurarii, tam in vita quam post mortem, per nos et nostros nequaquam valeant inquietari, dummodo pretium ipsarum censarum et pensionum viginti pro uno non excedat, aut minori pretio quam sexdecim pro uno non reperiantur ipse cense et pensiones fuisse aquisite. Quoniam justis moti respectibus, pretia hujus modi censarum et pensionum summam viginti florenorum pro uno excedere, aut minus ex sex decem florenis etiam pro singulo inferiorare, et sic supra, et infra pro concurrente rata, per presentes prohibemus.

6. Item quod liceat eisdem Burgensibus modernis et posteris, super quibuscumque feudis censitis et talliabilibus a nobis moventibus, imponere, et justo pretio aquirere, habereque et percipere perpetue et sine reacheto quocumque, quascumque censas et pensiones annuas, medie-

tatem tamen valoris annui rei super qua imponentur, deductis oneribus annualiter pro illa supportandis, non excedentes. Ita tamen quod, tam ipse res quam cense et pensiones a nobis et nostris sub eisdem conditione censite et talliabiles, moveri censeantur, sic quod in ipsis rebus quotiescumque casus contingerit manum mortuam accipere consuevimus, sic quotiescumque ipsi Burgenses tales censas et pensiones annuas percipientes sine liberis naturalibus et legitimis, et ex eorum propriis corporibus ex legitimo matrimonio procreatis moriantur, echeutam ipsarum censarum et pensionum percipiamus, adeo quodquo ad hujus modi echeutam inter dictas res censitas et talliabiles, ad predictas censas et pensiones que super eisdem feudis censitis et talliabilibus imponitur, nulla differentia habeatur.

7. Item, ut ipsi burgenses et sui sub ditione nostra tranquilius vivere possint, ex nostra certa scientia et libera voluntate, omnes et singulas censas et pensiones annuas bladi, vini, pecunie et alterius rei cujuscumque, per eos a die date Laudinici generalis per prefatum illustrem Dominum et avum nostrum eisdem ut premititur concessi, usque in diem presentem, quomodolibet acquisitas super quibuscumque nostris feudis nobilibus, franchis, censitis, emphyteoticariis, censatisque et talliabilibus, etiam feuda tam nobilia quam francha, si qua per eos a dicto tempore citro fuerint acquisita, sive per sigilliferum Faucigniaci nostrum laudati fuerint, vel non, eisdem Burgensibus et suis, presentium serie litterarum, quantum nostra interest, laudamus et aprobamus. Ita tamen quod ipsi Burgenses et sui ipsa feuda nobilia et francha, dictasque censas et pensiones annuales omnes et singulas, a nobis et nostris teneant et tenere etiam de cetero reçognoscant, sub eisdemmet conditionibus, modisque et formis supra particulariter declaratis, singula singulis debite referendo, sic quodquo ad omnes conditiones supra declaratas inter ipsa feuda censasque et pensiones jam acquisitas et in posterum acquirendas, nulla prorsus diferentia habeatur. Et insuper volentes ipsos Burgenses nostros gratia tractare uberiori, eisdem Burgensibus et cuilibet ipsorum, prout eum tangitur, liberaliter remittimus omnem commissionem et echeutam, si que super ipsis feudis, censis et pensionibus jam aquisitis, nobis qualitercumque spectare possent a toto tempore preterito usque ad diem presentem.

Que premissa omnia, sic cum eisdem Burgensibus egimus pro et mediantibus quatercentum florenis parvi ponderis, per nos propterea ab eisdem habitis, manibus dilecti fidelis Michaelis de Ferro, thesaurarii

nostri Sabaudie generalis, qui de eis nobis legitime tenebitur computare, et ulterius mediantibus centum scutis auri in quibus per nostras patentes eisdem mutui causa tenebantur, quas literas nobis redidierunt cancelatas.

Mandantes propter ea Ballivo, Judici et procuratori Faucigniaci, dictoque Commissario, nec non Castelano Castilionis et Clusarum, ac ceteris Oficiariis nostris presentibus et futuris, ipsorumque loca tenentibus, et cuilibet eorumdem, quatenus hujusmodi concessionem, largitionem, declarationem, et alia in nostris presentibus literis contenta in omnibus suis clausulis et capitulis, singula singulis debite referendo, eisdem Burgensibus et suis predictis successoribus Burgensibus, a modo in antea teneant, atendant, tenerique, attendi, et per quoscumque inconcusse faciant observari, non obstantibus quibuscumque literis et mandatis forte in contrarium emanatis, quibusque ad hec derogamus per presentes. Et ulterius ipse Commissarius ipsas literas in extensis nostris dicti loci fideliter annotet et incorporet, et secundum illarum formam ab eisdem Burgensibus recognitione indificiliter recipiet quibuscumque impedimentis forte per eum premissorum ocasione in ipsis feudis, censis et pensionibus quomodolibet apositis, sublatis, que nos etiam tollimus per presentes.

Datum Thononii, die decima quarta februarii, anno Domini milesimo quatercentesimo trigesimo secundo, per Dominum, presentibus illustri primo ejus genito Ludovico de Sabaudia, comite Gebennensi, nec non Dominis P. preposito montis Jovis, P. de Belloforti canonico montis majoris, marescale Joanne Domino Choutagnie, Henrico de Columberio, Claudio de Saxo presidente computorum, Joanni de Compesio et Domino Coudree, Urbano Ceriserii, Francisco de Thomatis, Antonio de Diaconibus, R. de Monte vuagnardo magistro hospitii, et Petro de Menthone Ballivo Gebennense.

LULLIN.

(Copie communiq. par M. le marq. Léon Costa de Beauregard.)

8 Août 1310.

Libertés, franchises et immunités accordées aux habitants du château et du bourg de St-Oyen de Lullin, par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.

Nos Hugo Dalphinus, dominus terre faucigniaci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod subiectorum nostrorum et hominum commodum affectantes, habita plena deliberatione cum consiliariis nostris, pro nobis nostrisque successoribus universis, tam singularibus quam universalibus, damus, cedimus et concedimus ex nunc in perpetuum, libere, in feudum et in augmentationem feudi, plenam libertatem et immunitatem et franchesiam sine tributo irrationabili, omnibus hominibus utriusque sexus, cujuscumque conditionis existant, presentibus, recipientibus et stipulantibus pro se et eorum successoribus, nunc et in posterum habitantibus et habitaturis in castro nostro et burgo sancti Eugendi de Lullino, et mandamento eorumdem castri et burgi infra terminos infra scriptos, et etiam iuratis singulis ipsius castri et burgi, secundum quod inferius continetur.

1. In primis terminos dicti castri et burgi et ville statuimus a spina de . . . . . de valle, usque ad molendinum de Chereuta, et a dicta villa de Lullino usque ad fontem dou chouays et usque ad fontem dou galeyron.

2. Item, damus et concedimus dictis burgensibus et iuratis utriusque sexus, quod possint uti ex nunc in perpetuum de Jorys nostris in mandamento de Lullino, et de Bona, ad domificandum et affoagium, ita quod ipsam nunquam vel aliquam partem de cetero non possimus albergare, intendare, nec aliquo modo albergare propter quod amitterent in aliquo usum suum.

3. Item volumus quod habitantes dicte ville, de nemoribus, de pascuis nostris utantur de cetero, ita quod ipsi, nec eorum animalia in hoc conturbentur vel inquietentur.

4. Item volumus quod die martis post festum beati Bartholomei, quolibet anno de cetero, a burgo qui tamen residentes fuerint in ipsa

villa, quatuor probi homines sindici eligantur. Quibus electis, ipsi presententur Castellano pro burgensibus. Et si ipsa die non possent fieri, alia die sequenti fiant, et sic deinceps donec eligantur, et presententur ut supra. Anno vero resoluto, si dicti sindici utiles et necessarii dicte ville videantur, ab ipsis burgensibus confirmentur pro sequenti anno, et castellano presententur. Si vero aliquis ipsorum sindicorum ab ipsis burgensibus non videatur bonus et necessarius dicte ville, in festo predicto beati Bartholomei removeatur ab ipsis burgensibus, et alius loco ipsius eligatur et substituatur ab ipsis burgensibus, et castellano presentetur.

5. Qui sindici electi concorditer ab illis burgensibus, vel per maiorem partem ipsorum, volumus quod levas factas et faciendas et omnia quecumque sint et sunt negotia tangentia dictam villam et iuratos dicte ville, nec non et dominum, franchisiam faciant et constituant, recuperent et ordinent de consilio castellani, in iis que tangunt dominum solum. Et quam cito constituent dicti sindici eorum burgenses et fient electoribus eorumdem, iurent super sancta Dei Evangelia se dictum officium bene et fideliter procurare et exercere quamdiu erunt sindici, et ipsi pro onere seu executione dicti officii, dum erunt sindici, debeant esse immunes a cavalcatis, levis et collectis factis tempore officii sui.

6. De consilio vero dictorum quatuor sindicorum ponatur unus porterius et unus cridator vini in villa. Qui porterius iurabit coram ipsis sindicis et castellano bene et fideliter exercere et facere officium porterie dicte ville. Et si forte bene se non haberet dictus porterius, removeatur a dicto officio, et alius loco ipsius subrogetur per dictos quatuor sindicos de consilio castellani.

7. Item ipse porterius debeat custodire villam, portas fermare, et ipsas custodire de die, et nocte tempore guerre.

8. Item debeat officium suspensionis et mutilationis membrorum ad hoc damnatorum exercere et suspensorum robas habere.

9. Item debeat ponere gaytas, et excubias, et qualibet nocte qua ponentur excubie predicte, tempore guerre, primum circuitum debeat cum excubiis facere per villam, et gaytas semel in nocte, si necesse est, evigilare, et unum denarium pro labore suo pro una excubia percipere.

10. Item debeat vadiare per villam ad mandatum sindicorum et castellani et stare mandato ipsorum.

Et pro officio ipsius porterie exercendo debeat ipse porterius percipere a quolibet Burgense vel morante in villa, et in ea panem coquente,

anno quolibet in vigilia natalis Domini, unam manatam panis, vel unum denarium in quolibet festo predicto si dicti sindici hoc ordinaverint.

11. Item debeat de omni preda guerre donum quod maluerit primum vel ultimum animal.

12. Item cridator vini debeat in villa vina cridare et pro qualibet cridatione vini debeat unum obolum habere.

13. Item ipsis ville et burgensibus eiusdem utriusque sexus et omnibus morantibus in eadem assignamus, donamus et concedimus, ex nunc in perpetuum, forum ibidem tenendum et exercendum die martis cuiuslibet septimane, temporibus ex nunc in antea venientibus. Cui foro leydam debemus percipere in hunc modum, videlicet de bladis venditis die fori manatas legales ad quoddam cochlear ferri, ad hoc deputatum per castellanum et sindicos supradictos. Item de seracys, calcis, et vacherinis, debemus habere leydam, nisi forte levata fuerit in alpibus nostris per nuncios nostros de eisdem rebus. De bove et vacca venditis, pro quolibet, unum denarium. De equo, mulo et jumento venditis, pro quolibet, quatuor denarios. De asino seu asina, duos denarios. De porco a decem solidis inferius, de ove, mutone, capro seu hirco, obolum. De porco decem solidorum vel amplius, unum denarium. De vitulo, capreolo, vel agnulo qui vendentur duos solidos vel ultra, obolum. Si inferius, nihil. De pluribus animalibus venditis in simul pretio viginti solidorum, unum denarium. Si inferius, obolum. Si ultra viginti solidos usque ad centum solidos, pro qualibet libra, unum denarium. Si ultra centum solidos, pro qualibet libra, obolum. De hortaligiis, rapis, fructibus arborum, merceriis et omni fustalia operata vel non operata, et de omni indumento hominis vel mulieris facto vel operato, nihil pro leyda debemus percipere. De panis, telis, mercibus et de iis que in mercato venduntur ad pondus, quoniam qui stationem tenent ipsam tenentur solvere, aliam leydam non debent. De portantibus ad collem predicta vel consimilia et vendentibus extra domum fori a tribus solidis inferius, nihil pro leyda. A tribus solidis usque ad quinque solidos, obolum. A quinque superius, unum denarium.

14. Burgenses et jurati dicte ville ad aliquam leydam non teneantur. De quolibet autem tenente stallum in domo vel platea fori die mercati, unum denarium debemus tantum modo percipere pro quolibet stallo.

15. Item volumus et concedimus, quod eos venientes ad forum dicte ville sint salvi et securi eundo, morando et redeundo, et ipsos cum rebus

suis quas ducent secum, vel portabunt per totam terram nostram, in nostro recipimus salvo, guidagio et conductu.

16. Item volumus quod omnes vendentes et ementes in die mercati vendant in domo fori, macelli, granaterie, vel in aliis locis per castellanum nostrum et dictos quatuor sindicos ad hec vendenda deputatis, alioquin quod vendetur extra a non burgensibus sit in nostra misericordia.

17. Item volumus quod vendentes et ementes in dicta villa utantur mensura bladi consueta, que mensura scindatur et signetur a castellano et dictis sindicis.

18. Item volumus quod utantur ulna pannorum et pondere rerum vendibilium, in minuto et grosso, quibus usi sunt nunc.

19. Item quod intra mandamentum dicte ville utantur mensura vini qua usi sunt usque nunc.

20. Item volumus percipere linguas bestiarum bovinarum interfectarum ad opus macelli.

21. Item pignora que venduntur diebus fori, seu in crastino usque ad meridiem, non amittantur usque ad octo dies.

22. Item furnos et molendina habere volumus, et retinemus infra terminos supradictos.

23. Item quod, pro qualibet fornata panis, habeamus duos denarios libere, prout consuevimus apud Bonam, salvis sumptibus expensis fornarii et lignorum et decoctoris panis, ad que non tenemur. De bladis vero molutis in dictis molendinis, partem trigesimam, et illa mensura cum qua levabitur dicta trigesima pars, scindatur et signetur a dictis castellano et sindicis.

24. Item retinemus nobis domum fori et macelli.

25. Item volumus, statuimus et concedimus burgensibus dicte ville, quod quilibet castellanus et mistralis, quam cito in dicto castro et dicta villa factus fuerit, iuret super sancta Dei evangelia, antequam utatur officio castellanie, coram dictis quatuor sindicis, se tenere et servare et facere pro viribus suis, interim dum erit castellanus, hanc supradictam et infra scriptam franchesiam, et singulos articulos ipsius, et hoc iurent illi qui pro ipso officium castellanie exercebunt. Alias autem dicti burgenses et iurati ultra octo dies, eidem castellano et familie sue non teneantur obedire, vel illi qui loco eius exercebit.

26. Item volumus, statuimus et concedimus, quod omnes homines habitantes et habitaturi in dicta villa de Lullino et intra suprascriptos

terminos immunes existant ab omni talia, tenta, complenta, et ab omni alia exactione qualibet et ab omni opera . . . . . corvata, charreagio, feno, palea, que dare vel facere dicti homines de cetero ullatenus teneantur.

27. Item volumus, statuimus et ordinamus, quod si aliquis de dicta villa de Lullino, intra ipsam villam seu intra ipsius ville supradictos terminos, cultellum, ensem, lapidem vel alium gladium contra aliquem ipsius ville, causa offendendi vel iniuriandi, extraxerit, levaverit, vel projecerit, et illum non percusserit, quindecim solidos pro banno curie nostre solvat, et iniuriam passo emendet, ad cognitionem nostre curie, de consilio duorum vel trium sindicorum. Extraneus vero triginta solidos solvat pro tali excessu. Si vero aliquis de predicta villa contra aliquem extraneum hoc fecerit, pro banno solvat septem solidos. Si aliquis vero in dicta villa de ipso gladio percusserit aliquem, si vulnus lethale non fecerit, vel membrum accisum, vel inutile factum non fuerit, pro banno solvat triginta solidos. De extraneo vero solvat quindecim solidos. Extraneus vero in tali excessu solvat sexaginta solidos. Si autem membrum accisum vel inutile factum fuerit, solvat pro banno decem libras. Pro extraneo autem centum solidos. Extraneus vero pro tali excessu commisso solvat pro banno viginti libras. Et in predictis omnibus et singulis fiat emenda congrua damnum et iniuriam passo. Si vero aliquis intra dictos terminos vulnus lethale fecerit, secundum leges et iura puniatur.

28. Item si aliquis pugno, palma seu pede, aliquem percusserit et inde sanguinem effuderit et faciem non deformaverit, vel aliud deterius non fecerit, dum tamen percussus non moriatur, solvat percutiens pro banno septem solidos. Si vero percussus inde moriatur, secundum leges et iura puniatur. Si quis vero aliquem percutiat pugno, palma seu pede, et inde sanguinem non effuderit, solvat pro banno quinque solidos. Et in omnibus predictis fiat emenda congrua iniuriam passo, ad cognitionem castellani et alicuius de quatuor sindicis.

29. Item si aliquis vel aliqua pauper iniuriam vel contumeliam dixerit vel fecerit alicui, pro quo bannum debeat, et non sit solvendo, levat de corpore, ad arbitrium castellani et alicuius sindicorum.

30. Item statuimus, quod mulier committens bannum, non teneatur nisi ad medietatem banni.

31. Item statuimus, quod in villa et intra terminos supradictos nemo capiatur, nisi fuerit latro, proditor, vel homicida, vel hereticus, vel ville

seu domini malefactor, sine iudicio et cause cognitione, dum tamen cavere velit.

32. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis dicte ville quod, si contigerit aliquem nobilem vel innobilem extraneum iniuriari dictis burgensibus in terre intra terminos predictos, quod ipsi possint auctoritate propria si voluerint capere dictum iniuriantem, et detinere, et reddere curie, ita quod curia ipsum seu ipsos detineret quousque dicta iniuria sit emendata. Si forte ille se vindicaret, ipsi possint eum percutere sine aliqua pena erga dominum, dum tamen non ledatur.

33. Item volumus quod si dictus castellanus, vel eius nuncius, seu quicumque nuncius, faceret aliquam saysinam de rebus et bonis burgensium et iuratorum dicte ville, quod, prestita idonea cautione a dicto burgense vel iurato, ipse res desaysirentur.

34. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis, quod castellanus seu aliquis officialis noster non possit nec debeat res dictorum burgensium et iuratorum capere, seu capi facere, in domo dictorum burgensium et iuratorum vel extra, sine consensu et voluntate ipsorum burgensium et iuratorum.

35. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis dicte ville, quod dicti burgenses et sindici possint ordinare denarium Dei in perpetuum, ad refectionem pontium et viarum et etiam dicte ville.

36. Item, diem fori et locum fori, prout supra dicitur, in dicta villa observari volumus.

37. Item statuimus quod, quicumque per annum et diem usagia dicte ville fecerit, sit francus et omnia ista, franchisiam et libertatem plene habeat.

38. Item volumus quod, qui falsas mensuras, vel falsa pondera, aut ulnam falsam habere repertus fuerit, videlicet vini, olei, salis, panni, tele, cere et aliorum que venduntur in minutum, solvat pro banno quindecim solidos. Si vero alias falsas mensuras habere repertus fuerit scienter quum quibus venditur ad grossum, solvat pro banno sexaginta solidos. Si vero inveniatur habere duas mensuras aut ulnas, unam magnam ad quam emat et aliam parvam ad quam vendat, solvat pro banno sexaginta solidos.

39. Item ordinamus et concedimus et promittimus bona fide, omnes homines nostros et alienos, nunc et in posterum ibidem habitantes et habitaturos, cum bonis et rebus eorum, ex quo tamen alieni fidelitatem et iuramentum ville fecerint, quam quilibet tenetur facere, et per annum

ibidem moram fecerit, defendere, manutenere et servare ab omnibus et contra omnes, et eos cum bonis et rebus suis in nostra recepimus garda, guidagio et conductu, tanquam nostros ligios et fideles.

40. Item volumus et concedimus, quod quicumque habitantium in dicta villa receperit, sive tempore pacis, sive tempore guerre, depositum, auctoritate propria possit reddere deponenti vel ejus mandato, sine quolibet impedimento quandocunque sibi placuerit.

41. Item statuimus et concedimus, quod si contingerit quod aliquis habitantium dicte ville ad alium locum, vel ad partes alias, se et sua transferre voluerit, nos ipsum cum bonis et rebus suis debemus guidare et salvare per posse nostrum, per unam diem et unam noctem.

42. Item concedimus ipsis nostris burgensibus et iuratis dicte ville quod sine laude et consensu et requisitione nostra possint res et possessiones intra terminos predictos alienare seu vendere, dum tamen res transeat cum onere suo, et inde habeamus duodecimum et decimum tertium denarium.

43. Item statuimus et volumus, quod non possimus per nos vel per alium inquirere contra habitatorem aliquem dicte ville, sine consensu et presentia duorum vel trium dictorum sindicorum.

44. Item, quod si aliquis ibidem furtum fecerit aut furtum receptaverit, seu consilium vel auxilium in furando prebuerit, secundum leges puniatur. Si quis vero auctoritate propria pignoraverit, solvat pro banno quindecim solidos.

45. Item statuimus quod, si quis aliquem pignoraverit auctoritate propria, solvat pro banno quindecim solidos.

46. Item statuimus, quod nullus sua possessione privetur vel spolietur sine cause cognitione. Retinemus autem nobis teysias casalium dicte ville, pro qualibet quarum, debemus percipere duos denarios.

47. Item, quilibet sutor burgensis debet nobis singulis annis, in festo beati Andree Apostoli, unum par sotularium, hoc salvo quod dictus sutor prius eligat et levet duo paria sotularium in manibus suis, de aliis levet noster nuncius illud par quod voluerit.

48. Item, retinemus nobis in dicta villa bannum vini annis singulis, mense maii, et quod dictum bannum non possimus augmentare, vel vinum nostrum carius vendere in dicto mense, nisi duos denarios in qualibet octava, plus quam communiter vendebatur mense precedenti, et quod vendemus vinum francum et sapidum, aliter quilibet alius possit vinum suum vendere sine pena ad tabernam. Durante vero banno, possit

quilibet vendere vinum suum in grosso, et si, durante ipso banno, repe-riretur quis vinum vendere in minuto, dum vendemus vinum francum et sapidum, solvat pro banno sexaginta solidos.

49. Item, predicto banno non durante, quilibet burgensis vendat vinum suum semper secundum magis vel minus quod sibi placuerit, alii non.

50. Item volumus quod nullus possit vendere vinum suum ad minu-tum infra dictam villam, nisi sit burgensis vel iuratus, nisi de licentia vel duorum vel trium sindicorum.

51. Item volumus, quod si quis tabernarius deprehensus fuerit minus legitime mensurare, propter hoc venditio vini non impediatur, nisi vinum esset ipsius mensurantis, quod remaneat domino. Et si tabernarius alterius, puniatur ad cognitionem castellani et alicujus predictorum sindicorum.

52. Item, si tabernarius imponat penam alicui sibi solvere nollenti vel tradere pignus antequam exeat de taberna, de his que expendit ibidem et habuit illa vice, et ipse inde exierit sine satisfactione facta, teneatur tabernario ad satisfactionem debiti, et nobis pro banno ad duplum ipsius debiti.

53. Item retinemus nobis, quod quilibet vendens tabernam in dicta villa, solvat nobis semel in anno, pro tabernagio, dimidiam octavam vini tantum.

54. Item volumus et statuimus, quod quicunque carnes suynas in macello vendiderit pro porcinis, vel unas carnes pro alteris, solvat pro banno decem solidos. Qui vero carnes morticinas, vel morbosas, vel aliter vitiosas in ipsa villa vendiderit, solvat pro banno viginti solidos. Et quilibet macellarius teneatur per juramentum suum venditorem hujus-modi accusare. Et generaliter volumus, quod in ipsa villa non vendatur aliqua prava seu vitiosa numata pro bona, et si reperiatur, emendetur et puniatur ad cognitionem castellani et duorum vel trium sindicorum.

55. Item concedimus ipsis burgensibus, quod nullus in diebus fori extra portas ville et infra banna ipsius, aliquid emat quod ad forum apportetur, et qui taliter extra portam diebus fori quicquam emerit, solvat pro banno tres solidos et rem emptam amittat.

56. Item, si quis recedat de foro, qui aliquid de quo debeat leydam vendiderit et leydam deportaverit, solvat pro banno sexaginta solidos, nisi infra unam diem et noctem sequentem ipsam reddiderit.

57. Item statuimus, quod qui de die domum vicini sui in villa mali-

tiose fregerit, solvat pro banno sexaginta solidos, si de nocte, decem libras, et si non est solvendo, aliter puniatur de corpore.

58. Item, si aliquis conjugatus repertus fuerit in ipsa villa in adulterio per nuntium nostrum et duos probos homines de villa simul, solvat pro banno sexaginta solidos. Si reperiatur in lecto nudus cum nuda, vel si per nuntium nostrum inhibitum fuerit viro vel mulieri coram duobus testibus ne cohabitent soli simul, et post inhibitionem reperiantur a nuntio nostro et duobus probis hominibus de villa soli in domo, hostiis clausis, non conjugatus autem, pro tali commisso nihil solvat. Pro stupro vero et incestu, solvat pro banno sexaginta solidos.

59. Item statuimus et volumus, quod burgenses et iurati dicte ville teneantur sequi nos et ire pro nobis in caualcatam, cum expensis suis propriis, per unam diem et unam noctem, ex inde in antea teneamur eis prouidere in expensis, post requisitionem ab ipsis nobis factam, vel gentibus nostris qui preessent in dicta caualcata pro nobis.

60. Item, burgenses et iurati ipsius ville libere possint emere vel vendere domos suas et casalia sua quibuscumque voluerint, et a venditore debemus habere unam octavam vini pro qualibet domo vel casali, et si volumus per quindecim dies, postquam nobis vel nuntio nostro fuerit venditio nuntiata, et non ultra, poterimus ipsam domum venditam seu casale pro eodem pretio rehemere.

61. Item, quilibet burgensis potest dare et legare domum suam seu casale cuicumque voluerit.

62. Item, si aliquis burgensis inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venerit et probaverit esse suam, burgensis suum pretium non amittat, sed illud solvat ille qui rem ipsam suam rehabere voluerit, antequam sibi reddatur.

63. Item volumus et statuimus, quod quilibet burgensis possit libere testari, codicillari, donare causa mortis, et ejus ultima voluntas firmiter observetur, exceptis usurariis manifestis quorum mobilia sunt in misericordia nostra, immobilia autem ad heredes suos proximiores remaneant. Si vero burgensis intestatus decesserit sine liberis, vel nepotibus, vel aliis proximis usque ad quartum gradum, nos ei succedemus, et bona ipsius defuncti ponentur per castellanum nostrum in manu alicujus probi hominis burgensis, qui per consilium castellani et quatuor sindicorum emendet clamorem ipsius defuncti usque ad valorem bonorum ejusdem, et si aliquid residuum fuerit, ponatur in sustentatione pontium et viarum.

Uxor vero superstes ipsius defuncti, dote et dotalicio quod ei datur secundum usum patrie, sit contenta.

64. Item, si aliquis peregrinus, extraneus, vel viator moriatur in ipsa villa, nos debemus per annum et diem bona facere custodiri per castellanum nostrum et unum vel duos de predictis sindicis, et si infra annum et diem venerit aliquis et probaverit bona ipsius defuncti ad se pertinere, restituantur bona ipsius defuncti, expensis factis in exequiis ejusdem primo deductis. Si vero infra predictum tempus nullus veniret, medietas dictorum bonorum sit nostra et alia medietas ponatur in sustentatione pontium et viarium ipsius ville.

65 Item volumus, quod tutele et cure a nobis et a nostris judicibus gratis concedantur et confirmentur, excepto sigillo et scriptura pro quibus, a tercentum libris infra, leventur decem solidi, et a tercentum libris supra, quantumcunque excedant, tantum modo viginti solidi.

66. Item statuimus, quod non possimus facere metere, vel permittere infra terminos predictos ad opus equorum nostrorum vel aliorum animalium herbas pratorum, nec capere fena vel paleas, fructus arborum vel vinearum, vel camporum, sine voluntate spontanea ejus cujus erunt.

67. Statuimus et ordinamus, quod si animalia aliena bladum, ortum. vineam seu pratum, dum sunt ibi herbe vel fructus aliqui, intraverint et ibi reperta fuerint, solvatur bannum pro predictis animalibus ut sequitur, videlicet de die, pro bove, vacha, roncino seu roncina, pro quolibet duodecim denarios, pro porco et capra pro quolibet quatuor denarios, pro singulis ovibus obolum. De quibus omnibus percipit missilarius tertiam partem si ipsas bestias caperit, aut ille qui illas ceperit. De nocte vero, si custodiantur bestie scienter in predictis dampnis, nobis solvantur pro banno sexaginta solidi, et missilarius, aut ille qui ipsas capiet, jus suum percipiat prout consuevit. Et si de die quis intraverit vineam, ortum, viridarium seu pratum alterius, occasione dampni dandi, solvat pro banno tres solidos, et de nocte vero sexaginta solidos, et de dampno dato a sic intrante et a bestiis seu animalibus supradictis, fiat emenda congrua dampni passi.

68. Item de causis quas in ipsa villa vel mandamento eius coram curia nostra contigerit ventilari, pro expensis ipsius cause, pro qualibet libra quantitatis vel extimationis rei petite, leventur duodecim denarii, et solvantur a condempnato. Et si causa per compensationem decisa fuerit, quilibet solvat medietatem, scilicet actor et reus. Ante vero litem contestatam, si causa ultra non processerit, de debitis vel aliis rebus sine

libello concessis, sex denarii, pro qualibet libra quantitatis vel extimationis rei petite coram curia nostra, nobis tantummodo solvantur. Si coram castellano nostro, pro omni summa questionis solvantur sex denarii pro clama tantummodo. Tandem si aliquis de predictis pro diversis excessibus, quos pecunialiter duxerit nostra curia condempnandos, reperietur esse non solvendos, corporaliter vel aliter ad arbitrium ipsius curie condempnetur.

69. Item statuimus, quod patre vel matre, vel fratribus maritantibus filiam vel filias suas, ipse sint contente de dotibus sibi a patri vel matre vel fratribus assignatis vel assignandis, et nichil aliud possint petere in bonis paternis vel maternis, nisi quod pater vellet eis conferre in sua ultima voluntate.

70. Item, si pater habet unum filium, vel filias, vel filiam que non sint maritate, et pater moritur intestatus, bona et res patris ad ipsos perveniant equis portionibus dividenda.

71. Item statuimus quod, quilibet faciens panem ad vendendum, possit lucrari tantum modo in qualibet octana tres denarios, deductis expensis et labore. Et si secus aliquid fecerit, panis ille per castellanum et aliquem de dictis sindicis, mendicantibus erogetur, facta prius extimatione dicti panis et lucri per ipsum castellanum et aliquem sindicorum.

72. Item statuimus quod bestie bouine possint excoriari intra villam, dum tamen excorians ipsas seu alias bestias non ponat stercora in publico vel vico, sed extra villam, vel in domo sua, alioquin soluat pro banno duodecim solidos.

73. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis, quod ipsi possint libere emere miniatas quascumque per totam terram nostram et portare apud Lullin, et ita quod nullus possit adhoc ipsos prohibere.

74. Item statuimus et concedimus dictis burgensibus et iuratis quod nullus possit vendere intra dictam villam, videlicet panem, vinum, et caseum, et ferrum, nisi fuerit burgensis vel iuratus.

75. Item volumus et tenemur claudere dictam villam seu burgum in principio confectionis ipsius follatis et muro, et ex tunc habitatores dicte ville seu burgi teneantur ad sustentationem et refectionem ipsius clausure.

76. Item concedimus nobilibus habitantibus in dicta villa quod non teneantur soluere gaytam et debemus eis prouidere in expensis dum erunt in caualcata sicut aliis nobilibus terre nostre.

77. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis, quod de quolibet

Uxor vero superstes ipsius defuncti, dote et dotalicio ... cundum usum patrie, sit contenta.

64. Item, si aliquis peregrinus, extraneus, vel ... villa, nos debemus per annum et diem bona face... lanum nostrum et unum vel duos de predictis ... et diem venerit aliquis et probaverit bona ips... restituantur bona ipsius defuncti, expens... primo deductis. Si vero infra predictum ... dictorum bonorum sit nostra et alia ... pontium et viarium ipsius ville.

65 Item volumus, quod tutele ... gratis concedantur et confirmentu... a tercentum libris infra, leve... supra, quantumcunque exced... ...orum com-

66. Item statuimus, quo... ...possint omne illud infra terminos predictos a... ...mine nostro quod emer-lium herbas pratorum, ..., ordinando, et executioni man-vinearum, vel campor... ...uchesia.

67. Statuimus et ... burgensibus et iuratis, quod ipsi possint vineam seu pratu... ...am et ea que in ipsa continentur sine pena. ibi reperta fueri... quod aliquis faceret eis aliquam iniuriam intra videlicet de di... ...berando vel pugnando ipsos, quod ipsi possint aucto-decim denari... aliqua pena, pignorare iniuriantes eisdem burgensibus et singulis ov... partem si...

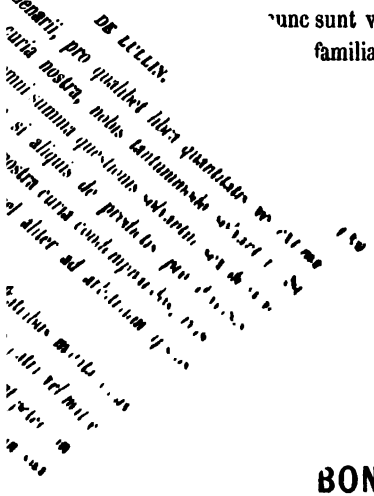
...nemus autem nobis, in dicta villa et intra terminos ipsius, custodi... ...dominium, juridictionem, merum et mixtum imperium, coertio-banno... ...bannа, justicias. per... vi... 68. Item quidquid permittimus, promittimus, donamus, cedimus, con-cedimus, retinemus, statuimus atque relinquimus in eadem franchisia, illud omnino facimus non solum pro nobis qui ad presens sumus maior vigiati annis, et ad opus nostri, sed nomine et ad opus heredum ac successorum nostrorum, titulo uniuersali vel singulari, et ex ipsorum causa, tam in dicta villa et mandamento ipsius.

Et hec omnia supradicta et singula, per iuramentum nostrum a nobis supra sancta Dei Euangelia corporaliter prestitum, promittimus per stipulationem ipsis burgensibus et iuratis ex nunc in antea attendere, firmiter obseruare, et instrumentum facientes fieri hoc pactum ville et astringentes nos adhoc et ipsam villam, ipsis burgensibus et iuratis. Mandantes

…resentium omnibus officialibus nostris, vassalibus,
…unc sunt vel qui pro tempore fuerint, quatenus
familiares, faciant omnia predicta firmiter

…us Hugo, dominus terre fucigniaci,
…nacum sigillo carissime socie
…onenda, in robur et testi-

…ssumptionis Beate



BONNE.

…nq. *par M. le marquis Léon Costa de Beauregard.)*

14 Août 1310.

Libertés, franchises et immunités accordées aux habitants du château et du bourg de Bonne, par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, et Marie-Catherine de Savoie, sa femme.

Nos Hugo Dalphinus, dominus Fucigniaci, subjectorum nostrorum et hominum commodum affectantes, habita plena deliberatione cum consiliaris nostris, pro nobis nostrisque successoribus universis tam singularibus quam universalibus, damus, cedimus et concedimus, ex nunc in perpetuum, libere, in feudum et in augmentum feudi, plenam libertatem et immunitatem et franchesiam, sine tributo irrationabili, omnibus hominibus utriusque sexus, cujuscunque conditionis existant, presentibus, recipientibus et stipulantibus pro se et eorum successoribus, nunc et in posterum habitantibus et habitaturis in castro nostro et burgo Bone et mandamento eorum castri et burgi infra terminos infra scriptos et etiam juratis singulis ipsius castri et burgi, secundum quod inferius continetur.

1. In primis, terminos dicti castri seu burgi et ville statuimus a Nanto de Aery usque ad dictam villam de Bona, a parte superiori usque ad viam per

sextario vini vendito in dicta villa et intra terminos predictos capiant unum quaredunum vini ad opus communitatis dicte ville, et parue mensure de tanto minuentur.

78. Item, istud nec non et totam ordinationem hostalagiorum seu recipientium hospites, et eisdem hospitibus vendentium in dicta villa, expeditionem, factionem viarum, carreriarum, platearum fori ipsius ville et limitationem casalium et hortorum atque publicorum locorum eiusdem, et omnem declarationem, atque onera vel negotia inquillini ipsius ville, et omnes habentes domos intra dictam villam teneantur predicta que superius contenta sunt.

79. Item, receptionem juramentorum eorum qui ipsam villam jurabunt de cetero et omnem declarationem huius franchesie, si aliqua ambiguitas forte in ea vel in aliqua sui parte de cetero oriatur, ordinationi et industrie castellani nostri ipsius ville et dictorum quatuor sindicorum committimus, relinquimus atque concedimus, et quod possint omne illud ordinare et executioni mandare pro nobis et nomine nostro quod emergerit in ipsa villa et intra terminos ipsius, ordinando, et executioni mandando predicta que continentur in franchesia.

80. Item concedimus dictis burgensibus et iuratis, quod ipsi possint manutenere dictam franchesiam et ea que in ipsa continentur sine pena. Et si forte contingeret quod aliquis faceret eis aliquam iniuriam intra dictos terminos, verberando vel pugnando ipsos, quod ipsi possint auctoritate sua, sine aliqua pena, pignorare iniuriantes eisdem burgensibus et iuratis.

81. Retinemus autem nobis, in dicta villa et intra terminos ipsius, omne dominium, juridictionem, merum et mixtum imperium, coertionem, banna, justicias.

82. Item quidquid permittimus, promittimus, donamus, cedimus, concedimus, retinemus, statuimus atque relinquimus in eadem franchisia, illud omnino facimus non solum pro nobis qui ad presens sumus maior viginti annis, et ad opus nostri, sed nomine et ad opus heredum ac successorum nostrorum, titulo uniuersali vel singulari, et ex ipsorum causa, tam in dicta villa et mandamento ipsius.

Et hec omnia supradicta et singula, per iuramentum nostrum a nobis supra sancta Dei Euangelia corporaliter prestitum, promittimus per stipulationem ipsis burgensibus et iuratis ex nunc in antea attendere, firmiter obseruare, et instrumentum facientes fieri hoc pactum ville et astringentes nos adhoc et ipsam villam, ipsis burgensibus et iuratis. Mandantes

et precipientes tenore presentium omnibus officialibus nostris, vassalibus, Judicibus, Castellanis qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, quatenus ipsi, tam per se quam eorum familiares, faciant omnia predicta firmiter observari.

In cuius rei testimonium nos prefatus Hugo, dominus terre fucigniaci, sigillum nostrum grossum et paruum, unacum sigillo carissime socie nostre domine Marie, presentibus duximus apponenda, in robur et testimonium veritatis.

Actum apud Marcossey, die Sabbati ante festum assumptionis Beate virginis, anno Domini millesimo tercentesimo decimo.

BONNE.

(Copie communiq. par M. le marquis Léon Costa de Beauregard.)

14 Août 1310.

Libertés, franchises et immunités accordées aux habitants du château et du bourg de Bonne, par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, et Marie-Catherine de Savoie, sa femme.

Nos Hugo Dalphinus, dominus Fucigniaci, subjectorum nostrorum et hominum commodum affectantes, habita plena deliberatione cum consiliaris nostris, pro nobis nostrisque successoribus universis tam singularibus quam universalibus, damus, cedimus et concedimus, ex nunc in perpetuum, libere, in feudum et in augmentum feudi, plenam libertatem et immunitatem et franchesiam, sine tributo irrationabili, omnibus hominibus utriusque sexus, cujuscunque conditionis existant, presentibus, recipientibus et stipulantibus pro se et eorum successoribus, nunc et in posterum habitantibus et habitaturis in castro nostro et burgo Bone et mandamento eorum castri et burgi infra terminos infra scriptos et etiam juratis singulis ipsius castri et burgi, secundum quod inferius continetur.

1. In primis, terminos dicti castri seu burgi et ville statuimus a Nanto de Aery usque ad dictam villam de Bona, a parte superiori usque ad viam per

quam itur a ponte de Vaux versus Jufflier, et a parte australi a pendentibus supra Menogiam usque ad villam de Bona, et a parte boreo usque ad nigram combam descendentem per de subtus Millier usque ad Nantum de Aery.

2. Item damus et concedimus dictis burgensibus utriusque sexus, quod possint uti ex nunc in perpetuum de Joriis nostris, videlicet de la Glapaz et de Carementrant, infra mandamentum de Bona et de Lullin, ad edificandum domos suas, et specialiter damus et concedimus eis montem supra Planey, prout Catharina, domina nostra, quondam dedit eis dictum montem, prout in litteris inde confectis continetur, salvo jure alterius, ita quod dictum montem, vel aliquam partem de cetero non possemus albergare, infeudare, nec aliquo alio modo albergare, propter quod amitterent in aliquo usum suum.

3. Item volumus, quod habitantes dicte ville de nemoribus et pascuis utantur de cetero, prout consueverunt, ita quod ipsi nec eorum animalia in hoc conturbentur vel inquietentur.

4. Item volumus, quod die dominica post festum beati Petri ad vincula quolibet anno de cetero, a burgensibus qui tunc residentes fuerint in ipsa villa, quatuor probi homines syndici eligantur. Quibus electis ipsi presententur castellano ipsius ville per burgenses. Et si ipsa die non possint fieri, alia die sequenti fiant, et sic deinceps donec eligantur, et presententur ut supra. Anno vero revoluto, si dicti sindici boni et necessarii dicte ville videantur ab ipsis burgensibus, confirmentur persequenti anno sindici, et castellano presententur. Si vero aliquis ipsorum sindicorum ab ipsis burgensibus non videatur bonus et necessarius dicte ville, in predicta die dominica renoveatur ab ipsis burgensibus, et alius loco ipsius eligatur et substituatur ab ipsis burgensibus, et castellano presentetur.

5. Qui sindici electi concorditer ab ipsis burgensibus, vel per majorem partem ipsorum, volumus quod levas factas et omnia quecunque sunt alia negotia tangentia dictam villam et juratos dicte ville, nec non et dominum, dictam franchesiam faciant et constituant, recuperent et ordinent de consilio Castellani in his que tangent dominum solum, et quam cito constituentur et fient ipsi sindici, coram burgensibus electoribus eorumdem jurent super Sancta Dei evangelia se dictum officium bene et fideliter procurare et exercere quamdiu erunt sindici. Et ipsi pro onere seu executione dicti officii, dum erunt sindici, debent esse immunes a cavalcatis, levis et complentis factis tempore officii sui.

6. De consilio vero dictorum quatuor sindicorum ponatur unus Porterius et unus Cridator vini in villa.

7. Qui Porterius jurabit coram ipsis sindicis et castellano se bene et fideliter facere et exercere officium porterii dicte ville. Et si forte bene se non haberet dictus Porterius, removeretur a dicto officio, et alius loco ipsius subrogaretur per dictos quatuor sindicos de consilio Castellani. Item Porterius ipse debet custodire villam, portas fermare et ipsas custodire de die, et nocte tempore guerre. Item debet officium suspensionis vel mutilationis membrorum adhoc damnatorum exequi, et suspensorum robas habere. Item debet ponere gaytas et excubias, et qualibet nocte qua ponentur excubie predicte tempore guerre, primum circuitum debet cum excubiis facere per villam, et gaytas semel in nocte, si necesse est, evigilare, et unum denarium pro labore suo pro una excubia percipere. Item debet vadiare per villam ad mandatum sindicorum et Castellani et stare mandato ipsorum. Et pro officio ipsius porterie exercendo, debet ipse porterius percipere a quolibet burgensi, vel morante in villa, et in ea panem coquente, anno quolibet in vigilia nativitatis domini, unam manatam panis, vel unum denarium in quolibet festo predicto, si sindici hoc ordinaverunt. Item debet habere de omni preda guerre donum quod maluerit, primum vel ultimum animal.

8. Item Cridator vini debet in villa vina cridare, et pro qualibet cridatione vini debet unum obolum habere.

9. Item ipsi ville et burgensibus utriusque sexus ejusdem ville et omnibus aliis morantibus in eadem assignamus, donamus et concedimus, ex nunc in perpetuum, forum ibidem tenendum et exercendum die mercurii cujuslibet septimane ipsis ex nunc in antea, et nundinas ibidem tenendas, exercendas anno quolibet de cetero, in festo nativitatis beate Marie Virginis, durandas per tres dies continuos et completos. Quibus foris et nundinis, leydam debemus percipere secundum bonos mores prout consuetum est usque nunc. Burgenses et Jurati dicte ville ad aliquam leydam non tenentur. In dicta villa, de quolibet autem tenente stallum in domo fori, vel in platea fori, die mercurii vel nundinarum, unum denarium debemus tantum percipere pro quolibet stallo.

10. Item volumus et concedimus, quod omnes venientes ad forum seu nundinas dicte ville sint salvi et securi eundo, morando, recedendo, et ipsos cum rebus suis, quas secum ducent vel portabunt per totam terram nostram, in nostro recepimus salvo guidagio et conductu.

11. Item volumus, quod omnes vendentes et ementes die mercurii vel nundinarum, in domo fori vendant vel in aliis locis per Castellanum nostrum et dictos quatuor sindicos ad hec vendendum deputatis, dum

tamen sit in Burgo superiori, alioquin quod vendetur extra a non burgense in nostra sit manu.

12. Item volumus, quod vendentes et ementes in dicta villa utantur mensura bladi consueta, ita tamen quod duo quarti avene, unus rasus et unus cumulus, ad unum bichetum reducantur. Qui quartus et alia mensura bladi scindatur et signetur a Castellano et dictis sindicis.

13. Item volumus, quod utantur pannorum ulna et telarum et pondere rerum vendibilium in minuto et grosso, quibus usi sunt usque nunc.

14. Item quod infra mandamentum dicte ville utantur mensura vini qua usi sunt usque nunc.

15. Item debemus percipere linguas bestiarum bovinarum interfectarum ad opus macelli prout est consuetum. Item pignora que vendentur diebus fori vel nundinarum, seu in crastino usque ad meridiem, non amittantur usque ad octo dies.

16. Item furnos et molendina habere volumus et retinemus infra villam et terminos supradictos, prout ibi habere consuevimus usque nunc, salvis expensis sumptibus fornerii et lignorum et decoctionis panis ad que non tenemur. De bladis vero molutis in dictis molendinis, partem tricesimam, prout extitim consuetum. Et illa vero mensura cum qua levabitur dicta tricesima pars, scindatur et signetur a dictis castellano et sindicis.

17. Item retinemus nobis domum fori et macelli.

18. Item volumus, statuimus atque concedimus burgensibus dicte ville, quod quilibet Castellanus et mistralis quam cito in castro predicto et dicta villa factus fuerit, juret super sancta Dei evangelia antequam utatur officio Castellanie, coram dictis quatuor sindicis, se tenere et servare et facere servare pro viribus suis, interim dum erit Castellanus, hanc supradictam et infra scriptam franchesiam, et singulos articulos ipsius, et hoc jurent illi qui pro ipso officium castellanie exercebunt. Alias autem dicti Burgenses et Jurati ultra octo dies eidem Castellano, vel familie sue non tenentur obedire, vel illi qui locum exercebit.

19. Item volumus, statuimus et concedimus, quod omnes homines habitantes et habitaturi in dicta villa, et Jurati de Bona infra dictos terminos, immunes existent ab omni tallia, tenta, complenta et ab omni alia exactione qualibet, et ab omni opere, servitio, corvata, charreagio, feno, palea, que dare vel facere dicti burgenses de cetero nullatenus teneantur.

20. Item statuimus, volumus et ordinamus, quod si aliquis de dicta

villa Bone, infra ipsam villam, seu infra terminos ipsius ville supradictos, cutellum, ensem, lapidem vel aliud gladium contra aliquem ipsius ville, causa offendendi vel injuriandi, extraxerit, levaverit vel projecerit, et illum non percusserit, quindecim solidos pro bampno nostre curie solvat et injuria passo emendetur, ad cognitiones curie nostre de consilio duorum vel trium sindicorum. Extraneus vero triginta solidos solvat pro tali excessu. Si vero aliquis de predicta villa contra aliquem extraneum hoc fecerit, pro bampno solvat septem solidos.

21. Si aliquis vero de dicta villa gladio percusserit aliquem, si vulnus lethale non fecerit, vel membrum abscissum vel inutile factum non fecerit, pro bampno solvat triginta solidos. De extraneo vero solvat quindecim solidos. Extraneus vero in tali causa solvat sexaginta solidos. Si autem membrum abscissum vel inutile factum fecerit, solvat pro bampno decem libras. Pro extraneo autem centum solidos. Extraneus vero pro tali excessu commisso solvat pro bampno viginti libras. Et in predictis omnibus et singulis fiat emenda congrua dampnum et injuriam passo. Si vero aliquis infra dictos terminos vulnus lethale fecerit, secundum leges et jura pugniatur.

22. Item si aliquis pugno, palma seu pede, aliquem percusserit et inde sanguinem effuderit et faciem non defformaverit, vel aliud deterius non fecerit, dum tamen percussus non moriatur, solvat percutiens pro bampno septem solidos. Si vero percussus inde moriatur, secundum leges et jura pugniatur. Si quis vero aliquem percutiat pugno, palma seu pede, et inde sanguinem non effuderit, solvat pro bampno quinque solidos. In omnibus predictis fiat emenda congrua injuriam passo, ad cognitionem Castellani et alicujus de quatuor sindicis.

23. Item si aliquis vel aliqua pauper injuriam vel contumeliam dixerit vel fecerit alicui, pro quo bampno debeat et non sit solvendum, tunc de corpore ad arbitrium castellani et alicujus sindicorum.

24. Item statuimus, quod mulier commitens bampnum, non teneatur nisi ad medietatem bampni.

25. Item statuimus quod in villa et infra terminos supradictos nemo capiatur nisi fuerit latro, proditor vel homicida, vel hereticus, vel ville seu domi malefactor, sine judiciis et cause cognitione, dum tamen cavere velit.

26. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis dicte ville, quod si contingerit aliquem nobilem vel innobilem extraneum injuriare dictis burgensibus et Juratis infra terminos predictos, quod ipsi possint

auctoritate propria, si voluerint, capere dictum injuriantem et detinere et reddere curie, ita quod curia ipsum seu ipsos detineat, quousque dicta injuria sit emendata. Si forte ille se vindicaret, ipsi possint eum percutere sine aliqua pena erga Dominum, dum tamen non lederetur.

27. Item volumus quod si dictus Castellanus, vel ejus nuncius, seu quicumque alius fecerit aliquam sesinam de rebus et bonis Burgensium et Juratorum dicte ville, quod prestita idonea cautione a dicto Burgense vel Jurato dicte res desesirentur.

28. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod Castellanus seu aliquis officialis noster, non possit nec debeat res dictorum burgensium seu juratorum capere, seu capi facere, in domo dictorum burgensium et juratorum vel extra, sine consensu et voluntate ipsorum burgensium et juratorum.

29. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis dicte ville, quod dicti sindici, de consilio Castellani dicte ville, possint ordinare super vindemiis possessionum quas habent in mandamento de Monthoux et Pontis-Buringiis, videlicet a Burlier et a Lossier et a Nangier citra vel versus Bonam, et ordinatio ipsorum servetur per Castellanos de Monthoux et Pontis-Buringii et per homines dictorum locorum.

30. Item diem fori et locum fori et nundinarum, prout superius dicitur, in dicta villa observari volumus.

31. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod ipsi possint transire per sanctum Jorium cum rebus suis et cum animalibus oneratis vel non oneratis, eundo, redeundo apud Certous et apud Clusas et apud Salanchiam.

32. Item statuimus, quod quicumque per annum et diem usagia dicte ville fecerit, sit franchus et omnem istam franchesiam et libertatem plene habeat.

33. Item volumus et concedimus, quod qui falsas mensuras, vel falsa pondera, aut ulnam falsam habere repertus fuerit, videlicet vini, olei, salis, panni, tele, cere et aliorum que venduntur ad minutum, solvat pro banno quindecim solidos. Si vero alias falsas mensuras repertus habere fuerit scienter, cum quibus venditur ad grossum, solvat pro bampno sexaginta solidos. Si vero inveniatur habere duas mensuras aut ulnas, unam magnam ad quam emat, et aliam parvam ad quam vendat, solvat pro bampno sexaginta solidos.

34. Item ordinamus et concedimus et promittimus bona fide, omnes homines nostros et alienos, nunc et in posterum habitantes et habitaturos

ibidem, cum bonis et rebus eorum, ex quo alieni fidelitatem et juramentum ville fecerunt, que quilibet tenetur facere et per annum moram ibidem fecerit, defendere, manutenere et servare ab omnibus et contra omnes, et eos cum bonis et rebus et bonis suis in nostra recepimus garda, guidagio et conductu, tanquam nostros ligios et fideles.

35. Item volumus, quod quicumque habitantium in dicta villa recepit, sive tempore pacis, sive tempore guerre, aliquid, auctoritate propria possit reddere deponenti, vel ejus mandato, et quandocumque sibi placuerit, sine aliquo impedimento.

36. Item statuimus et concedimus, quod si contingeret quod aliquis habitantium dicte ville ad alium locum, vel ad partes alias, se et sua transferre voluerit, nos et ipsum cum rebus et bonis suis debemus guidare et servare, pro posso nostro, per unum diem et unam noctem.

37. Item concedimus ipsis nostris Burgensibus et Juratis dicte ville, quod sine laude et consensu et requisitione nostra possint res et possessiones infra terminos predictos alienare seu vendere, dum tamen res transeat cum onere suo, et inde habeamus duodecimum et decimum tertium denarium.

38. Statuimus et volumus, quod non possimus per nos, vel per alium, inquirere contra aliquem habitatorem dicte ville sine consensu et presentia duorum vel trium dictorum sindicorum.

39. Item statuimus, quod si quis auctoritate propria aliquem pignoraverit, solvat pro bampno quindecim solidos.

40. Item statuimus, quod nullus possessione sua privetur vel spolietur sine cause cognitione.

41. Item, retinemus autem thesas casalium dicte ville prout consuetum est, pro qualibet quarum, debemus percipere duos denarios.

42. Item, quilibet sutor Burgensis debet nobis singulis annis, in quolibet festo beati Andree unum par sotularium, hoc salvo quod dictus sutor prius eligat et levet duo paria sotularium in manibus. De aliis levet noster nuncius illud par quod voluerit.

43. Item retinemus nobis in dicta villa bampnum vini annis singulis, mensis Maii, et quod dictum bampnum non possemus augmentare, vel vinum nostrum carius vendere in dicto mense, nisi duos denarios in qualibet octava plusquam venderetur mense precedenti, et quod vendamus vinum franchium et sapidum. Aliter quilibet possit vendere vinum suum sine pena ad tabernam. Durante vero bampno, possit vendere quilibet vinum suum ad grossum. Et si durante dicto bampno reperiretur

quis vinum suum vendere in minuto, dum venderemus vinum franchium et sapidum, solvat pro bampno sexaginta solidos. Item, predicto bampno non durante, quilibet burgensis vendat vinum suum semper secundum magis vel minus quod sibi placuerit, alias non.

44. Item volumus, quod nullus possit vendere vinum suum ad minutum infra dictam villam, nisi sit Burgensis vel Juratus, nisi de licentia duorum vel trium sindicorum.

45. Item volumus, quod si quis tabernarius deprehensus fuerit minus legitime mensurare, propter hoc venditio vini non impediatur, nisi vinum esset ipsius mensurantis, quod remaneret domino. Et si tabernarius alterius, puniatur ad cognitionem Castellani et alicujus predictorum sindicorum.

46. Item si tabernarius imponat penam alicui sibi solvere nolenti, vel tradere pignus antequam exeat de taberna, de his que expendit ibidem et habuerit illa vice, credatur usque ad quinque solidos, si sit persona idonea, et ipse inde exierit sine satisfactione facta, teneatur tabernario ad satisfactionem debiti, et nobis pro bampno ad duplum ipsius debiti.

47. Item retinemus nobis, quod quilibet vendens tabernam in dicta villa, solvat nobis semel in anno, pro tabernagio, unam octavam vini tantum.

48. Item volumus et statuimus, quod quicumque carnes suinas in macello vendiderit pro porcinis, vel unas carnes pro alteris, solvat pro bampno decem solidos. Qui vero carnes morticinas vel morbosas, vel aliter vitiosas in ipsa villa vendiderit, solvat pro bampno viginti solidos. Et quilibet macellarius teneatur per juramentum suum venditores hujus modi accusare. Et generaliter volumus, quod in ipsa non vendatur aliqua prava seu vitiosa numata pro bona, et si reperiretur, emendetur et punietur ad cognitionem dicti Castellani et duorum vel trium sindicorum.

49. Item concedimus dictis Burgensibus, quod nullus in diebus fori vel nundinarum extra portas ville burgi superioris antiqui et infra bampna ipsius, aliquid emat quod ad forum vel nundinas apportetur, et quod taliter, extra portam in diebus fori vel nundinarum, quicumque emerit, solvat pro bampno tres solidos et rem emptam quittat. Et si quis recedat de foro vel nundinis qui aliquid de quo debet leydam vendiderit et leydam asportaverit, solvat pro bampno sexaginta solidos, nisi infra unam diem et noctem sequentem reddiderit.

50. Item statuimus, quod qui de die domum vicini sui in villa mali-

tiose fregerit, solvat pro bampno sexaginta solidos, et si de nocte, decem libras, et si non est solvendum, aliter puniatur in corpore.

51. Item si aliquis conjugatus repertus fuerit in ipsa villa in adulterio per nuncium nostrum et duos probos homines de villa, simul, solvat pro bampno sexaginta solidos. Si reperiatur in lecto nudus cum nuda, vel si per nuncium nostrum inhibitum fuerit viro vel mulieri coram duobus testibus ne cohabitent soli simul, et post inhibitionem reperiantur a nuncio et duobus probis hominibus de villa soli in domo, ostiis clausis, non conjugati autem, pro tali commisso nihil solvant. Pro stupro et incestu solvat pro bampno sexaginta solidos.

52. Item statuimus et volumus, quod Burgenses et Jurati dicte ville teneantur sequi nos et ire pro nobis in cavalcatam cum expensis suis propriis per duos dies et duas noctes, ex tunc in antea teneamur eis providere in expensis, post requisitionem ab ipsis nobis factam vel gentibus nostris qui preessent in dicta cavalcata pro nobis.

53. Item, Burgenses et Jurati ipsius ville libere possunt emere vel vendere domos suas et casalia sua quibuscumque voluerint, et a venditore debemus habere unam octanam vini, prout consuetum est in dicta villa Bone, pro qualibet domo vendita seu casali. Et si voluerimus infra quindecim dies postquam nobis vel nuncio nostro fuerit venditio nunciata, et non ultra, poterimus ipsam domum venditam seu casale pro eodem pretio retinere.

54. Item concedimus eis, quod ipsi possint ducere merces quas ement apud Bonam-villam vel alibi, per Ararin infra, sine impedimento aliquo.

55. Item, si quis Burgensis et Juratus inscienter emerit in foro publico rem furtivam de homine non suspecto, et dominus rei venierit, et eam probaverit esse suam, Burgensis et Juratus suum pretium non amittat, sed ille solvat qui rem ipsam habere voluerit, antequam sibi reddatur.

56. Item volumus et statuimus, quod quilibet Burgensis et Juratus possit testari, codicillari libere, et donare causa mortis, et ejus ultima voluntas firmiter observetur et nulla sesina ibi fiat, exceptis usurariis publicis et manifestis, quorum mobilia sunt in misericordia nostra, immobilia autem ad heredes suos et proximiores remaneant.

57. Si vero Burgensis et Juratus decesserit sine liberis vel nepotibus vel aliis proximis usque ad quartum gradum, nos ei succedemus. Aliter autem liberi, vel nepotes, vel proximi ejus usque ad quartum gradum

eidem succedant. Et bona ipsius defuncti quando nos eidem succedemus, ponantur per castellanum nostrum in manu alicujus probi hominis, burgensis vel jurati, qui per consilium Castellani loci et quatuor sindicorum emendet clamores ipsius defuncti usque ad bonorum ejus valorem et si aliquid residuum fuerit, ponatur in sustentatione pontium Menogie et viarum dicte ville. Uxor vero superstes dicti defuncti, dote et dotalitio quod eidem datur secundum usum patrie, sit contenta.

58. Item, si aliquis peregrinus extraneus, vel viator moriatur in ipsa villa, nos debemus per annum et diem bona ipsius facere custodire per castellanum nostrum et unum vel duos de predictis sindicis. Et si infra annum et diem venierit aliquis et probaverit bona dicti defuncti ad se pertinere, restituantur eidem bona dicti defuncti. Et si vero infra predictum tempus nullus venierit, medietas dictorum bonorum sit nostra et alia medietas ponatur in substentatione dictorum pontium et viarum dicte ville.

59. Item volumus, quod tutele et cure a nobis et nostris judicibus gratis concedantur et confirmentur, excepto sigillo et scriptura pro quibus, a tercentis libris infra, leventur decem solidi, et a tercentis libris superius, quantumcunque excedant, tantummodo viginti solidi.

60. Item statuimus, quod non possemus facere meti vel permittere infra terminos predictos ad opus equorum nostrorum vel aliorum animalium, herbas pratorum, nec capere fena vel paleas, arborum fructus, vinearum vel camporum, sine voluntate spontanea cujus erunt.

61. Item statuimus et ordinamus, quod si animalia aliena, bladum, hortum, vineam seu pratum, dum sunt ibi herbe vel fructus alicujus, intraverint et ibi reperta fuerint, solvatur pro bampno pro predictis animalibus, ut sequitur : videlicet de die, pro bove, vacha et roncino seu roncina, pro quolibet duodecim denarios; pro porco et capra, pro quolibet quatuor denarios; pro singulis ovibus obolum. De quibus omnibus percipiat messilliarius tertiam partem si ipsas bestias, vel quilibet alter ipsas repererit; de nocte, si vero custodiantur bestie scienter in predictis dampnis, nobis solvantur pro bampno sexaginta solidi et messelliarius jus suum percipiat prout consuetum est. Si aliquis intraverit de die vineam, hortum, vel viridarium seu pratum alterius, occasione dampni dandi, solvat pro bampno tres solidos, et de nocte vero sexaginta solidos, et de dampno dando ab intrante et a bestiis seu animalibus predictis fiat emenda congrua dampnum passo.

62. Item volumus, quod Burgenses et Jurati ipsius ville possint clau-

dere auctoritate propria sua, ostia domorum suarum quas locaverint, nisi inquilini satisfecerint de mercede, seu pensione ipsarum, nec non res ipsorum inquilinorum infra domum eis locatam retinere pro mercede seu pensione predictis.

63. Item, de causis, que in ipsa villa vel mandamento ejus coram curia nostra vel judice nostro contingerit ventillari, pro expensis ipsius curie leventur date et sigille, et hec solvantur a reo et actore prout consuetum est. Et si coram nostro castellano ventiletur aliqua causa, solvantur clame prout consuetum est, videlicet ab illo qui culpabilis erit. Sique aliqui de predictis, quos pecunialiter pro diversis excessibus duxerit curia nostra condemnandos, reperiantur esse non solvendos, corporali vel aliter ad arbitrium curie pugniantur.

64. Item statuimus, quod patre vel matre vel fratribus maritantibus filiam vel filias, ipsa vel ipse sint contente de dote vel dotibus sibi a patre vel matre vel fratribus assignatis seu assignandis, et nihil aliud possint petere in bonis paternis vel maternis, nisi quod pater vellet eis conferre in sua ultima voluntate.

65. Item si pater habet unum filium, vel filiam seu filias, que non sint maritate, et pater moritur intestatus, bona et res patris ad ipsos deveniant equis portionibus dividenda.

66. Item statuimus, quod quilibet faciens panem ad vendendum, possit lucrari tantummodo in qualibet octana tres denarios, deductis expensis et labore, et si secus aliquis fecerit, panis ille per castellanum et aliquem de dictis sindicis, mendicantibus erogetur, facta prius examinatione dicti panis et lucri per castellanum et aliquem sindicorum.

67. Et quicumque ex carnificibus habeat fondere sepum, illum fondat extra villam, alioquin solvat pro banno tres solidos.

68. Item statuimus quod bestie bovine possint excoriari infra villam, dum tamen excorians ipsas seu alias bestias non ponat stercora in publico vico, sed extra villam, vel in domo sua, alioquin solvat pro bampno duodecim denarios.

69. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod ipsi possint libere emere miniatas quascunque per totam terram nostram et portare apud Bonam, itaque nullus possit ad hoc eos prohibere.

70. Ac tamen istud, nec non et totam ordinationem hostaligiorum seu recipientium hospites, et eisdem hospitibus vendentium in dicta villa; item expeditionem et factionem viarum et carreriarum et platearum fori ipsius ville, limitationem casalium ipsius et hortorum atque publicorum locorum

ejusdem; item ad omnem declarationem atque onèra vel negotia inquilini ipsius ville, et omnes habentes domos infra dictam villam teneantur preterea que superius contenta sunt.

71. Item receptionem juramentorum eorum qui jurabunt de cetero, item omnem declarationem Franchesie, si aliqua ambiguitas super ea vel in aliqua sui parte de cetero oriatur, ordinationi et industrie Castellani nostri ipsius ville et dictorum quatuor sindicorum conjuncti relinquimus, atque concedimus nunc quod possint omne aliud ordinare et executioni mandare pro nobis et nomine nostro quod emergerit in ipsa villa et infra terminos ipsius ordinandum et exequtioni mandando preterea quod continentur in hac franchesia.

72. Item concedimus dictis Burgensibus et Juratis, quod ipsi possint manutenere dictam franchesiam et ea que continentur in ipsa sine pena, et si forte contingeret quod aliquis faceret eis aliquam injuriam infra dictos terminos, verberando vel pignorando ipsos, quod ipsi possint auctoritate sua, sine aliqua pena, pignorare injuriantes eisdem Burgensibus et Juratis.

73. Retinemus autem nobis, in dicta villa et infra terminos ipsius, omne dominium, jurisdictionem, merum et mixtum imperium, et cohercitionem, et bampna et justitias.

74. Item quidquid permittimus, promittimus, ordinamus, donamus, cedimus, concedimus, retinemus, statuimus atque relinquimus in eadem franchesia, illud omnino facimus non solum pro nobis qui ad presens sumus major viginti annis, et ad opus nostri, sed nomine et ad opus heredum ac successorum nostrorum titulo universali vel singulari, et ex quacumque causa in dicta villa et mandamento ipsius; et ea per juramentum nostrum a nobis super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum promittimus per stipulationem ipsorum Burgensium et Juratorum, ex nunc in antea, attendere firmiter et servare, insuper faciendum super hoc pactum reale, et astringentem nos ad hoc, et ipsam villam ipsis Burgensibus et Juratis.

Mandantes et precipientes tenore presentium omnibus officialibus nostris, Ballivis, Judicibus, Castellanis qui nunc sunt, vel qui pro tempore fuerunt hactenus, ipsi tam per se quam per eorum familiares faciant omnia supradicta firmiter observare.

In cujus rei testimonium, sigillum nostrum magnum et parvum presentibus duximus apponendum.

Rogantes et requirentes Illustrem dominam, videlicet dominam Mariam

Catharinam uxorem nostram, ut cum sigillis nostris sigillum suum apponat.

Et nos dicta Maria, ad preces et requisitiones predicti Domini nostri, ad ratificationem omnium premissorum, sigillum nostrum unacum sigillis supradictis presentibus duximus apponendum, in robur et testimonium premissorum.

Et hec omnia supradicta promisit prefatus Dominus et per juramentum suum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum et predicta Domina Maria bona fide, pro se, heredibus et successoribus suis quibuscumque, nobis notariis infrascriptis stipulantibus et recipientibus nomine et ad opus dictorum Burgensium et Juratorum et omnium aliorum quorum interest, intererit, attendere firmiter et servare et in contrarium nullatenus venire.

Hoc fuit actum apud Marcossey, videlicet de prefato Domino in aula nova et de predicta domina Maria in logia ante Cameram suam altam, presentibus testibus ad hec vocatis et rogatis, videlicet domino Roberto Vuagnardo militi, Ansermo Davidis canonico Gebenn. Henrico de Balmis, curato de Ponchier.

Et ego Nicolaus de Montagnier, clericus, auctoritate imperiali publicus notarius, iis omnibus presens fui et hoc instrumentum scripsi, signis meis que michi solitis signavi. Datum locis predictis indictione octava, quatuor decimo tertio Augusti, Anno domini millesimo tercentesimo decimo.

Et ego Jacobus Valterii de Clusis, auctoritate imperiali clericus publicus notarius, Juratusque curie predicti domini Dalphini Domini Fucigniaci, hiis omnibus presens fui et rogatus me subscripsi et hoc instrumentum publicum signis michi consuetis signavi ad majorem firmitatem et testimonium omnium premissorum. Datum et actum indictione, die, anno, loco et coram testibus quibus supra.

Et ego Aymo de Clusis, clericus, auctoritate imperiali publicus notarius hiis omnibus presens fui et rogatus me subscripsi, et hoc publicum instrumentum signavi meo signo consueto, ad majorem firmitatem et testimonium omnium premissorum. Datum et actum indictione et die, anno et loco quibus supra et coram testibus superius nominatis.

Ces franchises ont été confirmées :

1° Par le même Hugues Dauphin, en 1318 ;

2° Par son neveu Humbert Dauphin, baron de Faucigny, le 4 avril 1341 ;

3° Par Janus de Savoie, comte de Genevois et baron de Faucigny, le 14 avril 1464 ;

4° Par Charlotte d'Orléans, duchesse de Nemours et baronne de Faucigny, le 13 décembre 1538.

FÉTERNE.

1322 - 1392.

(Les chartes relatives à Féterne ont été copiées par E. Mallet sur la chron. manuscr. de Prevost. Arch. de Lausanne.)

I

1322, 10 Janvier. — *Lettres-patentes d'Amédée V, comte de Savoie, qui révoque les abergements et aliénations faites depuis vingt-cinq ans par les châtelains de Féterne des pâturages, bois et terrains communaux situés dans la dite châtellenie, et en rend la libre jouissance et administration à la communauté des hommes de cette châtellenie, à charge par eux d'indemniser les abergataires.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, notum facimus . . . . quod universitas nobilium et hominum habitantium in Castellania de Fisterna, ab aqua Ugine inferius, nomine suo et consortium suorum, nobis sua querimonia monstraverunt, quod Ballivi et Castellani nostri qui pro nobis in dicta Castellania actenus rexerunt, pascua et communia, et specialiter nemora de Thuerier, tot diversis personis singularibus albergaverunt et in feodum vel emphiteosim dederunt, quod per hujusmodi transp. . . nem dicta pascua et nemora in speciali sunt adeo occupata, quod dicta universitas pro bestiis suis nutriendis non habet sufficientiam pascuorum, in ipsius communitatis grave prejudicium perpetuum et gravamen, maxime cum in nutrimentis animalium major pars eorum substantie

consistat : petentes a nobis de opportuno remedio. Super quibus diligenti tractatu prehabito, ... requisitionem ipsorum fore consonam rationi, super dictis pascuis et nemoribus jam albergatis et imposterum arbergandis, duximus taliter ordinandum : videlicet quod omnia albergamenta et alienationes, quocumque vocabulo nuncupentur, que de dictis pascuis et nemoribus facte et concesse reperientur per quosvis Ballivos seu alios officiarios, Castellanos quoscunque, in Castellania predicta a viginti et quinque annis citra, ad statum pristinum reducantur, ita quod dicta universitas et communitates eorum, de ipsis pascuis et nemoribus, sicut ante alienationes hujusmodi, uti perpetue valeant et gaudere. Volumus tamen quod dicta universitas et consortes, illis quibus albergamenta et alienationes predicte fuerunt, introgia que inde habuimus pro eisdem, secundum tenorem litterarum eisdem super his concessarum, restituere teneantur. Si etiam in locis predictis albergatis, ipsi albergatores aliquod edificium fecerunt bona fide, volumus quod ad dictum D. Gallesii de Balmaz, dilecti fidelis Ballivi nostri Chablasii et Gebbenn., et Guill^{i}. de Castellione familiaris nostri, recompensatio seu revelatio competens eis fiat. Item concedimus eisdem universitati et consortibus suis, et posteritati eorumdem, pro nobis et heredibus nostris, quod de dictis pascuis sive nemoribus in dicta Castellania, a dicta aqua Ugine inferius, per nos vel per alium, sive quicunque Ballivus, Castellanus vel Officiarius noster, non possimus, nec nobis liceat, aliquid alicui alieni albergare, vel de ipsis nomine seu quomodolibet impedire, sine ipsorum universitatis et consortium speciali consensu; sed de ipsis pascuis et nemoribus et pertinentiis eorum, possint et debeant dicti universitas et consortes uti et gaudere perpetuo et pacifice et quiete, prout ipsorum placuerit voluntati. Pro dictis autem sic concessis, habuimus et recepimus ab eisdem universitate et habitantibus quinquaginta libr. gebenn. per manum predicti in pecunia numerata. Et tenentur dicti universitas et consortes . . . pro supradictis albergationibus antea debebatur super rebus competentibus assignare perpetue : ita quod prout per singulares personas predictis nobis solvebatur, in eadem quantitate nobis perpetue alibi compensetur. Promittentes, etc. . . . . et precipientes . . . Ballivo et Judici nostris Chablasii et Gebenn., Castellanis Aquiani et Fisterne . . . quatenus omnia supradicta inviolabiliter observent . . . In cujus rei testimonium, sigillum . . . Datum apud Aquianum, die lune post Epiphaniam Domini, anno ejusdem m^{o}. ccc^{o}. vigesimo secundo.

II

1392, 28 Juillet. — *Bonne de Bourbon, comtesse de Savoie et tutrice du comte Amédée, confirme aux bourgeois et habitants de Féterne les franchises et priviléges qu'ils peuvent avoir obtenu de ses prédécesseurs, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Bona de Borbonio, Comitissa Sabaudie, administratorio nomine, ac tutrix Ill. filii nostri carissimi Amedei Comitis Sabaudie, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos attendentes fidei et probitatis merita quibus dilecti fideles nostri burgenses et incole loci nostri Fisterne apud nos laudabiliter commendantur, nec non obsequia fructuosa que recolende memorie Illustribus Dominis nostris Comitibus Sabaudie et nobis fideliter impenderunt, in quibus constanter perseverare non desinunt, et signanter ad presens in concessione per eos liberaliter nobis facta de octies viginti florenis auri boni ponderis veteribus, pro redemptione officiorum nostrorum et prefati filii nostri Comitis ; cupientes eos favoribus prosequi graciosis, ad ipsorum supplicationem et preces, capitula, libertates et gracias pro nobis et dicto filio nostro Comite ac successoribus ejus imperpetuum, dictis burgensibus seu habitatoribus et incolis, post deliberationem inde habitam, ex certa nostra scientia, administratorio et tutorio nominibus prefati filii nostri Comitis, in libertatis beneficium concedimus et largimur, ut eis mediantibus locus ipse sub nostri favoris suffragio majora semper suscipiat incrementa.

1. Primo, dictis nostris fidelibus et incolis et eorum posteris perpetuo, nominibus quibus supra, ex certa nostra scientia laudamus, emologamus, ratifficamus et etiam confirmamus omnes et singulas eorum libertates, franchesias et privilegia eis dudum indultas et indulta per clare memorie Ill. Dominos nostros carissimos quondam Comites Sabaudie, cujuscunque forme et tenoris existant, juxta ipsorum libertatum et franchesiarum continenciam et effectum, quemadmodum et prout eis hactenus usi consueverunt et gaudere, unacum eorum bonis et antiquis usibus et costumis in loco et Mandamento predictis hactenus observatis.

2. Item, quod ipsi vel aliqui ipsorum, aut etiam successores eorum habitantes in dicto loco et Mandamento et qui ibidem habitabunt imposterum, extra locum et Mandamentum Fisterne evocari, citari, vel extrahi non possint pro aliquo casu seu causa civili, ad postulationem,

mandatum, vel requestam alicujus Castellani nostri Aquiani et loci predicti Fisterne, vel alterius officiarii nostri presentis vel futuri, nec ad alicujus partis instanciam, cum pena vel sine pena, directe vel indirecte, quovis colore quesito, nisi tamen pro facto nostro proprio et prefati filii nostri Comitis et successorum suorum, aut per commissionem a nobis aut dicto filio nostro et ejus successoribus imposterum obtinendam.

3. Item, quod contra ipsos vel ipsorum aliquem, aut eorum successores, ex mero officio Curie nostre formari aut fieri non possit vel debeat aliqualis processus inquisitorius, nisi ad denunciationem partis lese, preterquam in crimine publici homicidii, furti, falsi, lese majestatis, proditionis, et aliorum casuum permissorum a jure. Et si forsan errore vel aliter processus aliqualis formatus fuerit contra ipsos, vel aliquem ipsorum, contra formam nostri presentis statuti, ipse processus sit ipso jure nullus, et nullam vim obtineat sine oppositione vel deffensione in eum quomodolibet facienda.

4. Item, quod quicunque Castellanus dicti loci, in ingressu officii, et presertim Castellanus modernus et quicunque alii Castellani in officio successarij, ad simplicem requisitionem predictorum nostrorum fidelium de Fisterna, jurare teneantur et debeant ad evangelia Dei sancta, quod ipsi franchesias et libertates dictis nostris fidelibus concessas et indultas, tam veteres quam presentes firmiter et inviolabiliter observabunt in singulis earum punctis, articulis et clausulis, juxta ipsarum continentiam et effectum.

Bona fide promittentes nos Comitissa prefata nominibus quibus supra burgensibus, incolis seu habitatoribus loci predicti Fisterne, recipientibus pro se et eorum successoribus, perpetue presentes franchesiarum et libertatum articulos tenere, attendere et inviolabiliter observare perpetue prout superius sunt expressa : presentium tenore mandantes nominibus quibus supra Castellano nostro Aquiani et Fisterne et ceteris Castellanis et officiariis nostris dicti loci presentibus et futuris, vel eorum Locatenentibus, quatenus dictas libertates, franchesias et privilegia in singulis eorum articulis, clausulis atque punctis, dictis nostris fidelibus burgensibus seu habitatoribus dicti loci et eorum posteris, teneant et observent perpetuo et inviolabiliter cum effectu prout superius est expressum. Datum Chamberiaci die vigesima octava Julii A. D. 1392°. — Per Dominum, relatione DD. Montiscoueti, Joh. de Conflens cancellarii, Jac. Championis et A. de Chignino. . . . . — M. de Crose.

THONON.

2 Février 1324.

Edouard, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises de Thonon (non indiquées), et y ajoute quelques dispositions nouvelles.

Nos Oddoardus comes . . . . notum facimus . . . .

1. Item burgensibus nostris predictis concedimus imo a predecessoribus nostris concessum et declaramus : ut nullus de burgensibus loci predicti infra limites et terminos eiusdem pro delicto ibidem commisso per castellanos vel familiares nostros capi non possit nec debeat, dummodo paratus fuerit cautionem ydoneam (dare) de stando iuri et cognitione curie nostre super delicto, nisi tale et tantum delictum diceretur commississe ex quo mors vel membrorum mutilatio deberet inferri.

2. Item volumus et eisdem burgensibus concedimus, quod omnes et singuli burgenses et habitantes infra villam predictam, tenentes et habentes pro tempore hospicium sive focum, teneantur ad tuicionem et conservacionem dicte ville et inhabitantium ibidem, et facere seu ministrare gaytias et exchargaytias, prout ordinatio dicti loci successive occurrerit et exigerit, secundum bonos mores loci predicti, exceptis iudeis et lombardis nostris et aliis privilegiatis personis, si et in quantum a nostris vel predecessoribus nostris privilegiati fuerint, vel a iure.

3. Item volumus et eisdem burgensibus nostris concedimus, quod anno quolibet, mense augusti, quod bannum venditionis vini ad nos tantum pertinet in loco predicto, quod predicti burgenses possint in mense predicto in grosso vendere vina sua, et alii emere ab eisdem et inde extrahere, ita tamen quod nullus burgensis dicte ville vel quisquis alius possint vendere ad tabernam vina sua in suburbiis dicte ville et maxime circumcirca ecclesiam beate marie ; excepto etiam quod aliquis vinum in grosso emptum et venditum in dicta villa non possit ad tabernam seu in minuto vendere apud tomisam vel alibi circumquaque dictam villam in loco eque proximo vel proximiori.

4. Item volumus et eisdem concedimus, quod duo ex ipsis qui pro

tempore fuerint in dicto loco sint de cetero liberi et immunes a cavalcatis, exceptis iis qui eques nobis servire tenentur, vel essent habiles et facultates haberent nos eques serviendi, et exceptis quod a defensione terre nostre ipsos nollumus esse immunes.

5. Item volumus et eisdem concedimus, quod quicumque apportaverit vinum infra dictam villam, quod non excreverit infra fines et territorium dicte ville, quod ipse, solvendo pro quolibet modio vini quod ibidem fuerit apportatum quatuor solidos gebennenses syndicis dicte ville ad opus communis eiusdem, ipsum possit vendere ibidem. Alias vero ad ipsum apportandum vel vendendum ibidem minime admittatur. Et hoc singulis annis per preconem publice preconisari et nunciari debet in loco predicto.

Mandantes : . . . . . In quorum robur . . . . . Datum in castro nostro chillionis die iovis secunda die mensis februarii, anno a nativitate domini m°. ccc°. xxiiij°.

(Conforme à la publication faite par M. le chev. Cibrario. Mém. Acad. roy. de Turin, t. 36, 2e part., p. 243.)

YVOIRE.

2 Mars 1324.

Edouard, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises d'Yvoire (non indiquées), et y ajoute quelques dispositions nouvelles.

Nos Edduardus Comes Sabaudie, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis, quod, cum homines et habitatores ville nostre de Aquaria nobis humiliter supplicaverint, ut nos eisdem et successoribus eorum concederemus pro nobis et nostris libertates et franchesias quas predecessores nostri burgensibus de Allio concesserunt, nos prefatus Comes, favore benivolo predicte supplicationi annuere volentes, eisdem hominibus et habitatoribus ville predicte de Aquario et eorum successoribus, pro nobis et successoribus nostris, damus et concedimus perpetuo libertates et franchesias infrascriptas.

1. Primo videlicet, quod homines et habitatores ipsius ville de Aquaria ex nunc in antea non teneantur ad solutionem alicujus pedagii de aliqua sua propria mercatura apud Villamnovam et apud sanctum Mauricium Agaunensem.

2. Item, concedimus eisdem forum die mercurii, in qualibet septimana, et nundinas semel in anno, videlicet in festo beati Martini yemalis.

3. Item, propter contractus usurarios seu exercitium usurarium, non debeant bona dictorum burgensium et habitatorum in vita, vel post mortem ipsorum, barrari, inquietari, vel aliquatenus molestari. Remittentes eisdem eschetam, que nobis et nostris competit aut competere poterit in bonis ipsorum ratione usure, et si quid contra factum fuerit, illud volumus non valere.

4. Item, habitans et residens in dicta villa de Aquaria publice per annum et diem absque requisitione alicujus domini, burgensis sit et per burgensem dicte ville ulterius habeatur.

5. Item, si aliquis dictorum burgensium decesserit absque herede legitimo, de suo corpore procreato, ipsi defuncto possint et debeant ab intestato succedere sui proximiores in gradu consanguineitatis usque ad tercium gradum, nisi per ipsum defunctum de bonis suis fuerit aliud ordinatum.

6. Bastardi vero liberos legitimos non habentes, qui in dicta villa Aquarie residentiam continuam fecerint vel facient, habeant et habere debeant ut alii legitimi burgenses de Aquaria factionem liberam testamenti. Liberi vero ipsorum bastardorum superstites legitimi bona eorumdem bastardorum habeant, nisi aliter per dictos bastardos de bonis suis extiterit ordinatum.

7. Item, castellanus dicte ville qui pro tempore fuerit, debet ad requisitionem dictorum burgensium in rebus et possessionibus dicte ville banna ponere et etiam amovere modo quod apud Allium hactenus extitit usitatum.

8. Item, burgenses dicte ville Aquarie habeant et habere debeant liberum arbitrium in territorio et rebus suis missillarios eligendi, et ipsos Castellano nostro dicti loci presentandi, qui ipsos in missillaria confirmet, nisi justa causa suspicionis existat contra eos, in quo casu alios sufficientes eligant ut jurent jura nostra et delinquentes in manu dicti nostri Castellani revelare.

9. Termini vero dicte libertatis seu franchesie protenduntur et dura-

bunt per ducentas teisias circa fossata dicte ville tam per terram quam per aquam.

10. Item, in dicta villa nostra Aquarie habemus et habere perpetuo debemus pro nobis et successoribus nostris, et hoc dicti burgenses nobis perpetuo concesserunt, jura inferius declarata, videlicet corpora et opes latronum et proditorum. Item, pro effusione sanguinis LX solidos gebennenses. Item, qui extraxerit cutellum vel ensem aut aliud gladium ad percutiendum, solvet pro banno LX sol. Item deprehensus in adulterio, LX sol. Item, qui remanserit quando cavalcate domini banientur, LX sol. Item, qui in nundinis ante pronunciationem aliquid emerit vel vendiderit, si totum precium fuerit solutum, emptor et venditor debebunt LX sol.

11. Item, in dicta villa nostra retinemus bannum vini, quolibet anno per XV dies in introitu mensis maii, in quibus XV diebus, si quis vinum vendiderit ibidem sine nostra vel Castellani nostri licentia, solvet LX sol.

12. Item, qui vendiderit pannos tinctos aut merceriam in dictis nundinis vel in foro, solvat pro leyda duos denarios gebennenses. De cera aut tela usque ad summam quinque solidorum ibidem vendita, duos denarios, et a quinque solidis inferius, unum denarium. De equo vel equa, quatuor denarios. De porco, bacone et qualibet minuta bestia, unum obolum. De asino, duos den. De bove et vacha, unum den.

13. Item, omnes extranei venditores in dicto foro, solvent quilibet unum denarium de omnibus que vendent, exceptis piscibus recentibus.

14. Burgenses tamen et habitatores dicte ville ab omnibus leydis predictis sint liberi et immunes.

15. Item, de clama facta coram Castellano vel nuncio suo, de summa ascendente decem solidos et inferius, habebimus sex denarios, et a decem solidis superius, tres solidos.

16. Si aliquis bannitus fuerit et dare noluerit fidejussorem et recesserit, solvet LX solidos.

17. Item, de devestitura de qua clama fuerit, LX solidos.

18. Item, omnia bona extraneorum moriencium in dicta villa erunt nostra, nisi illud quod dictus mortuus legaverit. Panni vero quos super se portabit in egritudine erunt hospitis.

19. Si quis infra dictam villam aliquem ceperit et captum detinuerit sine mandato domini, solvet LX sol. Qui latronem invenerit capiat illum, si poterit, et si eum celaverit, in misericordia domini erit. Si autem ipsum latronem capere non poterit, et ipsum interfecerit, non teneatur ad bannum.

20. Qui de cutello scienter percuxerit, solvat pro banno LX sol. et emendam passo injuriam, et si percussor effugerit, omnes debent eum sequi, et si quis eum interfecerit defendendo, non tenetur ad bannum.

21. Qui fregerit mensam numulariorum ac beccarie, solvat pro banno x lib. et dampnum emendet.

22. Qui falsam tenet mensuram, vel ulnam, vel pondus, solvat LX sol. pro banno et dampnum emendet.

23. Qui infra villam domum aliquam fregerit, dabit nobis x libr. et dampnum emendabit.

24. Item burgenses et habitatores dicte ville molere debent in molendinis nostris et furnis nostris panem suum decoquere, dummodo velimus ipsis molendina et furnos ministrare, sin autem possint alibi molere et furneare.

25. Item, de qualibet teisa domus vel casalis infra dictam villam, habere debemus quatuor denarios.

26. Item, de ipsis domibus et casalibus quando vendentur, habebimus ab emptore tercium decimum den. et a venditore tantumdem.

27. Quicunque venerit ad nundinas et forum dicte ville, salvus et securus veniat dummodo paratus fuerit stare juri.

28. Item, burgenses dicte ville debent nobis cavalcatam per XV dies in anno per totos episcopatus Gebenn. et Lausan. suis propriis expensis, et eodem modo circa totum lacum, ita tamen quod ire possint et redire in una die ad naves.

29. Item, dictis burgensibus nostris et habitatoribus qui nunc sunt in dicta villa, laudamus et gratiamus omnes res et possessiones quas de nostro feudo emerunt temporibus retroactis, de quibus nobis, vel nostris Castellanis dicti loci, laudes et vende sunt solute, salvo tamen jure nostro et alterius ratione.

30. Item, omnes domos et casalia dicte ville ut supra, in quibus factus fuerit focus vel fiet per annum et diem, solvant teisas supradictas, et non alie domus.

31. Item concedimus dictis nostris burgensibus, quod ipsi et non aliquis alter extraneus possint et eis liceat emere a piscatoribus pisces qui capientur infra terminos qu . . . este nostre de Aquaria, antequam alibi deportentur, salvis ibidem jure et usu civium gebenn.

32. Item, corvatas in quibus dicti nostri burgenses de Aquaria de suis carrucis nobis tenentur, eisdem remittimus per presentes.

Promittentes bona fide, etc.'

Mandantes, etc. . . .

Datum apud Gebennas die secundo Marcii anno a nativitate Domini m°. ccc°. xx°. quarto.

(Mémoires de la Société Savois. d'hist. et d'archéol., t. IV, p. 186. — Collat. avec une copie communiq. par M. le marquis L. Costa de Beauregard.)

CHATELARD EN BEAUGES.

9 Mars 1324.

Edouard, comte de Savoie, confirme aux bourgeois et habitants de Châtelard en Beauges les franchises qui leur ont été accordées le 19 octobre 1301 par son père, le comte Amédée V, et dont l'original a été brûlé lors du siége et de la prise du château.

Nos Edduardus, Comes Sabaudie, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum per inclite recordacionis Dominum Amedeum Comitem quondam Sabaudie, carissimum patrem nostrum, date et concesse fuerint dilectis fidelibus nostris burgensibus et habitatoribus de Castellario in Bogiis libertates et franchisie infrascripte, sub anno Domini millesimo trecentesimo primo, die jovis in crastinum festi Beati Luce evangeliste, ut in litteris inde datis et emanatis a dicto Domino padre nostro continebatur, ut asserunt dilecti nostri burgenses, predicti asseruerunt coram nobis quod littere predicte dicti Domini patris nostri concesse super predictis fuerint combuste et perdite in captione castri nostri Castellarii, diu est facto per inimicos nostri Sabaudie comitatus, et igitur petierunt humiliter a nobis dicti burgenses et habitatores, ut ipsas litteras reffici faceremus, et ut dictas franchesias et libertates eisdem concederemus de novo, juxta formam et tenorem cujusdem pergameni scripti, in quo asserebant tenorem ipsarum franchisiarum contineri nichil addito vel mutato.

Nos itaque, visis diligenter et inspectis que in dicto scripto continentur,

considerantes quod jam dicti nostri burgenses multa dampna, persequtiones et molestias pro guerris nostris sustinerunt et sustinent cotidie, incessanter vestigiis ipsius Domini patris nostri inherentes, quia constat nobis fide dignarum relatione ipsum scriptum tenorem fore franchisiarum et libertatum predictarum, ipsas franchisias et libertates dictorum burgensium supplicationi annuentes, iterato de novo concedimus, ymo pocius jam concessas ut supra dictis burgensibus confirmamus, prout inferius declaratur.

Nos igitur Comes predictus, considerantes et attendentes bonam affectionem et dilectionem quam dilecti nostri burgenses et habitatores nostri Castellarii Boviciarum ad nos et nostros habent, et diutius habuerunt eidem pro nobis et heredibus et successoribus nostris, in perpetuum jura et libertates quibus regantur prout melius intelligi potest, damus, donamus et concedimus, volentes eos omnes et singulos perpetuo dicta perfrui franchisia seu libertate.

1. In primis, omnes burgenses et habitatores ville predicte liberos esse volumus, et quod juribus et rebus suis utantur libere secundum tenorem infrascriptum.

2. Predicta autem jura, libertates et franchisie sunt hec, videlicet, quod homo qui veniet apud Castellarium Boviciarum et moram ibidem fecerit per unum annum continuum et unam diem sine reclamacione et requisicione Domini sui proprii, liber est et erit et libertate dicte ville fruetur, et quicquid adquisierit poterit dare, vendere cui voluerit, et recedere libere, et villa debet eum conducere per unam diem et noctem.

3. Si burgensis ville predicte moritur ab intestato sine liberis, Dominus ville debet comandare vel deponere res et bona ejus duobus probis hominibus ville, consilio aliorum proborum virorum ville, et illi debent eas custodire per annum et diem, et si infra annum venerit legittimus heres usque ad quartum gradum, ille debet habere, et si non venerit, Dominus debet de consilio proborum hominum facere inde elemosinam, et si quid superest, Dominus debet illud habere. Et si aliquis mercator aut peregrinus vel viator moritur infra villam, hoc idem debet fieri.

4. Item concedimus, quod si quis forum fregerit, ille qui passus fuerit injuriam, emendam habeat inde competentem ab illo qui fregerit, et Dominus sexaginta solidos pro banno.

5. Item, qui furtive leydam portaverit, debet sexaginta solidos pro banno. Si forte per aliquem retromiserit, quictus est, et si nullum invenerit per quem remittet leydam, debet ponere sub lapide et duos lapides

hinc et inde in testimonium, octava die debet ibi accipere coram testibus et reddere, et propter hoc est quitus.

6. Burgensis dicte ville non debet leydam, nec pedagium, ex quo steterit in dicta villa per annum et diem.

7. Qui venerit ad forum, leydam debebit de rebus quas vendet vel emat, vel portabit ad vendendum, et ex quo recedit a domo sua donec reversus fuerit sit securus. Si quis venerit ad forum et infirmatur, securus debet esse quocumque loco jaceat, donec possit redire ad domum.

8. Qui percuxerit in villa, non in die fori, de pugno, tres solidos dabit. Qui de palma, quinque solidos Domino dabit. Qui de pede, decem solidos. Qui extraet cutellum contra alium, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui extraxerit dimidium ensem contra alium, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui extraxerit lanceam extra domum per unum cubitum contra alium, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui de petra percuxerit, sexaginta solidos dabit pro banno. Qui traxerit lapidem, ita quod ictus appareat in pariete vel in terra, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui evellet vel extraxerit capillos alterius ambabus manibus, dabit Domino viginti solidos pro banno. Qui percuxerit usque ad effusionem sanguinis, ita quod appareat, dabit Domino sexaginta solidos pro banno. Qui percuxerit de baculo, sexaginta solidos dabit pro banno.

Qui ruperit domum vicini sui violenter decem libras dabit pro banno.

9. Si garcio vel garcia dixerit aliquid turpe probo homini aut mulieri, et probus homo vel mulier dat ei unam alapam de palma vel de pugno, bannum non debet.

10. Mulier, si deliquerit, debet dimidium bannum quod debet homo.

11. Dominus ville poterit facere venire ante se omnes mensuras, et si aliquam falsam invenerit, tres solidos debet Domino ille penes quem inventa fuerit. Qui duas mensuras habuerit magnam et privatam, alteram falsam, in misericordia Domini erit.

12. Qui adulterium fecerit, sexaginta solidos dabit pro banno.

13. De omni magno clamore habebit Dominus tres solidos. De parvo clamore, a quinque solidis inferius, sex denarios.

14. Omnes debent sequi Dominum per duos dies et duas noctes ad expensas suas. Si Dominus fecerit exercitum et miserit bannum suum, ille qui non venerit, vel sufficientem personam non miserit substitutam, debet sexaginta solidos, nisi infirmitatem aut occasionem rationabilem ostenderit.

15. Item, infra terminos ville nullus debet capi nisi latro aut proditor manifestus, dum paratus fuerit de stando juri.

16. Qui contenderit dare fidejussorem de clamore, cum primo Dominus quieserit ter fidejussorem, bannum trium solidorum duplicatur.

17. Omnes debent excubias, exceptis sacerdotibus et clericis.

18. Quelibet bolongeria debet Domino semel in anno numeratam panis.

19. Item quilibet escoferius debet Domino unum par sotularium computentium semel in anno pro leyda, et debent solvi circa festum beati Andree.

20. Item volumus, quod nullus burgensis dicte ville possit convenire super aliquo contractu, nisi in dicta villa, nisi inveniatur in loco contractus.

21. Mercerius alienus unum obolum dabit in die fori. Sutor alienus unum obolum. Carnifex alienus leydam debet de porco, unum denarium, de bove unum denarium, de vacca unum denarium, de aliis parvis pecoribus unum obolum, de equo quatuor denarios, de asino quatuor denarios. De duodecim ulnis tele, unum denarium. Si minus habet, obolum. De omnibus rebus que vendentur scilicet de viteris et ollis et de aliis rebus usque ad duos solidos, accipiatur leyda. Mercator alienus qui vendiderit pannos suos in foro, debet quatuor denarios de libra et minus si minus vendiderit. Omnia supra dicta, cum misericordia debent fieri.

22. Casalia que fuerint infra dictam villam debent duos denarios de qualibet teysa a fronte çarrerie Domino, anno quolibet in paschate.

23. Quicunque vult manere in dicta villa, faciat usum ville.

24. Si quis falsum clamorem fecerit, quatuor solidos dabit Domino.

25. Quilibet potest vendere domum vel casale suum libere et absolute cuilibet, salvo jure domini a quo tenetur.

26. Capellani et clerici liberi sunt ratione personarum suarum et suorum mobilium.

27. Qui juratus est non debet leydam post annum et diem, de quacunque villa sit, sed debet ponere in communi.

28. Qui percussus fuerit in nemore de die ac nocte, per unum testem testem probare poterit lesionem suam, et si probare non potest, ille de quo clamor sit juret quod non fecerit, et sic est quictus.

29. Si aliquis percussus fuerit, et propter hoc LX solidi dentur de banno, percusso debentur dari triginta solidi, et sic medietas secundum

pretium banni debet dari pro emenda. Qui aliquem in domo sua insultaverit, duplex bannum dabit.

30. Qui venerit in villam, villa debet eum fovere in jure suo.

31. Si dives habet contentionem cum pauperi, villa debet dare pauperi consilium habita equitate.

32. Si quis vocatus fuerit latro aut traditor et noluerit se deffendere, in misericordia Domini erit.

33. Si Comes venerit in villa, cum magno gaudio recipiatur, et qui gratis voluerit ei servire, serviat.

34. Comes habebit in villa bannum vendendi vinum suum mense quem elegerit, anno quolibet per unum mensem.

35. Qui vendiderit pisces, dabit leydam consuetam.

36. Si viator transierit per villam, non debet detineri aliqua causa, sed debet ei judicium statim fieri.

37. Preterea, nos Dominus Comes volumus et dictis burgensibus concedimus, quod in usurariis manifestis vel non manifestis et in omnibus aliis personis, sive decedant testati, sive intestati qualitercumque, quocumque loco decedant, in rebus eorumdem nichil possimus exigere vel habere ratione exercitii usurarum, nec in vita, nec in morte, nec post mortem ipsorum, sed eorum res et bona deveniant ad heredes et propinquiores. Item prohibemus et precipimus, ne in bonis vel super bonis talium defunctorum, occasione predicta, fiat aliqua sequestratio vel seysina, et si forte facta fuerit, nulla maneat ipso facto nec pretextu illius seysine dimittatur quin sine indignatione nostra et nostrorum nunc et in posterum incurrenda. Et sine prestatione alicujus banni vel pene, utantur libere et auctoritate propria bonis et rebus suis heredes et propinquiores hujusmodi defunctorum.

38. Item, si quis non burgensis alicui burgensi injuriam extra franchesiam ville intulerit, sive in persona sive in rebus, burgensis injuriam passus Castellano et burgensi dicte ville suam similiter hanc deferat questionem. Castellanus autem teneatur requirere injuriantem, aut Dominum ejus, de emenda burgensi facienda, quam si facere noluerit, aut per quindecim dies facere distulerit, ex tunc Castellanus et villa burgensi juvare teneantur ad expensas proprias dicte ville.

39. Item concedimus predictis nostris burgensibus, ut ipsi qui nunc sunt et eorum successores faciant et facere possint annis singulis in dicta villa, sive infra terminos dicte franchesie, duas nundinas sive ferias, illis temporibus quibus Castellano et ipsis burgensibus videbitur expedire.

40. Pro quibus et quorum occasione suprascriptis literis, Dominus et pater noster quinquaginta libras bonorum viennensium a dictis burgensibus confessus fuit se habuisse et recepisse.

41. Termini vero dicte franchesie sunt hii, videlicet a molare de Coardo veniendo versus pontem de monte larderio, et a dicto ponte ad molardum predictum de Coardo.

Quam quidem franchesiam et omnia et singula supradicta, nos dictus Comes, pro nobis heredibus et successoribus nostris, dictis nostris burgensibus recipiendibus pro se, heredibus et successoribus suis, custodire promittimus, attendere et inviolabiliter observare, et non contra facere, vel venire, per nos vel per alium, in toto vel in parte, nec contra venire volenti aliquatenus consentire.

Mandantes ballivo et Judici nostris Sabaudie et Castellano Castellarii Boviciarum qui nunc sunt et aliis qui pro tempore fuerint baillivi, judices et castellani in locis predictis, quatenus predicta omnia et singula dictis burgensibus nostris et ipsorum heredibus et successoribus observent inviolabiliter, attendant et in ullo contrafacere vel venire presumant. In quorum testimonio presentes literas sigillis nostris magno et parvo munimini facimus.

Actum Chamberiaci die nona mensis martii, anno a nativitate Domini m°. ccc°. xx°. quarto.

(Mémoires de la Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie, t. IV, p. 193.)

LA ROCHE.

1335 - 1412.

(Les chartes de la ville de La Roche ont été communiquées par M. Jules Philippe, d'Annecy, directeur de la Revue savoisienne.)

I

1335, 22 Mars. — *Libertés et franchises accordées aux habitants de la Roche par Amédée III, comte de Genevois.*

Ne gestarum rerum memoria processu temporis evanescat, discretorum virorum solertia solet eis per litteras eternare. Id circo, nos Amedeus, Comes Gebennensis, augmentationem ville nostre de Rupe, ac Burgensium et Habitantium in eadem, totis affectibus cupientes, ex nostra certa scientia, et habita super hoc deliberatione solemni cum Consilio nostro, pro nobis et nostris successoribus, prefatis Burgensibus et Habitantibus dicte ville Rupis, qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, ac posteritati eorum, libertates, franchesias que sequuntur renovamus, confirmamus et de novo concedimus et donamus.

1. Inprimis. Omnis homo qui moratur et morabitur per annum et diem in dicta villa, sine revocatione et contradictione Domini sui, liber est et de libertate ville gaudeat, quamdiu morabitur in dicta villa et faciat usum ville, et juret salvum ville et se servaturum statuta atque ville libertates.

2. Item, quicunque de habitantibus nunc et in futurum domicilium mutare voluerit, hoc sibi liceat et de bonis suis ordinet secundum quod sibi placuerit, salvo jure alterius. Et Dominus et Castelanus dicti jurati eum conducant, si eos requisiverit, ubicunque voluerit, per unum diem et unam noctem pro posse.

3. Item, quotiescunque Dominus Comes de novo veniret recipere juramentum ville in mutatione Domini, ille Dominus novus juret super sancta Dei evangelia se servaturum jura, statuta, libertates, bonas et et antiquas consuetudines ville, antequam ab eis recipiat juramentum.

4. Item, quicunque fuerit Castellanus Rupis, Ballivus, Judex vel alius officialis, juret eodem modo antequam sibi obediatur.

5. Item, si aliquis Habitator Rupis faciat testamentum vel aliam ordinationem, illud et illa prout juris est observetur, nec bona sua a Domino, seu ab alio ipsius nomine, in toto vel in parte, seysiantur, nec aliquid de dictis bonis capiatur, sed ejus arbitrium observetur.

6. Si autem aliquis moriatur intestatus, proximiores vel ejus legitimi successores habeant bona sua secundum juris ordinem, et ea propria auctoritate capiant, si non sit legitimus contradictor, nec bona sua per Dominum vel per alium ejus nomine ab aliquo seysiantur vel capiantur.

7. Si autem ille qui mortuus est ab intestato non habeat proximos vel alios successores legitimos, Castellanus duobus probis hominibus electis de Consilio decem proborum hominum habitatorum ville tradat dicta bona sub juramento fidei, et quod faciat inventarium, et dicta bona per annum et diem custodiant sine diminutione, nisi ob . . . . . alienum, et si infra annum compareat heres legitimus, habeat dicta bona integre et solvat exequias. Si vero infra dictum tempus, nullus compareat, Castellanus de consilio dictorum proborum hominum faciat eleemosinam de predictis et residuum sit Domino.

8. Item, si cum consilio Burgensium vel majoris partis fiant aliqua expensa sive tallie, omnes qui habent vel habebunt in posterum possessiones in dicta villa, dictis expensis contribuant pro modo facultatum, secundum quod fuerit eis impositum, et per Castellanum ad solvendum compellantur, ad requisitionem illorum qui dictas expensas seu tallias equabunt.

9. Item, si Burgenses volunt, ipsi eligant quolibet anno quatuor probos homines ad tractandum rem publicam et ad exercendum negocia communia. Et quicunque de villa electi fuerint ad dictum officium compellantur per Castellanum, captis pignoribus, ad dictum officium recipiendum et exercendum per annum, dummodo serventur indemnes a communi ville. Qui quatuor jurent fideliter regere.

10. Item, singulis annis, si dicti probi homines requisierint, pascua limitentur et via publica et platee publice, et si quis aliquid de cetero scienter de predictis appropriaverit, illud incontinenti restituat et viginti solidos pro banno solvat.

11. Item, Bougerie ville in monte de Tyna et alibi ubicunque sit, ab aliquo non exercentur, nec capre ibidem intrent. Et si ibidem inventa

fuerint, capiantur ab inventore. Et inventor capiat sex denarios pro capra, et custos solvat tres solidos de banno.

12. Item, carbonerii qui faciunt carbonem in dicto monte de Tyna, totam arborem de qua fecerint carbonem totam comburant ad hunc carbonem antequam aliam arborem scindant, et hoc jurent. Et si contrarium fecerint, solvant quinque solidos pro banno. Et nullus possit facere carbonem nisi habitatores Rupis, qui possint facere quando voluerint.

13. Item, in aquo de forons et in fossalibus circumventibus villam Rupis, cavali non nisientur, videlicet a vado de Perrina usque ad molendinum Durerii Janini, nec exnyantur in locis publicis. Et cum contra factum fuerit, Castellanus levet tres solidos de banno aut capiat cavalum.

14. Item, qualecunque statutum Burgenses facere voluerint, presente Castellano et cum ejus consilio, si esse voluerit, alias sine ipso, Castellanus illud servet et attendat dummodo non fiat contra Dominum.

15. Item, in tota villa Rupis, prout est nunc et erit in posterum, aliqua domus vel casale non incidat in commissum propter cessationem servitii non soluti, sed debitor servitii hostii remotione vel raptis pignoribus ad solvendum compellatur, et si hostium remotum debitor removerit aut reducerit in locum suum, duplum solvat quotiens removeret illud aut reduceret in locum suum.

16. Item habitator ville qui in villa stetit per annum et diem et usum ville fecerit, ut ceteri Burgenses nobis solvat leydam nec alia que solvunt extranei, nisi prout Burgenses et Jurati consueverunt. Ceteri vero qui usum ville non facerent et commune non solverent, solvant leydam et alia usagia.

17. Item, si quis venit habitare in dicta villa et aliquis personam ejus revocet, illi de villa et Jurati debent illi consulare, dummodo Dominus ejus non sit de Juratis ville. Et si ille habitator ville non sit talliabilis Domini, qui eum voluerit revocare, nullatenus audiatur nisi aliud rationabile obsistat.

18. Item, aliquis non possit vendere vinum in villa Rupis in minuto, a Barrali inferius, nisi sit habitator ville, vel alius qui habeat domum in villa et faciat usum ville. Eodem modo fiat de caseis et butiris, ne possint vendi partita, et de sale a semistura inferius nisi etiam aliquod remanens, et hec omnia fiant sine cautela. Et si quis contra fecerit, solvat quinque solidos pro banno qualibet vice, et Castellanus compellat vendentem ne amplius fiat. Et si Castellanus non vult hoc facere, possint

Burgenses compellere vendentes et prohibere ne aliquid vendat in minuto prout superius extitit declaratum.

19. Item, quilibet habitator in villa faciens usum ville, vel qui habet domum in villa, vendat quidquid voluerit pretio quo poterit, minus et grosso, quocunque tempore, dummodo mensuram faciat, nisi Burgenses aut major pars ipsorum aliquo tempore contra statuerent de consilio Castellani, aut Castellanus de consilio ipsorum vel majoris partis, quod statutum dictus Castellanus servare teneatur.

20. Qui percutit aliquem infra terminos ville et non ad sui defensionem, de pugno et sine fractione ossis vel membri, solvat tres solidos de banno. Si vero frangat os vel membrum, quadraginta solidos. — Qui percutit de palmo malitiose, solvat quinque solidos de banno. — Qui trahit cutellum contra aliquem, non ad suam defensionem, solvat sexaginta solidos de banno, et si percutiat, solvat decem libras, et si interficiat, ad misericordiam Domini sit. — Eodem modo fiat, de ense, lancea, telo et de quolibet gladio in quo sit metallum. — Qui percutit aliquem de petra, solvat sexaginta solidos de banno, et si interficiat, ad misericordiam Domini est interfector, nisi hoc faciat ad sui defensionem. — Qui trahit lapidem contra aliquem malitiose, licet non percutiat, solvat viginti solidos de banno. — Qui trahit capillos ambabus manibus, solvat decem solidos et si una manu solum, solvat quinque solidos. — Qui malitiose de baculo percusserit aliquem, solvat decem solidos, nisi os vel membrum fregerit, vel sanguinem effuderit, et tunc solvat sexaginta solidos, nisi vulmus sit lethale, et tunc sit ad misericordiam Domini. — Qui percutit de pede, solvat decem solidos, et si os vel membrum frangat aut budellum rumpat, solvat viginti libras.

21. In omnibus premissis maleficiis, Castellanus cum consilio proborum hominum ville faciat fieri congruam, mendam injuriam passo, si passus voluerit. Alioquin passus conveniat injuriantem, si voluerit.

22. Si garcio vel garcia, fatuus vel fatua, dicit vel facit aliquid turpe probo homiñi, probus homo aut aliquis de circumstantibus possit eum vel eam corrigere dando ei alapam vel butando sine pena.

23. Item, Castellanus inquirat quotienscunque voluerit et quando requisitus fuerit ab aliquibus de villa, super ulnis, mensuris et ponderibus. Et si aliquam falsam mensuram invenerit, mensurator cujus est mensura debet tres solidos, nisi signum Domini appareat sine aliqua mutatione, et quod venderetur in illa mensura esset in misericordia Domini. Et si

pluries interpollatin per intervalla ea mensura usus fuerit, solvat sexaginta solidos Domino de banno.

24. Item, qui habet duas mensuras, unam magnam et aliam parvam, quibus utatur emendo in magna et vendendo in parva, tanquam falsarius puniatur.

25. Qui requisitus a Castellano, seu ab aliquo familiarium Domini, ut fidejubeat de re certa et justa, et fidejubere non velit si possit, nec jurare de stando juri et bona ypothecare, Castellanus possit sibi imponere penam quinque solidorum et non ultra, nisi esset causa maleficii vel aliqua magna causa que excederet centum solidos.

26. Item, si fiat clamor, de quacunque re sit, solvat sex denarios pro clama, prout est consuetum.

27. Item, capita hospitiorum sequantur Castellanum per unam diem et unam noctem et non plus ad expensas suas, exceptis privilegiatis, quando Dominus Comes faciet exercitum vel generale mandamentum, et ille qui ire vel mittere nuncium idoneum noluerit, ad dictum Burgensium approbatum, solvat sexaginta solidos, nisi justam causam et rationabilem ostenderit. Et si contingerit quod Dominus Comes nollet ei facere expensas suas, ipsi possint illa vice impune recedere et sine licentia Domini cum banderia sua, nec Dominus possit eos remandare quamdiu duraret illud mandamentum.

28. Si habitator Rupis qui faciat usum ville, vel aliquis alius qui faciat usum ville, moriatur in villa vel alibilibet fenerator publicus vel privatus, dummodo ecclesia secum participet in morte vel in vita, Dominus Comes vel alius nomine ipsius nihil percipiat vel seysiat de bonis suis, sed ea habeant proximiores vel alii successores ordinati ab eo, et Dominus ibi nihil percipiat. Et si fecerit aliquam ordinationem, illa plene prout est juris observetur, nec aliquid a Domino seysiatur vel percipiatur. — Si vero dictus fenerator talis sit vel fuerit quod Ecclesia secum non participet in morte vel in vita, ejus bona confiscentur, emendatis clamoribus si haberet peccatum de aliquibus de villa.

29. Infra confines ville Rupis, — videlicet a loco ubi dividuntur vie publice que tendunt de Rupe versus Voseirier et versus Amancier, versus Rupem. Item a loco ubi dividuntur vie publice que tendunt de Rupe versus Lavenay et versus Vegium, versus Rupem. Item a nanto de Vorsy retro grangiam Johannis Regis a Mycza, versus Rupem. Item a dicto nanto de Vorsy retro grangiam Jaquemodi Tribollet, versus Rupem. Item a via publica que tendit de Estaus versus Broyer, versus Rupem.

Item a loco ubi dividitur via publica que tendit de Broyer versus Rupem, ante grangiam domini Johannis Pobelle. Item a nanto de Chambou, versum Rupem. — Et ab uno termino versus alium, prout sunt confines, nullus homo capiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus aut alius malefactor manifestus, qui fecerit tale delictum pro quo debeat capi et non recepi fidejussus ab eo. Si vero sit delictum tale quod fidembere debeat, si habeat sufficientia bona infra districtum Domini ad solvendum banna superius nominata, vel alia majora si ad hoc teneretur emendandum bannum passo, illa bona capiantur et non persona ejus et vendantur. Si vero bona non sufficerent et delinquens non vult fidembere vel non potest, tunc capiatur per Castellanum si bannum sit sexaginta solidorum vel plus. Et si Castellanus vel familiares ejus nollent eum capere vel non essent presentes, illi de villa possent eum capere et debeant, et tradere curie, et custodiatur donec satisfecerit Domino de banno et emendaverit damnum passo.

30. Si aliquis infra dictos terminos vulnaverit aliquem, vel percusserit, de Burgensibus et Juratis dicte ville, vel quemlibet alium, Castellanus vel familia ejus, faciat eum fidembere si potest, et si non potest, detineatur, et si Castellanus non sit presens nec familia ejus, vel si non vult compellere eum ad fidembendum, illi de villa qui presentes essent hoc facere teneantur et eum tradere Domino vel familiis ejus, qui eum detineant ut superius dictum est.

31. Si quis in foro alieno se immiscuit sine voluntate prioris emptoris, debet tres solidos, nisi venditor dixerit precise ementi : tu non potes istud habere, nisi pro tanto.

32. Si aliquis de villa, vel faciens usum ville, vendat alicui extraneo Burgensi in cujus hospicio hospitatur, si vult, sit socius ejus pro medio de re quam vendit.

33. Item, in die fori, nullus emat extra villam, nisi ubi gentes habitant, et qui contra fecerit solvat tres solides de banno.

34. Qui Juratus est ville et facit commune habeat privilegium Burgensium et franchesiarum, licet non moretur in villa.

35. Quicunque volens morari in villa faciat usum ville et juramentum prestet.

36. Quicunque percussus fuerit in nemore aut alibi de nocte, per unum testem probetur maleficium, et si probari non potest, reus purget se juramento suo. Si autem probari, malefactor solvat duplum pro banno et emenda fiat passo incontinenti, ut superius dictum est.

37. Item, in singulis duobus furnis ville et plus, si plus essent, ponantur singuli fornerii et singule aquarie, ita quod non habeant aliquam societatem super dictis furnis, et non possent capi pro octana nisi tres denarios pro lignis et fornagio, prout est consuetum.

38 Item, omnes Burgenses habeant liberam facultatem faciendi de rebus suis et contrahendi secundum quod placuerit, et exercendi contractus quos voluerit.

39. Item, adulter debet sexaginta solidos de banno et mulier triginta solidos. Sed adulterium non potest probari nisi per probos et bonos testes. Et si denunciator adulteri non probaverit quod denunciabit, teneatur ad talionem.

40. Si maritus vel aliquis de amicis ejus aliquem cum uxore sua, solum cum sola, in loco suspecto et prohibito invenerit, potest eum detinere, et eum percutere si alio modo non potest eum detinere, et tradere curie, et Castellanus levet bannum predictum.

41. Nullus vadietur in foro nisi contractus factus fuerit in foro, et tunc cum consensu Castellani et sine expensis fiat.

42. Si viator conqueritur ab aliquo vel e contra, Castellanus cum consilio duorum proborum hominum faciat inter eos quod sibi videbitur.

43. Si quis furtum portaverit leydam vel pedagium, solvat sexaginta solidos et si remiserit prius qnam domi fuerit, quictus sit.

44. Si Jurato facienti usum ville fiat injuria ab extraneo qui non sit Juratus, in persona vel in rebus, Castellanus et omnes Jurati habitatores in villa Rupis adjuvent eum ad defendendum possessionem rerum suarum et faciant passo injuriam emendari.

45. Item, homines talliabiles vel censiti Juratorum ville Rupis qui faciunt usum ville, non recipiantur in juramento et franchesia ville nisi de voluntate dominorum suorum, vel nisi morati fuerint in dicta villa spacio duorum annorum pacifice et quiete.

46. Item, de serviciis, talliis et censibus confessis vel manifestis potest quilibet Juratus vadiare sine licencia Domini. Aliter, pro aliis rebus nullus pignoret, et si contra fecerit, si cum armis solvat sexaginta solidos, si sine armis solvat viginti solidos.

47. Quotienscunque Castellanus vocat Burgenses ville ad tractandum communia negotia ville, capita hospiciorum venire teneantur si sint presentia nec habeant legitimam excusationem, alias non veniens solvat tres solidos de banno, et tunc Castellanus potest tractare et constituere quod voluerit de consilio et consensu proborum hominum ville.

48. Quicquid major pars ville cum consilio Castellani statuerit, illud servetur dummodo non sit contra jura Domini, nec aliquis rebellis audiatur.

49. Cause pauperum, viduarum et orphanorum, que non excedunt decem libras, per Castellanum de Consilio proborum hominum terminentur et sine expensa.

50. Quicunque vendit aliquid, faciat mensuram legalem, alias si probetur male mensurasse, perdit quod vendit illa vice et solvat tres solidos de banno.

51. Omnia isti banna et pene leventur cum misericordia secundum posse deliquentis, ratione sexus et etatis, cum consilio duorum vel quatuor proborum hominum ville.

52. Item, de septennio in septennum, juramentum ville renovetur et omnes habitantes jurent se servaturos libertates ville et statuta. Et qui de habitantibus ville, exceptis clericis in sacris et aliis qui non habent possessiones in villa, jurare noluerint, non gaudeant privilegio libertatis, et nullus cum ipsis participet.

53. Nullus in juramento ville recipiatur sine consensu Castellani et decem proborum hominum, et postquam juraverit. Si voluerit demandare juramentum, solvat viginti solidos ville. Et e contra quod demandatum non possit fieri nisi presente Castellano et decem probis viris.

54. Item, nullus Burgensium seu habitatorum ville Rupis possit per Ballivum, Judicem, Castellanum, seu alios officiarios nostros extra villam evocari vel citari quoquo modo, nisi de speciali mandato nostro vel successorum nostrorum, de quo mandato littera ostendatur.

55. Item volumus, quod, si super predictis statutis vel aliquo eorumdem fuerit aliqua dubitatio seu obscuritas, quod illa per duos probos homines paris conditionis electos conjunctim a nobis et a dictis Burgensibus declaretur et pacifice dirimatur.

56. Volumus etiam, quod Castellanus et familia sua quamdiu Castellanus fuerit non possit emere vadia.

57. Item, quicunque vadia emerit non valeat emptio nisi incontinenti solverit et sine fraude.

58. Item volumus, quod macellarii non presumant vendere carnes infectas in macello cum aliis, et qui contra fecerit solvat tres solidos quilibet hoc fecerit, et carnes confiscentur.

59. Item, non vendant arietem, ovem, capram nec edum pro castrone, nec torum pro vacca, nec toffam seu porcam pro porco, nec falsiant

renunculos, et si contra fecerint solvant tres solidos et carnes Domino sint. Et carnifex primo denunciet emptori qualescunque fuerint dicte carnes, et si hoc non fecerit solvat tres solidos de banno.

60. Item, quilibet vendat vinum quantum voluerit et poterit, et faciat illud clamari si voluerit.

61. Item, postquam vinum preconisatum fuerit certo precio non mutetur, et quod aliud vinum vino, aqua non miscetur cum ipso, nec aliqualiter possit permutari, nec aliud vinum vendi pro ipso, et si contra factum fuerit solvat tres solidos et amitat vinum.

62. Item, volumus quod non inquiratur super maleficiis nisi de mandato Judicis, et tunc cum accusatore vel contra publice diffamatos, vocatis ipsis et presentibus, et si voluerit interesse et super deffensionibus legitime audientur.

63. Item volumus et concedimus quod dicti Burgenses et habitatores dicte ville Rupis et posteritas eorumdem ab omni manu mortua sint liberi et immunes, et specialiter quod nos aut heredes nostri, per nos vel per alium non possimus nec debeamus aliquid petere vel exigere ab eisdem, vel eorum altero, seu de bonis ipsorum aliquid arrestare vel seysire occasione aliqua, qua ipsi vel alter eorum sint nec fuerint aut eo non fuisse dicantur usurarii vel exercuisse contractus usurarios quoquomodo.

64. Retinentes tamen nos prefatus Comes nobis et successoribus nostris in perpetuum in predictis libertatibus et constitutionibus jura et usagia infrascripta, que nos consuevimus percipere et levare in villa supradicta : Inprimis, servitia in domibus et rebus pro quibus nobis debentur. — Item thesias in domibus in quibus levare et percipere consuevimus. — Item bannum mensis Augusti, prout consuevimus. — Item tabernagia vini in nundinis Rupis, prout consuevimus. — Et generaliter alia usagia et servitia que nos et predecessores nostri in dicta villa percipere et habere ab antiquo consuevimus.

Promittentes nos predictus Comes, pro nobis et heredibus et successoribus nostris, bona fide et per stipulationem solemnem juramento ad sancta Dei evangelia corporaliter prestito vallatam, vobis Petro de Estauz et Mermeto de Boulo clericis, notariis publicis stipulantibus vice notarii et ad opus omnium quorum interest et interesse poterit in futurum, universa et singula supradicta rata et firma tenere et habere in perpetuum et fideliter observare, et contra predicta, in toto vel in parte, de jure vel de facto, in judicio vel extra, per nos seu per aliquam personam

interpositam, in posterum ullo tempore non venire, nec alicui contravenienti in aliquo consentire.

Promittentes, modo quo supra, non facere aliquas novitates in dicta villa de cetero, nec contra dictos Burgenses, nec aliquid ultra predicta ab eis exigere nisi de sua processerit voluntate. — Volumus etiam quod super premissis omnibus et singulis fiant per vos prefatos notarios duo publica instrumenta ejusdem tenoris que possint corrigi, distari, refici, emendari semel vel pluries consilio Domini Vullielmi de Castilione militis, facti scriptura non mutata nonobstante postquam in judicio producta fuerint vel ostensa, et quod sigillo nostro et sigillo predicte carissime uxoris nostre sigillentur, quibus appositis vel non appositis, seu appositis et postmodum fractis, semper predicta plenam habeant firmitatem. — Promittentes bona fide, quod si, quod absit, casu fortuito contingeret prefatas libertates et franchesias emitti, semper sigillo nostro ac expensis nostris sigillare.

Actum in Claromonte, in camera prefati Domini Comitis, testibus presentibus, illustri et magnifico Principe Domino Ay. Comite Sabaudie, Dominis G. de Castillione et Jo. Mistralis domino de Greysier, militibus, et Aymoneto Asinarum Lombardo, habitantibus Annessij, die vicesima secunda mensis Maii, Anno Domini millesimo trecentesimo trigesimo quinto, indictione tercia.

II

1386, 3 Août. — *Confirmation des franchises de la Roche par Pierre, comte de Genevois.*

(Teneur des franchises de 1335, comme ci-dessus.)

Ego Petrus Tissoti de Rupe, clericus auctoritate imperiali notarius coadjutor Aymareti de Bossons notarii, hoc instrumentum de protocollis dictorum notariorum commissis dicto Aymareto, licet alias fuerit levatum, ex commissione mihi facta per illustrem Principem Dominum Petrum Comitem Gebenn. levavi, ipsumque signo meo mihi solito signavi fideliter et complevi.

Nos vero Petrus Comes Gebenn. ad premissorum omnium et singulorum suprascriptorum roboris firmitatem, sigillum nostrum presentibus

duximus apponendum. Datum Annessij die tertia Augusti, anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo sexto, presentibus Dominis Francisco de Mentone, milite, Antonio Cagnaci cancellario Gebenn. et Guillelmo de Crans.

III

1396, 26 Janvier. — *Confirmation des franchises de la Roche par Humbert de Villars, comte de Genevois.*

(Teneur des deux actes précédents.)

Nos Humbertus Comes Gebenn. notum facimus universis presentibus et futuris, quod nos ex nostra certa scientia et voluntate spontanea, habita prius super hoc cum gentibus nostri Consilii matura deliberatione, ad supplicationem et humilem requestam dilectorum Burgensium nostrorum Rupis, franchesias et libertates nostris Burgensibus per predecessores nostros Comites Gebenn. concessas, que presentibus sunt annexe, easdem libertates et franchesias supradictis nostris Burgensibus Rupis sicut per dictos nostros predecessores legitime fuerint concesse, pro nobis et nostris successoribus comitibus Gebenn. confirmamus. Promittentes pro nobis et nostris, bona fide nostra et per juratum nostrum ad sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, hanc nostram presentem confirmationem ratam habere et contra non venire, nec alicui contra venienti in aliquo consentire, neque dare seu prebere auxilium, consensum, favorem vel assensum. — Actum et datum in Castro nostro Annessii, sub nostro sigillo in testimonium premissorum apposito, die vicesima sexta mensis Januarii. Anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo sexto, presentibus Dominis Guillelmo Juliani legum doctore, Percevallo Vumsyni et Hugone Bochila militibus, Joanne de Branco, Guillelmo de Dortans et A. de Creto.

IV

1412, 7 Juillet. — *Confirmation des franchises de la Roche par Amédée VIII, comte de Savoie.*

Nos Amedeus Comes Sabaudie, Princeps, Dux Chablasii et Auguste, in Italia Marchio et Comes Gebenn. notum facimus tenore presentium uni-

versis, quod nos visis libertatibus, franchesiis, immunitatibus et privilegiis, dudum per bone memorie illustrem avunculum nostrum carissimum Dominum Amedeum Comitem Gebenn. quondam concessis et largitis dilectis nostris Burgensibus, Juratis et habitatoribus ville nostre Rupis, datis in Claromonte in camera prefati Domini Comitis Gebenn. vigesima secunda mensis Maii anno Domini m°. ccc°. trigesimo quinto, indictione tertia, signatisque per Petrum Tissoti de Rupe notarium et sigillo illustris felicis recordationis Domini Petri Comitis Gebenn. cera viridi impendenti sigillatis, ac per illustrem recolende memorie Dominum Humbertum Comitem Gebenn. consanguineum nostrum carissimum confirmatis, predecessores nostros in dicto Comitatu Gebenn., ut de dicta confirmatione constat litteris patentibus dicti Domini Humberti comitis, dictis franchesiis annexis, datis in castro Annessii die vigesima sexta mensis Januarii anno Domini m°. ccc°. nonagesimo sexto, signatisque per Andream de Creto et ejus sigillo cera rubea impendenti sigillatis. — Ad humilem supplicationem dilectorum Burgensium, Juratorum et Habitatorum dicte nostre ville Rupis super his nobis factam, dictas franchesias, immunitates, privilegia et libertates supra designatas, pro nobis nostrisque heredibus et successoribus universis, dictis Burgensibus, Juratis et Habitatoribus dicte ville nostre Rupis et ipsorum posteritatibus, laudamus, approbamus, ratificamus et confirmamus, etiam de novo ipsas concedimus per presentes, prout et quemadmodum in dictis franchesiis privilegiis et immunitatibus continetur. — Promittentes pro nobis et nostris predictis, bona fide nostra et per juramentum nostrum ad sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, hanc nostram presentem confirmationem ratam habere et contra non venire, nec volenti contravenire in aliquo consentire atque dare auxilium, consensum, favorem vel assensum. — Mandantes dilectis Baillivo, Judici, Procuratori Gebenn. Castellano Rupis, et ceteris officiariis nostris dicti loci qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, quatenus ipsas franchesias et libertates dictis Burgensibus et Juratis in suis singulis punctis et capitulis observent penitus illesas et in nullo contra faciant quomodolibet vel proponant, absque alterius expectatione mandati. — Pro quibus, a dictis Burgensibus et Juratis nos habuisse et realiter recepisse confitemur per presentes quinquaginta florenos parvi ponderis manibus dilecti fidelis Guigoneti Marci. Thesaurarii nostri Sabaudie generalis, qui de ipsis nobis legitime computare debebit. — Datum in castro nostro Crusilie die septima mensis Julii Anno Domini millesimo quatercentesimo duodecimo, per Dominum,

presentibus Dominis Humberto bastardo de Sabaudia, Francisco de Mentone, Petro Andreveti et Guigoneto Marci. thesaurario Sabaudie.

THÔNES.

1350 - 1546.

(Les chartes de la ville de Thônes ont été transcrites sur les originaux et communiquées par M. A. Lecoy de la Marche, archiviste de la Haute-Savoie.)

I

1350, 20 Septembre. — *Premières franchises accordées à la ville de Thônes par Amédée III, comte de Genevois, du consentement de sa femme Mathilde de Bologne.*

Nos Amedeus, comes gebennensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, et etiam modernis hominibus et futuris, quod nos scientes et spontanei, pro nobis heredibus et successoribus nostris, et etiam de consensu et expressa voluntate carissime consortis nostre Mathildis de Boulonya, donamus, cedimus, et concedimus dilectis nostris burgensibus et juratis ville de Thono, licet absentibus, in manibus tamen Bertheti Vagoneti notarii publici, more publice persone, vice nomine et ad opus dictorum burgensium et omnium quorum in futurum poterit interesse, franchesias et libertates prout inferius continentur.

1. In primis, omnis homo qui moratur et morabitur per annum et diem in dicta villa, sine revocatione et contradicione domini sui, liber est et de libertate ville gaudeat quandiu morabitur in dicta villa; et faciat usum ville, et juret salvum ville et se servaturum statuta et libertatem ville.

2. Item, quiconque de habitantibus ville nunc et in posterum domici-

lium mutare voluerit, hoc sibi liceat, et de bonis suis ordinet secundum quod sibi placuerit, salvo jure alterius. Et Dominus et castellanus et jurati conducant eum, si eos requisierit, ubiconque voluerit per unum diem et unam noctem pro posse suo.

3. Item, q̃uotienscunque Dominus Comes de novo veniet recipere juramentum ville, in mutatione domini, ille novus Dominus juret super sancta dei evangelia se servaturum jura, statuta et libertates, et bonas et antiquas consuetudines ville, et habitantes ville et bona ipsorum, antequam recipiat ab eis juramentum.

4. Item, quiconque fuerit Castellanus Thoni, vel judex vel alius officiarius, juret eodem modo antequam sibi obediatur.

5. Item, si aliquis habitator Thoni faciat testamentum vel aliam ordinationem, illud vel illa prout juris êst observetur; nec bona sua a Domino, seu ab alio nomine suo, in toto vel in parte seysiantur; nec aliquid de dictis bonis capiatur, sed ejus arbitrium observetur.

6. Si autem aliquis moriatur intestatus, proximiores ejus vel legitimi successores habeant bona sua secundum juris ordinem, et ea propria auctoritate capiant, si non legitimus sit contradictor; nec bona sua per Dominum seu per alium nomine ejus ab aliquo seyseantur nec capiantur. Si autem ille qui mortuus est ab intestato non habeat proximos vel alios successores legitimos, Castellanus, duobus probis hominibus electis de consilio decem proborum hominum habitatorum ville, tradat dicta bona sub juramento fidei, et quod fiat inventarium, et dicta bonna per annum et diem custodiant sine minutione, nisi ob es alienum; et si infra annum comparheat heres legitimus, habeat dicta bona integre et solvat exequias; si vero infra dictum tempus nullus compareat, Castellanus de consilio decem proborum hominum faciat helemosinam de predictis, et superfluum sit Domino.

7. Item, si communi consilio burgensium vel majoris partis fiant alique expense sive tallie, omnes qui habent et habebunt in posterum possessiones in dicta villa, et omnes habitantes in dicta villa, in dictis expensis contribuant pro modo facultatum, secundum quod fuerit eis impositum; et per Castellanum ad solvendum compellantur, ad requisitionem illorum qui dictas expensas seu tallias equabunt.

8. Item, si burgenses volunt, ipsi eligant quolibet anno quatuor homines probos ad tractandum rempublicam et ad exercendum negotia communia. Et quiconque de villa electi fuerint ad dictum officium compellantur per Castellanum, captis pignoribus, ad dictum officium reci-

piendum et exercendum per annum, dummodo serventur imdempnes a communi ville ; qui quatuor jurent fideliter regere.

9. Item, quod Castellanus de Thono, quiconque fuerit castellanus, ad requisitionem proborum hominum vel sindicorum dicte ville teneatur facere limitare communia et pascua dicte ville, et vias publicas et placeas.

10. Item, quod nullus utatur communibus et pascuis dicte ville nisi fuerit burgensis et juratus dicte ville ; et quod Castellanus dicti loci teneatur deffendere dictis juratis dicta communia et pascua, nec aliquis utatur dictis communibus qui burgensis et juratus dicte ville non fuerit.

11. Et quod dominus Comes, vel aliquis ejus successor, vel alius pro ipsis, dicta communia aliquibus personis albergare vel aliter concedere non possit, quin semper remaneant communia dictis burgensibus et juratis.

12. Item, qualeconque statutum burgenses facere voluerint, presente Castellano et cum ejus consilio, si esse voluerit, aliter sine ipso, Castellanus illud servet et attendat, dummodo non sit contra Dominum.

13. Item, in tota villa Thoni, prout est nunc et erit in posterum, aliqua domus vel casale non incidat in commissum propter cessationem servicii non soluti ; sed debitor servicii, hostiis remotis, vel captis pignoribus, ad solvendum compellatur ; et si hostium remotum debitor removerit aut reduxerit in locum suum, duplum solvat quociens removeret illud aut reduceret in locum suum.

14. Item, habitator et juratus dicte ville qui in villa steterit per annum et diem, et usum ville fecerit, ut ceteri burgenses, non solvat leydam, escatum nec pedagium, nec alia que solvunt extranei. Ceteri vero qui usum ville non facerent, et commune non solverent, solvant leydam et alia usagia consueta.

15. Item, si quis venit habitare in dicta villa et aliquis personam ejus revocet, illi de villa et jurati debent illum consulere, dummodo dominus ejus non sit de juratis ville. Et si ille habitator non sit talliabilis, dominus qui eum voluerit revocare nullatenus audiatur, nisi aliud rationabile obsistat.

16. Item, aliquis non possit vendere vinum in villa Thoni in minuto a barrali inferius, nisi sit habitator ville vel alius qui habeat domum in villa et faciat usum ville ; eodem modo fiat de caseis, seraceis et butiris, ne possint vendi partitu, et de sale a semi cupa inferius, nisi esset

aliquod remanens. Et hec omnia fiant sine cautela. Et si quis contra fecerit, solvet quinque solidos de banno, qualibet vice. Et Castellanus compellat vendentem ne amplius fiat; et si Castellanus hoc non vult facere, burgenses possint vendentem compellere, vel prohibere ne aliquid vendat in minuto, prout dictum est.

17. Item, quilibet habitator ville faciens usum ville, vel qui habet domum in villa, vendat quidquid voluerit pretio quo poterit, minute et grosse, quoconque tempore, dummodo mensuram faciat, nisi burgenses aut major pars ipsorum aliquo tempore contra statuerent de consilio Castellani, aut Castellanus de consilio ipsorum vel majoris partis; quod statutum Castellanus servare teneatur.

18. Qui percutit aliquem infra terminos ville, et non ad sui deffensionem, de pugno, sine fractione ossis vel membri, solvat tres solidos de banno; si vero frangat os vel membrum, solvat quadraginta solidos. Qui percutit de palma maliciose, solvat quinque solidos de banno. Qui trahit cutellum super aliquem, non ad sui deffensionem, solvat sexaginta solidos de banno, et si percutiat, solvat decem libras; et si interficiat, ad misericordiam Domini sit. Eodem modo fiat de ense, de lancea, de jusarma[1], et de quolibet alio gladio in quo sit metallum.

19. Qui percutit aliquem de petra, solvat sexaginta solidos de banno; et si interficit, ad misericordiam Domini sit interfector, nisi hoc faciat ad suam deffensionem. Qui trahit lapidem contra aliquem maliciose, licet non percutiat, solvat viginti solidos de banno. Qui trahit capillos ambabus manibus solvat decem solidos; et si una manu, solvat quinque solidos. Qui maliciose de baculo percusserit, solvat decem solidos, nisi os vel membrum fregerit vel sanguinem effuderit; et tunc solvat sexaginta solidos nisi vulnus sit letale, et tunc sit ad misericordiam Domini. Qui percutit de pede solvat decem solidos; et si os vel menbrum frangat, aut budellum rumpat, solvat decem libras.

20. In omnibus predictis maleficiis, Castellanus cum consilio proborum hominum de villa faciat fieri congruam emendam injuriam passo, si passus voluerit; allioquin passus conveniat injuriantem, si voluerit.

21. Si garcio vel garcia, fatuus vel fatua dicit vel facit aliquod turpe probo homini, probus homo aut alius de circonstantibus possit eum vel eam corrigere, dando ei alapam vel butando, sine pena.

22. Item, Castellanus inquiret, quociensconque voluerit et quando

[1] La *guisarme* était une lance armée d'une petite hache.

requisitus fuerit ab aliquibus de villa, super ulnis et mensuris et ponderibus; et si aliquam falsam invenerit, mensurator cujus est mensura debet tres solidos, nisi signum Domini appareat sine aliqua mutatione; et quod tunc venderetur in illa mensura esset in misericordiam Domini. Et si pluries interpaulatim de eadem mensura usus fuerit, solvat sexaginta solidos de banno. Item qui habet duas mensuras, unam magnam et aliam parvam, quibus utatur emendo in magna et vendendo in parva, tamquam falsarius puniatur.

23. Qui requisitus fuerit a Castellano ut fidejubeat de re certa et justa, et fidejubere non velit si potest, nec jurare de scando juri et bona ypothecare, Castellanus potest sibi imponere penam quinque solidorum et non ultra, nisi esset causa maleficii vel alia magna causa que excederet centum solidos.

24. Si fiat clamor de re confessata vel cognita, convictus solvat sex denarios pro clama, et similiter de seysinis et deseysinis, per modum in dicta villa hactenus consuetum.

25. Item capita, hospiciorum sequantur Castellanum per unam diem et unam noctem et non plus, ad expensas suas, exceptis privilegiatis, quando Dominus Comes faciet exercitum vel generale mandamentum. Et ille qui ire vel mittere nuncium ydoneum noluerit, ad dictum burgensium approbatum solvat sexaginta solidos, nisi justam causam et racionabilem ostenderit. Et si contingeret quod Dominus Comes nollet ei facere expensas suas, ipsi possint illa vice impune recedere, et sine licencia Domini, cum banderia sua, nec Dominus possit eos remandare quandiu duraret illud mandamentum.

26. Si habitator de Thono qui faciat usum ville, vel alius qui faciat usum ville, moriatur in villa vel alibi, licet fenerator publicus vel privatus, dummodo ecclesia secum participet in morte vel in vita, Dominus Comes, vel alius nomine ejus, nichil percipiat vel seysiat de bonis suis; sed ea habeant proximiores et alii successores ordinati ab eo, et Dominus nichil ibi percipiat. Et si fecerit aliquam ordinacionem, illa plene prout juris est observetur, nec aliquid a Domino seysiatur vel capiatur; si vero dictus fenerator talis sit vel fuerit quod ecclesia secum non participaret in morte vel in vita, ejus bona confiscentur, emendatis clamoribus, si haberet peccatum de aliquibus de villa.

27. Infra terminos ville Thoni, videlicet a Nanto dou cirisier inferius descendente, recte tendendo per ripperiam cursus aque de Cyers a parte villagii de Periera, descendendo inferius versus Tronchina usque in loco

vocato Perers Sofflos; et ab illo loco transeundo per cursum aque de Nous usque ad petram grossam subtus ruppem vocatam Seys; et a dicto loco dicte petre tendendo superius usque in cacumine cresti Seveyrot; et a dicto cresto descendendo inferius usque ad pontem de Nous; et a dicto ponte tendendo superius per cursum aque de Nous, a parte de Villareto, usque ad Nantum vocatum Bruyent; et a dicto Nanto tendendo superius, usque ad pessiam de cuva in via de Colomban existente; et a dicta pessia extranverso inferius descendendo, usque in loco dou Pessey de Viverio; et a dicto loco dou Pessey usque in dicto Nanto dou cyrisier.

28. Et ab uno termino versus alium, prout sunt confines, nullus homo capiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus, qui fecerit tale delictum pro quo debeat capi, et non recipi fidejussores ab ipso. Si vero sit delictum tale quod fidejubere debeat, si habeat bona sufficientia infra districtum Domini ad solvendum banna superius nominata, vel alia majora si ad hoc teneretur et emendandum dampnum passo, illa bona capiantur et non persona ejus, et vendantur. Si vero bona non sufficerent, et delinquens non vult fidejubere vel non potest, tunc capiatur per Castellanum, si bannum sit sexaginta solidorum vel plus, et non infra. Et si Castellanus vel familiares ejus non vellent eum capere, vel non essent presentes, illi de villa possent eum capere et debeant licite et impune, et tradere curie; et custodiatur per ipsos, quousque satisfecerit Domino de banno, et emendaverit dampnum passo.

29. Si aliquis infra dictos terminos aliquem vulneraverit vel percusserit de burgensibus et juratis dicte ville, vel quemlibet alium, Castellanus vel familia ejus faciat eum fidejubere si potest, et si non potest detineatur; et si Castellanus non sit presens vel familia ejus, vel si non vult eum compellere ad fidejubendum, illi de villa qui presentes essent hoc facere teneantur, et eum traderent Domino vel familie ejus, qui eum detineat ut supradictum est.

30. Si quis in foro alieno se inmiscuerit sine voluntate prioris emptoris, solvat tres solidos, nisi venditor dixerit precise ementi : tu non potes istud habere pro tanto.

31. Si aliquis de villa vel juratus, faciens usum ville, institerit in contractu alterius extranei, si vult, sit socius ejus. Item si hospes alicujus burgensis ville vendit alicui extraneo, burgensis in cujus hospicio hospitatur, si vult, sit socius pro medio de re quam vendit.

32. Item, in die fori nullus emat extra villam, nisi ubi gentes habitant; et qui contra fecerit solvat tres solidos de banno.

33. Qui juratus est ville et facit commune, habens domum in villa, habeat privilegium burgensium et franchesias, licet non moretur in villa.

34. Quiconque voluerit morari in villa, faciat usum ville et juramentum prestet.

35. Quiconque percussus fuerit in nemore vel alibi de nocte, per unum testem probetur maleficium. Et si probare non potest, reus se purget juramento suo; si autem potest probari, malefactor solvat duplum pro banno, et emenda fiat passo incontinenti, ut supra dictum est.

36. Item, omnes et singuli burgenses et jurati dicte ville, videlicet alter alterum, quotiensconque essent requisiti, excepto contra Dominum, sequi teneantur ad jura sua debite conservanda.

37. Item, omnes burgenses habeant liberam facultatem faciendi de rebus suis et contrahendi secundum quod voluerint, et exercendi contractus quos voluerint, fenorando vel faciendo baratas; nec Dominus possit eos cogere ad faciendum predicta vel contra.

38. Item, adulter debet sexaginta solidos de banno, et mulier triginta solidos; sed adulterium non potest probari nisi per bonos testes, prout juris est. Et si denunciator adulterii non probaverit quod denunciavit, teneatur ad tallionem. Si maritus vel alius de amicis ejus aliquem cum uxore sua, solum cum sola, in loco suspecto et prohibito invenerit, potest eum detinere et tradere curie; et Castellanus levet bannum predictum.

39. Nullus vadietur in foro nisi contractus fuerit in foro, et tunc cum consensu Castellani et sine expensis fiat. Si aliquis extraneus vel mercator veniens in foro, vel in nundinis, vel alias super aliquibus mercandiis conquiratur de aliquo burgense, vel e contra burgensis de extraneo, Castellanus, de consilio duorum proborum hominum vel plurium, si voluerit plures habere, sibi faciat justitiam super petitis breviter et de plano, et sine strepitu judicii vel figura.

40. Si quis furtim portaverit leydam vel pedagium, solvat sexaginta solidos; et si remiserit priusquam domi fuerit, quictus sit.

41. Si jurato facienti usum ville fiat injuria ab extraneo qui non sit juratus, in persona vel in rebus, Castellanus et omnes jurati habitantes in villa Thoni adjuvent eum ad deffendendum possessionem rerum suarum, et faciant passo injuriam emendari.

42. Item de serviciis, talliis et censibus confessis vel manifestis, potest quilibet juratus vadiare sine licencia Domini; alias pro aliis rebus

nullus pignoret. Et si quis contra fecerit, si cum armis, solvat sexaginta solidos ; si sine armis, solvat viginti solidos.

43. Quociensconque Castellanus vocat burgenses ville ad tractandum communia negocia ville, capita hospiciorum venire teneantur, si sunt presentia nec habeant legitimam excusationem ; aliter non veniens solvat tres solidos pro banno ; et tunc Castellanus potest tractare et constituere quod voluerit, de consilio et consensu proborum hominum ville. Quidquid major pars ville cum consilio Castellani statuerit, illud servetur, dummodo non sit contra jura Domini, nec aliquis rebellus audiatur.

44. Cause pauperum viduarum et orphanorum, que non excedunt decem libras, per Castellanum, de consilio proborum hominum, terminentur et sine expensis.

45. Quiconque vendit aliquid, faciat mensuram legalem ; aliter si probetur male mensurasse, perdit quod vendit illa vice, et solvat tres solidos de banno.

46. Omnia ista banna et pene omnes leventur cum misericordia et secundum posse delinquentis, racione sexus et etatis, cum consilio trium vel quatuor proborum hominum ville.

47. Item, de septennio in septennium juramentum ville renovetur, et omnes habitantes jurent se servaturos libertatem ville et statuta. Et qui de habitantibus ville, exceptis clericis in sacris et aliis qui non habent possessiones in villa, jurare noluerint, non gaudeant privilegio libertatis, et nullus cum ipsis participet. Nullus in juramento ville recipiatur sine consensu Castellani, sindicorum et decem proborum hominum dicte ville juratorum. Et quiconque receptus fuerit in dicto juramento, solvat dicte ville viginti solidos gebennensium. Et postquam receptus fuerit, non possit contremandare dictum juramentum sine consensu Castellani, et decem proborum hominum et sindicorum dicte ville. Et si contremandato consenserint, tunc contremandans solvat viginti solidos gebennensium Domino, et viginti solidos dicte ville.

48. Item volumus, quod si supradictis statutis, vel aliquo eorumdem, fuerit aliqua dubitacio seu oscuritas, quod illud per duos probos homines paris condicionis, electos communiter a nobis et a dictis burgensibus, declaretur et pacifice dirimatur.

49. Volumus etiam, quod Castellanus et familia sua, quandiu Castellanus fuerit, non possit emere vadia. Item quiconque vadia emerit, non valeat emptio, nisi incontinenti solverit precium et sine fraude.

50. Item volumus, quod macellarii non presumant vendere carnes in-

fectas in macello cum aliis; et qui contra fecerit solvat tres solidos, quilibet qui hoc fecerit, et carnes confiscentur.

51. Item non vendant arietem, ovem, capram nec edum pro castrone, nec taurum pro vaca, nec troyam pro porco, nec faciant renunculos; et si contra fecerint solvant tres solidos, et carnes Domino sint. Et carnifex primo denunciet emptori qualesconque fuerint dicte carnes; et si hoc non fecerit solvat tres solidos de banno.

52. Item quilibet vendat vinum quantum voluerit et poterit, et faciat eum clamari si voluerit. Item postquam vinum preconizatum fuerit certo precio, non moutetur; et quod aliud vinum sive aqua non misceatur cum ipso, nec aliter possit permutari, nec aliud vinum vendi pro ipso; et si contra factum fuerit, solvat tres solidos et amittat vinum.

53. Item volumus, quod non inquiratur super maleficiis contra burgenses et juratos, nisi de mandato judicis et cum accusatore et denunciatore legitimo, nisi contra publice defamatos, vocatis ipsis et presentibus si voluerint interesse; et super deffensionibus eorum legitime audiantur.

54. Item quod forum dicte ville, quod consuevit teneri in die mercuri, teneatur et fiat singulis septimanis in die sabbati. Et dictum forum eisdem manutenere Dominus teneatur et dictus Castellanus. Item quod singulis annis fiant ibidem nundine, die dominica post festum beati Martini yemalis, que durent per duos dies ultra alias nundinas in mense septembris in dicta villa singulis annis teneri consuetas.

55. Item quod si aliquis burgensis vel juratus emerit vadia in foro publico, secundum consuetudines dicti fori, et ille supra quem vendita fuerint dicta vadia, vel alius pro eo, ea non redimerit infra octo dies post dictam venditionem factam et sibi vel in hospicio habitationis sue notificatam, tunc sunt escheuta, et tamquam escheuta tradantur emptori. Si vero extraneus ea emerit, habeat ille contra quem emuntur quindecim dies ad ipsa redimenda. Et si infra dictos quindecim dies ea non redimerit, tamquam escheuta expediantur dicto emptori.

56. Retinentes tamen nos predictus comes, nobis et successoribus nostris imperpetuum, in predictis libertatibus et constitucionibus jura et usagia infrascripta, que nos consuevimus percipere et levare in villa supradicta, videlicet servitia in domibus et rebus pro quibus nobis debentur.

Promittentes nos prefatus Comes, pro nobis heredibus et successoribus nostris, bona fide et per stipulacionem sollempnem, tibi notam

infrascripto stipulanti nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interesse poterit, universa supradicta et singula rata, grata et firma tenere et habere imperpetuum, et fideliter observare; et contra predicta, in toto vel in parte, de jure vel de facto, in judicio vel extra, per nos seu per aliquam personam interpositam, in posterum ullo tempore non venire, nec alicui contra venienti in aliquo consentire. Promittentes, modo quo supra, non facere aliquas novitates in dicta villa de cetero nec contra dictos burgenses, nec aliquid ultra predicta ab eis exigere, nisi de sua processerit voluntate.

In quorum omnium robur et testimonium, nos predictus Comes presentem cartam sigillo nostro et sigillo predicte carissime uxoris nostre duximus roborandam.

Acta fuerunt hec publice apud Anessiacum burgum, in castro, infra cameram dicti Domini Comitis, presentibus testibus ad hec vocatis, videlicet nobili viro domino Petro de Compeissio milite, domino Oberto Vigniolie jurisperito, et Humberto de Navi, meque Bertheto Vagoneti de Albiaco, notario publico auctoritate imperiali et dicti Domini Comitis, qui premissis omnibus presens fui. Et hoc publicum instrumentum de mandato ipsius Domini Comitis, ad opus et utilitatem dicte ville, burgensium et juratorum ejusdem et omnium aliorum quorum in futurum poterit interesse, recepi in formamque publicam redegi, scripsi, feci, tradidi fideliter et signo meo consueto, una cum signo armorum dicti Domini Comitis, signavi in testimonium veritatis; die xx^a^. mensis septembris, anno a nativitate domini millesimo trecentesimo quinquagesimo, indicione tercia.

II

1369, 6 Septembre. — *Amédée IV, comte de Genevois, confirme les franchises précédentes et statue sur quelques points controversés. Il reçoit pour ces concessions quatre-vingt-dix florins de bon poids, et son Conseil en reçoit vingt.*

Nos Amedeus, comes Gebennensis, notum facimus universis per presentes quod, cum quidam processus et inquisiciones facti et facte fuerint, apud Thonum, contra non nullos burgenses nostros et juratos dicte ville, super eo quod inculpabantur mensurasse ad mensuras non justas

sive legales; contraque se excusando proponebant quod ipse mensure signate fuerant signo nostro per familiares nostros, ex quo juste presumebantur et presumi debebant; molestabantur eciam dicti nostri burgenses supra casibus infrascriptis, licet, ut asserebant, super ipsis privilegia et franchesias (habebant), et immunes se dicebant et privilegiatos a casibus ipsis super quibus molestabantur, et licet satis tuti videantur per formam ipsarum franchesiarum; nichilominus tamen nobis humiliter supplicarunt ipsos casus eis declarari et confirmari, ne ulterius indebite molestentur; nos vero Comes prefatus, cupientes dictos nostros burgenses tractare favoribus graciosis, declaramus et concedimus eisdem ut infra :

1. Primo quod dicti nostri burgenses presentes de ipsorum bonis, sicut in eorum franchesiis continetur, testari possint et de eorum bonis ordinare; nec possint eorum bona per gentes nostras confiscari, eo pretextu quod sunt feneratores vel usurarii.

2. Item quod omnes jurati presentes, tailliabiles vel ne, usum ville facientes, gaudeant franchesiis et libertatibus dicte ville, sive habeant domicilium in dicta villa, sive non; et ut ceteri burgenses gaudeant ipsis privilegiis et libere utantur.

3. Item quod si mensure fuerint per gentes nostras signo nostro signate, licet reperiantur majores vel minores, volumus quod reficiantur et reparentur sine pena.

4. Item quod dicti nostri burgenses possint constituere vel elegere sindicos, recipereque burgenses, vocatis sex probis hominibus dicte ville, presente Castellano qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, et de ipsius consensu.

5. Insuper, franchesias et previlegia per predecessores nostros dictis burgensibus concessas et concessa tenore presentium confirmamus et approbamus; promittentes bona fide nostra, pro nobis et successoribus nostris, predicta omnia et singula predictis nostris burgensibus attendere et observare, et non contra facere vel venire; confitentes nos habuisse, pro declaracione et confirmacione premissis, quatuor viginti et decem florenos auri boni ponderis, manu dilecti receptoris nostri Guillelmi de Cranz, pro nobis, et viginti florenos auri dicti ponderis pro consilio nostro.

In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Anessiaci, in castro, et in camera nostra rubea, die sexta mensis septembris, anno domini millesimo trecentesimo sexagesimo nono.

Per Dominum oretenus expedita, presente Domino cameracensi episcopo, et presentibus Dominis Francesco Candie milite, Anthonio Cagran judice, et Petro de Navez procuratore Gebennensi. Idem G°. de Cranz florenos solvant quatuor, et exercendi contractus quos voluerint potestatem habeant per quas francheissias.

III

1464, 24 Avril. — *Janus de Savoie, comte de Genevois, confirme toutes les franchises et libertés accordées aux habitants de Thônes par ses prédécesseurs.*

Janus de Sabaudia, comes Gebennesii et baro Foucigniaci, ac Bellifortis dominus, locuntenensque generalis illustrissimi principis domini et genitoris mei metuendissimi domini Ludovici, ducis Sabaudie Chablaysii et Auguste, sacri romani imperii principis vicariique perpetui, marchionis in Ytalia, principis Pedemoncium, Gebennesii et Baugiaci comitis, baronis Uuaudi et Foucigniaci, Nycieque Venessarum et Friburgi Domini; universis serie presencium fieri volumus manifestum quod nos, visis litteris franchesiarum libertatum et immunitatum per inclite recordacionis dominum Amedeum, comitem Gebennesii, predecessorem nostrum, dilectis fidelibus nostris hominibus, burgensibus, juratis et habitatoribus ville nostre Thoni concessarum, ac quatuor confirmacionibus earumdem inde sequutis, presentibus annexis; supplicationi itaque ipsorum fidelium nostrorum hominum burgensium, juratorum et habitatorum dicte ville nostre Thoni, super hiis nobis facte ut ipsas libertates et franchesias sibi confirmare et ratifficare more predecessorum nostrorum dignaremur, benigniter annuentes. Volentes ipsos fideles nostros favoribus pertractare graciosis, ut quanto nostre munifficentie presidio se noverint sincerius mactatos, tanto fidelitatis obsequio se erga nos et nostros exhibeant prompciores.

Igitur, de certis bonis moti consideracionibus, ex nostra certa sciencia, pro prelibato domino et genitore meo metuendissimo, virtute locuntenencie nostre predicte, et suis nobisque et nostris heredibus et successoribus universis, matura super hiis consilii nostri deliberacione prehabita, et quia nobis sic fieri placet; predictas omnes et singulas franchesias, libertates, privilegia et immunitates, per prefatum inclite recordacionis

dominum Amedeum, comitem Gebennesii, ipsis fidelibus nostris concessas, et per sanctissimum dominum nostrum Felicem divina providencia Papam quintum, tunc in minoribus existentem, dominum Amedeum Sabaudie ducem, avum nostrum paternum preclarissimum, et successive per inclite recordie dominum Philippum de Sabaudia, patruum nostrum carissimum, dicti comitatus Gebennesii comitem, confirmatas et approbatas, dictis fidelibus nostris supplicantibus et sue posteritati laudamus, ratifficamus, confirmamus liberaliterque et graciose approbamus per presentes. Et insuper, quantum nobis possibile fuerit, vestigia prefatorum sanctissimi domini avi illustrisque patrui meorum insequi volentes et cupientes, et ipsos fideles nostros regere et gubernare prout et quemadmodum prelibati antecessores nostri consueverunt affectantes, promittimus bona fide nostra, in verbo principis, predictas libertates, franchesias et immunitates eisdem fidelibus nostris sueque posteritati tenere, attendere et observare, sicuti et quemadmodum per eosdem predecessores nostros tente fuerunt et observate, ipsosque fideles nostros profecto regere gubernare et tenere in et sub usibus, moribus et consuetudinibus acthenus per eosdem predecessores nostros prenominatos tentis et observatis.

Mandantes propterea baillivo, judici et procuratori Gebennesii, Castellanoque Thoni, ac ceteris prelibati domini et genitoris mei et nostris quibuscunque officiariis ad quos spectat, presentibus et futuris, ipsorumque locatenentibus et cuilibet eorundem, quatenus hujusmodi confirmacionem et litteras nostras dictasque libertates, immunitates et franchesias, modis et formis predictis, ut supra confirmatas, eisdem fidelibus nostris et suis inviolabiliter observent, teneant et attendant, in nulloque contra faciant quomodolibet vel opponant.

Has litteras nostras in premissorum testimonium concedentes, datas Annessiaci, die vicesima quarta mensis aprilis, anno domini millesimo quatercentesimo sexagesimo quarto.

Datum presentibus Dominis, N. de Menthone. Domino Montistrotterii. B. de Menthone. Domino Pontis. L. domino Avanchiaci. Magistro hospicii. Bertrando de Dereya. Johanne de Ossens. Petro Clavelli. Vicejudice Gebennesii. Aymone Ruphi.

IV

1546, 6 Février. — *Charlotte d'Orléans, duchesse de Nemours, tutrice de son fils Jaques de Savoie, confirme les priviléges, libertés et franchises des habitants de Thônes, y ajoute quelques dispositions nouvelles et abolit la tolérance des contrats usuraires, accordée précédemment.*

Cet acte de la duchesse est entériné par le Conseil de Genevois, à Annecy, le 10 avril suivant.

Charlotte d'Orleans, duchesse de Nemour, contesse douairiere de Geneve et Genevoys, marquise de Sainct Sorlin, baronesse de Foucigny, Beaufort, Gray sur Seyne et Secondigny, de Trevolz, Chasey, Oysans, La mure, Mathesnie, Vaulbonoys, Clays, Theis, La pierre et domenne nostre Dame, tutrice ayant la garde noble, gouvernement et administration des personne et biens de nostre tres chier et tres ame filz Jaques de Savoye, à tous ceulx qui ces presentes verront salut. Receue avons la tres humble supplication et requeste de noz tres chiers et bien amez et feaulx les sindiques et bourgeoys de nostre ville de Thone, contenant comme feuz de bonne memoyre messeigneurs noz predecesseurs et de nostre dict tres chier et tres ame filz leur auroit et a leur ancestres concedez plusieurs previleges, libertez et franchises, au prouffit et utilite de la dicte ville et augmentacion de nostre revenu; nous suppliant les leur voulloir confermer, approuver et ratiffier, et en oultre leur accorder, conceder et eslargir, et a leur successeurs bourgeoys du dict lieu, a tiltre de previlege, cinq articles cy conjoinctement escriptz, assavoyr :

En premier lieu, quilz ayent pouvoir et auctorite de constituer ung serviteur de ville, qui puisse commander et deffendre en tous affairez de ville, et imposer peinnes du commandement des sindiques jusques a dix gros pour une foys, et icelles exiger des deffaillans pour estre appliquees au bien et utilite de la dicte ville.

En second, quilz ayent puissance et permission de vendre, donner, accenser et alberger des communs a eulx par messeigneurs noz ancestres et de nostre dict filz donnez, que sont allodiaulx, et diceulx jouyr comme choses allodiales au prouffict de la dicte ville; aussi que le corps et universite dicelle puisse tenir fiedz et directes, comme les bourgeoys de noz aultres villes franches de nostre dict pays de Genevoys.

En tiers, quil leur soit permys de eslever et imposer ung commun en nostre dicte ville, assavoir que pour une chascune livre de chair que se

vendra soubz la hasle du dit lieu, et pour ung chascun pot de vin se vendant dedans la dicte ville, ilz prendront une maille genevoyse; lesquelz deniers s'appliqueront et employeront pour les negoces au prouffit et utillite de la dicte ville, et ainsi que lon en use aux aultres villes de Genevoys; et ce pour le temps et terme de neufz ans prochainement venantz, a commencer des la datte de l'interinement de noz presentes, par lequel temps ilz en puissent jouyr et user sans contredicte.

En quart, quil nous plaise les exempter de toutes contributions de gabelles nostre dicte ville de Thone.

Et finablement que leur vuellons conceder une foyre l'annee, previleges comme les aultres que desja ilz ont et desquelles ilz jouyssent, laquelle se tiendra par chascune annee le jour et feste sainct Nycolas au moys de may; disantz ce n'estre prejudiciable a aulcuns de noz subgetz pour ce que le dict jour il nen y a point daultre en noz pays de Genevoys et Foucigny;

Nous suppliant tres humblement leur eslargir sur les choses sus suppliees nostre grace; pour ce est il que, vueillantz les dits suppliantz favorablement traicter, en consideration mesmement des charges par eulx supportees tant a cause des contributions des gens darmes, infection de peste, que pour la sterilite des prises passees;

Sçavoir faisons que, ayans les dicts previleges par feu de bonne memoyre messeigneurs noz predecesseurs et de nostre dict tres chier et tres ame filz aux dicts suppliantz concedes, et les articles contenuz en leur dicte requeste, faict dhuement veoir par noz tres chiers, bien amez et feaulx conseilliers les president et gens de nostre conseil, par ladvis desquelz nous appert la concession et confirmation des dicts previleges ne nous estre ny a noz subgectz aulcunement prejudiciable, mais aux suppliantz grandement prouffitable; a la requeste desquelz vueillantz obtemperer, les previleges et franchises cy soubz attachees et le contenu en icelles nous avons, comme tutrice susdicte, de nostre certaine science, plain pouvoir et auctorite, pour nous, nostre dict filz et ses successeurs, par cestes conferme ratiffie et approve, confirmons ratiffions et approvons, par la forme et maniere quilz auroyent este aux dicts suppliantz et leur predecesseurs accordez; leur donnant en oultre, pour eulx et leur successeurs, et oultroyant, en augmentacion dicelles et a tiltre de previlege, le contenu aux cinq articles cy sur escriptz; desquelz previleges ilz puyssent et doitent doresenavant jouyr et user paisiblement et sans contredicte, sauf et reserve a nous et aux nostres, sur le contenu des

vieulx previleges comme dessus a eulx concedes, la recognoissance et astriction d'hommaige, en quoy les dicts suppliantz nous sont et a nostre dict filz tenuz, aussi les escheutes et mainmortes des talliables, si aulcuns en y a, et que y pourroient seurvenir, et a nous appertans par droit ou coustume; a la charge aussi que les dicts suppliantz ne facent aulcunes ordonnances que pour le faict de la politique de la ville, present le Chastellain ou son lieutenant, et que les Chastellains du dict lieu de Thone, faisantz serment dobserver les franchises accordees aux dits suppliantz, le doitent fere en noz mains ou des president et gens de nostre conseil en Genevoys; derogant par ces presentes et abollissant les articles concernantz la permission des actes, contractz et pactz usuraires, lesquelz voullons estre a neant, pour ce que cest contre le droit divin.

Si donnons en mandement a noz tres chiers bien amez feaulx conseilliers et chambellan Bernard, seigneur et baron de Menthon, gouverneur en noz pays de Genevoys et Foucigny, les presidentz et gens de noz conseil et comptes en Genevoys, les baillifz, juge, advocat procureur, chastellain, greffiers, et a tous noz aultres officiers, justiciers et subgectz, et a chascun deulx si comme il appertiendra, a peinne de cent livres genevoyses pour ung chascum moyndre des dicts gouverneur du conseil et des comptes, que noz presentes lettres de ratiffication et novelle concession de previleges aux suppliantz ilz tiennent et observent, les facent tenir et observer par qui appertiendra, les mettent et instituent en possession et saisine diceulx, les en facent jouyr et user plainement paisiblement et sans contredicte, et a eulx obeir et entendre de tous ceulx et ainsi quil appertiendra es choses concernantz leurs previleges; car tel est nostre playsir, non obstant toutes choses à ce contraires.

En tesmoingt de ce, nous avons signees ces presentes de nostre main, faict seeller du seel de noz armes et contresigner par lung de noz secretaires. Donnees a Chasey, le sixiesme jour de febvrier, l'an mil cinq cens quarante-six prins a la nativite nostre seigneur.

CHARLOTTE.

Par madame la duchesse,

GRANYER.

Extrait des registres du conseil de Genevois.

Sus la requeste des sindicques, borgoys, manantz et habitantz de la ville de Thono, tendant aux fins leur fussent interines, observes et entre-

tenues leurs libertes, previlleges et franchises, confirmations dicelles et nouvelle concession ; le Conseil, presentz ceulx des comptes, appres avoir le tout faict communiquer a l'advocat et procureur fiscaulx, et iceulx sur ce ouys, et veues leurs conclusions mises par escript, a dict et ordonne, dict et ordonne que les dictes libertes, franchises et previlleges seront aux dictz de Thono et les leurs interines, gardes et observes ; et lesquelles leur a interiner, garder, entretenue et observe, interine, garde, entretient et observe, sellon leur forme et teneur, ainsi qu'ilz en auroient use le passe ; ensemble les chappitres a eulx novellement concedez par madame, a la charge et condicion qui n'en abuseront, et qui les monstreront et exhiberont a monseigneur et a ses officiers tociens quotiens en seront demandes et requis.

Et davintage que le corps et universite de la ville, acquerant fiedz ou arrierefiedz, les sindicques estantz pour lors, et communaulte, en seront promptement tenus fere recognoyssance a monseigneur, et en payer les loudz dheuz sellon la coustume du lieu ; et oultre ce, de vingt ans en vingt ans payer a monseigneur et aux siens, et pariellement avintagium cujuslibet domini ou des siens, de placito, une livre genevoyse pour chascum cent du pris compris es acquis par quelque tiltre d'acquis que ce soit, si le dict pris aultant se monte ; si moins ou plus, pour race du pris ; avec declaration qui seront tenuz payer dictum placitum de vingt ans en vingt ans, modo premisso, ores qui ne heussent faict que ung seul acquis, et quil augmentera sellon que les acquis augmenteront a rayson que dessus.

Et si le jour sainct Nycolas, qui leur est octroye tenir foyre, eschoyoit en jour de dimenche ou aultre solempnel, sera remise le lendemain ; avec deffenses et prohibitions a qui l'appertiendra ne les empescher en la jouyssance dicelles, et mandement a tous officiers de publier es lieux et manieres accoustumes la dicte foyre.

Faict Annessi, le dixiesme jour du moys d'avril, l'an de grace mil cinq cens quarante-six.

Par le dict conseil,

ANGEVILLE.

ANNECY.

1367 et 1412.

(Les franchises d'Annecy de 1367 ont été transcrites par E. Mallet, d'après une copie, faite par L. Ménabréa, du manuscrit des Archives de la ville d'Annecy.)

I

1367, 19 Novembre. — *Amédée IV, comte de Genevois, du consentement de la comtesse Mathilde de Bologne, sa mère, confirme les anciennes franchises (non indiquées) de la ville d'Annecy, et y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Nos Amedeus Comes Gebennensis, notum facimus universis per presentes, quod nos dilectorum fidelium nostrorum subditorum et burgensium nostrorum Annessiaci supplicationem recepimus, ut franchesias, libertates et privilegia hactenus per predecessores nostros eisdem concessas confirmare benigniter dignaremur, quodque cum aliquibus in ipsis aliquando dubium vertatur et obscuritas, ut clariorem intellectum quedam addendo et detrahendo apponi faceremus in eisdem, ut clarioribus verbis appositis obscuritas trahatur in futurum. Insuper quasdam franchesias et libertates quas nobis perscriptas tradiderunt de novo eisdem concedi humiliter postulaverunt liberalitatis nostre beneficium misericorditer implorare. Nos vero, interveniente consensu et voluntate carissime Domine matris nostre Domine Mathildis de Bolonia Comitisse Gebenn., habito respectu ad multiplicia beneficia probitatis merita dictorum burgensium nostrorum quibus nos et predecessores nostros solicitos assidue honoraverunt, quas confirmamus, approbamus et laudamus, quas alias de novo petitas ipsis nostris burgensibus donamus, renovamus, largimur, et ex nostra scientia concedimus prout et quemadmodum inferius continetur et declaratur, et ipsorum bonos et antiquos usus et consuetudines dicte ville nostre Annessiaci Burgi ipsis burgensibus confirmamus, illas eisdem custodiri volentes, quas franchesias, libertates, bonos usus et consuetudines per Ballivos, Judices, castellanos et ceteros officiarios nostros et alios quoscunque in perpetuum non infringi, sed inviolabiliter observari, harum tenore mandamus et ordinamus.

Sequuntur ipse franchesie, libertates et privilegia :

1. Primo, omnis homo qui moratur per annum et diem in dicta villa sine contradictione et revocatione Domini sui, liber est, et de libertatibus ville gaudeat quandiu morabitur in dicta villa, et faciet usum ville, et juret salvum ville et servaturum statuta et libertates.

2. Item, quicumque ex habitatoribus ville nunc et imposterum domicilium mutare voluerit, hoc sibi liceat et de bonis suis ordinet secundum quod sibi placuerit, salvo jure alterius, et Dominus et castellanus et jurati conducent eum, si eos requisierit, ubicunque voluerit per unam diem et unam noctem, pro posse suo.

3. Item, quotiescunque D. Comes de novo venerit recipere juramentum ville in mutatione Domini, ille D. novus juret super sancta Dei evangelia se servaturum jura, statuta, libertates, privilegia et franchesias, et bonas et antiquas consuetudines, bonosque usus ville Annessiaci et dictorum burgensium, nec non res et bona ipsorum ubicunque sint in villa Annessiaci et citra in toto comitatu Gebenn. defendere et servare, prout Dominus tenetur bonos subditos suos et eorum bona defendere et servare, antequam ab eis recipiat juramentum.

4. Item, quod quicunque fuerit castellanus Annessiaci, judex vel alius officiarius, juret eodem modo antequam sibi obediatur.

5. Item, si aliquis habitator Annessiaci faciat testamentum, vel aliam ordinationem, illud vel illa, prout juris est, observetur, nec bona sua a Domino, vel alio nomine suo, in toto vel in parte seisiantur, nec aliquid de dictis bonis capiatur, sed ejus arbitrium observetur.

6. Si autem aliquis moriatur intestatus, proximiores ejus vel ejus legitimi successores habeant bona sua secundum juris ordinationem, et ea propria auctoritate capiant, si non sit legitimus contradictor, nec sua bona, per Dominum vel alium ejus nomine, ab aliquo seisiantur nec capientur. Curia sive officiales nostri non faciant nec facere possint aut debeant inventorium de bonis defuncti, nisi ad requisitionem heredum vel proximorum suorum, vel alias in casibus a jure permissis. Si autem ille qui mortuus est ab intestato non habeat proximos vel alios successores legitimos, Castellanus duobus probis hominibus electis de consilio decem proborum hominum et habitatorum ville tradat dicta bona sub juramento fideli et conficiat inventorium, et dicta bona per annum et diem custodiant sine diminutione, nisi ob es alienum, et si infra annum comparuerit heres legitimus habeat dicta bona integre et solvat exequias. Si vero infra dictum tempus nullus comparuerit, Castellanus de consilio

decem proborum hominum ville faciat elemosinam de predictis, et superfluum sit Domino.

7. Item, si communi consilio burgensium vel majoris partis, fiant alique expense sive talie, omnes qui habent et habebunt in posterum possessiones in dicta villa, et omnes habitantes in dicta villa, in dictis expensis contribuant pro modo facultatum, secundum quod fuerit eis impositum, et per Castellanum ad solvendum compellantur ad requisitionem illorum qui dictas expensas seu talias equabunt.

8. Item si burgenses volunt, ipsi eligant, quolibet anno, quatuor homines probos ad tractandum rem publicam et ad exercendum negocia communia, et quicunque de villa electi fuerint ad dictum officium, compellantur per Castellanum captis pignoribus, et ad dictum officium recipiendum et exercendum per annum, dummodo serventur indemnes a communi ville, et dicti quatuor jurent fideliter regere.

9. Item, singulis annis si dicti probi homines requisierint, pascua limitentur, et vie publice et platee publice, et si quis aliquid de cetero scienter de predictis appropriaverit, illud incontinenti restituat, et viginti solidos de bampno solvat.

10. Item, bougie ville in monte de Semenoz vel alibi ab aliquo non exertentur, nec capre ibidem intrent, et si ibidem fuerint invente, capiantur ab inventore, et inventor capiat sex denarios in capra, et custos solvat tres solidos de bampno.

11. Item, carbonarii qui faciunt carbonem in monte de Semenoz, arborem de qua faciant carbonem totam comburent ad usum carbonerie antequam aliam scindant, et hoc jurent, et si contra fecerint, solvant quinque solidos pro bampno, et nullus facere possit carbonem, nisi habitantes Annessiaci, qui possint facere quando voluerint.

12. Item, in aqua de Thioux et in fossalibus circuentibus villam Annessiaci, canabem non neysientur a domo que quondam fuit Petri Sachalli inferius usque ad domum Jacobi filii quondam Neymium, nec exinantur in locis publicis, et si contra factum fuerit, Castellanus levet tres solidos de bampno, aut capiat canabem.

13. Item, qualemcunque statutum burgenses facere voluerint presente Castellano et cum ejus Consilio si esse voluerit vel sine ipso, Castellanus illud servet vel attendet, dummodo non sit contra Dominum.

14. Item, in tota villa Annessiaci, prout nunc est et erit in posterum, aliqua domus vel casale non incidat in commissum propter cessationem servitii non soluti, sed debitor servicii ostiis remotis vel captis pigno-

ribus ad solvendum compellatur, et si ostium remotum debitor removerit aut reduxerit in locum suum, duplum solvat quotiens removerit illud aut reduxerit in locum suum.

15. Item, habitator ville qui in villa steterit per annum et diem, et usum ville fecerit ut ceteri burgenses, non solvat leydam nec alia que solvant extranei. Ceteri vero qui usum ville non facerent, et commune non solverent, solvant leydam et alia usagia.

16. Item, si quis venit habitare in dicta villa, et aliquis personam ejus revocet, illi de villa et jurati, debent ipsum consulere, dummodo Dominus non sit de juratis ville, et si ille habitator non sit talliabilis, Dominus qui eum voluerit revocare nullatenus audiatur, nisi aliud rationabile obsistat.

17. Item, aliquis non possit vendere vinum in villa Annessiaci in minuto a barrali inferius, nisi sit habitator ville, vel alius qui habeat domum in villa, et faciat usum ville; et eodem modo fiat de caseis et ceraceis, ne possint vendi pareita et de sale ad semis cupam inferius, nisi esset aliquod remanens; et hec omnia fiant sine cautela; et si quis contra fecerit, solvat quinque solidos de dampno pro qualibet vice, et Castellanus compellat vendentem ne amplius fiat, et si Castellanus hoc non vult facere, burgenses possint vendentem compellere ne aliquid vendat in minuto, prout dictum est.

18. Item, quilibet habitator ville faciens usum ville, vel qui habet domum in villa, vendat quod voluerit pretio quo poterit, minute et grosse, quocumque tempore, dummodo mensuram faciat, nisi burgenses aut major pars ipsorum contra statuerint de consilio Castellani, aut Castellanus de consilio ipsorum vel majoris partis; quod statutum fuerit, Castellanus servare teneatur.

19. Qui percutit aliquem intra terminos ville et non ad sui defensionem, de pugno sine fractione ossis vel membri, solvat quadraginta solidos. Qui percutit de palma malitiose solvat quinque solidos de bampno. Qui trahit cultellum supra aliquem non ad sui defensionem, solvat sexaginta solidos de bampno, et si percutiat, decem libras. Si vero interficiat, ad misericordiam Domini sit. Eodem modo fiat de ense, de lancea, de iusarma, et de alio gladio in quo sit metallum. Qui percutit aliquem de petra, solvat sexaginta solidos de bampno; et si interficiat, ad misericordiam Domini sit interfector, nisi hoc faciat ad sui defensionem. Qui trahit lapidem contra aliquem maliciose, licet non percutiat, solvat viginti solidos de bampno. Qui trahit capillos ambabus manibus, solvat decem

solidos ; et si una manu, solvat quinque solidos. Qui maliciose de baculo percusserit, solvat decem solidos, nisi os vel membrum fregerit, vel sanguinem effuderit, et tunc solvat sexaginta solidos, nisi vulnus sit letale et tunc sit ad misericordiam Domini. Qui percutit de pede, solvat decem solidos, et si os vel membrum frangat aut budellum rumpat, solvat decem libras. In omnibus predictis maleficiis Castellanus cum consilio proborum hominum de villa, faciat fieri congruam emendam injuriam passo, si injuriam passus voluerit, alioquin passus conveniat injuriantem si voluerit.

20. Si garcio vel garcia, fatuus vel fatua, dicit vel facit aliquid turpe probo homini, probus homo, aut alius de circumstantibus possit eum vel eam corrigere dando ei alapam sine pena.

21. Item, Castellanus inquirat quotienscunque voluerit et quando requisitus fuerit ab aliquibus de villa super ulnis vel mensuris et ponderibus, et si aliquam falsam invenerit, mensurator cujus est mensura debet tres solidos, nisi signum Domini appareat sine aliqua mutatione, et quod tunc venderetur in illa mensura esset in misericordia Domini, et si plures interpellati de eadem mensura usi fuerint, solvant sexaginta solidos de bampno.

22. Item, qui habet duas mensuras, unam parvam et aliam magnam quibus utetur emendo in magna et vendendo in parva, tanquam falsarius pugniatur.

23. Item qui requisitus fuerit a Castellano ut fidejubeat de re certa et justa, et fidejubere non velit si potest de stando juri et bona hypothecare, Castellanus sibi potest imponere penam quinque solidorum et non ultra, nisi esset causa maleficii, vel alia magna causa que excederet centum solidos.

24. Item, si fiat clamor de re excedente viginti solidos, solvantur tres solidi pro clama, et de re minori solvantur duodecim denarii.

25. Item, capita hospitiorum sequantur Castellanum per unum diem et unam noctem et non plus ad expensas, exceptis privilegiatis, quando D. Comes faciet exercitum vel generale mandatum, et ille qui ire vel mittere nuncium idoneum noluerit ad dictum burgensem approbatum, solvat sexaginta solidos, nisi justam causam et rationabilem ostenderit. Et si contingerit quod D. Comes nollet eis facere expensas suas, ipsi possint illa vice impune recedere sine licentia Domini cum banderia sua, nec D. possit eos remandare quandiu duraret illud mandamentum.

26. Si habitator Annessiaci qui faciet usum ville, moriatur in villa vel

alibi, licet fenerator publicus vel privatus, dummodo ecclesia secum participet in morte vel in vita, D. Comes vel alius ejus nomine nichil percipiat vel seisiat de bonis suis, sed ea habeant proximiores et alii successores ordinati ab eo, et Dominus nichil ibi percipiat; et si fecerit aliquam ordinationem, illa plene, prout juris est, observetur, nec aliquid a D. seisiatur vel capiatur. Si vero fenerator talis sit vel fuerit quod ecclesia secum non participet in morte vel in vita, bona confiscentur emendatis clamoribus si haberet peccatum de aliquibus de villa.

27. Infra terminos ville, videlicet a lapidibus grossis de Arbignier versus Annessiacum burgum, et a petra rotunda que est juxta iter publicum quod tendit versus pontem de Brognier, a petra pillosa que est in strata que vadit versus pontem de tasse, et a fonte de la Pereizoza, versus Annessiacum, a cruce dou Devens versus Annessiacum, et ab uno termino versus alium, prout sunt confines, nullus homo capiatur, nisi sit latro vel proditor manifestus aut alius malefactor manifestus qui fecerit tale delictum pro quo non debeat capi et non recipi fidejussio ab eo. Et si vero sit delictum tale, quod fidejure debeat, si habeat bona sufficientia infra districtum Domini ad solvendum bampna superius nominata, vel alia majora si ad hoc teneretur emendanda dampnum passo, illa bona capiantur et non persona ejus, et vendantur. Si vero bona non sufficerent, et delinquens non vult fidejubere, vel non potest, tunc capiatur per Castellanum.

28. Si bampnum sit sexaginta solidorum vel plus, si in eo casu talis fidejubere volens vel non volens si capiantur non ponantur nec poni debeant in raterio sive preysione ubi proditores vel latrones ponuntur, sed in magno Curiali preysione ville Annessiaci, et si Castellanus vel familiares ejus non vellent eum capere, vel non essent presentes, illi de villa possint eum capere si voluerint et tradere Curie, et custodiatur per Curiam quousque satisfecerit Domino de bampno et emendaverit damnum passo.

29. Si aliquis infra dictos terminos aliquem vulneraverit vel percusserit de burgensibus vel juratis dicte ville, vel quemlibet alium, Castellanus vel ejus familia faciat eum fidejubere si potest, et si non potest detineatur, et si Castellanus non sit presens vel familia ejus, vel si non vult eum compellere ad fidejubendum, illi de villa qui presentes erunt, hoc facere teneantur si voluerint, et eum tradere Domino vel familie ejus, qui eum detineat ut supra dictum est.

30. Si quis in foro alicui se miscuerit sine voluntate prioris emptoris,

debet tres solidos nisi venditor dixerit precise ementi : Tu non potes istud habere pro tanto.

31. Si aliquis de villa vel juratus ville faciens usum ville incidat in contractibus alterius extranei, si vult sit socius ejus.

32. Item si hospes alicujus burgensis ville vendat alicui extraneo, burgensis in cujus hospitio hospitatus est, si vult, sit socius pro medio de re quam vendit.

33. Item, in die fori nullus emat extra villam, nisi ubi gentes habitant, et qui contra fecerit solvat tres solidos gebennenses de bampno.

34. Qui juratus est ville et facit communem, habens domum in villa, habeat privilegia burgensium et franchesiarum, licet non moretur in villa.

35. Quicunque voluerit morari in villa, faciat usum ville et juramentum prestet.

36. Quicunque percussus fuerit in nemore vel alibi de nocte, et per unum testem probetur maleficium, et si probari non potest, reus se purget juramento. Si autem possit probari, malefactor solvat duplum de bampno, et emenda fiat injuriam passo incontinenti ut supra dictum est.

37. Item, in singulis quatuor furnis ville, et plus si plures essent, ponantur singuli furnerii et singule aquarie, ita quod non habeant aliquam societatem supra dictos furnos, et non possint capere de cupa nisi duos denarios, et aquaria portet aquam et panem, furnerius habeat ligna, prout consuetum est.

38. Item, omnes burgenses habeant liberam facultatem faciendi de rebus suis et contrahendi secundum quod voluerint, et exercendi contractus quos voluerint, nec possit eos Dominus cogere ad faciendum predicta vel contra.

39. Item, nullus vendat pisces nisi publice, videlicet supra pontem de petra; et si contra fuerit factum, vendens solvat tres solidos de bampno et emptor totidem, nisi esset extraneus. Et qui tamen istud notificaverit habeat tertiam partem bampni. Et qui omnes pisces atque asconditione insimul vendentes apportent supra pontem magnum de petra tam parvos quam grossos publice, nec possint celare aliquos pisces vendales sub pena quinque solidorum et confiscationis piscium Domino applicandorum. Et etiam nullus debet vendere pisces putridos vel infectos, sub dicta pena quinque solidorum.

40. Item, adulter debeat sexaginta solidos de bampno et mulier tri-

ginta solidos. Adulterium non potest probari nisi per bonos testes prout juris est, et si denunciator adulterium non probaverit quod denunciaverit teneatur ad tallionem.

41. Si maritus vel alius de amicis ejus aliquem cum uxore sua solum cum sola in loco suspecto et non publico invenerit, potest eum detinere et tradere Curie et Castellanus levet dampnum predictum.

42. Item, nullus vadietur in foro nisi contractus factus fuerit in foro, et tunc cum consensu Castellani sine expensis fiat.

43. Item, si uxor conquiratur ab aliquo vel e contra, Castellanus cum consilio duorum proborum hominum fiat inter eos quod sibi videbitur.

44. Item, si aliquis furtim portaverit leydam vel pedagium, debet sexaginta solidos, et si remiserit priusquam domum fuerit, quictus sit.

45. Item, si jurato facienti usum ville fiat injuria ab extraneo qui non sit juratus, in persona vel in rebus, Castellanus et omnes jurati habitantes in villa Annessiaci ad invicem ad eum defendendum possessionem rerum suarum capiant, et faciant passo injuriam emendari.

46. Item, homines talliabiles vel censivi juratorum ville qui faciunt usum ville, non recipiantur in juramento ville et franchesiarum, nisi de voluntate Dominorum suorum, vel nisi morati fuerint in villa spacio duorum annorum pacifice et quiete.

47. Item, de servitiis, talliis, censibus confessis vel manifestis, potest quilibet juratus vadiare sine licencia Domini, vel pro aliis rebus nullus pignoretur, et si quis contra fecerit, cum armis solvat sex solidos, sine armis solvat viginti solidos.

48. Item, quotienscunque Castellanus vocat burgenses ville ad tractandum communia negocia ville, capita focorum venire teneantur si sint presentes, nec habeant legitimam excusationem. Alias non veniens solvat tres solidos de bampno, et tunc Castellanus tractare potest et constituere quod voluerit de consilio proborum hominum ville.

49. Item, quidquid major pars ville cum consilio Castellani statuerit, illud servetur, dummodo non sit contra jura Domini, nec aliquis rebellis audiatur.

50. Item, cause pauperum, viduarum et orphanorum, que non excedunt decem libras, per Castellanum, de consensu proborum hominum, terminentur et sine expensis.

51. Item, quicunque vendit aliquid, faciat mensuram legalem. Alias si probetur male mensurasse, perdit illud quod vendit illa vice, et solvat tres solidos de bampno.

52. Omnia ista bampna, omnes pene, leventur cum misericordia et secundum posse delinquentis ratione sexus et etatis, cum consilio trium vel quatuor proborum hominum ville.

53. Item, de septimo in septimum, juramentum ville renovetur si requisiti fuerint a Domino vel ejus officiariis, et omnes homines ville jurent se servaturos libertates ville et statuta. Et qui, de habitantibus ville, exceptis clericis in sacris et aliis qui non habent possessionem in villa, jurare noluerint, non gaudeant privilegio libertatis, et nullus cum ipsis participet.

54. Item, nullus in juramento ville recipiatur sine consensu Castellani et decem proborum hominum ville, et postquam juraverit. Cum voluerit demandare juramentum, solvat viginti solidos ville, et contra quod mandatum non possit fieri nisi presente Castellano et decem probis viris.

55. Item volumus, quod si super predictis statutis vel aliquo eorumdem, fuerit aliqua dubitatio seu obscuritas, quod illud per duos probos homines paris conditionis electos communiter a nobis et a dictis burgensibus declaretur et pacifice terminetur.

56. Item volumus etiam, quod Castellanus et familia sua quandiu erit Castellanus, non possint emere vadia.

57. Item, quicunque vadia emerit, non valeat emptio nisi incontinenti solverit et sine fraude.

58 Item volumus, quod macellarii non presumant vendere carnes infectas in macello cum aliis, et qui contra fecerit solvat tres solidos qui hoc fecerit, et carnes confiscentur.

59. Item, non vendant arietem, ovem, capram seu hedum pro castrone, taurum pro vacca, nec troiam pro porco, nec fascient riniones; et si contra fecerint, solvant tres solidos, et carnes Domino sint; et carnifex primo denunciet emptori qualescunque fuerint dicte carnes, et si hoc non fecerit, solvat tres solidos de bampno.

60. Item, quilibet vendet vinum quantum voluerit et poterit, et faciat clamam si potuerit.

61. Item, postquam vinum preconisatum fuerit certo precio, non mutetur, et quod aliud vinum sive aqua non misceatur cum ipso, nec aliter possit permutari, nec aliud vendi pro ipso, et si contra factum fuerit, solvat tres solidos et amittat vinum.

— Item sequuntur de novo concessa.

62. Item volumus, quod non inquiratur de maleficiis, nisi interveniat

accusator vel denunciator, aut de mandato Judicis, vel contra . . . . . diffamator et accusator vel denunciator teneatur et debeat primo carere in presentia partis idonee, si caderet in causa ressertire et solvere quod de jure esset et fuerit faciendum, indicatumque erit, et si accusator in probatione deficiat, in expensis legitimis condemnetur, et ad ipsas solvendum compellatur, nisi justa causa excuset ab expensis quod relinquatur arbitriis et judiciis conscientie.

63. Item volumus et ordinamus, quod Judex et Castellanus et alii officiarii nostri teneantur et tenere debeant Curiam nostram in locis non secretis.

64. Item volumus et concedimus, quod quando per Castellanum vel alium officiarium, fuerint alicui creditori tradita aliqua bona mobilia vel immobilia, de bonis debitoris, ad vendendum vel subhastandum de pignore pro executione et satisfactione debiti facienda, quod ipsa bona vendentur publice in foro Annessiaci, et plus offerenti se daturum ipsa bona expediantur, et in possessione reali ponantur, et quod solvat plus offerens creditori palam et publice teneat venditio, nisi ille contra quem facta fuerit venditio et presentialiter, vel eo latitante ad domum habitationis sue notificata, solvat, vel satisfaciat emptor de debito infra octo dies subsequentes continue si emptor fuerit burgensis, et si non fuerit burgensis infra quindecim dies, ac etiam nisi infra dicta tempora ille contra quem facta fuerit venditio se apponat juste, et justas dissentiones proponat et ostendat, quare ad debitum dicat se non teneri, et eo tunc causa ipsius venditionis de gagis expediatur per judicem summarie et de plano, sine strepitu et figura judicii.

65. Item, quod nullus familiaris eligatur per leyderios sive ordinetur ad recoligendum leydam, nec denarium Dei.

66. Item, quod nulla persona possit sine licentia Domini scindere, accipere et apportare de monte, sive de nemore nigro de Semenoz, nisi dicti burgenses pro domificando, seu domicilium faciendo, quando necesse eis fuerit tantum, et in eo casu possint dicti burgenses capere sine licentia Domini vel ejus officiariorum, quod late ad coperiendum non fiant nisi ad reyssam, et de alio nemore dicti montis gaudeant et utantur prout consueverunt.

67. Item, retinentes tamen nos prefatus Comes nobis et successoribus nostris in perpetuum, in predictis libertatibus et statutis, jura et usagia infra scripta que nos consuevimus percipere et levare in villa supradicta : in primis servitia in domibus et rebus pro quibus nobis debentur.

68. Item, teysias et gardas in domibus et hominibus in quibus levare et percipere consuevimus.

69. Item, de quolibet modio vini vendito in taberna minuto, unam cuppam vini.

70. Item, in singulis macellariis qui interficiunt bestias grossas et minutas insimul in macello duos solidos annuatim in nundinis S^{i}. Andree, et in aliis vero macellariis qui non interficiunt bestias grossas, in quolibet duodecim denarios in nundinis predictis S^{i}. Andree annuatim.

71. Item, in quolibet sutore qui vendit sotulares Annessiaci burgi, unum par sotularium in dictis nundinis annuatim, in quibus habet Petrus de Insula seu ejus successores. . . . . .

72. Item, in quolibet sutore qui vendit taconem, sex denarios in nundinis predictis, in quibus dictus Petrus de Insula habet jus suum.

73. Item, in quolibet asino portante ligna, unam escalam, et in qualibet nave onerata lignorum, unam perticam, exceptis omnibus illis qui sunt liberi de predictis, seu qui sunt in possessione libertatis.

Promittentes nos prefatus Comes, pro nobis, heredibusque et successoribus nostris, bona fide, per stipulationem solemnem, premissa omnia universa et singula suprascripta, rata, grata et firma perpetuo habere et tenere, ac fideliter observare et contra predicta in toto vel in parte, de jure vel facto, in judicio vel extrà, per nos seu aliquem interpositam personam, in posterum ullo tempore non venire, nec alicui contra venienti in aliquo consentire. Promittentes etiam modo quo supra non facere aliquas novitates in dicta villa, nec contra dictos burgenses, nec aliquid ab eis ultra predicta exigere, nisi de sua processerit voluntate. In quorum premissorum testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponi. Datum et actum in castro nostro Balme infra cameram nostram, die decima nona mensis Novembris A. D. millesimo tercentesimo sexagesimo septimo. Expedita per Dominum, presentibus DD. Reymondo de Theysio, Fr. de Candas, Guill^{o}. de Rupecula, militibus, Fr. de Menthone, R. de Juria Judice Gebenn., Humberto de Navi et Jo. de Ulmo Domino de Crans.

II

Les franchises précédentes ont été confirmées à Chambéry, le 27 avril 1412, par Amédée VIII, duc de Savoie.

(*Quant à celles qui sont postérieures au quinzième siècle, elles ont été imprimées dans la première édition de l'ouvrage de M. Jules Philippe, intitulé :* Annecy et ses environs, *1852, p. 207 et suiv.*)

BONNEVILLE.

1377, 1432 et 1500.

(Les premières franchises de Bonneville, accordées par Béatrix de Faucigny, ne paraissent pas avoir été conservées. On peut y suppléer au moyen des deux pièces ci-après, communiquées par M. Adr. Bonnefoy, notaire à Sallanches.)

I

1432, 8 Avril. — *Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Bonneville, parmi lesquelles il mentionne celles qui ont été accordées par son aïeul, Amédée VI, le 30 août 1377, puis il y ajoute quelques dispositions nouvelles.*

Amedeus Duc Sabaudie, Chablaisii et Auguste Princeps, Marchio in Ytalia, Comes Pedemont. et Gebenn. Valentinensisque et Diensis, universis modernis et posteris serie presentium fiat manifestum, quod cum dilectus Commissarius et receptor extentarum nostrarum Ville et Castellanie nostrarum Boneville Anthonius Broucier proponeret adversus dilectos fideles Burgenses ville nostre predicte, ipsos, auctoritate eorum temeraria, plures exteros qui ad ipsam villam trahere venerunt incolatum, in burgenses et juratos ipsius ville recepisse, illosque libertatibus, franchesiis et immunitatibus ejusdem frui facere ipsos nixos fuisse; et quod deterius est, eosdem Burgenses quamplura feuda nostra tam nobilia quam francha, ad aliqua annua onera non astricta, acthenus acquisivisse, et adhuc possidere, licet ad illa distinenda censeantur incapaces; et ulterius, tam super ipsis feudis nobilibus et franchis quam etiam censatis, amphiteotariis, censitisque et talliabilibus, quamplures annuate census et pensiones sine nostri laude et consensu imposuisse; que omnia, pluribus racionibus et causis, per ipsum Commissarium nostrum seriosius deductis, censeri debent irrita, nobisque commissa et apperta, ac in illis utile dominium cum directo esse consolidatum. Ad que ipsi fideles

nostri se opponebant, et asserebant eisdem licuisse predictos juratos in burgenses impune recepisse, dictaque feuda tam nobilia quam francha tenere, ac tam super illis quam etiam censatis emphiteotariis censitisque et talliabilibus, quascumque annuas censas et pensiones imponere, et hoc tam vigore libertatum per inclite recordationis Illustres Dominos Dalphinos Viennenses concessarum, ac per nos et nostros successive confirmatarum, quam etiam vigore remissionis et habilitatis generalis per preclare memorie inclitum principem Dominum avumque nostrum paternum eisdem fidelibus nostris concessarum, constantibus suis patentibus litteris datis Ripallie die penultima mensis Augusti, Anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo septimo et per Johannem Galliardi signatis; supplicando ut secum super hiis mite agere dignaremur. — Ecceque nos memoratus Dux predictorum nostrorum Burgensium supplicationi favente favore benivolo inclinati, visis prius et maturo discussis consilio libertatibus predictis litteris et aliis hinc inde productis et objectis, nolentes, sicut nec licet, adversus ipsos fideles nostros justicie marchia procedere, nec juris sanctum rigorem servare, sed potius ipsorum progenitorum nostrorum vestigia initendo, cum eisdem solita mansuetudine peragere, ut quanto nostre munificencie presidio se noverint sincerius pertractatos, tanto fidelitatis obsequio erga nos et nostros jugiter exhibeantur promptiores; idcirco hiis et aliis laudabilibus moti causis et respectibus, ex nostra certa scientia, pro nobisque et nostris heredibus universis, ad postulationem deque voluntate et consensu ipsorum Burgensium, ac citra quamvis aliam suarum pretactarum franchesiarum derogationem, de et super premissis omnibus et singulis, cum eisdem Burgensibus pro se et ipsorum posteritate, largitiones, concessiones et declarationes infrascriptas decernimus, illasque eisdem serie presentium litterarum concedimus et largimur, in hunc qui sequitur modum.

1. In primis, quod omnes et singuli infra ipsam villam tunc et in futurum commorantes et qui acthenus franchesias ejusdem ville nostre juraverunt, et per burgenses pro burgensibus et juratis recepti fuerunt, et alii quicumque burgenses et jurati dicte ville tam moderni quam posteri et ipsorum quilibet, domum seu domos in eadem habentes et eas debite manutenentes, a modo in posterum, possint et valeant impune et sine contradictione quacumque, frui in omnibus et gaudere eisdem libertatibus et franchesiis et immunitatibus quibus ceteri burgenses originarii ipsius ville gaudent et gaudere debent, salvis semper super illis quibuscumque juribus nostris pariter et alienis, quibus per presentes non intendimus

derogare; et ulterius quod deinceps in posterum liceat eisdem sindicis et burgensibus dicte ville nostre, quoscumque in ipsa villa nostra moram trahere volentes, quamdiu tamen in eadem villa sua fovebunt domicilia, in juratos et comburgenses recipere; qui siquidem sic recipiendi, quamdiu ut profertur in ipsa villa sua fovebunt domicilia, possint et valeant prout ceteri burgenses originarii dicte ville eisdem libertatibus, franchesiis et immunitatibus in omnibus gaudere, etiam salvis quibuscunque juribus nostris et cujuslibet alterius racione, quibus finaliter per presentes non intendimus derogare.

2. Item, quod liceat eisdem burgensibus modernis et posteris, a modo in antea, quocumque justo titulo acquirere tenereque, habere et possidere quecumque feuda tam nobilia quam francha, oneribus tamen annuis non astricta, in mandamento, castellania et ressorto ejusdem loci Boneville consistentia, sub tamen quibuscumque honoribus pariter et oneribus eisdem feudis tam de jure quam de consuetudine incombentibus, quod ipsos burgenses modernos et posteros, et quilibet ipsorum, ad ipsa feuda tam nobilia quam francha ut premittitur acquirenda, tenenda et possidenda sub eorum oneribus et honoribus predictis, harum indulto habilitamus, habilesque et capaces decernimus per presentes.

3. Item, quod liceat eisdem burgensibus modernis et posteris, ipsa feuda tam nobilia quam francha quibuscumque personis, ditione tamen nostre submissis, sub quibuscumque tributis annualibus, prout utilitate sua noverint, expedire, perpetuo abbergare, nobis tamen et nostris in talibus abbergamentis solvendo laudinia in consimilibus feudis, dum per nobiles proprie abbergantur, solvi consueta; ita tamen quod talium tributorum directum dominium cum suis solitis emolumentis, penes nos et nostros perpetuo remaneat et consistere censeatur, dictum verum dominium cum suis solutis emolumentis rerum per ipsos burgenses sic abbergandarum penes ipsos abbergatores et suos remaneat et consistere censeatur.

4. Item, liceat eisdem burgensibus et suis successoribus in et super quibuscumque feudis, censatis et aliis emphiteosibus nostris in dictis mandamento castellaniaque et ressorto Boneville consistentibus, que tamen ad excheutam ordinariam erga nos astricta non censentur preciis moderatis, quascumque censas et pensiones annuas, in quacumque rerum specie consistentes, imponere, acquirere, tenereque et habere, cum tamen cense et pensiones annue sic imponende vel acquirende, quartam partem valoris annue rei supra qua imponentur, deductis aliis oneribus

pro ipsa re annuatim debitis, non excedant, et hoc pure, perpetue et sine aliqua reacheti concessione; ita tamen quod directum dominium cum solutis emolumentis, tam dictarum rerum quam censarum seu pensionum super eisdem imponendarum, penes nos et nostros perpetuo remanere debeat; et intelligatur sicque in impositione et alia quacumque acquisitione ipsarum censarum et pensionum, laudas et vendas nos et nostri percipiamus, et etiam super rebus super quibus ipse cense et pensiones imponentur, quotiens in futurum illas contingerit allienari, videlicet ad racionem solitam rei vel pensionis que sic alienabitur juxta verum precium quod datum fuerit particulariter de eadem.

5. Item, ut ipsi burgenses et sui sub ditione nostra tranquillius vivere possint, ex nostra certa scientia et libera voluntate, omnes et singulas censas et pensiones annuas bladi, vini, pecunie et alterius rei cujuscumque per eos a die date laudinii generalis per prefatum Illustrem Dominum et avum nostrum eisdem, ut premittitur concesse, usque ad diem presentem, quomodolibet acquisitas, super quibuscumque nostris feudis nobilibus et franchis, censatis et emphiteotariis, censitisque et talliabilibus, etiam feuda tam nobilia quam francha, si que per eos a dicto tempore citra fuerint acquisita, sive per sigilliferum nostrum Faucigniacum laudati fuerint, vel non, eisdem burgensibus et suis, presentium serie litterarum, quantum nostra interest, laudamus et approbamus. Ita tamen quod ipsi burgenses et sui, ipsa feuda nobilia et francha, dictasque censas et pensiones annuales, omnesque et singulas a nobis et nostris teneant et tenere de cetero recognoscant sub eisdem condicionibus, reachetis, modisque et formis supra particulariter declaratis, singulas singulis debite refferendo, sicque quoad omnes conditiones supra declaratas inter ipsa feuda, censasque et pensiones jam acquisitas et in posterum acquirendas, nulla prorsus differencia habeatur.

6. Et insuper, volentes ipsos burgenses nostros gracia tractari uberiori, eisdem burgensibus et cuilibet ipsorum, prout eum tangit, liberaliter comittimus omnem commissionem et excheutam, si que, super ipsis feudis, censis et pensionibus jam acquisitis, nobis qualitercumque spectare possint, e toto tempore preterito usque ad diem presentem.

Que premissa omnia, sic cum eisdem burgensibus egimus pro et mediantibus centum et viginti florenis parvi ponderis per nos propter ea ab eisdem burgensibus habitis, manibus dilecti fidelis nostri Michaelis de Ferro, thesaurarii Sabaudie generalis, qui de eisdem nobis legitime tenebitur computare.

Mandantes propterea Ballivo, Judici et procuratori Faucigniaci, dictoque Commissario, nec non Castellano Boneville, ac ceteris officiariis nostris presentibus et futuris, ipsorumque locatenentibus, ac cuilibet eorumdem, quatenus hujusmodi concessionem, largicionem, declaracionem et alia in nostris presentibus litteris contenta, in omnibus suis clausulis et capitulis, singulas singulis debite refferendo, eisdem burgensibus et suis predictis successoribus a modo in antea teneant, actendant, tenerique et actendi et per quoscumque inconcusse faciant observari, nonobstantibus quibuscumque litteris et mandatis forte in contrarium emanatis, quibus quoad hec derogemus per presentes; et ulterius ipse Commissarius ipsas litteras nostras in extentis nostris dicti loci fideliter adnotet et incorporet, et secundum illarum formam ab eisdem burgensibus recognicionem indifferabiliter recipiat, quibuscumque impedimentis forte per eum Commissarium occasione in ipsis feudis, censis et pensionibus, quomodolibet appositis, sublatis, que etiam non tollimus per presentes.

Datum Thononii die octava mensis aprilis anno Domini millesimo quatercentesimo trigesimo secundo, per Dominum, presentibus Dominis, Johanne Archiepisco Tarentasiensi, preposito Montisjovis, Johanne de Belloforti cancellario, Nycodo de Menthone, Urbano Sireferi, Antonio de Draconibus, Francisco Compesii, R. de Monte Vuagniardo magistro hospitii, et Petro de Menthone Baillivo Gebenn. . . . . P. Quarterii.

Quos centum et viginti florenos parvi ponderis, absente dicto thesaurario, recepi ego Johannes Veteris.

II

1500, 18 Mars. — *Les syndics et plusieurs bourgeois et habitants de Bonneville font une Confession générale de leurs droits et de leurs devoirs vis-à-vis de leur seigneur, le duc de Savoie.*

Confessio generalis Boneville. — Anno a nativitate Domini sumpto millesimo quingentesimo, indictione tertia et die decima octava mensis Martii, personaliter constituti Nobiles Michael Ranguysii et Anesguinus dominus Foliet, nec non discretus vir Petrus de Fago notarius et Laurentius Burnerius alias Bonijoannes, sindici Boneville, pro eorumdem sindicatu, constat quod presenti instrumento per discretum virum Aymonem Archery notarium publicum recepto sub anno et indictione presen-

tibus et die septima mensis Martii predicti tenet copia ad plenum inferius inscripta, de consensu et consilio et assensu Nobilium Petri de Cresto suo et nobilis et egregii Guillelmi de Cresto ejus fratris, Catherini de Marnex, Ludovici Leyderii suo et Nobilis Amedei ejus fratris, Guillelmi de Sex, Dominorum Michaelis Samoin suo et Lamberti Grueti Johannis de Passu suo et Johanne ejus uxoris, Discretorum et providorum virorum Aymonis Archerii notarii, Aymonis Marini, Georgii Ruphi barbitonsoris, Stephani Ruphi ejus fratris, Michardi Fornalis, Johannis Medici nomine Georgii ejus patris, Aymonis Verniesii sutoris, Umberti Regis alias Viollet cutellerii, Girardi de Croso, Johannis Berodi filii quondam Richardi de Berodi, Johannis Berodi filii quondam Mermeti Berodi, Anthonii de Mex alias Rivasson, Jacobi Regis alias Viollet cutellerii, Aymoni Burnier suo, Hudrici Hugonis de Chaules, Caroli et Vouffieri ejus fratrum, Michaelis Girardi Buffardi cutellerii, Petri Cauli, Nycodi Vernaz, Michaelis Johannis Bernardi alias Alamandi, Petri Alamandi sutoris, Roleti de Ponte, Nycodi Basset, Jacobi Alamandi sutoris, Johanni Philippi Chabrey, Stephani Grinellet suo et Petri ejus fratris, Petri Bastardi, Caroli Samoen, Christini Berodi, Guillelmi Turbilliodi sutoris, Michaelis Chabrey, Catherini Pobelle, Natalis Chabrey, burgensium, incolarum et habitatorum Boneville, ibidem presentium et consententium ad infra scripta expedire.

Qui quidem tam Sindici quam alii supra nominati, quantum quemlibet ipsorum concernit, nominibus ac etiam Catherini Rochete et suorum fratrum Amedei Merisodi alias de Marguali, Michaelis Exertier, et Petri Buffardi, etiam burgensium, incolarum et habitantium Boneville, pro quibus iterum dicti Sindici et omnes et singuli superius nominati suis et quibus supra nominatis agunt, confessi fuerunt se et omnes communitatis infra villam predictam esse burgenses, incolas et habitatores Boneville et se ipsos teneri servire prefato Domino nostro Duci et suis in suis calvacatis et sequi eumdem dictum nostrum Ducem et suos ipsorum propriis expensis per duos dies et duas noctes, et ex tunc prelibatus Dominus noster Dux et sui debent eisdem burgensibus providere expensis de quibus teneri prefato Domino nostro Duci et suis ad omnia munera et onera ad que teneri Burgenses Boneville teneri solent et ipsi astricti; interrogati que et qualia sunt illa munera et onera, qui dixerunt quod nescirent ad presens declarare; quibus injungitur ut infra proxime future Pasche declarare habeant dicta munera et onera, sub pena pro quolibet decem librarum.

Item omnes et singuli superius nominati tam Burgenses, homines prefati Domini nostri Ducis, quam feudatarii, incole et habitantes in dicta villa, confessi fuerunt se tenere et teneri velle et tenere debere, ac tenere se constituunt, suis et quibuslibet superius nominibus agunt, a prefato Domino nostro Duce et suis in feudum, et de ipso Duce directo feudo, res infra scriptas.

1. Et primo, libertates, privilegia, immunitates et franchesias, mores, usus et consuetudines dicte ville dudum concessas burgensibus, habitantibus et incolis ejusdem, et posteritatibus ipsorum, et aliis qui pro tempore fuerunt, tam per Illustrem Dominam Beatriciam, filiam Principis illustris Domini Petri olim Comitis Sabaudie, Dominam Faucigniaci, quam per Dominos Faucigniaci qui pro tempore fuerunt, quam etiam per predecessores prefati Domini nostri Ducis et confirmatas, dicti Burgenses et incole ville predicte gaudent et utuntur, et actenus usi fuerunt tam simul quam divisim in dicta villa et pertinentiis ejusdem et in terra Faucigniaci et Ducatu Sabaudie et ressorti ejusdem.

2. Item, omnia et singula pascua et communia ipsius ville, aquagia, affoagia et alia usagia sibi quovismodo competentia et competitura, et que eisdem competere possunt in toto mandamento Boneville et pertinentiis ejusdem.

3. Item quintam vini infra franchesias et limites Boneville per Sindicos dicte ville, nomine communitatis ville ejusdem, percipi et levari consuetam, vel per eorum mandatum, a quolibet infra dictam villam vendente vinum in mercato.

4. Item, quemdam massum terre, tatte, nemorum, glerarium et prerie, cum arboribus infra existentibus, situm in termino exertorum Boneville, prout confrontatur a parte orientis juxta cursum aque Areris, et a parte occidentis juxta res et possessiones et tenementa illorum de Thuesingio, cum suis aliis confinibus.

5. Item, quemdam aliud massum nemorum, terre et prerie, tatte et gleriarum, situm subtus villam de Ponchier, juxta possessiones et tenementa illorum de Folliet et de Bardo a parte superiori et juxta cursum Areris inferius, cum suis aliis confinibus et arboribus infra fixis.

6. Item, quemdam massum nemorum, riparum et preriarum, situm super marestum de Vongier, juxta dictum marestum inferius et juxta possessiones illorum de Balma et de Chamouloz superius.

7. Item, sex solidos census dicte communitati annuatim debitos per burgenses et communitatem Rumilliaci subtus Cornillionem, pro et super

jure, actione et ratione ipsi communitati Boneville competentibus et competituris in vallibus, sive en les Vaux, et in toto territorio de vallibus, sive sit in nemoribus, terris, exertis, pascuis et aliis quibuscumque rebus ab aqua Borne inferius recte respiciendo superius et protendendo usque ad summitatem Ru . . . . . illorum de Prelaz, unacum dictis rebus que ab eodem Domino nostro Duce tenentur et moventur, pro quibus dicti sex solidi debentur.

8. Item, viginti tres solidos Gebenn. census eidem communitati Boneville annuatim debitos per illos de Prelaz pro et super massis nemorum predictorum exertorum et ruppium quos tenent in monte de Andey.

9. Item, jus suum, usagium, tributum et affoagium que dicta communitas habet et habere consuevit in monte de Andey et ejus pertinenciis, in nemoribus predictis, tattis, rippis, exertis, terris et aliis quibuscumque rebus dicti montis, pro quibus dicta communitas, videlicet illi qui focum faciunt infra dictam villam, quolibet anno perpetuo in nativitate Domini et in crastinum solvere consueverunt Abbacie de Intermontibus, quilibet focum faciens tres obolos monete usualis, dicentes se acquisivisse ab illis de Bardo tres obolos in quibus teneri solent illis de Bardo.

10. Item, confitentur dicti Sindici, suo procuratorioque et sindicatorio nominibus supradictis, ac alii cum eisdem supranominati, se tenere in feudum ab eodem Domino nostro Duce, prout supra, domos suas et domorum casalia cum quibus viridariis et ortis in quibus domus ipse solent site infra menia Boneville, prout ipsas particulariter aliqui ipsorum jam declaraverunt et alii declarabunt in manibus ejus dicti Commissarii. Pro quibus domibus, casalibus et ortis debere confitentur prefato Domino nostro Duci et suis, duos denarios Gebenn. pro qualibet theysia, anno quolibet in ascensione Domini nostri Jesu-Christi. Interrogati quod sunt theysie infra dictam villam domorum, casalium et viridariorum pro quibus theysie solvi debent et consueverunt, et quod pedium longitudinis debet esse quelibet theysia, dicunt quod de numero theysiarum non sunt ad presens informati et nesciunt declarare. Dicentes quod quelibet theysia debet esse undecim pedum ad solam pedis. Et injungitur eisdem et cuilibet ipsorum, sub pena viginti quinque librarum, quod hinc ad principum festum Pasche declarent numerum theysiarum predictarum.

11. Item, confitentur, dicunt et testificantur dicti Sindici suo, procuratorioque et sindicatorio nominibus predictis, ac alii cum eisdem supra-

nominati, terminos ipsius ville esse et esse debere ab aqua de Borneta et a via que tendit ab ipsa aqua juxta domum que fuit dictorum Creysonat versus fontem de Ponchier que est ante domum que fuit Petri de Prelaz, citra versus Bonamvillam, et a nanto de la Rossa usque ad Arerem, et a via que solet tendere a dicto nanto usque ad vetus rafurnum, et ab ipso rafurno usque ad Combas, et ab ipsa Comba usque ad fossatum prati quod fuit Petri de Bosco Dyot, et ab ipso fossato prati directe versus Arerem.

12. Item, confitentur dicti Sindici, etc., quod infra terminos predictos, quod de rebus et possessionibus que venduntur, prefatus Dominus noster Dux et sui successores in terra Faucigniaci habere debent et percipere in casu venditionis duodecimum et tres decimum denarium; exceptis domibus et casalibus infra menia ville existentibus, pro quibus duodecim denarios in casu venditionis, ut superius, percipere debent et non ultra.

13. Item, quod si prefatus Dominus noster Dux et sui successores voluerunt infra quindecim dies postquam venditio dictarum domorum et casalium fuerit eidem nunciata seu nuncio ejusdem, ipsam domum aut casale pro eodem precio retinere, quod illud eidem et suis successoribus facere licitum est et non ultra.

14. Item, quod in dicta villa de consensu Sindicorum constitui debent duo porterii qui debent villam custodire et servare de die et de nocte.

15. Item, confitentur dicti Sindici, etc., quod prefatus Dominus noster Dux et sui habent et habere debent in dicta villa et nundinis et foris ipsius ville leydam, ratione cujus debent percipere diebus fori et nundinarum ut infra, exceptis tamen Burgensibus et juratis dicte ville qui nullam leydam debent, videlicet : de bladis venditis, manatas consuetas.

16. Item, de sero, caseis et vacherinis etiam debent percipere leydam, nisi in Alpibus fuerit per nuncios levata.

17. Item, de bove et vacha venditis, pro qualibet unum denarium; de equo, mulo et jumenta venditis, pro quolibet quatuor denarios; de asino seu asina, duos denarios; de porco, a decem solidis supra, unum denarium; de ove, mutone, capra seu hirco, obolum; de vitulo, capriolo et aniello qui venduntur duos solidos vel ultra, unum obolum, si minus nichil. De pluribus animalibus venditis insimul pretio viginti solidorum, unum denarium; inferius, obolum; si ultra, viginti solidos.

18. Item, a vendentibus extra domum fori pannos, telas, merces et

alia que in minuto venduntur ad pondus, a tribus solidis usque ad quinque solidos, obolum; et a quinque solidis supra, unum denarium; et a tribus solidis inferius, nichil.

19. Item, a quolibet tenente tabernam in domo vel platea fori die mercati vel nundinarum, denarium tantum pro quolibet talo seu banco.

20. Item, quod omnes predicta vendentes extra burgum et forum diebus fori vel nundinarum, sunt in misericordia Domini.

21. Item, quod prefatus Dominus noster Dux percipere debet linguas bovum introductorum et interfectorum ad opus fori.

22. Item, quod prefatus Dominus noster et sui habent et habere debent furnos et molendina infra terminos ipsius ville et quod percipere debet pro qualibet octana panis decoquenda, duos denarios, et de bladis molutis in dictis molendinis, tricesimàm partem.

23. Item, quod dictus Dominus noster et sui habent et habere debent in dicta villa domum fori et domos macelli et granatarie.

24. Item quod dictus Dominus noster Dux et sui possunt facere furnos, molendina et forum seu mercatum ubicumque voluerint infra terminos predictos.

25. Item, quod dicti Burgenses et habitantes ville tenentur ipsam villam clausam et menia manutenere.

26. Item, quod quilibet sutor burgensis ville singulis annis in festo Sancti Andree unum par sotularium debet tribuere, levato prius per eum de suis sotularibus pari quod levare voluerit.

27. Item, quod prefatus Dominus noster Dux et sui habent et habere debent in dicta villa bannum vini anno quolibet in mense Maii, et possunt augmentare pretium dicti vini pro qualibet octana de duobus denariis, ultra quam communiter alia vina mense precedenti venderentur; et quod, si quis reperiatur aliud vinum vendens in dicto mense in minuto, vino tamen dicti Domini existente bono, francho et sapido, solvere tenetur eidem Domino sexaginta solidos. Si vero vinum Domini non esset bonum, franchum et sapidum, potest quilibet alius de dicta villa vinum suum vendere sine pena.

28. Item, quod quilibet vendens tabernam in dicta villa debet solvere prefato Domino nostro, prout supra, anno quolibet dimidiam octanam vini pro tabernagio.

29. Item, quod si quis extra portam dicte ville aliquid emat diebus fori et nundinarum quod apportaretur ad dictum forum vel nundinas,

debet solvere pro qualibet vice tres solidos Domino, et rem emptam perdere.

30. Item, quod si quis burgensis dicte ville intestatus decesserit non habens liberos, nepotes vel alios proximos usque ad quartum gradum, prefatus Dominus noster Dux eidem sic decedenti succedere debet, et bona ipsius defuncti poni debent per Castellanum in manu alterius probi hominis burgensis, qui, consilio dicti Castellani et quatuor Sindicorum dicte ville, emendet clamores dicti defuncti usque ad valorem ipsorum bonorum. Et si aliquid supersit, poni debent et implicari in sustentationem pontis dicte ville et viarum, contentata uxore dicti defuncti si superest de suis dote et dotalicio secundum usum patrie.

31. Item, confitentur et testifficantur Sindici supranominati suo, procuratorioque et sindicatorio nominibus supradictis, quod aqua Arvis et alie aque fluviales, tractus ferarum, jumenta, quorum dominus proprius non reperitur, jorie seu nemora, jugia communia et strate publice, pertinent prefato Domino nostro Duci, prout supra, tanquam Dominus superiorus, et ab ipso tenerentur salvis juribus, usibus et consuetudinibus que dicti burgenses habent in eisdem.

32. Item, confitentur dicti Sindici, ac alii cum eisdem supra nominati, se omnesque alios et singulos burgenses, habitatores et incolas Boneville, omnesque et singulos in eadem villa domos tenentes et debite manutenentes, tenere in feudum ab eodem Domino nostro Duce et suis, prout supra, privilegia et libertates ipsius ville per Illustrissimum Principem Dominum Amedeum olim Sabaudie Ducem, proavum prefati Domini nostri Ducis, eisdem concessas et concessa prout inferius particulariter declarantur, seque et omnes alios burgenses et incolas ipsius ville pro quibus confitentur astringentes ad observationem ipsarum libertatum et tenoris earumdem, ac eorum posteros, in et super capitulis inferius particulariter declaratis et libertatibus ipsius ville inferius inscriptis, salvis aliis privilegiis eidem ville dudum concessis per Dominam B. olim Dominam Faucigniaci et alios Dominos Faucigniaci qui pro tempore fuerunt, quibus non intendunt derogare, de quibus privilegiis et libertatibus que confitentur tenere ut supra, et ad que se astringunt ut supra, constat, per ipsius Domini nostri olim Ducis Amedei patentes litteras et pendenti sigillo majori ipsius cera viridi cum cordula sericea sigillatas, datas Thononii die octava mensis Aprilis anno Domini millesimo quatercentesimo trigesimo secundo et per Petrum Quartery secretarium Ducalem subscriptas et signatas, quarum tenor de verbo ad verbum sequitur in hec verba :

(Suit la teneur de la charte ci-dessus, d'Amédée VIII, du 8 avril 1432.)

Promittentes ipsi procuratores et Sindici, etc. Actum in Bonavilla, ante domum honesti et egregii viri Johannis Brune, notarii, presentibus ibidem Guillelmo Granery, Johanne Compatis alias Fiortalis, Johanne Millereto alias Mulini cancellario dicte ville, Claudio Moctet, Aymone de Mugnali, Michaele de Tribouz, Michaele Falconet et Johanne Gentilis, testibus ad premissa vocatis.

TABLE

AUBONNE

1234, Avril. — Franchises d'Aubonne, contenues dans un arbitrage intervenu entre Guerric, Jaques et Pierre Putou, seigneurs d'Aubonne . . . p. 1

ÉVIAN

1265, Mai. — Premières franchises concédées aux habitants d'Evian par Pierre, comte de Savoie . . . . . p. 5

1279, 22 Juin. — Philippe, comte de Savoie, accorde aux habitants d'Evian le droit d'élire quatre prudhommes chargés de percevoir les contributions qu'ils s'imposeront pour leurs affaires, et de recevoir tous ceux qu'ils voudront, sauf les hommes du comte, au serment et aux franchises de la ville. Il leur concède en outre des droits de pâturages sur son domaine . . . . . p. 10

1283, 30 Août. — Amédée V, comte de Savoie, accorde aux quatre prudhommes nommés par les habitants d'Evian, le droit de disposer de la forêt de Brest et d'y établir un forestier . . . . . p. 10

1298, 10 Novembre. — Amédée V, comte de Savoie, réduit au quinzième, au lieu du douzième ou du treizième, le droit à percevoir par lui sur les immeubles de son fief, qui sont vendus dans le territoire d'Evian hors de la ville. Il renonce aussi à la confiscation des biens des usuriers, et reçoit pour ces concessions cinquante livres lausannoises . . . . . p. 11

1322, 20 Septembre. — Galesius de Balme, bailli de Chablais et de Genevois, afin de parvenir à la construction des murs et des fortifications d'Evian, ordonnée par le comte Amédée, établit, d'accord avec la majorité des prudhommes de cette ville et pour le terme de six ans, un nouvel impôt sur certains objets vendus au marché; puis il adjuge publiquement le fermage de cette taxe. — Le 3 Octobre suivant, Amédée V, comte de Savoie, approuve ces dispositions et reçoit des adjudicataires vingt sols de gros . . . . . p. 13

1324, 1er Février. — Edouard, comte de Savoie, confirme aux bourgeois et habitants d'Evian leurs franchises antérieures et leur en accorde de nouvelles. Il reçoit pour ces rénovation et concession quatre livres fortes tournois. . . . . p. 15

1330, 13 Janvier. — Aymon, comte de Savoie, ordonne au juge du Chablais et du Genevois et au châtelain d'Evian de contraindre les nobles et clercs possesseurs d'immeubles dans les franchises d'Evian, à contribuer avec les bourgeois de cette ville aux charges et taxes municipales . . p. 23

1330, 21 Janvier. — Ordonnance du comte Aymon qui renouvelle la défense de laisser paître les chèvres dans le bois de Brest, dont les bourgeois d'Evian ont l'usage. . . . . p. 24

1346, 17 Avril. — Amédée VI, comte de Savoie, à la demande des bourgeois d'Evian, leur accorde pour vingt ans la perception des taxes sur certains objets qui se vendent au marché. Cette concession est faite avec l'autorisation de ses tuteurs, Louis de Savoie, seigneur de Vaud, et Amédée, comte de Genevois . . . . . p. 25

1346, 18 Avril. — Le comte Amédée, avec l'autorisation de ses tuteurs, ordonne au juge du Chablais et au châtelain d'Evian d'observer les franchises de cette ville, de ne rien exiger en sus des droits de lods et de vente, et de ne poursuivre le paiement des amendes qu'en exécution de jugement antérieur . . . . . p. 26

1365, 24 Février. — Le comte Amédée accorde aux bourgeois et habitants d'Evian la propriété de plusieurs biens mouvants de son fief, mais qui, par défaut de successeurs légitimes, étaient tombés en commise. Il reçoit pour cette concession trois cents florins d'or bon poids . . . . . p. 27

1365, 24 Février. — Le comte Amédée confirme pour vingt ans l'impôt pour les fortifications, qu'il avait autorisé les bourgeois d'Evian à lever sur certains objets qui se vendent au marché . . . . . p. 29

1387, 21 Février. — Le comte Amédée VII confirme pour soixante ans l'impôt pour les fortifications concédé aux bourgeois d'Evian. . . . . p. 29

1392, 25 Juillet. — Confirmation des anciennes franchises d'Evian par Bonne de Bourbon, tutrice d'Amédée VIII, comte de Savoie. Elle y ajoute quelques dispositions nouvelles et reçoit cinq cents florins d'or . . . p. 31

1418, 23 Février. — Amédée VIII, duc de Savoie, accorde aux bourgeois et habitants d'Evian de nouvelles franchises pour la pêche, et fixe les règles qui doivent être observées pour la vente du poisson. Il reçoit pour cette concession cent florins petit poids. . . . . p. 34

1433, 23 Octobre. — Amédée VIII, duc de Savoie, confirme et concède à perpétuité l'impôt municipal pour les fortifications, autorisé pour vingt ans par son aïeul Amédée en 1365. Il reçoit cent ducats d'or pour cette concession. . . . . p. 36

CRUSEILLES

1282, 25 Avril. — Franchises accordées à Cruseilles par Guy de Genève, évêque de Langres et seigneur de Cruseilles, ainsi que par l'évêque Robert son frère et par le comte Amédée leur neveu . . . . . p. 37

1372, 17 Septembre. — Confirmation des anciennes franchises de Cruseilles, explication de certaines clauses et addition de plusieurs dispositions nouvelles, par le cardinal Robert de Genève, seigneur de Cruseilles et par

son frère le comte Pierre, du consentement de Mathilde de Bologne, leur mère. . . . . p. 42

SEYSSEL

1285, 6 Avril. — Franchises accordées à Seyssel par Amédée V, comte de Savoie, qui reçoit deux cents livres viennoises pour cette concession. p. 47

RUMILLY

1291, 4 Août. — Amédée comte de Genevois, confirme les anciennes franchises de Rumilly, dont il relate la teneur, et qu'il déclare avoir été accordées à cette ville par son aïeul le comte Guillaume et par les fils de celui-ci Henri et Robert de Genève, ses oncles. . . . . p. 51

1320, 19 Mai. — Guillaume III, comte de Genevois, accorde aux bourgeois de Rumilly le droit de couper du bois et de faire du charbon dans la montagne voisine de cette ville, et les autorise à nommer un forestier. p. 57

1372, 4 Novembre. — La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre confirment les franchises de Rumilly du 4 Août 1291 et y ajoutent quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 58

1376, 8 Novembre. — La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre accordent aux bourgeois de Rumilly un impôt municipal à percevoir sur chaque charge de blé qui sera vendue dans la ville et le mandement. . . . . p. 61

1383, 22 Mai. — La comtesse Mathilde de Bologne et son fils le comte Pierre donnent l'interprétation d'une des clauses des anciennes franchises de Rumilly et fixent les limites de cette ville . . . . . p. 63

1418, 10 Mars. — Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Rumilly, et ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . p. 66

1438, 25 Avril. — Louis de Savoie, lieutenant-général de son père le duc Amédée, accorde des exemptions aux étrangers qui viendront habiter la ville de Rumilly, dévastée par des incendies. . . . . p. 68

1440, 16 Mars. — Louis, duc de Savoie, ensuite d'une requête qui lui est adressée, confirme les exemptions précédentes accordées aux étrangers venant habiter Rumilly . . . . . p. 69

CHAMONIX

1292, 26 Juillet. — Premières franchises de Chamonix, résultant d'une sentence arbitrale rendue sur seize points controversés entre le prieur Richard et les habitants de la vallée. . . . . p. 71

1330, 20 Janvier. — Traité passé entre Aynard de Montbel, prieur de Chamonix et ses hommes de Chamonix, de Valorsine et du Lac. Ce traité, pour lequel le prieur reçoit 220 livres genevoises, est approuvé par son supérieur Rodolphe, abbé de St-Michel de Cluses au diocèse de Turin. p. 79

1368, 1er Décembre. — Sentence prononcée par Pierre, abbé de St-Michel de

Cluses, nommé arbitre entre Jean Bochard, prieur de Chamonix, et trois syndics agissant au nom de toute la communauté de ladite vallée. p. 85

1386, 15 Décembre. — Jean Bochard, prieur de Chamonix, confirme les précédentes franchises de la communauté et en interprète plusieurs articles controversés . . . . . p. 91

1412, 12 Décembre. — Antoine de St-Amour, prieur de Chamonix, reçoit diverses plaintes de ses sujets et redresse plusieurs abus . . . . . p. 95

GEX

1292, 7 Novembre. — Léone, dame de Gex, et Guillaume son fils, accordent aux bourgeois de Gex des lettres de franchises, coutumes et lois municipales, qui sont aussi scellées par Guillaume (de Conflans), évêque de Genève. . . . . p. 98

1353, 12 Novembre. — Amédée VI, comte de Savoie, ayant pris d'assaut la ville de Gex, ratifie ses anciennes franchises, promet de réparer à ses frais les murailles de la ville, et accorde aux bourgeois le droit de vendre seuls du vin au détail . . . . . p. 107

1397, 28 Décembre. — Amédée VIII, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises de Gex. Il concède en outre aux propriétaires de maisons un privilége sur les meubles de leurs locataires, et autorise les sindics de Gex à exiger le serment de tous les habitants propriétaires dans la ville ou le mandement . . . . . p. 108

1453, 25 Août. — Louis, duc de Savoie, confirme les franchises précédentes de la ville de Gex, et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . p. 109

1479, 3 Février. — Philibert, duc de Savoie, confirme les franchises précédentes de la ville de Gex, et répond favorablement aux requêtes qui lui sont adressées en redressement de divers abus, par les sindics, hommes et communauté de ladite ville . . . . . p. 110

SALLANCHES

1293, 22 Juillet. — Béatrix de Faucigny approuve et confirme des ordonnances qui ont été délibérées, avec sa permission, par les bourgeois et jurés de la ville de Sallanches . . . . . p. 113

1310, 11 Juin. — Libertés, immunités et franchises accordées aux habitants de Sallanches, par Hugues Dauphin, seigneur du Faucigny. . . p. 116

CLUSES

1310, 4 Mai. — Libertés, immunités et franchises accordées aux habitants de Cluses, par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny . . . . . p. 127

1329, 19 Août. — Humbert Dauphin, seigneur de Faucigny, confirme aux habitants de Cluses leurs précédentes franchises, et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 138

1347, 18 Janvier. — Béatrix, fille de Humbert Dauphin et Dame de Châtillon, confirme les précédentes franchises de Cluses et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 139

1397, 4 Février. — Amédée VIII, comte de Savoie, ordonne aux habitants de Cluses de fortifier leur ville, et à tous les habitants dudit mandement de travailler à ces fortifications. . . . . p. 142

1432, 14 Février. — Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Cluses et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . p. 143

LULLIN

1310, 8 Août. — Libertés, franchises et immunités accordées aux habitants du château et du bourg de St-Oyen de Lullin, par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny. . . . . p. 149

BONNE

1310, 14 Août. — Libertés, franchises et immunités accordées aux habitants du château et du bourg de Bonne, par Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny, et Marie Catherine de Savoie, sa femme. . . . . p. 161

FÉTERNE

1322, 10 Janvier. — Lettres-patentes d'Amédée V, comte de Savoie, qui révoque les abergements et aliénations faites depuis vingt-cinq ans par les châtelains de Féterne des pâturages, bois et terrains communaux situés dans ladite châtellenie, et en rend la libre jouissance et administration à la communauté des hommes de cette châtellenie, à charge par eux d'indemniser les abergataires. . . . . p. 174

1392, 28 Juillet. — Bonne de Bourbon, comtesse de Savoie et tutrice du comte Amédée, confirme aux bourgeois et habitants de Féterne les franchises et priviléges qu'ils peuvent avoir obtenu de ses prédécesseurs et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 176

THONON

1324, 2 Février. — Edouard, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises de Thonon (non indiquées), et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 178

YVOIRE

1324, 2 Mars. — Edouard, comte de Savoie, confirme les anciennes franchises d'Yvoire (non indiquées), et y ajoute quelques dispositions nouvelles. . . . . p. 179

CHATELARD en BEAUGES

1324, 9 Mars. — Edouard, comte de Savoie, confirme aux bourgeois et habitants de Châtelard en Beauges les franchises qui leur ont été accordées le

19 Octobre 1301 par son père le comte Amédée V, et dont l'original a été brûlé lors du siége et de la prise du château . . . . . p. 183

LA ROCHE

1335, 22 Mars. — Libertés et franchises accordées aux habitants de La Roche par Amédée III, comte de Genevois. . . . . p. 189
1386, 3 Août. — Confirmation des franchises de La Roche par Pierre, comte de Genevois. . . . . p. 198
1396, 26 Janvier. — Confirmation des franchises de La Roche par Humbert de Villars, comte de Genevois . . . . . p. 199
1412, 7 Juillet. — Confirmation des franchises de La Roche par Amédée VIII, comte de Savoie. . . . . p. 199

THONES

1350, 20 Septembre. — Premières franchises accordées à la ville de Thônes par Amédée III, comte de Genevois, du consentement de sa femme Mathilde de Boulogne . . . . . p. 201
1369, 6 Septembre. — Amédée IV, comte de Genevois, confirme les franchises précédentes, et statue sur quelques points controversés. Il reçoit pour ces concessions quatre-vingt-dix florins de bon poids, et son conseil en reçoit vingt . . . . . p. 210
1464, 24 Avril. — Janus de Savoie, comte de Genevois, confirme toutes les franchises et libertés accordées aux habitants de Thônes par ses prédécesseurs. . . . . p. 212
1546, 6 Février. — Charlotte d'Orléans, duchesse de Nemours, tutrice de son fils Jaques de Savoie, confirme les priviléges, libertés et franchises des habitants de Thônes, y ajoute quelques dispositions nouvelles et abolit la tolérance des contrats usuraires accordée précédemment. Cet acte de la duchesse est entériné par le Conseil de Genevois, à Annecy, le 10 Avril suivant . . . . . p. 214

ANNECY

1367, 19 Novembre. — Amédée IV, comte de Genevois, du consentement de la comtesse Mathilde de Boulogne, sa mère, confirme les anciennes franchises (non-indiquées) de la ville d'Annecy, et y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 218
1412, 27 Avril. — Amédée VIII confirme les franchises précédentes d'Annecy par acte daté de Chambéry . . . . . p. 228

BONNEVILLE

1432, 8 Avril. — Amédée VIII, duc de Savoie, confirme les anciennes franchises de Bonneville, parmi lesquelles il mentionne celles qui ont été ac-

cordées par son aïeul Amédée VI, le 30 Août 1377, puis il y ajoute quelques dispositions nouvelles . . . . . p. 229

1500, 18 Mars.— Les syndics et plusieurs bourgeois et habitants de Bonneville font une confession générale de leurs droits et de leurs devoirs vis à vis de leur seigneur, le duc de Savoie . . . . . p. 233

ERRATA

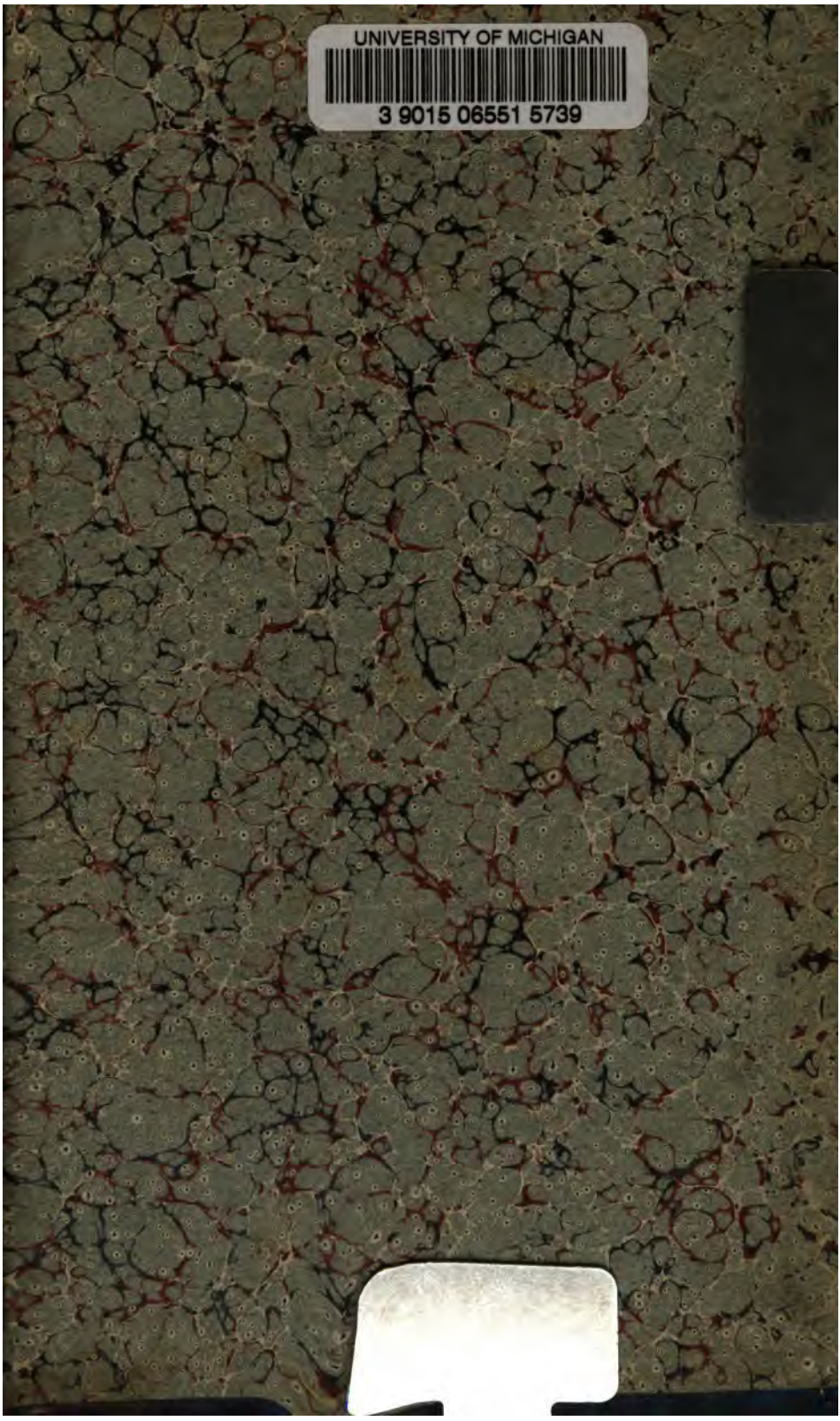
CRUSEILLES, II, p. 47, seconde ligne de la note ; au lieu de: *1302*, lisez : *1502*.
CHAMONIX, III, p. 88, cinq lignes avant la fin ; au lieu de: *texata*, lisez: *lexata*, lége, luge; en patois: lecka.
GEX, III, p. 108, au titre; au lieu de: *Amédée VII*, lisez; *Amédée VIII*.
LA ROCHE, I, p. 191, art. 16; au lieu de: *solvat*, lisez: *non solvat*.
— p. 194, art. 32; au lieu de: *Burgensi*, lisez: *Burgensis*.
— p. 195, art. 43; au lieu de: *furtum*, lisez: *furtim*.
THÔNES, I, p. 205, art. 23; au lieu de: *scando*, lisez: *stando*.
— p. 201, au titre; au lieu de: *Bologne*, lisez: *Boulogne*.
ANNECY, I, p. 218, au titre, même correction.

NOTE

L'impression de ce recueil était terminée lorsque nous avons eu connaissance de deux textes de franchises concernant encore des localités du diocèse de Genève, Léaz et Billiat en Michaille, aujourd'hui département de l'Ain. Ces concessions ont été faites l'une et l'autre en 1324, par Edouard, comte de Savoie, et sont datées de Chambéry, celle de Léaz, le 15 mars, et celle de Billiat le 16 mars. Comme ces franchises sont déjà imprimées et n'offrent aucun point saillant de différence avec celles des autres villes de la Savoie données à la même époque, nous n'avons pas jugé nécessaire de les éditer à nouveau.

Les franchises de Billiat ont été publiées dans les *Mémoires de l'Académie de Turin*, tome XXXVI, 2me partie, page 128; et dans les *Recherches sur l'histoire et la constitution de la monarchie de Savoie*, par Cibrario, trad. par Boullée. Paris, 1833, in-8°, page 225.

Quant aux franchises de Léaz, elles se trouvent dans les *Mémoires de la Société savoisienne de Chambéry*, tome IV, page 201. M. Aug. Dufour, qui les a éditées, dit en note qu'il ne sait où placer la localité de *Aya;* mais ce terme était, aussi bien que celui de *Laya*, le nom latin de Léaz, château, ville et prieuré, situé entre Bellegarde et le fort de l'Ecluse; cela est démontré par le tableau des Bailliages et Châtellenies de la monarchie de Savoie, telles qu'elles existaient en 1329. D'après ce tableau, donné par M. Cibrario dans les *Mémoires de l'Académie de Turin*, tome XXXVI, 2me partie, page 99, on voit en effet que les Châtellenies du bailliage du Bugey, énumérées par ordre géographique du Sud au Nord, étaient, entre autres, celles-ci: *Seyselli*, *Balonis*, *Ayæ* et *Clusæ*.


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 06551 5739